

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX



TOME IC
ANNÉE 2008

Revue publiée par la Société Archéologique de Bordeaux
avec le concours de la Municipalité de Bordeaux,
du Conseil général de la Gironde
et de la Direction régionale des Affaires culturelles d'Aquitaine

P215 / 57 99

Revue archéologique de Bordeaux

***tome IC
année 2008***

*Revue publiée avec le concours de la Municipalité de Bordeaux
du Conseil général de la Gironde
et de la Direction régionale des Affaires culturelles, Service régional de l'Archéologie*

*Société Archéologique de Bordeaux
1 place Bardineau
33000 Bordeaux*

*Société fondée en 1873
reconnue d'utilité publique
par décret du 11 mars 1915*

Membre de l'association  *"Archéologie d'Aquitaine"*

*Conformément à la tradition,
la Société Archéologique de Bordeaux
ne prend sous sa responsabilité
ni les opinions émises
ni les analyses développées par les auteurs.*

*Elle interdit
toute reproduction totale ou partielle de documents
sans son autorisation écrite.*

Photographie de couverture :

Château Bacalan à Ludon-Médoc,
portail d'entrée et façade sur cour.
Cliché Pierre Bardou.

Revue archéologique de Bordeaux *tome IC, année 2008*

Sommaire

Vincent Geneviève

*Les monnaies gauloises et romaines
de la place des Grands-Hommes à Bordeaux (Gironde)*

La restructuration complète du marché municipal des Grands Hommes en 1988 avait nécessité une intervention de sauvetage de grande ampleur publiée quelques années plus tard par la *Revue Archéologique de Bordeaux*. Les 41 monnaies recueillies lors de cette opération de fouille n'avaient pu être présentées dans le cadre de cet ouvrage et il importait de combler ce manque. L'inventaire détaillé de cette collection et les conclusions qui en découlent, mises en perspectives à l'appui des récentes fouilles effectuées dans la ville, se révèlent du plus grand intérêt pour notre connaissance des premiers temps monétaires à Bordeaux.

p. 11-22. **Vincent Geneviève**

*The Gallic and Roman Coins
of the Place des Grands-Hommes in Bordeaux (Gironde)*

The complete restructuring of the Grands-Hommes town market in 1988 had required a large-scale rescue operation whose results were published some years later by the *Revue Archéologique de Bordeaux*. It had not been possible to present the 41 coins collected during this excavation work in the *Revue* and it was important to make up for this lack. The detailed inventory of this collection and the conclusions resulting from it, put in context by recent excavations carried out in the city, appear to be of the greatest interest for our knowledge of the early days of coinage in Bordeaux.

Frédéric Boutouille

*« Par peur des Normands ».
Les Vikings à Bordeaux et la mémoire de leurs incursions*

À ce jour, en l'absence de vestiges archéologiques probants, les seuls moyens pour appréhender l'impact des incursions scandinaves à Bordeaux et en Bordelais restent les textes, inégalement utilisés par l'historiographie faute de considération suffisante pour les sources tardives. Les sources contemporaines qui se recoupent parfois sont plus fiables quoiqu'écrites dans des régions éloignées de ce théâtre d'opérations. Elles rendent compte d'une évolution fidèle au schéma de Lucien Musset puisque, à partir de 844, en l'espace de quatre ou cinq ans, les Normands passent du stade des reconnaissances à celui des raids saisonniers pour en arriver à une série d'hivernages (848, 855, 864) leur permettant de rayonner en profondeur sur le Bordelais et les pays limitrophes. Ces sources n'évoquent rien pour la fin du Xe siècle. Les textes écrits dans la région faisant état de ces événements ont tous été rédigés tardivement entre les XIe et XVIe siècles. Ils sont plus étoffés, mais toujours peu précis sur les destructions attribuées aux Normands et ne révèlent pas leurs sources. Nous y voyons, au contraire, des constructions historiques élaborées par vraisemblance, par désir de tromper ou par souci d'étymologie. Mais il y a aussi dans cette génération de textes des récits qui recyclent des traditions locales perdues, amplifiées

p. 23-38. **Frédéric Boutouille**

*« For Fear of the Normans ».
The Vikings in Bordeaux and the Souvenirs of their Raids*

Today, in the absence of convincing archaeological remains, the only means to assess the impact of the Scandinavian raids in and around Bordeaux are the texts, irregularly drawn on by historiography through lack of esteem for the later material. The contemporary sources, which sometimes tally, are more reliable though written in geographically distant areas. Their account is faithful to Lucien Musset's depiction since, after 844, within four or five years, the Normans had gone beyond reconnaissance visits and embarked on seasonal raids before finally overwintering (848, 855, 864) allowing them to spread out significantly over the Bordeaux region and outlying areas. These sources do not mention anything for the end of the 10th century. The texts written in the area about those events were all composed later, between the 11th and 16th centuries. They contain more detail, but this is lacking where the destruction attributed to the Normans is concerned and no sources are given. We see in them historical constructions concocted from a mixture of plausibility, an intent to deceive and etymological preoccupations. Among this generation of texts, there are also stories that recycle lost local traditions which are either enhanced or given a new look. Far from deserving disdain based on a reflex of hyperpositivism, these tales long consi-

ou rhabillées. Loin de devoir être rejetés dans un réflexe d'hyperpositivisme, ces récits longtemps jugés indignes d'intérêt permettent de suivre quelques-uns des processus mémoriels bâtis autour du souvenir normand.

Damien Piot

*Un prieuré saintongeais au Pied-du-Château :
Saint-Germain de Langoiran*

Situé dans le hameau du Pied-du-Château dans la commune de Langoiran, non loin du castrum primitif du Castéra (dont il est sans doute contemporain) et au pied de l'imposante forteresse du XIV^e siècle, le prieuré Saint-Germain est encore un site mal connu, de la mémoire locale lui préférant les deux grands monuments de Langoiran que sont le château et l'ancienne église paroissiale Saint-Pierre-ès-Liens.

Cependant, une partie de l'histoire de ce prieuré saintongeais en plein cœur de Langoiran, a pu être, depuis peu, révélée par une campagne d'archéologie du bâti menée en juillet dernier sous la direction de Jean-Luc Piat et de Philippe Araguas (en parallèle à la fouille menée sur le Castéra), sur le site interprété comme étant la chapelle prieurale. Laquelle a été précédée d'une enquête documentaire réalisée, au cours de mon mémoire de master 2 d'histoire médiévale (mené sous la direction de Sylvie Faravel et Philippe Araguas). Cette enquête a permis de reconstituer un corpus de quatorze textes (dont neuf inédits), couvrant une période allant de la fin du XI^e siècle au XVIII^e, et donne à voir la fondation du prieuré par Bernard I^{er} d'Escoussans, ainsi que quelques éléments de l'occupation du prieuré dans le hameau du Pied-du-Château (principal hameau de Langoiran et jusqu'à présent considéré comme un hameau castral, autour de l'actuelle forteresse du XIV^e siècle).

L'article ambitionne, à travers une lecture chronologique des trois grandes étapes que nous retenons de l'histoire du prieuré, de faire la synthèse de ces deux travaux ; et de montrer qu'en vertu du caractère très récent de l'étude de ce site, le débat demeure quand à certains éléments d'interprétation.

p. 39-51.

Damien Piot

*Saint Germain de Langoiran :
a Saintonge* Priory in Pied-du-Château*

Located in the hamlet of Pied-du-Château in the commune of Langoiran near the original castrum (i.e. fortress) of the place called Castéra at the foot of the impressive 14th century fortress, Saint Germain priory is still little known locally, compared to the two prominent monuments in Langoiran: the castle and the former Saint Pierre-ès-Liens parish church.

However some of the history of this Saintonge priory in the heart of Langoiran has recently been uncovered thanks to an archaeological study conducted by Jean-Luc Piat and Philippe Araguas last July (at the same time as the excavation carried out in the Castéra) where the priory's chapel was thought to be. Previously, I had done some document research for the final dissertation of my master's degree in medieval history under the supervision of Sylvie Faravel and Philippe Araguas. This survey enabled me to put together a corpus of 14 texts from the 11th to the 18th century – 9 of which had never been published – showing how the priory of Pied du Chateau was founded by Bernard I^{er} d'Escoussans and some information about how it was occupied.

Through a chronological reading of what we consider to be the three major periods of the priory's history, the article presented here seeks to combine these two works and to show that as research on this site is very recent, some interpretations are still debatable.

*Saintonge : the region around the town of Saintes in Charente Maritime.

Jacques Baggio

*1406-1442 : La mise en défense de Bordeaux
ou de l'emprise municipale sur la ville*

La première moitié du XV^e siècle marque l'émancipation politique et militaire de la ville de Bordeaux, laquelle par sa Jurade doit prendre en charge l'effort de guerre inféré par les armées françaises avides de conquérir ce pôle stratégique du fait de son ouverture maritime vers l'Angleterre confortant sa puissance commerciale. Pour les instances dirigeantes, la mise en défense de la ville est une préoccupation constante.

p. 53-67.

Jacques Baggio

*1406-1442 : Defending Bordeaux
or How The Council Took Control of The City*

The first half of the 15th century marks the political and military emancipation of the city of Bordeaux which, with its Jurade*, needed at the time to take care of the war effort as the French armies were eager to conquer this strategic centre due to its maritime location looking out towards England. Defending the city was a constant concern for the governing authorities. Thus, in order to protect their commercial privi-

dered unworthy of interest, enable us to follow some of the folk memory processes following the Norman incursions.

Ainsi les bourgeois acceptent, afin de préserver leurs privilèges commerciaux et l'autonomie de la cité, de participer pleinement à la mise en défense de leur ville en contribuant au guet et à la garde, ainsi qu'au financement de l'entretien des murs et de l'artillerie. Du fait de son implication dans la sauvegarde de la ville, la Jurade constitue le ferment de la solidarité communale. Bordeaux, ville forte au regard de ses pouvoirs économique, militaire et financier, apporte pour sa population une sécurité tangible que renforce la présence de son imposante enceinte aux nombreux ouvrages fortifiés, efficace protection dont les contraintes pèsent très lourdement sur la vie quotidienne en cette fin de la guerre de Cent ans.

leges and the autonomy of the city, the bourgeois (the ruling classes) agreed to participate fully in defending their city by contributing to the watch and guard duty as well as to financing the maintenance of the city walls and artillery. Due to its involvement in the protection of the city, the Jurade constituted the ferment of the city solidarity. Bordeaux, a powerful city economically, financially and militarily offered tangible security to its population, reinforced by the imposing city wall with many fortified structures, an efficient protection, whose constraints nevertheless affected heavily everyday life at that time, towards the end of the Hundred Years War.

*Jurade ≈ town council

Marc Favreau

*Le magasin des Marbres du Roi à Bordeaux
aux XVII^e et XVIII^e siècles*

p. 69-88.

Marc Favreau

*The Royal Marble Warehouse in Bordeaux
in the 17th and 18th Centuries.*

Depuis l'Antiquité, les Bordelais utilisaient le marbre pyrénéen pour orner leurs monuments publics, leurs habitats ou leurs sépultures. A l'époque moderne, leur ville constituait une étape sur la route qui amenait les blocs des carrières Pyrénéennes vers le nord de la France. Mais, avec l'édification de Versailles, son importance s'accrut au point que les Bâtiment du Roi améliorèrent le contrôle, le stockage et la distribution des marbres du Roi en édifiant un magasin à La Bastide en 1733-1736. Le personnel, en particulier les inspecteurs, dut gérer au mieux un matériau difficilement maniable et très convoité par les particuliers du crû qui s'engageaient alors dans l'embellissement ou la reconstruction de leurs demeures. L'établissement bordelais, soumis continuellement aux commandes royales et à d'autres aléas (guerres, navigabilité des fleuves et canaux), périclita à la fin de l'Ancien Régime et ses bâtiments furent détruits à la fin du XIX^e siècle.

Since antiquity, the inhabitants of Bordeaux had been using Pyrenean marble to decorate their public buildings, houses or graves. In modern times, Bordeaux was a stopping place on the road used to transport blocks from the quarries to the north of France. But when Versailles was constructed, the city grew more and more important to the point that in 1733-1736, the Bâtiment du Roi, responsible for building works at the King's request, built a warehouse in the neighbourhood of La Bastide in order to control, store and supply the royal marble more efficiently.

The staff and the inspectors in particular had to manage as best they could, a material difficult to handle and coveted by the locals who were then improving or constructing their residences. The Bordeaux institution, which was endlessly subjected to royal orders and other vagaries (wars, seaworthiness of rivers and canals), finally collapsed at the end of the Ancien Régime and its buildings were destroyed at the end of the 19th century.

Pierre Coudroy de Lille

Le château de Vaure à Ruch (Gironde)

p. 89-92.

Pierre Coudroy de Lille

Vaure Castle in Ruch (Gironde)

Le château de Vaure en Gironde est une ancienne maison noble située dans la commune de Ruch près de Pujols-sur-Dordogne.

Au XV^e siècle et pendant une grande partie du XVI^e siècle, il a appartenu à une famille Casso ou Casse, puis, à partir de 1577, à Thomas de Bacalan. Pendant les Guerres de religion, il fut la propriété de son fils Symphorien, fidèle compagnon d'Henri IV et fut alors pris et pillé. Les Bacalan conservèrent ce bien jusqu'en 1730 qui fut transmis par la suite à la famille du Vigier, puis aux Grossolles-Flamarens. Pendant la Révolution, il fut vendu à Raymond Follardeau, avocat et cultivateur à Frontenac.

Vaure Castle in Gironde is a former manor house in the village of Ruch near Pujols sur Dordogne.

In the 15th century and during most of the 16th century, it belonged to a family named Casso or Casse, then, from 1577, to Thomas de Bacalan. During the religious wars, the castle was owned by his son Symphorien, a faithful companion of Henri IV and it was then seized and plundered. The Bacalan family kept the property until 1730 before handing it down to the Vigier family and then to the Grossolles-Flamarens. During the Revolution, it was sold to Raymond Follardeau, a lawyer and farmer in Frontenac.

L'édifice actuel fut construit à la fin du XVI^e siècle ou au début du XVII^e siècle. Il se compose de trois de corps de bâtiment, à deux niveaux, dont deux en retour d'équerre par rapport au troisième. Trois gros pavillons marquent les angles. L'ensemble est d'une grande sobriété, seule la porte d'entrée est décorée. Le château est entouré de douves sèches.

Xavier Roborel de Climens

Documents d'archives provenant du château de Vaure

Les deux documents présentés ici sont extraits du fonds Bacalan conservé à la Bibliothèque municipale de Bordeaux. Le premier, rédigé en 1694, donne une description du château de Vaure, de ses dépendances et de ses revenus. Ces derniers consistent en métairies, moulins, rentes, créances et un bourdieu dans la palu des Chartrons près de Bordeaux appelé «à Bacalan». Le deuxième est un procès-verbal de pose de scellés rédigé en 1730, juste après la mort de Jean-Jacques de Bacalan, dernier représentant de la branche aînée de cette famille. Grâce à ce document nous avons une description de l'intérieur de cet édifice qui, s'il fut richement décoré à la fin du XVII^e siècle, se trouve bien défraîchi au jour de la rédaction de ce procès-verbal, soit en 1730.

Rémi Desalbres

La restauration des façades de l'hôtel de la Marine : redécouverte de la modernité de l'architecture bordelaise au XVIII^e siècle

Au cours du XVIII^e siècle, Bordeaux est le premier port du royaume et son architecture est largement imprégnée des grands chantiers franciliens. La mode pour la pierre à nu de ces dernières décennies, associée à des ravalements souvent mal maîtrisés, va faire oublier l'éclatante diversité et la richesse des façades bordelaises, jusqu'ici masquées par la pollution. La restauration de l'hôtel de la Marine a permis de révéler, grâce aux nombreuses découvertes de chantier et aux recherches en archives, la force et la modernité qui caractérisaient l'architecture bordelaise du XVIII^e siècle.

Xavier Roborel de Climens

Une famille de la noblesse bordelaise aux XVIII^e siècle et au XIX^e siècle : les Bacalan de Ludon en Médoc

Joseph de Bacalan (1701-1772) fut avocat puis conseiller au parlement de Bordeaux. En 1738, il acheta la maison noble de Cazalet à Ludon et fit construire la chartreuse actuelle connue

The current edifice was built at the end of the 16th century or at the beginning of the 17th century. It consists of three main bodies two levels high, two of which are constructed at right angles to the third body. Three big pavilions mark the corners. The whole building is of great sobriety. Only the front door is decorated. The castle is surrounded with dry moats.

Xavier Roborel de Climens

Archives Documents from Vaure Castle

The two documents presented here are excerpts from the Bacalan collection kept at the city library in Bordeaux. The first one written in 1694 describes Vaure castle, its outbuildings and its income. These consisted of farms, mills, rental income, debts and a bourdieu* called "à Bacalan" in the Chartrons palu* near Bordeaux. The second document is a legal inventory written in 1730 just after Jean-Jacques de Bacalan, the last surviving member of the family's eldest branch, died. Thanks to this document, we have a description of the castle's interior which, though richly decorated at the end of the 17th century, was quite worn in 1730 when the report was written.

*bourdieu: a vineyard in the region of Bordeaux

*palu: ground of alluvium found next the Garonne and Dordogne rivers in the region of Bordeaux

Rémi Desalbres

The Refurbishment of the Facades of the Hôtel de la Marine: rediscovering the modernity of Bordeaux architecture in the 18th century.

In the 18th century, Bordeaux is the first port of the kingdom and its architecture is largely influenced by the big construction sites of Ile-De-France. The fashion for bare stone these last decades, associated with poor cleaning procedures, has led us to forget the extraordinary variety and richness of Bordeaux's facades, masked heretofore by pollution. The restoration of the Hôtel de la Marine has brought to light the strength and modernity of Bordelais architecture in the 18th century thanks to numerous discoveries on the construction sites and researches in archives.

Xavier Roborel de Climens

The Bacalan from Ludon en Médoc : A Noble Family from Bordeaux in the 18th and 19th Centuries

Joseph de Bacalan (1701-1772) was a lawyer and then a member of the Parliament in Bordeaux. In 1738 he bought the Cazalet manor house in Ludon and had the current

sous le nom de « château Bacalan ». Comme tout parlementaire bordelais, Joseph de Bacalan développa un important vignoble dans ses domaines près de Bordeaux, à Ludon, Macau et Pessac.

Son fils unique, Isaac (1736-1769), maître des requêtes à Paris, mourut trop jeune pour imprimer sa marque et ce fut sa femme, Jeanne de Lavie-Bacalan (1737-1826), qui prit en main les destinées de la famille pendant la Révolution, réussissant à maintenir intact le patrimoine familial et à faire radier son fils Martial (1762-1835) de la liste des émigrés.

Le XIX^e siècle vit l'effacement progressif de cette famille avec les partages et la vente du patrimoine qu'avait constitué Joseph de Bacalan.

Florence Saragoza

La collection thébaine du Dr Godard au musée d'Aquitaine

En 1861, le docteur Jean Ernest Godard entreprenait, dans le cadre d'une mission pour Napoléon III, un périple qui le conduisit en Egypte. Au cours de ce voyage, il constitua une collection léguée à sa mort, en 1862, à la ville de Bordeaux et aujourd'hui conservée au musée d'Aquitaine. Majoritairement composée de pièces pharaoniques, elle compte quelques pièces contemporaines acquises au Soudan ou au Caire. Bien que Jean Ernest Godard ne mentionne pas les circonstances de sa constitution dans les écrits qu'il rédige alors et qu'il consacre principalement à ses observations médicales, il en consigne la composition dans des carnets dont seul un fascicule a été préservé. Une relecture de ce précieux document permet toutefois d'en retracer la genèse et d'attribuer à certaines des trois-cents œuvres ainsi inventoriées une provenance. Cette étude est plus particulièrement consacrée aux objets de provenance thébaine, acquis au mois de mai 1861. La majorité est issue du matériel funéraire des tombes des nécropoles de la rive occidentale, mais d'autres appartiennent au domaine culturel ; presque toutes étaient inédites. Le corpus ici réuni illustre la qualité des choix du docteur Godard, collectionneur néophyte, qui n'avait jusqu'à ce voyage en Egypte manifesté aucune sensibilité pour l'art ou la civilisation pharaoniques.

Antoine Briscadieu

Jean Auguste Brutails et la Catalogne

L'histoire médiévale doit beaucoup à Jean Auguste Brutails (1859-1926). Son oeuvre éparse et foisonnante jalonne toute la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle. Digne héritier des grands maîtres de l'archéologie monumentale, Brutails devint

chartreuse*— known as "Château Bacalan"— built. Like all members of Parliament in Bordeaux at the time, Joseph de Bacalan cultivated a large vineyard on his estate near Bordeaux in Ludon, Macau and Pessac.

His only child, Isaac (1736-1769), who was Maître des requêtes* in Paris, died too early to leave his mark. It was his wife, Jeanne de Lavie-Bacalan (1737-1826), who took charge of the family destiny during the Revolution and succeeded in preserving the family heritage and crossing her son Martial (1762-1835) off the migrants' list.

In the 19th century, the family progressively disappeared and the legacy constituted by Joseph de Bacalan was divided up and sold.

*chartreuse : a small country house in the region of Bordeaux

* Maître des requêtes : the counsel for the Royal council

p. 131-151.

Florence Saragoza

Doctor Godard's Theban Collection at the Aquitaine Museum

In 1861, doctor Jean Ernest Godard undertook a journey to Egypt as part of a mission for Napoleon III. During these travels, he built up a collection which was donated to the city of Bordeaux after his death in 1862 and is today kept at the Aquitaine Museum. It is mainly composed of Pharaonic pieces but there are also contemporary objects acquired in Sudan or Cairo. Although Jean Ernest Godard does not explain how he constituted his collection in the notes he was then writing and which he dedicated mainly to his medical observations, he did write down its composition in the notepads among which only one has been preserved. Nonetheless, re reading this precious document enables us to establish the origin of the collection and to attribute a source to some of the three hundred pieces thus listed. This article is particularly dedicated to the objects from Thebes bought in May 1861. Most of these are mortuary material from the necropolises' graves on the western bank but others belong to the religious domain. Almost all of them were unknown. The works gathered here illustrate the quality of Doctor Godard's choices, a novice collector, who had shown no interest for Pharaonic art or civilization up until his journey to Egypt.

p. 153-159.

Antoine Briscadieu

Jean Auguste Brutails and Catalonia

Medieval history owes a lot to Jean Auguste Brutails (1859-1926). His rich and varied work covers the end of the 19th and the beginning of the 20th centuries. A worthy heir to the great masters of monumental archaeology, Brutails became

au fil de sa carrière d'archiviste un savant incontournable dans le milieu scientifique. En effet, en fonctionnaire zélé et en chercheur passionné, Brutails, homme de sens et d'esprit, marqua de son empreinte les études historiques et archéologiques de son temps. De son œuvre girondine, a subsisté principalement un ouvrage majeur, *Les vieilles églises de la Gironde*, (réédité en 2008), ainsi que de très nombreuses notes, inventaires ou études critiques publiés parfois sous les auspices de la Société Archéologique de Bordeaux dont il fut un illustre membre jusqu'à la fin de sa vie. Mais, de ses ouvrages qui connurent une résonance nationale, parmi lesquels on notera aussi *L'archéologie du Moyen-âge et ses méthodes* (1900), sa *Géographie monumentale de la France aux époques romanes et gothiques* (1923) ou encore son ouvrage intitulé *Pour comprendre les monuments de France* publié en 1917 et destiné à sensibiliser le public sur la nécessité du sauvegarder le patrimoine national, il est une partie de son œuvre, commencée alors que le jeune Brutails étant en poste aux archives départementales de Perpignan, qui connut un destin singulier. De là, et principalement à partir de la publication en 1893 de ses *Notes sur l'art religieux en Roussillon*, Brutails attira l'attention des chercheurs catalans. Ces derniers, rassemblés autour des deux grandes figures politiques et intellectuelles de Barcelone, Enric Prat de la Riba et Josep Puig i Cadafalch, reprirent sa méthode héritée de l'Ecole des Chartes. Brutails participa alors au développement des recherches historiques et archéologiques de la Catalogne, notamment par son implication au sein de l'Institut d'Etudes Catalanes qui fut un rouage essentiel de l'ambitieuse politique de découverte et d'expansion de la culture catalane. Suivant ainsi le cheminement de Brutails auprès des gardiens du temple de la catalanité, plongé en plein courant nationaliste incarné par la *Reneixança* et le *Noucentisme* barcelonais, la présente étude, dont nous n'exposons ici que la synthèse, outre le fait qu'elle révèle un aspect méconnu de son œuvre, permet d'appliquer à cet exemple original de collaboration entre scientifiques une réflexion sur les rapports qu'entretiennent la science historique et archéologique avec la question de l'identité nationale dans la Catalogne des années 1900.

Adeline Falières-Lamy

Les statues disparues sous le Régime de Vichy à Bordeaux

Sous l'Occupation, sur ordre du gouvernement de Vichy, les œuvres en bronze ornant les places publiques et les musées furent pour raison militaire envoyées à la fonte. Cet article étudie le cas de Bordeaux. Il montre les conditions dans lesquelles la Commission départementale mit en œuvre cette politique, et les choix idéologiques et esthétiques qui déterminèrent la liste des œuvres sacrifiées et celles qui furent épargnées.

a major scholar in the scientific field during his career as an archivist. Indeed, as a devoted civil servant and passionate researcher, Brutails, a sensible and witty man, left his mark on the historical and archaeological studies of his time. What mainly remains of his writings on the Gironde is a major work, *The Old Churches of Gironde*, republished in 2008, as well as many notes, inventories and critical studies sometimes published under the auspices of the Société Archéologique de Bordeaux of which he was an eminent member until the end of his life. Among the works on a national scale that are worthy of mention, are *Medieval Archeology and Its Methods* (1900), *The Monumental Geography of France in the Norman and Gothic periods* (1923) and his book entitled *Towards an Understanding of the Monuments of France* published in 1917, whose aim was to make the public aware of the necessity to preserve the national heritage. Some of his work, however, which he started when as a young man he was working at the Perpignan local archives, went beyond even these. From there, and thanks particularly to his *Notes on Religious Art in Roussillon* published in 1893, Brutails drew the attention of Catalan researchers. The latter, revolving round two great political and intellectual figures from Barcelona, Enric Prat de la Riba and Josep Puig i Cadafalch, took up the method he himself had inherited from the Ecole des Chartes. Brutails then took part in the development of historical and archaeological research in Catalonia, particularly through his involvement within the Institute of Catalan Studies which was a lynchpin in the ambitious policy for the discovery and expansion of Catalan culture. Following as it does Brutails' association with the temple guards of "catalan-ness" in the full nationalist flow embodied by Barcelona's *Reneixança* and *Noucentisme*, the study summarized and presented here not only reveals an unknown aspect of his work, but this original example of collaboration between scientists also opens the door to a consideration of the relationship between historical and archaeological science and the issue of national identity in Catalonia in the 1900s.

Adeline Falières-Lamy

The Lost Statues of the Vichy Regime in Bordeaux

During the Occupation, following an order from the Vichy government, the bronze works decorating public squares and museums were sent to be melted for military reasons. This article looks into the case of Bordeaux. It shows the conditions in which the *Commission Départementale* carried out this policy as well as the ideological and aesthetic choices that determined the list of the works that were sacrificed and those that were spared.

Nicole Palard

Recherches sur l'œuvre picturale de Jean Despujols (1886-1965)

Jean Despujols est né à Salles en 1886. Formé à Bordeaux par l'Ecole des Beaux-Arts dans le respect du « beau métier » et la pratique du dessin, il obtient le Prix de Rome en 1914. Mobilisé, il participe, avec gloire, aux plus dures batailles de la Première Guerre mondiale. Après un séjour italien à la Villa Médicis, Jean Despujols devient une des figures artistiques marquantes de l'entre-deux-guerres parisien, un « combattant » de l'école néo-classique. Grâce au Prix de l'Indochine qui lui est attribué en 1936, il découvre les richesses de la perle de l'Empire. Il ramène de son périple une collection considérable actuellement conservée au musée de Shreveport en Louisiane où il est décédé en 1965.

Les recherches sur l'œuvre picturale de Jean Despujols ont précisé son rôle au sein de l'école néo-classique. Elles ont essayé de retrouver les éléments de cohérence entre cette « vie aventureuse », selon un qualificatif souvent employé, et une œuvre riche, variée, encore imparfaitement connue dans sa globalité.

Elles prennent une actualité particulière au moment où une de ses œuvres majeures *L'Agriculture* (1925), restaurée, va être présentée à nouveau au public.

Laure Perrot

La cité du Grand Parc à Bordeaux

La cité du Grand Parc, réalisée à Bordeaux dans les années 1960/1970 sous le mandat de Jacques Chaban-Delmas, demeure l'un des seuls grands ensembles bordelais contemporain intra-muros. Construite à seulement 800 mètres des Quinconces, elle offre 3 835 logements répartis dans 25 barres et cinq tours d'habitation, complétés d'une multitude d'équipements sociaux, commerciaux, éducatifs, culturels, sportifs, administratifs et religieux. Les espaces verts en sont une donnée primordiale ayant guidé les aspirations de ses nombreux maîtres d'œuvre. L'architecture et l'urbanisme répondent aux données de l'époque, régis par une certaine uniformisation, des contraintes budgétaires et normatives, une disposition orthogonale. Toutefois, certains équipements témoignent d'une volonté de diversification. Cette cité a donné lieu à de nombreuses analyses, critiques et débats qui évoluent au fil du temps, mais elle reste malgré tout un exemple réussi de la politique expansive de logements de la période des Trente Glorieuses.

p. 179-197.

Nicole Palard

Research on Jean Despujols' graphic work (1886-1965)

Jean Despujols was born in Salles in 1886. Trained by the Ecole des Beaux Arts in Bordeaux in accordance with the standards of the "noble profession" and the practice of drawing, he was laureate of the Prix de Rome in 1914. Mobilized, he gloriously fought the toughest battles of WWI. After staying at the Villa Medicis in Italy, Jean Despujols became one of the outstanding artistic figures of the Parisian interwar years and a "militant" for the neo-classical school. Thanks to the Prix de l'Indochine awarded to him in 1936, he discovered the riches of the empire's pearl. From his journey, he brought back a vast collection which is now kept at the Shreveport museum in Louisiana where he died in 1965.

Research on Jean Despujols' graphic work has brought to light his role within the neo-classical school. It has tried to find some coherence between his "adventurous life", as it has often been described, and his rich and diverse work which remains largely unknown in its entirety.

The research is particularly topical today as one of his major works (*L'Agriculture*, 1925), now restored, is to be presented once again to the public.

p. 199-209.

Laure Perrot

The Housing Estate of the Grand Parc in Bordeaux

The housing estate of the Grand Parc, which was created in the 1960s/1970s when Jacques Chaban-Delmas was in office, remains the only housing scheme inside the old fortifications of Bordeaux. Built only 800 metres from the Quinconces, it offers 3835 units distributed in 25 blocks of flats and 5 towers, together with an array of social, commercial, cultural, sports, official and religious facilities. The open spaces are a key-element in the design which inspired its many project managers. The architecture and town planning, corresponding to the criteria of that era, are governed by a sort of standardization, financial and normative constraints and an orthogonal layout. However, some facilities show a will to diversify. This estate has been the subject of many analyses, much criticism and debates evolving over the years; nevertheless it is still a successful example of the urban expansion policy during the Trente Glorieuses*.

*The thirty-year boom period after World War II.

Notes et documents

Jean-François Fournier	<i>L'énigmatique Frère Mathias</i>	213-214
<i>L'Atlas historique de Bordeaux :</i>		
	une nouvelle production de la collection de l'Atlas historique des villes de France	215-219
<i>Bordeaux, Cité judiciaire : origine et développement d'un quartier suburbain antique</i>		
	sous la direction de Christophe Sireix	221-223
« <i>Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoirs des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age</i> »		
	édités par I. Cartron, D. Barraud, P. Henriot, A. Michel	225
<i>Le duc et la société. Pouvoirs et groupes sociaux dans la Gascogne bordelaise au XIIe siècle (1075-1199)</i>		
	par Frédéric Boutouille	227-229
<i>Crépuscules ultramontains : marchands italiens et grand commerce à Bordeaux au XVIe siècle</i>		
	par Bernard Allaire	231-232
<i>La voirie bordelaise au XIXe siècle</i> par Sylvain Schoonbaert		
		233-235
In memoriam :		
	<i>le professeur Robert Etienne</i>	237-238
	<i>Daniel Nony</i>	239-240
<i>Activités de la Société Archéologique de Bordeaux en 2008</i>		
		241-242
<i>Cercle numismatique Bertrand-Andrieu, Procès-verbaux des séances de l'année 2008</i>		
		243-244



Revue Archéologique de Bordeaux, tome 1C, année 2008, p. 11-22

Les monnaies gauloises et romaines de la place des Grands-Hommes à Bordeaux (Gironde)

par Vincent Geneviève *

A la mémoire de Daniel Nony

Les fouilles de la place des Grands-Hommes à Bordeaux ont fait l'objet d'une monographie publiée en 1993 dans la collection « Pages d'Archéologies et d'histoires Girondines » éditée par la Société Archéologique de Bordeaux ¹. Les principaux enseignements et résultats issus de cette opération archéologique sont largement développés dans ce volume qui accorde la part belle tant à l'analyse stratigraphique des différents niveaux fouillés qu'aux multiples études spécialisées consacrées à l'abondant mobilier recueilli à cette occasion. Seules manquaient les monnaies ! De nombreux contretemps avaient empêché le regretté professeur Daniel Nony de s'en charger et ce n'est qu'il y a quelques mois seulement que ce dernier me confiait, avec l'accord de Dany Barraud ² et de Christophe Sireix ³, l'examen de ce matériel. Il était on ne peut plus justifié de réparer ce manque en publiant cette collection dans la revue qui avait promu la fouille et de rendre un hommage numismatique à Daniel Nony à travers l'étude de ces monnaies qu'il affectionnait tant et pour lesquelles il a beaucoup œuvré.

Les monnaies recueillies se répartissent inégalement en cinq zones sur l'ensemble du site :

Zone 1 : 1
Zone 2 : 5
Zone 3 : 3
Zone 5 : 2
Zone 8 : 30
Total : 41 monnaies

Les monnaies préaugustéennes

Les monnayages préaugustéens forment un ensemble de 22 monnaies qui représentent la moitié (53,6 %) de la masse monétaire retrouvée sur le site de la place des Grands-Hommes. Seuls, quatre bronzes, trois de flans complets et un coupé, n'ont pu être précisément identifiés, mais leur module, leur poids ainsi que l'aspect de leur flan, ne permettent pas de les rattacher aux frappes impériales romaines. Si la quantité peut paraître dérisoire, il n'en est rien. Rappelons que les recensements de Daniel Nony en 1978-1979 faisaient état de quinze monnaies préaugustéennes découvertes à Bordeaux, et pour l'ensemble de la ville ⁴ ! Depuis cette date, les nombreuses opérations archéologiques effectuées dans le sous-sol bordelais ont livré des milliers de monnaies ⁵, toutes périodes confondues, dont près de 120, celles de la fouille de la place des Grands-Hommes

* Institut National de Recherches Archéologiques Préventives, ZI Les Pinsons - 13, rue du Négoce, F-31650 Saint-Orens-de-Gameville ; chercheur associé, ITEM-GRA (EA 3002), Université de Pau et des Pays de l'Adour. Contact : vincent.genevieve@inrap.fr.

1. Sireix (Chr.) (dir.), Les fouilles de la place des Grands-Hommes à Bordeaux, *Pages d'Archéologie et d'histoire Girondines*, 3, Bordeaux, 1993.

2. Conservateur Régional de l'Archéologie, SRA Aquitaine.

3. Ingénieur de Recherche, Inrap, responsable de la fouille de la place des Grands-Hommes.

4. Nony (D.), Monnaies gauloises recueillies à Bordeaux, dans *Revue Archéologique de Bordeaux et du département de la Gironde*, 1978-1979, p. 15-21.

	Denier	M. à la croix	Fraction argent	Bronze	Bronze coupé	Quadrans	TOTAL
MONNAYAGE GAULOIS							
Territoire Volques Tectosages		1					1
Territoire Bituriges Vivisques			9				9
Territoire Picto-santons						7	7
MONNAYAGE RÉPUBLIQUE ROMAINE							
Atelier itinérant	1						1
MONNAYAGES INDÉTERMINÉS							
Atelier indéterminé				3	1		4
TOTAL	1	1	9	3	1	7	22

Tableau. 1. - Les monnayages préaugustéens découverts place des Grands-Hommes

comprises, sont antérieures au règne d’Auguste. Assurément, ce nouvel échantillon à disposition permettra d’aborder plus clairement la question des premiers temps monétaires à Bordeaux ⁶ (tableau 1).

Au sein de cet échantillon se distinguent deux ensembles majeurs : le premier est constitué de petites fractions d’argent déjà connues sur les chantiers bordelais ; le second est exclusivement composé de bronzes picto-santons, tous au type de *Contoutos*.

Les fractions d’argent au cheval

Au total, neuf fractions d’argent au cheval ont été recueillies sur la fouille. Il s’agit presque là d’une prouesse tant ces monnaies sont minuscules : leur diamètre oscille entre 7 et 8 mm et leur masse de 0,25 g à 0,35 g, ! Il est toujours difficile d’imaginer de nos jours l’usage de telles menues monnaies, mais cette spécificité ne concerne pas seulement ce monnayage, ni la région et la période qui nous intéressent ici, loin s’en faut ⁷. Surtout, ces piécettes ne sont pas les premières découvertes à Bordeaux. Un ensemble encore plus important provenait déjà des fouilles de l’immeuble La France ⁸, et quelques autres avaient aussi été recueillies lors des opérations archéologiques récentes conduites par l’Inrap lors de la fouille du parking du Grand Hôtel de Bordeaux ⁹, devant la place de la Comédie, et, plus bas, sur le cours du Chapeau-Rouge ¹⁰. Environ une trentaine d’exemplaires, tous attribuables à la façade atlantique et au centre-ouest de la Gaule, sont donc connus sur la ville et bien d’autres sont aussi recensés dans la région ¹¹. Leur production remonte, pour les plus anciennes, vraisemblablement à la fin du IIIe s. ou au début du IIe s. av. J.-C. De telles piécettes se rencontrent notamment sur les sites de l’Isle-Saint-Georges ¹² et de Moullets-et-Villemartin ¹³. Leur usage n’était donc pas

5. Notamment si l’on comptabilise le dépôt d’accumulation de la fouille de la Cité Judiciaire et qui comptait environ 1100 monnaies. Sur cet ensemble, voir : Geneviève (V.), Besombes (P.-A.), Raux (St.) et la participation de Londeix (L.), *Le dépôt d’accumulation des IIIe-IVe siècles*, dans Sireix (Chr.) (dir.), *La Cité Judiciaire : un quartier suburbain de Bordeaux antique*, *Aquitania*, supplément 15, 2008, p. 181-206.

6. Nony (D.), La géographie monétaire de la Gironde précésarienne et les origines de Bordeaux, *Revue des Études Anciennes, Hommage à Robert Etienne*, LXXXVIII, 1986, 1-4, p. 125-134. L’auteur ne disposait encore à cette époque que de maigres données pour aborder cette question. L’étude de ces monnayages préaugustéens est actuellement en cours et fera l’objet de plus amples développements dans le cadre d’une communication prévue lors du prochain colloque de l’AFEAF qui se tiendra à Bordeaux en 2011.

7. De nombreux monnayages de petits modules sont connus depuis la Grande Grèce jusqu’à la Gaule et ce, dès le Ve siècle av. J.-C. A titre d’exemple, nous citerons, les 1/20e de statère d’Alexandre le Molosse frappés à Tarente ou certaines *litrae* de Cyrénaïque et, plus près de nous, les oboles frappées par les Massaliètes ou les Volques Tectosages.

8. Nony (D.), Le matériel numismatique, dans Barraud (D.) et alii, Le site de « La France », origines et évolution de Bordeaux antique, *Aquitania*, VI, 1988, p. 40-43.

9. Sireix (Chr.) et alii, La fouille du Grand Hôtel de Bordeaux, Rapport Final d’Opération, Bordeaux, Inrap, 2007 (Etude des monnaies V. Geneviève).

10. Geneviève (V.), *Annexe numismatique : Cours du Chapeau-Rouge- Place la Bourse – Place Gabriel – Place Jean Jaurès – Rue Saint-Rémi*, III-6, dans Sireix (Chr.) et Chuniaud (Kr.) (dir.), *Cours du Chapeau-Rouge de Bordeaux. Aquitaine, Gironde*, Rapport Final d’Opération, Bordeaux Parking, Inrap, 2006, p. 1-106.

11. Nous avons déjà présenté une brève approche de ces monnayages avec plusieurs références de sites. Voir Geneviève (V.), Les monnaies antiques de Brion – Saint-Germain-d’Esteuil, *Aquitania*, 20, 2005, p. 286, notes 9 à 16. Un exemplaire récemment publié par Lourenço (J.-M.), Seguin (B.), Une obole au cheval, apparentée à la monnaie BN 2301, découverte en Médoc, *Cahiers Numismatiques*, 159, 2004, p. 33-34.

12. Boudet (R.), L’Age du Fer récent dans la partie méridionale de l’estuaire girondin (du Ve au Ier siècle avant notre ère), Périgueux, 1987, plus particulièrement p.113.

13. Sireix (M.), Boudet (R.), La stratigraphie de la zone E (Fouille n° 5) de l’habitat gaulois de Moullets-et-Villemartin (Gironde), dans *Actes du VIIIe colloque sur les Ages du Fer*, Angoulême, 18-20 mai 1984, *Aquitania*, supplément 1, 1986, p. 47-58, plus particulièrement p. 56 et 58.

inconnu des Aquitains au milieu du Ier s. av. J.-C. A l’unité métallique et typologique de ces monnaies, il faut ajouter l’unité géographique. *Burdigala* s’étend sur des dizaines d’hectares mais ces fractions ne se rencontrent pas sur tout son territoire urbain. C’est seulement dans le cœur ancien de la ville ou dans son périmètre immédiat que se retrouvent systématiquement ces monnaies. Les fouilles de la France, du Grand Hôtel, du cours du Chapeau-Rouge et de la place des Grands-Hommes en témoignent, tout comme l’absence de ce numéraire sur les sites de la Cité Judiciaire ¹⁴, de l’Îlot Bonnac ¹⁵ et de Saint-Christoly ¹⁶.

Ce nouveau lot bordelais se distingue surtout par son unité. En effet, toutes les fractions retrouvées sur le site de la place des Grands-Hommes appartiennent, semble-t-il, à un seul et même type. La tête au droit, bien que souvent décentrée, apparaît ceinte d’un diadème, les cheveux tirés vers l’arrière en mèches raides ; un collier ou un torque, agrément le cou. Les traits du visage sont relativement stylisés, rehaussés de points qui forment le nez et la bouche. Sur le revers figure un cheval galopant à gauche, flanqué d’un anneau au-dessus et d’un autre au-dessous. Les sabots sont généralement pointus et épais comme les articulations des pattes de l’animal.

Parmi les nombreuses fractions d’argent actuellement recensées à Bordeaux, aucune n’a été retrouvée en quantité aussi importante que cette série, soit environ une quinzaine d’exemplaires. L’homogénéité de ce lot et la concentration des découvertes dans la ville invitent à proposer l’attribution de ce monnayage spécifiquement à la cité bordelaise. La datation que nous en proposons reste large et prudente mais elle se situe vraisemblablement après la conquête des Gaules par Jules César. Aucune fraction de ce type n’a été recueillie dans des niveaux antérieurs à la deuxième moitié du Ier s. av. J.-C. et la plupart d’entre elles se retrouve même dans des contextes augustéens. C’est notamment le cas de presque tous les exemplaires découverts sur le site de La France. Il nous semble aussi raisonnable d’arrêter la production de ces frappes avec l’avènement d’Auguste comme premier empereur romain, soit une datation comprise entre 50 et 30 av. J.-C. Quant aux raisons qui ont motivé la frappe de telles monnaies, nous ne saurions à ce jour avancer d’hypothèses.

Les bronzes picto-santons

Le deuxième groupe monétaire préaugustéen est constitué de petits bronzes picto-santons, que l’on assimile, en raison de leur poids et de leur taille, à des *quadrantes* ¹⁷. Nombre d’opérations archéologiques réalisées dans la ville en ont livré et la fouille de la place des Grands-Hommes ne déroge pas à la règle. Ces sept nouveaux exemplaires s’ajoutent à ceux exhumés lors des fouilles de Saint-Christoly, du Grand Hôtel, du cours du Chapeau-Rouge et des allées de Tourny ¹⁸. Leur frappe se situe

aussi dans la deuxième moitié du Ier s. av. J.-C., plus précisément dans les années 40-30 av. J.-C. comme l’a proposé Jean Hiernard ¹⁹. Les sept exemplaires découverts place des Grands-Hommes ne concernent que le plus courant des trois principaux types connus, celui au nom de *Contoutos*, et élèvent leur total à 21 monnaies découvertes à Bordeaux. Les bronzes d’*Atectori*, bien moins courants, ne sont seulement connus que par deux exemplaires provenant des sites du Grand Hôtel et du cours du Chapeau-Rouge ²⁰. Les monnaies d’*Annicoios* se révèlent beaucoup plus rares et l’on considèrera avec précaution les trois petits bronzes découverts en 1841 rue Castéja ²¹. Si l’on ne peut mettre en doute l’existence de ces monnaies, on relèvera seulement qu’il s’agit là des trois seuls exemplaires de ce type connus à ce jour dans la ville, qui plus est, trouvés au même endroit. Le plus grand nombre de ces bronzes picto-santons provient des fouilles du Cours du Chapeau-Rouge dont les vestiges d’habitation les plus anciens remontent, comme ces monnaies, aux années 40-30 av. J.-C. ²². Néanmoins, leur utilisation dans les échanges se poursuit au-delà de cette date, au moins jusque sous les règnes d’Auguste et de Tibère. En témoigne l’US 8139 qui a livré, en plus d’un bronze ibérique d’Auguste, cinq bronzes au nom de *Contoutos*. Malgré leur importance, relative, à Bordeaux, l’attribution de ces monnayages ne saurait être remise en question. L’abondance

14. Geneviève (V.), Monnaies et stratigraphie monétaire sur le site de la Cité Judiciaire de Bordeaux (Gironde), dans Sireix (Chr.) (dir.), *La Cité Judiciaire : un quartier suburbain de Bordeaux antique*, *Aquitania*, supplément 15, 2008, p. 85-118.

15. Scullier (Chr.), Pons-Métis (A.) et alii, *La fouille de l’Îlot Bonnac*, Rapport Final d’Opération, Bordeaux, Inrap, 2007 (Etude des monnaies V. Geneviève).

16. Delplanque (A.), *Les monnaies des fouilles de l’Îlot Saint-Christoly à Bordeaux. Essai de circulation monétaire sous le Haut Empire*, TER (dactylographié), Université M. de Montaigne Bordeaux III, Bordeaux, 1995-1996.

17. Soit le quart d’un as romain augustéen.

18. Nony (D.), Mélanges de numismatique et de sigillographie, *Société Archéologique de Bordeaux*, LXXVII, 1986, p. 141-148.

19. Hiernard (J.), La circulation des dernières monnaies celtiques en Poitou et Saintonge, *Actes du 9e Congrès International de Numismatique*, Berne, Septembre 1979, I, Louvain-la-Neuve, Luxembourg, 1982, p. 633-640, pl. 73-75 et Hiernard (J.), Les monnaies antiques de Niort (Deux-Sèvres), *Aquitania*, 2, 1984, p. 60-104.

20. Un autre bronze picto-santon découvert sur ce site est indéterminé entre *Atectori* et *Contoutos*.

21. D’après Nony (D.), Monnaies gauloises recueillies à Bordeaux, *Revue Archéologique de Bordeaux et du département de la Gironde*, 1978-1979, p. 16 qui cite la mention issue de Jouannet (F.), *Statistique du département de la Gironde*, II, 2^e partie, Bordeaux, 1843, p. 431.

22. Geneviève (V.), Monnayages préaugustéens et augustéens de la fouille du cours du Chapeau-Rouge à Bordeaux (phase 1) : premiers résultats, dans *l’Aquitaine et l’Hispanie septentrionale à l’époque julio-claudienne. Organisation et exploitation des espaces provinciaux*, IVe colloque Aquitania, Saintes, 11-13 septembre 2003, *Aquitania*, supplément 13, 2005, p. 227-230.

	Denier	Bronze	Bronze coupé	Semis	Imit.	TOTAL
AUGUSTE						
Colonia Patricia	1					1
Caesaraugusta		1				1
Nîmes I		2	2			4
Nîmes III			2			2
Nîmes indéterminé					1	1
Lyon I					1	1
Lyon II		1	1	2	1	5
Lyon indéterminé				1		1
TIBÈRE						
Caesaraugusta		1				1
CLAUDE						
Atelier gaulois		1				1
MONNAYAGE INDÉTERMINÉ						
Atelier indéterminé			1			1
TOTAL	1	6	6	3	3	19

Tableau. 2. - Les monnayages impériaux découverts place des Grands-Hommes.

de ces émissions et les liens étroits qui unissent ces peuples aquitains justifient la circulation de ce numéraire en quantité à *Burdigala*.

Les autres monnayages préaugustéens

Seules six monnaies sont ici concernées, dont quatre sont indéterminées. La plus récente est un denier fourré de Jules César émis par un atelier itinérant (US 8082-01). Les monnayages de la République romaine, qu'ils soient d'argent ou de bronze, sont peu présents parmi les découvertes monétaires préaugustéennes de Bordeaux. Les bronzes au Janus et au revers à la proue, quand ils sont « identifiables »²³, se rencontrent dans des niveaux très largement postérieurs à leur date d'émission. C'est notamment le cas d'un exemplaire sur le site de la Cité Judiciaire recueilli avec un as de Lyon daté de 10-14 ap. J.-C., dans un contexte daté des années 15-40 ap. J.-C.²⁴. La dernière monnaie qui mérite attention est une drachme fourrée à la croix (US 32908-01). Ce monnayage est lui aussi peu représenté parmi les découvertes bordelaises avec seulement huit exemplaires, celui-ci compris. Les sites de La France, du Grand Hôtel, des allées de Tourny et une trouvaille ancienne à l'angle de la rue Saint-Catherine²⁵ sont à l'origine de ces découvertes. Comme précédemment pour les fractions d'argent, c'est dans le cœur ancien de la ville ou dans son proche périmètre que ce numéraire se retrouve. Le peu de trouvailles s'explique par le retrait rapide de la circulation de

ces monnaies d'argent par les autorités romaines. Néanmoins, et à titre de comparaison, aucune monnaie à la croix n'est retrouvée à Toulouse²⁶ dans la nouvelle ville romaine érigée sous Auguste²⁷ alors que ces pièces sont très fréquentes sur les hauteurs de Vieille-Toulouse. La situation est en fait très différente de celle de Bordeaux où la ville romaine s'installe directement sur l'agglomération gauloise, permettant plus facilement le brassage de ces « vieilles » monnaies à la croix avec les nouvelles dénominations impériales. Quoiqu'il en soit, leur utilisation ne devait certainement pas dépasser le règne de Tibère si l'on juge par les découvertes recensées qui ne figurent jamais au sein de tels niveaux archéologiques.

23. Ces monnaies sont tellement usées qu'elles se reconnaissent le plus souvent à l'aspect particulier de leur flan et il s'avère impossible de préciser exactement l'émission à laquelle elles appartiennent.
24. Geneviève (V.), Monnaies et stratigraphie monétaire sur le site de la Cité Judiciaire de Bordeaux (Gironde), dans Sireix (Chr.) (dir.), *La Cité Judiciaire : un quartier suburbain de Bordeaux antique, Aquitania*, supplément 15, 2008, p. 85-118, plus particulièrement, p. 101, cat. 1.
25. Nony (D.), Monnaies gauloises recueillies à Bordeaux, dans *Revue Archéologique de Bordeaux et du département de la Gironde*, 1978-1979, p. 15-16.
26. Geneviève (V.), Monnaies et circulation monétaire à Toulouse sous l'Empire romain (*fer-ve siècle*), Musée Saint-Raymond, Toulouse, 2000, p. 27 et Bost (J.-P.), La diffusion des bronzes de Nîmes et de Lyon en Aquitaine au début de l'Empire romain, *Revue Archéologique de Bordeaux*, XCIII, 2002, p. 276.
27. Pour la synthèse la plus récente sur la genèse de la ville, voir Vaginay (M.), Toulouse antique, *L'Anta*, 5e série, 1, janvier 2009, p. 4-9.

Les monnaies impériales romaines : Auguste et Tibère

Les monnayages impériaux retrouvés sur le site totalisent 19 exemplaires (46,4 %), toutes attribuables aux princes julio-claudiens. Mais c'est le numéraire augustéen qui est de loin le plus présent sur le site avec 16 monnaies. La monnaie la plus récente est un as de Claude (US 8022-01), attribué, selon la récente étude de ce monnayage par P.-A. Besombes, à l'atelier de Lyon²⁸. Aucune autre monnaie, même indéterminée, ne semble pouvoir être postérieure à ce règne (fig. 2).

L'atelier de Nîmes

Les sept bronzes nîmois du site représentent un peu moins de la moitié du numéraire augustéen et sont aussi nombreux que les *asses* et *semisses* lyonnais. Seules deux des quatre émissions frappées par l'atelier colonial ont été retrouvées place des Grands-Hommes. La première émission se divise en deux séries, l'une dite lourde (RPC 522) qui ne figure pas dans ce lot, mais dont aucun exemplaire n'a encore été identifié à Bordeaux, l'autre dite légère (RPC 523), émise en 16/15-10 av. J.-C., qui fournit quatre exemplaires. La seconde émission (RPC 524) est inexistante sur le site ; la troisième, datée de 10-14, ap. J.-C. (RPC 525) a livré trois bronzes coupés dont une imitation. La majorité des monnaies est coupée (78,26 %) comme on le retrouve sur tous les sites bordelais. L'hypothèse la plus plausible pour expliquer l'abondance de ces pièces coupées en deux, mais aussi quelquefois en trois ou en quatre, est le manque de numéraire divisionnaire en circulation en Gaule à cette période. La seule imitation reconnue pour ce monnayage est un bronze coulé, puis coupé. Le tenon ayant servi à sa fabrication est encore visible sur la tranche de la monnaie. Cette imitation est indéterminée entre la deuxième et la troisième émission (US 8012-01).

L'atelier de Lyon

La première émission, datée de 7-3 av. J.-C. (RIC 230)²⁹, ne compte qu'un exemplaire, contre cinq pour la seconde, frappée entre 10 et 14 ap. J.-C (RIC 233 et 245), dont une imitation. Comme la première émission nîmoise, la première émission lyonnaise est avant tout distribuée sur le *limes* rhénan pour le paiement de la solde des militaires³⁰. Si la seconde émission de Lyon y contribue aussi, sa production, contemporaine de la dernière émission de Nîmes est très largement diffusée en Gaule civile. Au sein de l'échantillon recueilli sur la place des Grands-Hommes, la série *Imp VII*, émise par Auguste au nom de Tibère César, est, comme sur tous les sites de Gaule non militarisée, la mieux représentée. C'est de cette émission que s'est inspirée la seule imitation lyonnaise relevée sur le site (US 8042-01).

Si les as lyonnais fractionnés sont d'ordinaire peu courants, la présence d'un exemplaire sur le site mérite d'être relevée, puisqu'elle est unique à Bordeaux (US 8007-01). Les *semisses*, dont la valeur équivaut à la moitié de l'as, sont en revanche plus communs. Leur proportion atteint ici presque la moitié de l'ensemble du monnayage lyonnais et même la dépasse si l'on considère l'as coupé qui correspond à cette valeur. On regrettera le caractère fruste d'un de ces trois *semisses* qui n'a pas permis de définir son appartenance à l'une des deux émissions frappées sous Auguste, ainsi que sa possible attribution au règne de Tibère (US 8042-03). En effet, si les as de Tibère Auguste à l'autel des trois Gaules (RIC 31) sont des monnaies d'une insigne rareté³¹, les *semisses* du même type (RIC 32) qu'il fit frapper vers 14-21 ap. J.-C. sont plus communs. Quelques exemplaires sont recensés dans cette partie de l'Aquitaine, notamment sur le camp militaire tibérien d'Aulnay-de-Saintonge³² mais aussi sur quelques sites proches, à Barzan³³, Saintes³⁴ et Nior t³⁵. La présence d'une telle monnaie parmi les *semisses* lyonnais du site de la place des Grands-Hommes n'est pas à écarter même si aucun exemplaire de ce type n'est encore connu à Bordeaux.

Les ateliers de la péninsule Ibérique

Les monnaies augusto-tibériennes frappées dans la péninsule Ibérique ont déjà fait l'objet de deux recensions par Daniel Nony³⁶, qui intégraient aussi quelques plus rares

28. Besombes (P.-A.), Barrandon (J.-N.), Nouvelles propositions de classement des monnaies de bronzes de Claude Ier, *Revue Numismatique*, 2000, p. 161-188 et Besombes (P.-A.), Le dépôt de 22438 monnaies du gué de Saint-Léonard (Mayenne), *Trésors Monétaires*, XXI, 2005. Sur cette étude, voir aussi BOST (J.-P.), Les monnaies d'imitation de Claude Ier. À propos d'un article récent, dans Cercle numismatique Bertrand Andrieu. Procès verbal de la séance du 20 mai 2001, *Revue Archéologique de Bordeaux*, XCII, 2001, p. 347-352.
29. Van Heesch (J.), Proposition d'une nouvelle datation des monnaies en bronze à l'autel de Lyon, *Bulletin de la Société Française de Numismatique*, 4, 1993, p. 535-538.
30. Besombes (P.-A.), Les ateliers de Nîmes et de Lyon sont-ils des ateliers militaires ?, dans *XIII Congreso Internacional de Numismática, Madrid-2003*, Madrid, 2006, p. 975-977.
31. Sur ces monnaies rarissimes, voir Amandry (M.), Estiot (S.), Gautier (G.), avec la collaboration de Barrandon (J.-N.), Besombes (P.-A.), Mairat (J.), Planet (Fr.), *Le monnayage de l'atelier de Lyon (43 av. J.-C. - 413 apr. J.-C.). Supplément II*, Numismatique romaine. Essais, recherches et documents, XXI, Wetteren, 2003, p. 18-19, pl. II-III et Besombes (P.-A.), Le dépôt de 22438 monnaies du gué de Saint-Léonard (Mayenne), *Trésors Monétaires*, XXI, 2005, p. 22, pl. 5.
32. Tronche (P.), Les monnaies, dans Tassaux (D.) et (F.), Aulnay de Saintonge : un camp augusto-tibérien en Aquitaine, *Aquitania*, I, 1983, p. 69, 1 ex.
33. Documentation inédite et étude en cours par Stéphane Gustave que je remercie de cette information : 2 ex.
34. Surnely (M.), Les monnaies antiques de Saintes, *Trésors Monétaires*, XII, 1990, p. 88, 3 ex.
35. Hiernard (J.), Les monnaies antiques de Nior t (Deux-Sèvres), *Aquitania*, 2, 1984, p. 90, 6 ex.
36. Nony (D.), Monnaies ibéro-romaines découvertes en Gironde, *Acta Numismatica*, V, 1975, p. 85-92 et Nony (D.), Monnaies ibéro-romaines découvertes en Gironde, *Bulletin de la Société Française de Numismatique*, 6, 1987, p. 214-215.

exemplaires préaugustéens. Cette liste fut complétée lors de l'étude des monnaies des parkings de Bordeaux en 2002-2003 et nous profitons de ces trois nouveaux exemplaires, un denier de la *Colonia Patricia* (US 8070-01), seule monnaie d'argent recueillie sur le site, et deux bronzes complets provenant de *Caesaraugusta* (US 8081-01 et 8139-06), pour proposer un inventaire réactualisé de ces monnayages ibériques découverts à Bordeaux ³⁷ :

Monnayages préaugustéens

St-Seurin : bronze d'*Emporion-Indica*, Ile-Ier s. av. J.-C.
St-Christoly : bronze de *Lepida-Celsa*, 44-36 av. J.-C., RPC 264.

Cours du Chapeau-Rouge : bronze de *Lepida-Celsa*, antérieur à 27 av. J.-C. ?, RPC 269.

Parkings de Bordeaux : bronze coupé d'*Obulco*, Ile s. av. J.-C., CNH 17-25.

Monnayages augusto-tibériens

Rue du Hâ : Auguste, bronze de *Caesaraugusta*, 27 av. J.-C. - 14 ap. J.-C.

Allées de Tourny : Auguste, bronze de *Bilbilis*, 2 av. J.-C. - 14 ap. J.-C., RPC 392.

Allées de Tourny : Tibère, bronze coupé de *Tarraco*, 22-23 ap. J.-C., RPC 233.

Îlot Saint-Christoly : Auguste, bronze de *Calagurris*, 27 av. J.-C. - 14 ap. J.-C., RPC 441.

Place des Grands-Hommes : Auguste, bronze de *Caesaraugusta*, 4-3 av. J.-C., RPC 320.

Place des Grands-Hommes : Auguste, denier de *Colonia Patricia*, 19-18 av. J.-C., RIC 77b.

Place des Grands-Hommes : Tibère, bronze de *Caesaraugusta*, 14-37 ap. J.-C., RPC 335.

Cité Judiciaire : Auguste, bronze de *Caesaraugusta*, 27 av. J.-C. - 14 ap. J.-C., RPC 309.

Cité Judiciaire : Tibère, bronze de *Tarraco*, 15-19 ap. J.-C., RPC 232.

Cité Judiciaire : Tibère, bronze de *Caesaraugusta*, 14-37 ap. J.-C., RPC 341.

Place de la Bourse : Auguste, bronze coupé de *Bilbilis*, 2 av. J.-C. - 14 ap. J.-C., RPC 392.

Grand Hôtel : Auguste, bronze coupé de *Lepida-Celsa*, 29-27 av. J.-C., RPC 271.

Grand Hôtel : Auguste, bronze coupé de *Caesaraugusta*, 8-1 av. J.-C., RPC 304 s.

Îlot Bonnac : Auguste, bronze coupé de *Lepida-Celsa*, 29-27 av. J.-C., RPC 273.

Îlot Bonnac : Auguste, bronze coupé d'*Osca*, 6 av. J.-C., RPC 318.

L'intégration de ces monnaies dans le système pondéral romain leur impose les mêmes conditions de circulation et notamment leur fractionnement pour répondre à un manque de monnaies divisionnaires. L'origine de ces trois bronzes confirme cette fois encore que ce sont les ateliers de la vallée de l'Ebre qui fournissent la majorité des monnaies ibériques. Avec le recul, on constate donc que les informations collectées par le professeur Nony il y a une trentaine d'années livraient des pourcentages rigoureusement identiques à ceux dont nous disposons maintenant... la quantité en moins !

Conclusion

Nous l'avions déjà évoqué lors de l'étude des monnayages préaugustéens du cours du Chapeau-Rouge : c'est bien postérieurement à la conquête césarienne que commence à se développer une véritable économie monétaire à Bordeaux ³⁸. Les plus anciennes frappes celtiques, que l'on retrouve notamment à Mouliets-et-Villemartin, sont absentes des découvertes effectuées dans la ville tout comme d'ailleurs la plupart des émissions monétaires qui précèdent la guerre des Gaules. L'arrivée massive du numéraire intervient bien après cet événement, certainement autour des années 40 av. J.-C., et c'est bien là l'enseignement principal que nous pouvons tirer des monnaies recueillies sous la place des Grands-Hommes. Le professeur Nony avait parfaitement commenté cet essor de cette phrase : la fortune de Bordeaux si elle apparaît comme un peu tardive n'en est que plus éclatante puisqu'en l'espace d'une génération ce site, probablement aquitain à l'origine, devient grâce aux Bituriges Vivisques, la place principale à l'extrémité de l'isthme gaulois ³⁹.

37. Les références des provenances figurent toutes dans les notes de cet article. Seule l'origine du bronze d'*Obulco* est indéterminée, mais on sait assurément qu'il provient des chantiers des parkings de Bordeaux. Cette monnaie, avec quelques autres exceptionnelles provenant de ces fouilles, a fait l'objet d'une notice particulière. Voir Geneviève (V.), Quatre rares monnaies romaines découvertes au cours des récentes fouilles archéologiques de Bordeaux, *Bulletin de la Société Française de Numismatique*, 10, 2007, p. 250-255. Les corpus de références utilisés dans cet inventaire sont : RPC = Burnett (A.), Amandry (M.), Ripolles (P. P.), *Roman Provincial Coinage*, I, *From the death of Caesar to the death of Vitellius* (44 B.C. - 69 A.D.), Londres, 1992 ; CNH = Villaronga (L.), *Corpus Nummum Hispaniae ante Augusti Aetatem*, Madrid, 1994.

38. Geneviève (V.), Monnayages préaugustéens et augustéens de la fouille du cours du Chapeau-Rouge à Bordeaux (phase 1) : premiers résultats, dans *l'Aquitaine et l'Hispanie septentrionale à l'époque julio-claudienne. Organisation et exploitation des espaces provinciaux*, IV^e colloque Aquitania, Saintes, 11-13 septembre 2003, *Aquitania*, supplément 13, 2005, p. 227-230 ; Geneviève (V.), Les monnaies préaugustéennes du cours du Chapeau Rouge à Bordeaux (Gironde) : quelle circulation monétaire dans la capitale des Bituriges Vivisques avant notre ère ?, dans Duval (A.) et Gomez de Soto (J.) (dir.), Sites et mobiliers de l'Age du Fer entre Loire et Dordogne, *Mémoires*, XXIX, Chauvigny, 2007, p. 62-64.

39. Cette dernière phrase est extraite de Nony (D.), La géographie monétaire de la Gironde précésarienne et les origines de Bordeaux, *Revue des Études Anciennes, Hommage à Robert Etienne*, LXXXVIII, 1986, 1-4, p. 133.

Catalogue des monnaies

Zone 2

*2057 / 2067-01 (88-46-48)

Fraction d'argent au cheval, Aquitaine, vers 50-30 av. J.-C.
Anépigraphie ; tête diadémée à g.
Anépigraphie ; cheval courant à g. ; au-dessus un anneau. La partie inférieure est hors flan.
Pds 0,33 ; axe 12 ; diam. 7,5-6,5 ; BN 3849-3853 et 4311 E-F ; Nash 626-630 ; DT III, 3701 ; NC III, 104. Tout comme G. Depeyrot, nous pensons qu'il faut réunir sous une seule et même référence les 7 exemplaires du Cabinet des Médailles de même que 5 des 6 exemplaires de D. Nash appartenant à sa catégorie « western silver fractions ».

*2066-01 (88-46-56)

Fraction d'argent au cheval, Aquitaine, vers 50-30 av. J.-C.
Anépigraphie ; tête diadémée à g. La chevelure est hors flan.
Anépigraphie ; cheval courant à g. entre deux annelets.
Pds 0,38 ; axe 3 ; diam. 7 ; BN 3849-3853 et 4311 E-F ; Nash 626-630 ; DT III, 3701 ; NC III, 104. Cette petite fraction d'argent est de même type que 2057 / 2067-01.

*2066-02 (88-46-58)

Fraction d'argent au cheval, Aquitaine, vers 50-30 av. J.-C.
Anépigraphie ; tête diadémée à g., portant un collier ? La chevelure est hors flan.
Anépigraphie ; cheval courant à g. entre deux annelets.
Pds 0,36 ; axe 9 ; diam. 7,5 ; BN 3849-3853 et 4311 E-F ; Nash 626-630 ; DT III, 3701 ; NC III, 104. Le traitement du buste est plus fin, mais il s'agit bien d'une petite fraction d'argent de même type que les précédentes.

*2066-03 (88-46-57)

Fraction d'argent indéterminée, deuxième moitié du I^{er} s. av. J.-C. ?
[] ; fruste.

[] ; fruste.
Pds 0,24 ; axe - ; diam. 9-8. Le module s'apparente parfaitement aux autres fractions découvertes sur le site et dans cette unité stratigraphique. Si les autres fractions ne sont pas d'argent pur, la quantité de métal fin contenue dans cet exemplaire semble particulièrement faible.

*2223-01 (88-46-55)

Fraction d'argent au cheval, Aquitaine, vers 50-30 av. J.-C.
Anépigraphie ; tête diadémée à g. La chevelure n'est figurée que trois traits épais.
Anépigraphie ; cheval courant à g. entre deux annelets.

Les poids sont en grammes, les orientations des revers, données par rapport aux droits, sont en heure et les diamètres sont en millimètres. Les monnaies précédées d'un astérisque sont illustrées sur les planches qui suivent. Toutes les photos sont de l'auteur.

Abréviations particulières du catalogue

BN : MURET (E.), CHABOUILLET (M.-A.), *Catalogue des monnaies gauloises de la Bibliothèque Nationale*, Paris, 1889.

Cr. : CRAWFORD (M.-H.), *Roman Republican Coinage*, Cambridge, 1974.

DT III : DELESTRÉE (L.-P.), TACHE (M.), *Nouvel atlas des monnaies gauloises*, III, *La Celtique, du Jura et des Alpes, à la façade atlantique*, Saint-Germain-en Laye, 2007.

Giard : GIARD (J.-B.), *Le monnayage de l'atelier de Lyon. Des origines au règne de Caligula* (43 av. J.-C. - 41 ap. J.-C.), Wetteren, 1983.

NC II : DEPEYROT (G.), *Le numéraire celtique*, II, *La Gaule des monnaies à la croix*, Moneta, 28, Wetteren, 2002.

NC III : DEPEYROT (G.), *Le numéraire celtique*, III, *De l'Atlantique aux Arvernes*, Moneta, 36, Wetteren, 2004.

Martini : MARTINI (R.), *Collezione Pangerl. Contromarche imperiali romane* (Augustus-Vespasianus). The Pangerl Collection. Catalog and Commentary on the Countermarked Roman Imperial Coins, *Nomismata*, 6, Milan, 2003.

Nash : NASH (D.), *Settlement and Coinage in Central Gaul, c. 200-50 BC*, *British Archeological Reports*, 39, Oxford, 1978.

RIC : SUTHERLAND (C.H.V.), *Roman Imperial Coinage*, I, *Augustus to Vitellius*, revised edition, Londres, 1984.

RPC : BURNETT (A.), AMANDRY (M.), RIPOLLES (P.-P.), *Roman Provincial Coinage*, I, *From the Death of Caesar to the Death of Vitellius* (44 B.C. - 69 A.D.), Londres, 1992.

Scheers : BRENOT (Cl.), SCHEERS (S.), *Catalogue des monnaies massaliètes et monnaies celtiques du musée des Beaux-Arts de Lyon*, Louvain, 1996.

Savès : SAVÈS (G.), *Les monnaies gauloises « à la croix » et assimilées du sud-ouest de la Gaule*, Toulouse, 1976.

SL : BESOMBES (P.-A.), Le dépôt de 22438 monnaies du gué de Saint-Léonard (Mayenne), *Trésors Monétaires*, XXI, 2005.

Zone 1

1085-01 (88-46-79)

Bronze indéterminé, à partir du I^{er} s. av. J.-C. ?

[] ; buste à d. ?

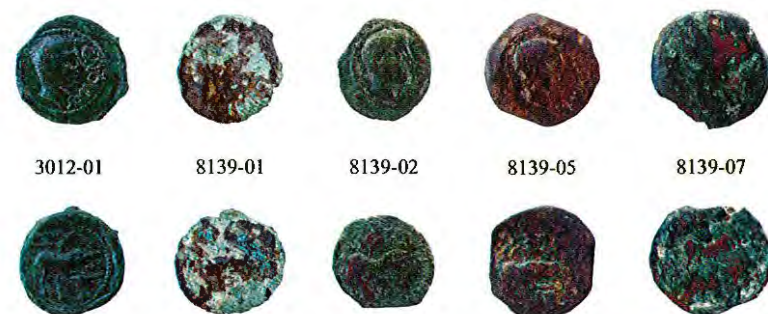
[] ; fruste.

Pds 6,04 ; axe - ; diam. 18-17. Le flan est épais et le poids très lourd pour un bronze de ce module. Assurément, il ne s'agit pas d'une frappe romaine.

Fractions d'argent : éch. 1 (sup.) et éch. 2,5 (inf.)



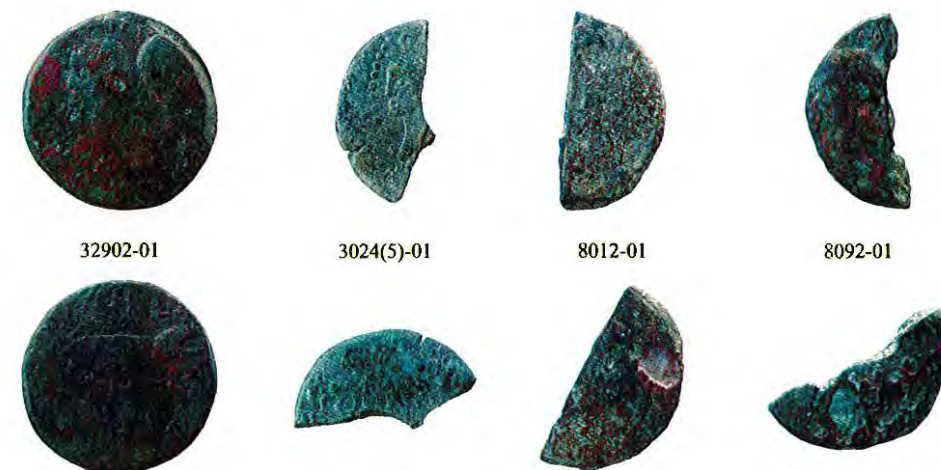
Monnayage Picto-santon (*Contoutos*)



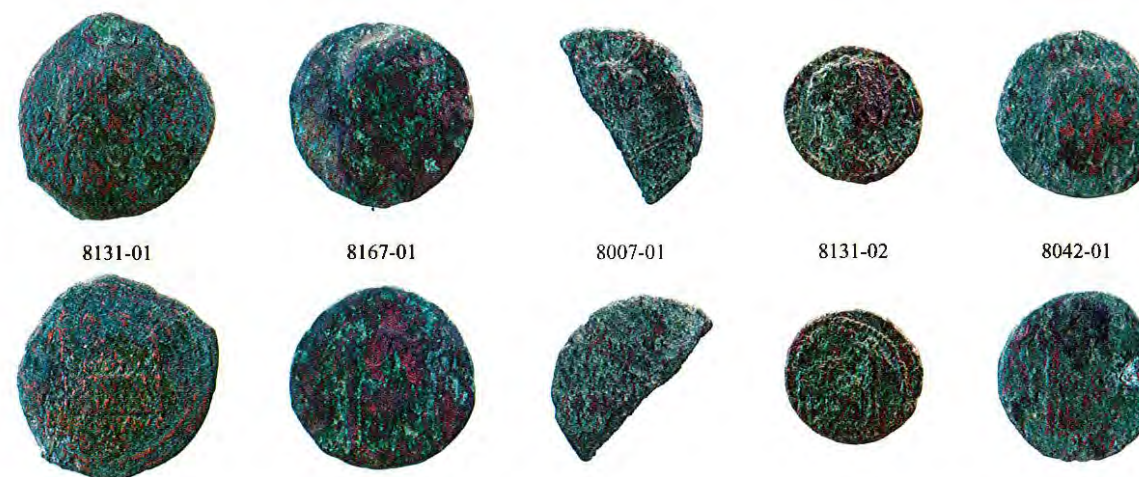
Monnayage à la croix et de la République



Monnayages de l'atelier de Nîmes



Monnayages de l'atelier de Lyon



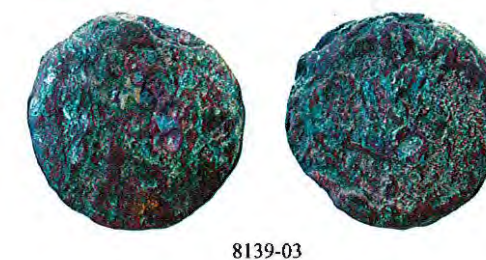
Monnayages de la péninsule Ibérique



Monnayage de Claude



Monnayage indéterminé



Pds 0,20 ; axe 6 ; diam. 8-7,5 ; BN 3849-3853 et 4311 E-F ; Nash 626-630 ; DT III, 3701 ; NC III, 104. Le flan est plus fin et moins bien préparé, le traitement du droit est plus sommaire : la chevelure n'est figurée que par trois traits grossiers alors qu'elle est beaucoup plus fine sur les autres exemplaires. Au revers, la gravure du cheval est mal assurée tout comme le grènetis qui entoure les deux faces.

Zone 3

*3012-01 (88-48-16)

Bronze, type CONTOVTOS, Aquitaine, territoire picto-santon, vers 40-30 av. J.-C.

CONTOVTOS ; tête masculine à d. ; légende avec NT ligaturés.

Anépigraphie ; louve à d. ; derrière un buisson ; dessous un bucrane.

Pds 1,73 ; axe 9 ; diam. 15-14 ; Scheers 691 ; DT III, 3721 ; NC III, 110.

*3012-02 (88-46-18)

Fraction d'argent au cheval, Aquitaine, vers 50-30 av. J.-C.

Anépigraphie ; illisible ?

Anépigraphie ; cheval courant à g. ; au-dessus un anneau, la partie inférieure est peu lisible.

Pds 0,32 ; axe - ; diam. 7,5-7 ; BN 3849-3853 et 4311 E-F ; Nash 626-630 ; DT III, 3701 ; NC III, 104. Cette fraction d'argent est de même type que celles précédemment étudiées.

*3024 / 3025-01 (88-46-70)

Auguste, demi-bronze, 1^{ère} émission, Nîmes, 16/15-10 av. J.-C.

[] ; tête d'Agrippa à g.

COL N[EM] ; haut du palmier seul visible.

Pds 4,48 ; axe 3 ; diam. 27+ ; RPC 523.

Zone 5

*5004-01 (88-46-53)

Fraction d'argent au cheval, Aquitaine, vers 50-30 av. J.-C.

Anépigraphie ; tête diadémée à g.

Anépigraphie ; cheval courant à g. ; au-dessus un anneau, la partie inférieure est peu lisible.

Pds 0,26 ; axe 1 ; diam. 8,5-7 ; BN 3849-3853 et 4311 E-F ; Nash 626-630 ; DT III, 3701 ; NC III, 104. Cette fraction d'argent est de même type que celles précédemment étudiées.

*5004-02 (88-46-52)

Fraction d'argent au cheval, Aquitaine, vers 50-30 av. J.-C.

Anépigraphie ; tête diadémée à g.

Anépigraphie ; cheval courant à g. entre deux annelets.

Pds 0,24 ; axe 3 ; diam. 8-7 ; BN 3849-3853 et 4311 E-F ; Nash 626-630 ; DT III, 3701 ; NC III, 104. Cette fraction d'argent est de même type que celles précédemment étudiées.

Zone 8

8007-01 (88-46-68)

Auguste, as coupé, Lyon, 10-11 ap. J.-C.

[CAESAR AVGV]STVS DI // ; tête laurée à d.

[] ; autel de Lyon.

Pds 4,89 ; axe 6 ; diam. 26+ ; RIC 233. Les trouvailles de bronzes lyonnais coupés sont d'une manière générale beaucoup plus fréquente sur les sites militaires que sur les sites civils.

*8012-01 (88-46-69)

Auguste, imitation coupée, 2^e ou 3^e émission, atelier clandestin, à partir de 9/8-3 av. J.-C.

[] ; tête d'Auguste laurée à d.

[] ; tête du crocodile seule visible.

Pds 5,52 ; axe 5 ; diam. 26+ ; type RPC 524-525. Il s'agit d'une imitation coulée.

*8022-01 (88-46-15)

Claude, as, groupe « à la petite tête », Lyon, 41-42 ap. J.-C.

[TI] CLAVDIVS CAESAR AVG P M TR P IMP ; tête nue à g.

S C ; Minerve debout à g., tenant un bouclier en main g. et une lance en main d.

Pds 8,17 ; axe 6 ; diam. 29-27 ; RIC 100 ; SL 11625-11908.

8030-01 (88-46-22)

Auguste, demi-bronze, 3^e émission, Nîmes, 10-14 ap. J.-C.

IM // ; tête d'Agrippa à g.

[] ; tête du crocodile seule visible.

Pds 5,95 ; axe 12 ; diam. 27+ ; RPC 525.

*8042-01 (88-46-49)

Auguste, imitation, atelier clandestin, à partir de 10-14 ap. J.-C.

[]ST F [] ; tête laurée à d.

[]OM [] ; autel de Lyon.

Pds 7,57 ; axe 6 ; diam. 22-21 ; type RIC 245. Cette imitation est inspirée des bronzes d'Auguste au nom de Tibère César frappé à Lyon en 13-14 ap. J.-C.

8042-02 (88-46-84)

Auguste au nom de Tibère, *semis*, Lyon, 13-14 ap. J.-C.

[TI CAESAR AVGVST F IMP]ERA[T VII] ; tête laurée de Tibère à d.

[ROM ET AVG] ; autel de Lyon.

Pds 2,65 ; axe 3 ; diam. 19-18 ; RIC 246.

8042-03 (88-46-83)

Auguste, *semis*, Lyon, vers 10-11 – 14-21 ap. J.-C.

[] ; tête à d. ?

[ROM ET AVG] ; autel de Lyon.

Pds 1,92 ; axe 1 ou 7 ? ; diam. 17. De tels *semisses* au revers à l'autel de Lyon sont frappés au nom d'Auguste seul (10-11, Giard 98), d'Auguste au nom de Tibère César (13-14, RIC 246) et au nom de Tibère Auguste (14-21 ?, RIC 32).

8061-01 (88-46-67)

Bronze fruste coupé, à partir de 30 av. J.-C.

[] ; fruste.

[] ; fruste.

Pds 3,99 ; axe - ; diam. 23+. Le poids est léger mais la monnaie est très usée. Presque tous les bronzes coupés retrouvés à Bordeaux appartiennent au règne d'Auguste. Ils sont le plus souvent nîmois ou d'origine ibérique. On relèvera néanmoins un exemplaire lyonnais sur la fouille (US 8007-01 (88-46-68)).

*8070-01 (88-46-14)

Auguste, denier, *Colonia Patricia*, 19-18 av. J.-C.

CAESAR AVGVSTVS • ; tête nue à g.

OB CIVIS SERVATOS ; légende en trois lignes dans une couronne de chêne.

Pds 2,98 ; axe 6 ; diam. 20-19 ; RIC 77b. Coup de poinçon en forme d'annelet derrière le buste.

8081-01 ? (88-46-63)

Tibère, bronze, *Caesaraugusta*, 14-37 ap. J.-C.

TI CA[ESAR DIVI AVG F AVGVSTVS]TVS ; tête laurée à d.

[C]CA ; taureau à g. coiffé du *pedimentum*.

Pds 8,16 ; axe 4 ; diam. 30-28 ; RPC 335.

*8082-01 (88-46-65)

Jules César, denier fourré, atelier ibérique, vers 46-45 av. J.-C.

Anépigraphie ; buste de Vénus à d., derrière, Cupidon.

CAESAR ; trophée entre deux captifs adossés.

Pds 2,55 ; axe - ; diam. 18 ; Cr. 468/1.

8086-01 (88-46-81)

Bronze fruste coupé, à partir du 1^{er} s. av. J.-C. ?

[] ; fruste.

[] ; fruste.

Pds 7,21 ; axe - ; diam. 31+. Le poids était trop léger pour un sesterce coupé ; il s'agirait plutôt d'un bronze antérieur à la création de l'Empire, d'origine ibérique, italienne ou gauloise. Exemplaire percé.

8092-01 (88-46-60)

Auguste, demi-bronze, 3^e émission, Nîmes, 10-14 ap. J.-C.

[] ; tête d'Agrippa portant la couronne rostrale à g.

[] ; crocodile à d.

Pds 5,34 ; axe 9 ; diam. 26+ ; RPC 525.

8107-01 (88-46-72)

Auguste au nom de Tibère, as, Lyon, 13-14 ap. J.-C.

[TI CAESAR AVGVST F IM]PER[AT VII] ; tête à d.

[] ; autel de Lyon.

Pds 9,48 ; axe 9 ; diam. 26-25 ; RIC 245.

8128-01 (88-46-82)

Auguste, bronze, 1^{ère} émission, Nîmes, 16/15-10 av. J.-C.

IM[P DIVI F] ; bustes adossés d'Agrippa à g. et d'Auguste, tête nue à d.

COL NE[M] ; crocodile à d., enchaîné à un palmier.

Pds 12,25 ; axe 12 ; diam. 26-24 ; RPC 525.

*8131-01 (88-46-50)

Auguste, as, Lyon, vers 7-3 av. J.-C.

[CA]ESAR [PON]T MA[X] ; tête laurée à d.

[RO]M ET AV[G] ; autel de Lyon.

Pds 10,23 ; axe 10 ; diam. 26-24 ; type RIC 230.

*8131-02 (88-46-71)

Auguste au nom de Tibère, *semis*, Lyon, 13-14 ap. J.-C.

TI CAESA[R AVGVST F IMPERA]T VII ; tête laurée de Tibère à d.

[ROM ET AVG] ; autel de Lyon.

Pds 3,12 ; axe 3 ; diam. 19-18 ; RIC 246.

*8138-01 (88-46-61)

Bronze, type CONTOVTOS, Aquitaine, territoire picto-santon, vers 40-30 av. J.-C.

CONTOVTOS ; tête masculine à d. ; légende avec NT ligaturés.

Anépigraphie ; louve à d. ; derrière un buisson ; dessous un bucrane.

Pds 1,12 ; axe 9 ; diam. 15-14 ; Scheers 691 ; DT III, 3721 ; NC III, 110.

8138-02 (88-46-62)

Fraction d'argent au cheval ?, Aquitaine, vers 50-30 av. J.-C. ?

Anépigraphie ; tête diadémée à g. ? Traces de grènetis.

[] ; fruste.

Pds 0,21 ; axe - ; diam. 8,5-7,5. Ce fragment, très abîmé et légèrement incomplet, s'apparente à celui des autres oboles découvertes sur le site, mais le flan, boursoufflé, empêche d'être affirmatif.

*8139-01 (88-46-73)

Bronze, type CONTOVTOS, Aquitaine, territoire picto-santon, vers 40-30 av. J.-C.

CONTOVTOS ; tête masculine à d. ; légende avec NT ligaturés.

Anépigraphe ; louve à d. ; derrière un buisson ; dessous un bucrane.

Pds 1,46 ; axe 3 ; diam. 15-13 ; Scheers 691 ; DT III, 3721 ; NC III, 110.

8139-02 (88-46-75)

Bronze, type CONTOVTOS, Aquitaine, territoire picto-santon, vers 40-30 av. J.-C.

[CONTOVTOS] ; tête masculine à d. ; légende avec NT ligaturés.

Anépigraphe ; tête de la louve à d. seule visible.

Pds 1,16 ; axe 8 ; diam. 14-13 ; Scheers 691 ; DT III, 3721 ; NC III, 110.

8139-03 (88-46-78)

Bronze indéterminé, à partir du I^{er} s. av. J.-C. ?

[] ; fruste.

[] ; fruste.

Pds 13,37 ; axe - ; diam. 28. D'après le module et le poids, il pourrait s'agir d'un bronze antérieur à la création de l'Empire, d'origine ibérique, italienne ou gauloise.

8139-04 (88-46-77)

Bronze, type CONTOVTOS, Aquitaine, territoire picto-santon, vers 40-30 av. J.-C.

[] ; tête à d. ?

Anépigraphe ; louve à d. ; derrière un buisson ; dessous un bucrane ?

Pds 0,81 ; axe 9 ? ; diam. 17-16 ; Scheers 691 ? ; DT III, 3721 ? ; NC III, 110 ? Le poids est faible pour un exemplaire de ce type mais le module et le flan sont tout à fait comparables à cette série. L'identification reste incertaine.

*8139-05 (88-46-47)

Bronze, type CONTOVTOS, Aquitaine, territoire picto-santon, vers 40-30 av. J.-C.

CONTO[VTOS] ; tête masculine à d. ; légende avec NT ligaturés.

Anépigraphe ; louve à d. ; derrière un buisson ; dessous un bucrane.

Pds 1,11 ; axe 2 ; diam. 16-15 ; Scheers 691 ; DT III, 3721 ; NC III, 110.

*8139-06 (88-46-13)

Cn Domitius Ampianus C Vet Lancia Ilviri au nom d'Auguste, bronze, Caesaraugusta, 4-3 av. J.-C.

IMP AVGVSTVS TRIB POTES XX ; tête laurée à d.

CAES AVGVS CN DOM [AMP C VE]T LANC II VIR ; prêtre et attelage de bœufs.

Pds 10,73 ; axe 3 ; diam. 27 ; RPC 320.

8139-07 (88-46-74)

Bronze, type CONTOVTOS, Aquitaine, territoire picto-santon, vers 40-30 av. J.-C.

[] ; fruste.

Anépigraphe ; louve à d. ; derrière un buisson ; dessous un bucrane.

Pds 1,26 ; axe - ; diam. 17-16 ; Scheers 691 ; DT III, 3721 ; NC III, 110.

8140-01 (88-46-80)

Auguste, demi-bronze, 1^{ère} émission, Nîmes, 16/15-10 av. J.-C.

[] ; tête nue d'Auguste à d.

[] ; fruste.

Pds 5,16 ; axe - ; diam. 25+ ; RPC 523.

8141-01 (88-46-51)

Bronze indéterminé, à partir du I^{er} s. av. J.-C. ?

[] O [] ; partie supérieure d'une tête masculine à d.

Anépigraphe ; fruste.

Pds 0,68 ; axe - ; diam. 13. Le poids et le diamètre sont faibles. Flan très abîmé et légèrement incomplet dont le O en fin de légende de droit pourrait être rapproché des bronzes du Centre-Ouest, type *Contoutos*, *Luccios* ou encore *Vrippanos*.

*32902-01 (88-46-64)

Auguste, bronze, 1^{ère} émission, Nîmes, 16/15-10 av. J.-C.

[IMP DIVI F / IMP] ; têtes adossées d'Agrippa à g. et d'Auguste, tête nue à d. Contremarque D palme D dans un poinçon ovale avec grènetis à la base du portrait d'Agrippa.

[COL NEM] ; crocodile à d., enchaîné à un palmier.

Pds 14,26 ; axe 11 ; diam. 26-25 ; RPC 523 ; Martini 15. Flan lourd. La frappe est très décentrée sur les deux faces.

*32908-01 (88-46-66)

Drachme fourrée à la croix, région toulousaine, vers 120-75 av. J.-C.

Anépigraphe ; tête cubiste à g., avec pendant d'oreille à trois rayons.

Anépigraphe ; croix non bouletée cantonnée d'une balle de fronde au 1^{er}, d'une hache au manche bouleté au 3^e, d'une ellipse au 4^e. Le différent du 2^e canton n'est pas visible.

Pds 2,73 ; axe 11 ; diam. 13-11 ; Savès 6 ; NC II, 73. Flan quadrangulaire.

« Par peur des Normands ». Les Vikings à Bordeaux et la mémoire de leurs incursions

Par Frédéric Boutouille *

La présence au musée d'Aquitaine d'objets attribués aux Vikings, comme la prochaine ouverture d'un chantier de fouilles à Bordeaux sur le site de l'îlot Sud-Ouest, à l'angle de l'empreinte d'une *curtis* du haut Moyen Age récemment reconnue par Ézéchiél Jean-Courret, nécessitent la mise à plat des informations que l'on a sur les incursions scandinaves des IX^e et X^e siècles en Bordelais, tant il est vrai que nos connaissances sur cette question sont datées, lacunaires ou entachées de suspicion¹.

Chez les auteurs qui ont écrit sur Bordeaux pendant le haut Moyen Age, les incursions normandes occupent une place notable. Dans le premier tome de l'*Histoire de Bordeaux médiéval* (1963) Charles Higounet leur consacre cinq pages qui fixent la trame événementielle jusqu'à aujourd'hui². Ch. Higounet les fait débiter en 844 ; il insiste, à juste titre, sur l'événement que représente la prise de la ville en 848, puisque Bordeaux est alors « la première métropole gallo-romaine aux remparts encore solides que les pirates nordiques aient rencontrée et enlevée ». Ch. Higounet émet l'hypothèse d'un hivernage en 848-849, souligne la vacance des pouvoirs qui en découle et met en évidence une seconde offensive scandinave en 863. Pour lui, le fléau normand marque une rupture majeure de l'histoire de la ville : « Les hommes du nord sonnent le glas à Bordeaux de la splendeur et de la civilisation antique. Le vrai Moyen Age a commencé ici avec les petits-fils de Charlemagne ». Cependant, outre qu'il noircit volontiers le tableau,

Ch. Higounet s'est surtout limité aux sources contemporaines, celles du IX^e, et a écarté, par précaution mais trop rapidement, des sources tardives.

Dans sa thèse où elle étudie le pouvoir princier en Gascogne entre les VIII^e et XI^e siècles, Renée Mussot-Goulard consacre plus de place aux Vikings, sur un terrain qui va du Bordelais à l'Adour³. Cinq pages d'abord sur les vingt ans qui s'écoulent de 840 à 864, dont deux pour la décennie 840. Une de plus pour les soi-disant combats du comte de Bordeaux Guillaume le Bon, mort en 977⁴, à quoi il faut ajouter trois dernières pages consacrées aux combats du comte de Gascogne Guilhem Sanche (972-apr. 988) contre les Normands « installés » à Taller, au sud des Landes, combats en quoi l'auteur voit une « guerre d'extermination des Normands en Gascogne [visant] à leur totale assimilation (*sic*) ». R. Mussot-Goulard s'appuie plus sur les sources tardives des XI^e au XVI^e siècle mais sans

* UMR Ausonius-Université Bordeaux

1. Jean-Courret 2006, p. 298, 325, 355-356. Nous tenons à remercier pour leurs éclairages et leur aide Isabelle Cartron, Benoît Cursente, François Didierjean, Michelle Fourmie, Ézéchiél Jean-Courret, Véronique Lamazou-Duplan, Anne Nissen-Jaubert et Anne Ziégélé.

2. p. 35-41.

3. Mussot-Goulard 1982, p. 97-102, puis p. 131, et p. 134-136.

4. Voir *infra*.

les critiquer suffisamment, ce qui lui a valu les reproches de Charles Higounet ou Jean-Bernard Marquette selon qui la réalité de la bataille de Taller n'est pas établie⁵.

Jean Renaud, spécialiste des Normands qui a enseigné à l'université de Caen, vient de livrer deux ouvrages à destination du grand public, *Les Vikings en France*⁶ et *Les Vikings de la Charente à l'assaut de l'Aquitaine*⁷. Ils apportent un peu de neuf au sujet qui nous intéresse car leur auteur adopte une vision d'ensemble remplaçant les incursions scandinaves en Aquitaine dans un plus vaste contexte. Il s'appuie en outre sur quelques témoignages archéologiques. Cependant, faute de connaître les pièges de la documentation gasconne, Jean Renaud suit la même démarche hypocritique que l'auteur des *Princes de Gascogne* ; quant aux scramasaxes ou fers de lance retrouvés dans les fleuves du Bordelais illustrant les publications de J. Renaud, rien ne permet de les attribuer aux Vikings.

Un dernier ouvrage atteste de l'existence d'un intérêt constant pour cette question. Le *Secret des Vikings* de Joël Supéry amplifie les sanglantes pérégrinations des Normands dans la région natale de l'auteur⁸. L'ouvrage, au service d'une thèse discutable et non dépourvu d'erreurs d'interprétation, suit comme les trois précédents des sources qui ne sont pas critiquées⁹. Desservi en outre par une méthodologie défectueuse, *Le secret des Vikings* a toutefois le mérite d'engager les historiens, censés être formés à des méthodes plus rigoureuses, à ne pas laisser le sujet en déshérence.

Chacun l'aura compris, en attendant de nouvelles découvertes archéologiques, le problème récurrent est de savoir ce que l'on fait des sources tardives témoignant rétrospectivement des incursions scandinaves. Quelle est la valeur qu'il faut leur accorder ? Nous devons donc, en préalable, reprendre la documentation disponible sans rien écarter. Tenter de trier, dans les sources écrites, ce qui est recoupé et qui s'est effectivement déroulé de ce qui semble plus fictif. Mais il ne s'agit pas non plus de tomber dans l'hyperpositivisme, en considérant comme indigne d'intérêt les récits plus ou moins légendaires bâtis autour du souvenir normand. La mémoire est, à juste titre, un objet d'histoire et il est tout aussi intéressant de comprendre comment celle-ci s'est forgée.

Ainsi posé, le problème peut être abordé de manière chronologique. Dans un premier temps, nous nous intéresserons aux événements attribués aux Normands en Bordelais et Bazadais, d'après les sources contemporaines des incursions scandinaves, écrites donc aux IX^e et Xe siècles. Il s'agira de voir ensuite les sources ultérieures, écrites entre les XI^e et XVe siècles, les problèmes qu'elles posent et les raisons pour lesquelles il n'est pas possible de les tenir pour quantité négligeable.

Les incursions scandinaves à Bordeaux d'après les sources des IX^e-Xe siècles

Les sources contemporaines des incursions scandinaves à Bordeaux sont principalement narratives et d'origine franques (cf. tableau ci-contre).

Les Annales de Saint-Bertin

Les plus importantes Annales de cette période sont les *Annales de Saint-Bertin*, rapportant les événements survenus dans le royaume franc occidental entre 829 et 882. Elles prennent la suite des *Annales royales*, composées à la chapelle du palais sous la responsabilité de l'archichapelain. Les moines de Saint-Bertin ne sont pour rien dans leur rédaction. De 835 à 861, l'auteur des *Annales de Saint-Bertin* est Prudence, l'évêque de Troyes, puis jusqu'en 882 c'est Hincmar, l'archevêque de Reims. Elles rendent compte à sept reprises de faits se déroulant en Bordelais entre 844 et 878.

En 844 (...) « Les Normands remontent la Garonne jusqu'à Toulouse et pillent impunément en toutes directions »¹⁰. Les Scandinaves sont donc passés par Bordeaux, sans tenter quoi que ce soit si l'on en croit le silence de l'annaliste.

5. Voir aussi Renée Mussot-Goulard 1983, p. 541-596, la traduction des deux textes sur lesquels reposent cette tradition (Mussot-Goulard 1992) et les réfutations de Charles Higounet et Jean-Bernard Marquette (Higounet & Marquette 1986, Marquette 1983).

6. Ouest-France, 2000.

7. Renaud 2000 et Renaud 2002.

8. Supéry 2005. Selon J. Supéry, la Gascogne aurait été la première colonie de peuplement viking du royaume franc, conquise dès 842. Cette conquête aurait pris place dans une vaste stratégie (un « intérêt supérieur ») menée à l'échelle de l'Europe : dans le cadre d'une « guerre commerciale » contre les Francs, les Vikings se seraient assurés de la Gascogne pour établir des relations durables avec les musulmans, via les cols pyrénéens et la Navarre, afin d'écouler les esclaves capturés au cours de leurs raids. Pour ce faire, les envahisseurs auraient livré une sorte de *totaler Krieg* avant la lettre, vidant méthodiquement la Gascogne de ses habitants pour la peupler ensuite de milliers de scandinaves.

9. Voir le compte rendu de Philippe Soussieux, *Bulletin de la Société de Borda*, n° 479, 2005, 3^e trimestre, p. 387-388. Sans parler des trop nombreuses erreurs factuelles, la méthode de l'auteur ne se recommande pas par sa rigueur, faute de différencier les faits avérés par les sources contemporaines des invasions (Annales franques par exemple), les faits rapportés par les sources tardives, ou ceux que son imagination lui a suggérés. Faute d'user du conditionnel ou de procédés stylistiques clairs permettant de connaître le degré d'historicité des faits rapportés, l'ouvrage induit le lecteur en erreur.

10. Grat éd., p. 49 : *Nordmanni per Garonnam Tolosam usque proficiscentes, praedas passim impuneque perficiunt.*

	Annales de Saint-Bertin	Chronique de Fontenelle	Annales d'Angoulême et Chronique d'Aquitaine	Lettres de Loup de Ferrières et Jean VIII	Translation des reliques de sainte Fauste
840		840 (?) et après : incendie et prise de Bordeaux, installation d'Asgeir			
	844. Remontée de la Garonne vers Toulouse			845. Capture du comte Séguin. Prise de Saintes	845. Mort de Séguin, duc de Gascogne
	847. Début du siège de Bordeaux				
	848. Victoire de Charles. Prise de Bordeaux	848. Victoire de Charles. Prise de Bordeaux. Capture du duc Guillaume	848. Prise de Bordeaux		
850	855. Invasion de Bordeaux et installation				
860					864. Installation à Saintes et Bordeaux
870	876-878. Fuite de Frotaire			876. Fuite de Frotaire	

En 847, les Normands reviennent avec d'autres intentions : « les Danois dévastent les côtes de l'Aquitaine et attaquent longuement la ville de Bordeaux »¹¹. L'année suivante, l'annaliste rapporte la tentative du roi Charles le Chauve pour débloquent Bordeaux. En 848, « Charles remporte une victoire contre les Normands qui assiègent Bordeaux ». Mais le succès est de courte durée : « Grâce à la trahison des Juifs, les Danois s'emparent de Bordeaux en Aquitaine, la dépeuplent et l'incendient »¹². L'année suivante, ils remontent probablement la vallée de l'Isle. « En 849, les Normands, ravagent Périgueux, cité d'Aquitaine, l'incendient et retournent impunément à leurs navires »¹³.

Après un silence de sept ans, les *Annales* reviennent sur Bordeaux. En 855, Prudence écrit : « les Normands envahissent Bordeaux et vont ça et là selon leur bon plaisir »¹⁴.

Les dernières allusions à Bordeaux des *Annales de Saint-Bertin* concernent l'archevêque Frotaire. Le continuateur de Prudence, Hincmar de Reims, rapporte qu'à l'occasion d'un synode, en 876, « on donna lecture d'une proclamation de Frotaire, archevêque de Bordeaux, qui ne pouvant plus demeurer dans sa cité à cause du harcèlement des païens, demanda qu'on

11. Grat éd., p. 55, *Dani Aquitaniae maritima impetunt et praedantur urbemque Burdegalam diu oppugnant.*

12. Grat éd., p. 55, *Karolus Nordmannorum Burdegalam oppugnantium partem adgressus, viriliter superat (...) Dani Burdegalam Aquitaniae, Iudaeis prodentibus, captam depopulatamque incendunt.*

13. Grat éd., p. 57.

14. Grat éd., p. 70, *Nordmanni Burdegalam Aquitaniae civitatem invadunt et hac illacque pro libitu pervagantur.*

l'autorisât à occuper la métropole de Bourges. Cette supplique ne reçut pas l'approbation des autres évêques »¹⁵. Enfin, en 878, un nouveau synode consacré aux transferts de sièges épiscopaux, évoque la fuite de Frotaire de Bordeaux, à Poitiers puis Bourges¹⁶.

Les *Annales de Saint-Bertin* consacrent donc une place relativement plus importante à deux événements, traités à deux reprises, la prise de Bordeaux et la fuite de Frotaire. Concernant le premier, il faut mettre sur le compte de l'antisémitisme notoire de Prudence l'accusation de trahison des Juifs comme explication à la prise de Bordeaux. Car d'autres causes ont joué sur lesquelles l'évêque de Troyes reste silencieux, comme les luttes politiques entre prétendants carolingiens. À juste titre, Ch. Higounet lie la chute de la ville à la guerre qui oppose Charles le Chauve, roi de Francie occidentale depuis 840 et son neveu, Pépin d'Aquitaine, fils de Pépin I^{er} roi d'Aquitaine (817-838). On y reviendra.

La Chronique de Fontenelle

La seconde source contemporaine est également une source franque. La chronique de Fontenelle¹⁷ a été rédigée dans l'abbaye bénédictine de Saint-Wandrille, fondée en 649, et située dans l'actuel département de la Seine-Maritime. Organisées comme les *Annales*, la *Chronique* rapporte des événements placés entre les années 841 et 859, dont deux concernent Bordeaux.

En 848, « le roi Charles le Chauve entra en Aquitaine avec les Francs et, le jour de Quadragesime, prit six navires des Danois sur la Dordogne, en tuant leurs pirates. La même année les Normands prirent la ville de Bordeaux et s'emparèrent du duc de Bordeaux, Guillaume, nuitamment »¹⁸ (...) « En 851, une flotte de Normands entra sur la Seine le 3 des ides d'octobre [le 13 octobre], sous la conduite d'Asgeirr qui, quelques années auparavant, c'est-à-dire en 841, avait dépeuplé et incendié la ville de Rouen, occupé onze années durant de nombreuses régions, non sans les piller. Parmi celles-ci la ville très bien défendue de Bordeaux, la capitale de la région de Novempopulanie »¹⁹.

Le passage est intéressant, notamment lorsqu'il fait de Bordeaux la capitale de la province de Novempopulanie, en lieu et place de Auch. Ou bien l'auteur confond avec les fonctions politiques exercées par Bordeaux, puisque le comte de la ville est duc de Gascogne. Ou bien il a connaissance du rôle exercé provisoirement par Bordeaux sur les confins du p^{re}mont pyrénéens au plus tard au début du XI^e siècle, si l'on en juge par la consécration à Bordeaux, d'après la *Chronique d'Alaon*, de l'évêque Arnulf de

Ribagorza entre 1026 et 1028²⁰. Quoi qu'il en soit, la cité est vue comme une *urbs munitissima*, ce que confirme une vie de saint Seurin rédigée à la même époque à Cologne (*oppidum Sancti Severini*)²¹. Doit-elle cette réputation à sa seule enceinte antique ? Question pour l'instant sans réponse. Par ailleurs, si la source désigne un chef normand ayant attaqué la ville, Asgeirr, la chronologie qu'elle pose soulève quelques problèmes, puisqu'elle fait remonter à 840 ou 841 ses déprédations en Gascogne, ce qui n'est pas recoupé. L'annaliste ne fait-il pas plutôt référence au siège et à la prise de 848 intégrés dans un ensemble de onze années précédant 851 ?

Les Annales d'Angoulême et la Chronique d'Aquitaine

Troisième source de cette catégorie, les seuls exemples aquitains du genre annalistique pratiqué plus au nord, mais bien moins développés que les *Annales royales* ou celles de Saint-Bertin. Il s'agit d'une part de la première partie des *Annales d'Angoulême*, rapportant des faits situés entre 815 et 870 s'étant déroulés principalement en Aquitaine, puis la *Chronique d'Aquitaine* (830-1025) qui suit de près les premières²². Les *Annales d'Angoulême* et le *Chronicon* ont été largement utilisés par le chroniqueur Adémar de Chabannes (c. 989-1034), dont la *Chronique* rapporte la

15. Grat éd., p. 202, année 876 : *excepto quod Frotarius Burdegalensis episcopus, quoniam a Burdigala ad Pictavis indeque ad Bituricum favore principis contra regulas se contulit (...)* p. 204, année 876 : *lecta est proclamatio Frotarii Burdegalensis archiepiscopi, quia non poterat consistere propter infestationem paganorum in civitate sua, ut liceret ei Bituricensis metropolim occupare, cuius petitionibus unanimis episcoporum non adquevit.*

16. Grat éd., 878, p. 227 : *Lecti sunt in synodo canones Sardicensis concilii et decretum papae Leonis de episcopis sedes suas mutantibus (...)* ut non fiant episcoporum translationes (...) pro Frotario Burdegalensi episcopo, qui de Burdegale Pictavis indeque ad Bituricensem civitatem exilisse dicebatur.

17. Pertz éd., 1829, 841-859.

18. Pertz éd., 1829, p. 302, *Carolus rex cum Francis Aquitaniam ingressus, super fluvium Dordonia novem naves Danorum cepit, interfectis pyratibus earum ; in diebus quadragesimae. Eodem anno Nortmanni Burdegalem urbem ceperunt et ducem ejusdem Guithelmum noctu (...)*

19. Pertz éd., 1829, p. 303, *Eodem tempore classis Nortmannorum fluvium Sequanam ingressa est ipso die tertio idus octobris, duce Hoseri, qui aliquot ante annos ante Rothomagum urbem depopularat ac incendio cremarat, id est anno dominicae incarnationis 841 (sic) et per annos undecim multas regiones latrocinando occuparat. Inter quas et urbem Burdegalem munitissimam, caput regionis Novempopulanae.*

20. Laliena Corbera, 2001, p. 64, n. 33 ; Bull 1993, p. 91.

21. *Translatio sancti Severini*, Acta Sanctorum octobris, X, 61 (BHL 7648).

22. Pertz éd. 1829-1859, p. 486.

dernière incursion normande sur les rivages de l'Aquitaine entre 1003 et 1013²³.

Les faits qui nous intéressent, placés en 845 et 848, sont les mêmes quoique présentés avec quelques nuances lexicales dans les deux sources : « En 845, le comte Séguin est capturé et tué par les Normands. La cité des Santons est réduite en cendres et ses meilleurs trésors transportés (...). En 848, la cité de Bordeaux est prise par les Normands et incendiée »²⁴. Le comte Séguin, dont les deux sources ne signalent pas de ville de rattachement, est assimilé au comte de Bordeaux depuis Adémar de Chabannes qui, par une sorte de télescopage, a ajouté dans sa *Chronique* la mention « comte de Bordeaux », après avoir relevé dans les *Annales* royales l'existence d'un Séguin, duc de Gascogne et forcément comte de Bordeaux²⁵.

La correspondance de Loup de Ferrières et de Jean VIII

Parmi les témoignages contemporains, il y a deux lettres écrites de loin, attestant de la gravité de la situation en Bordelais. La première est celle de Loup, l'abbé de Ferrières-en-Gatinais (c. 805-862), qui a aussi été le précepteur de Charles le Chauve. La lettre qu'il adresse à l'archevêque de Sens, Ganelon, entre le 12 et le 22 novembre 845, fait part de la mort du duc de Gascogne, Séguin²⁶.

« D'autre part des gens qui viennent de l'Aquitaine ont rapporté que ces jours-ci, les Normands ont fait irruption entre Bordeaux et Saintes, que les nôtres, c'est-à-dire les chrétiens, leur ont livré un combat d'infanterie et ont péri misérablement, sauf ceux que la fuite a pu sauver²⁷. Ils ont même témoigné sous la foi du serment qu'en ce combat le duc de Gascogne, Séguin, a été pris et mis à mort ! Cet événement montre combien est vraie la sentence du Seigneur : Tout royaume divisé sur lui-même sera ruiné [Luc, XI, 17] et fait voir quel fruit est réservé à ceux qui embrassent le parti de la discorde ».

La seconde lettre est celle du pape Jean VIII, écrite le 28 octobre 876 pour faire taire l'opposition des évêques hostiles à la désertion de l'évêque Frotaire. « Nous avons appris, écrit le pape, que presque toute la province appartenant au métropolitain de Bordeaux était désolée à cause des persécutions des païens, de telle manière que notre confrère ne peut plus donner de quoi vivre à ses sujets et qu'on n'y trouve plus la moindre habitation de fidèle ».

La translation des reliques de sainte Fauste

La translation des reliques de sainte Fauste appartient à un type de source dont nous n'avons pas eu d'exemple jusqu'à présent, le récit hagiographique. La *Translatio* raconte comment un religieux de Solignac, appelé en Gascogne par

le duc Arnaud, fils du comte Emmon de Périgord, déroba en 864 les reliques de sainte Fauste conservées à Vic-Fézensac. La rédaction du texte n'est pas datée mais, d'après le dossier rassemblé par Patrick Geary, elle peut être placée peu après la translation²⁸. Plutôt précis sur le contexte gascon et périgourdin de cette année 864, le texte signale pour notre propos : « Les Danois ou Normands, sortant de leurs contrées par le moyen d'innombrables embarcations, se transportent à Saintes ou à Bordeaux. Et depuis là (*indeque*), parcourant les provinces, dépeuplant les villes, incendiant les monastères, les églises et tous les temples des hommes, tuant et ruinant »²⁹. Si l'on suit adverbial *inde*, Bordeaux sert de base à partir de laquelle les Danois rayonnent sur un arrière pays défendu par le duc Arnaud, neveu et successeur du duc Sanche. Mais ce que la *Translatio* ne dit pas c'est que les Normands de la Gironde, combinant leurs efforts avec ceux de Saintes pour opérer en Aquitaine l'offensive la plus dévastatrice, sont conduits par le renégat Pépin II vers le Toulousain, pour reconquérir le royaume dont Charles le Chauve l'a dépossédé³⁰.

23. Pertz éd., 1829, p. 252.

24. *Annales Engolismenses*, p. 486 (845) : *Sigoinus comis a Normannis capitur et occiditur. Sanctonas civitas concrematur et thesauri eius exportantur obtimi. Karolus secunda vice Britanniam profiscens cum Nemenoi congregitur (...)* 848. *Burdigala civitas a Normannis capitur et ignibus crematur. Chronicon*, p. 253 (845) : *Sigoinus comes a Northmannis capitur et occiditur, et Sanctonas urbs concrematur, thesauris eius obtimis exportatis. Karolus iterato Britannias pergens cum Nomenoi dimicat (...)* 848. *Burdigala a Northmannis capitur et concrematur.*

25. Adémar de Chabannes, éd. Chauvin et Pon, 2003, p. 21.

26. Loup de Ferrière, éd. Levillain, p. 186, lettre n°44 : *Quidam vero de Aquitania venientes Nortmannos inter Burdegalam et Sanctones eruptionem his diebus fecisse retulerunt et nostros, hoc est christianos, pedestri cum eis proelio congressos et miserabiliter, nisi quos fuga eripere potuit, peremptos. In quo bello comprehensum ducem Vasconum Siguinum et peremptum etiam jurando testati sunt. Quae res, quam vera sit dominica sententia : Omne regnum in seipsum divisum desolabitur, indicat, et discordiam amplectentibus qui fructus maneant, manifestat.*

27. Loup de Ferrières fait allusion à la bataille de Ballon, où le 22 novembre 845 le roi Charles le Chauve est défait par les Bretons de Nominoë.

28. Geary 1993, p. 203. Cette *translatio* prolonge assez nettement le besoin que les moines de Solignac viennent de combler en procédant à ce vol de reliques, pour n'en être pas trop éloigné dans le temps : il s'agit de faire pièce à l'ascendant qu'exerce localement l'ancienne dépendance de Solignac, l'abbaye de Beaulieu, fondée en 855. En 865 les moines obtiennent de Charles le Chauve la reconnaissance par un diplôme de la destruction des archives de Solignac ; en 866, au synode de Soissons, l'abbé de Solignac déplore la perte des archives de l'abbaye.

29. Léopold Delisle éd., 1870, p. 344, *Siquidem paganorum barbaries, quos usitato sermone Danos seu Normannos appellant, a suis sedibus cum innumerabili exeunte navali gestamine, ad Sanctonicam sive Burdegalem urbem sunt advecti. Indeque passim in praefatis discurrerent provinciis, urbes depopulando, monasteria, ecclesias necnon et cuncta hominum aedes igne cremantes, non parvas hominum strages occidendo dederunt.*

30. Auzias [1937] 2003, p. 243-244.



Fig. 1. - Épée au pommeau semi-circulaire correspondant à un type attribué aux Vikings
Longueur totale :
95,5 cm, largeur lame : 5,9 cm, largeur garde : 10,2 cm.
(Collection musée d'Aquitaine, numéro d'inventaire 64.9.3.
© Mairie de Bordeaux, Photo J. Gilson).

Sources archéologiques

Les sources archéologiques actuellement à notre disposition, que l'on peut considérer comme contemporaines, sont rares et n'apportent pas de franches certitudes. Si l'on écarte les objets « d'origines vikings » ou « d'inspiration viking » conservés au musée d'Aquitaine comme les plaques de ceinturon ou le manche de couteau en os découvert lors des fouilles de la place Camille-Jullian, puisque les décors d'entrelacs ou d'ocelles ne constituent pas des critères suffisants, en revanche l'épée longue au pommeau demi-circulaire (type X de Petersen) correspond à un type d'armes attribuées aux Vikings et retrouvées dans la Seine (fig. 1)³⁵; mais outre que ce type d'épée était aussi utilisé par les Francs de la même époque, celle qui est présentée au musée d'Aquitaine a été remontée par draguage du fond de la Gironde en dehors de tout contexte stratigraphique³⁶.

31. Adémar de Chabannes, éd. Chauvin & Pon 2003, p. 255 (capture d'Emma, vicomtesse de Limoges v. 1010), p. 266-267 (débarquement des Normands en Aquitaine repoussés par le duc Guillaume V, 1003-1013).

32. La crise des années 860 serait liée, d'après R. Mussot-Goulard, à la mort du duc de Gascogne Sanche Sanche (Mussot-Goulard 1983, p. 547).

33. Grat éd., p. 51, *Dani qui anno praeterito Aquitaniam vastaverunt, remeantes Santonas invadunt, confligentes superant quietisque sedibus immorantur.*

34. Grat éd., p. 124, *Aquitani confligentes cum Normannis qui in Carento Sigefredo duce resident, quadringentos circiter ex eis occiderunt; ceteri autem fugientes ad suas naves redierunt.*

35. Musée d'Aquitaine, n°64.9.3. Périn, 1990 et 2002.

36. Jean Renaud illustre son article sur les Vikings en Aquitaine (*Dossiers de l'archéologie*) avec des scramasaxes « datant peut-être du IXe siècle provenant de draguages de l'Isle entre Saint-Médard de Guizières et Abzac » et de « fers de lance à ailerons provenant de draguages de l'Isle ». Renaud 2002.

Le schéma est le même sur la Charente, quoique ici un peu plus précoce. Les *Annales de Saint-Bertin* rapportent qu'en 845 « Les Danois qui l'année passée ont dévasté l'Aquitaine reviennent en arrière, envahissent Saintes, combattent, prennent le dessus et s'installent tranquillement »³³; en 866, les mêmes *Annales* décrivent un combat entre les Aquitains et les « Normands qui résident sur la Charente sous la conduite de leur chef, Sigfried »³⁴.



Fig. 2. - Bracelet en argent au système de fermeture comparable à deux bagues d'origine scandinave.
Largeur : 6,5 à 6,75 cm ; diamètre du jonc de section légèrement polygonal, creux semble-t-il : 0,2 à 0,5 cm ; longueur fermeture spirale : 2,5 cm, se décomposant en 11 spires - les fils des 2 spires noué (entrelacé) - 5 spire.
Données aimablement communiquées par Anne Ziégler.
(Collection musée d'Aquitaine, numéro d'inventaire 2004. 15.1.
© Mairie de Bordeaux, photo L. Gautier).

Un bracelet en argent (fig. 2) présente un système de fermeture comparable à ceux de deux bagues dont les extrémités amincies s'enroulent sur elles-mêmes, l'une en or, d'origine norvégienne, mise à jour à l'occasion des fouilles de la sépulture du bateau viking de l'Île de Groix (Morbihan), l'autre dans le lit de la Charente, à l'occasion des prospections subaquatiques de Taillebourg (Charente) qui ont aussi révélé deux haches d'origine scandinave³⁷. Malheureusement ce bracelet issu du fond ancien du musée d'Aquitaine est « de provenance inconnue ». Du reste, ces deux objets peuvent avoir été acquis par des habitants de la région en suivant les courants commerciaux de cette époque reliant le Bordelais à l'Europe du nord-ouest, comme ceux que marque la diffusion de la céramique dite E/E-ware, entre l'Aquitaine et l'Irlande³⁸.

Les sources régionales

Nous ne disposons pas de sources écrites issues du Bordelais ou du Bazadais, évoquant les incursions scandinaves et leurs conséquences locales avant le XIe siècle. Celles dont nous allons parler maintenant, qui arrivent pour ainsi dire après la bataille, ne sont pas sans poser d'épineuses questions. Il nous faut d'abord savoir sur quoi ces sources de seconde main s'appuient, bref repérer les sources de première main. Il convient aussi de mesurer la fidélité de ces sources de seconde main par rapport aux premières et, *a contrario*, leur degré d'amplification ou de déformation. Repérer les enjeux mémoriels dans ces processus d'amplification ou de créations de fictions n'est pas non plus un enjeu secondaire, tant il est vrai que le Normand a aussi la tête du bouc-émissaire auquel

on attribue des destructions ou des dérèglements liés à d'autres phénomènes. Malheureusement, il faut le préciser de suite, ces exigences méthodologiques sont loin d'être toutes satisfaites quand on étudie les sources régionales. En l'état des recherches, le schéma de filiation idéal entre sources de première, deuxième ou même de troisième main est même loin d'être systématiquement établi.

Les textes des XIe et XIIe siècles

Le plus ancien témoignage écrit et daté sur les incursions scandinaves dans notre région est une lettre des moines de La Réole adressée au pape Clément II, datée de 1046 conservée dans le cartulaire du prieuré³⁹. Cette missive dit que « le monastère Saint-Pierre de La Réole a été détruit par les Normands qui, étant entrés dans les terres, dévastaient cités et places fortes (*civitates et oppida*), par le glaive et par le feu ». Cependant, cette même lettre attribue la fondation du *monasterium* à Charlemagne, une affirmation dont les travaux de Ch. Higounet, puis de S. Faravel ont montré la fausseté⁴⁰. Il n'est pas même possible d'invoquer la célèbre description de La Réole faite par Aimoin de Fleury en 1004. Le biographe d'Abbon de Fleury décrit bien des bâtiments ruinés à La Réole, dont une tour en moellons carrés, mais il n'attribue la responsabilité de ces ruines à personne. Il faut donc convenir que la première des sources régionales sur les effets des incursions scandinaves n'est pas fiable et que cette mémoire n'est pas antérieure au début du XIe siècle. Cela n'empêche pas cette lettre d'établir une tradition : l'acte de fondation du monastère de La Réole, attribué au duc Gombaud en 977, mais en réalité forgé en 1081, écrit que Gombaud « avait découvert dans des livres anciens où toute sagesse se trouve, qu'avant l'invasion des Normands (*ante Normannorum irruptionem*) et la destruction du monastère, ce lieu consacré dépendait de l'abbaye de Fleury »⁴¹.

Le cartulaire de Sainte-Croix de Bordeaux a souvent été invoqué pour prouver la destruction de l'abbaye mérovingienne par les Normands. Mais la notice qui ouvre le cartulaire, rapportant la restauration de l'abbaye par le comte Guilhem dit « le Bon » (avant 977) de l'abbaye autrefois détruite par les « païens » (*a paganis destructa*), a été refaite soit à la fin du

37. Tarou 2002, p. 76-77. Une bague similaire a été trouvée dans le lit de la Charente, à Taillebourg, Dumont, Mariotti, Nissen-Jaubert et al. 2005, p. 319-32. Nous remercions Isabelle Cartron, Anne Ziégler et Anne Nissen-Jaubert pour leur obligeante collaboration.

38. Bélier 1995, p. 260-263.

39. Grellet-Balguerie éd., 1863, n°99, p. 144. Copie moderne d'un cartulaire dont l'original est perdu.

40. Higounet 1980 ; Faravel, 1991, id. 2005.

41. Malherbe, 1975, p. 719. Dom Maupel, dans son histoire du prieuré Saint-Pierre de La Réole (1728) place en 848 la destruction du prieuré par les Normands, Grellet-Balguerie et P. Courtault éd., 1901, p. 5.

XI^e siècle, soit au XII^e siècle. Et il n'est pas avéré non plus, contrairement à ce qui a pu être écrit, que Guilhem le Bon ait été capturé et mis à rançon par les Normands, voire tué dans un combat contre eux⁴². La notice du cartulaire de Condom qui relate la donation du comte de Gascogne, Guilhem Sanche, de la villa de Tambielle à l'abbaye de Condom (diocèse d'Agen) en dédommagement du paiement de la rançon de son cousin, le comte de Bordeaux Guilhem, n'attribue pas aux Normands la responsabilité de cette capture qui peut aussi être liée à un de ces conflits entre puissants dont l'époque est remplie⁴³.

Lorsque l'on entre dans le XII^e siècle, les textes rapportant des destructions imputables aux Scandinaves sont plus nombreux mais ils ne sont pas plus dignes de confiance. Le *Baptista Salvatoris*, qui est une histoire de la relique de saint Jean-Baptiste à Bazas rédigée par un chanoine de Bazas après 1136, écrit ainsi⁴⁴:

« Nous savons à n'en pouvoir douter que Bazas a subi bien d'autres ruines, quoi qu'il ne soit pas possible d'en découvrir la trace dans nos annales (in annalibus). Elle fut saccagée une dernière fois par les hordes sauvages des Normands. Les dévastations opérées par ces pirates furent telles que la Gascogne entière vit périr la plus grande partie de ses habitants et devint semblable à un vaste désert. Et, pour preuve que ce fléau n'est pas si éloigné de notre temps, il suffit de compter le nombre des évêques qui ont gouverné ce diocèse depuis l'apparition des hommes du Nord. Nous savons qu'ils sont au nombre de huit (...) On pourrait interroger encore aujourd'hui des Bazadais qui nous ont déclaré à nous-mêmes avoir vu la ville presque déserte et sans habitants. Ils ajoutent que les évêques avaient sous leur juridiction un si petit nombre de fidèles qu'ils obtenaient l'autorisation de gouverner en même temps deux diocèses et même trois. Après la dévastation des Normands, les habitants rentrèrent peu à peu dans la ville ».

L'auteur l'avoue, il n'a pas la preuve de ce qu'il avance. Il ne fait qu'accoler un *topos* à son récit, par vraisemblance, et pour expliquer la singularité de l'évêché de Gascogne. Aussi faut-il être circonspect lorsque la *Chronique de Bazas*, ou *Titulus Vasatensium*, rédigée au début du XVII^e siècle par le chanoine Jérôme Dupuy, place en 853 « la dévastation du Bazadais par les pirates Normands » : il le fait en citant pour seule référence l'auteur du *Baptista Salvatoris* qui, de son côté, n'affirme rien de tel à cette date⁴⁵.

Une même suspicion plane sur l'extrait du *Titulus* qui rapporte la destruction par les Normands d'anciens édifices royaux à Caudrot, en Bazadais, et de leur donation en 1017 par Bernard de Taurignac en faveur de l'abbaye de Comdom⁴⁶. La source du *Titulus* est une notice de l'*Historia Abbatie Condomiensis*, ce cartulaire dont nous avons déjà parlé, compilé au XII^e siècle d'après R. Mussot-Goulard et dont on n'a conservé

qu'une version du XIV^e siècle⁴⁷. Mais la donation de Bernard de Taurignac n'évoque que les ruines d'édifices royaux, situés sur les bords de la Garonne, sans lier leur état à l'action des Normands ou de qui ce soit.

Terminons notre revue des sources du XII^e siècle avec un texte périgourdin de première importance, le *Fragment des évêques de Périgueux*, une liste épiscopale s'achevant en 1182 mais qui nous est parvenue sous une version abrégée, écrite en 1570, avec un degré d'altération de la source difficile à percevoir⁴⁸. Le *Fragment* nous dit que l'évêque Frotaire (976-991) « construisit contre les Normands les châteaux d'Agonac, de Croniac, d'Auberoche, de Bassillac, et de la Roche-Saint-Christophe » avant d'être assassiné par son prévôt. Ces Normands peuvent être venus par la vallée de l'Isle, donc du Bordelais. Mais on sait aussi que ce type de justification, c'est-à-dire le besoin de se protéger contre les Normands par la construction de châteaux, est un *topos* fréquemment mis en avant afin de masquer d'autres motivations puisque le programme de Frotaire, érigé en parfait représentant de l'évêque *defensor civitatis*, s'inscrit dans une période de territorialisation et d'ancrage spatial des pouvoirs.

Les textes des XIII^e et XIV^e siècles

Le XIII^e siècle s'ouvre pour notre propos avec des textes appartenant à des genres nouveaux et rapportant des événements qui dépassent le cadre régional. *Tote l'Histoire de France* est un récit écrit en dialecte saintongeais dans les premières

années du XIII^e siècle fonctionnant en diptyque avec la *Chronique dite saintongeaise*, ou pseudo-Turpin saintongeais. La *Chronique dite saintongeaise* suit la traduction en français du pseudo-Turpin de Nicolas de Saint-Lis, dans une « scripta franco-occitane émaillée de gasconismes ».

Les auteurs des ces deux textes sont anonymes. Pour *Tote l'Histoire*, F. W. Bourdillon opte pour une religieuse de Saintes, alors que selon A. de Mandach, la *Chronique dite Saintongeaise* a été rédigée par un clerc bordelais, « partisan fanatique de Saint-Seurin », compte tenu de l'existence d'informations ne pouvant être extraites que du cartulaire de Saint-Seurin⁴⁹. *Tote l'Histoire de France* est, comme son nom l'indique, un panorama de l'histoire de France qui reprend d'anciens abrégés, des vieilles annales ou chroniques, avec beaucoup d'imprécisions ou de confusions que Bourdillon trouve « grotesques ». Ainsi le passage où Clovis punit un soldat pour avoir frappé un certain Urceus vient de l'épisode mal compris du vase de Soissons, puisque *urceus* désigne en latin le pot. Mais il y a aussi dans *Tote l'Histoire* des emprunts à des récits populaires, aux chansons de geste ou à une tradition épique attestée chez Adémar de Chabannes, celle du héros local Taillefer de Léon qui a passé sa vie à combattre les Normands. Il n'est pas dans notre propos de décrire les combats contre les Scandinaves relatés par *Tote l'Histoire*, car ils ont pour théâtre principal la Saintonge. C'est sur la quatrième interpolation de ce texte que nous nous arrêterons, un catalogue de translations et d'enfouissements de reliques occasionnés par les incursions scandinaves, entre Nantes et Toulouse, comme il s'en trouve de nombreux exemples dans la littérature hagiographique. Pour le Bordelais, cette longue énumération cite pas moins de 26 lieux ou localités dont les trésors auraient été déplacés « par peur des Normands ».

« Les Normands apparurent sur la Gironde et ils détruisirent des églises ; ceux de Saint-Romain ne purent se transporter et mirent le trésor de l'église sous terre. À Saint-Vincent de Montauban, ils mirent le trésor et le corps de Saint-Vincent sous l'autel. Ils portèrent le trésor de Saint-André et celui de Sainte-Geneviève à Fronsac avec les trésors de Guîtres, de Saint-Émilion, d'Entre-deux-Mers et même ceux de Bordeaux s'en firent à Fronsac, par peur des Normands. En l'église Saint-Seurin de Bordeaux tous les trésors et les corps saints furent ensevelis où ces corps saints gisent mais il n'a pas été possible de déplacer le corps de saint Amand et son aumônière. À Saint-Martin de Bordeaux, ils ensevelirent le trésor, entre le chapitre et le monastère. À Saint-Germain le trésor fut mis dans le maître autel. À Sainte-Eulalie, ils ensevelirent le trésor dans la nef du monastère avec ses privilèges. À Sainte-Croix de Bordeaux, ils mirent le trésor devant l'autel Saint-Momolin. À Soulac ils mirent le trésor près de l'autel Sainte-Véronique. À Saint-Nicolas-de-Grave ils ensevelirent leur trésor aux

marches de l'autel, où gisent les bons hommes qui firent l'église de Soulac, de La Grave et de Cordouan, par ordre de Charles. Ceux des églises de Saint-Émilion-sur-Gironde, de Saint-Christophe et de Sainte-Marie Entre-deux-Ars, de Saint-Vincent du Troine, de Saint-Estève de Calloneis (...) furent transportés à Saint-Martin de Carcans et ensevelis sous l'autel. Le trésor de l'église de Belin avec les vertus fut enseveli près de l'autel. Et ceux de Gironville furent portés à Sainte-Croix. Et le corps de saint Macaire fut porté à Bordeaux. Et de toute la terre d'alentours furent portés à Montclin, et le corps de saint Alain fut enseveli au milieu de l'église. À Sainte-Bazille, ils ne le purent enlever et le mirent tout le trésor sous l'autel ».

Cette liste d'enfouissements et de transferts de reliques n'a, à notre connaissance, pas été étudiée depuis son édition il y a plus d'un siècle, tout au moins pour sa partie bordelaise, et il serait hors de portée de cette communication de se lancer dans une enquête sur chacun des lieux énumérés, du Toulousain au Berry, dans les sources antérieures, pour tenter de déterminer l'éventuelle ancienneté de ces traditions d'enfouissements ou de transferts de reliques. La seule que nous ayons confirmée concerne Saintes où, selon les *Annales d'Angoulême* et la *Chronique d'Aquitaine*, en 845, « la ville de Saintes avait été prise et ses meilleurs trésors déplacés » (*Sigoinus comis a Normannis capitur et occiditur. Sanctonas civitas concrematur et tesauri ejus exportantur obtimi*)⁵⁰. Pour le reste, on ne peut que faire état de quelques correspondances entre cette partie de *Tote l'Histoire* et d'autres sources du Bordelais.

Ainsi, les reliques de saint Macaire, à propos desquelles *Tote l'histoire* évoque leur présence à Bordeaux, sont effectivement signalées dans la listes des saints en l'honneur de qui Urbain II préside la cérémonie de dédicace de la cathédrale, le 1^{er} mai 1096, et dont les reliques sont placées dans le grand autel⁵¹ ; mais leur éventuel transfert depuis la localité éponyme, située à 42 km en amont de Bordeaux, vers le chef-lieu de diocèse n'est nulle part attesté⁵². On sait que l'église Saint-Germain de Bordeaux, citée aussi dans *Tote l'Histoire*, a vraisemblablement

42. Mussot-Goulard, 1982, p. 131-132 et id., 1983, p. 551.

43. D'Achéry éd., 1723, p. 586, *Ad ultimum restat Tamvilla quam beatus Petrus tali modo promeruisse dinoscitur. Quodam tempore Guillelmo Burdegalensi comite capto, meus patruus Guillelmus Sancius, cujus superius mentionem feci, ei subvenire studuit, et ideo ab hoc monasterio plurima donaria accepta in vasis aureis et argenteis, candelabris quoque et turibulis seu aliis ornamentis, ea in amici sui liberatione protulit, offerens Sancto Petro quasi pro satisfactione hunc locum sui juris, de quo loquimur, Tamvilla nuncupatum (...).*

44. Dom Aurélien éd. 1880, p. 289-291.

45. Piganeau éd. 1874, p. 21. Le compilateur connaît la bataille de Taillefer contre les Normands-in planitie Talerans- qu'il place en 926.

46. Piganeau éd. 1874, n° 1, p. 22. *Urbs dicta Caudrot, ad ostium fluminis Drothi sita, quaeque inde videtur sortita appellationem, quod in calce seu in cauda Drothi posita sit, prius regalibus aedificiis constructa, sed postea a Normanis diruta, partim donatur, partime venditur coenobio Condomiensia Bernardo de Taurignac.*

47. D'Achéry, éd., 1723, p. 588 *possidebat jure hereditario locum super litus Garonae positum, regalibus aedificiis olim, sicut apparet, constructum at nunc prae nimia vetustate penitus dirutum et desolatum ; vocatur autem ab imminente fluvio, qui ibidem finem accepit et Garona absorbetur Calcisdroti, demonstrans ruinas duarum Ecclesiarum quorum principalis est in honore Sancti Christophori altera in honore Sancti Eparcii. Copie dans AD Gironde, G 83*

48. Riboulet éd. 1877, p. 158. Ce fragment est différent de celui du fonds de Saint-Astier (Grillon & Etchehoury, éd. 2007, p. 18, n° 2).

49. De Mandach éd. 1970, p. 151.

50. Voir note 22.

51. Lopès éd. Callen, [1668] 1882-1884, p. 189, « des saints apôtres André et Pierre, de saint Jean Baptiste, des saints martyrs Étienne, Laurent et Vincent, de saint Macaire, confesseur, des saintes et vierges Agathe et Eulalie, dont les reliques sont disposées dans le grand autel ».

52. Ce transfert serait antérieur au 24 janvier 1040 (n. st.), date de la dédicace de la nouvelle église en l'honneur du Sauveur (*Corpus des inscriptions de la France médiévale*, t. 5, Dordogne, Gironde, Poitiers, CESC, Université de Poitiers, 1979, p. 121, n° 33). Le dossier est compliqué par la fausseté de la charte de Guillaume « comte d'Aquitaine et duc de Gascogne », qui en 1027 aurait donné à Sainte-Croix de Bordeaux la *cella* de Saint-Laurent où repose le corps de saint Macaire (Ducaunès-Duval éd. 1892, n° 2 et Boutouille 1998).

subi une forme de désaffection dans la période post-carolingienne depuis que les fouilles de son cimetière, sur le site de l'ancienne Gare Citram, ont montré une occupation funéraire s'étendant de la première moitié du VII^e à la première moitié du Xe siècle⁵³; par la suite, la donation de l'église Saint-Germain en faveur de l'abbaye de Saint-Sever par le duc de Gascogne Guilhem Sanche (972-apr. 988) peut être interprétée comme une restauration de ce sanctuaire suburbain⁵⁴. Le culte de saint Momolin, signalé dans notre extrait (effectivement attesté en 1195), repose sur l'épithaphe d'un religieux datée du 8 août 643⁵⁵. On rattache l'existence d'un monastère de femmes à Sainte-Eulalie, au VII^e siècle, à la mention d'une abbesse bordelaise, sainte Hildemarche, installée à Fécamp par saint Waning pendant le règne de Clotaire I^{er}⁵⁶. Grégoire de Tours témoigne de l'existence, au VII^e siècle, d'un culte rendu à saint Romain de Blaye. Cependant, compte tenu de la rareté des sources éclairant le Bordelais avant le Xe siècle, il n'est pas possible de prouver l'existence au IX^e siècle de toutes les localités citées par *Tote l'Histoire*. La *Chronique dite Saintongeaise*, qui multiplie les mentions d'églises fondées ou données par Charlemagne, Turpin et Roland transpose dans l'époque carolingienne trop de faits postérieurs pour être une source fiable sur cette période⁵⁷.

Dans l'ensemble, les quelques recoupements que l'on peut faire avec des sources antérieures ne suffisent pas à étayer une datation haute, disons du milieu du IX^e siècle, des lieux signalés dans *Tote l'Histoire*, sous le prétexte qu'elle peut effectivement se faire l'écho de traditions plus anciennes; ils n'assurent pas davantage de la véracité des enfouissements de reliques. Le cas du trésor de Saint-Émilien nous semble éloquent. En effet, une lettre des chanoines de Saint-Émilien adressée au pape Urbain II en 1097 signale un transfert des reliques vers Fronsac. Cependant, contrairement à *Tote l'Histoire*, la lettre des chanoines n'attribue pas le déplacement des reliques de saint Émilien vers Fronsac à la « peur des Normands »; elle le lie aux tentatives récentes du vicomte de Castillon, Pierre I^{er}, cherchant à reprendre le contrôle d'un site où l'archevêque de Bordeaux, en 1079, vient d'imposer son ban et fait adopter la réforme canoniale⁵⁸. Le traitement des reliques de Guîtres suscite de semblables interrogations. *Tote l'Histoire* nous dit qu'elles sont transférées à Fronsac. Or, il n'est pas question d'une telle translation ou de son souvenir dans la *Chronique de Guîtres*, une sorte de compilation connue par deux manuscrits des XV^e et XVI^e siècles, mise en forme plus tôt et dont les faits, fictions ou traditions rapportés s'échelonnent entre le VIII^e siècle et le début du XI^e siècle⁵⁹.

Aussi, alors que Bourdillon croyait avoir repéré l'origine de ces traditions d'enfouissement de trésors dans un passage des *Annales d'Aquitaine* copié en 1535, mentionnant le « déplacement de nombreux saints pendant les incursions Danoises »,

ou dans deux « Kalendaires » de Sainte-Radegonde et de la cathédrale de Poitiers, seulement connus par des allusions du XVI^e siècle mentionnant le déplacement des reliques de sainte Radegonde et de saint Pierre⁶⁰, nous pensons au contraire que le catalogue d'enfouissements et de transferts de reliques intégré dans la quatrième interpolation de *Tote l'Histoire de France* résulte d'une importante amplification à partir, d'une part, de la phrase des *Annales d'Angoulême* et de la *Chronique d'Aquitaine* relative à Saintes, d'autre part, de transferts locaux de reliques postérieurs à l'an Mil. Sur ces faits, grâce à une bonne connaissance des fonds bordelais ou de la géographie du diocèse et selon une capacité de création qui n'est pas minime, l'auteur greffe de nombreuses boutures.

Face à ce processus d'amplification, la *Chronique dite Saintongeaise* révèle une autre forme de traitement de l'histoire bordelaise de la période qui nous intéresse. Nous l'avons dit ce texte est une version en dialecte saintongeais émaillé de fréquents gasconismes de la traduction en français d'une oeuvre plus connue, la quatrième partie du *Codex Calixtinus*, ou « chronique » du pseudo-Turpin, rédigé à Compostelle vers 1160, mais dont la version première est vraisemblablement antérieure de quelques décennies. Pour l'essentiel, la *Chronique dite Saintongeaise* suit sa source principale, la traduction en français du pseudo-Turpin par Nicolas de Saint-Lis, et rapporte les combats de Charlemagne et de ses compagnons, Roland, Olivier, l'archevêque Turpin, contre les Sarrasins du roi Aigolant, en Espagne et en Gascogne. Cette oeuvre intègre au récit du pseudo-Turpin des interpolations inédites rapportant d'autres combats du roi Karles ou Karlemaigne contre les

53. Bergeret 1998, p. 23-24; Bergeret & Nacfer, 1999, p. 47-58.

54. Du Buisson, éd. Pédegert & Lugat 1876, p. 295-298, 299-303, Pon et Cabanot éd., à paraître, n°6, 8, 18, 71, 102.

55. Jullian 1887-1890, t. II, n°862, p. 43 (avec le correctif de millésime de Higounet 1963, p.20 et 82); Ducaunès-Duval éd. 1892, n° 29 (1195) et 125. De Maillé, 1960, p. 216.

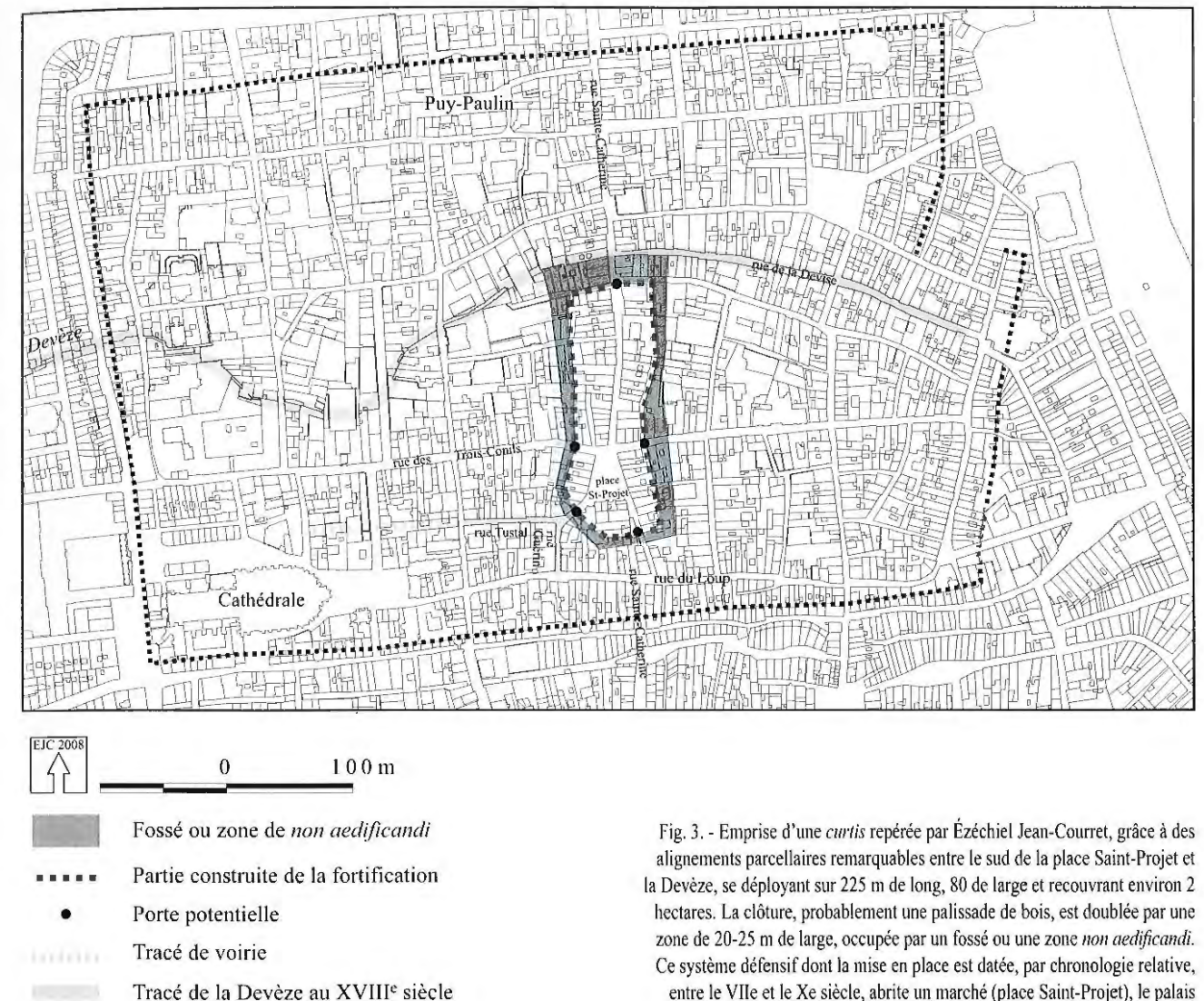
56. De Maillé p. 212-214, 216; Higounet 1963, p. 82.

57. De Mandach, éd., 1970. La *Chronique dite Saintongeaise* évoque également l'enfouissement des trésors de Saint-Seurin, sous l'autel de Saint-Aubin « dans une crypte, par peur d'Aigolant [le roi de Bougie, chef des Sarrasins] »; on trouve aussi dans la même *Chronique*, attribués à Charlemagne, à Roland ou à l'archevêque Turpin, la fondation, la restauration ou la donation, à Bordeaux, des abbayes de Sainte-Eulalie, Sainte-Croix ou des églises de Saint-Sauveur et Saint-Martin-du-Mont-Judaïque; en Bordelais, des églises de Saint-Vincent de Montauban, Saint-Girons, Saint-Martin de Lormont, Belin, Gironville, Saint-Martin de Carcans, Souillac, Saint-Émilien, « Entre-deux-Arz », ou Saint-Macaire.

58. Mabillon éd., 1713, p. 380; Boutoulle 2000.

59. Depoin éd. 1921; Boutoulle 2007. En revanche la *Chronique* atteste des liens entre Fronsac et Guîtres, une abbaye qui aurait été fondée par les premiers vicomtes de Fronsac.

60. Bourdillon, éd. 1897, p. XXXVI.



Source : Jean-Courret 2008, 31

Sarrasins, en Saintonge et en Bordelais, dans la même veine épique que les chansons de geste la fin du XII^e et du début du XIII^e siècle, décrivant des événements censés se dérouler en Bordelais, telles les *Quatre Fils Aymon* ou *Garin le Lorrain*. La plus importante interpolation de la *Chronique Saintongeaise*, « l'interpolation B II », raconte la prise de Blaye par Karles, Roland et Olivier contre les gens d'Aigolant (avec fondations de Saint-Romain et Saint-Sauveur), suivies par la prise de Montauban (où Karles fonde les églises Saint-Vincent et « Saint-Relevez »), une bataille à Saint-André. Le morceau de bravoure de cette interpolation, celui auquel l'auteur accorde le plus de place, concerne la prise de Bordeaux par Roland.

Fig. 3. - Emprise d'une *curtis* repérée par Ézéciel Jean-Courret, grâce à des alignements parcellaires remarquables entre le sud de la place Saint-Projet et la Devèze, se déployant sur 225 m de long, 80 de large et recouvrant environ 2 hectares. La clôture, probablement une palissade de bois, est doublée par une zone de 20-25 m de large, occupée par un fossé ou une zone *non aedificandi*. Ce système défensif dont la mise en place est datée, par chronologie relative, entre le VII^e et le Xe siècle, abrite un marché (place Saint-Projet), le palais ducal de La Salle attesté en 1072/1077) et l'atelier monétaire.

« Ensuite Roland et Turpin s'en allèrent vers la ville où ils avaient laissé les dames. Et les dames avaient fortifié leur salle contre les Sarrasins. Roland et ses compagnons attaquèrent très durement; un Sarrasin dressa une échelle contre la salle où les dames s'étaient retirées, et en commença l'ascension. Mais Roland lança un pieu et tua le Sarrasin qui tomba, alors que le pieu se ficha dans le mur. Quand les Sarrasins virent cela, ils s'en furent et Roland trancha les gonds de la porte. Il avança jusqu'à une eau qui s'appelle la Devèze. Il trouva Guolias que Aigolant y avait laissé avec vingt mille Sarrasins. Ici la bataille fut grande, et ils tuèrent dix mille Sarrasins »⁶¹.

61. Mandach éd. 1970, 287-288.

Plusieurs raisons rendent ce passage intéressant. D'abord parce que dans la chanson de geste le Sarrasin peut cacher un Normand. C'est ce que l'on constate dans le *Roman d'Aiquin*, la seule chanson de geste composée en Bretagne, au XII^e siècle, où l'auteur confond les Sarrasins d'Espagne avec les Norrois contrôlant la ville de Nantes. Procédant à une évidente substitution d'identité, l'auteur du roman d'Aiquin met au goût du jour les Normands avec les Sarrasins bien plus commodes pour représenter les « têtes de turc » du XII^e siècle⁶². Par ailleurs, nous l'avons déjà signalé, la *Chronique dite Saintongeaise* et *Tote l'Histoire de France* utilisent aussi des traditions régionales dont l'une concerne les exploits de Taillefer de Léon contre les Normands en Aquitaine et n'a pas connu la consécration d'une chanson de geste. Enfin, la découverte récente par analyse morphologique en plein cœur de Bordeaux, à Saint-Projet, de l'enceinte d'une *curtis* pour l'instant chronologiquement calée entre les VII^e et Xe siècles, étaye de manière inattendue la probabilité d'affrontements près de la Devèze pendant cette période (fig. 3). La plus grande prudence s'impose, mais l'hypothèse que ce passage de la *Chronique Saintongeaise* ait puisé dans une tradition bordelaise de combats contre les Normands menés par roi Karles qui n'est pas forcément Charlemagne, ne manquera pas de constituer une des pistes de réflexion de la prochaine fouille de l'îlot Sud-Ouest.

Dans cette optique, il n'est pas non plus nécessaire d'envisager les transformations que l'analyse parcellaire permet de discerner à Saint-Projet en liaison avec le tracé d'enceintes comme essentiellement dictées par un souci défensif. Les aménagements viaires de liaison et de contournement du tracé d'enceinte et une opération d'urbanisme autour de la place Saint-Projet peuvent parfaitement s'inscrire, comme à Rouen à la fin des années 880, dans une refondation de l'espace urbain sur des parcelles abandonnées, autour des pôles commerciaux (le marché) et politiques (le palais ducal)⁶³.

Abordons le siècle suivant avec un texte qui, sans être régional, n'est pas pour autant hors de propos. Au XIV^e siècle, dans son *Kitâb-ar-Rawd al-Mi'tar*, le géographe arabe Al-Himyarî reprend des fiches écrites par ses prédécesseurs s'étendant du IX^e au XIII^e siècle. Parmi les notices de villes et de pays classés par ordre alphabétique, cette vaste compilation géographique en présente une sur Bordeaux remontant au IX^e siècle⁶⁴.

« Le district de Bordeaux (Burdil) est l'un des plus favorisés de cette région : on y trouve un grand nombre de vignobles, d'arbres fruitiers et de cultures de céréales. Bordeaux est une grande ville, bâtie en mortier de plâtre et de sable. Elle est située au bord d'un fleuve à très fort débit qui s'appelle la Garonne et dans lequel il arrive que les bateaux des Normands (Magus) fassent naufrage en cas de tempête,

tant ce fleuve est large et a un courant violent. Entre Bordeaux et l'embouchure de ce fleuve, il y a une distance de cinquante miles. Les habitants de Bordeaux ressemblent aux Galiciens par leur aspect physique et leur façon de se vêtir. Au nord de Bordeaux se trouve un édifice que l'on voit de loin et qui repose sur de hautes et épaisses colonnes : c'était le palais de Titus [les piliers de Tutelle]. Sur le rivage maritime proche de cette ville on trouve de l'ambre ».

Comme pour bon nombre de textes tardifs, nous ignorons quelles sont les sources d'Al-Himyarî à propos de cette notice sur Bordeaux, ou leur degré d'altération d'une compilation à l'autre. Cependant, aussi éloignées du Bordelais que soient les sources contemporaines des incursions, cette notice s'en distingue sur plusieurs points. Les Normands n'entrent en Bordelais qu'à contre-cœur, par accident, comme poussés par les courants et victimes de la marée. Ils ne sont pas vus comme des pillards, juste comme des marins malchanceux arrivant dans un pays prospère. Les seules ruines méritant d'être attestées ne sont pas celles de monastères ravagés par des païens mais d'édifices antiques usés par le temps.

Les textes du X^e et XVI^e siècles

Les derniers textes régionaux nous transportent à la fin du Moyen Âge. Il s'agit de la *Chronique de Guîtres* et *La Geste des Toulousains* de Nicolas Bertrand.

Notre-Dame de Guîtres est une abbaye bénédictine située au nord-est du diocèse de Bordeaux, dans la vallée de L'Isle. Cette abbaye, dont nous n'avons ni cartulaire ni chartrier, a laissé une *Chronique* méconnue, rapportant des événements placés entre le VIII^e siècle et le règne de Robert le Pieux (987 puis 996-1031)⁶⁵. C'est une compilation dont l'auteur est anonyme et dont les deux versions connues ont été mises par écrit à la fin du X^e siècle et au début du XVI^e siècle. *Grosso modo*, le texte se décompose en trois parties. La première est consacrée à la fondation légendaire d'un palais et d'une basilique à Guîtres, par Eudon, un personnage inspiré d'Eudes d'Aquitaine, l'adversaire de Charles Martel. La seconde partie est consacrée aux circonstances de l'installation des premiers vicomtes de Fronsac et à la généalogie des quatre premières générations. La troisième partie présente les dispositions prises par les vicomtes, Grimoard et Raimond, lors de la dotation de l'abbaye de Guîtres, pendant le règne de Robert le Pieux.

62. Cassard 1996, p. 104, id. 2002, p. 46.

63. Jean-Courret, 2008, p. 30 (mémoire inédit conservé au SRA et aimablement communiqué par l'auteur). Lorans 2007, p. 88-89.

64. Levi-Provençal éd., 1938, p. 53 ; Clémens 1982, p. 34 (voir p. 21 pour la datation des éléments de cette notice) ; Mussot-Goulard 1982, p. 8.

65. Depoin éd. 1921.



Fig. 4. - Vue aérienne de l'Ile-du-Carney (Lugon-et-L'Ile-du-Carney, ca. Fronsac, ar. Libourne).

La chronique de Guîtres fait deux allusions à des combats menés par les Normands. La première, placée dans la première partie de la *Chronique*, rapporte qu'après la mort d'Eudon « les Goths et les Normands arrivant à Guîtres, par mer et par terre, livrent entièrement cet oppidum aux flammes et le réduisent en une vaste solitude »⁶⁶. La seconde, insérée dans la troisième partie de la *Chronique*, est plus détaillée. C'est une digression à propos d'une île donnée à l'abbaye de Guîtres par les vicomtes de Fronsac Grimoard et Raimond pendant le règne de Robert le Pieux :

« En cette époque, l'entrée dans l'île était facile, grâce à un arbre jeté en guise de pont et dont l'accès était praticable, même aux chèvres. Tant que les consuls [les comtes de Bordeaux] la possédèrent, elle jouit d'une paix perpétuelle et l'on assure que, pendant longtemps, on y vit affluer des cultivateurs, des sauniers, des orfèvres et toutes sortes de biens. Mais lorsque plus tard les Goths et les Normands arrivèrent par mer sur des embarcations et remontèrent jusqu'ici, ils livrèrent cette île à une dévastation complète et, pénétrant par plusieurs ports, ils couvrirent l'honneur de Fronsac et le territoire compris

entre l'Isle et la Dordogne, comme une nuée de sauterelles ; ils rasèrent les fortifications et en élevèrent de nouvelles. Enfin une troupe innombrable de gens du pays de Scoriac, de Mayac, et de Fronsac se réunirent en un seul corps, les poursuivant à la pointe de l'épée jusqu'au port du Carney. C'est de la proximité du lieu où ils furent exterminés que ce port a pris le nom de Carney »⁶⁷.

Le texte suscite de prime abord un grand intérêt car il livre, pour la première fois, une localisation de combats contre les Normands en Bordelais, s'étant déroulés, si l'on en croit la *Chronique*, sur l'île du Carney dans l'actuelle commune de Lugon-et-L'Ile-du-Carney, sur la rive droite de la Dordogne, à environ 7 km à l'ouest de Fronsac (fig. 4). Aujourd'hui encore, l'empreinte et l'ancien contour de l'île du Carney se devinent sur le terrain par la zone dépressionnaire qui l'entoure, un paléo-chenal au fond duquel coule le ruisseau du Frayche.

66. Depoin, éd. 1921, p. 95.

67. Depoin, éd. 1921, p. 103.

Malheureusement, il y a de forts doutes sur la véracité de ce que rapporte ici la *Chronique*. C'est d'abord l'allusion aux Goths et aux Normands en même temps, qui donne l'impression d'une mémoire sans repères, écrasant trois siècles. De plus, ce développement qui brise le fil du récit des générosités des premiers vicomtes de Fronsac, ne conduit à rien d'autre qu'une explication étymologique basée sur le rapprochement *Carnerius*-Carney, pour le moins rapide.

Nous achèverons cette revue de textes avec le *De Gestis Tholosanorum* de Nicolas Bertrand (mort en 1527), édité en latin en 1515 puis rapidement traduit en français (1517 à Lyon)⁶⁸. Avocat au parlement de Toulouse et professeur de droit à l'université de la ville, N. Bertrand est un historien fécond, particulièrement attentif aux reliques. Le passage qui nous intéresse relate une grande incursion normande par la Garonne, « la vingt-huitième année de règne du duc Totilon⁶⁹, la quatrième année de l'indiction, où une éclipse de soleil s'est déroulée le 5 des nones de mai (3 mai) » soit, d'après ces deux dernières indications, en 840.

Cette année-là voit un déferlement de ce que N. Bertrand appelle la « gent Daphnique » en raison du nom de son premier roi, *Daphnicus*, et qui n'est autre que les Danois.

« Les Danois, traversèrent l'océan sur de grands navires, impatients de répandre la frayeur, arrivèrent par mer aux abords de l'oppidum de Bordeaux. Sortant de leurs bateaux, ils occupèrent toute la terre, s'y répandant comme des saute-relles. Les habitants de la région ne résistent pas longtemps à la férocité de leurs assauts. Ils arrivèrent à l'oppidum de Bordeaux mais ne parvinrent pas à s'en emparer en raison de l'état de ses fortifications. Indignés par cet échec ils dévastèrent les environs et tuèrent par le fil de l'épée toute créature dans laquelle il y avait une chaleur de vie. Quant au reste, ils l'incendièrent. Et ainsi, chargés de butin, ils se préparèrent à reprendre la mer. Mais il leur arriva que le zéphir les oblige à remonter vivement la Garonne. Arrivés à Bazas, ils se ruèrent sur les habitants pris à l'improviste et dans un furieux assaut s'emparèrent de la ville. Tous les habitants furent égorgés, l'église et les maisons démolies et brûlées. Sans obstacle il se dirigea vers le castrum de Sos (...) puis Lectoure, Dax et enfin Cautelets (...) »⁷⁰.

Cet extrait, qui rappelle les difficultés à naviguer sur la basse Garonne, fait état de données nouvelles comme l'échec d'un siège de Bordeaux en 840, grâce à la solidité des défenses d'une fortification, et la destruction de Bazas. Cependant, outre que ces événements ne sont pas recoupés par les témoignages contemporains, les sources de N. Bertrand posent question. Ni dans cet extrait ni dans son prologue N. Bertrand ne les évoque, pas même un hypothétique cartulaire de Tarbes auquel renvoie pourtant R. Mussot-Goulard⁷¹. Le cartulaire de Bigorre,

récemment édité, ou le recueil d'actes de 1250 à 1459 concernant la succession de la Bigorre n'évoquent rien de tel⁷². Du reste, la destruction de Bazas, reprise dans le *Titulus* de Jérôme Dupuy, n'est pas évoquée dans le *Baptista Salvatoris*, ce qui ne plaide pas pour l'ancienneté de cette tradition. Tout cela ne peut que nous rendre circonspects face aux faits rapportés par N. Bertrand.

Conclusion

Le parti pris de classer les textes selon leur période de rédaction montre que les sources contemporaines des incursions scandinaves sont incontestablement plus précises et plus fiables que les textes régionaux postérieurs, ce que l'on ne peut que regretter car la première catégorie de textes suit des regards extérieurs au Bordelais. Les derniers textes sont paradoxalement plus étoffés, mais toujours aussi peu précis sur les dates auxquelles les faits rapportés sont censés s'être déroulés. Surtout, pas un de ces écrits tardifs ne révèle la moindre source première. Nous y voyons, au contraire, des destructions attribuées aux Normands soit par vraisemblance (c'est ce qu'avoue l'auteur du *Baptista Salvatoris*), soit par désir de tromper, pour prétendre par exemple à l'existence de privilèges antérieurs que les Normands auraient détruits (ce que font les moines de La Réole contre l'évêque de Bazas), soit par souci d'étymologie. Nous sommes donc dans le domaine des constructions historiques. Mais il y a, dans cette génération de textes, des récits qui recyclent des traditions locales perdues, amplifiées ou rhabillées, et abondamment mêlées à d'authentiques créations littéraires. Cela rend l'approche délicate, nous conduit à travailler les textes comme le font les archéologues, en individualisant chaque artefact, chaque niveau d'information ou strates de données.

Quels que soient les types de textes, l'ensemble de la documentation écrite décline le thème du Normand destructeur. Cependant, la notice d'Al-Himyari, comme l'existence de courants commerciaux entre l'Aquitaine et les îles Britanniques, ou la présence en Bordelais d'objets de facture viking pas nécessairement portés par des Scandinaves, nous engagent aussi à envisager de manière moins négative les contacts entre les habitants du Bordelais et leurs contemporains venus du Nord.

68. Bertrand [1515], f. XVI.

69. Le duc Totilon, attesté dans la notice décrivant la consécration de Saint-Orens d'Auch, aurait gouverné la Gascogne entre Séguin II (816) et Séguin III (845) : Mussot-Goulard 1982, p. 87, n.145, p. 91, note 175.

70. Traduction Devert 1974.

71. Mussot-Goulard 1982, p. 39 et p. 91, n.175.

72. Ravier & Cursente eds. 2005.

Sources

- Dom Aurélien éd. *L'apôtre saint Martial et les fondateurs apostoliques des églises des Gaules. Baptista salvatoris ou le sang de Saint-Jean à Bazas peu d'années après l'ascension de notre seigneur Jésus-Christ*, coll. La Gaule catacombaire, Toulouse, 1880.
- Adémar de Chabannes, *Chronique*, éd. Yves Chauvin et Georges Pon, Turnhout, Brepols, 2003.
- Luc D'Achéry, éd., « Historia abbatie Condomensis nunc episcopatus », dans *Spicilegium sive collectio veterum aliquot scriptorum*, t. II, Paris, 1723.
- Francis William Bourdillon, éd., *Tote l'histoire de France*, Londres, 1897.
- Dom du Buisson, *Historia monasterii Sancti Severii libri X*, J.-F Pédegert., et A. Lugat, éd., Dehès, Aire-sur-Adour, 1876.
- Jules Depoin, éd., « Études préparatoire à l'histoire des familles palatines. Deuxième fascicule. IV Aimon, châtelain de Dordogne. Contribution à l'étude du roman des fils Aymon. Texte annoté et commenté de la Chronique de Guîtres ». Extrait (pour partie) de la *Revue des études historiques*, 78^e année-1912, Société historique du Vexin, Paris, 1921.
- Ducaunnès-Duval éd., « Cartulaire de l'abbaye Sainte-Croix de Bordeaux », *Archives Historiques du département de la Gironde*, XXVII, Bordeaux, 1892.
- Loup de Ferrière, *Correspondance*, éd. Léon Levillain, t. I, 829-847, Paris, Champion, 1927.
- Félix Grat éd., *Annales de Saint-Bertin*, Paris, Kincksieck, 1964.
- Charles Grellet-Balguerie éd., « Le cartulaire du prieuré Saint-Pierre de La Réole », *Archives Historiques du département de la Gironde*, t.V, Bordeaux, 1863.
- Louis Grillon et Maité Etchechoury, éd. *Le chartier de l'abbaye Saint-Pierre de Saint-Astier*, Périgueux, AD Dordogne, 2007.

- Léopold Delisle éd., « Ex historia transl. Reliquarum S. Faustae », dans *Recueil des Historiens des Gaules et de la France*, t. 7, 1870, p. 344.
- Hierosme Lopès, *Église métropolitaine et primatiale Saint-André de Bordeaux*, rééd. Callen [1668] 1882-1884, 2 vol., Bordeaux.
- Jean Mabillon éd., *Annales Ordinis Sancti Benedicti occidentalium monachorum patriarchae*, t. V, Paris, 1713.
- André de Mandach, *Chronique dite saintongeaise. Texte franco-occitan inédit « Lee ». À la découverte d'une chronique gasconne du XIII^e siècle et de sa poitevinisation*, Tübingen, 1970.
- Dom Maupel, « Sancti Petri de regula regalis prioratus historico-chronologica synopsis », éd. Ch. Grellet-Balguerie et P. Courtault, *Archives Historiques de la Gironde*, t. XXXVI, n° I, 1901, p.
- Georg Heinrich Pertz éd. *Gestis abbatum Fontanellensium*, suivi de *Fragmentum chronici Fontanellensis*, dans *Monumenta Germaniae Historica, Scriptorum*, t. II, Hanovre, 1829, p. 270-304.
- Georg Heinrich Pertz, éd., *Annales Engolismenses*, *Monumenta Germaniae Historica, Scriptorum*, t. II, Hanovre, 1829, p. 251-252, t. XVI, Hanovre, 1879.
- Georg Heinrich Pertz, éd., *Chronicon Aquitanicum*, *Monumenta Germaniae Historica, Scriptorum*, t. II, Hanovre, 1829, p. 252.
- Georges Pon et Jean Cabanot éd., *Documents de l'abbaye de Saint-Sever, Mont-de-Marsan*, à paraître.
- Émilien Piganeau éd. « Chronique de Bazas », dans *Archives Historiques du département de la Gironde*, t. XV, 1874.
- Xavier Ravier et Benoît Cursente, eds. *Le cartulaire de Bigorre (XIe-XIIIe siècle)*, CTHS, Paris, 2005.
- Riboulet, éd. « Fragmentum de episcopis Petragoricensibus », *Bulletin de la Société Historique et archéologique du Périgord*, 1877, t. IV, p. 158-159. *Translatio sancti Severini*, *Acta Sanctorum octobris*, X, 61 (BHL 7648).

Bibliographie

- Léonce Auzias, *L'Aquitaine carolingienne (778-987)*, Toulouse, 1937, rééd. Pau, Princi Neguer, 2003.
- Anne Catherine Bélier, « Note sur la céramique E/E-ware », dans *Aquitaine and Ireland in the Middle Ages*, dir. Jean-Michel Picard, Four Courts Press, Dublin, 1995, p. 260-263.
- Agnès Bergeret, « Bordeaux, Rue Lafaurie-Monbadon. Ancienne gare routière Citram », *Revue archéologique de Bordeaux*, t. LXXXIX, 1998.
- Agnès Bergeret et Marie-Noëlle Nacfer, « Le cimetière carolingien de la gare Citram à Bordeaux », *Revue archéologique de Bordeaux*, t. XC, 1999, p. 47-58.
- Nicolas Bertrand, *De Gestis Tolosanorum*, Toulouse, 1515.
- Nicolas Bertrand, *Les gestes des Toulousains et d'autres nations de l'environ*, Toulouse, 1517 (traduction française), rééd. 1555.
- Frédéric Boutouille, « Le monastère de Saint-Macaire et la politique du duc d'Aquitaine à la fin du XI^e siècle », dans *Actes du sixième colloque l'Entre-deux-Mers et son identité tenu à Saint-Macaire, les 27 et 28 septembre 1997*, Saint-Macaire, Mouvement pour la sauvegarde et la rénovation de Saint-Macaire-CLEM, 1998, p.15-26.
- Frédéric Boutouille, « Le ban de l'archevêque de Bordeaux à Saint-Émilien (1079- fin du XII^e siècle) », *Fédération historique du Sud-Ouest, Actes du LI^e congrès d'études régionales de la FHSO, tenu à Saint-Émilien les 11 et 12 septembre 1999*, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, Talence, 2000, p. 41-54.
- Frédéric Boutouille, « La généalogie des premiers vicomtes de Fronsac d'après la *Chronique de Guîtres* (Xe-XI^e siècles), dans *Châteaux et stratégies familiales, Actes des Rencontres l'archéologie et d'histoire en Périgord, les 22, 23, et 24 septembre 2006*, s.d. A.-M. Cocola et M.Combet, Ausonius, CAHMC, Bordeaux, 2007, p. 29-51.
- Malcom Bull, *Knightly Piety and the Lay Response to the First Crusade. The Limousin and Gascony, c. 970-c. 1130*, Oxford, 1993.
- Jean-Christophe Cassard, *Le siècle des Vikings en Bretagne*, Paris, Gisserot, 1996.
- Jean-Christophe Cassard, « Les Vikings en Bretagne », dans *Dossiers d'Archéologie*, n° 277, octobre 2002.
- Jacques Clémens, « Dax, capitale de la Gascogne au IX^e siècle d'après Al-Himyari », dans *Bulletin de la société de Borda*, n° 385, 1982.

Annie Dumont, Jean-François Mariotti, Vivien Mathé, François Levecque, Anne Nissen-Jaubert, Olivia Hulot, S. Greck et Béatrice Szeptyski, « Prospection du lit mineur et des berges sur le site médiéval de Taillebourg - Port d'Envaux (Charente-Maritime) : un secteur d'activité lié à la Charente », *Aquitania*, 21, 2005, p. 299-336.

Michel Devert, *Recherches sur la vicomté de Gabardan et la maison de Gabarret du IXe et au XIIe siècle*, 1974.

Sylvie Faravel, *Occupation du sol et peuplement de l'Entre-deux-Mers Bazadais de la préhistoire à 1550*, thèse de doctorat de géographie historique, s.d. J.-B. Marquette, Université de Bordeaux III, 1991.

Sylvie Faravel, « Autour du récit du voyage et de la mort d'Abbon, en 1004, à la Réole par Aimoin : un témoignage précieux sur l'histoire du prieuré, de la ville et de leur contexte gascon », *Cahiers du Bazadais*, n° 150, septembre 2005, p. 5-29.

Patrick Geary, *Le vol des reliques au Moyen Age : furta sacra*, Paris, Aubier, 1993.

Ézéchiél Jean-Courret, *La morphogenèse de Bordeaux, des origines à la fin du Moyen Age. Fabrique, paysages et représentations de l'Urbs*, thèse de doctorat d'histoire du Moyen Age, s.d. Marquette J.-B., Université Michel de Montaigne-Bordeaux III, 3 vol., 2006.

Ézéchiél Jean-Courret, *Bordeaux-îlot Sud-Ouest, Morphologie, paysages et pratiques spatiales de l'Antiquité à la fin du Moyen Age*, Redevco France-SRA-DRAC Aquitaine, 2008.

Charles Higounet, *Bordeaux pendant le haut Moyen Age*, Bordeaux, FHSO, 1963.

Charles Higounet, « À propos de la fondation du prieuré de La Réole », *De Fleury-sur-Loire à Saint-Pierre de La Réole, Actes du colloque du millénaire de la fondation du prieuré de La Réole, organisé à La Réole les 11 et 12 novembre 1978*, Bordeaux, Société des Bibliophiles de Guyenne, 1980, p. 7-13.

Charles Higounet et Jean-Bernard Marquette, « Les origines de l'abbaye de Saint-Sever, révision critique », dans *Saint-Sever Millénaire de l'abbaye. Colloque international 25, 26 et 27 mai 1985*, Mont-de-Marsan, CEHAG, 1986, p. 33-35.

Camille Jullian, *Les inscriptions romaines de Bordeaux*, Bordeaux, 1887-1890.

Carlos Laliena Corbera, « Reliquias, reyes y aliapzas : Aquitania y Aragon en la primera mitad del siglo XI » dans *Aquitaine-Espagne (VIIIe-XIIIe siècles), Civilisation médiévale XII*, textes réunis par Ph. Sénac, Poitiers, CESC, 2001.

Évariste Levi-Provençal, éd., *La péninsule ibérique au Moyen Age d'après le Kitab Ar-Rawd Al-Mi'tar Fi Habar Al-Aktar d'Ibn Abd Al-Mun'im Al-Himyari. Texte arabe des notices relatives à l'Espagne, au Portugal et au Sud-ouest de la France*, Leiden, 1938.

Élisabeth Lorans, « Les élites et l'espace urbain : approches archéologique et morphologique (France du Nord et Angleterre, VIIe-Xe siècles) », dans *Les élites et leurs espaces: mobilité, rayonnement, domination (VIe-XIe s.)*, colloque international s.d. Philippe Depreux et François Bougard, 3-5 mars 2005, Turnhout, Brepols, 2007.

Aliette de Maillé, *Recherches sur les origines chrétiennes de Bordeaux*, Paris, 1960.

Marc Malherbe, *Les institutions municipales de la ville de La Réole, des origines à la révolution française*, thèse de doctorat, s.d. Jaubert P., Université de Bordeaux I, 1975.

Jean-Bernard Marquette, « La renaissance médiévale (milieu du Xe siècle-fin du XIIe siècle) », dans *Landes et Chalosses*, s.d. Serge Lerat, Pau, Société nouvelle d'éditions régionales et de diffusion, 1983, p. 147-206.

Renée Mussot-Goulard, *Les Princes de Gascogne 768-1070*, Lectoure, CTR, 1982.

Renée Mussot-Goulard, « Dax à l'époque carolingienne. La question des sources », *Bulletin de la société de Borda*, n° 385, 1982.

Renée Mussot-Goulard, « La bataille de Taller », dans *Colloque sur le millénaire de la bataille de Taller, Bulletin de la société de Borda*, t. 108, 1983, p. 541-596.

Renée Mussot-Goulard, « La Gascogne », dans *Les sociétés méridionales autour de l'an Mil. Répertoire de sources et de documents commentés*, s.d. Michel Zimmermann, Paris, CNRS, 1992, p. 319-322.

Patrick Périn, « Les objets vikings du musée des antiquités de la Seine-Maritime à Rouen », dans *Hommages à Lucien Musset, Cahier des Annales de Normandie*, 23, Caen, 1990, p. 161-188.

Patrick Périn, « Les objets vikings découverts en Haute Normandie », *Les Vikings en France, Dossiers de l'archéologie*, n° 277, octobre 2002, p. 18-25.

Jean Renaud, *Les Vikings en France*, Rennes, Ouest-France, 2000.

Jean Renaud, *Les Vikings de la Charente à l'assaut de l'Aquitaine*, Pau, Princi Neguer, 2002.

Jean Renaud, « Les Vikings en Aquitaine » dans *Les Vikings en France. Dossiers de l'archéologie*, n° 277, octobre 2002, p. 80-86.

Joël Supéry, *Le secret des Vikings*, éd. des Équateurs, 2005.

Liliane Tarou, « La sépulture à bateau viking de l'île de Groix (Morbihan) », dans *Les Vikings en France. Dossiers de l'archéologie*, n° 277, octobre 2002, p. 76-77.



Un prieuré saintongeais au Pied-du-Château : Saint-Germain de Langoiran

Par Damien Piot *

avec la collaboration de
Jean-Luc Piat**

Situé dans le hameau du Pied-du-Château, commune de Langoiran, l'ancien prieuré Saint-Germain est encore mal connu, comme négligé de la mémoire locale, qui lui a préféré les deux grands monuments que sont le Château et l'église Saint-Pierre-ès-Liens. L'histoire du prieuré n'a suscité, dans le meilleur des cas, que quelques lignes dans les écrits d'historiens et érudits comme Cirot de La Ville, Léo Drouyn (qui nous offre le « luxe » d'une description, même sommaire, du site), Émilien Piganeau ou Réginald Biron¹. Cette lacune historiographique doit sans doute davantage au manque de connaissances et de sources dont ils disposaient qu'à un réel désintérêt. C'est en tout cas ce que semblent montrer les écrits de Cirot de La Ville, dom Biron, ou encore récemment Michel Garaud², selon lesquels Saint-Germain était un prieuré de l'abbaye de La Sauve-Majeure.

L'histoire de ce prieuré, sans doute contemporain du castrum primitif du Castéra implanté dans la palu de Langoiran, vient d'être renouvelée grâce à de récentes recherches lancées dans le cadre d'un programme universitaire coordonné par Sylvie Faravel. En 2007, une enquête documentaire réalisée dans le cadre d'un mémoire de master 2 a permis de réunir un corpus de quatorze textes (dont neuf inédits) concernant le prieuré et couvrant une période allant de la fin du XIe siècle au XVIIIe siècle³. Dans la foulée, en juillet 2007, des travaux d'archéologie du bâti ont été réalisés sur le site de l'ancien prieuré sous la direction de Jean-Luc Piat et de Philippe

Araguas⁴. L'intervention s'est déroulée sur la propriété de M. et Mme Labrousse, dont le soutien a été primordial dans ces travaux qui ont duré deux semaines consécutives⁵. Les vestiges de l'ancienne église prieurale semi-troglodytique – transformés en maison d'habitation au XIXe siècle et perturbés par l'amménagement de carrières – ont fait l'objet de relevés systématiques et notamment d'un plan général jamais réalisé jusque-là⁶. Les lignes qui suivent ambitionnent de présenter une première synthèse de ces travaux, tout en montrant que le débat demeure sur certains éléments d'interprétation de ce site dont l'étude est, on l'aura compris, encore à ses débuts.

* Master 2 d'histoire médiévale, Université de Bordeaux 3.

** Bureau d'études archéologiques Hadès, UMR 5607 - Ausonius.

1. Cirot de La Ville 1844, Drouyn 1865, Piganeau 1897 et Biron 1925.

2. Garaud 1990, selon l'auteur, le prieuré est fondé en 1180 (nous ignorons sur quelles sources il s'appuyait).

3. Piot 2007.

4. Professeur d'histoire, archéologie et histoire de l'art médiéval, Université 3 – UMR Ausonius.

5. Qu'ils soient vivement remerciés ici pour leur aide ainsi que l'équipe d'étudiants bénévoles qui ont participé au chantier (bénévoles (Maillys Dehaudt, Laurie Garnier, Magali Gary, Aurélie Guyonnet, Violette Larrieu, Juliette Masson, Marie-Hélène Roquecave, Célia Ségovia, Damien Piot, Nicolas Guinaudeau, Dimitri Paloumbas et Pascal Ricarrère).

6. Plan levé par Christian Martin architecte DENSAIS le 20 juillet 2007.

Nous proposons donc une lecture chronologique de l'histoire du prieuré évoquant successivement les trois grandes étapes qui ont pu être mises en évidence. Nous commencerons par l'émergence de la chapelle Saint-Germain entre le XI^e et le XIII^e siècle. Nous poursuivrons en évoquant l'évolution du prieuré dans le courant du XII^e au XV^e siècle. Enfin, nous nous intéresserons au prieuré à la Renaissance et au cours de l'Époque Moderne.

L'« *ecclesiolam sancti Germani* » : aux origines du site ecclésiastique (XI^e-XIII^e s.)

La plus précoce mention du prieuré est celle de l'acte à l'origine de la fondation du prieuré. Dans un acte que l'on peut situer entre 1089 et 1101 grâce à la mention de l'abbé Rainald, le seigneur de Langoiran, Bernard d'Escoussans⁷, donne à l'abbaye saintongeaise Saint-Étienne-de-Vaux⁸, une « petite église qui est en l'honneur de Saint-Germain »⁹ dont il conserve la protection et la défense¹⁰.

L'analyse du bâti permet dans un premier temps de corroborer l'idée de l'existence d'un prieuré de la fin XI^e ou du début du XII^e siècle par la présence de trois – et peut-être quatre – niches sépulcrales de type arcosolia (niches A, B, C, et D sur le plan, fig. 1 et 2) dans une configuration assez analogue à celle de Saint-Émilien (sépultures dans l'église et dans une galerie contiguë)¹¹ ou encore Aubeterre-sur-Dronne. Taillées au pic en longueur dans le sens est-ouest de la paroi rocheuse, ces niches en cul-de-four descendent jusqu'à un ressaut de rocher formant une banquette, sur laquelle devait se loger sur chacune d'elles un couvercle de pierre recouvrant la cuve funéraire. Elles ont été partiellement détruites par le percement des entrées de carrières aux XVIII^e-XIX^e siècles, ou masquées par des constructions ultérieures. Il faut enfin signaler la présence de la logette céphalique d'une tombe rupestre creusée dans la banquette rocheuse servant de fondation au mur occidental, à trois mètres en avant du front rocheux (E sur le plan, fig. 1).

Les niches A et C sont encore occupées par des restes humains, en position remaniée pour la cuve A. Ceux de la niche C (fig. 4) sont peut-être plus intéressants, car ils présentent deux niveaux d'inhumations (dépôt secondaire en réduction ; au dessus d'un dépôt primaire dont une partie a été prélevé pour analyse¹⁴C, associé à des ossements en réduction).

Ces sépultures privilégiées sont les seuls vestiges du premier édifice (semi-troglodytique) de Saint-Germain, que l'étude archéologique permet de rapprocher de la chapelle désertée. La charte de donation, précise en effet que cette *ecclesia* a été abandonnée, bien que le terme *desertam* puisse tout aussi bien être un de ces nombreux topoï qui fleurissent dans de

tels textes. Il faut cependant évoquer également l'idée d'un peuplement de la zone du Pied-du-Château dans l'Antiquité et/ou dans l'Antiquité tardive. L'arcosolium B, dans la carrière jouxtant le prieuré, abrite en effet le couvercle en bâtière d'un sarcophage mérovingien (fig. 3), réemployé dans l'enfeu, selon Jean-Luc Piat. Par ailleurs, d'autres témoignages archéologiques sont attestés au Pied-du-Château¹² depuis la fin des années 1950, laissant supposer que le site ou ses alentours ont pu être occupés dans l'Antiquité Tardive. Il est donc fort probable que le couvercle de sarcophage réemployé ait été récupéré non loin de la chapelle.

Si l'étude du bâti ne permet pas d'aller plus loin, les textes permettent de suivre le prieuré jusqu'à la fin du XIII^e siècle. En 1170, l'*ecclesiam Sancti Germani* de Langoira apparaît à nouveau dans le cartulaire de Vaux comme faisant partie des bénéficiaires des privilèges accordés à Vaux¹³. Il est en particulier intéressant de noter qu'au cours des XI^e et XII^e siècles, les textes n'évoquent qu'une *ecclesia*, et non un priorat, qui semble pour sa part n'émerger qu'à partir de 1270. Il faut donc probablement envisager l'idée qu'à cette époque Saint-Germain n'ait été sans doute qu'une chapelle, la fondation pieuse ne prenant sans doute de l'ampleur et se muant véritablement en prieuré dans le courant du XIII^e siècle.

L'ancienneté d'une implantation ecclésiastique dans l'actuel hameau du Pied-du-Château est très intéressante pour comprendre l'occupation du sol de Langoiran et en particulier l'articulation du peuplement entre ce hameau et le castrum du Castéra. Si le Pied-du-Château n'était pas le « boric de Langoyran »¹⁴, il devait être le principal hameau de la paroisse

7. Il s'agit de Bernard Ier, qualifié de *nobilis vir* entre 1089/1103. Nous renvoyons, à la généalogie des Escoussans de la thèse de F. Boutouille (Boutouille 2001), publiée depuis peu (*Le duc et la société, Pouvoirs et groupe sociaux dans la Gascogne bordelaise au XI^e s. (1075-1199)*, Scripta Medevalia, Ausonius Éditions, 2007, p. 368).

8. Vaux-sur-Mer, cant. Royan-Ouest, arr. Rochefort, Charente-Maritime, Poitou-Charentes.

9. Grasilier 1871, charte 12 : *Veraci itaque scripto notificamus, quod quidam nobilis vir Bernardus Descoza ecclesiolam quadam in honore sancti Germani constitutam tunc vero desertam Rainaldi abbati donavit.*

10. Grasilier 1871, charte 12 : *Insuper et omnia quecumque vel ille vel alii quilibet, ecclesie illi seu in donationibus, seu in oblationibus caritative contulissent, sua auctoritate ac defensione conservaturum se et protecturum spondit.*

11. Piat 2007. Nous renvoyons notamment à la photographie de galerie des catacombes, p. 139.

12. Redeuilh 1958, p. 95 ; Larock 1989, vol. 1, p. 85 ; Sion 1994, p. 126 ; Lescorée 1999 ; Marian 2001, p. 114.

13. Grasilier 1871, charte 64, p. 51.

14. Ce qualificatif n'apparaît que dans un texte de 1293, et désigne le hameau du Haut-Langoiran qui se développa – sans doute modestement – autour de l'église paroissiale de Langoiran, Saint-Pierre-ès-Liens (Marquette 1973, charte 186).

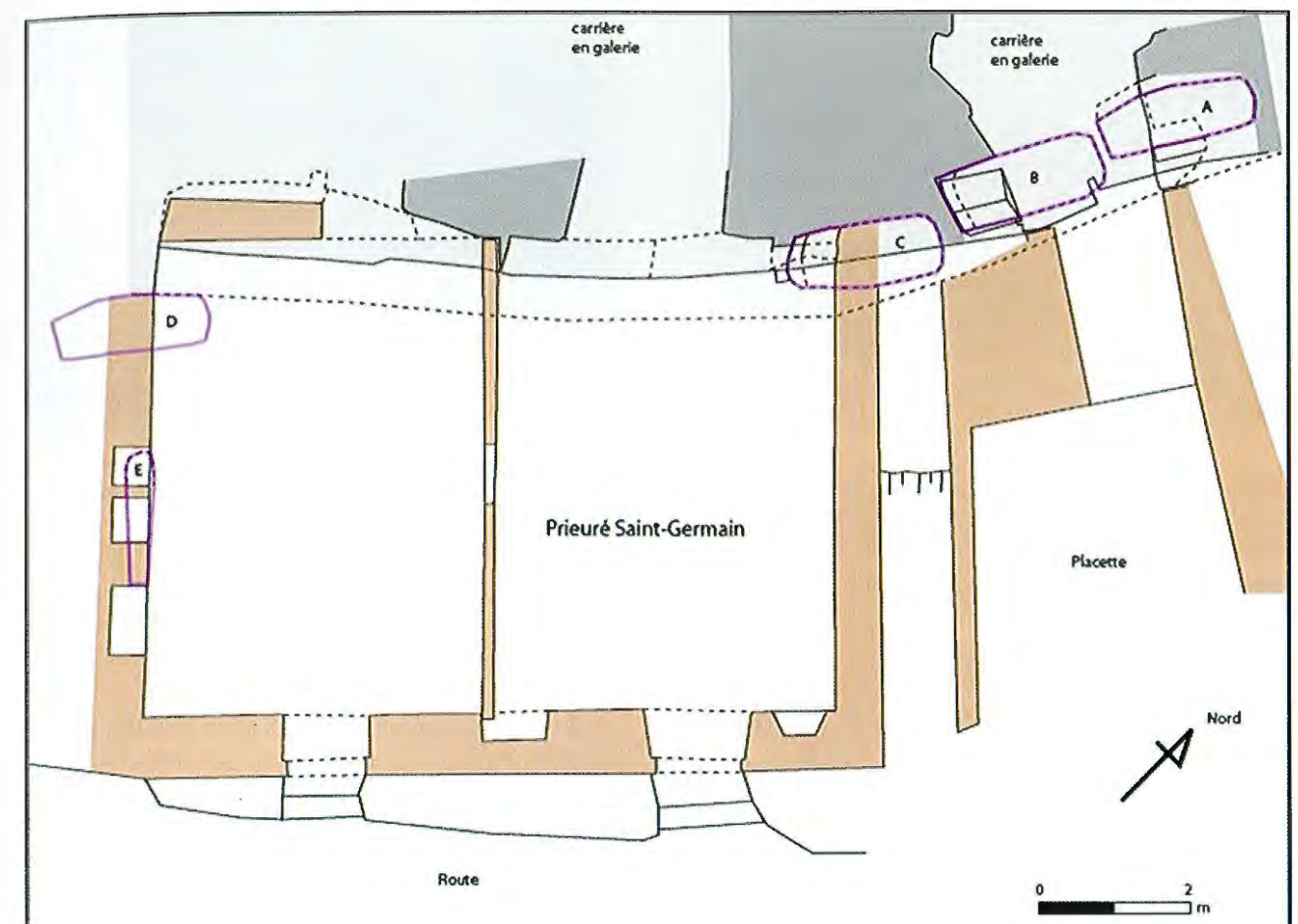


Fig. 1. - Plan de la chapelle Saint-Germain de Langoiran. Relevé : Ph. Aragau, V. Larrieu, Ch. Martin, juillet 2007. Infographie : J.-L. Piat, février 2008 (in Piat 2008). Longueur des niches estimée à 2 m.

Fig. 2. - Elévation du front de falaise, intégrant la disposition théorique des arcosolia. Relevé : N. Guinaudeau, L. Garnier, D. Piot, D. Paloumbas, M.-H. Roquecave, P. Ricarrère, Ch. Martin, juillet 2007. Infographie : J.-L. Piat, février 2008 (in Piat 2008).

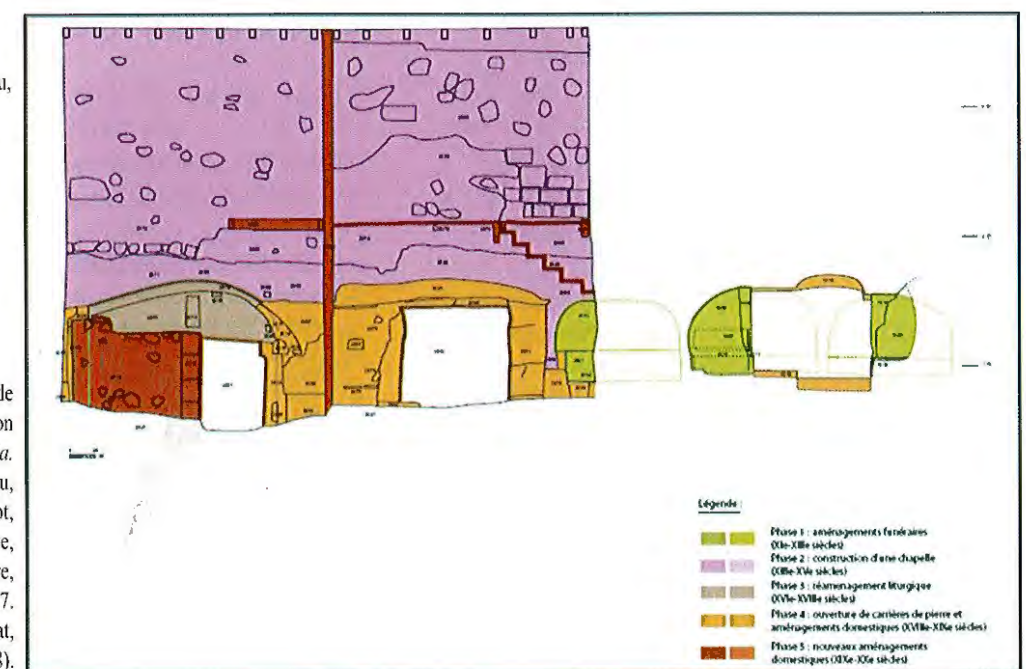




Fig. 3. - Couvercle en bâtière remployé dans l'arcosolium B, vue de face.
Cl. D. Piot, juillet 2007.

avant même l'installation du château actuel de Langoiran. On peut donc retenir la vision de certains historiens¹⁵, qui avaient un peu hâtivement lié l'apparition de ce hameau à celle du château. Il nous semble plutôt que le hameau ait émergé autour de la chapelle.

Alors que les seigneurs de Langoiran auraient parfaitement pu faire leur donation à La Sauve-Majeure, autre abbaye bénédictine dont les Escoussans étaient très proches¹⁶, l'acte de donation à l'abbaye de Vaux par les seigneurs de Langoiran tend à montrer la volonté de Bernard d'Escoussans de nouer des liens avec un établissement régulier de Saintonge. Cela pourrait ainsi expliquer pour partie l'inspiration saintongeaise de l'abside de l'église Saint-Pierre-ès-Liens du Haut-Langoiran.

De la chapelle au prieuré (XIIIe-XVe s.)

C'est donc en 1270, qu'un prieur de Saint-Germain, est attesté pour la première fois dans les textes. Celui-ci doit se rendre à Vaux assister au chapitre général de l'abbaye saintongeaise, en apportant vingt sous tournois et cent oeufs¹⁷. Saint-Germain occupe alors la quatrième place dans l'ordre de citation des huit prieurés placés sous l'autorité de Saint-Étienne-de-Vaux.

Dans les sources plus locales, le prieuré est assez présent aux XIVe et XVe siècles, et revient notamment en 1307. Conthor de Malemort¹⁸, épouse de Bernard d'Escoussans et Dame de Langoiran, lègue alors vingt sous au prieuré (placé au second rang, derrière l'église paroissiale Saint-Pierre-ès-Liens), convertis en douze deniers de rente ainsi que cinq sous accordés au prieur, pour peu que celui-ci honore de sa présence les funérailles de la Dame (qui doivent se dérouler à Saint-Pierre-ès-Liens).

En 1326, le prieuré doit par ailleurs donner vingt sous à l'archevêché de Bordeaux dans le cadre des subsides levés pour le pape¹⁹.



Fig. 4. - Arcosolium C, dans la chapelle Saint-Germain.
Les flèches indiquent l'emplacement des restes humains.
Cl. D. Piot, juillet 2007.

Quelques années plus tard Saint-Germain est à nouveau bénéficiaire des grâces des barons de Langoiran, puisque dans son testament de 1338, Bernard d'Escoussans lègue au prieuré cinq sous bordelais de rente annuelle, ainsi que quarante autres livres versées en une fois²⁰.

Il faut ensuite attendre plus d'un siècle pour voir réapparaître le prieuré dans les textes : un très intéressant bail à cens de 1467 pour des pieds de vignes ainsi que quelques pièces de prés sis à Langoiran. Il permet notamment d'identifier l'un des prieurs de Saint-Germain, en la personne de Pierre du Jart. Celui-ci est alors présenté comme *lo religios home mossen Pey du Jart [moyne] prior deu priorat de Sent German de Lagoyran entre dos mars deppendent de l'abbadia [...] monastey de Sent Esteue de Baux*²¹. L'autre enseignement que l'on peut, semble-t-il, tirer de ce document concerne les relations entre le prieuré de Langoiran et l'abbaye de Vaux. Celles-ci sont en effet visiblement restées étroites (jusqu'à cette date au moins), comme tend à l'indiquer la répétition du nom de l'abbaye (et de son représentant) tout au long de l'acte.

15. Gardelles 1973, Gardelles 1981, Salch & al. 1977.

16. Higounet & Higounet-Nadal 1996. On peut par exemple citer les chartes 34, 225, datant du XIIe siècle. Frédéric Boutoulle (Boutoulle 2007, p. 128) rappelle en outre que Bernard d'Escoussans, ses frères et sa sœur sont nommés parmi les *participes* donnant les terres qui composent l'alleu de La Sauve Majeure.

17. Graslier 1871, charte 72, p. 56-57 : *Item prior de Sancti Germani de Lagoyran debet venire ad dictum capitulum generale in predictis duabus festivitibus, et debe solvere dicto monasterio, pro pensione debita, quolibet anno viginti solidos tur[nonensis] mon[ete], et centum ova predicto festo yemali.*

18. Marquette 1973, charte 195, Testament de Conthor de Malemort 16 janvier 1307.

19. A.H.G.a.

20. Marquette 1973, charte 429, testament de Bernard d'Escoussans, 3 juillet 1338.

21. A.D.33, Bail à cens du prieur de Saint Germain de Langoiran accordé à Johan Itey et Guiraud de Bannert pour des terres sises dans la paroisse de Langoiran, 13 mai 1467, H 738, fo 169 v°-173 v°.



Fig. 5. - Triplet de la façade orientale.
Cl. Ph. Araguas, juillet 2007.

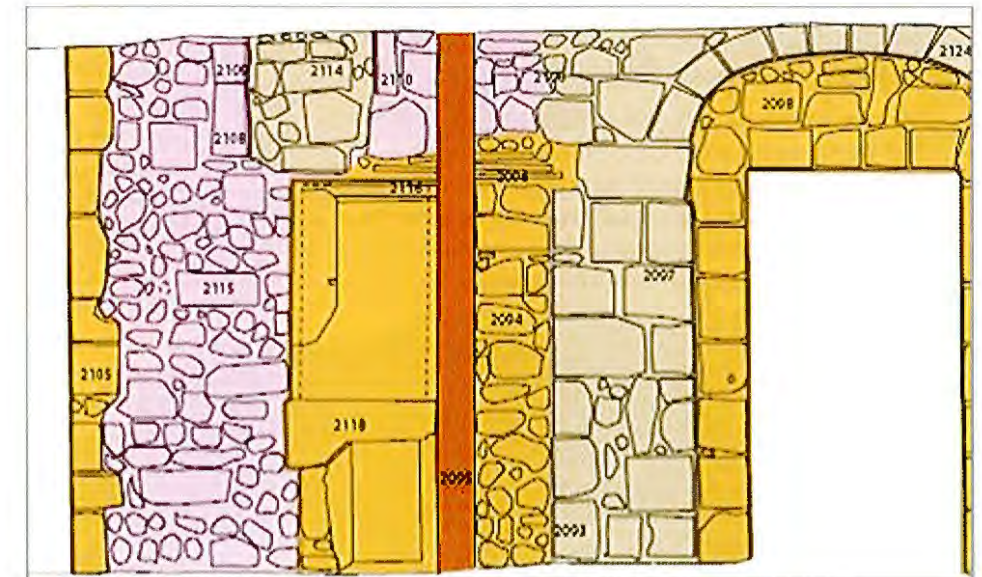


Fig. 6. - Elévation intérieure du mur sud. Relevé : V. Larrieu, L. Garnier, J. Masson, Ch. Martin, juillet 2007.
- Infographie : J.-L. Piat, février 2008.
(in Piat 2008).

Par la suite, Léonce de Lamothes (repris par Pierre-Tous-saint Geneste) nous permet également de garder trace d'un autre texte tout aussi intéressant, puisqu'il évoque explicitement l'« hospita de Sent Germain » auquel la dame de Montferrand (et de Langoiran), Jeanne de Luxe, lègue cinq francs bordelais dans son testament daté de 1492²². On peut donc penser que l'hôpital n'a été créé que postérieurement au prieuré, probablement en liaison avec l'essor du pèlerinage vers Compostelle aux XIIe/XIIIe siècles, pour accueillir quelques pèlerins de Saint-Jacques empruntant le chemin dit « de Tours », passant par La Sauve-Majeure. Trois ans plus tard, en 1495, on apprend, dans le cadre d'un échange entre Jeannot de La Taste et Menjonin de Bassabat, qu'un des biens échangés (une pièce de terre située Au Saubon) est fief du prieur de Langoiran²³. Ce texte est le dernier, à notre connaissance, qui mentionne le prieuré sous la dédicace de « Saint-Germain ».

Sur le terrain, l'étude du bâti révèle la construction d'un bâtiment quadrangulaire à l'emplacement de la nécropole des XIe/XIIe siècles. Celui-ci est situé en appui du coteau, et a induit la destruction partielle (sinon totale) des aménagements funéraires primitifs, comme en témoignent la tombe rupestre E et l'arcosolium C. Dans la perspective de l'aménagement de l'espace intérieur, le front de falaise est rectifié pour être mis d'aplomb avec l'élévation nord établie au dessus de la paroi rocheuse. Cet aménagement ne détruit pas cependant le plancher rocheux primitif, les hauteurs d'appui des baies et le seuil de la porte du mur occidental s'établissant en rapport avec celui-ci.

22. De Lamothes 1759 ; Geneste 1838.

23. A.M.B., 59 S 38, L. Drouyn, Notes historiques et archéologiques manuscrites, Archives du château Lataste, t. 38, p. 61, 25 avril 1495.

Le parement intérieur est constitué d'un appareil mixte associant cailloux et pierres de taille (calcaire) de moyen appareil régulièrement assisé. Le tout est lié d'un mortier de chaux, grave et sable roux. Le parement extérieur est bâti en moyen appareil calcaire à assise régulière. On y constate la présence de pierres de réemploi (claveaux d'arcs cintrés notamment). Enfin, les angles intérieurs du bâtiment sont chaînés au moyen d'assises de pierre de taille de moyen et grand appareil.

Le bâtiment est percé de baies variées. Pour le détail, on peut observer la présence sur la façade orientale de trois ouvertures formant triplet (fig. 5). La baie axiale remploie le fragment d'un remplage d'une fenêtre géminée en arc brisée. Léo Drouyn²⁴ constatait en son temps que la fenêtre avait été obturée par son propriétaire. Depuis, le quatrefeuilles a été assez récemment dégagé²⁵, les lancettes étant toujours obstruées depuis l'intérieur. Cette fenêtre géminée est donc bordée de deux fentes latérales, ébrasées à l'intérieur.

La façade méridionale est pour sa part dénaturée par de multiples remaniements postérieurs. On retrouve malgré tout quelques vestiges de la maçonnerie et des baies originelles. On peut notamment y observer un placard, ainsi que les piédroits de deux baies à faible ébrasement : l'un au dessus du placard, les autres au dessus d'une ouverture aménagée pour disposer un évier (fig. 6).

L'édifice érigé sur la nécropole semble correspondre à la chapelle prieurale²⁶. Le triplet du mur oriental appartient probablement au chevet plat de la chapelle ; les baies étroites du mur méridional, au mur gouttereau de la nef ; et enfin le placard près du mur oriental, du côté de l'épître, peut être identifié à un placard liturgique. Cette hypothèse, qui était déjà celle de Léo Drouyn, est confortée par la modénature de la baie géminée du mur oriental qui peut être datée de la fin XIII^e siècle ou du début XIV^e siècle, qui – associée au profil des consoles sous linteau du placard et de la porte – donne à privilégier le XIV^e siècle.

Par ailleurs, l'examen du cadastre de 1812 permet également de localiser très clairement ce qui semble correspondre au cimetière de la chapelle priorale (fig. 7), mentionné dans un texte²⁷ non daté mais sans doute moderne (peut-être de la première moitié du XVIII^e siècle). Ce cimetière, détruit plus tard par le percement de la route montant vers le Haut Langoiran, peut également être vu, de manière moins nette sur le cadastre de 1854, conservé à la mairie de Langoiran.

Il est intéressant de noter à cette époque le déplacement (sans doute dans le premier quart du XIV^e siècle²⁸) du siège de la baronnie de Langoiran depuis le méandre (castrum du Castéra) vers le coteau (actuelle forteresse). En d'autres termes le château est venu polariser un hameau installé, comme nous l'avons vu, autour du prieuré succédant lui-même à un

édifice antérieur, probablement un ermitage²⁹, ce qui est assez semblable à ce qu'ont pu constater Daniel Pichot et Florian Mazel dans leurs travaux sur la Bretagne³⁰.

On peut donc imaginer que la présence du prieuré dans le hameau appelé à devenir le Pied-du-Château peut aussi être une des motivations de ce déplacement castral, le baron de Langoiran conservant au regard de la charte de fondation l'« auctoritate ac defensione »³¹ sur le prieuré. Dans cette hypothèse, les Escoussans auraient alors voulu se rapprocher du prieuré, pour peut-être mieux le contrôler, mais surtout mieux le protéger et le défendre³², la chapelle étant visible depuis le château neuf (fig. 8).

Sur le plan foncier, le prieuré est à la tête d'un petit domaine qui devait se composer de quelques pièces de terres et de vignes.

Si ces terres nous sont encore mal connues, il semble qu'elles s'étendaient au-delà des limites de la paroisse de Langoiran. Dans ses écrits, Léonce de Lamothes³³ évoque en effet une reconnaissance concédée par Jehannicot en faveur du prieur de Saint-Germain (qui était alors, selon lui, « le frère Claret, de l'ordre de Saint-Benoît ») pour une pièce de terre située à Lestiac, au lieu-dit évocateur Au Priorat.

Ce lieu-dit est en lui-même intéressant dans la mesure où l'on peut mettre en relation ce prieuré-hôpital avec une maladrerie située non loin de Saint-Germain (environ 450 m au sud-ouest), à la limite des paroisses de Langoiran et Lestiac, entre le coteau et la palu de Langoiran. On peut donc supposer

24. Drouyn 1865.

25. Garaud 1990. M. Garaud présente dans son ouvrage une photo de la baie entièrement obturée.

26. Les reconnaissances en faveur de Guy de Luxe (A.D.33, H. 1010) indiquent que la chapelle est « près le château de Langoiran » ; alors que le testament de la Dame de Montferrand (de Lamothes 1759) rapporte que Saint-Germain se trouve *deus le castel de Lagoyran*, c'est-à-dire « au dessous du château de Langoiran ».

27. A.D.33, E. 907, fol. 10 v°, non-daté : *mayson, terre et casau au lieu appelé A la Pympe autrement appelé Au Castellan confrontant d'une part au cymetver de Saint-Germain d'une part et d'un bout, au chemin qui va et vient de l'église de Langoyran au prieuré.*

28. Faravel & Martinaud 2007, p. 11.

29. Cette hypothèse corrobore l'idée de Philippe Araguas (Araguas & Faravel 2006, p. 254) d'un « habitat troglodyte préexistant et d'un ancien et encore très mystérieux ermitage ». Cf également Loeuil-Madec 2004, p. 58.

30. Pichot 1999 ; Pichot 2002 ; et Pichot & Mazel 2006.

31. Grasilier 1871, charte 12 : *Insiper et omnia quecumque vel ille vel alii quilibet, ecclesie illi seu in donationibus, seu in oblationibus caritative contulissent, sua auctoritate ac defensione conservaturum se et protecturum spondit.*

32. Daniel Pichot (Pichot & Mazel 2006, p. 17) rappelle que « le lignage conserve un droit de regard et même un contrôle certain sur sa fondation ».

33. De Lamothes 1759 ; Geneste 1838.

Fig. 7. - Organisation du prieuré Saint-Germain dans le hameau du Pied-du-Château.
Cartographie : D. Piot.
Fond de carte : Cadastre napoléonien de 1812, Section D, 1^{ère} feuille.

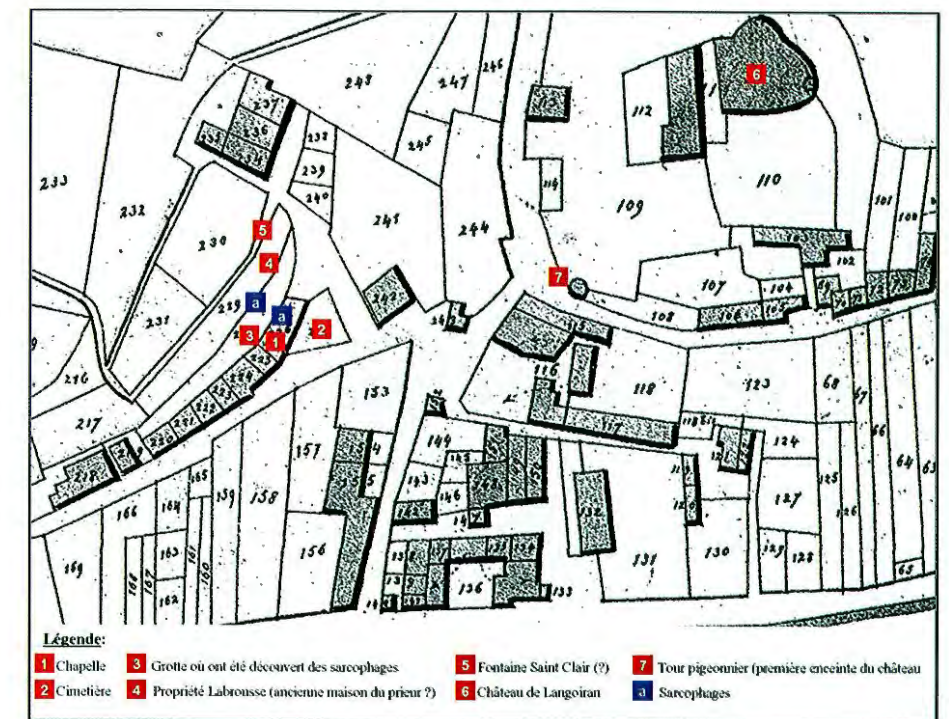


Fig. 8. - Le prieuré Saint-Germain vu depuis le chemin de ronde du château. La flèche rouge localise le prieuré ; on peut aussi voir le coteau au pied duquel est installé le prieuré.
Cl. D. Piot, juillet 2007.





Fig. 9. - Aménagement d'une niche sur la paroi septentrionale.
Cl. D. Piot, février 2007.

— sans pouvoir le prouver en raison du manque de textes relatifs à la maladrerie — que Saint-Germain a pu assurer la gestion de cette gahèterie pouvant dater du XIII^e-XIV^e s.³⁴

De Saint-Germain à Saint-Clair (XVI^e-XVIII^e s.)

Pour en revenir à la chapelle proprement dite, l'analyse du bâti permet de constater que les remaniements des maçonneries de l'édifice dans les périodes tardives (XVI^e/XVIII^e siècles) confirment la disposition liturgique de l'édifice. Parmi ceux-ci, on peut observer l'aménagement d'une large niche sous arc dissymétrique (fig. 9) comportant en son centre un logement vertical (de type niche de statue) sur le front rocheux septentrional, peut-être à l'emplacement d'un ancien arcosolium. Il est probable que cette niche ait reçu un ornement cultuel. En effet, si une entrée de carrière est venue détruire la partie basse de la niche dans le courant du XIX^e siècle ou début XX^e siècle, nous avons pu remarquer sous la fondation du petit muret fermant en partie l'entrée de la carrière, ce qui semble bien être une pierre d'autel en calcaire, dont l'un des rebords est chanfreiné et émoussé (fig. 10). Jean-Luc Piat interprète l'ensemble comme une possible chapelle latérale du sanctuaire principal. Cette interprétation doit être cependant croisée avec celle de Philippe Araguas, qui propose une autre lecture qui, à défaut de ne pas pouvoir être attestée par quelques témoignages archéologiques ou textuels, paraît également plausible et intéressante. Selon lui en effet, l'espace sud du bâtiment aurait été affecté à saint Clair — nous y reviendrons —, avec un autel dans une niche à l'est (dans laquelle a été percée, par la suite la porte sud, que nous verrons plus tard). Par ailleurs, la pierre d'autel (fig. 10) pourrait très bien être, toujours selon Philippe Araguas, l'autel principal, dédié à Saint-Germain.

Les autres actualisations concernent tout d'abord le



Fig. 10. - Pierre d'autel, au pied du petit muret (côté carrière).
Cl. D. Piot, juillet 2007.

placard du mur méridional, dont l'appui a été brisé pour y loger un lavabo calcaire monolithe dont la vasque octogonale est perforée d'un trou d'évacuation ; confirmant la fonction liturgique du placard que nous avons vu plus haut. D'après Jean-Luc Piat, l'équipement est datable, de par la modénature de ses rebords, du XVI^e ou du XVII^e siècle.

Enfin deux grandes baies sont ouvertes sur le mur méridional de l'édifice, au dépend des deux petites baies primitives, dont il ne reste plus que l'un des piédroits pour l'une (probablement une fenêtre) ; et les deux piédroits (constitués en moyen et grand appareil), ainsi que l'arc cintré surbaissé au profil en anse de panier d'une large porte.

Ces réaménagements se font au cours d'une période marquée, dans les textes dépouillés, par un glissement de la dédicace en « Saint-Clair », bien que l'on ne sache pas quand elle se produit exactement.

La mention la plus précoce de l'hagionyme Saint-Clair pourrait dater de 1596³⁵, mais ce texte qui évoque « un petit chemin et sendey qui va et vient de la chapelle Saint-Clair près le château de Langoiran » est quelque peu problématique, puisqu'il n'est qu'une copie de 1664. En l'absence de l'original, on peut donc tout aussi bien penser que l'hagionyme utilisé dans la copie de 1664 remplace en fait la dédicace à Saint-Germain que pouvait comporter le texte originel de 1596.

Il nous semble en effet plus probable que ce soit au cours du XVII^e siècle que le prieuré dédié à Saint-Germain d'Auxerre³⁶ prenne la dédicace de Saint-Clair. Quatre textes³⁷ des années

34. Piot 2007, t. 1, p. 73-76.

35. A.D.33, H 1010, fo 1 r°, Reconnaissance féodale en faveur de Guy de Luxe, 11 février 1596 ; A.D.33, H 1010, fo 9 r°, Reconnaissance féodale en faveur de Guy de Luxe pour des terres et des maisons situées à Tramatset, paroisse de Langoiran, 11 février 1596.

36. Pour les précisions hagiographiques, nous renvoyons à l'ouvrage des frères dominicains (Baudot & Chaussin 1950, t. 7, p. 743-744).

1596, 1687, et 1765, évoquent tour à tour Saint-Germain et Saint-Clair pour désigner un même lieu. Un autre élément à verser au dossier — le procès verbal de la visite pastorale³⁸ de 1691 — rapporte que « l'église de Langoiran possède également dans la paroisse une chapelle dédiée à saint Clair », et que les « aumônes et quêtes se font le jour de la Saint-Clair ». Ce procès-verbal tend à montrer que la chapelle a déjà perdu la dédicace à saint Germain à cette date, dans la mesure où les aumônes ne se font plus le jour de la Saint-Germain, on peut estimer que le changement est alors déjà ancien. Cela permet de mettre en lumière si ce n'est les doutes, du moins les précautions de Léonce de Lamothes évoquant « une chapelle (...) connue sous le nom de Saint-Clair, quoiqu'il paraisse qu'elle ait été dédiée sous l'invocation de Saint-Germain »³⁹. À la même époque que Lamothes, il faut aussi remarquer que Belleyrne cartographie, dans sa carte levée entre 1762 et 1778, Saint-Clair⁴⁰ et non Saint-Germain.

Pour ce qui est de l'évolution hagiotoponymique, rien ne permet, comme on l'a dit, d'en expliquer l'origine. Si nous pensions dans un premier temps⁴¹ pouvoir l'expliquer en la mettant en relation avec la fontaine miraculeuse Saint-Clair évoquée notamment par Drouyn⁴² ; il semble bien, au regard de la visite paroissiale de 1691 et des conclusions de l'étude du bâti, que la chapelle porte tout simplement une nouvelle dédicace. On pourrait dans cette hypothèse suivre le scénario proposé par Jean-Luc Piat, pour qui l'invocation de saint Clair peut être attachée à un autel particulier réservé dans le sanctuaire primitif. Mais cela ne règle pas la question de la relation possible avec la fontaine Saint-Clair... Aucun des textes médiévaux dépouillés ne mentionne cette source. Elle n'est attestée que dans la mémoire locale, elle-même relayée par seulement quelques lignes chez les historiens ou les érudits, tels que Léo Drouyn ou Michel Garaud, sans que ceux-ci aient pu la localiser précisément. En outre, le nombre de sources situées dans le hameau⁴³, ne simplifie pas l'essai de localisation. Si à l'été 2007, M. Lucien Labrousse, propriétaire du site du prieuré, nous a signalé la source figurant sur le cadastre de 1854, la prospection que nous y avons menée n'a pas permis de distinguer des éléments ou des vestiges caractéristiques, pouvant faire remonter le réservoir d'eau à une période antérieure au XIX^e siècle. Nous sommes donc tentés de maintenir — en l'état actuel de nos connaissances — l'hypothèse présentée dans notre mémoire⁴⁴ (fig. 7), bien que cela puisse tout autant n'être qu'un effondrement du mur d'appareil moyen, avec un écoulement d'eau périodique (fig. 11). Le mystère reste donc entier : la source est-elle contemporaine de l'*ecclesiola* *sancti Germani* de la fin du XII^e siècle, ou même antérieure⁴⁵ ? Portait-elle dès le début le toponyme de Saint-Clair ? Est-ce celui-ci qui a donné la nouvelle dédicace évoquée par le procès verbal de 1691 ou l'inverse ?

Autant de questions posées lors de notre mémoire, qui



Fig. 11. - Mur en appareil régulier et ruisseau se trouvant au bout de la propriété. Cl. D. Piot, avril 2007.

restent à ce jour sans réponse, mais qu'il est intéressant de soulever ici, au moment où, par pur hasard, la thématique de l'eau, longtemps oubliée, a été posée dans un récent numéro spécial de la *Revue Historique de Bordeaux*⁴⁶.

Pour ce qui nous concerne, les seuls éléments que nous tenons pour acquis sont relatifs à l'hagionyme saint-Clair, généralement ancien, et ne permettent d'aller bien loin. Évoqué dans les Légendes de l'Office au XII^e siècle, et révéral

37. Ces quatre textes sont des reconnaissances faites en faveur de Guy de Luxe conservés aux Archives départementales de la Gironde (H. 1010, fo 1 r°, 3 r°, 9 r°).

38. A.D.33, G. 643, 1691.

39. De Lamothes 1759 ; Geneste 1838.

40. Le géographe, ignorant sans doute qui était saint Clair, mentionne du reste Sainte Claire...

41. Piot 2007, t. 2, p. 203

42. Drouyn 1865.

43. Cinq ou six d'après Vincent Joineau (enseignement oral).

44. Piot 2007, t. 2, p. 205 : lors d'une prospection au Pied-du-Château en avril dernier, nous avons en effet noté la présence d'un mur de gros moellons réguliers au bout de la propriété de M. et Mme Labrousse. Au pied de ce mur nous avons remarqué un petit écoulement d'eau venant du coteau. Les moellons situés en contrebas du mur sont pourvus de mousse, indiquant un écoulement d'eau si ce n'est fréquent, du moins régulier.

45. Cf. Roblin 1978, p.165/168 : « une église dans le voisinage immédiat de la source exclut toute hypothèse de christianisation récente et donne la preuve patente de l'influence du substrat cultuel ».

46. Lavaud & al. 2008. Sans pour autant évoquer les sources d'eau réputées miraculeuses et leur impact dans la vie rurale.

le Sud-Ouest comme apôtre de l'Aquitaine, saint Clair est réputé être le saint-guérisseur des maladies oculaires⁴⁷. À son nom étaient attachés nombre de sources d'eau miraculeuses (parmi lesquelles celle du prieuré) réputées pour le soin de ces maladies.

Conclusions

À la fin de l'Époque Moderne, l'édifice perd sa fonction de chapelle prieurale. Michel Garaud nous apprend que le prieuré, alors possédé par le curé de l'Isle du Carney (le sieur Liberos), est en très mauvais état en 1765⁴⁸. À cette date, « depuis 18 à 20 ans la messe dite jadis le jour de la saint Clair n'était plus célébrée. Le bâtiment servait déjà de chai ». À la Révolution, il fut vendu pour 2200 livres comme bien national. D'importants remaniements furent alors effectués sur l'édifice et ses abords (détruisant partiellement les arcosolia A et B). On observe notamment le percement d'entrée de carrière dans le front de falaise, l'espace bâti de l'ancienne chapelle étant réaménagé en habitation. Le plancher rocheux est décaissé de plusieurs centimètres, la grande porte sud est rétrécie au profit d'une porte rectangulaire, la fenêtre méridionale est élargie pour constituer une seconde porte sud, et entre ces deux passages, un grand placard logeant une pierre d'évier est aménagé.

La complémentarité de l'étude des « pierres » et de celle des textes a donc permis de faire réapparaître à la mémoire locale un site visiblement important dans l'histoire de Langoiran. Toutes proportions gardées, cela ne va pas sans rappeler l'historiographie du Castéra, castrum longtemps effacé de la mémoire locale et réapparu depuis vingt ans.

Le corpus de textes rassemblé à ce jour permet de couvrir une assez longue période allant des origines du prieuré (entre la fin du XIe et l'aube du XIIe s.) au XVIIIe s. Il a pour qualité

principale d'éclairer partiellement les relations entre le prieuré, l'abbaye de Vaux, et ses prestigieux donateurs. Ce corpus sera peut-être complété par des sources inédites susceptibles d'être conservées aux archives départementales de Charente-Maritime⁴⁹.

L'étude du bâti – dont l'analyse est encore en cours – s'est révélée fondamentale pour aborder le prieuré dans son contexte « matériel » (phases de constructions et de reconstructions, etc.). Elle permis un séquençage des phases d'occupation de la chapelle prieurale très intéressant, qui corrobore et complète en grande partie les tendances qui se dégagent de l'étude des textes.

Il ressort essentiellement de cette étude que ce site « clé » pour le peuplement et l'occupation du hameau du Pied-du-Château – à une période contemporaine au castrum des Escoussans dans le méandre de Langoiran – a pu succéder à un site plus ancien encore (peut-être un ermitage de l'Antiquité ou de l'Antiquité tardive). Ce lieu de culte semble être à l'origine de la naissance d'un hameau⁵⁰ auquel l'installation du château « neuf » de Langoiran donna au XIVe s. une nouvelle dimension.

Sources

47. Baudot et Chaussin 1950, t. 6, p. 7-8.

48. Garaud 1990, p. 78.

49. Faute de temps nous n'avons pas eu l'occasion d'étudier les sources extérieures à la paroisse de Langoiran. Il sera également intéressant à l'avenir de dépouiller les sources relatives à la paroisse de Lestiac conservées aux archives départementales de la Gironde, pour retrouver d'éventuels actes évoquant le lieu-dit *Au Priorat*.

50. Pichot & Mazel 2006, p. 28 : « Les prieurés ruraux isolés attirent très souvent une faible population, qui établit alors un hameau, appelé "village" dans l'Ouest ».

Imprimées

A.H.G.a : Société des archives de la Gironde, Archives historiques du département de la Gironde, Bordeaux, t. 19, compte des subsides levées pour le pape dans l'archevêché de Bordeaux pour l'année 1326, p.195

A.H.G.b : Société des archives de la Gironde, Archives historiques du département de la Gironde, Bordeaux, t. 26, testament de Bernard d'Escoussans (3 Juillet 1338), p. 235.

Marquette 1973 : Marquette (J-B), Le Trésor des Chartres d'Albret, t.I, Les Archives de Vayres, 1. Le fond de Langoiran, collection des documents inédits sur l'histoire de France, Bibliothèque Nationale, Paris, 1973, charte n°195 du chartrier d'Escoussans, Testament de Conthor de Malemort, Dame de Langoiran, 16 janvier 1307 (n.s.) ; charte n° 429 du chartrier d'Escoussans, Testament de Bernard d'Escoussans, seigneur de Langoiran, et veuf de Conthor de Malemort, 3 juillet 1338.

Graslier 1871 : Graslier Th., Cartulaires inédits de la Saintonge, I. Cartulaire de l'abbaye Saint-Étienne-de-Vaux, de l'ordre de Saint Benoît, suivi des chartes du prieuré conventuel de Notre-Dame de la Garde en Arvert, de l'ordre de Grammont, L. Clouzot, Niort, 1871, p. 12, charte n° 12, « Carta sancti Germani super dono quod fecit Bernardus Descos » ; p. 51-52, charte n° 64, « Privilegium istius ecclesie hoc est » ; et p. 56-57, charte n° 72, « Isti sunt qui debent redditus antiquos monasterio ».

Higounet et Higounet-Nadal 1996 : Ch. Higounet, A. Higounet-Nadal, Le Grand cartulaire de la Sauve-Majeure, Études et documents d'Aquitaine VII, fédération Historique du Sud-Ouest, 2 vol. Bordeaux, 1996, 2 vol., chartes 34 et 225.

Inédites

A.D.33, E 907, liève de fiefs situés dans la paroisse de Langoiran, non daté, fol. 10 v°.

A.D.33, G 643, visite paroissiale de 1691.

A.D.33, H 1010, fo 1 r° (copie du 25 mai 1664) ; H 475, fo 19 (copie du 25 mai 1664), reconnaissance féodale en faveur de Guy de Luxe, le 11 février 1596.

A.D.33, H 1010 fo 3 r°, reconnaissance féodale en faveur Monsieur de Luxe, le 3 février 1687.

A.D.33, H 1010, fo 9 r°, acquisition par René Decouste, capitaine de navire, d'une pièce de terre au lieu dit A Tramasset, paroisse de Langoiran, 7 septembre 1765.

A.D.33, H 1010, fo 9 r°, reconnaissance féodale en faveur de Guy de Luxe pour des terres et des maisons situés à Tramasset, paroisse de Langoiran, 11 février 1596.

A.D.33, H.738, fo 169 v°-173 v°, bail à cens du prieur de Saint Germain de Langoiran accordé à Johan Itay et Guiraud De Bannert pour des terres sises dans la paroisse de Langoiran, 13 mai 1467.

A.M.B., Fonds Drouyn, 59 S 38 : L. Drouyn, « Archives du château La Taste à Langoiran », Notes historiques et archéologiques manuscrites, t. 38, p. 61, Échange entre Jeannot de La Taste et Menjonin de Bassabat, 25 avril 1495.

Bibliographie

- Araguas & Faravel 2006 : Araguas (Ph.), Faravel (S.), « Les châteaux de Langoiran : Premier bilan archéologique », in Cocula (A-M.), Châteaux, livres et manuscrits, Actes des rencontres d'Archéologie et d'Histoire du Périgord n° 5, les 23, 24 et 25 septembre 2005, Ausonius Editions, Bordeaux, 2006, p. 254.
- Baudot & Chaussin 1950 : Baudot (Dom.), Chaussin (Dom.), Vie des saints et des Bienheureux selon l'ordre du calendrier avec l'historique des fêtes, t. 6 et 7, Juin, et Juillet, Paris VI, Paris, 1950.
- Biron 1925 : Biron (Dom. R.), Précis d'histoire religieuse des anciens diocèses de Bordeaux et Bazas, Librairie des Bons Livres, Bordeaux, 1925, p. 65-69, et p. 99.
- Boutoulle 2001 : Boutoulle (F.), Société laïque en Bordelais et Bazadais des années 1070 à 1225 : pouvoirs et groupes sociaux, Thèse doctorale menée sous la direction de Jean-Bernard Marquette, 3 vol., Bordeaux 3, 2001, p. 228-229.
- Boutoulle 2007 : Boutoulle (F.), Le duc et la société. Pouvoirs et groupes sociaux dans la Gascogne Bordelaise au XIIe siècle, Scripta Mediaevalia, Editions Ausonius, Bordeaux, 2007.
- Cirot de La Ville 1844 : Cirot de La Ville (Abbé J-P-A.), Histoire de l'abbaye et de la congrégation de Notre-Dame de la Grande Sauve en Guienne, vol. 2, Imprimerie Lafargue, Bordeaux, 1844, p. 375.
- Dangibaud 1910 : Dangibaud (Ch.), L'école de sculpture romane saintongeaise, Bull. Arch. du C.T.H.S., Paris, 1910, p. 41.
- Didierjean 1985 : Didierjean (F.), Prospection aérienne, campagne 1985, rapport dactylographié, SRA Aquitaine, côte : PID 33, p. 8.
- Drouyn 1865 : Drouyn (L.), La Guienne militaire, Paris, 1865, tome 2, p. 24-25.
- Faravel & Piat 2004 : Faravel (S.), Piat (J-L.), Le Castéra et le palus de Langoiran (commune de Langoiran, Gironde), Projet d'évaluation archéologique d'un site castral de terres basses de la Garonne dans son environnement naturel, rapport dactylographié, 2004.
- Faravel & Martinaud 2007 : Faravel (S.), Martinaud (M.), Le Castéra et le palus de Langoiran (commune de Langoiran, Gironde), Rapport de prospections géophysiques 2006 et projet d'évaluation archéologique 2007, Service Régional de l'Archéologie d'Aquitaine, Bordeaux, 2007.
- Faravel 2008 : Faravel (S., s-d.), Le site du Castéra et les palus de Langoiran (commune de Langoiran, Gironde), un site castral médiéval et son milieu, rapport d'activités 2007, Service Régional de l'Archéologie d'Aquitaine, février 2008.
- Garaud 1990 : Garaud (M.), Langoiran, ancienne baronnie de l'Entre-Deux-Mers, éditions Portets - M. Garaud, 1990, p. 79, 1 fig.
- Gardelles 1973 : Gardelles (J.), Les châteaux du Moyen Âge dans la France du Sud-Ouest, la Gascogne anglaise de 1216 à 1327, Droz - Arts et Métiers graphiques, Paris, 1972, p. 153-154 et annexe p. XIV.
- Gardelles 1981 : Gardelles (J.), Dictionnaire des châteaux de France, Guyenne, Gascogne, Béarn, Pays Basque, Berger-Levrault, Paris, 1981, p. 193.
- Geneste 1838 : Geneste (P-T.), Recueil des notices historiques et archéologiques concernant Bordeaux et sa région, tome 3 fol.637, notice sur Langoiran du 10 avril 1838, Archives municipales de Bordeaux, Fonds des manuscrits, côte : 66 S 312.
- Lamothes 1759 : Lamothes (L. de), Notice sur les rues de Bordeaux, extrait des affiches de Bordeaux et de quelques autres travaux d'histoire locale, Revue archéologique de Bordeaux, tome IC, année 2008 Damien Piot 12
- « Langoyran », 1759, p. 194 et suivantes, Archives municipales de Bordeaux, Fonds des manuscrits, côte : Ms 497.
- Lavaud & al. 2008 : Lavaud (S., s-d.), « L'eau en Bordelais de l'Antiquité à nos jours », RHB, t. 9/10, 2006, Bordeaux, Mars 2008.
- Larock 1989 : Larock (V.), Formation et évolution du réseau paroissial de l'Entre-Deux-Mers bordelais (Ve-XIVe s.), T.E.R., sous la direction de Charles Higounet, Université Bordeaux 3, 1989.
- Lescorcelle 1999 : Lescorcelle (O.), Étude historique, architecturale, urbaine et topographique, rapport d'étude, 1999.
- Loeuil-Madec 2004 : Loeuil-Madec (P.), La seigneurie de Langoiran, 1257-1345, mémoire de maîtrise, sous la direction de Frédéric Boutoulle, Université Bordeaux 3, 2004, p. 58.
- Marian 2001 : Marian (J.), Étude de l'occupation du sol de la vallée de la Garonne de Bordeaux à Marmande sous l'Antiquité, du Ier siècle avant jusqu'au IVe siècle après J-C, vol.1, Mémoire de DEA mené sous la direction de F. Tassaux, Université de Bordeaux 3, Bordeaux, 2001, p. 114-115.
- Piat 2007 : Piat (J-L.), « Les mystères de Saint-Emilion », L'Aquitaine archéologique, Le Festin, Hors-série, Bordeaux, Octobre 2007, p. 134-141.
- Piat 2008 : Piat (J-L.), « L'ancien prieuré Saint-Germain : un site contemporain du Castéra au pied du château ? Premiers résultats de l'étude d'archéologie du bâti », in Faravel (S., s-d.), Le site du Castéra et les palus de Langoiran (commune de Langoiran, Gironde), un site castral médiéval et son milieu, rapport d'activités 2007, Service Régional de l'Archéologie d'Aquitaine, février 2008, p. 61-77.
- Pichot 1999 : Pichot (D.), « L'individu et la communauté dans les villages de l'Ouest français (XIe-XIIIe siècle », in Antoine (A.), Campagne de l'Ouest : Stratigraphie et relations sociales dans l'histoire, Actes du colloque de Rennes, tenu les 24/26 mars 1999, Coll. Histoire, P.U.R., Rennes, 1999, p. 201-220.
- Pichot 2002 : Pichot (D.), Le village éclaté, Habitat et société dans les campagnes de l'Ouest au Moyen Age, Coll. Histoire, P.U.R., Rennes, 2002.
- Pichot & Mazel 2006 : Pichot (D.), Mazel (F.), Prieurés et société au Moyen Age, Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest, t. 113, vol. 3, P.U.R., Rennes, 2006.
- Piganeau 1897 : Piganeau (É.), « Essai de répertoire archéologique de la Gironde », Actes de la S.A.B., t. 22, Bordeaux, 1897, p. 8.
- Piot 2007 : Piot (D.), Occupation du sol de la commune de Langoiran (Gironde), de l'Antiquité au XVIIe siècle, mémoire de master 2 d'histoire médiévale, sous la direction de Sylvie Faravel et Philippe Araguas, Université de Bordeaux 3, 2007, t. 1, p. 47, 56-60, t. 2, p. 198-217.
- Piot 2008 : Piot (D.), « L'ancien prieuré Saint-Germain : un site contemporain du Castéra au pied du château ? Les données de l'enquête documentaire », in Faravel (S., dir.), Le site du Castéra et les palus de Langoiran (commune de Langoiran, Gironde), un site castral médiéval et son milieu, rapport d'activités 2007, Service Régional de l'Archéologie d'Aquitaine, février 2008, p. 56-61.
- Redeuilh 1958 : Redeuilh (H.), « Vestiges gallo-romains et mérovingiens du canton de Cadillac », R.H.B., Bordeaux, 1958/59, p. 95-96.
- Roblin 1978 : Roblin (M.), Le terroir de l'Oise aux époques gallo-romaine et franque, Peuplement, défrichement, environnement, Picard, Paris, 1978, p. 165-168.
- Salch & al. 1977 : Salch (Ch-L.), Burnouf (J.), Fino (J-F), L'atlas des châteaux forts en France, Editions Publitotal, Strasbourg, 1977, p. 332.
- Sion 1994 : Sion (H.), Carte archéologique de la Gaule, 33-1 Gironde, Académie des Inscriptions et Belles lettres - ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Paris, 1994, p. 126.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome IC, année 2008, p. 53-67

1406-1442 : *La mise en défense de Bordeaux ou de l'emprise municipale sur la ville*

par Jacques Baggio *

Dans les premières décennies du XVe siècle, la ville et le diocèse de Bordeaux sont confrontés à des situations fluctuantes occasionnées par le contexte militaire, le long conflit franco-anglais dont les incidences se répercutent tant sur les plans politique et économique que diplomatique. En témoignent les sources sur lesquelles nous avons axé nos recherches : les registres de délibérations dans lesquels la Jurade consignait ses actes. Les deux seuls volumes conservés renferment les procès-verbaux des assemblées tenues à des époques quelque peu espacées, puisque le premier tome débute le 25 juillet 1406 et s'achève début avril 1409 ; quant au deuxième, il est découpé, par les méfaits du temps, en deux parties : de mars 1414 à juin 1416, puis d'avril 1420 à mars 1422¹. Afin de compléter ces sources précieuses, mais ô combien lacunaires, nous avons inclus dans notre étude les comptes du trésorier de la ville de Bordeaux pour le semestre de février à août de l'année 1442, lesquels prennent en considération les aménagements fortifiés de la grande enceinte². Ce sont les seules archives médiévales subsistantes dans lesquelles se trouvent les procès-verbaux municipaux, témoignages lacunaires de l'administration de la cité à cette époque.

En cette première moitié du XVe siècle, Bordeaux est la ville phare du duché de Guyenne, en raison de sa puissance économique liée au commerce du vin, activité primordiale de sa bourgeoisie et produit essentiel de ses échanges avec l'Angleterre. L'organisation municipale confère aux jurats

des compétences administratives, judiciaires et fiscales mais également militaires en raison de l'émancipation de fait que les souverains anglais ont déléguée à la Jurade, par nécessité, voire par incapacité. Dès lors, les édiles municipaux sont contraints, face aux pressions des troupes royales françaises et de leurs alliés, de prendre en charge la défense de leur cité mais également la sauvegarde de l'arrière-pays bordelais. Ces nouvelles responsabilités, dont l'oligarchie dirigeante n'est pas coutumière, exigent la mise en œuvre d'une organisation défensive afin de parer à l'état de guerre. Esseulée, comment la Jurade de Bordeaux pourvoit-elle aux fonctions de défense de la cité et de quelles manières parvient-elle à en préserver les intérêts et à renforcer sa prééminence sur l'arrière-pays ? Pour expliquer l'effort de guerre de la ville de Bordeaux durant cette première moitié du XVe siècle, une analyse de l'organisation de la Commune et de ses prérogatives est nécessaire avant d'envisager les moyens mis en œuvre pour la défense de la ville, et de montrer l'implication collective dans sa mise en sécurité.

* Master 2 Histoire médiévale.

1. A.M.Bx, *Registres de la Jurade, délibérations de 1406 à 1409*, tome III, Bordeaux 1873, et *Registres de la Jurade, délibérations de 1414 à 1416 et de 1420 à 1422*, tome IV, Bordeaux 1883.

2. J. Bernard et F. Giteau, *Comptes du trésorier de la ville de Bordeaux pour 1442 (février-août)*, *Bulletin Philologique et Historique* Comité des Travaux, Bordeaux 1961, p. 179-215.

Gouverner la ville

La Jurade : clé de voûte du pouvoir bordelais

La Commune, constituée par l'ensemble des bourgeois, et plus particulièrement son organisme décisionnel et exécutif, la Jurade, ont à charge d'administrer et de gouverner la ville. L'absentéisme des rois ducs – dont les priorités sont essentiellement insulaires – l'amène à assumer les risques de siège, notamment, dès octobre 1406 où les armées du duc d'Orléans menacent la ville. Cet état de fait lui confère donc de manière tacite les « pleins pouvoirs » et l'oblige à gérer des situations de crise auxquelles elle n'était pas auparavant préparée.

Il est évident que ses membres, issus en majorité de marchands enrichis dans le commerce maritime et le négoce des vins, mais aussi des seigneurs fonciers, n'ont pas fondamentalement l'esprit guerrier et encore moins les compétences décisionnelles dans un tel domaine. C'est un microcosme élitiste qui administre les affaires municipales selon ses propres intérêts, ceux de ses pairs – le conseil des Trente – et ceux de la bourgeoisie locale. La cooptation qui préside au choix annuel des jurats souligne le caractère oligarchique de l'organisation municipale. Cependant l'accès à la Jurade est limité par de sévères conditions de fortune – capital de 1 000 livres ou rente foncière annuelle de 200 livres – et par la prépondérance de quelques grandes familles bordelaises.

Les jurats sont élus mais pas de manière démocratique – l'ensemble des bourgeois et des habitants n'intervient pas dans cette élection ; leur choix procède de la cooptation car ce sont les jurats sortants qui nomment les nouveaux, ainsi que le formule le *Rolle de la Vila*³. Les jurats qui sortent de charge sont désignés pour être membres du conseil des Trente par leurs successeurs : ainsi les nouveaux jurats font entrer dans cette assemblée ceux-là même qui viennent de les élire. On peut affirmer sans beaucoup se tromper que le conseil des Trente est en quelque sorte l'anti-chambre de la Jurade. Toutefois cette permutation annuelle jurat/Trente facilite la gestion des affaires de la ville, car les responsabilités des jurats sont lourdes et accablent beaucoup de temps surtout en situation de guerre.

Les jurats exercent des obligations conséquentes en assumant eux-mêmes six offices particuliers pour lesquels ils prêtent serment⁴ et perçoivent rémunération ou compensation :

– La fonction de sous-maire qui, si elle est honorifique, n'en commande pas moins certaines responsabilités telles la garde du sceau de la Commune, d'une des quatre clefs du trésor, d'une clef de l'armoire aux privilèges et le remplacement du maire lorsque ce dernier est contraint de s'absenter. C'est ce qu'il advient lorsque Th. Swynsburn séjourne à Londres de mars 1408 à courant 1409 ; dans ce cas, le sous-maire perçoit des gages en règlement de son implication à la tête de la Jurade.

Mais il importe de dissocier cette fonction de celle de lieutenant du maire bien que les actes de délibérations assimilent cette dernière à celle de sous-maire : ainsi B. de Sanct-Abit est-il qualifié de *loctenent de nostre mage*⁵ ; toutefois seul A. Boneu prévôt en 1415 et 1421 est nommé lieutenant en décembre 1415 et en mars 1422. C'est à cette dernière date que des précisions apparaissent afin de distinguer ces deux fonctions : le procureur formule que *a luy semblava que lodeit offici de la loctenenssaria no era pas tot un am l'offici de la sotz-majoria*⁶, il lui semble que l'office de lieutenant ne doit pas se confondre avec celui de sous-maire, alléguant que celui-ci ne dure qu'une année comme le mandat des jurats, alors que le premier à une durée indéterminée, son exercice ne devenant effectif que lorsque le maire s'absente pour un délai relativement long, comme un séjour à Londres.

– Le prévôt de la ville exerce des fonctions judiciaires, il juge au civil, il surveille les poids et mesures ainsi que les corps de métiers⁷, mais il est conduit, notamment dans le cadre des événements de 1406 à 1409, à remplir des fonctions diplomatiques, à trouver des ressources, à envisager le règlement des créances et à procéder à des achats divers. Il a donc une charge lourde à supporter durant l'effort de guerre.

– Deux jurats sont affectés aux prévôtés des banlieues du Médoc et de l'Entre-deux-Mers et remplissent le même office judiciaire que le prévôt de la ville.

– Le trésorier détient le sceau de la Trésorerie et une des clefs du trésor, il est en charge des finances de la Commune et, de surcroît, il doit régulièrement avancer de l'argent pour régler les lourdes dépenses induites par l'effort de guerre, rôle très prenant et préoccupant à plus d'un titre.

– Le peseur de pain contrôle le poids de ce produit de première nécessité dans l'alimentation médiévale, pour éviter les fraudes.

Pour l'assister dans des fonctions diverses mais requérant certaines compétences, la Jurade est aidée par un clerc chargé de missions délicates, comme veiller à la sûreté de la ville, acheter des canons, contracter des emprunts, remplir des missions diplomatiques. Un procureur défend les intérêts de la Commune devant les autres juridictions, mais, dans le cadre de la mise en défense de la ville et de l'arrière-pays, il s'investit dans les domaines financier et de défense.

3. Ch. Bémont, p. 283.

4. A.M.Bx, t I, *Livre des Bouillons*, Bordeaux 1867, p. 502, 509, 510.

5. A.M.Bx – *Registres de la Jurade, délibérations de 1414 à 1416 et de 1420 à 1422*, tome IV – Bordeaux 1883, p. 42.

6. *Registres des délibérations*, tome IV, p. 617-618.

7. Y. Renouard, sous la dir., *Bordeaux sous les rois d'Angleterre*, p. 445, et *Livre des Bouillons*, p. 512 à 514.

La compétence de la Jurade en ces temps troublés ressortit au pouvoir exécutif ; l'éloignement des souverains anglais l'incite à s'approprier le commandement politique, militaire, judiciaire et fiscal de la ville. Néanmoins, elle a besoin de s'appuyer sur des conseillers pour gouverner et administrer la ville.

C'est le rôle, en premier lieu, du Conseil des Trente dont les membres sont choisis parmi les *plus prud'hommes de la ville*⁸ : ils prêtent serment sur le missel et sur la croix devant le commun peuple en la cathédrale Saint-André. Ils assistent les jurats dans les affaires de première importance afférentes à la sûreté de la ville, à la garde des portes et murs, lorsque la situation le nécessite, au recouvrement des impôts, à la collecte d'emprunts, et aux pourparlers de paix. Ils sont convoqués régulièrement aux assemblées des jurats mais ils sont requis le plus souvent durant l'état de siège.

D'autre part, la Jurade peut également convoquer les conseillers des Trois Cents, lesquels sont issus de la bourgeoisie plus modeste, aucun n'étant destiné à devenir jurat. Ce Conseil est réuni lorsque la Jurade a besoin de son assentiment lors de décisions primordiales, telles la levée d'un nouvel impôt ou le recours à un emprunt. Durant les sept années abordées dans les deux tomes des registres de délibérations, ils ne seront convoqués qu'une vingtaine de fois. Eux aussi sont très certainement mandés lors de l'organisation des tours de guet et de garde de la cité. A l'instar des Trente, la formule de leur serment révèle la portée de leur fonction à savoir « aider, écouter et obéir au maire et aux jurats »⁹.

On ne doit pas occulter l'assemblée du peuple dénommée aussi « commun peuple ». Elle est réunie lors de graves circonstances, ainsi le 6 octobre 1406 pour être avisée de l'état de siège de la ville et du pays, puis le 4 décembre afin d'être informée des nouvelles de la situation militaire du pays – état de siège –, puis pour la mettre à contribution financière afin de venir en aide à Bourg et au pays¹⁰, ainsi qu'à Budos en 1421¹¹. On sollicite son avis pour imposer un droit sur le vin ; on requiert sa participation, c'est l'expression la plus appropriée, *per la sauvation de Borg et deu pays*¹². On l'avertit du départ probable pour quelques mois du maire, on lui fait part de mesures commerciales à l'encontre des produits du Haut Pays¹³, et on l'avise de la *victoria de Piquardia* à savoir le triomphe d'Azincourt¹⁴. Il est vrai que le commun peuple n'est appelé à donner son point de vue que sur les affaires où il plaisait au maire et jurats de le lui demander. En fin de compte il ne fait qu'entériner les décisions des magistrats municipaux. Toutefois par sa contribution, le commun peuple se sent acteur dans la défense et sauvegarde de sa ville et de son pays, ce qui évite – ou du moins prévient – les mouvements de conjuration et de rébellion qui se produisent dans les villes où le peuple est trop souvent laissé pour compte.

La Commune de Bordeaux se retrouve donc, au tournant du XVe siècle, dans une autonomie politique qui certes répond à ses desseins économiques, mais l'oblige à organiser sa défense et celle des villes de son arrière-pays. Il est indéniable qu'elle peut, pour mener à bien ces missions, s'appuyer sur un corps qui lui est tout acquis, car lié par des intérêts économiques communs, et qui en constitue l'essence : l'ensemble de la bourgeoisie.

Le corps bourgeois : grandeurs et servitudes

L'ensemble du corps bourgeois constitue la Commune, celle-ci étant par définition la communauté des bourgeois. Mais ils ne participent pas tous à la direction des affaires municipales : ce sont les grandes familles dominantes qui ont fondé leur pouvoir politique sur leur richesse et l'ont conforté à travers leurs réseaux. L'état de bourgeoisie procède d'un statut juridique qui confère des privilèges politiques et surtout économiques en échange de loyalisme et de devoirs envers la communauté. Il est indéniable que cette catégorie juridique forme un corps hétérogène, des gens de conditions très diverses y sont réunis, les grands marchands font partie du patriciat dirigeant et donc de la haute bourgeoisie fortunée, alors que le laboureur ou le petit commerçant s'élèvent à peine au-dessus du peuple.

Pour les bourgeois bordelais, la récolte et la vente des vins est l'affaire dominante de la cité : c'est en effet le vecteur essentiel de leur richesse et de l'influence politique et économique de la Commune. Toutes les couches sociales de la bourgeoisie participent au commerce du vin en fonction de leurs possessions viticoles. Leur activité de négoce est vitale non seulement pour leur rang mais aussi pour renforcer la richesse et la puissance de la ville, laquelle est en étroite symbiose avec son principal client dont elle est de surcroît vassale : le royaume d'Angleterre.

L'accession à la bourgeoisie requiert certaines conditions : on peut devenir bourgeois par la naissance, ou bien résider dans la ville depuis un an et un jour, y posséder maison, feu et famille, payer un droit d'entrée d'un marc d'argent et prêter serment de fidélité à la Commune. On devient donc bourgeois soit par la

8. Ch. Bémont, Les institutions municipales de Bordeaux, la Mairie et la Jurade, *Revue Historique* CXXIII, Paris 1916, p. 286.

9. C. Jullian, *Histoire de Bordeaux*, t I, p. 158.

10. *Registres des délibérations*, tome III, p. 79-80 et p. 140.

11. *Registres des délibérations*, tome IV, p. 624 à p. 627.

12. *Registres des délibérations*, tome III, p. 141-148, et tome IV, le 5 avril 1415, p. 136.

13. *Registres des délibérations*, tome IV, p. 103-317-319.

14. *Ibid*, p. 288.

naissance, soit par décision municipale. Ainsi le bourgeois est dissocié de l'étranger, du simple habitant, du clerc et du noble qui ne jouissent pas du droit de bourgeoisie¹⁵.

Si la Jurade a su, au cours de différentes époques, lutter pour affermir et élargir l'étendue des privilèges de la bourgeoisie bordelaise, elle a exigé d'elle en retour des devoirs qu'il nous faut maintenant exposer afin de cerner par la suite son rôle éminent pour soutenir l'effort de guerre de la ville. Tout bourgeois qui vient de se voir agréer le droit de bourgeoisie s'engage, devant le maire et les jurats, par un serment qu'il prête sur les Évangiles et sur la croix ; celui-ci lui permet l'obtention d'une lettre qui atteste de son statut juridique. Ce serment est renouvelé annuellement à chaque élection de Jurade, et c'est cet engagement qui lie le bourgeois à la Commune et au roi-duc. Cette acception première définit bien la force et la symbolique que revêt le serment dans les temps médiévaux. Pour la Commune de Bordeaux, il est le lien principal de l'union et de la subordination politique de ses membres. Il est donc le ciment de l'unité communale, le ferment d'une solidarité municipale et urbaine. Le serment qui oblige les bourgeois bordelais est composé de neuf paragraphes dont se dégagent trois points essentiels : l'implication sans réserve dans la fidélité et la loyauté au roi-duc et à ses représentants, notamment le maire et les jurats ; le respect des coutumes, libertés et privilèges de la ville de même que des engagements jurés par le serment, celui-ci faisant loi sur tout serment et/ou hommage contracté antérieurement avec quiconque ; la défense de l'intégrité de la ville et de ses habitants, quelle que soit leur condition, contre tout dommage et autre parjure causé par toute personne.

Ainsi l'engagement du bourgeois met en exergue ses devoirs contraignants mais en échange il reçoit de la Commune protection et avantages. Ces derniers assurant au corps bourgeois sa richesse et l'écoulement de ses vins sous couvert d'une subordination inconditionnelle à la ville. Dès lors, face à des situations militaires plus ou moins menaçantes pour l'intégrité de la ville et de ses habitants, la Jurade édicte un serment adapté à l'état de guerre le 9 octobre 1406, lequel impose aux bourgeois des obligations requérant une disponibilité entière. Ce nouveau serment revêt une grande importance car les magistrats municipaux ont ajouté des clauses qui renforcent l'allégeance de tous au souverain anglais ainsi qu'à la Jurade. En conséquence, il leur est explicitement spécifié qu'ils se mettent à la disposition de la communauté, qu'ils ne se délivrent pas de leur engagement à l'encontre du souverain en se fourvoyant pour des parents et amis de l'obédience ennemie, qu'ils ne traitent pas avec l'ennemi en parole ou par lettre, qu'ils s'engagent à ne pas conspirer ni porter dommage *encontra lo rey d'Anglaterra et de Franssa, et duc de Guiayna*, qu'ils n'embauchent pas un valet étranger sans que celui-ci ait prêté serment à un jurat, qu'ils s'arment afin d'assurer la défense de la cité.

Le lien de dépendance des bourgeois et habitants à la ville est total, le serment avalise les pouvoirs décisionnaires de la Jurade et engage la population à répondre de son honneur pour la protection et la sauvegarde de la ville et du pays, ce que souligne particulièrement l'engagement civique des bourgeois. Être membre de la Commune exige donc une fidélité absolue. Cet état de fait démontre l'implication civique des bourgeois sous toutes ses formes, ainsi que nous allons le voir.

Défendre la ville et son arrière-pays

La mise en défense de la cité intra et extra-muros

Guet et gardes

Par ses actes de délibération afférents à la mise en défense de la cité, la Jurade répartit entre ses membres et conseillers les diverses responsabilités incombant au contexte de guerre.

On ne sait pas avec précision comment la surveillance des murs sur toute leur longueur était assurée, mais on peut, avec réserve, se baser sur l'exemple de Douai¹⁶ qui possédait une longueur d'enceinte similaire à celle de Bordeaux, 5 300 mètres, et qui disposait un combattant toutes les toises (1,80 m), largeur moyenne d'un créneau. Ce cas de figure était également appliqué à Saint-Omer et à Tours au XIV^e siècle¹⁷. Cela nécessitait de pouvoir lever à peu près 3 000 hommes, chiffre tout à fait plausible pour une ville de l'importance de Bordeaux qui comptait environ 20 000 habitants. Cette solution n'était envisageable que lorsque l'ennemi était réellement sous ou à proximité des murailles. Nous pouvons en tout cas supposer que l'effectif requis pour les gardes devait être conséquent lorsque la situation militaire se faisait pressante.

Les quartiers – ou jurades – au nombre de douze sont placés sous la responsabilité d'un jurat qui dispose d'hommes – certainement une escouade, dont le nombre ne nous est pas connu – qui assurent la sécurité de leur propre quartier. Cependant la mise en défense de chaque jurade procède certes des gardes et guet des portes et tours, mais également de la surveillance d'un secteur de muraille. Dès lors le jurat doit veiller au bon état des murs, affecter chaque bourgeois à un endroit du rempart que celui-ci aura à défendre, et s'assurer qu'il n'y manque ni pierres à jeter, ni râteaux pour repousser les échelles en cas d'assaut, voire de protections sommaires constituées de barrière (*clidas*) ou de table en bois (*mantet*).

15. S. Lavaud, L'entrée en bourgeoisie à Bordeaux à la fin du Moyen Âge (XIV^e-XV^e siècles), *Revue Historique de Bordeaux* n° 78, Bordeaux 2005, p. 105 à 118.

16. A. Salamagne, *Les villes fortes au Moyen Âge*, Paris 2002, p. 76-77.

17. *Ibid.*, p. 77.

Les bourgeois sont sollicités pour effectuer les services de guet et de garde. De plus il est bien recommandé qu'en cas de bruit, rumeur ou siège, ils devront se plier aux ordres de leur jurat et effectuer leurs gardes de jour comme de nuit sans désertier leur poste sous peine *d'estre pribat de tot preuilegis, franquessa et libertat de ladeita bila*, et sans trahir la cause du roi ni celle de la ville sous peine de tout perdre (biens et privilèges) et de bannissement. Nul n'échappe aux tours de garde et autres obligations pour garantir la défense de la ville. Ainsi le procureur doit remplacer le clerc parti à Blaye, afin d'accomplir *l'estingueyt*¹⁸ ; la Jurade exige que *bons gueytz sian feytz*, donc que cinq à six gardes ou plus selon l'importance de la jurade fassent des rondes à pied toute la nuit, et que le garde à cheval contrôle tous les quartiers. La nouvelle Jurade définit le 31 juillet 1415 les services de guet de jour et de nuit pour la semaine : 42 noms y figurent dont le maire, l'ensemble des jurats et la majorité des Trente¹⁹.

Durant les reconquêtes des villes de l'arrière-pays, Saint-Macaire et Rions notamment, dans l'été 1420, la solidarité communale se manifeste de manière singulière mais qui démontre cependant l'esprit volontariste de l'oligarchie dirigeante : le jurat J. Gassias, nouvellement élu et monnayeur de son état, renonce aux privilèges conférés par sa profession et jure qu'il *fara gueyt et manobra, et generaument cum tot los autres senhors juratz*²⁰.

La ville disposait pour les années 1406-1409 d'une milice communale ainsi qu'on le décèle dans les actes énonçant d'une part que *les gens d'armes qui an acostumat anar per bila y anguan*, et précisant leur nombre à savoir vingt-quatre pour effectuer les rondes de nuit²¹, affectant quinze puis trente soldats à la sécurité du maire²². Toutefois la Commune n'a pas jugé utile pour la décennie suivante de doter la cité bordelaise de soldats recrutés pour renforcer la garde diurne et nocturne, mais la présence de corps d'arbalétriers, de balistiers (spécialiste de l'artillerie de jet) et de canonniers peut être considérée comme l'ossature de la milice communale à laquelle on peut joindre tout le corps des bourgeois armés affectés au guet.

L'implication bourgeoise est effective surtout dans le guet, puisque la garde des portes est confiée de préférence à des hommes sûrs tels jurats, conseillers des Trente et sergents gagés pour cela. Toute la population n'était pas mobilisée, ces charges requéraient une confiance totale aux personnes à qui elles incombaient. Comme l'explique l'historien J. Rossiaud : « les gras gardaient les portes, les moyens patrouillaient et surveillaient le guet des menus, néanmoins chefs de feux et contribuables »²³. Mais la disponibilité des bourgeois revêt toutefois d'autres formes d'implication.

La mise en armes des bourgeois

Les magistrats municipaux demandent de nouveau aux bourgeois de s'armer *au melhor array que poyra* et de porter quotidiennement une épée – seule arme mentionnée dans les sources – en vertu du serment qui les lie à la ville sous peine de 65 sous de gages. Il apparaît que cet ordre ne peut s'appliquer qu'au corps bourgeois, en particulier aux éléments affectés au tour de garde et de guet, plutôt qu'à l'ensemble de la population car les simples habitants ne possèdent pas toujours les moyens matériels et financiers pour s'équiper, même au minimum requis. D'autre part, la Jurade ne peut déléguer des fonctions de défense qu'à des hommes sûrs, de bonne réputation, et impliqués de plus ou moins près dans le commerce des vins, cette dernière qualité constituant un « garde-fou » pour la collectivité du fait des privilèges que cet état confère aux bourgeois. Mais il importe également de signaler que l'autorisation de port d'arme au peuple est susceptible de représenter un certain danger pour l'ordre intérieur : cela peut se traduire par des phénomènes de révolte contre l'autorité communale, ou bien par des excès de violence quotidienne. Dans le but de conforter les mesures de sécurité et par crainte de toute forme de trahison, il est formellement interdit aux bourgeois de prêter, donner ou vendre une arme, *si no de borgues a borgues*. En juin 1415 il est ordonné que tout homme qui doit sortir de la ville pour son travail (commerce, travail de la vigne, ...), *se garde au melhor que poyra, et que porte aucun arnes*²⁴. Cette mesure s'applique certainement à un nombre conséquent d'habitants autorisés à porter une arme, eu égard à la quantité de vigneronniers qui résident en ville et du fait des travaux à effectuer dans les vignes. Néanmoins si la mise en défense de la ville procède de l'entière sujétion bourgeoise, d'autres éléments sont à prendre en compte pour comprendre les diverses décisions des magistrats destinées à assurer la sauvegarde de Bordeaux.

Préserver l'intégrité de la cité et de ses habitants

Intrigues et tentatives de trahison

Bien que les bordelais soient majoritairement acquis à la cause anglaise, on ne peut affirmer que l'ensemble de la popu-

18. Le *gueyt* désigne la garde des portes et tours, tandis que *l'estingueyt* s'applique à la garde des portions de remparts qui sont entre les portes.

19. *Registres des délibérations*, tome IV, p. 220-221.

20. *Registres des délibérations*, tome IV, p. 407.

21. *Registres des délibérations*, tome III, p. 300, p. 305 et p. 379.

22. *Ibid.*, p. 94, 102, et p. 211.

23. A. Chedeville, J. Le Goff, J. Rossiaud, sous la direction de J. Le Goff, *La ville en France au Moyen Âge*, Paris 1980, p. 414.

24. *Registres des délibérations*, tome IV, p. 178.

La surveillance de l'étranger

La notion d'étranger s'applique dans la ville de Bordeaux à différentes catégories de personnes selon leur statut économique et ethnique³⁸. D'une part il y a les Français – dénommés ainsi car ils ont fait allégeance à la cause du roi Charles VI – présents en ville pour leurs affaires ; ce sont souvent des marchands, donc de passage, mais ils sont étrangers à la cité bordelaise et au duché ; qu'ils parlent le gascon ou une autre langue, ils appartiennent à un autre Etat contre lequel l'alliance anglo-gasconne est en guerre. D'autre part, dans un autre groupe social se rassemblent les valets, souvent des migrants des campagnes environnantes ou plus lointaines, réfugiés dans la cité à cause des aléas militaires – destruction des récoltes par l'ennemi, exactions des routiers, ... – ou climatiques ; ce sont des étrangers résidents qui exercent un métier au service d'un bourgeois dans la cité. La Jurade se garde de ces individus, présents dans la communauté bordelaise sans pour autant y être intégrés totalement, en raison de leur origine et de la suspicion que cet état leur confère.

De ce fait et au regard de leur statut, le 1er septembre 1406, il est proclamé par cri que nul n'héberge des étrangers *sino en las hostalarías de rua Sent-Jacme* sous peine de privation du droit de bourgeoisie, de franchise et de liberté³⁹. Cette décision est réitérée le 4 octobre et elle précise que tous les Français qui possèdent un sauf-conduit et qui résident dans les hôtels du pont Saint-Jean et à l'hôtel Pey Fau de la porte des Salinières, doivent être conduits rue Saint-Jacques⁴⁰. On éloigne ainsi les étrangers de lieux situés au voisinage des chais – seuls éléments de défense car le quartier de la Rousselle n'est pas défendu par une enceinte – qui protègent la ville du côté du fleuve et qui revêtent une importance stratégique particulière. D'autre part le choix de la rue *Sent Jacme* comme résidence obligatoire s'explique par sa position dans un quartier central et sa proximité de la maison commune, avec la possibilité d'une surveillance directe des élus. Toutefois, cette assignation à résidence se déroule dans des conditions relativement souples car la rue Saint-Jacques est bordée d'*hostalarías* et la Jurade se contente d'une surveillance discrète sans entraver les affaires courantes de ces marchands avec lesquels traitent la bourgeoisie locale.

Les jurats sont priés le 15 octobre 1406 de recenser tous les étrangers et les valets présents dans leur jurade⁴¹, afin qu'ils prêtent serment. Cet acte d'obéissance les oblige à s'engager dans l'allégeance au roi-duc et à la ville, ce que justifie la pression militaire génératrice de tensions, de peur de trahison et d'espionnage. Les forains et autres marchands qui ne séjourneraient que sur une courte durée se devaient également de prêter serment même s'ils étaient les hôtes de jurats tels le sous-maire ou autres bourgeois⁴². Il était défendu à tout étranger habitant en ville⁴³ et d'obéissance française de porter une arme, seulement un couteau de *merquat*⁴⁴ – marqué, donc recensé

	Superficie	Périmètre	Nb de portes	Nb de tours
Bordeaux	146 ha	5 600 m	21	env. 40
Tours	57,80 ha	4 500 m	10	env. 20
Avignon	138 ha	4 300 m	12	36
Lille	120 ha	4 500 m	8	env. 30

Fig. 2. – Tableau comparatif des différentes enceintes.

par la ville⁴⁵. La mise en défense de la cité repose donc sur l'intégrité et l'implication de ses habitants, mais elle ressortit tout autant à la fortification de ses remparts.

L'enceinte fortifiée : expression de la puissance communale

Le bastion bordelais

Symbole de la puissance et de la détermination du roi-duc, l'enceinte est également allégorie de l'indépendance de la Commune. Par sa muraille, la cité joue le rôle de refuge, elle est protectrice, pour les habitants qui connaissent le coût de cette sécurité et l'acceptent car il est facteur de paix et assure le maintien des activités économiques. L'enceinte est surcroît de prestige pour l'oligarchie dirigeante auprès de la population bordelaise, mais aussi auprès du diocèse, du duché et de l'ennemi. Les murs de Bordeaux sont donc un reflet de la puissance communale. Bien que l'enceinte soit achevée au début du XVe siècle (fig. 1), les magistrats municipaux décident de mesures de renforcement du dispositif. Ainsi la construction d'une barbacane devant la porte Sainte-Eulalie où les jurats doivent se rendre le 19 février 1407 pour apprécier le chantier, *per beder cum se fare*⁴⁶. Il n'est pas mentionné d'autres aménagements d'ouvrages fortifiés dans les registres des délibérations de 1406 à 1409, seulement des travaux d'entretien des fossés, murs et tours y sont rapportés. Les données comparatives (fig. 2) démontrent l'importance de la cité bordelaise et sont représentatives de la politique de prestige de la bourgeoisie dirigeante, tel que le révèle de surcroît le nombre des portes et de leurs fortifications.

38. S. Lavaud, *Estrangey de loc rebelle et enemic deu Rey – Définition et statuts des étrangers à Bordeaux pendant la guerre de Cent ans*, p. 1 à 11, Bordeaux 2007.

39. *Registres des délibérations*, tome III, p. 37.

40. *Ibid.*, p. 76-77.

41. *Ibid.*, p. 100.

42. *Ibid.*, p. 172 et p. 180-181.

43. *Registres des délibérations*, tome IV, p. 133-135-138.

44. *Registres des délibérations*, tome III, p. 305 et p. 346.

45. S. Lavaud, *Définition et statuts des étrangers*, p. 8.

46. *Registres des délibérations*, tome III, p. 164.

Les portes : éléments essentiels de la défense

Les portes sont les parties fondamentales de l'enceinte, tant du point de vue fonctionnel que symbolique. Elles sont l'interface entre les activités de la ville et celles de son arrière-pays terrestre et fluvial, ainsi que celles contractées avec les pays plus lointains par voie maritime. Les portes de ville commandent les grandes directions de la voirie ; donc leur situation défensive participe des facilités d'acheminement du ravitaillement du marché, notamment par voie fluviale, et de l'accès aux pôles de pouvoir bordelais.

La nouvelle enceinte comprend vingt et une portes dont huit *debert terra*, côté campagne : la grande porte de Sainte-Croix, les portes du Mirail, de Saint-Julien, de Sainte-Eulalie, du Far, de Saint-Symphorien, de Dijeaux, et de Saint-Germain. Au nombre de treize, les portes *devert mar* c'est-à-dire côté fleuve sont dénommées : de Sainte-Croix devant le fleuve, de Bayssac, de La Grave, de Pey Miqueu, des Salinières, de Saint-Jean, du Brisson, de Caillau, de Saint-Pierre, des Paus, de l'Ome deu Casse, du Retge et d'Audeyola. Elles ne font pas toutes l'objet de mesures de défense similaires.

Parmi les six portes « terrestres » référencées dans les procès-verbaux de délibérations des jurats il en est quatre qui font l'objet de toutes les vigilances. Ainsi lors de la passation des clés de la ville aux nouveaux jurats seules les portes de Saint-Germain, de Dijeaux, du Far et de Saint-Julien sont mentionnées. Ces quatre portes commandent des voies terrestres de première importance : les axes méridionaux de Toulouse, Bazas, Agen et Dax pour Saint-Julien, de Pessac et de la banlieue pour le Far, et du Médoc pour Dijeaux et Saint-Germain. La porte de Saint-Julien revêt une importance capitale pour la ville au regard des nombreuses dessertes qu'elle commande, et ses clés en sont régulièrement confiées soit au maire, soit à son lieutenant et/ou au sous-maire. Côté ouest, celle de Saint-Germain est également remise à un jurat qui occupe une des fonctions essentielles au sein de la Jurade, à savoir le prévôt, le sous-maire ou le peseur de pain. Elle est la seule voie terrestre d'entrée de l'extension conséquente du nord de la ville et elle commande l'accès à la pointe médocaine de Soulac et de Lesparre notamment, places alliées de l'arrière-pays bordelais.

Pour les portes *debert mar*, la remise des clés procède d'un découpage de la façade fluviale en cinq parties. Bien que le fleuve constitue une défense naturelle dont la navigation s'avère quelque peu malaisée pour un ennemi qui n'en maîtrise pas les divers courants, les magistrats municipaux accordent une attention particulière aux portes du quartier de la Rousselle et à l'entrée de l'estey du Peugue. Cette dernière, dite du Brisson, garde l'embouchure du cours d'eau qui dessert en amont le marché intérieur de Sainte-Colombe ; c'est un point stratégique qui permet aux embarcations de remonter leur cargaison

jusqu'à l'intérieur de la ville et de faciliter le ravitaillement des habitants. Il est indéniable que c'est un point vital pour Bordeaux, aussi la responsabilité en échoit-elle à des hommes sûrs tels le prévôt en 1407 et 1420 ou, en 1415 et 1421, au peseur de pain qui exerce aussi les hautes fonctions de monnayeur : R. Guassias. C'est également un monnayeur de Sainte-Colombe, sans doute en parenté avec le premier nommé, J. Guassias, qui doit garder les clés des portes du pont Saint-Jean et des Salinières, puis le sous-maire en 1415 et 1421. Leur importance est capitale car ces deux entrées desservent un quartier dont la fortification sur le fleuve n'est assurée que par les chais des bourgeois bordelais. Effectivement La Rousselle est un espace économique peuplé de marchands et axé sur le marché d'où arrivent blés et vins du Haut Pays. Pôle de toutes les attentions en raison de sa fonction économique et de sa fragilité défensive, le quartier de la Rousselle n'est cependant pas la seule portion de la ville côté fleuve à requérir l'intérêt des jurats. La section d'Audeyola à la porte Deus Paus – dont la défense est assurée par quatre portes et deux tours – est placée sous la responsabilité du prévôt en 1414 puis du trésorier en 1415. L'activité croissante du port du quartier Tropeyte le justifie certainement. Des mesures de sécurité sont décrétées pour la garde des portes et tours, en particulier lorsque la situation militaire devient préoccupante : ainsi le 4 octobre 1406 les recommandations du maire et des jurats se font plus pressantes quant à l'organisation des gardes des ouvrages *devert terra, que devert mar* : ces 28 ouvrages, divisés en 12 lieux stratégiques, seront surveillés par 201 gardes, certainement des bourgeois membres des conseils des Trente et des Trois Cents puisque ce sont les hommes sûrs impliqués dans les affaires de leur jurade et de la ville⁴⁷. Chaque endroit est confié à la responsabilité d'un jurat :

- 45 hommes sont affectés à la jurade de la Rousselle pour la garde de sept fortifications, de la tour de Sainte-Croix devant la rivière à la porte du pont Saint-Jean ;
- 18 à la jurade de Saint-Pierre pour deux portes et une tour ;
- 41 à la jurade de la porte Deus Paus de la tour du pont de La Mosca jusqu'à la tour d'Audeyola donc six places à surveiller ; Soit un total de 104 hommes répartis sur 16 ouvrages pour la façade maritime.

- 11 gardes à la tour Sent-Jorge ;
- 17 à la porte Sent-German ;
- 7 à la jurade Sent-Christole pour deux tours ;
- 5 à la porte Digeus ;
- 14 à la jurade deu Cayffernan pour une tour et une barbacane ;
- 19 à la porte Saint-Julien ;
- 24 à la jurade de Porta Boqueyera pour quatre tours ;

Soit un total de 97 hommes affectés à la surveillance des 12 places côté terre.

47. *Registres des délibérations*, tome III, p. 71 à p. 76.

La répartition des gardes est équilibrée côté fleuve, avec en moyenne six à sept hommes par ouvrage. Les instances dirigeantes ont procédé volontairement à cette répartition car ils savent que la Garonne constitue par elle-même une sécurité par les difficultés de navigation et d'accostage qu'elle pose à tout éventuel vaisseau ennemi. Par contre les préoccupations des jurats s'orientent davantage sur les côtés nord et sud de l'enceinte. La tour Sent-Jorge et la porte Sent-German sont gardées par 28 hommes, mais elles doivent assurer la sécurité d'un vaste espace aux deux tiers lotis ; les armées ennemies sont susceptibles de débarquer de l'océan ou de l'estuaire ou alors de contourner la ville par l'ouest – cette dernière solution semblant la plus aisée du fait de la praticabilité des dessertes –, et donc de porter le danger de ce côté. Quant à la façade sud sa prévention est garantie par 50 gardes - 19 à la porte Sent-Julian, 7 à la barbacane devant celle-ci, et 24 de la tour Johan Merle jusqu'à Saint-Julian. Donc un quart de la totalité des hommes est rassemblé pour sécuriser cette partie des fortifications. C'est surtout Sent-Julian qui exige de telles précautions, cette porte renforcée d'une barbacane dessert les voies de communication méridionales essentielles aux échanges de la cité bordelaise, mais aussi porteuses de danger car l'arrière-pays de ce côté-ci est aux mains de l'ennemi français et de ses alliés, les puissants seigneurs gascons d'Albret et d'Armagnac qui possèdent de vastes territoires jusqu'aux frontières pyrénéennes.

À la décennie suivante la menace ennemie étant toujours constante, les mêmes mesures sont réitérées : le 8 juin 1415 les portes et tours *devert terra* sont toujours dans leur intégralité l'objet de mesures défensives alors que les gardes des entrées de la façade maritime ne concernent plus que trois portes⁴⁸ : celle du quartier portuaire de Tropeyte - Audeyola -, celle du pont Sent-Johan desservant le quartier commerçant de La Rousselle cœur économique de la ville, et enfin celle de Sainte-Croix *debert la Ribeyra* ouvrant sur l'abbaye de Sainte-Croix et sur le quartier artisanal des activités, de tonnellerie et de charpente désignées par le toponyme *rua de la fusteria*.

On s'aperçoit, à l'examen des diverses décisions afférentes à la garde des portes et donc à la sécurité de la ville, que la Jurade consacre une attention soutenue à la façade terrestre qui couvre près des 2/3 de la longueur de son enceinte. Cette distance justifie donc les mesures de défense engagées, mais celles-ci se rapportent essentiellement aux portes de Sent-Julian, du Far, de Digeus et de Sent-German véritables interfaces économiques et militaires qui assurent les liaisons de la ville avec les zones géographiques méridionale, occidentale et septentrionale du duché de Gascogne, mais qui, par l'obédience de leurs seigneurs alliés à la couronne de France, sont des secteurs à fort risque potentiel. D'autre part, les *taulas de la bilheta* – droit qui porte sur les vins non bourgeois introduits dans la ville par des bourgeois et sur les vins que ceux-ci exportent par voie

maritime⁴⁹ –, sont placées aux points d'activités économiques importants ; on les retrouve donc dans l'affectation des gardes aux portes *devert mar* – Tropeyta, Calhau, Pont Sent-Johan – et *devert terra* – Sent-Julian, Har, Digeus et Sent-German⁵⁰. Cette observation confirme au besoin l'attention que les magistrats municipaux ont portée durant les deux premières décennies du XVe siècle aux portes les plus actives mais aussi les plus vulnérables de l'enceinte de Bordeaux. Les procès-verbaux de leurs délibérations révèlent toutefois que leur vigilance s'exerçait également à des endroits vitaux pour la pérennité de la ville et de sa population.

Les chais : points névralgiques de la cité bordelaise

Entrepôts de réception et de stockage de denrées vitales pour la subsistance de la population bordelaise – blé, vins du Haut Pays, poisson séché, sel, ... – les chais sont aussi les lieux de conservation des vins de la bourgeoisie marchande en attente d'embarquement à destination du marché anglais. Dès lors, ils ont vocation d'interface entre l'arrière-pays fluvial et la ville, mais aussi entre cette dernière et les contrées plus lointaines par la voie maritime via l'estuaire. Ce sont donc, à l'instar du marché de Sainte-Colombe et en osmose avec celui-ci, les « cœurs » économiques de la cité. Ils sont localisés pour l'essentiel dans le quartier commerçant de la Rousselle – espace central de la ville ouvert sur le fleuve – et, comme l'ont démontré par l'analyse des sources ou par l'observation archéologique S. Lavaud et P. Régaldou-Saint Blancard, ils témoignent de l'absence de fortifications entre le Peugue et la porte de Salinière⁵¹ (fig. 1). Bien qu'ils soient espaces privés car ils appartiennent en majorité à la bourgeoisie marchande, leur protection ressortit à la Commune car ils forment une discontinuité de l'enceinte et sont donc des espaces de fragilité, de vulnérabilité, véritables « talons d'Achille » de la fortification bordelaise en temps de guerre malgré la présence de barbacanes⁵² assurant la mise en défense du port de la ville.

Cet état de fait légitime les ordonnances édictées par les jurats afin d'en garantir leur protection. Pour cela il est édicté le 21 septembre 1406 l'ordre *a tota maneyra de gens, que*

48. *Registres des délibérations*, tome IV, p. 177.

49. S. Lavaud, Bordeaux et le vin au Moyen Âge - essor d'une civilisation, Bordeaux 2003, p. 182 à 186.

50. *Registres des délibérations*, tome III, p. 156.

51. S. Lavaud et P. Régaldou-Saint Blancard, La Rousselle et la Mar, *Revue archéologique de Bordeaux*, tome XCIV, 2003 p. 79 à 84 et p. 89 à 92.

52. E. Jean-Courret, *La morphogénèse de Bordeaux*, 2006, p. 380 ; cet historien se base sur les observations émises par P. Régaldou lors de fouilles archéologiques et qui relèvent donc d'une hypothèse, laquelle est toutefois fondée quant à la présence de la barbacane des Paux.

*ayen portas sobre la ribeyra, que dentz huyt jorns, las ayen esmuradas de bonas cautz, peyra et arena*⁵³, que tous ceux qui ont des portes donnant sur la rivière les emmurent de pierre et chaux sous huit jours - l'acception « portes » s'entendant dans le sens d'ouverture dans les murs de chais et maisons privées, ouvertures souvent pratiquées par les habitants sans autorisation municipale. Cette décision est renouvelée le 19 décembre de la même année sous couvert de *grandas penas, a totz aquetz qui auran portas et chays sobre la mar*⁵⁴, graves peines pour tous ceux qui ont portes et chais donnant sur le fleuve.

Cependant la consigne se fait plus précise et sentencieuse car ordre est donné les 16 janvier 1409 et 26 janvier 1415 à tous ceux qui possèdent des clés *de aucuna porta de chay sobre la mar de la bila* qu'ils les remettent impérativement chaque nuit à leur jurat⁵⁵. Les bourgeois sont convoqués à la maison communale de Saint-Eloi le 26 juillet de l'an présent afin de jurer que les portes *que han devert mar* sont bien fermées et qu'ils ne les ouvrent pas la nuit venue, sous peine qu'elles soient définitivement murées et qu'ils soient frappés de parjure et infamie, donc condamnés à de lourdes peines. Il est aussi notifié lors de ce même jour que seul leur jurat est habilité à leur délivrer l'autorisation d'ouvrir leurs portes et ce, certainement dans le cadre d'approvisionnement de vivres⁵⁶. Cette dernière décision met en exergue l'appréhension des édiles municipaux au regard des tentatives de trahison susceptibles de mettre la ville en danger.

Cette injonction est renouvelée en août 1415 et en juin 1420 : ceux qui ont des portes de chais sur la façade fluviale doivent en remettre les clés à la Jurade et lui prêter serment de loyauté⁵⁷. Ces mesures s'assouplissent lorsque la pression militaire s'atténue – notamment lors de la reconquête des places fluviales de l'arrière-pays entraînant ainsi la reprise des échanges. La séance du 12 mars 1421 dévoile l'autorisation d'ouvrir toutes les portes des chais et *que les merchans metan totas mercanderias en lodeitz chays, exeptat blat*⁵⁸. La décision se rapportant à cette dernière denrée paraît surprenante, mais on peut en déduire que le blé était stocké dans des entrepôts appartenant à des hommes sûrs, auxquels la Commune déléguait entière confiance, donc des jurats ou des conseillers possédant des bâtiments le long du fleuve ou à proximité. C'est ce qu'on peut déceler à la lecture de la délibération du 14 décembre 1420⁵⁹ dans laquelle il est décrété que le blé *que bindra, d'assi en abant, en la ciutat de Bordeu* soit entreposé dans les chais du marchand B. Espina membre des Trente –lequel est affecté en octobre 1406 à la garde de la porte de Bayssac⁶⁰ ce qui pourrait laisser supposer qu'il avait ses entrepôts à proximité de la dite porte –, dans ceux de Lansac (on ignore si ce patronyme s'attache à un individu ou à un lieu), et si besoin est dans ceux du Bourgeois et membre des Trois-Cents Ph. de Mortamar, dont la tour éponyme est sise à la Rousselle. Cependant les

délibérations afférentes à la mise en défense des chais ne spécifient que très rarement les lieux auxquelles elles s'appliquent. Aussi face à l'imprécision de ces édits nous conjecturons, mais sans pouvoir le confirmer d'une manière probante, qu'il pourrait également exister d'autres tronçons de chais sur la majeure partie de la façade maritime, ainsi à La Graba, à Sent-Pey, à Tropeyta et le long du Peugue. Il ne faut pas occulter les activités marchandes construisant la fortune de la ville, laquelle par la voie fluviale recevait et expédiait l'essentiel de ses échanges. Les chais étaient une nécessité, même s'ils présentaient une rupture sécuritaire dans le système défensif. Toutefois seules des fouilles archéologiques seraient à même d'étayer des pistes que la lecture de ces quelques ordonnances nous a révélées. Préparer une ville à d'éventuels sièges relève certes de gardes et de guets, renforcés aux points stratégiques, mais aussi de consolidation des failles et de confortement des fortifications par un suivi constant.

Les aménagements de 1442

Constituant le seul témoignage de l'histoire de Bordeaux à cette période, les comptes du trésorier de la ville attestent des aménagements défensifs. Ce registre comporte 222 articles sur six mois de l'année 1442, du 23 février au 22 août⁶¹, parmi lesquels les rubriques 43 à 222 présentent les dépenses extraordinaires pour la mise en défense de Bordeaux. Les données notifiant les charges de construction, de rénovation et d'entretien, permettent de montrer la manière dont la Commune a procédé à la fortification de la cité bordelaise en cette année 1442.

Ces agencements prennent place dans un programme de renforcement défensif de la grande enceinte, et également de modernisation – adaptation aux progrès de l'artillerie au XVe siècle. Peu d'années auparavant, en 1438 précisément, une armée dirigée par Charles d'Albret, lieutenant général du roi de France, et par Rodrigue de Villandrando, à la tête de ses redoutables écorcheurs, vint mettre le siège devant Bordeaux. Cette expédition n'était pas préparée dans le but

53. *Registres des délibérations*, tome III, p. 58.

54. *Ibid.*, p. 146.

55. *Registres des délibérations*, tome III, p. 402 et tome IV, p. 111.

56. *Registres des délibérations*, tome IV, p. 207.

57. *Ibid.*, p. 222 et 398.

58. *Registres des délibérations*, tome IV, p. 495.

59. *Ibid.*, p. 477.

60. *Registres des délibérations*, tome III, p. 71.

61. J. Bernard et F. Giteau, *Comptes du trésorier de la ville de Bordeaux pour 1442 (février-août)*, Bulletin Philologique et Historique Comité des Travaux 1961, p. 179-215.

de faire céder la ville ; mais par la facilité avec laquelle la chevauchée ennemie est parvenue sous les murs de la cité, elle a dévoilé au roi Charles VII les points faibles de l'adversaire⁶², notamment la perméabilité de l'arrière-pays bordelais méridional et médocain. Aussi, effrayées par la mise à sac de ses faubourgs, les instances municipales décident de réaliser des fortifications complémentaires aux points les plus vulnérables de leur muraille, à savoir devant les portes qui desservent les voies de communication terrestres.

L'absence totale de sources ne nous autorise hélas pas à conjecturer des éventuels travaux de fortification effectués auparavant, aussi en resterons-nous aux constats émanant des comptes du seul semestre étudié. Avisée par la présence ennemie sous ses murs quelques quatre années auparavant, la Commune met donc en place une politique d'entretien et de terrassement mais également de réfection et de construction d'ouvrages fortifiés. La façade nord de l'enceinte, côté Médoc, est l'objet de travaux de curage et de rétablissement des fossés afin de les élargir et de les approfondir pour mettre les murs à l'abri d'un assaut appuyé par l'artillerie, donc de tenir à distance les canons ennemis⁶³. C'est un long et important travail puisqu'il nécessite 765 jours de travail aux terrassiers pour les fossés qui s'étendent de la porte Sant-German à celle d'Audeyola⁶⁴.

Le côté *devert terra* est renforcé par l'édification de boulevards devant les portes d'Audeyola, de Digeus et du Far. Généralement situés devant les portes, les boulevards étaient destinés à les couvrir contre les tirs d'artillerie⁶⁵. Qualifié « d'innovation majeure de la guerre de Cent ans » par J. Mesqui⁶⁶, le boulevard est une plate-forme de terre conçue pour l'artillerie à feu entourée de palissades et de fossés. La construction de ces ouvrages relève de spécialistes, charpentiers, terrassiers et canonniers. La largeur d'un boulevard est comprise entre 15 et 45 mètres, et leur élévation entre 8 et 10 mètres. Pour mettre la muraille hors de portée des armes à feu, les boulevards sont détachés de 30 à 80 mètres devant le corps de place et disposent en principe d'une plate-forme d'artillerie avancée contre les assiégeants⁶⁷. Pour leur aménagement la Jurade par l'intermédiaire de son trésorier règle les frais de nourriture aux bouviers et aux terrassiers qui œuvrent au boulevard d'Audeyola⁶⁸, achète à P. Bibent une soixantaine de piquets d'orme⁶⁹ ainsi qu'au maître charpentier A. Bracon et à ses compagnons des poteaux qu'ils ont été abattre et tailler en la comté d'Ormon *per far lo baluard d'Audeyola*⁷⁰, lesquels piquets sont transportés⁷¹ par G. Gayraud, et assemblés en palissade par S. Arnaud et ses ouvriers comme le dévoile le règlement de 90 journées de travail au dit boulevard⁷². Celui de la porte du Far requiert aussi l'intervention des charpentiers – certainement pour en dresser la palissade –⁷³, ainsi que celui de la porte Digeus qui rassemble dix charpentiers durant huit jours.

Les portes terrestres occasionnent des renforcements : on fait changer les tabliers des ponts-levis des portes Digeus et Sant-German⁷⁴, car leurs planches se détériorent rapidement du fait de la fréquence de passage des hommes, des chevaux et des charrettes ; des réparations sont effectuées aux créneaux⁷⁵, aux guérites en bois⁷⁶, aux diverses portes et, ainsi que le montrent les ferronneries utilisées⁷⁷, à la herse de la porte Brisson qui commande l'entrée par le Peugue des petites embarcations ravitaillant le marché intérieur⁷⁸. De nombreux tombereaux de sable et de chaux sont utilisés pour les portes, tours et murs⁷⁹ ce qui suggère un flagrant manque d'entretien pouvant s'assimiler à de la négligence durant de nombreuses années, et qui participe de l'excès de confiance voire de l'orgueil de la Commune au regard de son pouvoir sur le duché et de « l'infailibilité » de la cité dans un contexte de « paix armée » – du moins jusqu'en 1438. Les dépenses engendrées par l'achat de *fusta*, pièces de bois ouvragées, le plus souvent planches et poutres, se justifient par la réfection des chemins de ronde des courtines et de leur accès, ainsi de la porte Audeyola à la tour Sent-Jorge⁸⁰, la porte de la dite tour est refaite⁸¹ ainsi que son escalier intérieur certainement en pierre car il est l'œuvre d'un maçon C. Le Roy⁸².

Le bois est utilisé pour rénover les ouvrages *devert mar* ainsi des portes de La Grava et de Bayssac⁸³ ; une galerie en bois sans doute couverte est aménagée entre les deux tours de

62. R. Boutruche, *La crise d'une société, seigneurs et paysans du Bordelais pendant la Guerre de Cent Ans*, Paris 1947, p. 401.

63. B. Chevalier, *Les bonnes villes de France du XIV^e au XVI^e siècle*, Paris 1982, p. 125.

64. Art. 104-105-106.

65. A. Salamagne, *Les villes fortes au Moyen Age*, Paris 2003, p. 89.

66. J. Mesqui, *Châteaux et enceintes de la France médiévale. De la défense à la résidence*, Paris 1991-1, p. 86.

67. A. Salamagne, *Les villes fortes...*, p. 90.

68. Art. 116-195.

69. Art. 179.

70. Art. 107.

71. Art. 118.

72. Art. 117.

73. Art. 222.

74. Art. 209.

75. Art. 204.

76. Art. 217-219.

77. Art. 197.

78. Art. 222.

79. Art. 171-173-174-198-199.

80. Art. 132.

81. Art. 172-211-220-222.

82. Art. 189.

83. Art. 180 à 187.

la porte du pont Sent-Johan qui commande une des entrées du quartier commerçant de la Rousselle⁸⁴. La conception d'une canonnière à la porte deu Far⁸⁵ et la réparation de celles de l'entorn de la bila⁸⁶ montrent l'adaptation des défenses urbaines à l'artillerie. Mais leur réalisation est relativement longue et coûteuse puisqu'elle nécessite l'emploi de pierres de taille et elle mobilise un maçon durant quarante jours.

Bien que ces aménagements témoignent de la volonté communale de préserver la puissance économique et politique de la ville, quelques indices attestent de la pression militaire qui s'exerce sur Bordeaux. La Jurade s'empresse d'ordonner l'achèvement de la barbican de Sent-Julien et des autres réparations de la cité au mois de juin *quant lo Rey de Franssa disen que bene de Tholosa*⁸⁷. Le souverain français a été avisé de la capitulation conditionnelle au 24 juin de Tartas, assiégée par les troupes du lieutenant général du roi d'Angleterre depuis plusieurs mois. Aussi, Charles VII assemble à Toulouse une puissante armée et se rend devant Tartas qui dépose les armes sans coup férir⁸⁸. Il est indéniable que les rumeurs de l'approche en Gascogne du Valois et de ses conquêtes – après Tartas c'est au tour de Saint-Sever et de Dax de subir l'emprise ennemie –, obligèrent la capitale du duché, distante de moins de trois jours, à concrétiser rapidement sa mise en défense.

C'est dans cette perspective, et aussi par anticipation, que les barbicanes de Sent-German et de Sent-Julien font l'objet de travaux. Simple réfection pour la première – pierres ouvragées pour aménager des canonnières⁸⁹ ou planches de bois pour réparer la porte⁹⁰ –, mais la seconde par contre semble faire l'objet d'une totale rénovation. Les pierres ouvragées, les moellons, les demi-pierres destinées à la voûte de la porte de la barbican, les pièces de bois et les planches affectées au tablier du pont-levis, tous ces matériaux en quantité conséquente auxquels s'ajoutent les divers matériels de construction sont la marque d'un chantier important pour la défense de la cité⁹¹. Les nombreuses journées que les artisans ont consacrées à ce labeur confirment la reconstruction de la barbican ainsi que le prouvent les termes *fondamentz*⁹² et *fundament*⁹³. L'ancienne barbican attestée lors de la construction de la grande enceinte, au milieu du XIV^e siècle, ne devait plus répondre aux normes induites par les progrès de l'artillerie. Du fait de sa position stratégique desservant les voies de communication à destination de Dax et de Toulouse, il était crucial pour la ville d'équiper cette porte d'une barbican fonctionnelle et sûre. Des canonnières y sont certainement conçues, et bien que seul l'article 207 mentionne pour le secteur sud la réalisation de *canoneyras de las Menudas* (entre la grande porte de Sainte-Croix et celle du Mirail), la barbican de Sent-Julien est équipée, à l'instar de celle de Sent-German, de canonnières afin d'en assurer efficacement sa défense ; les fortifications de cette partie d'enceinte ont été mises en valeur par des fouilles archéologiques⁹⁴.

Les aménagements de 1442 tels qu'ils apparaissent dans les comptes traduisent une conception renouvelée de la défense avec d'importants travaux de terrassements – boulevards –, et de maçonnerie – barbicanes et canonnières. Ils ont pour objectif de répondre à la nécessaire adaptation d'une ville fortifiée aux progrès de l'artillerie. Pour renforcer sa défense, la cité bordelaise est aussi contrainte de développer son propre armement.

L'artillerie bordelaise

Dans la seconde moitié du XIV^e siècle, la mutation de la poliorcétique avec l'apparition des bombardes – pièces de grande dimension lançant des boulets de pierre très lourds – modifie radicalement les méthodes d'attaque mais aussi de défense des fortifications. Les villes répondent à ces nouvelles armes destructrices par l'aménagement de fossés, de boulevards et de barbicanes mais aussi par une artillerie plus puissante et plus mobile. Les registres des délibérations de la Jurade ainsi que les comptes de 1442 nous lèguent quelques indications sur l'équipement en canons et autres coulevrines ainsi que les engins de jet dont la ville se dote. Ces pièces d'artillerie sont placées certainement dans ou au sommet des tours de flanquement des portes de la ville, comme le suggère les procès-verbaux⁹⁵ du 25 juillet 1406, indiquant la présence de deux canons à la porte de Sainte-Eulalie, et du 17 décembre 1408, signalant le transfert des brides de la tour d'Audeyola à Saint-Germain⁹⁶ (fig. 3).

Les comptes de 1442 fournissent quelques renseignements sur la défense des ouvrages comme l'énonce l'article 93⁹⁷, lequel se réfère à un achat de sacs de toile pour stocker la poudre à canon aux quatre portes terrestres, ce qui induit que

84. Art. 190-212 à 215.

85. Art. 127 à 131.

86. Art. 218.

87. Art. 173.

88. H. Ribadieu, *Histoire de la conquête de la Guyenne par les Français*, Bordeaux 1866, Princi Negre 1990, p. 129 à p. 132.

89. Art. 119-120.

90. Art. 200-201.

91. Art. 133 à 178.

92. Art. 165.

93. Art. 166.

94. D. Barraud, *Chroniques d'archéologie bordelaise 1982-1983*, Société Archéologique de Bordeaux, tome LXXIV, 1983, p. 9 à 18 ; et Les fouilles archéologiques de la lace de la Victoire à Bordeaux, tome LXXIX, 1988, p. 63 à 76.

95. *Registres des délibérations*, tome III, p. 4 et 388.

96. J.F. Fino, *Forteresses de la France médiévale : Construction – Attaque – Défense*, Paris 1967, p. 148.

97. J. Bernard et F. Giteau, *Comptes du trésorier...*, p. 199.

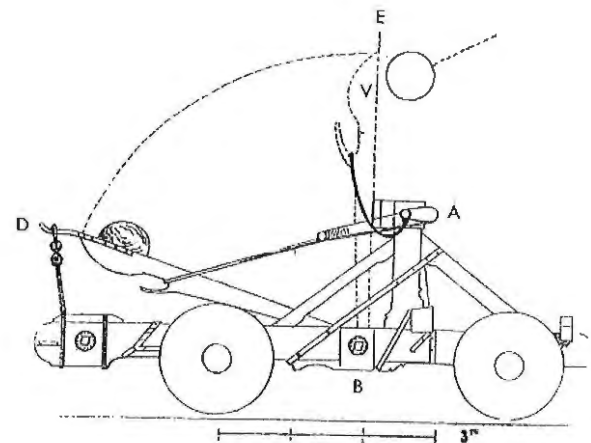


Fig. 3. – Engin mixte. Profil géométral.
La verge V est trainée par la détente de l'arc A
et par l'action de l'écheveau de cordes enroulées autour de l'axe B.
En D, la verge abaissée. En E, la verge au moment du départ.
Viollet-le-Duc, *Dict. arch.*, vol. 5, p. 223.

celles de Saint-Julien, du Far, de Dijaux, et de Saint-Germain sont dotées de canon, assertion qui est de surcroît confirmée par la présence de canonnières à ces quatre lieux stratégiques.

Au début du XVe siècle l'armement collectif de Bordeaux semble relativement insuffisant si l'on se fie à nos sources, notamment aux registres des délibérations de 1406-1409. Dans un contexte militaire très menaçant début août 1406, la Jurade délègue des jurats pour la collecte d'un emprunt⁹⁸ afin d'équiper *la bila de bridas, canons et autres appareitz de guerra, per la sauviacion deu pays*, ce qui démontre les carences en artillerie de la cité. Le 3 novembre 1406, le jurat A. Fort doit commander aux maîtres canonniers Arnaud et Bidau canons et artillerie, et leur fournir fer, acier, *et autras causas que auran besonh*⁹⁹. Cela dénote une action dans l'urgence, mais la situation des villes « filleules » assiégées le justifie. Il est procédé à l'acquisition de deux canons envoyés dans les places fortes de Blaye et de Bourg, dont le règlement apparaît en janvier 1407, puis à celui d'un canon en juillet de la même année¹⁰⁰. En considérant le coût de chaque pièce – cinq francs – on peut supposer que le maître canonnier a dû concevoir des petits canons, dénommés couleuvrines, pesant 6 à 25 kg et lançant des projectiles d'environ 1 kg¹⁰¹ donc aisément transportables d'un lieu à l'autre.

La Commune décide de pourvoir à son relatif manque d'équipement dès la décennie suivante : elle achète le 17 avril 1420 un canon au maître canonnier J. Gotey qui, comme le révèle son prix – 25 francs –, doit être plus puissant qu'une couleuvrine ; si l'on se base sur l'inventaire du matériel déposé à la Bastille et dressé au XVe siècle, c'est une pièce appelée veuglaire, de 150 à 2 500 kg et susceptible de lancer des boulets

de 1,5 à 50 kg¹⁰². Le dit maître est chargé en août de la même année de réparer et de cercler le grand canon¹⁰³ communément dénommé bombarde, *loquau deu tirar sept quintaus* c'est-à-dire des boulets de pierre de 350 kg – puisque le quintal bordelais équivaut à 100 livres¹⁰⁴. L'orgueilleuse cité bordelaise s'est donc dotée de la plus puissante pièce d'artillerie de l'époque, qui à l'instar du « Grand canon » de Gand peut atteindre une longueur de plus de 5 mètres pour un poids avoisinant les 16 tonnes et qui, avec une charge de 40 kg de poudre, lance un boulet de pierre de 350 kg. Il est évident que cette arme redoutable est utilisée essentiellement pour la défense, car elle est difficilement transportable. Cependant cette bombarde sortira plusieurs fois de la ville : en avril 1420 en soutien au connétable de Bordeaux en pays Lussacois, en juin 1421 pour le siège de Budos, puis le sénéchal emprunte « l'Ayne » (surnom de ladite bombarde) en septembre 1421, et en février 1422 elle sera prêtée au captal de Buch qui souhaite assiéger Montguyon¹⁰⁵.

Selon les desseins du roi-duc, la Commune doit assumer la défense de la ville mais également des places fortes de son arrière-pays. Pour cela elle continue de développer son artillerie ; il est acheté des canons le 11 mai 1420 et le 9 août 1421 ; puis les magistrats municipaux contractent en décembre un accord avec le maître canonnier J. Gotey à qui il sera fourni fer, acier, valets et autre, afin qu'il conçoive un grand canon – une autre bombarde – de mensurations moindres que le précédent mais imposant et puissant puisqu'il devra tirer des boulets de 250 kg¹⁰⁶. C'est une priorité car la fabrication devra être faite *au plus breu que poyra...no deu far ni enprendre outra obra*, le plus rapidement possible...il ne doit faire ni entreprendre aucun autre ouvrage. Des jurats et bourgeois participent à son financement tel que le montre les reconnaissances de dettes que leur délivre la ville en juillet 1421¹⁰⁷. Toutefois cette tâche est longue et fastidieuse puisqu'en août 1421 il est signifié à J. Gotey d'achever le canon pour la Toussaint ; mais cette injonction n'est pas suivie d'effet car le 11 mars 1422 il lui est alloué dix quintaux de fer pour achever ce grand canon¹⁰⁸.

98. *Registres des délibérations*, tome III, p. 5.

99. *Ibid.*, p. 127-128.

100. *Ibid.*, p. 154 et 219.

101. J.F. Fino, *Forteresses de la France médiévale*, Paris 1967, p. 278.

102. *Ibid.*, p. 278.

103. *Registres des délibérations*, tome IV, p. 422 et 426.

104. J. Bruts, *Recherches sur l'équivalence des anciennes mesures de la Gironde*, Bordeaux 1912, et Archives départementales de la Gironde, 3 E 4472, 15 décembre 1514.

105. *Registres des délibérations*, tome IV, p. 363, 520, 564-565 et 603.

106. *Ibid.*, p. 478.

107. *Ibid.*, p. 533 à 536.

108. *Ibid.*, p. 553 et 613.

Bordeaux assume son rôle de capitale du duché de Guyenne en assurant la sécurité des villes alliées de son arrière-pays par l'envoi de vivres et d'artillerie tels que canons grands et petits, brides, canonnières et « balistiers » (spécialistes des engins de jet) chargés de manœuvrer tout cet armement. Les sources mentionnent ces assistances à Blaye et Bourg en 1406-1407¹⁰⁹, à Saint-Macaire, Rions et Budos en 1420-1421¹¹⁰ ou encore à Bazas en 1441-1442¹¹¹. Mais la ville tient avant tout à garantir sa propre sécurité et elle gage ses maîtres en armement afin qu'ils soient à son entière disposition comme le souligne l'ordonnance du 7 juillet 1414 afférent aux balistiers *perso que gran besonh es a la bila* ou encore celle du 19 octobre *afin que demore en la ciutat, quar grandament y es necessaris...per ayssi que reppare et tengua en dert l'artilharie de la bila*¹¹², afin qu'il reste dans la cité, car il y est grandement utile...qu'il répare et entretienne l'artillerie de la ville.

La Jurade passe aussi des conventions avec *deus mestres qui faran besonh aus canons et engens* ; ainsi elle s'attache les services des canonniers, charpentiers, forgerons, maçons et manœuvres afin de rendre le plus efficient possible la défense de ses murs et la fonctionnalité de son artillerie. Il est même fait appel à la main d'œuvre carcérale pour confectionner la poudre des canons sous la tutelle de maître Pitre le balistier, *pagat a mestre Pitre lo balestey que abe fornit aus presoneys de Sent-Elegi qui fren las pobras, per pan et par bin*¹¹³, et de Yonet Gombaud qui a été dédommagé pour *los despens que fit aus preysoneys de Sent-Elegi par far six quintaus de pobras de canon per dos jorns que y esteren*¹¹⁴. Afin de financer ses charges d'artillerie, la Jurade impose à ses contrevenants des amendes « défensives », ainsi pour J. Bertran qui doit payer *sept carteyrons* de boulets dans les quinze jours, ou encore à B. Alart qui est chargé de couvrir l'achat de cent boulets pour le grand canon, voire à P. Marsau qui financera huit quintaux de fer toujours pour la grande pièce en cours de fabrication¹¹⁵.

Le développement en armement collectif de la cité bordelaise répond à l'insécurité induite par le long conflit franco-anglais, mais il est aussi représentatif – en adéquation avec le renforcement fortifié de l'enceinte – de la détermination de l'oligarchie dirigeante à conforter l'autonomie politique et économique de la Commune.

La défense de la ville de Bordeaux procède de la Jurade qui se doit de s'y consacrer totalement en regard de son isolement militaire ; mais cette nouvelle responsabilité lui est facilitée par l'adhésion inconditionnelle de la bourgeoisie qui accepte d'en garder les remparts et d'en financer l'effort de guerre, afin d'en garantir le pouvoir économique et l'autonomie politique. Ces deux symboles de la puissance de la cité sont en étroite corrélation, l'une s'adaptant aux progrès de l'autre pour conforter la sécurité urbaine. L'apogée municipale participe donc du prestige de Bordeaux, lequel est façonné par une oligarchie dirigeante dont les desseins sont avant tout essentiellement commerciaux. Le contrôle des échanges grâce à la prééminence des vins de la bourgeoisie bordelaise et l'implication de celle-ci dans la défense de la ville, constituent les assises de la suprématie politique et économique de la Commune et conforte son autonomie de fait. Toutefois la fin du conflit franco-anglais mettra un terme définitif à la suprématie économique et militaire de Bordeaux sur le duché de Guyenne.

109. *Registres des délibérations*, tome III, p. 22, 83, 126, 137-138.

110. *Registres des délibérations*, tome IV, p. 401, 480, 505 et 520.

111. J. Bernard et F. Giteau, *Comptes du trésorier...*, p. 192.

112. *Registres des délibérations*, tome IV, p. 33, 69, 275, 343.

113. Art. 81.

114. J. Bernard et F. Giteau, *Comptes du trésorier...*, p. 197 et 202. Art. 114.

115. *Registres des délibérations*, tome IV, p. 468, 469, et 485.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome IC, année 2008, p. 69-88

Le magasin des Marbres du Roi à Bordeaux aux XVIIe et XVIIIe siècles

Par Marc Favreau *

Au regretté Pierre Vivez, pour sa disponibilité et ses connaissances très utiles à cette étude.

Longtemps négligée en France, l'étude des marbres a suscité depuis quelques années deux colloques (Saint-Bertrand-de-Comminges, 1993 ; Versailles, 2003), une thèse d'Histoire de l'Art en 2003 et un ouvrage en 2006¹. Cependant, l'histoire et l'usage de ce minéral n'ont guère intéressé l'historiographie bordelaise, malgré une histoire multiséculaire² liée à la proximité de la Garonne³ et à une utilisation fréquente dans l'architecture et l'art funéraire durant l'époque gallo-romaine et à la fin du XVIe siècle⁴. Les plus spectaculaires exemples locaux restent les cheminées monumentales (1604-1607) du château de Cadillac, déjà admirées par les contemporains⁵, et le retable (1669-1672) de l'ancienne église conventuelle Notre-Dame de la Miséricorde (1669-1672)⁶, actuelle église Saint-Bruno.

En l'absence d'autres œuvres et d'un dépouillement exhaustif des minutes notariales, les filières commerciales du marbre, matériau « régalien » depuis Charles IX (1560-1574)⁷, restent d'une approche difficile pour la période antérieure aux années 1690. Jusqu'à présent, les historiens bordelais connaissaient l'existence d'un important dépôt à Bordeaux, lié à l'approvisionnement des chantiers royaux, mais sa fondation, son organisation, son personnel, son rôle dans l'activité architecturale de la région, ainsi que sa localisation demeuraient méconnus⁸. Cette étude propose de combler en partie cette lacune.

Les débuts difficiles du premier dépôt des marbres du Roi à Bordeaux

Les récents travaux de Frédéric Tiberghien, de Sophie Mouquin et de Pascal Julien⁹ montrent que le chantier de Versailles contraignit le ministre Jean-Baptiste Colbert à rechercher dans le royaume et en Europe les matériaux nécessaires et, en particulier, le marbre. Pour ce dernier, la surintendance des Bâtiments du Roi en fit extraire de grosses quantités en Italie (Ligurie, Toscane) et en Flandre (Dinant, Hainaut),

* Maître de conférences en Histoire de l'Art moderne à l'université Michel de Montaigne-Bordeaux 3. Nous remercions pour les renseignements fournis Christian Dubos et Jean-François Fournier, aux Archives départementales de la Gironde, Bertrand Jestaz, professeur émérite, Renée Leulier, doctorante, Philippe Maffre, conservateur des Antiquités et Objets d'Art de la Gironde, et Sophie Mouquin, maître de conférence à l'université Charles de Gaulle-Lille 3.

1. Cabanot, Sablayrolles et Schenck-David, 1995, p. 261-273 ; Mouquin, 2003 et Julien, 2006.

2. Les historiens la font commencer au VIIe siècle avant Jésus-Christ.

3. Immerzeel, 1995 ; Higounet, 1963, p. 150-155. Voir aussi Chevet, 2001, p. 20 et 29.

4. Voir Roudié, 2003, p. 37-39.

5. Peyrous, 1979, p. 270-271.

6. Courteault, 1932, p. 64-67.

7. Antonelli et Lazzarini, 2000, p. 112 ; Bresc-Bautier, 1995, p. 261.

8. Nous devons toutefois signaler une étude sommaire dans Julien, 2006, p. 162-163.

9. Tiberberghien, 2002, p. 198-201 ; S. Mouquin, 2003 ; Julien, 2006, p. 91-101.

puis dans les Pyrénées et en Languedoc au cours des années 1660-1670¹⁰. Cette demande conséquente nécessita la mise en place d'un service spécialisé en France, avec notamment des lieux de stockages. Pour le site bordelais, la plus ancienne indication connue ne date que du 28 juin 1684¹¹ mais nous pouvons supposer, à la lecture d'une lettre d'avril 1748¹², que l'existence du dépôt bordelais coïncida avec la première campagne du château de Versailles dans les années 1660.

Philibert de L'Orme vantait la qualité des marbres français par rapport aux marbres italiens et en utilisa pour certaines constructions comme Anet. Dominique Bertin, architecte parisien, nommé « conducteur de marbre pour le Roy » en 1554, se chargea de leur transport sur la Garonne, via Bordeaux¹³. Cette initiative encouragée par Henri II n'eut cependant aucune retombée en raison sans doute des guerres civiles de la fin du XVI^e siècle.

Depuis Henri IV, la gestion des carrières pyrénéennes et languedociennes et le transport des marbres revenaient à des entrepreneurs privés, souvent des banquiers (Formont) et des négociants (Bœuf, Danis) qui présentaient une garantie financière¹⁴. Un arrêt royal de 1670, repris en août 1684, exemptait de toute taxe et de tout péage la circulation des marbres royaux afin d'indemniser les propriétaires des dommages subis par leurs radeaux en bois, sur lesquels les blocs étaient convoyés. Avec la mise en adjudication publique des contrats, ordonnée par Louvois, les entrepreneurs proposaient un prix forfaitaire pour le trajet jusqu'à Paris ; l'enchère revenait au moins disant, comme ce fut le cas pour Jean-Claude Boillot¹⁵. Nous ignorons la durée de ce contrat mais, en 1684-1690, puis en 1691, la fourniture en marbres du Languedoc et des Pyrénées revint à la compagnie de Claude Le Seure, sieur de Chantemerle, Antoine Chausset et Jean Escorrolles Dubois¹⁶, avant d'échoir, entre mars 1698 et novembre 1703, à une nouvelle association regroupant Chantemerle, Chausset et Carpentier¹⁷. Très lucratives, ces entreprises restaient soumises aux aléas d'une situation intérieure politique et économique très morose, à un contexte européen délicat en raison des guerres de la ligue d'Augsbourg (1686-1697) et de la succession d'Espagne (1701-1714), et aux risques de naufrage¹⁸. Après la disparition de la société Chausset et Chantemerle au début du XVIII^e siècle, la direction des Bâtiments du Roi s'adressa à divers particuliers et contrôleurs en présageant d'une éventuelle amélioration économique¹⁹.

Durant la période 1691-1699, la Surintendance ne s'approvisionna qu'en marbres du Languedoc, plus abondants et moins coûteux que le marbre de Campan²⁰. Mais la baisse de la demande royale résulta, à partir des années 1680, d'un nouveau goût pour les lambris de menuiserie²¹, entraînant l'accumulation des blocs non employés et leur vente à des particuliers.

Malgré l'encombrement de ses magasins, les Bâtiments du Roi continuèrent l'acquisition de marbres qu'ils faisaient entreposer notamment sur les bords de la Garonne.

Certains documents semblent attester une totale liberté d'action des entrepreneurs avant la direction (1708-1736) du duc d'Antin qui renforça le monopole commercial mis en place par Hardouin-Mansart en 1701²². Après une période de relâchement sous les administrations de Philibert Orry (1736-1745) et de Charles François Lenormant de Tournehem (1745-1751), le nouveau directeur, le sieur de Vandières (marquis de Marigny en 1754) s'assura d'une meilleure gestion jusqu'à son départ en 1773²³. Lassus lui écrivit : *Comme le marbre que j'ai choisi est beau et sans rebut, il est à désirer qu'il parvienne à sa destination, sans mélange des blocs qui sont à Bordeaux [...] ; ainsi, j'estime que vous devriez, Monseigneur, ordonner du Sieur Treilhes, inspecteur à Bordeaux, d'envoyer ces derniers marbres par préférence et de ne pas permettre que l'entrepreneur des voitures les confonde avec les autres ; ces gens*

10. Bresc-Bautier et Du Mesnil, 1993, p. 36-54.

11. A.N.F., O¹ 2066, 28 juin 1684.

12. A.N.F., O¹ 2069 (3), 11 avril 1748. Voir aussi ce passage d'un mémoire concernant les dépôts de marbre en France : *Il est de notoriété que Sa Majesté a depuis plus d'un siècle une partie du port de Bordeaux pour y faire débarquer et déposer les marbres qu'elle fait venir des montagnes des Pyrénées et du Languedoc* (O¹ 2081 (3), octobre 1766).

13. Peyrouse de Montclos, 2000, p. 110.

14. Julien, 2006, p. 91-92 ; Mouquin, 2003, t. I, p. 273-286 ; Bresc-Bautier, 1995, p. 261 ; Bresc-Bautier et Du Mesnil, 1993, p. 51-52. L'essentiel des blocs provenait de Campan et suivait les antiques chemins : Antonelli et Lazzarini, 2000, p. 112. Voir notamment A.N.F., O¹ 2066, 12 juillet 1684.

15. A.N.F., O¹ 2067 (2), sans date (12 juillet 1684) : Mouquin, 2003, p. 228. Boillot remporta le marché à 35 sols par pied cube pour le tirage depuis la carrière, 20 sols pour le transport terrestre, 13 sols par le canal jusqu'à Toulouse, 20 sols de Toulouse à Bordeaux, 20 sols de Bordeaux à Rouen par mer.

16. A.N.F., O¹ 20 65 (2), 20 décembre 1689 ; O¹ 2065 (9), comptes du 27 avril 1686-6 septembre 1689 ; O¹ 2066, 15 janvier 1690 et 14 décembre 1691. Voir Julien, 2006, p. 94 ; Tiberberghien, 2002, p. 210, Bresc-Bautier et Du Mesnil, 1993, p. 46.

17. A.N.F., O¹ 2067 (2), 6 mars 1698 et 15 novembre 1703. Bonnet, 2000, p. 54.

18. Un document indique les diminutions à faire sur les comptes des entrepreneurs après des naufrages dans la Garonne. Une perte de 962 pieds cubes, sur 45 720 embarqués à Toulouse, provoqua 3 044 livres 16 sols de manques de revenus : A.N.F., O¹ 2065 (12), 20 avril 1689.

19. *Il y a lieu d'espérer que la paix se faisant cette année, il y aura l'été prochain à Bordeaux, beaucoup des vaisseaux hollandais et du pays du Nord. Celui qui sera chargé de voiturier les marbres de ladite ville à Rouen trouvera de ces bâtiments à fréter à bon marché* : A.N.F., O¹ 2067 (4), s. d (1712).

20. Bresc-Bautier, 1995, p. 262.

21. Mouquin, 2003, t. II, p. 383-400 et 425-503 ; Pons, 1986, p. 70.

22. Julien, 2006, p. 103-108 ; Mouquin, 2003, t. I, p. 291-296.

23. Julien, 2006, p. 109.

*là ne vivant qu'à leurs avantages, chargeant par préférence tout ce qui se présente à eux et peut être chargé plus commodément et à moindre frais*²⁴. La remarque de l'inspecteur se vérifia aisément en 1695 par la présence dans la vase du port bordelais de trente-huit blocs des Pyrénées, estimés 4 000 livres et jetés par les entrepreneurs en l'absence des navires chargés de les amener à Paris²⁵. Nous pouvons dès lors comprendre la mauvaise réputation des gestionnaires bordelais durant les années 1690. Colbert de Villacerf en arriva même à écrire à l'intendant de Guyenne Bazin de Bezons : *Je vous supplie très humblement M. de me faire l'amitié de les faire examiner par quelqu'un qui s'y connoisse pour en savoir la vérité*²⁶. Pourtant, les archives des Bâtiments du Roi renferment les inventaires précis des marbres sur le port de Bordeaux pour les années 1693 et 1699²⁷. Ce véritable désordre commença à régresser avec la mise en place d'une administration efficace chargée de surveiller les dépôts de marbre.

L'inspection de Tarlé en 1712 : la prise de conscience d'une situation bordelaise dégradée

Avec la fin de la guerre de Succession d'Espagne en 1714, la Couronne reprit en main l'exploitation des marbres. En réalité, dès mai 1712, le duc d'Antin, qui donna son nom à une variété de marbre venant de sa seigneurie de Beyrède, envoya Claude-Félix Tarlé (1666-1735), marbrier ordinaire du Roi et directeur du service royal des marbres, inspecter les marbrières de Provence, du Languedoc et des Pyrénées²⁸. Il revint à Paris en novembre.

Au cours de sa visite, Tarlé séjourna dix-sept jours à Bordeaux pour *choisir et marquer les bons blocs dans le nombre des marbres qui appartiennent au Roi*²⁹. Le 21 mai, il écrivait au directeur sur la situation locale : *Le sieur Chaumette n'a pas manqué de ce rendre à Bordeaux suivant l'avis que je lui en ay donné ; l'absence de Monsieur l'Intendant nous a causé quelque retard. Nous avons cependant commencé à choisir et à marquer les blocs qui sont les plus ellevez sur les autres. Nous aurons aujourd'hui des soldats pour fouiller ceux qui sont les moins envazés afin d'en pouvoir connoître la qualitez. Je me suis aperçu jusqu'à présent dans le nombre de ceux que j'ay choisy et marquez que les blocs ne sont pas conformes pour les mesures à l'état que vous m'avez mis en mains. Il se trouve sur d'aucun bloc deux ou trois pouces à dire sur la longueur et quelque fois un pouce ou deux tant sur la largeur que sur l'épaisseur. J'en prens les grandeurs à peu de choses près autant qu'il m'est possible, cela n'empêchera pas que lorsque ils seront arrivés à Paris avant de les entrer dans les magasins du Roi que l'on ne soit obligé dans faire un thoisé exacte. Après avoir envisagé la possibilité de recourir aux services de*

François Bouin, marchand de bois à Bordeaux, Tarlé décrit un entassement considérable des marbres - *qu'il luy en a qui sont enjambé les uns sur les autres jusqu'à cinq ou six dont une partye est envazé de plus de six pieds* - empêchant un décompte exact. Et de conclure : *Ce seroit une dépense exécive que de vouloir présentement remuer les blocs pour les connoître tous, n'ayant point d'endroits où on puisse les mettre aux environs de là ; le port estant tous gattez par le séjour que les marbres y ont fait, ce qui a causé un grand amas de vase et rent cette endroit impraticable mesme pour l'abord des vaisseaux qui les doivent charger. L'on cera obliger lorsque l'on les voudra charger dans les vaisseaux de les mettre sur des rats d'eau (sic) pour gagner le large pour approcher des vaisseaux*³⁰. Malgré les difficultés de travail - *Nous ne saurions y travailler quand viron cinq à six heures par jour à cause de la marée*, l'inspecteur recensa cent soixante-sept blocs et soumit un projet de transport à Bouin³¹.

A la suite du rapport de Tarlé, Antin nomma Pierre de Lassus (1670-1724), juge de Rivière-Verdun, Nébouzan et Quatre-Vallées, au poste de contrôleur des Pyrénées et du Languedoc, et accompagna cette nomination d'un ordre pour fournir l'argent nécessaire au transport des blocs depuis les carrières jusqu'à Bordeaux³². En poste, Lassus fit rouvrir des marbrières pyrénéennes et, pour le seconder, recommanda le marchand Aziron *qui a la commission pour la recette des marbres audit Bordeaux, des ordres qu'il vous plaira donner là-dessus*³³.

Entre 1716 et 1719, Antin chargea Hippolyte Matis, arpenteur géographe, de réaliser le relevé du cours de la Garonne afin de faciliter le transport des marbres vers Bordeaux³⁴.

Aziron, inspecteur des marbres royaux à Bordeaux, connut quelques problèmes dans sa gestion des arrivées et des chargements des navires, notamment avec les commis des bureaux

24. A.N.F., O¹ 2071 (3), 28 avril 1756.

25. A.N.F., O¹ 2066 (6), 11 mars 1695 ; O¹ 2066 (8), s.d. (1697) ; O¹ 2066 (10), 26 janvier 1695.

26. A.N.F., O¹ 2066 (5), 5 mars 1694.

27. A.N.F., O¹ 2066 (4), 13 avril 1693 ; O¹ 2066 (10), s.d. (1699).

28. A.N.F., O¹ 2067 (4), 1712 ; O¹ 2068 (1), 27 mars 1725. Bonnet, 2000, p. 53-54. Pour la biographie, voir Mouquin, 2003, p. 90-108 ; Julien, 2006, p. 103 ; Bresc-Bautier, 1995, p. 262 ; Bresc-Bautier et Du Mesnil, 1993, p. 44.

29. A.N.F., O¹ 2067 (4), 2 mai 1712.

30. *Ibid.*, 21 mai 1712.

31. A.N.F., O¹ 2067 (5), 29 mai 1712 et autre document sans date.

32. A.D.Gir., C 2376, 31 décembre 1712.

33. *Ibid.*, 27 janvier 1713. Voir aussi Julien, 2006, p. 105.

34. Julien, 2005, p. 234-242. Matis réalisa un plan de Bordeaux en 1716-1717 conservé aux Archives départementales des Yvelines (A 323).

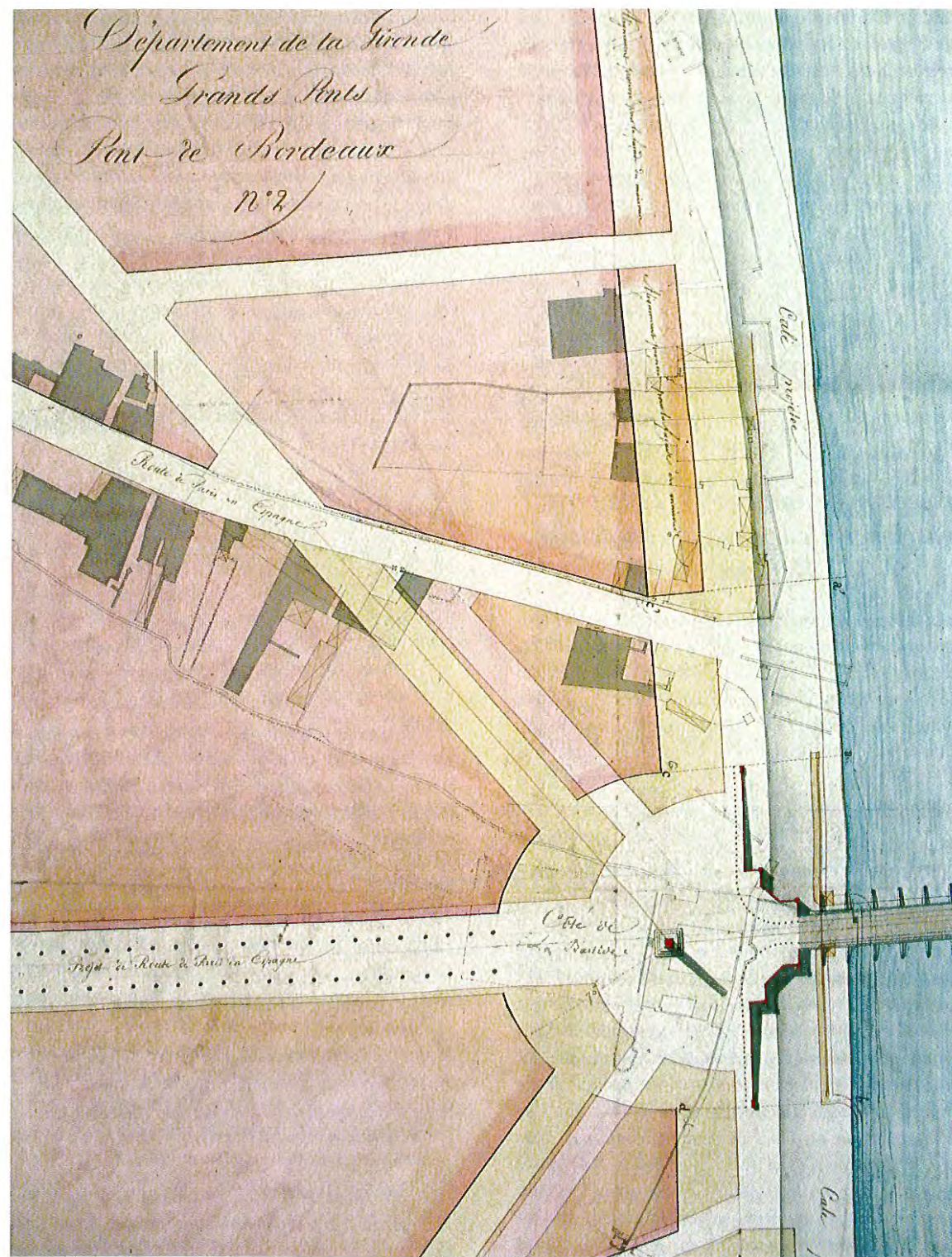


Fig. 1. - « Département de la Gironde. Grands ponts. Pont de Bordeaux, n° 2 », détail. Décembre 1809. Plan manuscrit. Bordeaux, Archives départementales de la Gironde, 2Fi 2436. © Conseil général de la Gironde.

de Langon et de Bordeaux au sujet de l'exemption des marbres royaux³⁵. A ces tracasseries administratives, vint s'ajouter la crise financière que connut la Direction au cours des années 1720 et dont témoignent les lettres d'Antin³⁶. Malgré les restrictions, le directeur finança la tournée d'inspection de Tarlé au cours de l'été 1725³⁷.

L'établissement d'un magasin des Marbres du Roi à Bordeaux³⁸

Le dépôt traditionnel des marbres durant les XVI^e et XVII^e siècles semble avoir été la berge des Chartrons³⁹. Mais, l'agrandissement du Château-Trompette à partir de 1675 nécessita son déplacement au sud du port, vers la porte Sainte-Croix.

Avec l'emploi conséquent de marbres pour Versailles notamment, la Surintendance - puis la Direction - se préoccupa de mieux entreposer ses blocs. De modestes dépôts furent créés à une date indéterminée et placés sous la surveillance d'un portier. D'Antin se chargea alors d'établir de véritables magasins comme cette « marbrerie » établie en 1720 rue Saint-Louis-le-Grand à Paris, par l'architecte Guillaume Hauberat, collaborateur de Robert de Cotte à Versailles⁴⁰, et qui resta exceptionnelle pendant de nombreuses années dans le royaume⁴¹.

Dans un mémoire d'octobre 1766 sur les dépôts, le rédacteur écrit qu'avec la découverte de nouvelles qualités de marbre, le Roi acquit un terrain à La Bastide, face à Bordeaux, pour y bâtir un magasin où on peu déposer & mettre à l'abry de l'injure des tems ces marbres nouvellement découverts, notamment le veyrèze (Beyrède) ou autrement dit le marbre Dantin. Le Roy a continué d'utiliser l'ancienne partie du quai⁴². Après l'ordre d'acquisition du terrain le 23 décembre 1730, la transaction se conclut le 18 février suivant, grâce à l'appui de l'intendant Claude Boucher⁴³. Nicolas Aubourg, trésorier général des Bâtiments du Roi, versa à François de Laroque⁴⁴ 6 000 livres pour un terrain de 1 463 toises, proche de la rivière de la Garonne, vis-à-vis la ville de Bordeaux au port de La Bastide, paroisse de Cenon, [...] régnant sur le quai de la rivière, fermé de fossés des deux côtés et de mur le long du quai et d'une petite ruelle ou passage, et le surplus audella du fossé, par des vignes [...]. [...] Ledit terrain présentement acquis pour y établir un chantier et des magasins pour lesdits marbres de Sa Majesté, à l'effet de quoy Sa Majesté fera construire à ses despens les murs nécessaires pour en clore ledit terrain [...]⁴⁵. Le 8 août, Boucher expédiait au directeur l'acte passé par les bénéficiaires de Sainte-Colombe de Bordeaux afin de régler les lods et ventes⁴⁶.



Fig. 2. - « Ville de Bordeaux, section A de la palus en 1 feuille. Levé par David, géomètre, le 10 août 1822 », échelle 1/5000e. Plan manuscrit. Bordeaux, Archives municipales. © Archives municipales de Bordeaux.

Nous ignorons la date précise de la construction de ce magasin mais elle se situe entre 1733 et 1736. A ce moment, les charpentier, « poulieur », « cordier » et forgeron dressaient un mémoire du matériel nécessaire à la manipulation des blocs, pour laquelle l'inspecteur fit établir une grue sur un massif maçonné au bord du fleuve, pour enlever les blocs sur ledit quai à leur arrivée et les remettre sur des radeaux lors du chargement⁴⁷. Un document non daté, le procès-verbal de visite de 1790, le projet de pont par l'ingénieur Didier en décembre 1809⁴⁸ (fig. 1) et le cadastre dressé en 1822 (fig. 2)

35. A.N.F., O¹ 2067 (5), 15 août 1714 ; O¹ 2067 (7), 4 mai 1715.

36. A.D.Gir., C 2376, 25 octobre 1720. Voir aussi Pons, 1986, p. 130.

37. A.D.Gir., C 2376, 5 juin 1725.

38. Donis, 1920, p. 159-161.

39. Julien, 2006, p. 162.

40. A.N.F., O¹ 2067 (5), 1712. Voir Julien, 2006, p. 167-168 (fig.) ; Gallet, 1995, p. 259.

41. A.N.F., O¹ 2076 (2), 4 décembre 1758 ; O¹ 2078 (1), 22 décembre 1759. Cat. expo. Paris, 1982, p. 23, n° 14.

42. A.N.F., O¹ 2081 (3), octobre 1766.

43. A.D.Gir., C 2376, 23 décembre 1730.

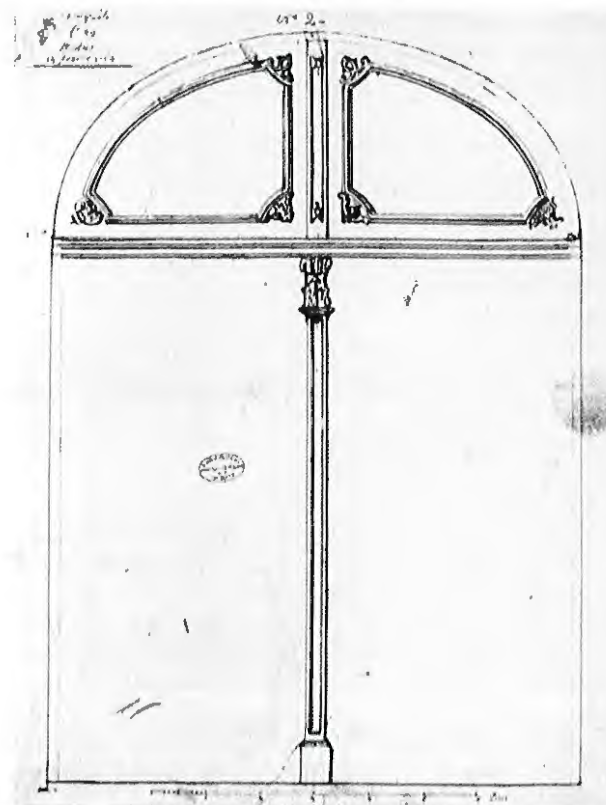
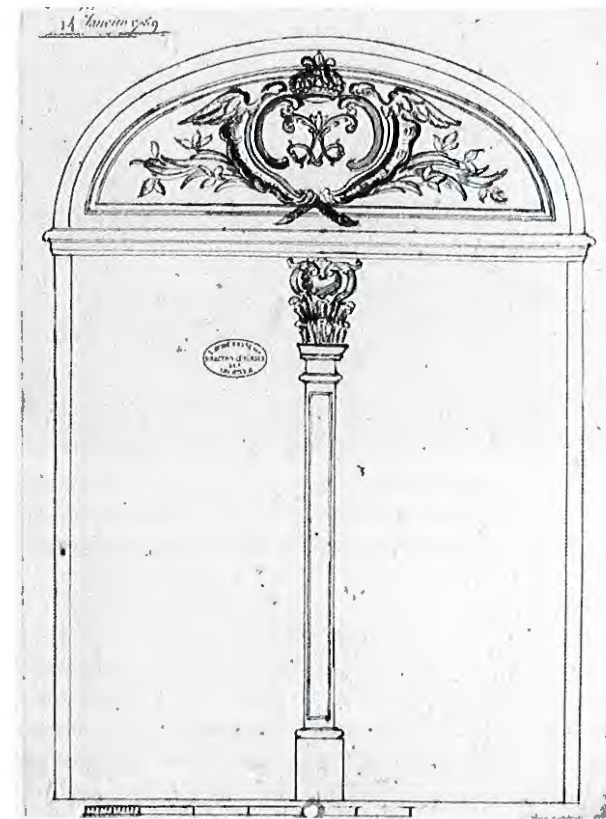
44. Ecuyer, habitant rue des Trois-Conilhs, paroisse Saint-Projet.

45. A.D.Gir., 3 E 21532, 18 février 1731 ; C 2376, 19 et 25 janvier 1733. Une mauvaise compréhension du service photographique des Archives départementales de la Gironde nous a empêché d'obtenir le cliché désiré.

46. A.D.Gir., C 2376, 8 et 15 août 1733. Le 19 janvier 1734, Poncet, syndic des bénéficiaires de la paroisse, fournit la quittance pour les 800 livres versées au titre des lods et ventes : A.D.Gir., G 2453, 19 janvier 1734.

47. A.N.F., O¹ 2068 (1), 1736.

48. A.D.Gir., 2 Fi 2436, décembre 1809. Nous remercions vivement Jean-François Fournier de nous avoir localisé ce plan dans le fonds important des archives du Pont de pierre.



donnent le plan général de cet établissement composé d'une maison à un étage, d'un grand hangar avec une chambre, d'une cour et d'un jardin ⁴⁹. S'y ajoutaient l'appentis et le magasin des agréés, les pavillons de l'inspecteur, avec jardin et pièce de vigne, et de l'entrepreneur (*soumissionnaire*), le logement du concierge, un volaillier, un potager et un fossé long de cent soixante-quatre toises ⁵⁰. Même imprécise, cette description rappelle l'organisation rationnelle de Colbert pour les manufactures royales avec, notamment, l'autonomie alimentaire d'une partie du personnel ⁵¹. Cependant, l'ouverture permanente du magasin facilitait le vol de matériel que l'inspecteur devait remplacer fréquemment ⁵². Pour pallier cette situation, la Direction demanda en 1758 la réalisation d'une porte en précisant que : *Après avoir examiné les différents plans et devis et me représentant le lieu où cette porte doit être placée, située sur le bord de la rivière, dont les marées dans les flux et les reflux viennent assez souvent mouiller les murs de l'enceinte du magasin, je pense que la sculpture ne tiendrait pas longtemps contre l'humidité et que ce seroit une dépense purement inutile. Il faut établir une bonne et solide porte bien fermante et la faire faire moyennant 250 livres tournois pour la menuiserie [...]* ⁵³. Des projets (fig. 3 et 4) proposés par Etienne Jacquat (n° 1) et Hosten (n° 2) le 14 janvier 1759, le second ne fut accepté par Séguy qu'en novembre ⁵⁴ et réalisé par le menuisier Daniel Jélineau (ou Gélinau), un serrurier resté anonyme, le maçon Jacques Rousseau et le peintre Jarnaud ⁵⁵. La grande porte neuve du magasin du Roy en bois de chêne peint en jaune, présentait une hauteur de quatorze pieds et une largeur de neuf pieds huit

49. A.D.Gir., C 2376, sans date et I Q 617, 12 octobre 1790. Un plan manuscrit donne précisément les dimensions (soixante pieds de long sur huit de large et huit pieds trois pouces de haut) du hangar fermé sur trois côtés et ouvert en façade pour faciliter l'entreposage des blocs : A.N.F., O' 2080 (3), sans date (1764).

50. A.N.F., O' 2072 (1), 15 décembre 1754 ; O' 2072 (5), 7 septembre 1754.

51. Chassagne, 1983, p. 20.

52. A.N.F., O' 2070 (4), 1^{er} mai 1753.

53. A.N.F., O' 2076 (4), 9 octobre 1758.

54. A.N.F., O' 2077 (10), 9 novembre 1759.

55. *Ibid.*, 3 et 24 novembre, et 1^{er} décembre 1759. Le montant total des travaux s'éleva à 443 livres 8 sols 6 deniers : A.N.F., O' 2077 (10), 11 décembre 1759.

Fig. 3. - Etienne Jacquat. *Projet de la porte principale du magasin des Marbres du Roi à Bordeaux*. 14 janvier 1759. Plume et encre brune. Paris, Archives nationales de France, O1 2076 (4). © Archives nationales de France.

Fig. 4. - Hosten. *Projet de la porte principale du magasin des Marbres du Roi à Bordeaux*. 14 janvier 1759. Plume et encre brune. Paris, Archives nationales de France, O1 2076 (4). © Archives nationales de France.

pouces, avec deux vantaux, un *battement* orné de sa console sculptée et de sa base. La Direction profita aussi de commander la porte du hangar et la *petite porte sur l'arcade*.

Cet établissement fit l'objet d'un entretien incessant, tant en ce qui concernait les bâtiments que le quai et le débarcadère ⁵⁶ soumis quotidiennement à l'envasement et à l'érosion des courants et des marées du fleuve ⁵⁷. Il fallut ainsi renforcer les *encoignures* du quai en août 1760 avec des gros cailloux à *deffaut du moellon de pierre dure de Barsac* ⁵⁸ et surtout, en juin-juillet 1765, avec du lest de marine *pour estre employé à cette réparation attendu la quantité considérable de marbres des Pyrénées que le Roy a ordonné de faire venir à Bordeaux, incessamment pour y être embarqués pour Rouen et destinés aux décorations de ses maisons royales* ⁵⁹. Un ouragan nécessita la réparation de la toiture du hangar en novembre 1754 ⁶⁰ mais le grand *Aygat* (inondation) du 5-6 avril 1770 n'occasionna que la disparition des éléments les plus légers (carrassones, bâtons, bois divers) selon le constat du concierge Jugié ⁶¹.

La création du magasin des marbres du Roi à Bordeaux revint sans doute aux efforts conjugués du directeur des Bâtiments du Roi et de l'intendant de Guyenne, mais aussi à l'action énergique des différents inspecteurs qui se succédèrent durant la seconde moitié du siècle.

Le personnel du magasin

Les lacunes documentaires nous empêchent de connaître précisément le personnel bordelais attaché aux marbres du Roi pendant la première moitié du XVIII^e siècle. Ce n'est plus le cas pour les années 1750-1790 pour lesquelles les archives parisiennes livrent les noms et la qualité des postes qui permettent une reconstitution prudente de la hiérarchie de ce service ⁶².

À l'origine, la Surintendance n'employait que ses marbriers mais, avec la création du département des marbres du Roi par Antin ⁶³, le poste de contrôleur général et de garde des magasins fut placé sous les ordres du directeur et occupé par Tarlé de 1725 à 1730, puis par son fils Jean (1700-après 1751) jusqu'en 1752 ⁶⁴. De la responsabilité du contrôleur général, dépendait le contrôleur des marbres des Pyrénées et du Languedoc, qui résidait à Montréjeau (Haute-Garonne) où arrivaient les blocs de la vallée d'Aure et de Campan. Lassus assumait cette fonction de 1712 à 1720, avant de se démettre en faveur de son fils Marc-François de Lassus (1692-1779) ⁶⁵. Proches du terrain, les cinq inspecteurs des marbres résidaient près des carrières (pour les Pyrénées, à Sarrancolin) ou surveillaient les principaux ports fluviaux et maritimes à Bordeaux, Marseille, Rouen et Toulouse. Le trésorier général des Bâtiments du Roi assurait le paiement des diverses dépenses de ce service.

Le magasin bordelais connut six inspecteurs entre le début du siècle et la veille de la Révolution : le premier, le troisième, le quatrième et le sixième issus du monde du négoce, donc solvables financièrement ; le second était fermier d'Antin à Langon et le cinquième ingénieur. Le premier connu fut le marchand Aziron, suivi en 1712 par Chaumette ⁶⁶ puis, en 1737, par Treilhes (ou Treille) ; ce dernier devait sa nomination à la duchesse d'Aiguillon ⁶⁷. Demeurant rue Neuve-de-la-Douane, paroisse Saint-Pierre, Treilhes vit sa situation se dégrader à partir de 1750, date de sa faillite personnelle, ce qui amena, deux ans plus tard, M. de Voyer ⁶⁸ à demander son poste pour Descourgeats, commissaire des poudres de Bordeaux ⁶⁹. Treilhes figure encore dans le rôle de 1753 car le directeur Lenormant de Tournehem accorda ses appointements *à cause de ses malheurs* sur recommandation de Lassus. Cependant, en cette même année, son *grand âge* l'amena à résilier sa charge.

Son successeur, Antoine Séguy, était un [...] *très riche négociant à Bordeaux qui y fait sa demeure vis-à-vis le grand escalier de Saint-Michel* ⁷⁰. Le 27 avril 1754, Marigny le décrivait ainsi : *Négociant très riche, très honnête homme et que j'avois mis les effets du Roy dans des mains bien sûres en le*

56. Le Roy ayant donné ordre de faire réparer les dégradations que le flux et le reflux de la mer ont occasionné au quai, sur lequel sont emplacements à Bordeaux les marbres de Sa Majesté, il seroit question aujourd'hui d'engager les jurats de cette ville à faire fournir pour combler les dégradations le gravier et les pierres qui servent de lest aux navires qui viennent à vuide charger des vins à Bordeaux. Ce lest pouvant être employé indifféremment à ces réparations comme à toute autre chose, je n'y vois aucune difficulté et je ne doute pas que les jurats ne se prêtent à la demande que je vous prie de leur en faire de ma part : A.D.Gir., C 2376, 7 et 16 juillet 1742.

57. A.N.F., O' 2069 (1), 1746 ; O' 2069 (5), 12 mai 1750 ; O' 2072 (1), 21 mai et 15 décembre 1754 ; O' 2072 (5), 7 septembre 1754 ; O' 2081 (3), 27 novembre 1766 ; O' 2077 (10), 26 janvier et 30 avril 1768 ; O' 2084 (3), 4 avril 1772 ; O' 2087 (4), 4 juillet 1786.

58. A.N.F., O' 2078 (1), 16 août 1760.

59. A.N.F., O' 2081 (2), 11 juin et 8 juillet 1765.

60. A.N.F., O' 2073 (1), 12 novembre 1754, 24 janvier 1755. Le maître couvreur François Tanesse effectua cette réparation.

61. Donis, 1920, p. 150.

62. Pour Bordeaux, voir Bresse-Bautier, 1995, p. 263.

63. Julien, 2005, p. 232.

64. A.N.F., O' 2070 (2), sans date (1752) ; O' 2073 (1), 6 décembre 1730. Voir Mouquin, 2003, t. I, p. 94 et 296-299 ; Bresse-Bautier et Du Mesnil, 1993, p. 45.

65. Julien, 2006, p. 108.

66. Mouquin, 2003, p. 253.

67. Il s'agissait d'Anne Charlotte de Crussol († 1772). A.N.F., O' 2068 (1), 10 avril 1737 ; O' 2068 (3), 2 février 1737.

68. S'agit-il de Pierre-Marc de Voyer, comte d'Argenson (1696-1764), secrétaire d'Etat à la Guerre entre 1743 et 1757 ? Voir Maurepas et Boulant, 1996, p. 188-192.

69. A.N.F., O' 2070 (2), sans date (1752) ; O' 2071 (2), 8 décembre 1752.

70. Séguy habitait près de la porte de Grave, paroisse Saint-Michel.

nommant à l'Inspection de Bordeaux, vous me dites qu'il joint à ces qualités beaucoup de bonne volonté et qu'il est très attentif aux intérêts du Roy [...] ⁷¹. Dès sa nomination, Séguy prit logement au magasin de La Bastide et resta en poste jusqu'en 1770, avec le salaire annuel de 125 livres ⁷². Il s'acquitta consciencieusement de sa tâche, refusant la charge de consul à la Chambre de commerce en mai 1755 avant de l'accepter quatre ans plus tard, contraint et forcé. Veuf en novembre 1756 ⁷³, Séguy perdit sa fortune en février 1769 à la suite de mauvais placements en Afrique et en Amérique. Il demanda alors au directeur de lui conserver son poste, ce que Marigny accepta ⁷⁴. Pourtant, son infortune se sut rapidement car des candidatures spontanées furent adressées à Paris. Le 15 mai 1770, Séguy démissionna prétextant l'âge avancé et les infirmités, et fut remplacé par Dupin, ingénieur âgé de 60 ans, résidant paroisse Sainte-Colombe, avec un salaire annuel de 500 livres ⁷⁵. En octobre, le nouvel inspecteur demanda l'inventaire à son prédécesseur. Celui-ci réclama alors un dédommagement pour les arbres fruitiers qu'il avait plantés à La Bastide ⁷⁶. Dès 1779, l'âge de Dupin suscita des candidatures, recommandées par des personnages très influents (ducs de Duras et de Charost, président de Pichard) ⁷⁷, ou d'autres anonymes comme celle qu'appuya François-de-Paule de Latapie, inspecteur des arts et manufactures de Guyenne, en mai 1786 ⁷⁸. Nous ignorons la date précise du départ de Dupin - il mourut le 14 février 1789 - mais la charge revint en juin 1788 au sieur Lavau, négociant bordelais et receveur des droits de l'Amirauté ⁷⁹. L'absence de document nous empêche de connaître la date de suppression du poste, que nous supposons se situer en 1790, avec la nationalisation du magasin royal.

Second personnage important dans le magasin, l'entrepreneur des transports. Les documents de la Direction soulignent à plusieurs reprises les pratiques douteuses des hommes qui occupèrent ce poste : *Les entrepreneurs chargés de la fourniture de ces marbres (pyrénéens) en diminuent la réputation parce qu'ils prirent sans choix tout ce qui vint sous leur main, pour grossir leurs profits et la longue guerre de la Succession de la Couronne d'Espagne qui épuisa les finances, fit qu'on négligea ou qu'on différa d'y remédier* ⁸⁰. Les lacunes archivistiques limitent là aussi l'étude des différents transporteurs bordelais à la seule personne de Jacques Gassiot qui travailla entre mai 1750 et 1767. Négociant à Castres, au sud de Bordeaux ⁸¹, cet entrepreneur des chargements des marbres du Roi assura sa tâche malgré quelques embarras ⁸². Nous ne pourrions pas donner avec exactitude, et ce n'est pas le sujet de notre étude, les quantités annuelles que Gassiot transportait mais, à titre d'exemple, il chargea deux cent quarante-neuf blocs et cent dix-huit carreaux entre le 8 juin 1751 et le 17 octobre 1753, au prix de 3 livres 12 sols par pied cube ⁸³. Cette quantité tomba à cinquante-deux blocs pendant les années 1767-1770 ⁸⁴. Le

trésorier des Bâtiments du Roi remboursait à l'entrepreneur les sommes dont les montants fluctuaient naturellement en fonction des besoins de la Couronne ⁸⁵.

Le concierge était le troisième personnage clef du magasin mais sa présence ne figure dans les archives qu'à partir de 1745 avec la mention de Joseph Jugié, un ancien cabaretier devenu garçon du magasin à partir des 1740 ⁸⁶. En 1759, la Direction lui acheta un justaucorps à la livrée royale ⁸⁷ et jusqu'en 1770 au moins, il logeait à l'entrée de l'établissement.

Comme le marbre qu'il gérait, le personnel relevait du Roi et ne pouvait donc pas faire l'objet de poursuites judiciaires sans l'autorisation du Directeur. Ainsi, Jugié fut soumis à une saisie mobilière par un huissier des Tailles en janvier 1757. Aussitôt prévenu, Marigny réclama *rendre justice à ce pauvre domestique du magasin et de faire punir cet huissier d'estre ainsi entré dans le magasin du Roy pour y exploiter, sans que le receveur des Tailles de Bordeaux n'en aye demandé la permission* ⁸⁸. Il fallut l'entremise du Directeur et de l'intendant Tourny pour clore l'affaire en septembre ⁸⁹. En revanche, les

71. A.N.F., O¹ 2072 (1), 27 avril 1754.

72. A.N.F., O¹ 2071 (3), 25 octobre 1753.

73. A.N.F., O¹ 2074 (6), 16 novembre 1756.

74. A.N.F., O¹ 2083 (5), 14 et 26 février 1769.

75. A.N.F., O¹ 2084 (1), 25 juillet 1770.

76. A.N.F., O¹ 2085 (1) : récolement d'inventaire, année 1774. Un inventaire des marbres et ustensiles de la Couronne fut réalisé le 29 septembre 1770 ; celui des agrées le 28 mai suivant : A.N.F., O¹ 2086 (2). Il fallut attendre l'année 1786 pour voir les héritiers de Séguy apurer la gestion de leur père et payer ses dettes : *ibid.*, O¹ 2087 (4), 23 septembre 1786.

77. A.N.F., O¹ 2086 (4), 18 février 1779 ; O¹ 2086 (8), 21 juillet 1782 ; 23 juillet 1785.

78. A.N.F., O¹ 2087 (4), 24 mai 1786.

79. A.N.F., O¹ 2087 (6), 9 juin 1788. Lavau avait reçu la protection du duc de Penthièvre et du duc de Mouchy. L'année suivante, Brienne (Loménie de Brienne ?) appuya la candidature tardive de Latapie : A.N.F., O¹ 2087 (6), 25 avril 1788.

80. A.N.F., O¹ 2088 (1), s.d.

81. Aujourd'hui Castres-Gironde.

82. A.D.Gir., C 2376, 30 mai 1750. Dans une lettre adressée à Lenormant de Tournehem, Gassiot se déclara contraint à la collecte de la perception des deniers royaux de Castres. Il demanda alors à en être exempté [...] attendu le séjour presque continuel qu'il est obligé de faire à Bordeaux pour le service des Bâtiments de Sa Majesté, à cause du débarquement et rembarquement desdits marbres dont il est chargé.

83. A.N.F., O¹ 2069 (6), 27 mars 1751 ; O¹ 2071 (1), 1753.

84. A.N.F., O¹ 2086 (2), comptes des marbres embarqués pour le Roi, 1767-1770.

85. A.N.F., O¹ 2072 (1), années 1752-1754.

86. A.D.Gir., C 2376, 19 août 1757 ; A.N.F., O¹ 2075 (6), 19 août 1757.

87. A.N.F., O¹ 2073, dépense de l'année 1759.

88. A.D.Gir., C 2376, 29 janvier 1757.

89. A.N.F., O¹ 2075 (1), 9 juillet 1757 ; A.D.Gir., C 2376, 20 septembre 1757.

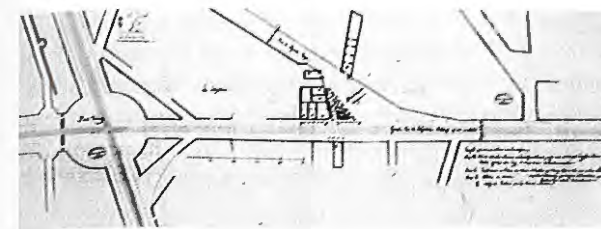


Fig. 5. - Plan de la rue Fondaudège, avec les maisons et les blocs de marbre de Pierre Vernet. 23 janvier 1769. Plan manuscrit. Paris, Archives nationales de France, O1 2076 (4). © Archives nationales de France.

Fig. 6. - « 1749-1750. Bordeaux marbres qui sont à Bordeaux de Languedoc ». Bordeaux, Archives départementales de la Gironde, C 2376. © Conseil général de la Gironde.

inspecteurs subirent de nombreuses pressions de personnalités du crû, toutes désireuses d'obtenir gratuitement du marbre pour leurs propres besoins.

À ces hommes, s'ajoutaient les marbriers qui, indépendamment de leurs activités personnelles, travaillaient quelque fois pour le magasin. Malheureusement, la rareté des sources documentaires concentre notre intérêt sur Pierre Vernet (Bordeaux, 1697-?), *homme riche et solvable, le sculpteur bordelais sans doute le plus talentueux de sa génération* ⁹⁰. Fils d'un sculpteur marseillais et auteur de décors pour des édifices publics civils et religieux ⁹¹, il achetait régulièrement du marbre des Pyrénées auprès du magasin royal après accord du directeur et à certaines conditions : uniquement les blocs posés sur les plates-formes des carrières et non destinés au service du Roi, vendus 10 livres le pied cube sans les frais de transport et certifiés lors de leur arrivée ⁹². Vernet fut un client particulièrement important pour l'inspecteur car, entre 1755 et 1769, il acheta pour 7 174 livres 8 deniers de marbres assortis dont le volume causa d'ailleurs des problèmes de voisinage (fig. 5) ⁹³. Une partie de ses acquisitions concernait ses propres commandes mais il achetait aussi pour des communautés religieuses (Augustins, 1739-1746 ; Carmes, 1740 ; Jésuites, 1740-1748 ; Barsac, 1742 ; Manufacture, 1744-1745) et des particuliers ⁹⁴.

Transport, arrivage et stockage des marbres

Les fleuves et rivières de France constituaient naturellement les principaux axes d'approvisionnement en matériaux pondéreux, et notamment les marbres ⁹⁵ et, parmi ces derniers, les antiques ⁹⁶, les blocs de construction et d'ornement.

Les indications fournies par les documents des années 1690 mentionnent le marquage des blocs de marbres dans la carrière ⁹⁷. Après inventaire et mesure, chaque bloc recevait un numéro et des signes divers, notamment des croix, des

	Longueur	Largeur	Épaisseur	Cube
B.	52	4	3	6
A.	368	6	3	2
O.	302	7	0	5
T.	756	4	10	4
O.	26	8	6	0
A.	760	8	3	2
T.	194	8	10	2
O.	148	10	4	2
T.	14	7	0	3
O.	50	6	3	4
A.	104	6	6	3
T.	210	6	0	4
O.	196	6	4	3
A.	664	7	3	3
T.	390	8	4	3
O.	59	9	0	3
O.	193	6	7	3
A.	396	8	4	3
O.	98	7	11	3
A.	381	9	11	3
O.	385	9	8	2
A.	266	10	2	2
O.	599	6	6	4
O.	994	12	5	7
T.	615	2	8	3
O.	95	6	3	4

losanges, des ronds, des carrés (fig. 6). Une fois cette opération réalisée, les entrepreneurs transportaient les blocs sur des traîneaux ou des chariots ⁹⁸ jusqu'aux rivières où, perpétuant la

90. Maffre, 1998, t. I, p. 31-32.

91. Roudié, 2003, p. 173.

92. A.N.F., O¹ 2072 (1), 27 avril 1754 ; O¹ 2081 (2), 11 juin et 8 juillet 1765.

93. A.N.F., O¹ 2073 (2), recettes et dépenses de Séguy.

94. A.N.F., O¹ 2081 (3), 19 juillet 1766.

95. Avant la guerre (de Succession d'Espagne), le traitant de la voiture frêtoit à Rouan des navires nommés gribannes qu'on envoyait à Bordeaux chercher les marbres du Roy qu'on fesoit dessandre des carrières de Prichery (Puychérie) & Caune en Languedoc dans des bateaux sur le canal, només chalans ou coureux, qui les débarquoit à la sortie du canal, sur le bord de la rivière de Garonne, où l'on les métoit sur des rasdeau composés de gros poutres ou jumelles de bois de sapin, qui les portoit à Bordeaux, & s'il y avoit des navires en charge pour Rouan, on les conduisoit à leur bord, on les embarquoit au moyen des eslingues dont on lioit les blocs & avec des heures (?) qu'on établisoit sur le pond des navires, on eslevoit les marbres dedans et ensuite on les dessandoit à fond de cale. Et s'il n'y avoit pas de navires en charge, on jettoit les marbres sur le bord de la rivière au plain mer : A.N.F., O¹ 2067 (4), 1712.

96. Martínez, 2004, p. 15 et 23-24.

97. A.N.F., O¹ 2066 (3), 28 septembre 1692.

98. Julien, 2006, p. 151-155.

tradition antique des *ratiariae*, les conducteurs construisaient des radeaux sommaires en bois, sur lesquels ils embarquaient l'équipage et les blocs⁹⁹. La quantité importante de bois nécessaire à leur construction amena le chancelier et ministre d'Etat Pontchartrain à accorder en 1712 le bois des forêts de Lapech, dans les Pyrénées, pour les employer aux radeaux pour le transport des marbres de Sa Majesté¹⁰⁰. A Toulouse, les négociants bordelais faisaient embarquer les marbres sur leurs radeaux.

Le déplacement des pierres s'effectuait durant les « grandes eaux » résultant de la fonte des neiges au printemps et avant le mois de juin pour éviter tout échouage ou naufrage des radeaux¹⁰¹. Mais des accidents arrivaient fréquemment comme en témoignaient les blocs échoués sur les bords de la Garonne entre Toulouse et Bordeaux¹⁰². L'abandon de ces marbres sur les berges attestait aussi des tracasseries fiscales que subissaient les entrepreneurs à certains péages. L'arrêt de 1670, qui exemptait le transport des marbres royaux de taxes, était fréquemment remis en question par les fermiers généraux. Ainsi, en juin 1692, les commis du Bureau de Bordeaux entravèrent le transport des blocs. Le 13 juin 1753, Vandières alerta Tourny de la levée d'un droit de passage de 2 sols par quintal par les fermiers généraux de Langon sur les blocs de marbre venant des Pyrénées. Le surintendant réclama aussitôt le libre passage avec la délivrance de passeports car le service du Roy l'exige, ce qu'approuva l'intendant quelques jours après¹⁰³. Dix ans plus tard, une autre affaire fiscale dépassa les frontières du royaume en raison de l'identité du destinataire. Le 26 mai 1764, les douaniers de Bordeaux faisaient arrêter douze caisses de marbre de Grasse, destinées à Antonio Rainaldi (1709-1794), architecte de l'impératrice de Russie, à la suite d'une requête de leurs collègues de Valence¹⁰⁴. Les entrepreneurs des carrières grassoises avaient chargé le négociant bordelais Changuet de l'expédition des marbres vers la Russie¹⁰⁵. Cependant, l'affaire traîna une année, nécessitant l'intervention de Trudaine et de Marigny qui demanda la mainlevée à Séguin en novembre 1764¹⁰⁶. Devant la lenteur de la procédure, ce dernier proposa le dépôt des caisses au magasin du Roi à La Bastide en juillet 1765¹⁰⁷.

Une fois arrivés à Bordeaux, les équipages déchargeaient les blocs sur le bord du fleuve ou sur des navires de haute mer à destination de Paris. Durant les années 1690-1710, la Surintendance utilisait les services des Hollandais qui, avec leurs navires de gros tonnage (entre 200 et 400 tonneaux, voire 500-600 tonneaux), pouvaient embarquer des cargaisons volumineuses de marbre¹⁰⁸. Voulant contourner ce quasi-monopole nordique, Bochart Champigny, intendant de la Marine au Havre, rédigea en décembre 1712 un mémoire dans lequel il proposait des navires de cent vingt à cent soixante tonneaux, à grands écouteils pour faire passer les blocs¹⁰⁹. L'année suivante,

la Direction proposa l'achat et l'armement d'une frégate (la *Bellone*) pour le transport de marbres de Bordeaux à Paris pendant l'été¹¹⁰. L'affrètement de la *Bellone* dépendait principalement de la rapidité des convois venant de Toulouse. Aussi, en mars 1714, le capitaine Querquelin dut rester plus longtemps que prévu à Bordeaux car le canal était en partie asséché¹¹¹.

Les imprévus, les conflits¹¹², les conditions climatiques et les commandes retardées voire annulées de la Direction gênaient souvent le transport des marbres royaux vers Paris¹¹³. Par conséquent, le port de Bordeaux devenait le lieu de stockage de quantités parfois considérables. Les deux cent soixante-douze blocs de marbre de Caunes, indiqués en janvier 1690, n'attendaient sans doute qu'un financement royal et un contexte politique plus favorable pour être convoyés vers la capitale¹¹⁴. Les volumes¹¹⁵ variaient chaque année en fonction des besoins et des disponibilités financières de la Couronne mais nous pouvons estimer, sans établir des statistiques précises, qu'une centaine de blocs se trouvait régulièrement sur le port provoquant inmanquablement l'encombrement des lieux.

99. *Idem*, p. 156-158 ; A.N.F., O¹ 2066, 12 juillet 1684.

100. A.N.F., O¹ 2067 (5), 21 décembre 1712.

101. Bonnet, 2000, p. 60.

102. A.N.F., O¹ 2066, 15 janvier 1690 (compte des années 1684-1690) et septembre 1691.

103. A.D.Gir., C 2376, 13 et 22 juin 1753.

104. *Ibid.*, 13 juin 1763 ; Julien, 2006, p. 112. Selon la date d'expédition, les marbres étaient sans doute destinés à Orianienbaum (1762-1764) : Curcio et Kieven, 2000, p. 130.

105. A.D.Gir., C 2376, 2 août 1764 ; A.N.F., O¹ 2080 (3), 18 août et 18 septembre 1764.

106. *Ibid.*, 9 novembre 1764.

107. A.N.F., O¹ 2081 (2), 7 juillet 1765.

108. A.N.F., O¹ 2065 (2), 20 décembre 1689 ; O¹ 2066, 15 janvier 1690 et septembre 1691. En 1689, trois vaisseaux hollandais lourdement chargés, faillirent couler devant Bordeaux : *ibid.*, O¹ 2065 (12), 2 septembre 1689.

109. A.N.F., O¹ 2067 (4), 22 décembre 1712.

110. A.N.F., O¹ 2067 (5), 1713 et 27 décembre 1713. Voir aussi Julien, 2006, p. 165. La frégate ne fit en réalité que deux voyages à Bordeaux mais elle se rendit aussi à Civitavecchia pour chercher les marbres de l'Académie royale de France à Rome : Bresse-Bautier, 1995, p. 263.

111. A.N.F., O¹ 2067 (5), 16 mars 1714.

112. Guerres de Hollande (1672-1678), de la Ligue d'Augsbourg, de la Succession d'Espagne et de Sept Ans (1756-1763).

113. A.N.F., O¹ 2065 (12), 20 avril 1689.

114. A.N.F., O¹ 2066, 15 janvier 1690.

115. A.N.F., O¹ 2066 (3), 5 juin 1692 ; O¹ 2067 (2), 13 avril 1693 ; A.D.Gir., C 2376, année 1749-1750. Nous pouvons nous étonner de ne jamais voir figurer le marbre dans les études historiques et économiques sur le port de Bordeaux. Sur un pourcentage de 100, on remarque une forte proportion de Languedoc (89), en particulier le Caunes devant le Campan (10), pourtant très utilisé mais très coûteux, puis le sarrancolin (1). Voir aussi A.N.F., O¹ 2065 (9), 27 avril 1686-6 septembre 1689. Pour l'étude des marbres languedociens et pyrénéens, voir Mouquin, 2003, t. I, p. 210-235 ; pour les marbres de Caunes, Bonnet, 2000, p. 53-62.

L'encombrement du port de Bordeaux

La lecture du devis général pour le transport des marbres du Roi montre que l'une des tâches des entrepreneurs était de décharger les blocs au port de Bordeaux et de les embarquer sur les navires présents¹¹⁶. Or, en 1692, dix blocs furent submergés [...] par la faute du Sieur Camuset dans le temps qu'il avoit la soubentreprinze de la voiture desdits marbres depuis la ville jusqu'à Rouen et qu'ils étoient tombés dans la mer en différens temps de dessus des radeaux par lesquels ils les conduisoient à bord des navires pour les embarquer, sans qu'il n'en aye jamais donné aucun avis ny fait aucun devoir pour les rechercher et les retirer comme il étoit aisé de faire, et que j'ay faits en pareilles occasions avant qu'il eut cette soubentreprinse¹¹⁷. Dans son mémoire d'inspection de 1712, Tarlé montre l'entassement des pierres sur cinq à six niveaux sur les berges ; les blocs envasés restaient tels quels en l'absence de prévision d'expédition¹¹⁸. Le déchargement anarchique sur les berges concernait une zone comprise du quartier Saint-Pierre à l'hôpital de la Manufacture¹¹⁹.

La création du magasin des Marbres devait logiquement suppléer à cette situation embarrassante pour la Jurade et le commerce portuaire, mais il n'en fut rien pour plusieurs raisons. On vouloit mettre dans cette cour et dans le jardin (du magasin des Marbres) tous les marbres qui sont sur les quays à La Bastide que ceux qui sont sur le port de Bordeaux, on débarassoit le tout, n'incommodeoit pas le public, les marbres seroient ensuite dans le lieu que le Roy a achepté à cet effet mais M. le commis des Marbres à Bordeaux n'auroit plus une si grande cour et jardin. La ville n'a aucun emplacement sur son port à donner pour mettre les marbres, tout estant occupé en calle pour embarquer ou débarquer les marchandises en chantier de construction du bâtiment, de pots de bois et autres effets nécessaires à ses habitants. De plus, la ville est si endettée qu'elle n'a pas de soins de faire de dépenses si inutile¹²⁰.

L'arrivage continu des marbres accentuait le manque de place tant dans le dépôt royal que devant la ville de telle sorte qu'en 1754, on signalait vingt blocs dans la cale de Sainte-Croix, trente-sept depuis cette cale jusqu'au pont de la Manufacture et cent-trois devant le port de cette ville de Bordeaux¹²¹. L'amoncellement de ces blocs était d'une telle ampleur que Séguin ne put jamais faire le toisé des blocs, sur le port de Sainte-Croix, qui existent depuis plus de cent ans, qu'il ignoroit même qui pourroit l'avoir fourni¹²². Tarlé écrivit déjà en mai 1748 : Depuis mon arrivée en cette ville, mon occupation a été premièrement de voir à trouver un emplacement propre à recevoir les anciens marbres envasés depuis 60 ou 70 ans. [...] J'ay trouvé cet emplacement qui est désigné de concert avec M. l'Intendant sur les quays et port de la Manufacture. [...] Ce ne sera pas sans opposition de la part de M. les directeurs de

cet hôpital qui en retienent des loyers au profit de laditte maison¹²³. Il semble qu'une prise de conscience se produisit devant cette situation inextricable car Gassiot s'engagea envers Lenormant de Tournehem à décharger sa cargaison de deux cent quarante-neuf blocs et cent dix-huit caisses de carreaux sur le quai de La Bastide et dans le magasin¹²⁴.

Dès les années 1690, les autorités se préoccupaient des blocs tombés dans le canal et dans la Garonne, au niveau de la capitale gasconne¹²⁵. Le problème des marbres envasés réapparaissait fréquemment tout au long du XVIII^e siècle comme en témoignent les lettres des inspecteurs¹²⁶. A partir de 1748, Jean Tarlé commença des opérations de récupération des blocs et des colonnes après deux engagements signés avec les entrepreneurs du dévasement des anciens marbres, Arnaud Loccupé et Guillaume Benquay, Jean Augustin et Jean Didier¹²⁷. Ces charpentiers devaient récupérer les pierres depuis Paludate jusqu'au ruisseau de la *Fondelor* et les transporter sur le quai de la Manufacture¹²⁸. A partir de cette date, le dévasement des marbres représentait un poste budgétaire important dans les dépenses du magasin bordelais¹²⁹. Tarlé demanda alors à Séguin l'élaboration d'un projet de forfait et un affichage public¹³⁰. Le dévasement permettait surtout de récupérer un nombre considérable de pierres : en 1753 et 1757-1758, pas moins de trois cent soixante blocs et quinze colonnes, équivalent à une réception annuelle¹³¹. Cependant, Marigny estimait

116. A.N.F., O¹ 2066 (2), 12 juillet 1684.

117. A.N.F., O¹ 2066 (3), 3 décembre 1692.

118. A.N.F., O¹ 2067 (4), 21 mai 1712 ; O¹ 2067 (5), 30 mai 1712.

119. A.N.F., O¹ 2067 (4), s.d. (année 1712) ; O¹ 2067 (5), 19 octobre 1713 ; O¹ 2067 (7), 18 août 1715.

120. A.D.Gir., C 2376, s.d..

121. A.N.F., O¹ 2072 (1), avril 1754.

122. *Ibid.*, 28 novembre 1772.

123. A.N.F., O¹ 2069 (3), 7 mai 1748. Etant donné la proximité de ces marbres, on peut supposer, sans certitude, que les directeurs de la Manufacture demandèrent quelques blocs lorsqu'ils firent réaliser l'autel de la chapelle par Vernet en 1740 : A.M.Bx, fonds Beaumartin XVI, liasse 1146, 1740, pp. 1-3. Nous remercions Renée Leulier de nous avoir communiqué ce renseignement.

124. A.N.F., O¹ 2069 (6), 27 mars 1751.

125. A.N.F., O¹ 2066 (1), 21 mars 1690 ; O¹ 2066 (7), 14 février 1696.

126. A.N.F., O¹ 2069 (3), 8 juin 1748 ; O¹ 2069 (4), 4 mars 1749.

127. Charpentiers de haute futaie, résident paroisses Saint-Seurin et Sainte-Eulalie.

128. A.N.F., O¹ 2069 (3), 4 et 7 mai 1748 ; O¹ 2069 (4), 4 mai 1749.

129. 2 957 livres 17 sols en 1749, 5 566 livres 10 deniers en 1758, 7 748 livres 13 sols 3 deniers en 1759.

130. A.N.F., O¹ 2069 (4), 11 février 1749 ; O¹ 2075 (6), 6 janvier 1756.

131. A.N.F., O¹ 2072 (1), années 1754-1769. En 1758, Jean Lacoste, maître gabarrier, visiteur et délesteur de la rivière, fournit un compte pour le dévasement de soixante-dix-sept blocs et quinze colonnes pour un montant de 5 566 livres 10 deniers : *Ibid.*, O¹ 2076 (4), 29 mars 1758.

la nécessité de ces travaux *qu'après en avoir fait faire l'épreuve à Paris et qu'après de mures combinaisons pour sçavoir ce qui conviendra le mieux aux intérêts du Roy [...]* ¹³².

Ces récupérations restaient soumises aux conditions climatiques et se pratiquaient généralement au printemps ¹³³. Pourtant, en avril 1757, Séguy dut renoncer aux travaux car *la saison trop rude s'oppose encore à cette opération* ¹³⁴. Cette gêne ennuyait l'inspecteur car les marbres risquaient de disparaître, d'une part, devant l'urbanisation croissante des quais favorisée par la Jurade depuis les années 1720 et, d'autre part, à cause du développement des chantiers navals ¹³⁵. Dès 1754, la Direction fit procéder aux dévasements des blocs dont la présence était nuisible à l'établissement des constructions navales qui se localisaient près de la cale Sainte-Croix et de la Manufacture ¹³⁶. En octobre et novembre 1756, elle pressa Séguy de faire retirer les blocs et les colonnes repérées car Tourny travaillait à faire construire les quais et une nouvelle porte, dite « porte Neuve », entre les portes de la Grave et de Sainte-Croix ¹³⁷. Devant le risque de disparition, l'inspecteur fit alors suspendre le transport de terres aux endroits où se trouvaient les blocs de marbres envasés et, au printemps suivant, Marigny ordonna un rapide *dévasement* ¹³⁸.

A la même époque, de nombreux marbres encore enfouis posaient des problèmes aux propriétaires de chantiers navals alors que leur activité, encouragée par la Jurade, connaissait, à partir de 1750, un fort développement près de la porte Sainte-Croix, *vu la nécessité qu'il y avoit par l'augmentation du commerce* ¹³⁹. Tourny alerta Marigny : *Les constructeurs de vaisseaux ont établi leur chantier sur les places où sont les marbres que leur servent pour affermir leur terrain. Il ne seroit pas possible de les obliger à laisser travailler à ce dévasement qu'au préalable ils n'eussent achevé des vaisseaux qui sont sur les chantiers* ¹⁴⁰. En 1754, Cosme Henry Letellier, inspecteur du port ¹⁴¹, proposa à Tourny un site pour y déposer les marbres mais l'intendant refusa en raison du manque de place. Deux ans plus tard, le problème se posait avec toujours autant d'acuité mais Tourny réussit une conciliation : les chantiers pouvaient se mettre en place après extraction des marbres ¹⁴². Cependant, en 1757, Joseph Barthélémy ne respecta pas la volonté de l'intendant et fit construire un navire sur un terrain renfermant des blocs. Séguy demanda alors l'intervention du guet pour procéder à l'opération d'extraction ¹⁴³. La condamnation de l'artisan à suspendre son chantier servit d'exemple : *Les autres constructeurs paroissent vouloir se disposer à faire place nette* ¹⁴⁴. Les travaux extirpèrent de la vase trente blocs et douze colonnes. L'année suivante, Séguy dut à nouveau faire interrompre les chantiers de Fénelon et de Gélinau sur les terrains desquels il retrouva quarante-cinq blocs ¹⁴⁵. Le charpentier Loccupé fut chargé de ces besognes et déposa les blocs rue et cale Sainte-Croix, *en attendant qu'on peut les embarquer*

pour Rouen ou les transporter au Magasin du Roy à la Bastide.
De nombreux blocs de marbre restaient pourtant sur place.
Dans sa lettre à Boutin le 26 mars 1762, Marigny promet de les
faire enlever et porter à Rouen *aussitôt que la mer seroit libre.*

Se posait à nouveau le problème du stockage des blocs récupérés qui gênaient la voie publique ¹⁴⁶. Marigny demanda à Boutin de confier à la Jurade l'entreposage de quarante-trois pierres dévasées dont on déposa partie le long des chantiers de construction du port de cette ville et partie sur le revers du pavé et dans la calle de Sainte-Croix. Je crois, M., que ces considérations nécessiteroient assez votre attention pour vous engager à donner des ordres pour que ces marbres soient transportés à La Bastide, au Magasin du Roy où ils doivent naturellement être placés. Marigny écrivit alors à Ségué de me proposer quelqu'un qui entreprenne de les transporter au magasin de La Bastide comme vous le désirés, afin de rendre le port libre dans la portion que ces marbres en occupent ¹⁴⁷. Le dépôt au magasin royal ne put se réaliser car il en étoit rempli alors ainsi que son quai au-devant et aux deux côtés appartenants à M. Lassalle et Letellier ¹⁴⁸. M. de Marigny n'étoit pas bien informé, les quays servant de passage au public ne doivent pas être embarrassés que forcément, étant nécessaires pour les allants et venants ; de plus, le Magasin n'étoit pas tout à fait plain, la cour et le jardin dudit magasin pouvoit au moins contenir sans gêner les arbres mais bien les choux, tous les blocs de marbre qu'on a déposés tant sur lesdits quays que sur les calles de Sainte-Croix et sur le revers du pavé de la rue, le long des chantiers de construction où ils incommode beaucoup et rétrécissent la voye publique ¹⁴⁹.

132. A.N.F., O¹ 2072 (1), 27 avril 1754.

133. A.N.F., O¹ 2076 (4), 17 novembre 1757.

134. A.N.F., O¹ 2075 (6), 9 avril 1757.

135. A.N.F., O¹ 2081 (3), octobre 1766. Voir aussi Lescorce, 2001, p. 202-205. Pour le développement des chantiers navals, voir Butel, 1973, t. I, p. 72-73 et 75.

136. Voir la description de Mme La Roche en 1785 dans Meaudre de La Pouyade, 1911, p. 20.

137. A.N.F., O¹ 2074 (6), 23 octobre et 19 novembre 1756.

138. A.N.F., O¹ 2075 (6), 24 décembre 1756 et 27 avril 1757.

139. A.D.Gir., C 2376, 27 juin 1766.

140. A.N.F., O¹ 2072 (4), 3 mai 1754.

141. Leulier, 2003, p. 30-31.

142. A.N.F., O¹ 2074 (6), 1^{er} novembre 1756.

143. A.N.F., O¹ 2075 (6), 9 mai 1757.

144. *Ibid.*, 14 mai et 26 juillet 1757.

145. A.N.F., O¹ 2076 (4), 21 mars et 17 juin 1758.

146. *Ibid.*, 1^{er} novembre 1756.

147. A.D.Gir., C 2376, sans date.

148. Pour quelques renseignements biographiques, voir Butel, 1991, p. 150 et 167.

149. A.D.Gir., C 2376, 26 mars 1762. Voir aussi copie de l'acte dans C 4440.

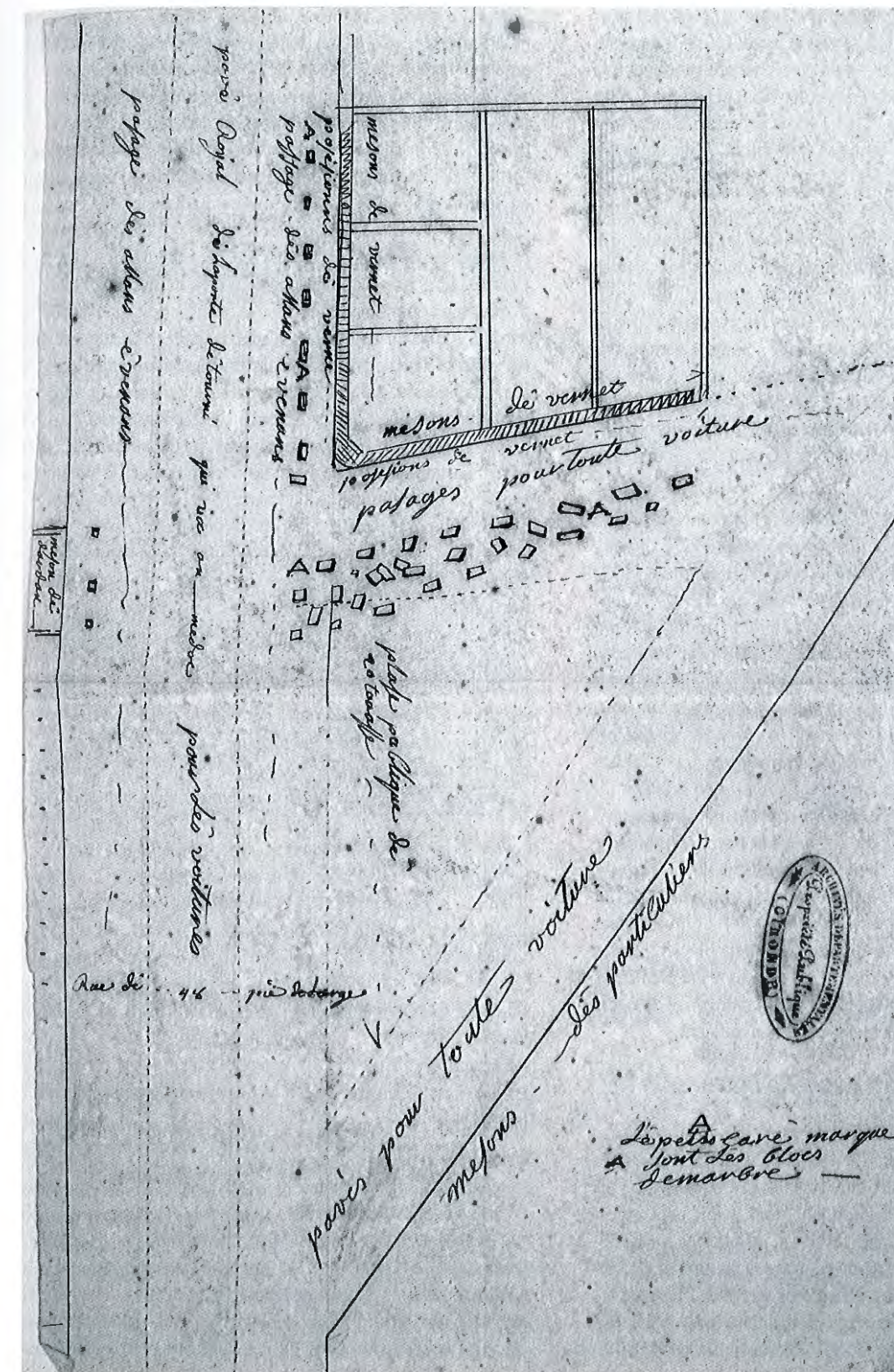


Fig. 8. - Plan des
maisons et blocs de
marbre appartenant
à Pierre Vernet, rue
Fondaudege. 2 et 19
septembre 1758.
Plan manuscrit.
Bordeaux, Archives
départementales de la
Gironde, C 2376.
© Conseil général
de la Gironde.

La gestion de la place s'aggrava lorsque, quatre ans plus tard, Mme de Lasalle, dont le terrain jouxtait celui du magasin des Marbres, fit construire une maison et souhaita pratiquer une sortie vers le fleuve, demandant le déplacement des colonnes entreposées sur son terrain¹⁵⁰. Une seconde demande émana en 1778 de Leblanc de Mauvesin qui, mitoyen du magasin royal, demanda le déplacement des blocs de marbre afin de faire reconstruire ses maisons¹⁵¹.

A partir de 1766, la Ville fit déplacer les palissades des chantiers navals afin de vendre à des particuliers les terrains ainsi récupérés¹⁵². Mais elle ne toucha pas aux blocs qui gênaient encore la voie publique (fig. 7). Marigny ordonna alors d'envoyer les pierres retenues à Rouen et de vendre aux enchères les pierres restantes. Cette décision arrivait bien car la Direction manquait d'argent¹⁵³. En novembre 1767, Séguéy avisait Marigny que les paveurs travaillant au quai de Sainte-Croix jetaient la terre sur les marbres, avec le risque de chute et de cassures¹⁵⁴.

La plus grande menace qu'encourageaient les marbres royaux était le vol. Rostan écrivit à Gabriel en février 1737 : *Je sçay de bonne part qu'il y a eu cydevant un très grand abus, même de la prévarication dans le transport des marbres de la part de ceux qui en ont été chargez [...]. Les particuliers qui ont faite faire icy des ouvrages en marbre en petite quantité, n'en n'ont jamais acheté. M. le duc d'Antin leur a donné les blocs ceux qui n'en ont pas eu, ont acheté les ouvrages tout faits des marbriers, lesquels n'ont eu des marbres des premières espèces, comme Gryotte, Dantin, Sérancolin et vert Campan que parce qu'ils en ont volé tant qu'ils ont pu en débitant les blocs ainsy donnez. [...] Comme on profite assez icy du goût que vous avez donné pour les bâtimens et les décorations, je vois plusieurs personnes en recherche de premiers marbres, ainsy si le Roy en faisoit vendre, je suis persuadé que les particuliers et les marbriers en achetteroient [...]*¹⁵⁵. L'auteur de ces lignes proposa de vendre la centaine de blocs répandus le long des atterrages de Bordeaux à 4 ou 5 livres le pied cube. Pourtant, certaines personnes préféraient prendre ou réclamer la cession gratuite de certains blocs qu'ils convoitaient.

Dons, ventes et vols de marbres

En principe, seuls les sculpteurs et les marbriers des Bâtiments du Roi recevaient l'autorisation d'acquérir des blocs entiers de marbre ou de les faire débiter en tranches dans les magasins¹⁵⁶. Cependant, l'important stock facilement accessible sur le bord de la Garonne, favorisait le vol et les fraudes¹⁵⁷ en une période où la construction connaissait un fort développement à Bordeaux et en Guyenne. L'engagement d'inspecteurs locaux découragea toute appropriation illicite mais il favorisa les réclamations de communautés ecclésiastiques ou de différents particuliers.

Les multiples chantiers de la Contre-Réforme auraient théoriquement nécessité l'emploi conséquent de marbres, notamment pour la décoration intérieure. Mais les fabriques paroissiales et conventuelles bordelaises commandaient surtout du mobilier liturgique en noyer (Périgord, Agenais) ou en tilleul (*thil*)¹⁵⁸. Le marbre ne fut utilisé que par des commanditaires fortunés à l'exemple, au XVII^e siècle, d'Henri d'Escoubleau de Sourdis (1594-1645) pour le maître-autel de la cathédrale de Bordeaux¹⁵⁹, ou de communautés religieuses d'origine italienne et espagnole comme la Compagnie de Jésus ou les Grandes Carmélites. Faute d'argent, ces dernières ne purent obtenir le maître-autel en marbre et en bronze, projeté pour leur chapelle par le Toulousain Arthus Legoust († v. 1629)¹⁶⁰. En revanche, les Jésuites réussirent à édifier le retable de la chapelle de la Maison professe, grâce à leurs démarches¹⁶¹. Lors de l'achèvement de leur sanctuaire, ils avaient prévu la mise en œuvre d'un retable en pierre de Tonnerre et en bois. La donation de 10 000 livres par une demoiselle Esmalle transforma radicalement ce projet en une commande de marbres et de bronze doré¹⁶². Malgré l'apport financier mais dans une nécessité pressante de construire le grand autel de ladite Eglise, les Jésuites n'hésitèrent pas, en décembre 1740, à supplier le contrôleur général des marbres du Roi pour récupérer les restes de marbre qui sont abandonnés dans les boues du port de Bordeaux depuis soixante-dix ans ou quatre-vingts ans. Il apparaît que les marbres ne sont d'aucune utilité pour Sa Majesté puisqu'on a construit depuis peu d'années de l'autre côté de la rivière, un magasin où l'on a transporté tout ce qu'on a trouvé sur le port en état de servir aux maisons royales et laissé comme défectueuses les pièces que les Jésuites ont l'honneur de vous demander¹⁶³.

150. A.N.F., O¹ 2081 (3), 19 juillet 1766.

151. A.N.F., O¹ 2065 (12), 19 septembre 1758 et 10 octobre 1778.

152. A.N.F., O¹ 2081 (3), octobre 1766.

153. A.D.Gir., C 2376, 24 septembre 1766 ; A.N.F., O¹ 2081 (3), s.d. (1766).

154. A.N.F., O¹ 2083 (3), 14 novembre 1767.

155. A.N.F., O¹ 2068 (3), 2 février 1737.

156. Pons, 1986, p. 69.

157. Julien, 2006, p. 110.

158. Roudié, 2003, p. 126-127.

159. A.D.Gir., G 296, f° 104, 14 janvier 1644. Selon une tradition invérifiable, le prélat, qui était aussi amiral de la flotte française du Ponant, captura un vaisseau de la flotte de Murad IV (1623-1640) sur lequel des blocs de marbre portaient pour la Mecque : Ducaunnes-Duval, 1942, p. 57-70. Ces marbres constituèrent le maître-autel de la cathédrale au XIX^e siècle date à laquelle le baldaquin fut détruit et les colonnes dispersées dans les résidences de campagne de l'archevêché.

160. Perrin, 1985, p. 109.

161. Taillard, 1997, p. 49-50 ; Souchall, 1988, p. 43-48.

162. *Ibid.*, p. 43.

163. A.N.F., O¹ 2068 (4), 2 décembre 1740.

Leur requête semble avoir abouti mais elle ne concernait que le retable réalisé en marbre rouge du Languedoc par Pierre Vernet à partir du 8 février 1741¹⁶⁴. Cinq ans plus tard, les Jésuites écrivaient au Roi pour réclamer le marbre nécessaire à la statue de *Saint François-Xavier*¹⁶⁵ ; au total, dix-neuf blocs de marbre blanc¹⁶⁶. La mise en place du groupe sculpté par Guillaume II Coustou, se déroula à la Toussaint 1748¹⁶⁷.

De nouvelles sollicitations concernèrent aussi l'église Saint-Louis des Chartrons vers 1758, l'église de Nérac¹⁶⁸ lors de sa construction en 1779-1780, ou la chapelle du nouvel archevêché de Bordeaux de 1780 à 1785¹⁶⁹.

Les serviteurs de l'Etat, à l'exemple du président Le Berthon et de l'intendant Tourny, demandaient au Roi les marbres nécessaires à la construction ou à la rénovation de leurs demeures¹⁷⁰ ; jusqu'à Séguéy qui voulait un bloc de Sarrancolin ou de Beyrède pour la maison de campagne qu'il venait d'acheter¹⁷¹.

Cependant, la Direction ne donnait pas son accord pour toutes les requêtes qu'elle recevait. Si, au terme de procès-verbaux d'expertises et d'estimations, elle accepta de rétrocéder à Monlezun de Ferrussac sept blocs de marbres qui constituaient sa créance sur l'héritier de l'entrepreneur Gassiot et dont certains se trouvaient chez Vernet¹⁷², en revanche, elle refusa la demande de Lecomte et Métivier, sculpteurs élèves de l'Académie de Saint-Luc, pour un *petit* bloc de marbre destiné à faire des embellissements dans une église de ses environs, en l'occurrence la collégiale de Saint-Emilion. Séguéy justifiait son refus après avoir pris connaissance par l'un des deux demandeurs d'un projet de *cascade* dans sa maison de campagne¹⁷³.

Neuf ans plus tard, l'inspecteur recevait sur son bureau la lettre de Lassale, pêcheur de Mescher, qui découvrit dans l'estuaire des blocs de marbre dont un se révéla être du blanc statuaire très recherché. Il demanda alors leur extraction à son entier profit, ramena le marbre blanc à Bordeaux et le déposa sur le *quay du Roy* en recevant 218 livres 10 sols¹⁷⁴. L'année suivante, l'inspecteur somma le pêcheur d'apporter à Bordeaux tous les blocs qu'il avait récupérés pour un prix modique. Lassale refusa et réussit même à vendre au magasin royal deux autres blocs de marbre blanc pour 204 livres¹⁷⁵.

Le personnel du magasin royal se trouvait parfois soumis aux pressions d'influents quémandeurs qui pesaient de tout leur pouvoir pour obtenir satisfaction. Entre mars 1696 et décembre 1697, François d'Escoubleau († 1707), comte de Sourdis¹⁷⁶, réclama à l'intendant Bazin de Besons deux blocs de marbre vert de Campan, déposés sur le port de Bordeaux. Nous ignorons la conclusion de cette affaire qui révèle au moins une supposée acquisition par le cardinal de Sourdis¹⁷⁷. En revanche, les exigences du duc de Richelieu (1696-1788), puissant gouver-

neur de Guyenne, aboutirent à une violente querelle de janvier 1760 à 1769, au cours de laquelle la résistance de l'inspecteur provoqua les intimidations, les menaces et les mesures de rétorsions du maréchal¹⁷⁸.

Cette dernière affaire resta cependant exceptionnelle car un arrêt du Conseil d'Etat du 11 février 1700, repris le 12 mai suivant, permettait la vente de marbres aux particuliers tout en interdisant l'importation et la commercialisation de marbres étrangers¹⁷⁹. En septembre 1708, le Conseil d'Etat officialisait

164. Taillard, 1997, p. 49.

165. *Sire, les jésuites de la Maison professe de Bordeaux représentent très humblement à Votre Majesté que, depuis plus de cinq ans, on a commencé le grand autel de leur église sans pouvoir le finir, parce que cette maison n'a ni ne peut avoir aucune sorte de revenu. Dans cet état, ils implorent la religion et la charité de Votre Majesté, et la supplient de vouloir leur accorder le marbre nécessaire pour une statue de saint François-Xavier qui doit donner à cet ouvrage sa perfection ; on ne cessera jamais d'offrir sur cet autel le saint sacrifice pour attirer toutes les bénédictions du ciel sur Votre sacrée personne* : A.N.F., O¹ 2068 (9), s.d. (v. 1745).

166. A.N.F., O¹ 2068 (5), sans date (1745) ; O¹ 2068 (9), 3 juin 1745 ; O¹ 2069 (2), 14 juillet 1746 ; O¹ 2069 (3), 11 avril 1748 ; A.D.Gir., C 2376, 19 juillet 1764 : document daté du 9 février 1747.

167. Taillard, 1997, p. 49.

168. Dans son article sur Saint-Nicolas de Nérac, F.-G. Pariset ne fait état d'aucun élément architectural en marbre, notamment des pilastres ou des chapiteaux : Pariset, 1969. L'actuelle décoration du sanctuaire n'en contient d'ailleurs pas.

169. Leulier, 2004, p. 112 ; A.N.F., O¹ 2086 (4), 17 décembre 1779 ; O¹ 2086 (6), 10 mars 1780 ; O¹ 20 87 (3), 2 mai 1785.

170. A.N.F., O¹ 2068 (5), 8 décembre 1741 ; O¹ 2072 (1), 3 octobre 1754 ; O¹ 2086 (2), 30 avril 1769. Pour l'hôtel Leberthon, voir Tokpassi, 1998, p. 225-236. Voir aussi la mention d'un autre bloc vert Campan demandé par Tourny : A.N.F., O¹ 2069 (3), 8 juin 1748.

171. A.N.F., O¹ 2081 (2), 11 juin 1765.

172. A.D.Gir., 3 E 13234, 30 mai 1749 ; C 2376, 26 juillet et 18 décembre 1749. A.N.F., O¹ 2067 (5), 25 septembre 1715 ; O¹ 2069 (4), 26 juillet, 3 août et 30 septembre 1749 ; O¹ 2076 (4), 17 décembre 1757 ; O¹ 2083 (1), 26 août 1768.

173. A.N.F., O¹ 2078 (1), 9 et 16 août 1760.

174. A.N.F., O¹ 2083 (4), 18 mai et 24 septembre 1769 ; O¹ 2086 (2), 21 novembre 1769.

175. A.N.F., O¹ 2084 (1), 1770 ; O¹ 2086 (2), 2 mars 1770.

176. Il était le neveu des archevêques de Bordeaux, François et Henri d'Escoubleau de Sourdis, et commandant en Guyenne.

177. A.N.F., O¹ 2066 (7), 29 mars 1696 ; O¹ 2066 (8), s.d., 23 novembre 1697, 3, 7 et 21 décembre 1697.

178. A.N.F., O¹ 2078 (1), 17 janvier et 16 août 1760 ; *Ibid.*, O¹ 2078 (2), 1761, 1762 ; O¹ 2079 (2), 21 décembre 1762 et 22 janvier, 25 juin, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre 1763 ; O¹ 2080 (2), août 1764 ; O¹ 2080 (3), 5 janvier 1764 ; O¹ 2081 (2), s.d., 11 juin et 12 novembre 1765 ; O¹ 2081 (3), 25 octobre 1766 ; O¹ 2082 (4), 14 février 1767 ; O¹ 2086 (2), 30 avril 1769. Voir aussi *Archives historiques du département de la Gironde*, t. XVIII, 1878, p. 488, n° CCCXX, 21 septembre 1762.

179. *Ibid.*, O¹ 2066 (10), 12 mai 1700. Voir Mouquin, 2003, t. I, pp. 309-311 ; Bonnet, 2000, p. 53.

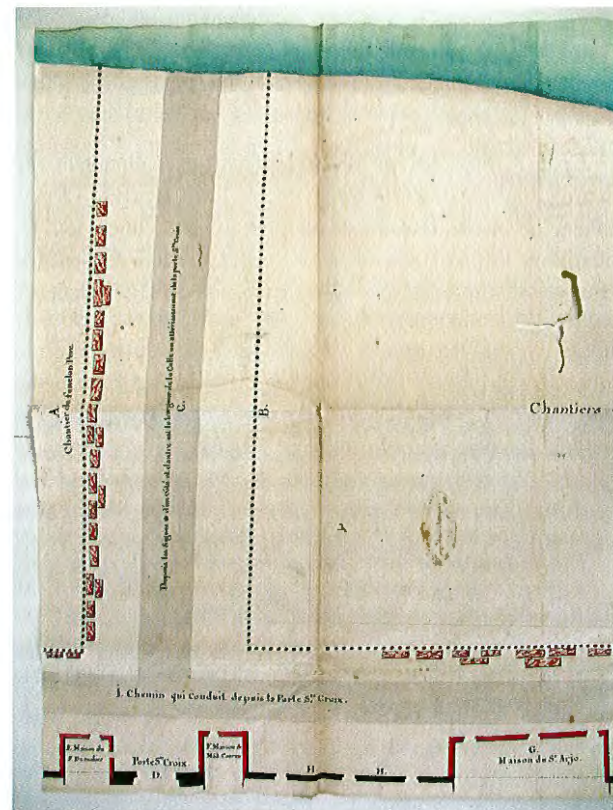
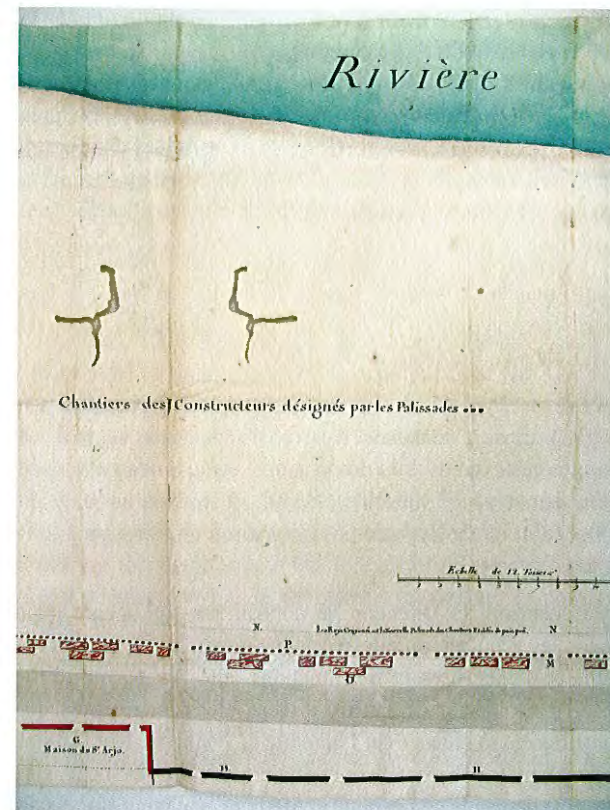


Fig. 7. - Plan du quai de la Manufacture, présentant les blocs de marbre entre la porte Sainte-Croix et le pont de la Manufacture. XVIII^e siècle. Plan manuscrit. Bordeaux, Archives départementales de la Gironde, C 2376. © Conseil général de la Gironde.

la vente quantifiée au profit du Roi¹⁸⁰. Cette décision ne faisait qu'entériner une pratique et résolvait l'engorgement des dépôts royaux¹⁸¹. Pour chaque cession, une affiche publique alertait les éventuels acquéreurs¹⁸². Nous ne disposons pas suffisamment de données chiffrées pour apprécier l'évolution des prix de vente des marbres. En revanche, un relevé des bordereaux d'entrées et de sorties de blocs indique cinquante-neuf blocs achetés entre 1753 et 1769 à Bordeaux¹⁸³.

L'Eglise constituait un des principaux clients du magasin. L'inspecteur reçut notamment des demandes pour le maître-autel de l'abbaye de Saintes par Vernet en 1759-1761 ou pour l'abbaye du Rivet en 1770¹⁸⁴. Parfois, les ecclésiastiques devaient abandonner d'ambitieux projets d'embellissement à l'instar de celui prévu par Coustou pour la cathédrale de Bordeaux entre 1767 et 1771¹⁸⁵.

Après cet échec, l'inspecteur compta écouler son stock en fournissant les marbres pour le socle de la statue équestre de Louis XV de la place Royale et pour l'hôtel de ville dont la Jurade envisageait la reconstruction en 1767. Une nouvelle fois, ses espérances s'envolèrent car, pour le premier chantier, le marbre de Carrare fut préféré ; quant au projet municipal, il fut purement et simplement abandonné¹⁸⁶.



L'essentiel des ventes concernait les commandes particulières résultant de l'urbanisation de Bordeaux et de sa région. Les clients passaient obligatoirement par l'inspecteur qui

180. Le Roy étant informé que parmi le grand nombre de marbres du Languedoc, des Pyrénées et autres qui sont sur les ports et dans ses magasins, il y a plusieurs blocs, lesquels n'ayant pas le volume convenable pour servir à la construction de ses bâtiments & édifices, pourroient être utilement employés pour la décoration des maisons des particuliers et vendus au profit de Sa Majesté : A.N.F., O¹ 2067 (3), 23 septembre 1708.

181. A.N.F., O¹ 2067 (1), 24 février 1700.

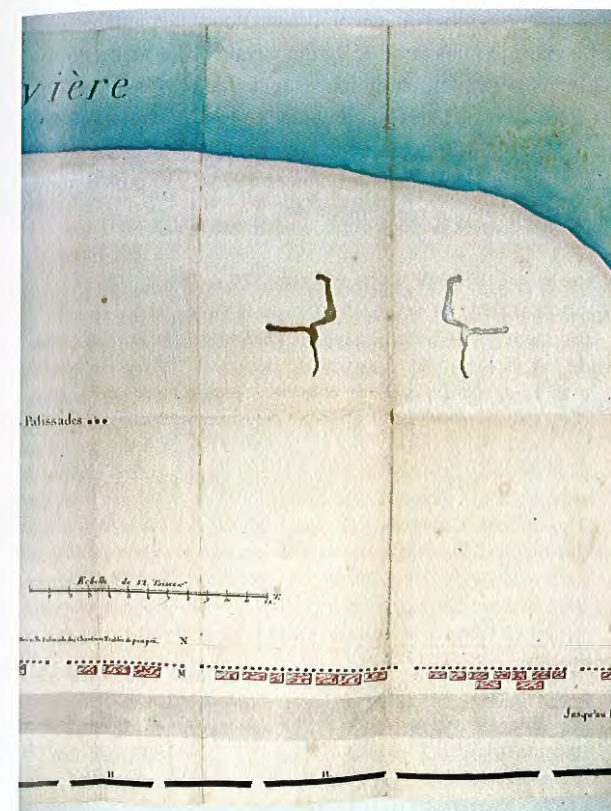
182. A.N.F., O¹ 2081 (3), 30 octobre 1766.

183. A.N.F., O¹ 2086 (2), 30 avril 1769. Pour un exemple de prix, voir la lettre de l'abbé de Bernis (1715-1794) à Lenormant de Tournem (trois qualités proposées avec la griotte à 18 livres le pied cube, le sarrancolin à 13 livres et le vert Campan à 14 livres 10 sols) : A.N.F., O¹ 2069 (1), 10 mai 1746. Dans son *Guide de ceux qui veulent bâtir* (Paris, Morin, 1781, p. 145.), Le Camus de Mézières précise que le pied cube coûtait entre 70 et 90 livres suivant la qualité et la rareté de la variété.

184. A.N.F., O¹ 2077 (1), 15 mars 1759 ; O¹ 2077 (8), 3 avril 1759 ; O¹ 2078 (2), 12 octobre 1761 ; O¹ 2084 (1), 1770.

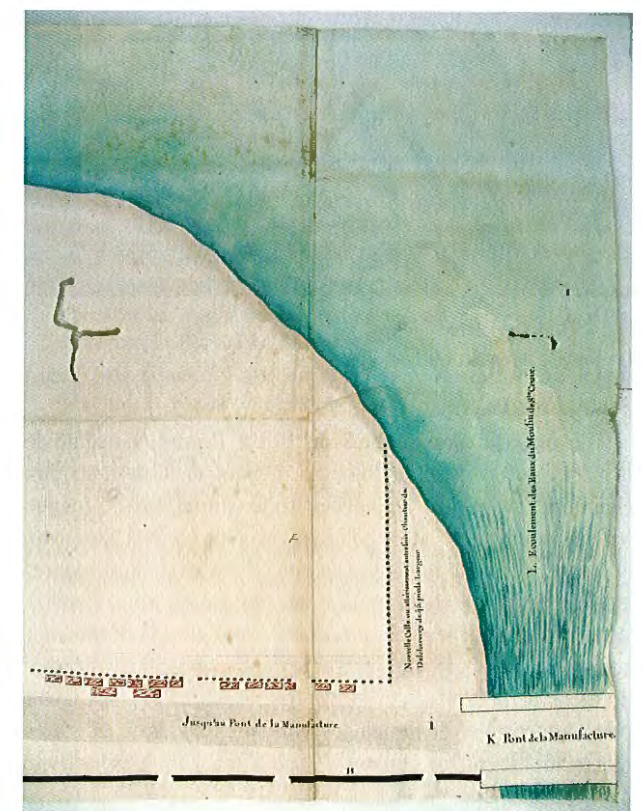
185. A.N.F., O¹ 2082 (2), 4 avril 1767. Voir aussi A.D.Gir., G 3341, 31 décembre 1764 et 26 février 1765 ; G 3340, 12 mars 1771. Voir aussi Gardelles, 1963, p. 42-43.

186. A.N.F., O¹ 2082 (2), 14 février 1767. Courteault, 1923, p. 121 et 344, n. 3.



pouvait appuyer les demandes de quelques amis auprès du directeur général¹⁸⁷. Certaines années, la vente ne s'avérait pas fructueuse comme le laisse entendre Séguy en novembre 1767¹⁸⁸. Mais il pouvait compter sur des clients importants et réguliers comme Vernet qu'il recommandait aux autres acheteurs¹⁸⁹. Ce sculpteur accumula d'ailleurs une telle quantité de blocs devant sa maison du faubourg Saint-Seurin qu'il gêna le passage public, déclenchant une polémique avec les voisins (fig. 8)¹⁹⁰. Durant le mandat de Dupin, les ventes continuèrent¹⁹¹ mais avec les problèmes constants d'abus privés.

L'intérêt, voire la convoitise, que suscitait le marbre¹⁹², obligea la Couronne à réglementer la vente mais aussi son transport avec l'arrêt du 11 février 1700. L'inspecteur pouvait, le cas échéant, appliquer une amende de 3 000 livres et la saisie des blocs. Cependant, des particuliers contournaient régulièrement la législation royale comme en témoigne la lettre, déjà citée, de Rostan à Gabriel en février 1737¹⁹³. La lutte contre les fraudes accaparait l'inspecteur, surtout dans ce grand port qu'était Bordeaux. Là aussi, Séguy s'acquitta de sa tâche consciencieusement, faisant saisir les caisses de marbres qui ne possédaient pas d'autorisation écrite, et les faisant transporter au magasin de La Bastide¹⁹⁴ ; l'archevêque de Toulouse en fut la victime en 1764¹⁹⁵. Cette vigilance, sans doute renforcée par la douane, favorisa les déclarations¹⁹⁶.



187. A.N.F., O¹ 2077 (8), 24 février 1759.

188. A.N.F., O¹ 2083 (3), novembre 1767.

189. A.N.F., O¹ 2086 (2), comptes de 1753-30 avril 1769.

190. A.N.F., O¹ 2076 (4), 23 janvier 1753 ; O¹ 2081 (3), s.d.

191. A.N.F., O¹ 2085 (2-3), années 1775-1776.

192. Julien, 2006, p. 96.

193. A.N.F., O¹ 2068 (3), 2 février 1737.

194. Lettre de M. de Saint-Priest sur les abus de transports de marbres et demande de passeports pour éviter les abus : A.N.F., O¹ 2072 (1), 4 mai 1754. Arraînement d'un coureau qui livrait neuf caisses de marbres *enivrés* pour la maison de Labrie, marchand raffineur : A.N.F., O¹ 2073 (3), 12 août et 28 octobre 1755. Saisie de trois tables de marbre venant de Carcassonne pour Lasalle de Francfort : A.N.F., O¹ 2075 (1), 21 mars 1757. Saisie de marbres embarqués dans un coureau pour Joseph, Arménien, tenant un café sur les fossés de l'hôtel de ville : A.N.F., O¹ 2074 (6), 23 décembre 1755. Saisie faite par Séguy de cinq cents carreaux de marbre de Toulouse pour le négociant Ravina et de trois tables de Paris pour le marchand miroitier Fonfrède : A.N.F., O¹ 2075 (6), 27 avril 1757. Saisie d'une table de marbre pour Mme de Brassié qui s'est retirée au couvent de la Visitation : A.N.F., O¹ 2076 (4), 21 mars 1758. Saisie dans le port de quatre cheminées faites en Quercy par le maréchal de Seneterre pour son château de Didonne en Angoumois : A.N.F., O¹ 2079 (2), 3 mai 1763 ; O¹ 2081 (2), 7 juillet 1765. Demande d'autorisation de passage par M. Weltener, négociant de Libourne, pour 2 statues de marbre blanc envoyées de Livourne, pour sa maison de campagne : A.N.F., O¹ 2081 (2), 7 juillet 1765.

195. A.N.F., O¹ 2080 (3), 13 septembre 1764 ; O¹ 2081 (2), 7 juillet 1765.

196. Déclaration de Fonfrède sur la venue de cinq caisses de marbre à Bordeaux : A.N.F., O¹ 2081 (2), 10 novembre 1766. Demande de permission d'entrer des blocs de marbres pour Mme de Basterot, femme d'un conseiller au Parlement : A.N.F., O¹ 2083 (3), 24 novembre 1767.



Fig. 9. - Blocs de marbre.
Localisation inconnue. Cliché P. Vivez.

Le magasin des marbres du Roi à Bordeaux naquit de la nécessité de gérer les blocs et les colonnes destinés aux chantiers royaux dès les années 1660. Entreprise de longue haleine, soumise aux aléas politiques et commerciaux nationaux et locaux, et à la topographie du port, l'inspection des marbres s'affermir grâce à des hommes aux qualités professionnelles remarquables qui leur permettaient, d'une part, d'administrer scrupuleusement le transport et l'entreposage de dizaines de blocs dans le magasin établi entre 1733 et 1736 ; d'autre part, de contrôler et limiter les vols, les fraudes¹⁹⁷ et autres réclamations, parfois virulentes, suscitées par l'intense activité architecturale que connaissait Bordeaux.

Pourtant, à la veille de la Révolution, le magasin royal tombait en ruine. Cet abandon résultait des difficultés financières que connaissait la direction des Bâtiments du Roi. Les archives manquent pour permettre d'apprécier le fonctionnement du dépôt avant sa confiscation et son expertise le 12 octobre 1790, puis sa vente le 3 novembre suivant¹⁹⁸. Le 21 décembre de cette même année, la municipalité de Cenon souhaite acquérir le terrain pour y établir la Maison commune mais ce projet n'aboutit pas¹⁹⁹. Au XIX^e siècle, l'ancien magasin royal devint successivement l'entrepôt Deloste²⁰⁰ puis les chais de Léon Baumgartner (vers 1880) ; le jardin disparut lors de l'installation de l'usine Carde²⁰¹.

Entre-temps, la présence de nombreux blocs de marbre, cent vingt et un en 1810²⁰², déplacés lors de la vente du magasin, continuait à gêner les autorités municipales et préfectorales qui réfléchirent sur différents moyens de les évacuer²⁰³. En 1810, l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées Didier projeta de réutiliser ces pierres pour un projet d'obélisque destiné à la place de La Bastide (actuelle place Stalingrad)²⁰⁴. En cas d'abandon du programme, l'idée d'intégrer les pierres dans la culée du nouveau pont²⁰⁵ fut reprise par le préfet²⁰⁶. Mais, suite à un nouvel échec, celui-ci organisa des ventes aux enchères publiques dans les années 1820 et 1830 pour se

débarrasser des blocs qui encombraient non seulement les quais de La Bastide mais aussi le Jardin royal²⁰⁷. La vente de juin 1833 puis la démolition du magasin en 1894-1895²⁰⁸ auraient mis fin à l'histoire des marbres du Roi à Bordeaux si, selon Pierre Vivez, des travaux de terrassement n'avaient exhumé à La Bastide des blocs dans les années 1925-1930 puis d'autres marbres (fig. 9) plus récemment.

197. Pour les ventes illicites de marbres, voir Julien, 2006, p. 106.

198. A.D.Gir., I Q 617, 12 octobre 1790. Expertise de Pierre Paul Rivière, maire de Carignan, et de Jean Graves, marchand : [...] *Led. bâtiment qui se trouve composé de deux chambres basses et un vestibule, deux chambres hautes, un vestibule et un grenier, distribué comme les chambres du premier, avons observé que les charpentes, contrevents, portes et vitrages exigent une réparation considérable, que même le mur de façade a perdu son aplomb et pour en évitant la chute qui parait être prochaine, il convient d'y faire adapter des arcs boutants ou même de le réédifier à neuf. Un append ou grand angard avec une chambre au levant dont le mur du midy menace aussi ruine et chute prochaine. Le tout borde le long de la rivière par un mur de la hauteur d'environ sept pieds où est pratiqué un grand portal, un moyen et porte à guichet. Et un jardin au levant du tout et sur le derrière, le tout de la contenance d'environ quatorze cent cinquante toises ayant cent vingt-six pieds de façade.* Nous remercions Christian Dubos de nous avoir signalé ce document.

199. A.D.Gir., Q 437, 21 décembre 1790.

200. *L'Annuaire général du commerce et de l'industrie de la ville de Bordeaux* indique une veuve Deloste au 17, quai Deschamps en 1875 et 1880 : Lagrell, 1875, p. 758 et Lagrell, 1880, p. 795.

201. A.D.Gir., SP 2542, 7 juillet 1887, plan. A cette date, l'*Annuaire de la Gironde* signale l'atelier de G. Carde, au 16 et 17 quai Deschamps, spécialisé dans la menuiserie du bâtiment et du luxe, et celui de Léonce Carde, au 21, spécialisé dans la serrurerie et la ferronnerie : Lesfargues, 1886, p. 302.

202. En 1810, on dénombra cent vingt et un blocs dont quatre-vingt-douze sur la voie publique et vingt-neuf chez le négociant Bonus ; cent seize étaient de l'incarnat du Languedoc. A.D.Gir., I Q 22 juin 1810. L'Etat devait indemniser annuellement les deux propriétaires, Bonus et Dupérier de Larsan, pour la présence des marbres déposés sur leurs terrains vers 1810 : I Q 1843, 8 février 1811, 29 avril 1824, 8 juin 1833.

203. *Et que dans le moment où nous écrivons, on enlève un bloc de ce même marbre, nous ignorons en vertu de quel ordre on fait cet enlèvement, ce qu'il y a de certain, c'est que ces objets appartenant à la Nation et étant sous la surveillance expresse du concierge du Champs de Mars, il nous semble que nous aurions dû en être instruits afin que le commissaire de police ne mit point d'entrave aux projets que l'administration centrale pourrait avoir. Nous vous observons, citoyens administrateurs, que c'est le seul marbre de cette qualité qui existe à Bordeaux et que l'on pourrait peut-être en avoir besoin pour quelque objet plus important ; dans tous les cas, vous voudrez bien nous faire connaître le party que vous aurez pris à cet égard :* (signé) Durand, E. Larroque. A.D.Gir., Q 879, 13 pluviôse An VII (1^{er} février 1799).

204. A.D.Gir., I Q 1843, 8 octobre 1810.

205. *Ibid.*, 6 J 47, « Etat des moellons jetés en enrochement au pont de Bordeaux depuis le 1^{er} avril 1820 jusqu'au 1^{er} décembre suivant ».

206. A.D.Gir., I Q 1843, 24 janvier 1811.

207. A.D.Gir., dossier des Domaines, marbres. Nous remercions Christian Dubos de nous avoir trouvé ces documents et de les avoir cotés pour nous les rendre enfin accessibles.

208. A.D.Gir., SP 2542, 5 octobre 1894 : soumission pour la démolition des pavillons d'entrée.

Bibliographie

- Antonelli et Lazzarini, 2000. Antonelli, Fabrizio et Lazzarini, Lorenzo, « Le Marbre Campan (Cipollino mandolato) : histoire, diffusion et archéométrie », *Revue d'Archéométrie*, 2000, n° 24, p. 111-128.
- Bresc-Bautier, 1995. Bresc-Bautier, Geneviève, « Les Marbres des Pyrénées sous Louis XIV », dans Cabanot, Sablayrolles et Schenck-David, 1995, p. 261-273.
- Bresc-Bautier et du Mesnil, 1993. Bresc-Bautier, Geneviève et du Mesnil, H., « Le Marbre du Roi : l'approvisionnement en marbre des Bâtiments du Roi, 1660-1715 », *Eighteenth-century life : art and architecture of Versailles*, actes du colloque de Versailles (1985), 1993, vol. 17, n° 2, p. 35-54.
- Bonnet, 2000. Bonnet, Jean-Louis, « De la politique royale du marbre aux carrières de Caunes et Félines en Minervois », *Bulletin de la Société d'Etudes scientifiques de l'Aude*, t. CC, 2000, p. 53-62.
- Butel, 1973. Butel, Paul *La Croissance commerciale bordelaise dans la seconde moitié du XVIII^e siècle*, thèse d'Histoire, Université de Paris I, Lille, Université de Lille 3, 2 vol., 1973.
- Butel, 1991. Butel, Paul, *Les Dynasties bordelaises, de Colbert à Chaban*, Paris, Perrin, 1991.
- Cabanot, Sablayrolles et Schenck-David, 1995. Cabanot, Jean, Sablayrolles, Robert et Schenck-David, Jean-Luc (dir.), *Les Marbres blancs des Pyrénées. Approches scientifiques et historiques*, actes du colloque de Saint-Bertrand-de-Comminges (octobre 1993), Saint-Bertrand-de-Comminges, Musée archéologique départemental, 1995.
- Cat. expo. Paris, 1982. Collectif, Chaillot, Passy, Auteuil. *Promenade historique dans le 16^e arrondissement*, cat. expo. Paris (mairie annexe du 16^e arrondissement, domaine de Bagatelle et musée Carnavalet, mai-octobre 1982), Paris, Musées de la ville de Paris, 1982.
- Chassagne, 1983. Chassagne, Serge, « Evolution du terme de manufacture », *Monuments historiques*, 128, août-septembre 1983, p. 20-24.
- Chevet, 2001. Chevet, Robert, *Marins de Bordeaux. Une histoire maritime de Bordeaux et de l'estuaire de la Gironde*, Bordeaux, Confluences, 2001.
- Courteault, 1923. Courteault, Paul, *La Place Royale de Bordeaux*, Paris-Bordeaux, Colin-Féret, 1923.
- Courteault, 1932. Courteault, Paul, *Bordeaux, cité classique*, Paris, Firmin-Didot, 1932.
- Curcio et Kieven, 2000. Curcio, Giovanna, et Kieven, Elisabeth (dir.), *Storia dell'architettura italiana. Il Settecento*, Milan, Electa, 2000.
- Donis, 1920. Donis, A., *La Bastide à travers les siècles*, Bordeaux, Bière, 1920.
- Ducaunnès-Duval, 1942. Ducaunnès-Duval, Gaston, « La Construction de l'église Saint-Bruno », *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, t. XXXV, 1942, pp. 57-70.
- Gallet, 1995. Gallet, Michel, *Les Architectes parisiens du XVIII^e siècle. Dictionnaire biographique et critique*, Paris, Mengès, 1995.
- Gardelles, 1963. Gardelles, Jacques, *La Cathédrale Saint-André de Bordeaux : sa place dans l'évolution de l'architecture et de la structure*, Bordeaux, Delmas, 1963.
- Higounet, 1963. Higounet, Charles (dir.), *Bordeaux pendant le Haut Moyen-Âge*, Bordeaux, Fédération historique du Sud-Ouest, 1963.

- Immerzeel, M., « L'Emploi du marbre pyrénéen pour la production de sarcophages paléochrétiens en Gaule : la Provence et les Pyrénées », Cabanot, Sablayrolles et Schenck-David, 1995, p. 207-222.
- Julien, 2005. Julien, Pascal, « Pour mieux faire flotter les marbres : les cartes du "cours de la Garonne" », *Mémoires de la Société archéologique du Midi de la France*, t. LXV, 2005, p. 234-242.
- Julien, 2006. Julien, Pascal, *Marbres : de carrière en palais : du Midi à Versailles, du sang des dieux à la gloire des rois, XVI^e-XVIII^e siècle*, Manosque, Le Bec en l'air, 2006.
- Lagrell, 1875. Lagrell, A., *Annuaire général du commerce et de l'industrie de la ville de Bordeaux et du département de la Gironde*, Bordeaux, Delmas, 1875.
- Lagrell, 1880. Lagrell, A., *Annuaire général du commerce et de l'industrie de la ville de Bordeaux et du département de la Gironde*, Bordeaux, Delmas, 1880.
- Lescorze, 2001. Lescorze, Olivier, « Les Quais de Bordeaux rive gauche du XVII^e au XX^e siècle : espaces portuaires ou balcon urbain ? », *Des villes, des ports, la mer et les hommes*, actes du 124^{ème} Congrès des Sociétés historiques et scientifiques (Nantes, avril 1999), Paris, Editions du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, 2001, pp. 199-215.
- Lesfargues, 1886. Lesfargues, Ch., *Annuaire de la Gironde*. 1887, Bordeaux, Gounouilhou, 1886.
- Leulier, 2003. Leulier, Renée, « A la recherche d'un collaborateur oublié du marquis de Tourny, Cosme Henry Letellier », *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, 3^e série, t. III, 2003, pp. 19-41.
- Leulier, 2004. Leulier, Renée « Les Péripiétés d'un inachèvement : l'église Saint-Louis des Chartrons à Bordeaux », *Histoire de l'Art*, 54, juin 2004, pp. 103-115.
- Maffre, 1998. Philippe Maffre, *Les Sociétés Laclotte (1756-1793)*, thèse d'Histoire de l'Art, Chr. Taillard (dir.), Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 3 vol., 1998.
- Martinez, 2004. Martinez, Jean-Luc, *Les Antiques du Louvre, une histoire du goût de Henri IV à Napoléon III*, Paris, Fayard-Musée du Louvre, 2004.
- Maurepas et Boulant, 1996. Maurepas, Arnaud de et Boulant, Antoine, *Les Ministres et les ministères du Siècle des Lumières (1715-1789)*, Paris, Jas, 1996.
- Meaudre de La Pouyade, 1911. Meaudre de La Pouyade, Maurice, *Impressions d'une Allemande à Bordeaux en 1785*, Bordeaux, Gounouilhou, 1911.
- Mouquin, 2003. Mouquin, Sophie, *Les Marbriers des Bâtiments du Roi (1661-1745) : étude des principaux marbriers travaillant pour la couronne de France sous l'Ancien Régime*, thèse d'Histoire de l'Art, Alain Mérot (dir.), université de Paris IV-Sorbonne, 6 vol., 2003.
- Pariset, 1969. Pariset, François-Georges, « Saint-Nicolas de Nérac », *Congrès archéologique de France. Agenais*, 127, 1969, pp. 120-124.
- Pérouse de Montclos, 2000. Pérouse de Montclos, Jean-Marie, *Philibert de l'Orme, architecte du Roi (1514-1570)*, Paris, Mengès, 2000.
- Perrin, 1985. Perrin, Joël, « Le Couvent des Grandes Carmélites de Bordeaux », *Société archéologique de Bordeaux*, t. LXXVI, 1985, pp. 105-116.
- Peyrous, 1979. Peyrous, Bernard, « Cadillac à travers les livres de voyages (XVII^e-XIX^e siècles) », *Revue française d'Histoire du Livre*, 23, 1979, p. 265-284.

- Pons, 1996. Pons, Bruno, *De Paris à Versailles 1699-1736. Les sculpteurs ornemanistes parisiens et l'art décoratif des Bâtimens du Roi*, Strasbourg, Association des publications près les universités de Strasbourg, 1986.
- Roudié, 2003. Roudié, Philippe, *Bordeaux Baroque. Sculptures à Bordeaux et dans la région bordelaise*, Bordeaux, Société Archéologique de Bordeaux, 2003.
- Souchal, 1988. Souchal, François, « L'Apothéose de saint François-Xavier de Guillaume II Coustou », *Gazette des Beaux-Arts*, 1988, CXII, p. 43-48.

- Taillard, 1997. Taillard, Christian, *Bordeaux à l'âge classique*, Bordeaux, Mollat, 1997.
- Tiberghien, 2002. Tiberghien, Frédéric, *Versailles, le chantier de Louis XIV 1662-1715*, Paris, Perrin, 2002.
- Tokpassi, 1998. Tokpassi, Hervé, « L'Hôtel Leberthon, un chef-d'œuvre de l'architecture privée du XVIIIe siècle à Bordeaux », *Revue archéologique de Bordeaux*, t. LXXXIX, 1998, p. 225-236.



Le château de Vaure à Ruch (Gironde)

Par Pierre Coudroy de Lille

Le château de Vaure était une maison noble dépendant de la baronnie de Pujols dans la sénéchaussée de Libourne et dans le diocèse de Bazas. Si elle ne possédait pas de droit de justice, il y avait cependant des droits féodaux, des rentes, des reconnaissances, si bien que lors d'un inventaire en 1765, dans ce que les châtelains appelaient la «chambre au trésor», inventoriée en 1776, se trouvaient plusieurs terriers remontant jusqu'au XVIe siècle¹. La famille Durfort-Duras en était seigneur haut justicier et les Bacalan sont cités comme juges de Pujols dès le début du XVIe siècle. Les Durfort adhèrent très tôt à la Réforme et entraînent avec eux la majorité de leurs vassaux.

Analyse du château

Un inventaire du château dressé en 1694 nous le décrit ainsi : « Bati à la moderne avec deux corps de logis, trois gros pavillons couverts d'ardoises, un pont-levis avec de beaux fossés à fond de cuve, une plate-forme pavée de pierre de taille, balustrée du côté nord aboutissant à trois perrons ». Nombre de ces éléments existent toujours, comme la cour pavée et la balustrade².

Le notaire ne précise pas la forme de la toiture des corps de logis. On peut supposer qu'ils étaient couverts d'une toiture de tuiles neuves, une couverture de type méridional. En ce qui concerne les pavillons sans doute étaient-ils couverts d'ardoises comme celles de Cazeneuve. Elles ont été depuis remplacées depuis par des tuiles.

« A la moderne » signifie que nous avons ici un type de construction différent du modèle féodal :

- des pavillons presque carrés ont remplacé les tours rondes,
- un escalier droit voûté rampe sur rampe avec large palier de repos a supplanté les escaliers en vis antérieurs,
- la principale défense s'effectue par des fossés larges de 8 à 10 mètres, parfois taillés dans le roc ce qui permet de meilleurs angles de tir que des murs d'enceinte (fig. 1, 2, 3).

Avec son plan en U, Vaure correspond aux constructions de la deuxième partie du XVIe siècle telles que celles dessinées par Androuet du Cerceau. On retrouve en Guyenne les mêmes dispositions à Cazeneuve, Yquem ou Carbonnieux.

L'époque de la construction nous est donnée par le testament de Jean de Bacalan (+ 1647) fils de Symphorien, daté du 20 mai 1637 où il déclare être « constructeur du château »³. Nommé avocat général de la Chambre de l'Édit à Nérac en 1601, confirmé dans sa noblesse par édit royal en 1609, on peut penser que l'édification se fit en partie sous le règne de Henri IV mais on ne connaît pas la date précise. D'ailleurs Vaure n'a pas été terminé, l'aile est des dépendances n'est pas finie et il manque aussi le pavillon sud-est.

1. A.M. Bx, fonds Delpit, 66 S 214, titres de 1766.

2. B.M.Bx Fonds Bacalan.

3. Archives Jude de La Rivière, Notes manuscrites de Léo Drouyn, tome 32, p. 244.



Fig. 1. - Vue générale, dessin au crayon d'Henri Carrère, 1893.

Quel en aurait été l'architecte ou le maître d'oeuvre ? Les Bacalan étaient fort attachés à Henri de Navarre et à la cause protestante. Cela suffit-il pour avancer le nom de Pierre Souffron qui s'intitulait « maître des oeuvres de la Maison de Navarre » et qui a travaillé à Cadillac et à Cazeneuve au tout début du XVII^e siècle⁴ ?

Une maison noble existait antérieurement, mentionnée par divers documents d'archives. Un acte répertorié dans la « chambre au trésor » mentionne l'hommage féodal que rendit Bernard Cosso comme successeur de Pey de Grignols envers Jacques Angevin baron de Pujols et de Rauzan pour la terre de Vaure à Ruch en octobre 1482.

Cette famille est différemment orthographiée, Cosso, Cossol, Cosse. Elle figure en plusieurs endroits dans les notes manuscrites de Léo Drouyn. Elle était présente au ban et arrière ban du Bazadais en 1557 et possédait des biens dans les environs de Monségur, notamment le moulin de Peyrelongue. Elle était alliée à de nombreuses familles notables de la région dont les Gaubert ou les Ferrand.

Les archives du château sont éparpillées en plusieurs endroits : au château lui-même pour les actes du XVIII^e siècle, aux Archives départementales de la Gironde et aux Archives municipales de Bordeaux dans le fonds Delpit. Plusieurs tomes des notes manuscrites de Léo Drouyn en donnent des extraits mais ne disent rien de précis à propos de la construction. Le fonds Bacalan de la Bibliothèque de Bordeaux, utilisé par Maurice Campagne pour dresser la généalogie de la famille Bacalan ne donne pas plus de précision sur cette question.

Dévolution de la propriété

Thomas de Bacalan, père de Symphorien, est plusieurs fois signalé comme seigneur de La Mothe du Barry à Moullets en 1549 et 1572. En 1577, il est seigneur de Vaure et rend hommage au baron de Pujols en 1579. On peut penser qu'il acheta Vaure entre 1572 et 1577.

4. Braquehay, Ch., Les artistes du château de Cadillac, *BSABx*, T. X p. 48, 116 à 126, et T.XI, p. 107 à 112.



Fig. 2. - Vue de la cour intérieure, carte postale ancienne.

Fig. 3. - Vue de l'aile ouest et des fossés.



L'acte de confirmation de noblesse de 1609⁵ déclare que la maison de Vaure fut prise et pillée par la troupe en septembre 1587, soit un mois avant la bataille de Coutras. Cependant, on ne peut pas savoir quelle était l'étendue des dégâts. Il semble qu'une reconstruction ait été nécessaire.

Fidèle compagnon d'Henri de Navarre, Symphorien de Bacalan le fut au plus haut point, quittant son fauteuil de magistrat pour s'engager dans sa compagnie des Gendarmes du Roi avec toutes sa famille, ses deux frères tous deux prénommés Jean, huit de ses fils dont quatre moururent dans des batailles et au siège d'Amiens. Devenu roi, Henri IV le récompensa et raffermi sa noblesse avec un règlement d'armoiries « d'azur à une tour d'argent ». Par la suite, il put acquérir d'autres maisons nobles dont il gratifia ses garçons ayant survécu aux guerres : Bagéran à Clairac, La Haille à Ruch, Sèpes à Sainte-Radegonde, Lorée à Doulezon. Son épouse était Sibille de Gascq, fille de François de Gascq, seigneur de Razens à Aillas et de Françoise de Fumel. Symphorien reprit ses fonctions de magistrat après les guerres et fut nommé avocat général à la Chambre de l'Édit en 1601, chambre mi-partie catholique et protestante, qui siégea à Nérac puis à Bordeaux. La descendance fut nombreuse. On la trouve possessionnée en plus de l'Entre-Deux-Mers, à Gontaud de Nogaret, aux châteaux de Cumont et de Monbazillac. Le dernier à porter le nom fut Etienne-François de Bacalan, vicomte de Monbazillac qui mourut en 1902.

A Vaure, quatre générations de Bacalan se succédèrent, le dernier, Jean-Jacques de Bacalan (1730), célibataire, fit donation de ses biens à son cousin Jacques-Armand du Vigier, procureur

général au parlement de Bordeaux. Après son décès en 1762, la dernière représentante de la famille, Elisabeth du Vigier, dame de compagnie de Madame Adélaïde, fille de Louis XV, quitta le pays en épousant le marquis de Grossolles-Flamarens et vendit Vaure entre 1766 et 1768 à Jacques de Bergeron, seigneur de La Mothe de Cussac dite Lamothe Bergeron, capitaine des gardes-côtes de Lamarque.

Son fils François fut également seigneur de Vaure et conseiller au parlement. Pendant la Révolution, il ne fut pas inquiété et vendit le domaine de Vaure pour 120 000 francs (acte sous-seing privé du 12 brumaire an 5 - 2 novembre 1796) à Raymond Follardeau, cultivateur à Frontenac voulant sans doute par cette transaction renforcer ses biens en Médoc. Il mourut en 1810 et son monument funéraire à l'antique existe toujours au cimetière de la Chartreuse, allées Ravez.

L'acte de vente de l'an 5 énumère les sept métairies du domaine : la grande métairie de Vaure, la petite métairie de la cour de Vaure, le pigeonier, Grangeneuve, Barrouilh, Le Marés et Le Galion soit un total de 358 journaux (environ 160 ha) répartis entre les communes de Ruch, Bossugan, Pujols, Doulezon et Blasimon.

La famille Follardeau était originaire de Saintes. Elle s'était fixée à Sainte-Terre près de Castillon vers 1660, ses membres étaient alors qualifiés de marchands.

Elle était alliée à une famille noble nantaise, les de Coussy de Launay, ce qui dut étendre leur rayon commercial.

L'acquéreur, Raymond Follardeau est qualifié d'avocat et devait être assez fortuné. Il se fixa à Vaure et son fils Jean-Désiré poursuivit l'exploitation. La troisième génération est représentée par son petit-fils Raymond qui dut faire face à la crise du phylloxéra. Il décéda en 1914 à l'âge de 73 ans. Il eut deux filles dont l'aînée, Marie-Thérèse, hérita de Vaure. Elle épousa en 1893, Henri Carrère, avocat, bon dessinateur et peintre, bibliophile, collectionneur, archéologue ami de l'abbé Labrit, curé de Frontenac. Avec ce dernier, il pratiqua des fouilles notamment à Roquefort de Lugasson et dans divers abris sous roche de l'Entre-Deux-Mers. Une de ses filles qui hérita du domaine, épousa le docteur Louis Delom-Sorbé qui

fut maire de Ruch de 1935 à 1971. Aujourd'hui le domaine viticole et le château sont gérés par leurs descendants, les familles de Larrard et Ranjard.

Le 8 novembre 1996, le château de Vaure a été inscrit à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques comme « bâtiment illustrant l'austérité de certains édifices érigés en Bordelais à la charnière des XVI^e et XVII^e siècle. Il présente un intérêt d'architecture et d'histoire suffisant pour en rendre désirable la préservation ». C'est la reconnaissance de l'entretien et des soins attentifs apportés par les propriétaires successifs de Vaure pendant quatre siècles pour conserver le caractère original et presque intact de cette demeure.

5. Campagne Maurice, Histoire des Bacalan du X^e au XX^e siècle, Bergerac 1905.

Revue Archéologique de Bordeaux, tome IC, année 2008, p. 93-100

Documents d'archives provenant du château de Vaure

Par Xavier Roborel de Climens



La Bibliothèque municipale de Bordeaux conserve dans ses fonds anciens un ensemble de documents intéressant la famille de Bacalan provenant de l'Académie de Bordeaux. Ces papiers de famille avaient été recueillis à Ludon en 1884 à la demande de Raymond Céleste, secrétaire général de l'Académie, auprès de Me de Mérédiu, notaire, chargé de la succession de la vicomtesse de Bacalan décédée le 5 décembre 1883¹.

Ce fond est constitué en grande partie par les archives de Joseph de Bacalan, (1701-1772) conseiller au parlement de Bordeaux et par celles de sa belle-fille, Jeanne de Lavie, (1737-1826) épouse d'Isaac de Bacalan (1737-1769).

Les documents présentés ici sont des pièces relatives à la succession de deux membres de la branche aînée des Bacalan, seigneur de la maison noble de Vaure. La première, rédigée en 1694 après le décès de Louise du Vigier épouse d'Arnaud de Bacalan, est une description du château de Vaure et de ses dépendances. La deuxième, est un procès verbal établi le 8 mars 1730, juste après la mort de Jean-Jacques de Bacalan, dernier représentant de cette branche.

La présence de ces papiers dans les archives de Joseph de Bacalan peut s'expliquer par le fait, qu'alors jeune avocat au parlement, il a dû intervenir au profit de son cousin pour l'aider à démêler des successions particulièrement complexes.

«État de la despendance consistance de la maison de Vaure ...» 1694

Ce document se présente sous la forme d'un cahier de vingt six pages manuscrites. Il n'est ni daté ni signé. Certains feuillets sont détériorés ce qui en rend la lecture incomplète. Ce mémoire est divisé en cinq parties, *les biens fons, les afferme, les renthes L'Estat des sommes dhues a lad. Maison de Vaure* et un *Mémoire des (sommés ?) qui ne sont pas dans l'in(ventaire ?)... fait après le decés de feue n... de bacalan*. Cette dernière mention permet de penser que c'est un document rédigé peu de temps après le décès de Louise du Vigier, le 13 janvier 1694, épouse d'Arnaud de Bacalan et mère de Jean-Jacques de Bacalan.

Les biens-fonds

Le château est dit *basty a la moderne deux corps de logis trois gros pavilhons couverts dardoize pon levis aveq de beaux fossé a fons de cîve*. On trouve ensuite une plate-forme ou terrasse pavée de pierres de taille qui aboutit à trois perrons et dont le côté nord est fermé par une balustrade.

1. A.M.Bx 113 S 504 et Recueil des Actes de l'Académie nationale des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Bordeaux, 1884. Séances du 11 décembre 1884 et du 8 janvier 1885.

Viennent ensuite deux grandes écuries pouvant contenir vingt chevaux chacune, une grange pour le fourrage, un cuvier, où se trouvent le pressoir et les vaisseaux vinaires, un *fort grand chay* contenant cinquante tonneaux de vin. Tous ces édifices sont précédés d'une grande cour et d'une petite avant cour. Puis, on note un *fort beau jardin de la contenance de deux journaux lequel est fort bien tenu, une hourmé*² joignant le jardin faite en terrasse au nombre de cinq grandes allées, le tout entouré de murailles. A proximité du château on peut voir un bois de chênes et de charmes de haute futaie, une terrasse près de la maison contenant quarante journaux de vignes, un bois de pins d'une superficie de quinze journaux et un autre bois en partie de haute futaie et en partie en taillis dit le bois de *poitevin* d'une contenance de douze journaux. Enfin, on compte environ vingt-six journaux de prés en plusieurs pièces dans lesquels se trouvent beaucoup d'aubarèdes qui sont d'un bon revenu et qui fournissent les *peaux*³ pour la vigne. Un scripteur inconnu a ajouté en marge à propos de la terrasse *il y a partie de la muraille renversée dans les vignes* et au sujet des vignes elles sont dites *ruinée et perdue qui ne baille pas assez (?) du vin pour les faire valoir et payer les charges comme il se verra par les comptes des manuvres et nombre du vin recuilly*. Quant au bois de *poitevin*, *le tout est en bois taillis dans lequel on a laissé des ballibeaux pour élever un bois de haute futé et tous les prés sont des prêts secs à la réserve de trois ou quatre journaux ou environ ...*

Suit la liste des métairies et de leurs principales caractéristiques. L'état du document ne nous permet d'en connaître que onze mais il devait y en avoir deux de plus :

- la grande métairie de Vaure avec deux paires de bœufs pour les labourages, une vache *pour porter les veaux*, six journaux de vignes, des prés, des charrettes et des pourceaux et des brebis,
- la métairie de Barrouilh : une paire de boeufs et une paire de vaches (la suite est déchirée). Le scripteur anonyme a ajouté *cest un bel abus ladite meterie est acquise par ? comme il paroît ? et certifié par ? écrit de sa main*.
- la métairie de Barade en Baussugan : une paire de bœufs pour les labours et trois journaux de vignes,
- la métairie de Bartellot : une paire de boeufs pour les labours et une vache, des pourceaux et du petit bétail,
- la métairie dite du Marin : une paire de bœufs, une paire de vaches, du petit bétail, des prés et un journal et demi de vignes,
- la métairie appelée de Denis : une paire de bœufs et une paire de vaches et du petit bétail, des prés et ?
- la métairie a Peti ? : une paire de bœufs, une vache, du petit bétail, des prés et deux journaux de vignes,
- la métairie de Cottes : une paire de vaches pour les labours, des brebis et des pourceaux et un journal de vignes,

- la petite métairie de Barade en Doullouzon : une paire de vaches pour les labours et deux journaux de vignes. En marge on lit *la dite meterie est saizie par le sieur L ?*
- la petite métairie du Gallion : une paire de vaches pour les labours et du petit bétail.

On a ajouté *faut scavoïr combien de bled de chaque espece il ce seme dans chaque meterie et bourdieu et ensuite le nombre des grains qui se recueillent annuellement scavoïr les années 1694 1695 et 1696 et après les charges distraites voir le revenu pour en faire lestimation*.

Enfin, il y a deux petits bourdieux, l'un dont le nom n'est pas lisible où il y a une vache pour porter des veaux et l'autre en Bossugan où il y a des cochons.

Enfin, sur tout cet ensemble de terres, il y a quatre journaux de biens nobles comprenant le château et les biens qui sont autour.

Les biens affermés

On trouve en premier des pièces de prés à Civrac, une tuilière près du château avec trois journaux de terre rapportant 30 livres et deux pipes de chaux, un moulin à eau sur l'Escouach affermé pour deux boisseaux et quelques volailles. A Civrac, sur la rivière de *dourdougne* deux nasses rapportant 74 livres de revenu et quelques poissons plus une île sur la même rivière rapportant 33 livres. En outre, il reste un *dismon* (dîme) et plusieurs agrières situés dans les juridictions de Pujols et Civrac appelé à *Cancadonant* rapportant de l'avoine et de la paille.

Les rentes

Elles sont constituées de moulins, de plusieurs fiefs dans les paroisses environnantes et d'un bourdieu à Bordeaux :

- le moulin à eau de la Caussade procurant douze boisseaux et demi de froment de rente annuelle, 15 livres en argent et une paire de chapons. On lit en marge *Saizie par les sr Lalande et Lypau*.
- le moulin à eau de Labarthe dont la rente annuelle est de douze boisseaux de froment, 45 sols en argent et une paire de chapons. A coté des biens fonds procurent cinq picotins de fèves.
- le moulin de la Houze procurant un boisseau et demi de froment une paire de chapon et un picotin et demi d'avoine.

Il faut ajouter plusieurs fiefs répartis dans les paroisses de Ruch, Pujols, Saint Pey de Castets, Moulliets, Villemartin, Sainte-Florence, Bossugan, Doullouzon et Sainte-Radegonde.

2. Ormaie.

3. Piquet de vigne ou poteau.

Les ranthes desquels sont considérables pour leurs grandes étendues consistant en bled argent et volaille mais pour connaître le détail il faut se rapporter au terrier sans doute conservé au château.

Enfin, est mentionné un *bourdieu apellé bac... joignant les chartrons à Bordeaux*.

Il se compose de deux chambres, une belle cuisine ... *mesme des meubles pour habiter*.

Une chambre pour le métayer, un chai, un cuvier avec pressoir et cuves, un jardin une *horniée* (ormae) entourée de murailles le long de la Garonne. La superficie est de 15 journaux de vignes en palus produisant près de 20 tonneaux par an.

On lit en marge *il sy est fait aud. bourdieu jusques a 33 th. de ving, il y a des années qu il ne si est recuilly que 4 a 5 tonneaux*.

La présence et le nom de ce bourdieu nous oblige de revenir sur l'origine du nom du quartier de Bacalan. Les Bacalan ont-ils reçus leur nom du quartier de Bordeaux ainsi appelé ou le lui ont-ils donné ? Maurice Campagne dans son étude sur les Bacalan⁴ s'est longuement interrogé sur cette question. On sait grâce à lui que la famille Bacalan étant originaire d'Auvergne, la première hypothèse doit donc être repoussée. Par ailleurs, le nom de Bacalan n'est jamais cité dans les différents documents des XVe et XVIe siècle pour désigner la zone nord de Bordeaux. Léo Drouyn dans *Bordeaux vers 1450* n'en parle pas. Ce n'est que dans la deuxième partie du XVIIe siècle que les registres de la Jurade citent deux fois le nom de Bacalan, les 16 mars et 13 avril 1669 à propos de l'établissement « d'un quai le long de la rivière à prendre depuis la manufacture jusqu'à Bacalan ». C'est à partir de la Fronde que le nom de Bacalan va apparaître dans ce secteur de la ville. La première mention se trouve dans une lettre adressée par le cardinal Mazarin à Hugues de Lionne le 13 septembre 1650⁵ « J'arrivay hier au soir extrêmement tard, parce que je perdis quelques temps à donner des ordres au sieur de Mautrix pour reprendre le poste de Bacalan et faire diverses autres choses qui estoyent nécessaires ». Grâce aux mémoires de Mme de La Guette qui joua un rôle important pendant la Fronde à Bordeaux, on sait qu'il y avait une maison portant le nom de Bacalan « Madame la comtesse de Marsin ... me dit le soin qu'elle voulait me faire divertir autant qu'elle pourroit ; que nous irions le lendemain nous promener à Bacalan qui est proche de Bordeaux. C'est une maison assez jolie dont le jardin est fort agréable. Le maître donna la collation à madame de Marsin dans un cabinet de verdure. Nous nous promenâmes le long de la Garonne qui est quelque chose de fort agréable... ». Cet épisode se passe en mai ou juin 1653. Une autre mention de cette maison date de juillet 1653 et se trouve dans la relation

que fit le sieur Butin au duc de Vendôme. Il y est dit clairement qu'Arnaud de Bacalan possédait un bien près de la porte des Chartreux «mettant pied à terre à la porte des chartreux, il apprit que le sieur de bacalan estoit dans une maison fort proche de là»⁶.

Il est donc très vraisemblable qu'Arnaud de Bacalan ait fait construire une maison de plaisance au bord du fleuve dans cette partie de Bordeaux encore en pleine campagne, loin du port et de ses désagréments⁷, que cette maison ait porté son nom et que ce nom ait été donné par la suite à tout le quartier. Cette hypothèse est renforcée par la lecture de l'inventaire après décès des biens d'Arnaud de Bacalan dressé à la demande de sa veuve le 24 décembre 1665⁸. On peut y lire que «lad. dame ... a déclaré y avoir quelques meubles et autres choses appartenant aud. feu sieur de Bacalan dans sa maison et bourdieu situé au fond des charteux appelé à bacalan...»

Dans ce bourdieu, le notaire relève la présence des meubles suivants : dans la cuisine, une grande table de bois de sapin, un cabinet de bois de sapin, une paire de chenet «de feu» et huit «méchants» réchauds ; dans la pièce qui suit : un lit avec une «méchante» paillasse, un lit en forme de cabinet, «13 tableaux de nudittés avec 4 morceaux de rideaux de tafetas de camelot» ; dans une chambre attenante : sept pièces de tapisseries de cuir doré, une petite table, un pied de chenet de fer, un cabinet de bois de noyer ; enfin dans une dernière pièce : un lit garni, un châlir de bois de noyer «qui n'a pas de quenouille», une petite table de bois de noyer, un grand coffre de noyer. Enfin, dans un pavillon, on trouve une grande table ronde de bois de noyer, «un méchant lit de crin couvert de cuir et quelques «méchantes» chaises de paille. Dans le cuvier se trouve deux grandes cuves écoulant près de 7 tonneaux, une cuve écoulant 3 tonneaux un fouloir, un «enthounoir» et douze bastes, un pressoir garni et un échelle à bras et un «bugeoir».

Les listes de créances

Le premier état se présente sous la forme d'une liste de vingt-sept contrats signés entre 1663 et 1692 en général par madame de Bacalan pour des sommes allant de 6000 livres à 30 livres et pour un montant total de 24 724 livres.

4. Campagne Maurice, *Histoire des Bacalan*, Bergerac 1905. p 38 à 41.

5. *Arch. Hist.*, t II p. 75.

6. *Arch. Hist.*, t. XV p. 359.

7. A la fin du XVIIe siècle, dans le petit port de pêche de Bacalan il n'y avait que neuf filadières, (petits bateaux rapides servant à la pêche sur le fleuve ou au transport). Huetz de Lemp (Christian) *Géographie du commerce de Bordeaux à la fin du règne de Louis XIV* Paris, SEPVEN, 1975. p. 384 et 385.

8. A.D.Gir. 3 E 9172 Maurin. Document cité par Caroline Le Mao *Les fortunes de Thémis*, p. 261, FHSO, 2005.

Parmi les souscripteurs on trouve des habitants des paroisses voisines et des membres de l'aristocratie locale par exemple M. de Montau, Mme de Gurson, M. de La Salle du Siron, M. de Voisins, conseiller à la Cour des Aydes, M. de Tastes, conseiller au parlement et bien d'autres encore.

La deuxième liste est semblable à la précédente ; elle contient vingt-six contrats de 1666 à 1689 passés avec les mêmes catégories de souscripteurs à l'exception d'une transaction. Il s'agit d'une somme de 23 000 livres, solde due par M. de Vincens pour la ranthe de l'office d'avocat général.

Le total de cette liste est de 43 000 livres

Grâce à ce document nous avons une description complète et parfaite de la maison noble de Vaure: le château, les dépendances et tous les éléments qui contribuent à sa richesse. On ne connaît pas le montant du revenu annuel mais il a dû être élevé compte tenu du nombre de métairies, de moulins, de bois, de vignes... On peut remarquer que ce sont les céréales et non la vigne qui sont les cultures principales, ce qui explique la présence des moulins. Cette situation n'a rien d'anormale c'est celle de l'Entre-Deux-Mers jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

Pourtant à l'époque où ce document a été rédigé la situation réelle n'est pas aussi brillante : des murs de bâtiments sont effondrés, des métairies ou des moulins sont saisis.

« Procès verbal de scellé de la maison de vaure en 1730 »

Ce document est un cahier de vingt pages manuscrites, en assez bon état de conservation, rédigé le 8 mars 1730 à la suite du décès de Jean-Jacques de Bacalan et à la demande de son homme de confiance Hélié Couregeolles. Cette pièce est signée par le greffier de la juridiction de Pujols, un certain Chambreaux.

Jean Castaing, avocat à la cour et jugé civil et criminel de la juridiction de Pujols est requis par un habitant de sa juridiction, laboureur de la métairie de Vaure, nommé Jean Faux assisté de Jacques Dubuch son procureur qui viennent lui annoncer que noble Jean Jacques de bâcalan Écuyer seigneur de la maison noble dud. Vaure, susdite paroisse de Ruch y est decédé cette nuit. Ils lui demandent de venir poser les scellés dans la maison de Vaure où il est attendu par Héliés Courejolles homme de confiance et économe du défunt.

Arrivé sur les lieux, le juge est informé par Courejolles que le seigneur de Bacalan est décédé dans la nuit à environ 10 heures et qu'il le requiert pour sa décharge et preuve de sa fidélité d'aposer le scellé sur les portes des chambres des cabinets des coffres et autres lieux où il paroît être nécessaire. Il précise que les héritiers présomptifs sont absents et éloignés

et qu'il a prié des cousins du défunt de venir assister à cette opération. Il s'agit de Samuel de Bacalan de Labarthe, Pierre de Bacalan de Lorée et Jean de Bacalan de Dauzennac.

Prenant acte de cette réquisition, le juge informe les personnes présentes qu'il va procéder à la pose des scellés et à l'inventaire des meubles de la demeure. Tous les participants acceptent de signer le document présenté par le juge à l'exception du sieur de Dauzennac qui a dit avoir des raisons pour ne signer pas !

La maison que va inventorier le juge Castaing se compose de trois corps de bâtiments à deux niveaux dont deux, en retour d'équerre par rapport au troisième sont d'inégale longueur. Trois gros pavillons carrés marquent les angles. À partir d'un vestibule central, on trouve à droite un petit vestibule donnant sur une pièce appelée la chambre verte donnant elle-même sur une autre pièce dénommée la chambre boisée. De là, on passe dans une nouvelle pièce dite la petite chambre boisée ou cabinet. Enfin, à l'extrémité vers le couchant se trouve un pavillon avec chambre haute et chambre basse. C'est dans cette partie que résidait Jean-Jacques de Bacalan.

À gauche du vestibule se trouve la salle du château puis deux autres pièces appelées chambres sans plus de précision et tout au bout un autre pavillon avec chambre haute et chambre basse. L'emplacement des pièces de service n'est pas précisé et à l'étage se présente un ensemble de chambres sans affectation particulière.

Le cortège formé par le juge, son greffier et les sieurs Bacalan, sous la conduite de Courejolles, s'introduit dans la première chambre à droite en entrant dite chambre verte précédée par un petit vestibule. Dans cette pièce une surprise attend le juge : la présence de six scellés fait sur du papier blanc avec de la cire rouge sur un cabinet qu'on nomme bureau sur six traites composés de douze tiroirs avec autant de serrures. Interpellé sur la présence, de ces scellés, Courejolles précise que le 4 mars dernier, il avait remarqué une aggravation de l'état de santé de Jean-Jacques de Bacalan. La nuit suivante son incommodité ayant redoublé il se trouva vers la fin de la nuit dans un état dangeureux sans parole et sans connaissance. Le lendemain matin, il avait donc fait prévenir des membres de la famille, leur demandant de se rendre à Vaure. Une fois sur place, croyant leur cousin sans ressource, ils prirent la décision de mettre des scellés partout où cela s'avérerait nécessaire.

Ces explications fournies, le juge Castaing examine les scellés, les fait vérifier par les cousins Bacalan qui précisent qu'ils ont été faits du cachet desdits sieurs de Labarthe et de Lorée ou il y a une tour d'argent en champ d'azur. Le juge appose le sien et sa signature sur les six bandes de papier blanc.

Puis interrogé sur l'absence des clefs du meubles, Courejolles répond qu'il ignore où elles sont mais précise que le 5 mars, les cousins Bacalan prirent quatre clefs dans la poche du Sieur Bacalan qui était assis sur le fauteuil sans parole ni connaissance, plus une tabatière d'argent, un cachet d'acier et un petit paquet de lettres. Ces objets furent remis à Daniel Dufoussat sieur de Bageron, voisin du défunt, et présent ce jour qui les remet immédiatement au juge. Tous les cabinets que le juge va rencontrer au cours de sa visite sont scellés. Il en vérifie chaque fois les cachets, y appose le sien et Courejolles précise à chaque requête qu'il ne sait pas où sont les clefs.

La description du mobilier faite par le juge est relativement sommaire. Il donne peu de détail sur les meubles, les essences des bois utilisés, la qualité ou la couleur des étoffes ou sur la vétusté de tous ces objets. Des précisions complémentaires nous sont données par trois autres documents : une ébauche d'inventaire datée du 22 novembre 1710, l'acte de prise de possession des biens de Vaure par Bernard Varaillon, homme de confiance de Jean-Arnaud du Vigier les 11, 12 et 13 mars 1730 et quelques annotations portées dans l'acte étudié précédemment. Ces informations, sans nous donner une idée complète du décor et du mobilier de Vaure, nous permettent de mieux appréhender ce que fut l'intérieur de cette demeure.

Jean Castaing va procéder à l'inventaire des meubles uniquement dans les pièces accessibles car certaines portes sont condamnées par les scellés apposés par les cousins Bacalan. Il ne nous dit rien du vestibule par lequel on pénètre dans le château. En revanche, dans le texte de 1710 une pièce à la fonction mal définie pourrait être celui-ci. Elle était décorée de dix portraits avec leur cadre ovale doré dont il y a six de la cour et quatre de famille, un sofa avec sa garniture de vieille étoffe et quatre vieilles chaises avec leur garniture d'étoffe. L'inventaire du juge commence par le petit vestibule de la chambre verte. Il n'y signale que deux tapisseries. En 1710 on pouvait y voir quatre vieilles chaises de bois de noyer couvertes de velours rouge, une table de noyer carrée demy uzée, une cassette couverte d'une tapisserie à l'aiguille. Dans la chambre verte, en 1710, il y avait cinq pièces de tapisseries, un lit garni, douze chaises à bras couvertes de tapisseries à l'aiguille, un grand miroir tout glassé et un vieux bureau de marqueterie. En 1730, on y trouve le cabinet nommé bureau signalé plus haut, et un cabinet en sapin à une porte. Le lit est toujours là avec rideaux coïtte et matelas. Les tapisseries sont toujours en place avec une pièce supplémentaire dite de Bergame. On y trouve un tapis de Turquie, quatre tableaux, un fauteuil, une chaise verte, deux guéridons, une plaque de fer, et une chaise non garnie. Grâce à Bernard Varaillon nous avons quelques informations supplémentaires. Il est écrit ceci étant dans la chambre verte en passant par un vestibule en signe de laquelle possession après avoir allumé le feu dans la cheminée, il note la présence d'un

lit garni de rideau de draps de couleurs violet obscur avec des franges de soix jaune, coïtte, traversin matelas et sur iceluy un tapis de turquie de la grandeur d'une couverte, quatre tableaux, un fauteuil usé, deux guéridons, une chaise verte, une plaque de fer devant le foyer, une chaise fort mauvaise, six pièces de tapisseries une pièce de bergame le tout fort usé, un bureau scellé...

La pièce suivante est la chambre boisée, pièce où vivait le seigneur de Vaure et où il est décédé et où son corps est encore gisant. Le lit en 1710, était de damas rouge avec six méchantes chaises couvertes d'un méchant velours rouge tout déchiré, deux fauteuils garnis, une table en noyer carrée avec un méchant tapy vert dessus, deux guéridons. Vingt ans plus tard dans cette pièce le mobilier est plus abondant. Le lit est toujours en place, garni de rideaux, une coïtte, un traversin, deux matelas, deux linéuls, trois tables, des fauteuils⁹, douze chaises et deux pièces de tapisseries.

Dans la petite chambre basse du pavillon à la suite se trouvent quatre cabinets. Trois sont en noyer, le premier est à deux portes, le deuxième à une porte et le troisième est attaché à la muraille. Le quatrième, sans précision sur la nature du bois, contient quelques objets personnels du défunt. On y trouve : de l'argenterie, huit cuillères d'argent dont trois plus petites et plus minses que les autres, cinq fourchettes d'argent, une robe de chambre de soie, un couteau de chasse à poignée d'agate, des tenailles de fer.

Courejolles prend bien soin de préciser qu'il a déjà présenté ces objets le 5 mars aux cousins Bacalan qui le confirment et précisent que les scellés n'ont pas été posés sur ce meuble car ces objets étaient nécessaires à la vie du sieur Bacalan.

Dans la petite chambre boisée ou cabinet à côté il est noté la présence de deux cabinets de sapin à une porte attachés à la muraille, un fauteuil, une chaise, une table, un lit de camp et huit tableaux dont les motifs ne sont pas décrits.

Dans la partie gauche du château se trouve en premier la salle qui devait être autrefois la pièce d'apparat. Elle contient huit pièces de tapisseries. Il y en avait sept en 1710 déjà qualifiées de vieilles à personnages. Il y avait huit chaises en bois de noyer couvertes d'une méchante tapisserie, une table longue de bois de noyer avec les quatre pieds bois de sapin, un vieux tapis de Turquie rouge troué en plusieurs endroits, un timbre de cuivre rouge et un grand cabinet en noyer neuf à deux portes appartenant à madame du Vigier. En 1730 il ne reste que six chaises et une chaise à porteur.

9. Le chiffre indiquant leur nombre a disparu.

Dans une pièce joignant à main droite il y avait en 1710, sept pièces de vieilles tapisseries à personnages, un vieux bureau, une petite table carré en noyer demy uzée, un grand miroir à cadre doré et un meschant rideau de laisne verte attaché à une barre sur la croisée qui regarde la cour. En 1730, on peut y voir un lit garni de rideaux avec coitte traversin matelas deux couvertes et deux linseuls, un tapis, une table, un fauteuil, dix chaises, un cabinet réservé à l'usage de Courejolles, quatre petits cadres, un tableau et cinq pièces de tapisseries, sans doute les mêmes que celles citées en 1710.

Les autres pièces accessibles, ne contiennent que peu de meuble. Par exemple, dans le pavillon du midi, la chambre basse contient un lit avec de mauvais rideaux, une coitte et deux meschates couvertes et un cabinet dans lequel la servante range le linge. Dans la chambre haute, on trouve encore un lit avec sa garniture, un cabinet avec quatre nappes et quinze serviettes. A l'étage, dans le corps central, au-dessus de la chambre boisée, dans une chambre haute, on trouve un grand coffre en noyer, un cabinet vide, deux bois de lit, une gage de cuivre avec sa couverte¹⁰, une girouette de fer et deux chaînes rompues. A coté, une autre chambre, au-dessus de la chambre verte, n'est garnie que de trois cabinets, un de noyer à deux portes, et deux de sapin à deux portes dont un est peint en rouge.

Dans la cuisine les ustensiles consistent en dix neuf assiettes et six plats d'étain, un chaudron, trois poêlons, trois cuillères à pots, une broche, une poêle à frire trois pots de fer, deux bassins de cuivre, deux tables, un vaisselier, une paire de chenets, une pelle de foyer. A coté, dans l'office, il n'y a qu'une table et un coffre servant de décharge pour la cuisine.

Enfin dans les dépendances, on trouve dans la fournière trois chaudrons à trois pieds servant à la lessive et deux hugeoires¹¹ de pierre, puis dans la boulangerie contenant un bois de lit, une met, un tamis, deux fûts de barriques, une bassine dérain (laiton ?).

Dans le chai il n'y a que neuf mauvais fûts de barriques en partie plein de breuvage¹² plus un méchant coffre vide et dans la cave qu'une barrique contenant du mauvais vin. Le grand chai contient trente quatre barriques dont huit sont pleines de vin rouge, et quatre douillats de charge. Dans le cuvier il y a une met à pressoir¹³, cinq cuves dont une fort mauvaise des douils de charge et une chaise roulante avec ses roues, sans autre précision. A proximité, une chambre pour les valets ne contient qu'un bois de lit une mauvaise coitte, une couverte et un mauvais coffre vide.

L'inventaire terminé, les cousins Bacalan confirment que les meubles vus et inventoriés ce jour-là sont bien ceux que Courejolles leur a montré le 5 mars. Le juge Castaing lui en confie la garde. L'ensemble est estimé à 550 livres, somme peu importante.

Tous les participants signent le procès verbal à l'exception de Dauzenac qui dit avoir des raisons de ne pas signer sans préciser lesquelles.

Que faut-il retenir de ce document ?

Tout d'abord, on regrette de ne pas avoir plus de détails sur l'état de l'ameublement et du décor du château. La présence de scellés sur bon nombre de cabinets ne nous permet pas d'avoir une connaissance plus précise des objets usuels tels que le linge, la vaisselle ou encore les livres. Jean-Jacques de Bacalan ne réside que dans une partie de la demeure dans un décors que l'on peut qualifier d'aristocratique avec ses nombreuses tapisseries et tableaux mais dont l'ensemble est dit vieux et usé. Pourtant, du temps d'Arnaud de Bacalan, le décors était beaucoup plus riche et de qualité. La preuve nous en est fournie par une annotation portée sur le document étudié précédemment. Il est écrit :

L'inventaire fait foy de tous les meubles à la réserve d'une tapisserie de damas cramoisi et bleu au nombre de sept pièces et d'un lit de damas cramoisi à frange de soy cramoisi fait à la mode le tout entre les mains du sieur berangé. Il faut bien examiner l'invantaire pour calculer les meubles qui est en gros

savoir huit pièces de tapisseries daute lisse fort belles plus un lit de damas violet doublé et le dedans piqué plus un lit de satin à la chine plus un lit de drap violet fort beau avecq des bandes douvrages de soye plus six lits de dratz tant doubles de toille peinte plus plusieurs autres lits de service plus un lit de basin dinde fort beau avecq des broderies Ensuite tous les meubles mentionnés par l'invantaire tant de bois que des grands miroirs vessaille linge couverture de soye que autres lit de plumes et fau(teuil) de velours et autre meubles.

Ces quelques lignes nous laisse entrevoir qu'il y avait un ensemble de meubles, tissus, rideaux et tapisseries de grande qualité.

Enfin, on ne peut que noter la mauvaise ambiance familiale, Jean-Jacques de Bacalan meurt seul et si dès l'annonce de l'aggravation de son état de santé, des cousins résidant à proximité se rendent à son chevet, c'est apparemment dans le but principal

10. Récipient pour mettre l'eau des légumes.

11. Cuvier à lessive.

12. Terme utilisé pour désigner la piquette.

13. Table de pressoir.



Fig. 1. - Porte du château de Vaure.

d'apposer les scellés sur les meubles pour éviter toute disparition d'objets ou de valeurs. En outre, l'harmonie ne semble pas régner entre lesdits cousins puisque l'un d'eux refuse de signer le procès-verbal car absent lors de la pose des scellés par ses cousins. On sait par ailleurs, qu'un long procès opposera l'héritier désigné, Jean Arnaud du Vigier, cousin germain du *de cujus*, à des cousins Bacalan d'un rang plus éloigné.

La lecture de ces documents nous amène à constater non pas la fin des Bacalan mais un certain effacement de cette famille surtout si l'on se rappelle qu'au milieu du XVII^e siècle, Arnaud de Bacalan, le père de Jean-Jacques, occupait une place éminente dans la magistrature où son influence était grande, comme l'écrivait le duc de Vendôme au cardinal Mazarin «Le sieur Bacalan est allé à Paris pour entrer en la charge de président en la chambre mi-partie de Guienne autrefois partie de sa maison. Je me sens obligé de dire à Votre Excellence que c'est un homme à favoriser pour ce qu'il est grand serviteur du Roi et c'est un bonheur, car comme il est puissant parmi les huguenots et dans cette ville, il pourroit bien faire du mal s'il n'étoit bien intentionné¹⁴».

A la décharge de Jean-Jacques de Bacalan, il ne faut pas oublier que son père a laissé une succession lourdement déficitaire et qu'il fallut près de quarante ans de procédures pour résorber l'ensemble des dettes. Trop jeune pour succéder à son père dans sa charge d'avocat général, celle-ci fut vendue dans de mauvaises conditions et il fut procédé entre autre à la vente de

toute la vaisselle d'argent et autres meubles et effets qui estant d'un prix très considérable¹⁵. Au décès de sa mère, Louise du Vigier, il rencontra des difficultés analogues mais le règlement de la succession fut plus rapide.

Après plus de cent cinquante ans d'appartenance aux Bacalan, le château de Vaure va changer de mains au profit des cousins du Vigier, importante famille de la région et membre également du parlement. La bâtisse n'est plus en très bon état et bon nombre de biens immobiliers qui contribuaient à son revenu ont dû être vendus. En effet, si l'on se réfère à nouveau à la prise de possession de Varailhon le 11 mars 1730, il ne mentionne que cinq métairies, la *tuilhère*, trois moulins, deux *pescheries* sur la Dordogne et diverses pièces de terre, le tout estimé à 9 900 livres.

La famille de Bacalan ne va pas disparaître pour autant. Les différentes branches vont se développer dans l'Entre-deux-Mers, le Bergeracois, les régions de Gontaut-de-Nogaret ou de Marmande mais elle ne retrouvera pas le lustre d'antan, même au milieu du XVIII^e siècle quand Joseph de Bacalan sera conseiller au parlement de Bordeaux.

14. *Arch. Hist.*, t. XV, p. 359.

15. B.M.Bx, Fond Bacalan, Mémoire non daté.



La restauration des façades de l'hôtel de la Marine¹ : redécouverte de la modernité de l'architecture bordelaise au XVIII^e siècle

Par Rémi Desalbres *

En 1749, l'Intendant Aubert de Tourny compose la place Saint-Germain, l'actuelle place Tourny, dans le cadre d'un grand projet « d'embellissement » de la Ville. Bordeaux est alors le plus grand port du royaume. Depuis le règne de Louis XIV, le report aux frontières des fortifications avait rendu possible l'ouverture des villes hors les murs. Le nouveau plan d'urbanisme prévoit à l'emplacement de l'ancienne porte Saint-Germain, une place en hémicycle (fig. 1, 2 et 3). Les constructions y sont composées d'un rez-de-chaussée et d'un entresol inscrits dans de grandes arcades et d'un comble brisé, en référence à l'architecture parisienne de Lescot et à la place des Victoires de Jules Ardouin Mansart qui s'impose comme le type de l'ordonnance urbaine du XVIII^e siècle. L'intendant limite la hauteur des constructions de la place Tourny qui ne doivent en aucun cas gêner les canons du château Trompette situé à l'emplacement de l'actuelle place des Quinconces. Les beaux appartements, généralement au premier étage, sont donc reportés à l'entresol (fig. 4).

L'hôtel de la Marine est construit à partir de 1758 par l'architecte Richard-François Bonfin pour les Dames de la Foi qui enseignent les jeunes filles de condition modeste² (fig. 5). Jamais un chantier n'aura donné autant de « paigne et de chagrin »³ à l'entrepreneur Dardan, compte tenu du faible budget qui l'oblige à recourir à des matériaux de second choix, notamment des pierres locales de qualités et de teintes disparates. En 1756, la France s'engage dans une guerre qui va durer sept ans. Faute de moyens suffisants, le chantier est arrêté⁴.

Endettée, la Ville de Bordeaux va alors offrir au roi l'édifice inachevé en compensation de ses dettes. La Marine royale intègre les lieux en 1763 et va engager d'importants travaux de transformation qui se termineront en décembre 1768. C'est au cours de ces travaux qu'est « démoli le dome »⁵ qui coiffe la chapelle des sœurs située dans l'axe du bâtiment. Cette dernière est transformée en passage cocher pour donner accès à la cour intérieure. Un grand salon dans lequel est présenté le

* Architecte du patrimoine, agence Arc&Sites.

Je tiens à remercier tout particulièrement les historiens de l'Art, Monsieur Philippe Maffre de la Conservation régionale des Monuments historiques, mais aussi Madame Marie France Lacoue Labarthe, Messieurs Robert Coustet, Alexandre Gady, Claude Mignot, Jean Marie Pérouse de Monclos et Christian Taillard, pour leur éclairage et leur soutien.

Que soient aussi remerciés le Maître d'ouvrage de l'opération, notamment Monsieur Laurent Courcol, directeur régional des Affaires Maritimes, et ses services.

1. Cette publication fait suite aux travaux de restauration des façades confiés à l'agence Arch&Sites en 2007. Elle vient compléter, par de nombreuses découvertes de chantier, la connaissance de l'édifice due à l'important travail de Monsieur Stéphane Desbrest Gilis développé dans la *Revue historique de Bordeaux* en 1989. De nouvelles recherches en archives ont été réalisées par Monsieur Laurent Chavier, historien de l'Art, pour le compte de l'agence Arch&Sites.

2. Desbrest Gilis Stéphane, « L'hôtel de la Marine : une réalisation de Richard-François Bonfin », *Revue historique de Bordeaux*, 1988-89, t. XXXIII.

3. Correspondance de Dardan à l'Intendant Tourny, juin 1760, A.D.Gir. C 1223.

4. Desbrest Gilis Stéphane, p. 142.

5. Etat des travaux, A.D.Gir. C1691.

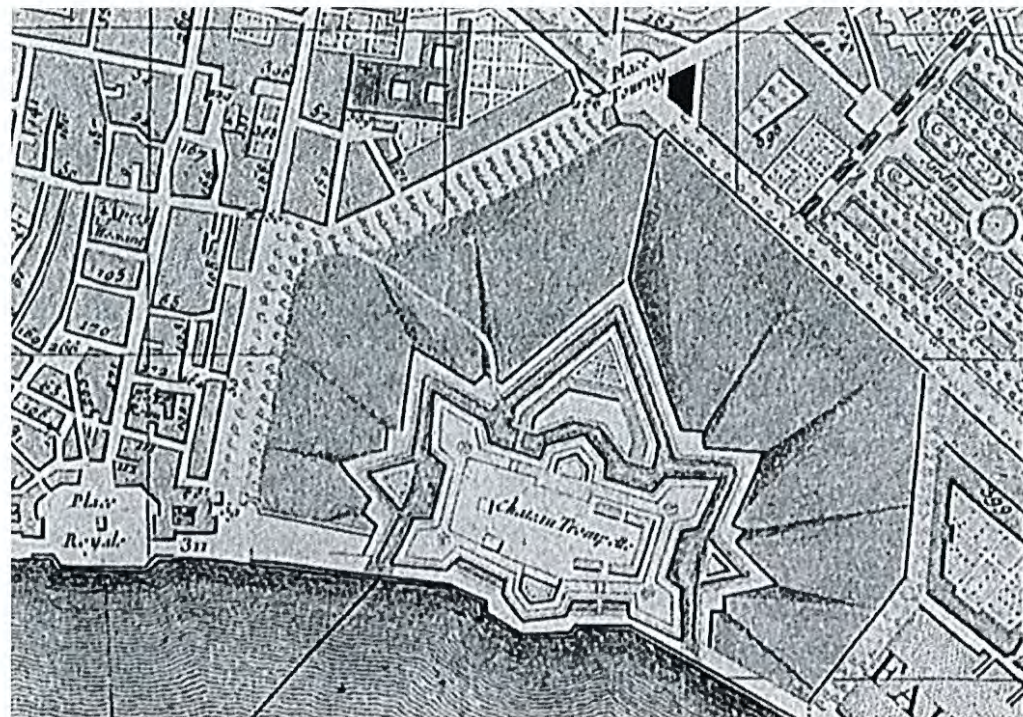


fig. 1. - Extrait du Plan de la
Ville et Faubourgs
de Bordeaux –
par Jean Lattre, 1760,
A.M.Bx.

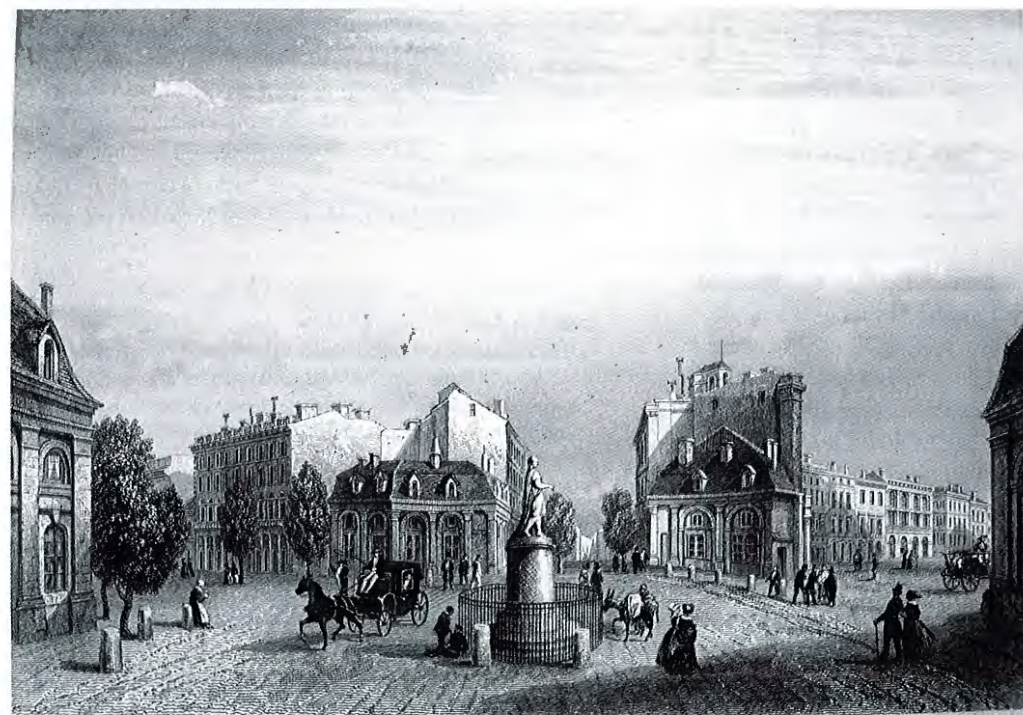


fig. 2. - Aquarelle
d'Auguste Bordes,
vers 1840,
A.M.Bx.

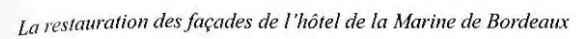


fig. 4. - Modèle type de
façade *Place Tourny*.
Extrait de l'*album
des édifices et maisons
remarquables de Bordeaux*,
par E. Cabillet,
vers 1825.
Conseil régional
d'Aquitaine, Service de
l'Inventaire.

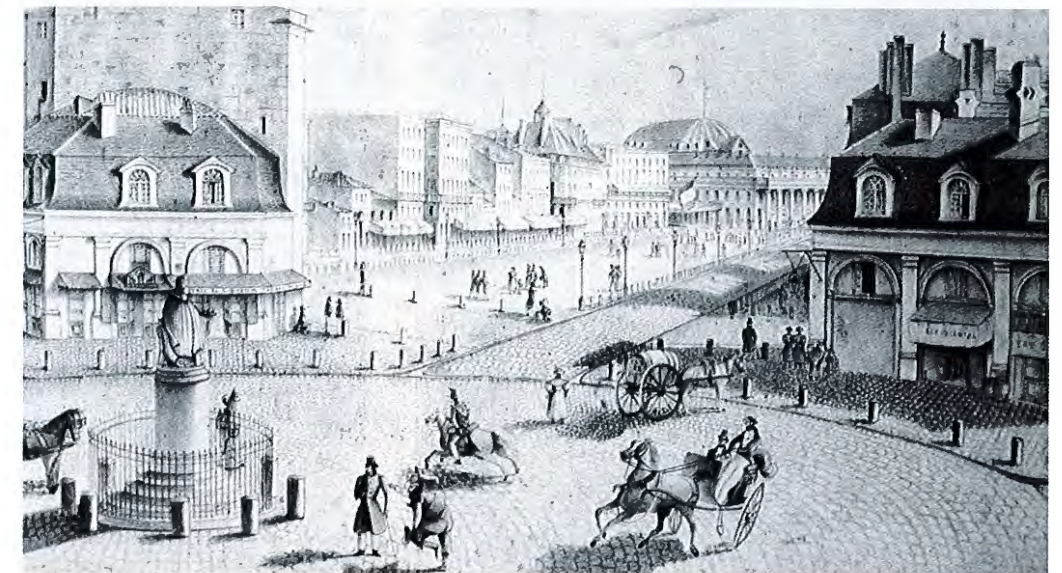


fig. 3. - Extrait d'un dessin
de la place Tourny,
milieu du XIX^e s.,
A.M.Bx.

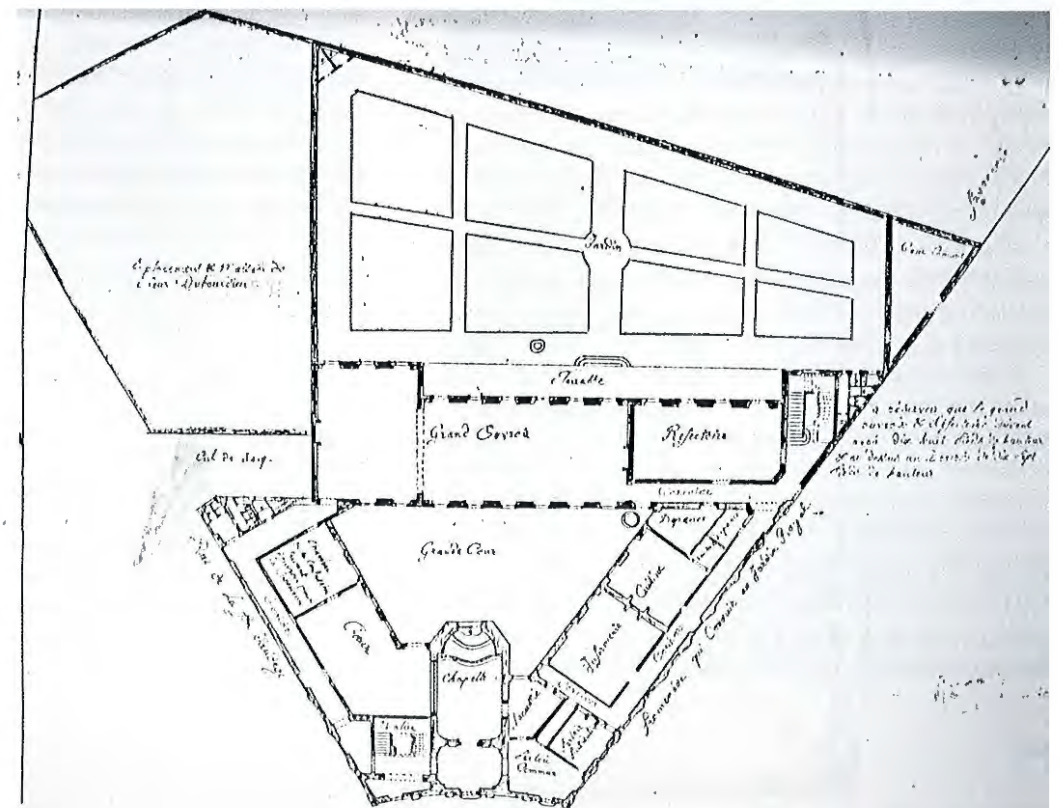


fig. 5. - Plan de la Maison
des Dames de la Foi -
1758-1753 -
A.M.Bx.



fig. 6. - Isolation du plancher à l'arrière d'un châssis de tympan, Cours de Verdun.



fig. 7. - Papier roulé et épis de céréale servant à l'isolation des menuiseries et des planchers.

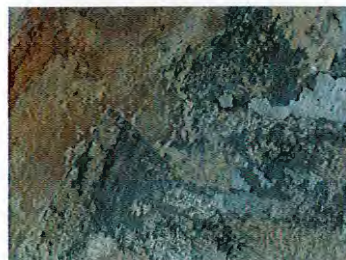


fig. 8. - Vestige d'un petit bois rayonnant peint, dans la fausse lucarne de la rue Fondaudège.

portrait du secrétaire d'Etat à la Marine, le duc de Choiseul, est construit à l'entresol dans le volume de la chapelle. La distribution intérieure du bâtiment est modifiée, conduisant les marins à ouvrir de nouvelles baies. C'est vraisemblablement à cette période que les marins introduisent de grands carreaux en façade, en remplacement des petits carreaux des menuiseries déjà en place. L'analyse des croisées anciennes de menuiseries nous permet en effet de montrer que certains châssis du XVIII^e siècle avaient été équipés de grands carreaux dès l'origine. Les autres croisées, à petits carreaux, avaient été mises en œuvre en 1760 et « peintes la première couche »⁶. Le détail des travaux engagés par la Marine royale fait état de 2 509 nouveaux « carreaux de verre »⁷. Ce nombre important de verres ne peut raisonnablement s'expliquer par la seule ouverture de baies supplémentaires, mais suppose la modification des menuiseries extérieures mises en place par la Jurade pour les Dames de la Foi. Ainsi, ces menuiseries modifiées conservent les vestiges de leurs petits bois sectionnés. L'usage des grands carreaux remonte aux années 1720, à Paris⁸. Ceux-ci donnaient « un air de grandeur » et procuraient « plus de lumière dans les appartements à cause de la suppression des petits bois », nous rapporte Jacques François Blondel dans son *Cours de l'architecture*⁹. Au

rez-de-chaussée de l'hôtel de la Marine, l'architecte surmonte les châssis ouvrants de châssis fixes à verres aveugles. Le dessin des baies doit en effet satisfaire aux proportions harmonieuses de pleins et de vides. Derrière ces châssis aveugles se trouve le plancher de l'entresol, obligeant Bonfin à renforcer l'isolation. Les espaces libres sont ainsi bourrés d'épis de céréales et de paille. Les menuiseries sont soigneusement calfeutrées à l'aide de papier recyclé¹⁰ (fig. 6 et 7).

Au-dessus de la corniche, l'architecte prolonge la maçonnerie de façon à y appuyer un brisis. Il y intègre de grandes lucarnes. Trois d'entre elles, aveugles, participent à la composition rigoureuse de la façade. Elles seront équipées de persiennes à la fin du XIX^e siècle. La dépose de ces contrevents a permis de révéler l'existence d'anciennes menuiseries feintes, soigneusement peintes dans les fausses lucarnes. Les traces de petits bois rayonnants au droit de la partie cintrée confirment le détail du dessin du milieu du XIX^e siècle conservé aux archives municipales de Bordeaux¹¹ (fig. 3, 8). Très rares sont les exemples bordelais de fausses baies qui conservent encore le dessin de leur menuiserie. La grande majorité de ces détails subtils et fragiles ont été effacés par de récents travaux de « ravalement ». Pourtant, les fausses fenêtres participent indiscutablement à l'équilibre de la composition des façades de l'architecture bordelaise des XVII^e et XVIII^e siècles.

Sous l'effet récent de la pollution, les façades de l'hôtel de la Marine ont pris la couleur noire du Bordeaux d'après guerre, faisant oublier leur aspect d'origine. Au même moment, la mode pour la pierre à nu se diffuse comme jamais dans l'histoire de l'Art si bien que la grande majorité des bordelais a perdu aujourd'hui le souvenir des couleurs de l'architecture des siècles passés. Au XX^e siècle, des ravalements considérés comme de « simples » travaux d'entretien mettent à vif les façades en pierre de taille de l'hôtel de la Marine. Les plus beaux immeubles voisins, comme l'hôtel Nairac dont les plans ont été dressés par l'architecte Victor Louis, connaissent le même sort. Les joints sont dégradés, la pierre épaufrée et retaillée, perdant ainsi plus d'un centimètre d'épaisseur pour les parements courants (fig. 9 et 10). L'édifice prend alors l'allure

6. Correspondance de Dardan à l'Intendant Tourny, juin 1760, A.D.Gir. C 1223.

7. Etat des travaux, A.D.Gir. C1691.

8. Les appartements du Palais Bourbon en sont équipés en 1721.

9. Blondel J-F, *Cours d'Architecture*, Paris, 1777.

10. Avant les travaux de 2007, tous les châssis situés au dessus des traverses d'impostes étaient cachés derrière des plaques d'ardoise gravées du XIX^e siècle signalant les services et des panneaux de contreplaqué. Leur dépose a permis ses quelques découvertes.

11. A.M.Bx XX-D 42.



fig. 9. - Etat des parements avant travaux.

fig. 10. - Vestige du parement d'origine, après dépose d'un luminaire.

En parties courantes, le parement ancien a perdu près d'un centimètre d'épaisseur, suite à des ravalements successifs.

fig. 11. - Pierres du soubassement, après dépose des glacis, rue Fondaudège.

d'un corps écorché et rustique¹². Son aspect a perdu ainsi l'unité, la force et l'élégance qui caractérise l'architecture « à la française », éblouissante de modernité.

Au cours du chantier de restauration, un soin tout particulier est porté pour préserver les rares parements anciens conservés dans leur état d'origine. Des glacis en pierre protégeaient encore les premières assises situées entre certains pilastres. Ils avaient été mis en place au XIX^e siècle pour éviter que des personnes ne viennent commodément uriner mais également pour rendre plus difficile l'affichage sauvage qui recouvrait les façades à chaque élection¹³. La dépose de ces glacis nous a permis de découvrir des pierres de soubassement dures, dont le parement porte encore des traces de laye¹⁴ et des ciselures en périphérie des blocs de pierre (fig. 11). Sur les autres parties, les ravalements successifs du siècle passé ont fait disparaître toutes traces d'outils. C'est également la dépose de ces glacis qui nous



10.



a permis d'en connaître la composition. Ils avaient en effet été bâtis avec des dalles en pierre très dure, provenant vraisemblablement du sol de l'ancienne chapelle des sœurs¹⁵.

Lorsque la question du choix de la couleur des façades s'est posée pour leur restauration, et compte tenu de l'état de la connaissance encore lacunaire sur les couleurs de l'architec-

12. Autre conséquence, la pierre retaillée, devenue poreuse, fixe plus vite encore la pollution.

13. Ce problème d'affichage est largement développé dans les pièces du dossier de protection conservé par le Service des Monuments Historiques, DRAC Aquitaine.

14. La laye est une sorte de hache dont le ou les tranchants sont finement dentelés. Voir Pérouse de Monclos J.-M., *Vocabulaire de l'architecture*, Paris, Imprimerie nationale, 1994.

15. Les dalles ont été soigneusement déposées et stockées par l'entreprise Quelin, dans l'attente de pouvoir retrouver leur fonction d'origine, au porche actuel de l'édifice.



fig. 12. - Traces du badigeon blanc d'origine, suite à la dépose d'éléments rapportés en façade au XIXe siècle.



fig. 13. - Vestige d'un joint rubané sur la chaîne d'angle de la rue Fondaudège.



fig. 14. - Inscription gravée « place Saint Germain », sur l'angle de la place Tourny et de la rue Fondaudège.

ture ancienne de Bordeaux, j'ai consulté les historiens de l'Art qui font autorité sur cette période. Ils ont tous contribué, par leurs connaissances et leur soutien, au parti de restauration des façades de l'hôtel de la Marine.

Au cours du XVIIIe siècle, la ville de Bordeaux est particulièrement dynamique. Elle est alors tournée et imprégnée des grands chantiers franciliens, où les architectes de l'Académie vont inscrire leur projet dans l'idéal classique qui proscriit « tout ce qui peut compromettre l'unité de la composition et la clarté du dessin architectural »¹⁶. Les façades de Bordeaux sont particulièrement soignées et d'une grande diversité. Le tableau de Pierre Lacour conservé au Musée des beaux-arts de Bordeaux est à ce titre particulièrement éloquent¹⁷. Il représente la façade sur Garonne du quartier des Chartrons et l'activité de son port avec au premier plan, l'hôtel Fenwick, ancien consulat des Etats-Unis d'Amérique. Construit dans les années 1790, l'édifice apparaît dans toute sa blancheur. L'observation attentive de ses façades nous permet de confirmer la véracité de la représentation de Pierre Lacour. Sa façade sur Garonne est en pierre blanche de Saintonge, de sorte que le voyageur qui traversait le fleuve pour se rendre à Bordeaux, découvrait l'édifice sous son plus bel aspect. Sa façade en retour est en pierre locale ocrée. Celle-ci devait être, quant à elle, badigeonnée pour s'harmoniser avec la façade sur Garonne.

Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, les couleurs les plus claires et plus particulièrement le blanc sont associées aux demeures les plus raffinées. Dans son *Cours d'architecture*, d'Aviler note que « la plus belle couleur est le blanc, parce qu'il augmente la lumière et réjouit la vue ».

Au milieu du XVIIIe siècle, le blanc et or s'impose dans les intérieurs des belles maisons, faisant référence au parti décoratif développé par Jules Hardouin-Mansart à Trianon.

A Bordeaux, des pierres blanches sont importées de Saintonge ou de la vallée de la Loire et débarquées sur le port de la Lune, pour construire les demeures les plus en vue¹⁸. Philippe Maffre, historien de l'Art, a identifié et étudié une séquence de maisons urbaines construites sur l'actuel cours Xavier-Arnoz par l'architecte Laclotte dans la seconde moitié

16. Pérouse de Monclos Jean-Marie, *La période blanche de l'architecture française*, actes du colloque « couleur et architecture », Amiens, Les entretiens du patrimoine, 1989.

17. Je tiens à exprimer ici ma profonde reconnaissance à Hervé Teisseire pour m'avoir présenté avec passion ce tableau et exposé sa vision éclairée des badigeons de chaux.

Le Musée des beaux-arts de Bordeaux a consacré une exposition en 2007 à l'œuvre de Pierre Lacour. Voir Le Bihan Olivier et Navarra-Le Bihan Cécile, *Pierre Lacour, Le port de Bordeaux - Le Festin*, 2007.

18. Maffre Philippe, *Les sociétés Laclotte (1756-1793)*, Thèse pour le doctorat en Histoire de l'art, Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 1998.



fig. 16. - La façade après restauration.



fig. 15. - Coupe stratigraphique sur les couches picturales prélevées sur la porte cochère.

du XVIIIe siècle. Les étages sont alors construits en pierre de tuffeau destinée à être vue, comme le laissent entendre les marchés de travaux établis par l'architecte.

Aussi, en prenant possession de l'hôtel de la place Tourny, le Service de la marine sculpte au-dessus de la nouvelle porte d'entrée « les armes du Roi avec les attributs de la marine »¹⁹ dans des pierres blanches particulièrement appréciées pour la sculpture que sont les « bossages en pierre de Nantes »²⁰.

Le chantier se termine par un « blanchissage en let de chau »²¹ dont nous avons retrouvé une multitude de vestiges derrière les glaces en pierre rapportés entre les pilastres au XIXe siècle (fig. 12). Le badigeon blanc va en effet unifier l'architecture et donner au dessin et à la composition de la façade une force et une splendeur toute particulière. Il constitue aussi une protection efficace et durable d'une pierre particulièrement tendre et fragile²².

19. Le cartouche d'origine fut restitué en 1959 par le sculpteur René Rispal (dossier du Service des Monuments Historiques, DRAC Aquitaine). Les armes du roi avaient été remplacées par une ancre.

20. A.D.Gir. C 1691.

21. Lorsque Dardan rapporte à l'Intendant Tourny « l'état des ouvrages qui reste à faire » en juin 1760, « la maçonnerie est toute faite ». Le « blanchissage » est encore à faire. A.D.Gir. C 1223.

22. Cette protection est d'autant plus précieuse aujourd'hui que la pollution impose des nettoyages plus fréquents en ville.

A l'emplacement d'une ancienne plaque de rue encore en place lors du dernier ravalement des façades, fut retrouvé sur l'angle de la place Tourny le fragment d'un joint rubané particulièrement soigné (fig. 13). L'architecte a vraisemblablement réservé ce type de joint aux chaines d'angles de l'édifice mais c'est ici un point qui nécessiterait d'être approfondi. Gravés aux angles de la place, les noms de la « rue Font d'Audège » et de la « place Saint Germain » étaient encore partiellement lisibles (fig. 14). Ces inscriptions dont l'intérêt nous a été signalé en particulier par Michel Colle, auteur de « L'histoire gravée dans la pierre »²³, ont été soigneusement nettoyées. L'une d'elle, « place Saint Germain », a même été rehaussée d'un filet de chaux rouge conforme à la tradition.

Lors de ces travaux de restauration, s'est aussi posée la question des couleurs d'origine du second œuvre, et plus particulièrement des menuiseries extérieures qui ont longtemps été reléguées au second plan²⁴. Ils font pourtant parti intégrante de l'architecture et participent à tout un ensemble d'accords de couleurs et de matériaux, lesquels créent une harmonie. Ce n'est que depuis peu que ces ouvrages retiennent l'attention des architectes restaurateurs, et ce principalement depuis les travaux réalisés sur des éléments parisiens par Claude Landes, expert en croisées de menuiseries des XVIIe et XVIIIe siècles²⁵. Une lecture récente des archives révèle que les menuiseries de certaines façades des XVIIe et XVIIIe siècles étaient peintes dans des couleurs extrêmement diverses, en témoignent les découvertes récentes menées sur deux immeubles des années 1660, rue Champollion (Paris 5e), mais aussi à l'hôtel de Mongelas (Paris 3e) ou encore sur la façade sur jardin du Château de Versailles. Ces édifices présentaient respectivement un « rouge vif », un « bleu turquoise », et un ocre jaune soutenu.

Les documents d'archives dont nous disposons ne font pas référence aux couleurs des menuiseries extérieures de l'hôtel de la Marine. Seule une « peinture gris de lin » apparaît dans le détail établi par l'architecte Bonfin en 1768 pour « une chambre à coucher »²⁶. Nous avons donc réalisé des prélèvements de peinture sur différentes menuiseries anciennes. Ces prélève-

ments ont été faits en fond de moulure et plus particulièrement dans les becs-de-corbin des traverses d'impostes, selon le principe développé par Claude Lande dans ses travaux. En effet, les parties courantes des menuiseries ont généralement été décapées à différentes reprises, si bien que toutes les couches anciennes ont disparu.

La coupe stratigraphique sur les couches picturales prélevées sur la traverse de la porte cochère²⁷ est composée de trois familles successives de couleurs. Les plus anciennes correspondent à un gris bleu et un rouge, suivies de multiples couches vertes (fig. 15).

Les découvertes faites à l'occasion des travaux de restauration des façades de l'hôtel de la Marine ont révélé cette part oubliée de l'histoire économique, sociale, artistique et technique de la ville de Bordeaux. L'hôtel de la Marine est classé au titre des Monuments Historiques en 1912. Fait exceptionnel, il conserve aujourd'hui encore sa vocation maritime. Ce lieu de mémoire est aussi l'unique témoin architectural de la place Tourny à nous être parvenu dans son état d'origine, compte tenu de la surélévation ou de la construction tardive des bâtiments voisins. Notre devoir était donc bien de redonner à cet édifice son unité architecturale d'origine et sa dignité.

23. Colle Michel, *Bordeaux - L'histoire gravée dans la pierre*, dictionnaire des noms de rues, Pimientos, 2007.

24. La ferronnerie d'art a fait, quant à elle, l'objet d'une étude très poussée de Madame Marie-France Lacoue-Labarthe, *L'Art du Fer forgé*, Société archéologique de Bordeaux, 2003.

25. Landes Claude, « Fenêtres de Paris, XVIIe et XVIIIe siècles », *Cahiers de la Rotonde*, n° 18, 1997.

26. Etat des travaux, A.D.Gir. C1691.

27. Faute de prélèvements suffisants, nous ne pouvons pas assurer l'authenticité de la traverse d'imposte de la porte. Il arrive en effet couramment que des pièces de bois aient été remplacées lors de travaux de restauration ou de simple entretien. Il n'en reste pas moins que les couleurs identifiées ici sont « historiques ».



Une famille de la noblesse bordelaise aux XVIIIe et XIXe siècles : les Bacalan de Ludon en Médoc

par Xavier Roborel de Climens

Joseph de Bacalan (1701 - 24 décembre 1772)

Joseph de Bacalan est né en 1701 à Saint-Pierre-de-Nogaret, de Timothée de Bacalan, seigneur de Maisonneuve, capitaine de cavalerie au régiment de Noailles, et de Anne de Vergnon, originaire de Bergerac. Ces deux familles qui étaient restées longtemps fidèles à la Réforme, abjurèrent en 1695. Joseph est le quatrième enfant d'une fratrie de douze, dont seulement trois eurent une postérité. Son frère aîné Isaac vendit, vers 1745, la seigneurie de Maisonneuve au négociant bordelais Jean de Pelet pour acquérir de ses cousins d'Alba la vicomté de Monbazillac, plus prestigieuse et d'un meilleur rendement grâce à son vignoble alors en pleine expansion.

Le nom de Bacalan, pour les Bordelais d'aujourd'hui, évoque un quai sur la Garonne et un quartier excentré au nord de Bordeaux. Pourtant, Bacalan fut d'abord celui d'une ancienne famille de la région, originaire d'Auvergne. Elle apparaît dès les premières années du XVIe siècle à Pujols-sur-Dordogne, en la personne de Jean de Bacalan. Elle se divise en plusieurs branches qui vont essaimer en Entre-Deux-Mers, dans les régions de Sainte-Foy-la-grande, Bergerac, Clairac, ou Gontaud-de-Nogaret.

Les Bacalan adhèrent à la Réforme et, au XVIIe siècle les membres de la branche aînée ont exercé des fonctions importantes dans la magistrature bordelaise : Jean a été avocat général à la Chambre mi-partie de Guyenne et Arnaud, son fils, lui succéda en 1635 dans les mêmes charges. Cette Chambre, créée en 1598 par l'édit de Nantes, était composée à parts égales, de magistrats catholiques et protestants en vue de garantir l'impartialité de la justice. Le nom du quartier de Bacalan doit très vraisemblablement son nom à la maison de campagne qu'Arnaud fit construire et où, pendant la Fronde, en qualité de représentant des bourgeois de Bordeaux, il reçut des représentants de l'armée royale. Cette branche s'éteignit en 1730 en la personne de Jean-Jacques de Bacalan¹.

C'est alors avec Joseph de Bacalan et sa descendance que la famille sera présente en Bordelais et notamment en Médoc jusqu'à la fin du XIXe siècle².

* Cette étude a été faite à la demande de Hubert et Elizabeth Bouteiller propriétaire du château Bacalan à Ludon auxquels j'adresse tous mes remerciements pour la confiance qu'ils m'ont accordée.

1. Cf. *supra* Coudroy de Lille Pierre, *Le château de Vaure à Ruch (Gironde)*, p. 75-78, et Roborel de Climens Xavier, *Documents d'archives provenant du château de Vaure*, p. 79-86.

2. Toutes les informations relatives à l'histoire et à la généalogie des Bacalan sont extraites de l'ouvrage de Maurice Campagne *Histoire des Bacalan*. Bergerac 1905.

L'homme de Loi

Joseph de Bacalan est le seul juriste de sa famille et on peut penser qu'il fit ses études de droit à Bordeaux. Dès 1723, il est avocat au parlement et poursuivra jusqu'à sa mort, en 1772, une carrière de magistrat, qui lui conférait une position sociale éminente.

Entre 1740 et 1745, il est jurat de Bordeaux et, à ce titre, assiste aux cérémonies données à l'occasion de l'érection de la statue de Louis XV, place Royale. Le 14 avril 1750, il est reçu professeur de droit français à l'Université de Bordeaux, titulaire de deux chaires. En 1760, il est qualifié de professeur royal en droit canonique civil et français et recteur de l'Université de Bordeaux.

Le 29 juillet 1750, il est admis au parlement comme conseiller et le 30 avril 1760, il fait confirmer ses droits de bourgeois par les jurats de Bordeaux.

Lorsque l'affaire des Jésuites fut portée devant le parlement, en 1762, il y prit une part active, manifestant de la sorte, comme plusieurs autres conseillers, son esprit gallican et anti-clérical, qui se retrouvera chez son fils, André-Timothée-Isaac.

Enfin, lorsqu'en 1772, le duc de Richelieu fut obligé de transiger et d'accorder des faveurs particulières pour arriver à composer le parlement Maupeou, Joseph de Bacalan accepta une présidence sous réserve d'obtenir le remboursement de créances et de disposer de deux chaires de professeur de droit en faveur d'agréés par lui choisis.

On sait également qu'il a été membre de l'Académie de Bordeaux mais la date d'entrée couramment admise (1769) ne doit pas être exacte car il est peu vraisemblable qu'il y ait été reçu huit ans après son fils.

Sa famille

Joseph de Bacalan se marie en 1731 avec Marie-Elisabeth de Brulz issue du même milieu judiciaire que lui. En effet, elle est la fille de Pierre de Brulz, conseiller à la Cour des Aides et de feu Marie Bourdeyron. Le contrat de mariage est signé le 3 juillet 1731 et la cérémonie religieuse célébrée le 26 juin en l'église Saint-Mexant. Les apports de la future épouse sont relativement importants : 40 000 livres, se répartissant en 20 000 livres, principal d'une rente de 1 000 livres, constituée au profit du sieur Pierre de Brulz, père de la mariée, par Arnaud Martin de Monsec, une maison avec les meubles, estimée à 16 000 livres et 4 000 livres en argent comptant. La part de Joseph de Bacalan est plus modeste puisqu'il n'apporte que sa « légitime » c'est-à-dire 12 000 livres³.

De ce mariage, ne sont issus que trois enfants :

- Marie-Anne, 1734-?
- André-Timothée-Isaac, 1736-1769,
- Anne-Marie-Rose, 1738-1745.

Marie-Elisabeth de Brulz dut mourir vers 1747 et Joseph de Bacalan ne s'est pas remarié.

Joseph de Bacalan va s'appliquer à donner à ses enfants une éducation de qualité dispensée dans les meilleurs établissements de la ville. Son fils est pensionnaire à Bordeaux, dès 1746, chez les Jésuites. La preuve en est fournie par une facture du 14 octobre 1751, « la chaise à l'église de la maison professe pour tous les pensionnaires de l'année » est facturée 12 livres. Ce même document donne une série de détails de la vie quotidienne : une carotte de tabac coûte 9 livres, et le raccommodage d'habits, 16 livres. On apprend encore que le jeune Bacalan, au mois de mars, « partit pour aller voir la grand-mère de M. de Pontac, et s'absenta pendant six jours pour aller aux Jaubertthes »⁴, la demeure des Pontac. Quant à sa fille, dès l'âge de huit ans, elle est élevée chez les sœurs de la Visitation Sainte Marie de Bordeaux et entrera chez les religieuses de Saintes, à partir de 1748⁵.

Le propriétaire terrien

De ses parents, Joseph de Bacalan avait hérité le bien de Grateloup, près de Bergerac, et il en porta le nom jusque vers 1750, date à laquelle il disparaît de ses titres.

En 1740, une cousine, Marie-Anne de Bacalan épouse en deuxième nocces de Jean de Bertoumé, lui cède, moyennant une pension viagère de 1000 livres par an, la vicomté de Caumont près de Beaumont-de-Lomagne, dans la généralité de Montauban. Dès lors, il prend le titre de vicomte de Caumont qui sera confirmé en avril 1744 par Louis XV. Mais, compte tenu de l'éloignement, la gestion de ce bien s'avéra difficile. Joseph de Bacalan fut dans l'obligation de donner des procurations pour toutes sortes d'actes aussi différents que de faire vendre du bois ou de rendre hommage au Roi⁶. Aussi dès 1754, tant pour ces raisons matérielles que poussé par ses créanciers, il revendra la vicomté pour 40 000 livres à François de Pagès comte de Beaufort, lieutenant des maréchaux de France.

3. A.D.Gir. 3E 7369 Lacoste.

4. B.M.Bx fonds Bacalan.

5. B.M.Bx fonds Bacalan.

6. A.D.Gir. 3 E 24 864 Despiet.

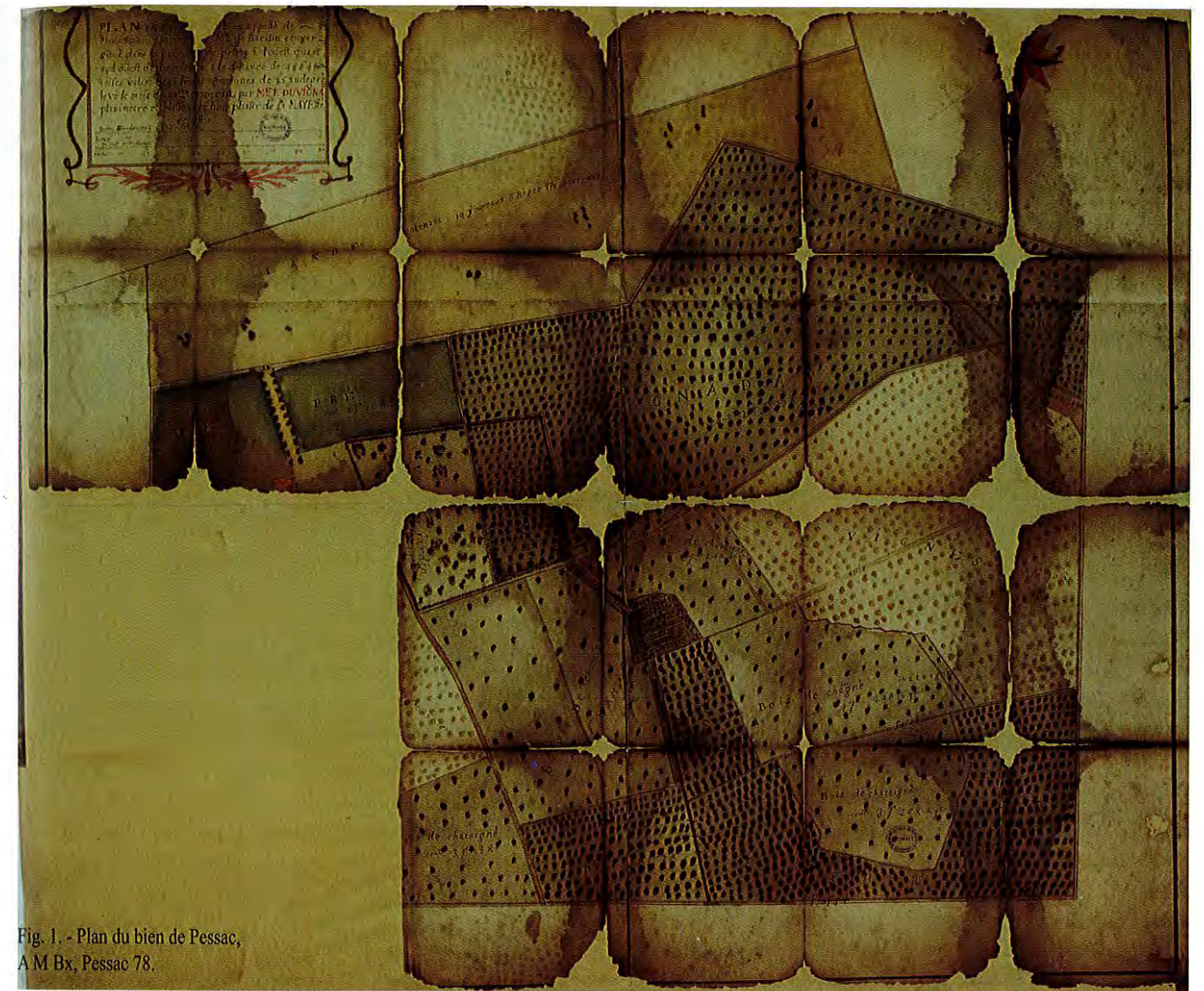


Fig. 1. - Plan du bien de Pessac, A.M.Bx, Pessac 78.

En revanche, à l'instar de ses contemporains, il va orienter ses investissements vers la vigne et les revenus qu'elle procure. A cette époque, les Bordelais sont atteints de ce que l'intendant Claude Boucher appela « la fureur de planter ». Inquiet de ce que cette politique démesurée de développement du vignoble se fasse au détriment des surfaces affectées aux grains et aux fourrages, l'intendant tenta de prendre des mesures restrictives pour interdire toutes « nouvelles plantations des vignes dans l'étendue de la généralité de Bordeaux sans permission expresse de Sa Majesté, à peine de 3 000 livres d'amende »⁷. Ce sera peine perdue et rien n'empêchera le développement du vignoble. En effet, depuis la fin du XVIIe siècle, la bourgeoisie et la noblesse de Bordeaux investissent beaucoup dans le Médoc, y achètent des terres et fondent de grands vignobles notamment à partir des ports de Macau, Margaux, Cantenac,

Lamarque ... Les terroirs de graves produisent les meilleurs vins, pendant que sur les sols de sable se développent les pignadas et sur les marais asséchés au XVIIe siècle, se trouvent les terres labourables et les prairies.

C'est à ce moment là qu'agissant comme ses contemporains, Joseph de Bacalan acquiert le 16 février 1738 de, « Messire Sarran de Durefort, comte de Boissières, maréchal de camp des armées du Roi » la maison noble de Cazalet et de Morange, située dans la paroisse de Ludon en Médoc. L'ensemble étant décrit comme « maison, grange, vignes, et autres dépendances dans la palu de Ludon, vignes, près, aubarèdes,

7. A.D.Gir. C 1337.

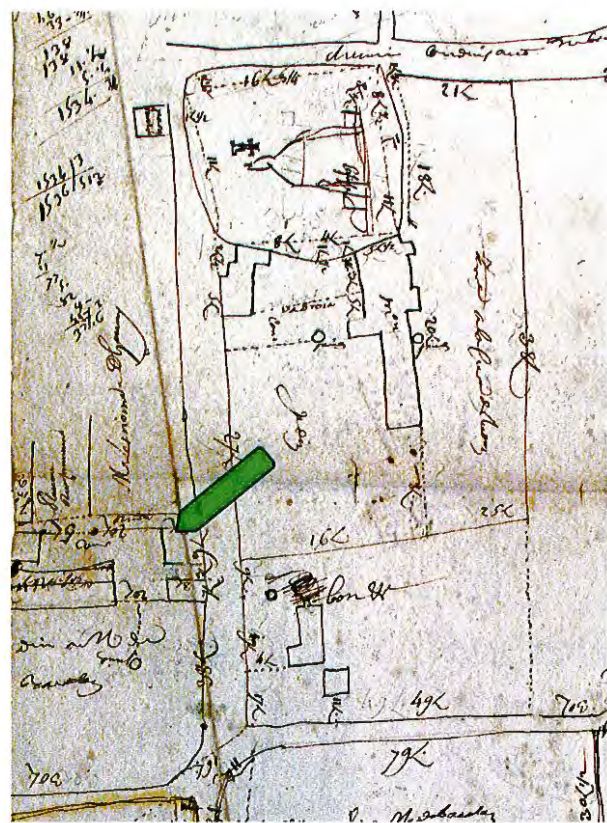


Fig. 2. - Village de Ludon avec l'emplacement de la maison de M. de Bacalan, A.D.Gir 2 Fi 1929.

terres labourables, bestiaux, outils aratoires, vaisseaux vinaires». Les parties ayant déclaré avoir vu le bien, aucune précision n'est malheureusement donnée sur leur superficie, leur localisation ou la forme des bâtiments. Le prix de vente est de 55 000 livres dont 5000 livres pour les effets mobiliers. Le financement de cette opération est complexe. Dans un premier temps, Jacques de Brulz, le beau-père de Joseph de Bacalan, vend à Jacques Legrix, bourgeois et négociant, « deux grands chais l'un à la suite de l'autre, nouvellement bâtis, qui sont attenants à ceux de la manufacture » située à Bordeaux près du quai Sainte-Croix d'un montant de 20 000 livres qu'il a « payé et délivré réellement comptant en louis d'or de 24 livres. ». Il remet ensuite cette somme à Joseph de Bacalan qui complète par une rente de 1000 livres annuelle et perpétuelle au capital de 23 000 livres provenant de la constitution dotale de sa femme, une somme de 7000 livres laquelle, à la demande du vendeur, doit être remise aux Religieuses de la Visitation de Tulle et enfin, 5000 livres directement au vendeur. Le 10 septembre suivant, il confirme l'engagement pris auprès des religieuses de Tulle devant notaire⁸.

Rien n'est dit dans l'acte de vente sur l'origine de la maison noble de Cazalet. On sait toutefois qu'elle provient d'un démembrement de la seigneurie d'Agassac vraisemblablement réalisé à la mort de Jean du Sault en 1517. L'aîné reçut le château d'Agassac et le puîné, Macé du Sault, la maison noble de Cazalet. Macé du Sault eut deux fils, Martin et Jean qui hérita de Cazalet. Il en est qualifié de seigneur dans un contrat « d'affermé perpétuelle » pour un ensemble de biens à Ludon au lieu appelé « a la Coste ». En 1664, une descendante de Jean du Sault, Esther de Tustal, épouse de M. de Fermoy, en est la propriétaire. Elle est en procès avec le seigneur d'Agassac, M. de Pomiés, qui conteste la qualité de maison noble du bien de Cazalet. Fort de ses prétentions, M. de Pomiés fit saisir chez le fermier de M. de Fermoy un tonneau de vin et plusieurs charrettes de foin. De jugements en appels, l'affaire est portée devant le parlement de Paris en 1663. On ne sait comment elle se termina⁹.

Il semble qu'au moment de l'acquisition de Cazalet par Joseph de Bacalan, la question des droits et taxes divers n'était pas entièrement résolue. En effet, à peine la prise de possession réalisée, le nouveau propriétaire fait établir devant notaire le fait qu'il a prié le seigneur de Pomiés, seigneur Haut justicier de la paroisse, de lui présenter les titres pour régler les « lods et ventes » lui revenant car le receveur général du domaine royal menace de percevoir l'ensemble des droits au bénéfice du Trésor¹⁰.

Poursuivant sa politique d'acquisition foncière, Joseph de Bacalan achète le 10 décembre 1744, à Charles de Secondat de Montesquieu, le futur auteur de *l'Esprit des lois*, un bien à Pessac, appelé le « Haut Médoc » et au « Pujol de péoyran » se composant en vignes, lande, pignada, bâtiments, vaisseaux vinaires. Le prix en est de 8 000 livres¹¹ (fig. 1). Enfin, on relève une dernière acquisition, le 3 juillet 1751, au vicomte André Duhamel, le bourdieu de Lauretan dans l'île de Macau pour 9000 livres¹² comprenant bâtiments, jardin, vignes, aubarèdes, vimières ainsi que les vaisseaux vinaires.

Le bâtisseur

Tout laisse à penser qu'en installant sa maison de campagne à Ludon, Joseph de Bacalan dut faire reconstruire la vieille maison noble de Cazalet et que c'est lui qui fit bâtir l'élégante chartreuse que nous voyons aujourd'hui (fig. 2). Le bâtiment se présente sous la forme d'un logis rectangulaire sans étage

8. A.D.Gir. 3 E 24 861 Despiet.

9. B.M.Bx fonds Bacalan.

10. A.D.Gir. 3 E 24 862 Despiet.

11. A.D.Gir. 3 E 24 867 Despiet. Il existe toujours à Pessac un lieu dit Haut Bacalan où se trouve une propriété viticole.

12. A.D.Gir. 3 E 24 040 Séjourné.

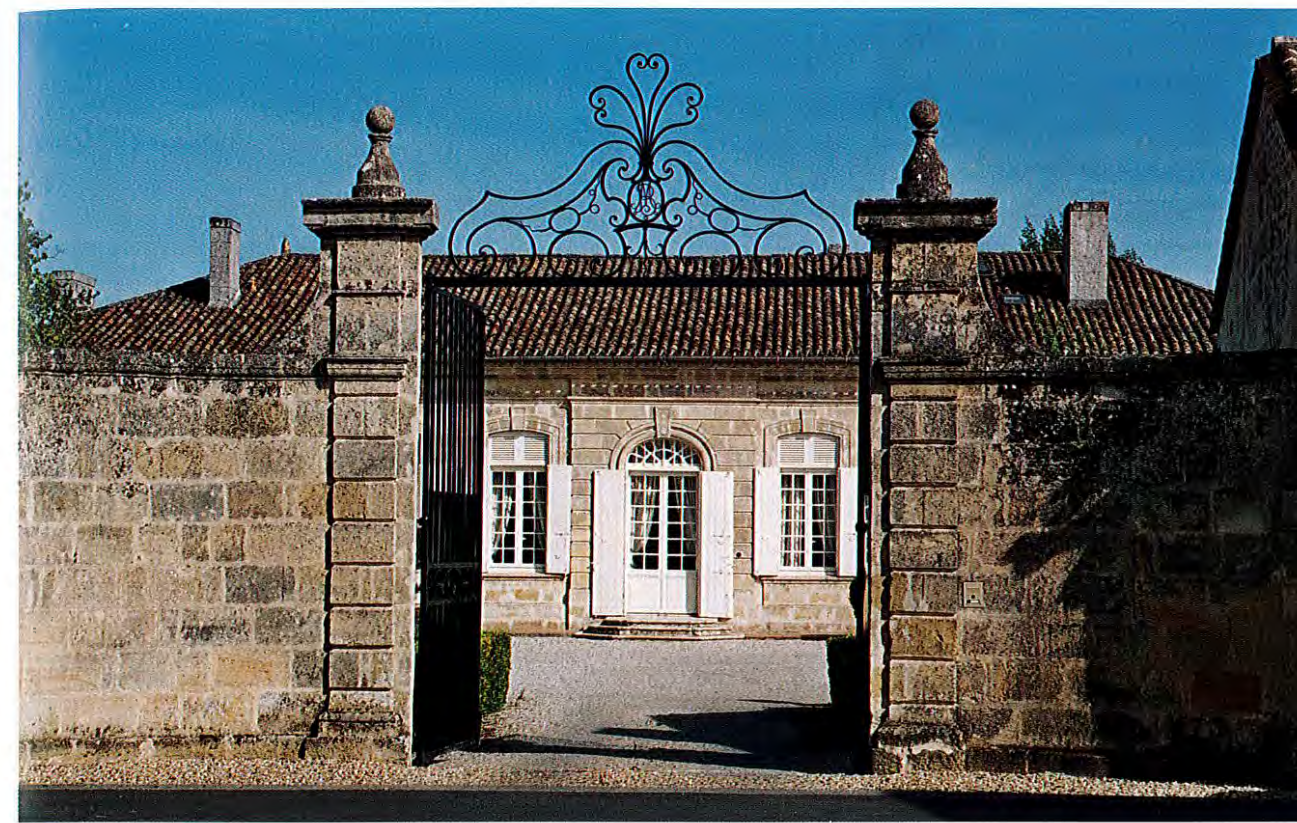


Fig. 3. - Château Bacalan à Ludon, portail d'entrée et façade sur cour.

recouvert d'une toiture à croupes de tuiles creuses à épis de faîtage. Les fenêtres possèdent un chambranle mouluré à linteau en arc segmentaire à clef saillante. La travée centrale, appareillée à bossages continus, est précédée d'un degré à pans, la porte, en anse de panier, est dotée d'un chambranle orné d'un gros tore. L'enclos est fermé par un grand portail en arc de cercle à piles carrées couronnées de boules d'amortissement et clos d'une grille de fer forgé¹³ (fig. 3 à 6).

Joseph de Bacalan s'adressa-t-il à l'architecte Portier comme le suggère F.G. Pariset¹⁴ se basant sur la qualité de la construction et l'ingéniosité de ses dispositions intérieures ? Les preuves manquent, mais on peut se demander si Bacalan avait une fortune et un rang suffisants pour solliciter cet architecte qui ne travaillait que pour l'Intendant et les plus importantes familles de Bordeaux¹⁵. Quoiqu'il en soit, cette remarque de l'abbé Baurein à propos du Médoc « plusieurs bourgeois de Bordeaux y ont fait des acquisitions et y ont fait construire des maisons très agréables », s'applique parfaitement à Joseph de Bacalan¹⁶ et les caractères de sa demeure correspondent bien au style de Portier.

Le vigneron

Le fonds Bacalan, à la Bibliothèque municipale de Bordeaux, est riche d'enseignements et de détails précis sur les pratiques de la culture de la vigne et de la commercialisation des vins de Bacalan. Le document le plus précis qui permette d'avoir une approche de la production viticole est l'inventaire après décès que fit dresser en décembre 1772 et janvier 1773 sa belle-fille Jeanne de Lavie-Bacalan¹⁷. Dans tous les domaines, Cazalet et Maurengé à Ludon, Lauretan à Macau, ou Pessac, il existe un cuvier et un chai avec tout l'équipement nécessaire : « pressoir avec vis et trape, maits ou fouloire, douilles, bastes, portes, cannes, entonnoirs, gargouilles, pelles, échelles ».

13. Gardelles Jacques, *Guyenne, Gascogne, Pays basque* (coll. Dictionnaire des châteaux de France sous la direction d'Yvan Christ), Paris, Berger-Levrault, 1981.

14. *Histoire de Bordeaux*, T. V, *Bordeaux au XVIII^e* p. 586.

15. Leulier Renée, *Deux hôtels de Portier* ..., in R.A.B. T. XCIV, 2003, p. 225.

16. Abbé Baurein, *Variétés bordelaises*, édition de 1876, t. II, p. 418.

17. A.D.Gir. 3 E 15 022 Baron.



Fig. 4. - Château Bacalan à Ludon, façade sur cour et commun.

La contenance théorique des chais est de :

Lauretan, trois cuves pouvant contenir	14 tonneaux
Maurenge, huit cuves	50 tonneaux
Ludon, sept cuves	43 tonneaux
soit un total de	107 tonneaux.

Enfin, à Pessac, le cuvier possède quatre cuves dont la contenance n'est pas précisée et dans le chai, quatre tonneaux et une barrique de vin fin rouge et une barrique de vin blanc.

Une mention particulière doit être faite pour le bien de Lauretan situé dans « l'île de Macau », ancienne île de la Garonne fixée à la terre ferme depuis longtemps. Les bourdieux qui s'y sont installés depuis le Moyen Âge ont mis très vite en pratique de nouvelles techniques de vinifications. Ils sont notamment dotés de pressoirs qui permettent la production de « vins truilhis » c'est à dire de vins de presse. C'est un vin noir et fort typique du vignoble de palu très apprécié dans les îles à sucre¹⁸.

Les barriques portent la marque du propriétaire, ainsi une marque est signalée à Lauretan et une autre dans la maison de Ludon. Dans la cave de la résidence de Bordeaux, rue des Augustins, le notaire signale également « une barrique de vin rouge estampé Bacalan partie de Ludon ». En ce qui concerne la qualité, seul le vin de Pessac est qualifié de « fin » par le notaire. Grâce à la correspondance conservée d'un négociant de Bergerac, Frescarode, échangée entre le 2 septembre et le 9 novembre 1760, nous avons un avis autorisé sur la qualité du vin et sur l'art de l'apprécier « J'envoyai hier mon maître de chai à Pessac, il goûta votre vin et m'en apporta la montre que j'ai trouvé meilleur que celui qui était à Ludon. Ce vin manque de corps mais il a la couleur vive, le goût net presque point de verdeur et assé de finesse » (29 octobre 1760).

18. Aubin Gérard, Lavaud Sandrine, Roudié Philippe, *Bordeaux vignoble millénaire*. L'Horizon chimérique, 1996.



Fig. 5. - Château Bacalan à Ludon, façade sur cour et commun.

Frescarode est chargé d'envoyer le vin à l'étranger, notamment vers les Provinces-Unies, de trouver des bateaux et des courtiers. Le 2 septembre, il informe M. de Bacalan qu'il ne pourra charger que 40 tonneaux sur le navire *Le Jeune Tieert*, et qu'il répartira la marchandise entre deux courtiers, la maison Naudry et Lacoudré et la maison Lafargue. Le 5 septembre, il a reçu 21 tonneaux 3/4 dont 8 marqués de la lettre O, 3 tonneaux 3/4 de Pessac, et 10 tonneaux de Ludon, dont 3 en tiersons. Ils sont aussitôt chargés sur *Le Jeune Tieert*, mais il en attend encore 12 tonneaux 1/4 de Pessac et le rassure sur la répartition des tonneaux entre les navires et les courtiers. Le 18 octobre, de retour de Bergerac, il se réjouit que Bacalan ait expédié 25 tonneaux pendant son absence car le fret vient d'augmenter. Par ailleurs, il l'informe que la « hollandaise étant remplie de vins vieux meilleurs que les nouveaux, je pense qu'il n'est pas convenable à vos intérêts, que vous chargiez encore ». Le 29 octobre, à propos du vin de Pessac, il précise « je crois que vous ne faires pas mal de l'envoyer car il paroît qu'on ne s'empresse pas d'acheter ce qu'on fera à très bon prix peut être la réputation qu'a votre marque la fera telle acheter à meilleur prix que vous

ne la vendiez ici ». Le 7 novembre, il lui annonce l'arrivée de 12 tonneaux 3/4 de vin de palu qui seront chargés le lendemain sur le navire *Le Cornelin* d'Amsterdam et il attend toujours du vin de Pessac, en retard, par manque de bouviers¹⁹.

Concernant les tarifs, on sait qu'au cours du XVIIIe siècle, le tarif moyen des vins de qualité est d'environ 300 livres le tonneau. C'est le cas à Agassac, dans la même paroisse, où le conseiller de Pomiers produisait des vins de grave à environ 300 livres le tonneau et des vins de palu à 120 livres²⁰. Pour Bacalan, on sait, par exemple, qu'en 1747, il verse une partie de la pension de son fils en tonneaux de vin : quatre tonneaux de vin rouge à 225 livres chacun et un tonneau de vin rosé à 200 livres ; le 18 novembre 1751, le marchand Goudry établit un reçu pour un tonneau à 315 livres. Malheureusement, dans tous ces cas, l'origine des vins n'est pas précisée²¹. On peut

19. B.M.Bx fonds Bacalan.

20. Pijassou René, *Un vignoble de qualité* p. 516. Taillandier, 1980.

21. B.M.Bx fonds Bacalan.



Fig. 6. - Château Bacalan à Ludon, façade sur jardin,

conclure de ces quelques informations que Joseph de Bacalan, comme beaucoup de bordelais, semble exporter son vin vers les pays d'Europe du Nord, peut-être par des réseaux d'anciens « religionnaires », et que, d'après les tarifs connus, ses vins semblent être dans la moyenne des vins de qualité.

Comme beaucoup de propriétaires, Joseph de Bacalan doit faire confectionner ses barriques sur place. On trouve l'achat de 303 douelles en 1762 ; l'inventaire de 1772 signale « dans un grand appent sur la cour, quatre millier de mairains, trois douzaines de barres fortes pour le chai, huit cents fonsailles, des carrassons pour la vigne ». Il fait travailler, peut-être sur place, un tonnelier de Ludon, Jacob Bironneau²². L'exploitation des cultures est réalisée par 3 paires de boeufs, avec comme matériel d'exploitation, 3 charrettes et 6 charrues. Enfin, les têtes de bétail se répartissent entre Ludon (11 vaches et 50 brebis) et Pessac (23 vaches).

Sur la mise en valeur et l'entretien des terres et des immeubles, les détails manquent mais on peut supposer que Joseph de Bacalan y consacra tout le soin nécessaire, compte tenu des revenus qu'ils lui procuraient.

Par exemple, il fait refaire un pont sur l'estey de la Maqueline, entreprendre des travaux à Morange, dans la maison même, et non loin de là, à Rolin, pour des « prix-fauteurs ». A ces travaux doivent correspondre les différents bordereaux de livraison de matériel de construction des années 1762, 1765 et 1769 à savoir :

- un mémoire non daté pour « 18 solives de 16 pieds portant 6 pouces de hauteur... dont douze pour le cabinet de 13 pieds de longueur, 1 pièce de 24 pieds et 4 pieds de hauteur, 42 files communes de 18 pieds bien droit ... »

- un reçu de 1762 pour 2000 tuiles,

- un ensemble de pièces de bois à livrer le 25 février 1765 « dans sa maison de campagne lile de macau sur le bord de la rivière en Médoc » : poutre, chevrons, cent dix planches pour « plancher sa chambre »

- le 25 décembre 1764 « j'ai livré au nommé Sanguy batelier de lile de Macau pour servir de tins dans ses chais de Ludon ou palu de Gilet 24 files de 21 pieds »

- le 24 mai 1769 « j'ai délivré aux bateliers du nommé Sangry pour employer dans la maison de campagne de Ludon en Médoc savoir : quatre gros soliveaux de 24 pouces, 24 chevrons de 15 pouces²³ ».

L'île de Macau où se trouve le bourdieu de Lauretan est gérée par une assemblée de propriétaires et « biens tenants » représentée par un syndic dont la compétence s'étend à l'entretien des parties communes comme les digues et les chemins et au financement des travaux. Joseph de Bacalan en tant que propriétaire en fait partie et semble y prendre une part active.

22. A.D.Gir. I Q 1324.

23. B.M.Bx fonds Bacalan.



Fig. 7. - Hôtel Bacalan à Bordeaux, 30-34, rue du Mirail.

C'est ainsi que le 13 mai 1770, une assemblée se réunit pour étudier la question de la démission du syndic et les problèmes posés par l'entretien des berges et des chemins. Ce jour là, « les propriétaires et biens tenants de l'isle de Macau, étant assemblés dans l'hôtel de M. de Bacalan, conseiller du roy en la cour du Parlement de Bordeaux » décident de remplacer M. Bayle, syndic démissionnaire par Bernard-Christophe Roborel de Lamorère et d'étudier l'opposition de certains membres aux décisions prises en 1769. L'assemblée charge donc le nouveau syndic « de veiller à ce que chacun des propriétaires des fonds de lad. isle, qui confrontent à la rivière, fortifient et entretiennent exactement les peyrats et éperons servant de défense à leurs fonds respectifs » et le charge de les contraindre à faire les travaux nécessaires à la conservation de l'île. Quant à l'interdiction d'utiliser le chemin qui borde la rivière, il est rappelé que cette mesure avait été prise et acceptée parce que certains avaient permis que l'on passe sur leur propre chemin, du côté de la Maqueline. Mais en revanche, d'autres propriétaires préfèrent qu'on utilise le chemin normal au motif « que l'ancien chemin a été usurpé en tout ou partie et qu'il pourroit se lever de nouvelles contestations avec les riverains dud. chemin lors qu'on voudra le faire réparer ». L'assemblée se basant sur les délibérations de juin 1769, décide que le syndic fera la visite de l'ancien chemin « et le fera réparer de façon à ce que deux charrettes puissent y passer de front » et qu'il étudiera également la proposition des propriétaires de faire un nouveau chemin du côté de la Maqueline. Finalement les oppositions sont levées et pour financer les travaux de la brèche « les dits propriétaires entendent réparer à l'amiable sans avoir recours à la voye de l'emprunt mais en se taxant et cotisant chacun selon l'étendue de ses possessions et son attachement pour le bien commun »²⁴.

Son cadre de vie

Joseph de Bacalan a résidé à Bordeaux « au devant des fossés de ville » puis s'est installé vers 1745 dans l'aristocratique rue du Mirail. Il vit dans un immeuble loué à la famille de Spens de Lancre²⁵ (fig. 7) dont la façade principale est orientée à l'ouest face à l'hôtel du Président Leberthon. L'inventaire dressé en 1772 par le notaire nous permet de savoir que la famille occupe les trois niveaux et le grenier de l'immeuble, que les pièces principales se situent au premier étage et donnent sur la rue : salon de compagnie, chambre de monsieur et cabinet.

L'intérieur n'est pas luxueux : point de meubles en bois précieux mais uniquement des essences locales : noyer, cerisier, sapin. Dans l'antichambre, une grande table de noyer sculpté avec un plateau de marbre et d'autres meubles plus simples : chaises, fauteuils en noyer ou en cerisier, encoignures en cerisier ou en bois commun, armoires en sapin. Dans le salon de compagnie, une seule mention de bois doré pour « une table de marbre avec son pied sculpté doré » ; les douze fauteuils sont en noyer, couverts d'une étoffe de laine, les chaises en cerisier, garnies de paille et une seule bergère garnie de soie. On trouve également une commode à cuivre doré et dessus de marbre ainsi que deux glaces dans un cadre de bois sculpté et doré dont une sert de trumeau à la cheminée. Les meubles en marqueterie qui sont cités, appartiennent à Jeanne de Lavie-Bacalan qui dit les avoir rapportés de Paris. Les trois pièces de tapisserie de haute lisse garnissant trois côtés de la pièce sont dites « à demi usé », terme employé pour toutes celles de la maison. S'agit-il de celles achetées à Bordeaux en 1756 pour 420 livres²⁶ ? Enfin, on note la présence de deux paires de rideaux de taffetas jaune et de deux grandes lanternes de verre montées l'une sur un pied de cuivre argenté, l'autre sur bois.

Le grand cabinet de Joseph de Bacalan donne la même impression de fané : les neuf fauteuils ont des « coussins rembourrés couverts d'une étoffe de soie très usée », le bureau à écrire est de bois commun comme l'une des deux encoignures, l'autre étant en cerisier. En revanche, on note la présence d'un trumeau dont le cadre est en bois doré, d'une paire de bras de cheminée en cuivre doré et d'une table en cabaret d'acajou, spécifique du mobilier bordelais. Parmi les objets un bougeoir et son éteignoir d'argent, une « pendule d'un goût antique garnie en écaille incrustée de cuivre doré monté sur son pied de bois sculpté doré », un écritoire avec son sablier, « une clochette de cuivre argentée usée ». Dans cette pièce se trouvent également sur des étagères environ un millier de livres dont le notaire ne donne pas le détail.

24. Archives privées.

25. B.M.Bx fonds Bacalan. Aujourd'hui numéros 30 et 34.

26. B.M.Bx fonds Bacalan.

On remarque l'absence de tableau, à l'exception dans sa chambre de « deux cadres dorés dont l'un présente ledit feu seigneur et un autre représentant feu madame son épouse » et très peu d'objets de piété, un christ et un bénitier seulement.

Parmi les objets personnels, dans la chambre du maître de maison, dans un « petit bureau à pièces rapportées de différentes pièces de bois composé de cinq tiroirs avec une table par dessus garni de cuir le tout monté sur quatre pieds », on note la présence d'un « un goutte vin d'argent et une sonde en fer blanc » plus une tabatière d'or et d'écaille. Dans le cabinet à côté sont répertoriés divers objets dont une tabatière d'or ciselé « faite en forme de coffre », une en écaille à charnière d'or, une autre ronde en écaille doublée d'or, une paire de pistolets d'arçon « marqués sur la platine de Le Breton à Sedan », une seringue d'étain avec sa boîte de basane, un bassin à barbe de faïence, un étui à rasoir. Enfin, dans un petit cabaret de bois de cerisier se trouve un cachet en argent dans un étui de peau de chagrin ainsi qu'un autre cachet d'argent moulé sur un manche de bois.

Au milieu des habits rangés « dans une armoire à deux portes et un tiroir en bas le tout bois de sapin », on remarque « une cimarre de droguet en soie neuve, une robe de chambre avec sa veste de perse fons mordoré doublée de soie », plus une grande quantité de vêtements divers : une veste de satin cramoisie d'un point d'Espagne en or, une veste écarlate à boutons d'or, un habit assorti de sa veste et de sa culotte de velours noir et de nombreuses chemises, bas de soie, mouchoirs, bonnets de coton, deux perruques rangées dans leur boîtes de bois, six paires de souliers dont une paire de neufs et « quatre bandages pour les hernies ».

Le notaire inventorie également les habits que Joseph de Bacalan portait quand il est tombé malade, dont une culotte de drap noir avec « un couteau à gaine à manche de corne verte, une paire de ciseau à ressort, une bergamote vernie ». Les habits de magistrat sont également mentionnés avec « deux robes de palais dont une rouge ; l'autre noire avec un chaperon, une ceinture et un robon ou soutane ». Le manteau présidentiel garni d'hermine avec un mortier de président est rangé, quant à lui, dans la pièce du rez-de-chaussée près de l'entrée, comme prêt à être emporté.

Pour la vaisselle, on trouve des « solitaires » en faïence et en cristal, des compotiers en cristal, des assiettes en porcelaine et des tasses et sucrier en porcelaine. Sont également mentionnés douze petits couteaux pour le dessert à manche de nacre garnis en argent mais appartenant à Jeanne de Lavie, sa belle-fille. Dans la cuisine tous les ustensiles nécessaires sont présents : tourtières, casseroles, poissonnières, marmites, poêlons de cuivre rouge ou jaune, poêles à frire, grilles, landiers en fer.

L'argenterie est décrite mais non pesée : on y trouve par exemple trois paires de flambeaux, trente six couverts, quatre cuillères à ragoût, deux douzaines de couteaux à manche d'argent, douze petites cuillères à café, un porte huillier, une grande écuelle, une grande cafetière, une paire de mouchettes avec leurs sabots.

A Ludon, dans la maison de campagne la même impression de vétusté domine : tapisseries usées, fauteuils à l'antique, meubles en bois régionaux ou en bois commun, commodes en noyer ou en hêtre.

Dans le vestibule, du côté du jardin, on note la présence de tables à jouer et d'une grande table à plateau de marbre dont le pied est peint en bleu, quatre fauteuils de raquettes (cannés) et un sofa peint en bleu, un paravent de huit feuilles de toiles peintes et comme seule note de modernité « une tapisserie de papier tapissant les murs ».

Dans l'autre vestibule, entrant sur la cour, se trouvent deux tables à manger et deux armoires en bois de sapin dans lesquelles est rangé tout le linge de maison.

La pièce à droite, qualifiée de « salon à manger », contient notamment deux tables et quatre pièces de tapisseries de haute lice « tant grande que petite vieilles et usées », des chaises de bois de cerisier, une encoignure et une grande table de marbre « avec un pied de bois sculpté peint en gris ».

La pièce suivante est la chambre « où ledit feu seigneur de Bacalan couchait ». On y trouve un lit à l'ange, une petite encoignure de bois de noyer, deux fauteuils « à l'antique », trois petites pièces de tapisserie de « cotonille » flammée, une commode de bois de « fayan » (hêtre).

Parmi les objets personnels, on rencontre au gré de l'inventaire une tabatière carrée de « cuivre fayencé », une lorgnette « montée sur l'écaille », un microscope, quatre sondes, un perce barrique, « un mauvais bonnet de velours noir à fleurs d'or » et « un petit cachet d'argent à manche de bois sur un petit cabaret de bois commun avec une table carrée aussi de bois commun monté sur quatre pieds ».

Toutes les chambres ont chacune leur lit garni, une glace en bois doré sur la cheminée, des bougeoirs, une mouchette ainsi qu'une pelle et des pincettes pour le feu. Pour le service, on trouve du linge de maison en quantité pour le maître et les domestiques : draps, serviettes, torchons, tabliers, de la vaisselle et tout l'équipement pour la cuisine.

Un jardin agrmente cette maison. Il est entretenu par au moins un jardinier résidant sur place et disposant de « quatre arrosoirs cinq râteaux quatre fourches, trois pelles de jardin, une pioche deux paires de ciseaux deux mauvaises brouettes » et enfin une orangerie dans laquelle se trouvent trois douzaines

de pieds d'orangers en caisse de bois ou en pots de terre et une vingtaine d'autres « pieds sauvages » et « un échafaud roulant ou échelle à tendre et autre grande échelle avec son pliant ».

A la lecture de cet inventaire on est frappé par la vétusté du décor, l'usure des tapisseries ou l'absence de meubles en bois précieux. Pour un intérieur de parlementaire on s'attendrait à trouver un ensemble plus riche. Cette situation peut s'expliquer en partie par l'âge de Joseph de Bacalan, il a 71 ans, et de surcroît, il est veuf depuis près de 25 ans. En revanche, sont présents quelques éléments typiques du décor aristocratique : de nombreuses tapisseries, quelques meubles de prestige comme « les tables de marbre », des tables à jeux, des miroirs à cadre doré, de l'argenterie, du linge de maison en abondance, une importante batterie de cuisine. Même si les meubles de marqueterie appartiennent à sa belle-fille, ils participent cependant au décor général de la demeure urbaine. En outre, comme nous le verrons plus loin, Joseph de Bacalan a envoyé en 1766 à son fils Isaac à Paris, du mobilier de qualité et de l'argenterie pour qu'il puisse tenir son rang ; et presque tous ces objets ont été vendus en 1769 à la mort de ce dernier.

Les relations de Joseph de Bacalan avec ses créanciers

Comme c'est l'usage à cette époque, M. de Bacalan emprunte beaucoup mais rembourse fort peu et à son décès sa belle-fille devra faire face à une situation très difficile. Il semble traiter avec une certaine désinvolture ses créanciers dont les réactions sont profondément différentes. Ainsi, M. d'Abbadie, conseiller au parlement de Navarre, auquel il était redevable, par transport de créance, d'une somme de 30 000 livres correspondant au prix d'acquisition de la charge de conseiller au parlement de Bordeaux de Pierre Gilet de Lacaze. Bacalan aurait dû lui verser un acompte de 9 000 livres plus les intérêts mais, ne propose de verser que l'acompte. M. d'Abbadie répond « Les arrangements que vous proposez Monsieur me plairont toujours dès qu'il s'agira de vous rendre service ; ainsi puisque vous désirez que je me contente de 9000 livres pour ce second pacq j'y souscris sans la moindre peine... je suis charmé de trouver des occasions de vous convaincre de plus en plus de l'attachement respectueux avec lequel je suis... »

Si ce premier créancier se montre grand seigneur, le deuxième est, lui, beaucoup plus préoccupé par ses affaires et par l'argent qui ne rentre pas. Il s'agit d'un négociant danois, M. Steng, demeurant aux Chartrons qui a prêté au moins 35000 livres. Bacalan fait la sourde oreille aux demandes de son prêteur qui dit être au bord de la faillite. Nous sommes à la fin de l'année 1768 et Bacalan doit régler une échéance de 6000 livres. Steng lui écrit « comme le tems paroît être au beau jespère que vous me ferez demain l'honneur de venir manger

ma soupe ; en tout cas d'empêchement qui pourrait survenir... pour m'envoyer un billet de 6000 livres je vous prie de le faire ce jour... ». En janvier 1769, après avoir souhaité une bonne année, il ajoute « je prends la liberté de vous prier de vouloir dire au porteur quel jour de cette semaine vous voudrez me faire l'honneur de venir manger ma soupe je sais qu'après la rentrée du Parlement vous serez fort occupé et il m'est indispensablement nécessaire de m'arranger avec vous au moins pour le billet de 6000 livres... ». Puis quelques jours plus tard, il écrit « Je vous envoie deux morues, c'est le reste du paquet que je souhaite de tout mon cœur que vous les trouviez bonne et que vous les mangiez en parfaite santé. Vous aurés la bonté de vous rappeler que vous m'avez fait un billet de 6000 L. payable au 20 prochain... Si vous voulez me faire la grace de venir manger ma soupe un jour de la semaine prochaine nous pourrions arranger cela... ». Et enfin dans une dernière lettre aux accents désespérés « N'ayant pas eu l'honneur de vous trouver chez vous j'ai laissé cette lettre à laquelle je joins la liberté de joindre votre compte... Faites moi la grace d'observer que vous avez entre vos mains ma fortune que j'ai faite à la sueur de mon front... »²⁷. Finalement, ni les civilités de monsieur d'Abbadie, ni les gémissements de Monsieur Steng ne firent réagir Joseph de Bacalan. Quand il mourut, ni l'un ni l'autre n'avaient été remboursés de leurs créances.

Les relations de Joseph de Bacalan avec le village de Ludon

Dans ses relations avec le village de Ludon, nous savons que sa fille aînée, Marie-Anne, est marraine d'une cloche le 7 juin 1754 avec Joseph de Pomiés d'Agassac, et que lui-même en parraine une autre le 2 octobre 1768 avec Marie-Adélaïde de Pomiés²⁸. Joseph de Bacalan offre enfin à l'église du village six chandeliers d'autel et des éléments décoratifs qu'il fait exécuter par Oudry fondeur bordelais de la rue du Loup²⁹.

Isaac de Bacalan (9 août 1736 - 21 juin 1769), fils de Joseph de Bacalan : la réussite parisienne

Des trois enfants nés du mariage de Joseph et d'Elizabeth de Brulz, la fille aînée devint religieuse à Saintes, la dernière, Anne-Marie-Rose, mourut en 1745 à l'âge de sept ans. Seul, le fils, André Timothée Isaac va poursuivre la lignée et porter les seules espérances de son père. Né en 1736, il devient à 23 ans conseiller au parlement grâce à l'achat par son père de la charge de Pierre Gilet de Lacaze³⁰.

27. B.M.Bx fonds Bacalan.

28. Campagne Maurice, p. 211.

29. B.M.Bx fonds Bacalan.

30. A.D.Gir. 3 E 15026 Baron.

En 1761, Isaac s'allie à une puissante famille de parlementaires en épousant Jeanne de Lavie, fille de Charles de Lavie, président honoraire au parlement et de Marie de Gua. Le contrat de mariage est signé le 29 juin. Les apports de deux époux sont importants surtout ceux de Jeanne de Lavie, 150 000 livres, somme considérable qui reflète la fortune des Lavie³¹. Joseph de Bacalan institue son fils héritier universel, s'oblige à le prendre chez lui avec femme et enfants, à lui donner 1500 livres de pension annuelle et la jouissance du bien de Pessac. Le futur époux affecte au bénéfice de son épouse une somme de 8000 livres et un douaire de 1500 livres par an, le tout garanti sur la maison de Ludon. Jeanne de Lavie reçoit 80 000 livres à la signature de l'acte, à savoir 59 000 livres en argent et 21000 livres en contrats. Le solde, 70 000 livres, sera payé après le décès de son père³². La cérémonie religieuse est célébrée le 1er juillet suivant dans l'église Sainte-Eulalie.

Élu à l'Académie de Bordeaux en 1763, Isaac de Bacalan est nommé professeur de droit français. Il apparaît comme un homme des Lumières passionné pour l'économie. Il écrit des mémoires en faveur du libre-échange et critique le protectionnisme hérité de Colbert :

- *Essai sur l'agronomie*, (1762),

- *Paradoxes philosophiques sur la liberté du commerce entre les nations*, (1764),

Ses *Conjonctures sur l'ancien gouvernement des Gaulois et sur le système politique des druides*, (1763) sont un pamphlet où, sous couvert de s'attaquer à la religiosité des druides de l'ancienne Gaule, il dénonce la mainmise de l'Église sur la richesse foncière et le pouvoir occulte des Jésuites dont l'action est d'autant plus insidieuse qu'ils possédaient la haute main sur l'éducation et façonnaient ainsi les esprits³³.

À la demande de L'Averdy contrôleur général des Finances, et en raison de ses qualités, Isaac de Bacalan est pressenti pour aller Paris car, écrivait le ministre à son père le 23 janvier 1764 « Il serait cependant bien utile pour le bien de votre province et pour que je ne risque pas d'être trompé que j'ai quelqu'un d'éclairé qui veillât ici à tout ce qui intéresse cette province ». Puis le 7 février, il ajoute « Vous faites un sacrifice en consentant à vous séparer d'un fils unique mais vous le faites à une trop belle cause pour que j'aie autre chose à vous dire que vous en félicitez et le Roi n'ignore pas le motif qui vous y détermine ayant eu soin de lui en rendre compte ». Il part donc pour la capitale au mois de mars 1764. Ne possédant pas de fortune et la pension reçue n'étant pas à la hauteur de ce qu'il espérait pour tenir son rang et faire face à ses obligations, il vend sa charge de conseiller au parlement de Bordeaux et reçoit une aide matérielle de son père en numéraire et sous forme de livres, meubles, argenterie ... Par exemple il reçoit le 9 juin 1766 des meubles dont « une table de nuit bois de noyer dessus

de marbre, une chiffonnière bois de marqueterie à trois tiroirs garnis, un métier à tapisser » ou encore du linge et des objets d'ameublement comme « 15 nappes fines, 10 paires de draps pour le maître, 5 douzaines de torchons, 1 douzaine de serviettes à café, 3 paires de rideaux de taffetas dont deux jonquille et une verte, deux écrans de bois, un paravent de damas blanc fleur dor, la garniture de deux pères de chenés dorés, deux garnitures de bras de cheminée doré... ». Enfin le 6 avril 1768, Joseph de Bacalan envoie un lot d'argenterie en précisant « me réservant de les repeter à ma volonté suivant les circonstances ». Il y a notamment une jatte et deux pots à eau, une écuelle et son couvercle, une cafetière, deux flambeaux, une cuillère à sucre percée ... de quoi tenir son rang³⁴. En 1766, il achète une charge de maître des Requêtes et le 1er avril 1769, il est nommé Intendant du commerce. Mais, écrasé de soucis et de travail, il meurt trois mois plus tard, le 21 juin à Paris rue Saint-André-du-Louvre. Il est inhumé le lendemain dans l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois. Sa veuve tente, sans succès, d'obtenir des réparations financières et une pension pour l'éducation de ses enfants, mettant en avant la santé fragile de son mari ruinée par des maladies contractées en Provence et à Marseille et par un excès de travail³⁵. Elle revient à Bordeaux et ira vivre chez son beau-père rue du Mirail avec ses deux enfants Martial-Timothé né vers 1762, et Gabrielle-Henriette née le 29 janvier 1763. Un troisième enfant, Anne-Charlotte, née le 2 septembre 1764 était morte en bas âge.

Le déclin

La mort d'Isaac de Bacalan, outre la peine qu'elle causa à sa famille, eut des répercussions financières importantes notamment pour son père qui avait investi dans l'acquisition de la charge de maître des Requêtes. La fin de sa vie est assombrie par sa situation financière comme il l'écrit le 27 septembre 1771 à Jean-François de Pontac³⁶, ancien condisciple de son fils et auprès duquel il se confie « Je n'ay jamais douté de l'excès de vos sentiments pour moy et pour tout ce qui intéresse la mémoire d'un tendre et sincère ami, vous ne devez pas douter ny de mon amitié ny de ma confiance en vous ». Angoissé par l'avenir de sa famille il ajoute « ces donc le moment de pouvoir arranger toute choses et procurer à ma digne fille un

31. Figeac Michel, *Destins de la noblesse bordelaise*, T. 1, p. 66, FHSO, 1996.

32. A.D.Gir. 3 E 17574 Perrens.

33. Figeac Michel, p. 276.

34. B.M.Bx fonds Bacalan.

35. Coudroy de Lille Pierre, *Les dernières années d'Isaac de Bacalan*, BSAB, T. LXX, 1974, p. 185.

36. Jean-François de Pontac (1736-1811), colonel d'infanterie, chevalier de Saint-Louis, écuyer de Madame Victoire.

sort heureux, des jours tranquilles et du pain à mes pauvres enfans ». Il lui demande donc de suivre ses affaires à Paris où pour le moment il n'a eu que des promesses non suivies d'effet « Monsieur le Contrôleur général ma fait une réponse des plus flatteuses, il me promettait tout ce qui peu dépendre de luy ... Monsieur le Chancelier m'a écrit dans les mêmes termes, je n'ay pas eu réponse de monsieur déguillon (sic) ... le maréchal m'a assuré lui avoir écrit je ne peux donc mon cher Pontac que m'en rapporter à vous en entier ... ». Pour régler ses dettes, Joseph de Bacalan espère que ses fonctions dans le nouveau parlement seront plus rémunératrices et envisage de vendre Pessac qui pourrait lui rapporter 70 000 livres et de se séparer de sa charge. Il souhaite conserver Ludon et Le Pian pour préserver les droits de sa belle-fille et de ses petits-enfants³⁷.

Mais le temps lui manque pour mettre ses projets à exécution. Il meurt à Bordeaux le 24 décembre 1772 et il est inhumé le même jour dans l'église Saint-Eloi.

Jeanne de Lavie-Bacalan (1737 - 3 décembre 1826)

À compter de la mort de Joseph de Bacalan, Jeanne de Lavie se retrouve seule pour élever ses deux enfants face à une situation administrative complexe et dans un état financier catastrophique. Il lui faut très rapidement procéder au classement des papiers de son beau-père et organiser la tutelle des enfants. C'est grâce à sa correspondance avec Jean-François de Pontac qu'il nous est possible de suivre son installation à Bordeaux, ses démarches et ses premiers pas de viticultrice³⁸. Dans un document non daté, où il est question de retard dans l'envoi de documents administratifs elle précise qu'elle a « reçu que le lundi la prédinné la lettre que j'aurai du avoir le samedi (la petite poste de ce pays-ci étant trop dévote pour marcher le dimanche) » et à propos de ces fameuses pièces « je dois bien en avoir les originaux car j'imagine bien que mon beau père les a conservés Je ne les ais pas encore trouvés nulle part, il est vrai que son hérité est fort considérable en paperasses et qu'il n'est pas aisé de trouver précisément celle qu'on cherche ». La tutelle des enfants est difficile à organiser en raison vraisemblablement de la situation financière. Elle propose des noms mais « vous sçavez que le parlement n'a pas voulu » ce qui provoque des rancœurs car « dès à ce moment là M de Flamarens a cessé de venir chés moi et même de me saluer lorsqu'il me rencontroit et disoit pour ses raisons que j'étois fort aise qu'il y eut pas de bureau de tutelle et que j'avois choisi des membres qui n'étoient pas du parlement exprai por qu'il n'ut pas lui. Cependant il ya bien des témoins des mouvements que je me suis donné pour qu'il fut formé et que même je suis même brouillé avec trois parents de mais enfans ». Le 16 septembre 1774, l'affaire n'est pas encore réglée « tot ou tard il faudra

bien qu'ils ayent des tuteurs ». Ce qui est certain, c'est que le 19 août 1778, Paul-Marie de Lavie et Jérôme Dutoya sont déclarés tuteurs lors du remboursement des sommes dues aux religieuses de la Visitation de Tulle³⁹. Sur le plan financier, elle s'inquiète de trouver des arrangements avec certains créanciers et surtout des liquidités « j'ai tant de monde en campagne que j'espère qu'à la fin je trouverai si notre archevêque ne pren pas tout » allusion sans doute à la vente des terrains de l'archevêché pour la reconstruction du palais épiscopal. En femme d'affaires avisée elle lui demande si elle peut toucher les intérêts de la liquidation de la charge de son beau-père « ayant par mon contrat de mariage la jouissance de tout ses biens jusqu'à mon remboursement, il me semble que ses intérêts doivent être à moi ». Mais cette opération est longue et elle le relance avec humour le 21 juin 1774 « j'ai pensé fréquemment que cet argent me ferai bien de l'honneur ». Mais elle n'a pas trop d'espoir et écrit le 16 septembre 1774 « Le ministre songe beaucoup à l'économie à présent, et que sa ne sacorde pas trop avec ceux qui demande des grâces, mais ni a til pas quelques moyens d'en donner sans qu'il soit à charge de l'état ». L'affaire traîne en longueur. Le 10 avril 1775, elle n'a toujours rien touché du trésor royal alors que toutes les démarches ont été faites depuis plus d'un an et demi. Elle attend toujours ces intérêts « qui feroit beaucoup d'honneur à mon coffre fort pour le rendre un peu moins léger ». Sur place, à Bordeaux et à la campagne, elle fait immédiatement établir un inventaire de tous les biens meubles et entreprend de régler certaines dettes et de prendre des engagements auprès des créanciers.

Le règlement des dettes de Joseph de Bacalan

Par exemple, le 18 septembre 1773, elle s'engage à rembourser 3360 livres à Luc de Barret conseiller et greffier en chef au parlement, solde du prêt de 20 000 livres consenti par Jacques de Brulz pour acquérir la maison noble de Cazalet en 1738 et 2000 livres aux religieuses de Sainte-Ursule de Bordeaux. Le 23 septembre 1773, elle signe des reconnaissances en faveur d'André Duhamel, vicomte de Castets, pour un montant de 6600 livres à rembourser dans les trois ans. Cette somme représente le solde du prix d'achat du bourdieu de Lauretan réalisé le 3 juillet 1751. Ou encore au profit des héritiers de Blaise Da Costa à qui il était dû depuis 1748, par transports de créances, le prix d'acquisition du bien de Pessac, c'est à dire la somme de 8000 livres en capital et 5720 livres d'intérêts⁴⁰. Le 26 septembre 1776, elle s'engage auprès de Jean

37. A.M.Bx fonds Coudroy de Lille 33 S 2.

38. A.M.Bx fonds Coudroy de Lille 33 S 2.

39. A.D.Gir. 3 E 15028 Baron.

40. A.D.Gir. 3 E 15024 Baron.

d'Abbadie, conseiller au parlement de Navarre, pour verser le solde de la charge de conseiller de Gilet de Lacaze soit 12 000 livres de capital et 4066 livres d'intérêts⁴¹.

En 1780, Jeanne de Lavie-Bacalan désintéresse un certain nombre de créanciers pour un montant de 63 771 livres. Cette somme comprend une partie des prêts, des loyers et des gages impayés ou des travaux effectués sur le bien de Morange à Ludon. En application de décisions de justice prises en l'an 2 et en l'an 3, elle verse encore 2814 livres solde de gages et de travaux faits en Médoc. D'après un mémoire rédigé à l'époque révolutionnaire, elle déclare que le montant des dettes de Joseph de Bacalan s'élève à 354 148 livres à savoir 103 008 livres de créances diverses, 208 140 livres à elle dues au titres de ses conventions matrimoniales et des sommes payées en 1780 et 43 000 livres pour ses enfants en application du contrat de mariage de leurs grands-parents. Quant à l'actif, il ne se monte qu'à 274 334 livres⁴².

La gestion des domaines

Tout en réglant une partie des dettes de son beau-père, Jeanne de Lavie-Bacalan prend en main la gestion des terres, seule ressource dont elle dispose.

Faute de livres de comptes, on ignore pratiquement tout de sa gestion. On peut imaginer compte tenu de ce que l'on sait d'elle, de sa volonté et de son énergie, par les documents qu'elle a laissés et par sa correspondance, qu'elle s'est lancée dans l'aventure avec courage d'autant plus qu'elle connaît bien les risques de la viticulture comme elle l'écrivit dans un mémoire au ministre Trudaine le 7 juillet 1769 « ... les biens sont dans les vignes : c'est à dire Monsieur, une manufacture dangereuse pour l'entrepreneur de la part duquel elle exige beaucoup d'intelligence des soins de tous les instants pour en préparer le produit une surveillance pratique et bien éclairée ». Les débuts sont difficiles puisqu'il lui faut trouver des liquidités pour rembourser les créanciers et exploiter les domaines. Pour cela, elle sollicite sa famille et obtient une aide plus ou moins volontaire de son père comme elle l'écrit le 21 juin 1774, « J'ai arraché de mon père [ce] qui ma été nécessaire pour vivre et faire faire les biens ses deux années ». Tout de suite, elle subit les aléas de la viticulture « la première [année] n'ayant rien touché de la récolte et la seconde ayant été grêlée à plate couture. Je ne scai pas ce qui matant pour la troisième jusqu'à présent les apparences ne sont pas brillante la vigne grille et coule beaucoup ».

Le 30 juillet, sans doute de la même année, elle écrit « Je ne pense pas formé de projets sur la récolte prochaine ayant été grêlée de la façon par trois orages dans 18 heures de tems soit à Ludon, à la palu et au pian. Les deux tiers par terre et le restant fort endommagé cella sapelle bien mal commencer mais il faut

encore se réjouir de ce que le bois n'a pas été endommagé » ; ou encore dans une lettre non datée elle ne cache pas sa fatigue et sa lassitude « si je nétois exédée de fatigue des vendanges. J'ai fini celle de grave et j'ai commencé hier celle de palu aussi retourné je ce soir à la campagne ...cette année ... je n'aurai que quatre tonneaux de vin de plus que l'année passée que je fus grêlée a plate couture » mais elle garde quand même un certain sens de l'humour « sil [le vin] ne ce vent pas au pris de lor il faudra pour dire comme mon beau père prendre la besace il ne me reste plus pour luy ressembler encore davantage que de vous parler du seigneur ». Enfin, dernière lettre du 16 septembre 1774, elle part pour les vendanges résignée aux caprices de la nature « je parts sous peu de jour pour la campagne pour faire mes misérables vendanges nous avons bien de la sécheresse mais je crains que nous ayons a présens trop de plans il y quatre jours qu'il ne cesse dans tomber et le temps me paroît pas vouloir se raccommodé ».

A la lecture de quatre lettres envoyées en 1785 par le courtier Lacoudré résidant à Amsterdam, nous avons l'image d'une viticultrice qui suit de près la vente de ses vins. Le 19 septembre, il accuse réception des vins de grave de 1784 et précise qu'il n'oublie pas les vins de 1781 et fait valoir devant l'insistance de sa cliente qu'il n'est pas facile de travailler avec les courtiers de la place. Le 25 novembre, il loue « les soins que vous vous êtes donnés pour donner de la qualité à vos vins en sacrifiant sur la quantité ». Il accuse réception de deux tonneaux estampés « Pian Médoc », marque non connue, mais assure qu'il mettra tout en oeuvre pour les vendre⁴³.

Jeanne de Lavie-Bacalan suit également de près la confection des barriques. En 1782, elle fait réaliser un état comparatif entre une fabrication en bois du nord et bois de pays et même si la fabrication en bois du nord est un peu plus onéreuse, elle continuera à utiliser ce dernier⁴⁴.

La vie bordelaise

La correspondance, déjà citée, adressée à Jean-François de Pontac nous donne quelques indications intéressantes. Si les premières années après la mort de son beau-père sont difficiles pour des motifs administratifs et financiers, elles le sont aussi à cause de la rancoeur subie et des propos désobligeants colportés sur elle comme le fait Monsieur de Flamarens. Les affaires de ce dernier, gérées par Bacalan, semblent avoir été très négligées et, en plus, on se rappelle qu'il n'a pas été choisi comme

41. A.D.Gir.3 E 15026 Baron.

42. B.M.Bx fonds Bacalan et A.D.Gir. 3 E 15030.

43. B.M.Bx fonds Bacalan.

44. B.M.Bx fonds Bacalan

membre de la tutelle des enfants Bacalan : il ne la salue plus mais en outre se répand en propos désagréables à travers la ville jusqu'au jour où « il fut chez mr Gradis où il était de ses proceder vis à vis de moi, le maitre de maison pris mon parti ... et ...luy demanda ce qu'il avoit à me reproché il luy répondit rien ; qu'il ne voulu point de mal ... M. Gradis et d'autre qui se trouvèrent là luy dire un peu son fait ce qui me valut le lendemain un salut jusqu'a terre dans la rue ou nous nous rencontrames ...» Jeanne de Lavie-Bacalan ajoute un peu plus loin, toujours à propos du même personnage « je vous fait grâce de tous les propos qu'il a tenu sur ma conduite, elle n'est cependant pas moins regulière a present que par le passé. il est vrai que je suis très peu ches moi comme il le dit ; mais il n'ajoute pas que je suis toujours ches mon père, il a eu le malheur de trouver des jans qui on pris mon parti lorsqu'il a voulu dire du mal de moi ».

De par sa position à Paris, où il est militaire, Jean-François de Pontac sert d'intermédiaire pour obtenir des faveurs. Par exemple Jeanne de Lavie-Bacalan parle de remercier M. Donissan qui a obtenu des lettres de sous-lieutenant pour un de ses neveux mais elle compte bien sur Pontac afin d'obtenir plus « Je ne vous tien pas quite de lui parler à l'avenir pour l'engager à lui donner une place le plus tot qu'il pourra » et le félicite pour l'obtention de la croix de Saint-Louis. Cette correspondance est aussi une source de petits potins. Ainsi le 21 juin 1774, Jeanne de Lavie-Bacalan demande à Pontac, sur un ton perfide, des nouvelles d'une bordelaise montée à Paris « vous avez a paris une de nos aimables bourdeloise, sans doute que vous la voyer souvent, c'est Mme de Bracier, si jamais vous mécrivez mandé moi je vous prie comment elle a pris dans ce pays la, si elle si amuse, elle avoit annoncé dans ce pay-ci qu'elle avoit beaucoup de credit laba et elle en a conuinqu en faisant placer son neveu page des le moment de son arrivée, elle n'an est pas mal fière, on dit ici qu'elle nous a quitée pour tout affaire mais elle n'a na pas voulu convenir en partant » Enfin, dans la même lettre, elle fait allusion à la situation politique en termes très elliptiques « je parie que vous êtes bien aise de vous être trouvé à paris dans tous les événements qui viennent d'arrivé, vous êtes apportée de savoir positivement ce qui se passe au lieu que nous autre pauvre provinciaux, ne sçavons riens, une lêtre mande une nouvelle et l'autre le contraire, chaqu'un la tien du bon coin a ce qu'il dit, il est difficile de sçavoir le quel croire, un jour les exilé vient, et les exersant sont consterné, un autre jour c'est tout le rebour, il y a cependant de quoi samuser de leurs mines lorsqu'on est neutre ; et cet ce que je fais voyans des uns et des autres ». A quel évènement précis fait-elle allusion ? C'est au moment où la capitale est en effervescence : Louis XVI réorganise le gouvernement et le 2 juin 1774 le duc d'Aiguillon avait été remercié. S'agit-il de rumeurs sur un éventuel retour de l'ancien parlement ?

Jeanne de Lavie-Bacalan a dû quitter rapidement l'immeuble de la rue du Mirail qui était en location. Une facture du 11 mai 1775 du maître tailleur bordelais Champes, qui a réalisé un habit pour son fils, est adressée à « Madame de Bacalan en ville », de même pour une facture de dix paires de chaussures et de mules envoyée de Paris. On ne sait pas aux fenêtres de quelle résidence furent installées les « 8 aunes de cordon jaune pour les croisées, 16 aunes de diles en cramoisi fin, 1 glan pour sonnette avec un cordon jaune » fournitures provenant de « L'olive d'or rue du Loup » le 17 septembre 1781⁴⁵. Lors de la signature du contrat de mariage de sa fille en 1789, la future est dite « résidant avec sa mère rue Bouhaut », probablement dans l'hôtel des Lavie.

Son fils, Martial-Timothée fait des études de droit certainement à Bordeaux et devient avocat au parlement où il est reçu en 1786⁴⁶.

Sa fille, Gabrielle-Henriette, épouse le 27 mai 1789 dans l'église Sainte-Eulalie, Charles-Mathurin de Noiret, capitaine au régiment du mestre de camp général des dragons. Le contrat est signé le 16 mai 1789. Les apports de la future s'élèvent à 135 000 livres dont 20 000 livres provenant de la succession de sa grand-mère Elisabeth de Brulz et immédiatement en espèces la somme de 15 000 livres. Jeanne de Lavie ajoute de son chef 50 000 livres, somme qui ne pourra être exigée qu'un an après son décès. Elle s'engage à nourrir et à loger les futurs époux moyennant une pension annuelle de 800 livres. Enfin, la tante de la mariée, Henriette de Lavie fait don de 50 000 livres exigibles après son décès. Les parents Noiret font donation d'une somme de 10 000 livres et cèdent un certain nombre de biens immobiliers évalués à 28 200 livres dépendant de la vicomté de Cézac⁴⁷.

La Révolution, les confiscations

Avec l'arrivée de la Révolution, la situation de Jeanne de Lavie va très vite se dégrader en raison de sa qualité d'aristocrate et de mère d'émigré. En effet, Martial de Bacalan quitte la France le 19 avril 1791 et cette situation va entraîner pour sa mère les pires difficultés en vertu d'une législation de plus en plus répressive. Par exemple, la loi du 2 septembre 1792 assurant aux pères et mères d'émigrés une portion de biens confisqués en usufruit, ou bien un décret du 17 frimaire an 2 (7décembre 1793), décrétant que tous les biens meubles et immeubles des parents qui avaient des enfants émigrés étaient

45. B.M.Bx fonds Bacalan.

46. B.M.Bx fonds Bacalan.

47. B.M.Bx fonds Bacalan.

placés entre les mains de la Nation et affermés pour trois ans si la preuve n'étaient pas obtenue qu'ils avaient tout fait pour empêcher l'émigration.

Dès les premières mesures, Jeanne de Lavie va s'efforcer de démontrer que son fils n'est pas concerné par ces dispositions. Le 25 mai 1792, en réponse à une pétition et malgré les certificats médicaux joints et les observations favorables de la municipalité de Ludon, le district du département considère que Martial de Bacalan n'est dans aucun des cas d'exception prévu par la loi. En conséquence, il est décidé qu'une indemnité sur ses droits successifs sera due et ses biens seront hypothéqués à titre conservatoire. En revanche, les scellés apposés sur les biens de la dame Bacalan seront levés⁴⁸.

Le 3 nivôse an 2 (23 décembre 1793), il lui est attribué un certificat de résidence. Ce document nous apprend qu'elle habite, depuis 1789, rue du Réservoir, au n° 15 chez le citoyen Lisleferme. Elle a 54 ans, les cheveux gris, les yeux bleus, le nez long et le visage « gravé ». Elle mesure 4 pieds et 10 pouces⁴⁹ (environ 1,65 m.).

Au même moment, dans le cadre de la nouvelle législation, tous les biens vont être saisis : Pessac le 2 nivôse, Macau le 3, la maison de Ludon et le bien de Morange le 22 ainsi que Le Pian le 26⁵⁰. Les meubles des maisons de Bordeaux et de Ludon sont saisis et inventoriés respectivement le 23 pluviôse⁵¹ et le 14 germinal⁵². Pourtant en dépit de toutes ces vexations, la municipalité de Ludon n'hésite pas à accorder un certificat de civisme à Jeanne de Lavie-Bacalan⁵³.

Au titre de l'emprunt forcé du 9 thermidor an 2 (27 juillet 1794), cette dernière est taxée de 453 livres, somme qui permet de constater qu'elle ne figure pas parmi les grandes fortunes⁵⁴.

Grâce ou à cause de ces saisies, nous pouvons avoir une meilleure connaissance des surfaces cultivées et de la répartition des cultures :

- Ludon : 183 journaux (61 ha) dont : 127 de vignes (35 ha),
48 de pré et de terres labourables,
3 de frénieres et de lande,
8 d'artichauts,
- Macau : 14 journaux (4,5 ha) dont : 10 de vignes (3,5 ha)
1,5 de terres labourables,
- Le Pian : 36 journaux (12 ha) dont : 30 de vignes (10 ha),
4 de terres labourables,
- Pessac : 520 journaux (173 ha) dont : 450 de landes,
50 de pignadas et bois taillis,
15 de terres,
3 de «codières».

Le nombre de cuves saisies est équivalent à celui mentionné dans l'inventaire de 1772. On peut raisonnablement penser que la production est restée identique, mais il faut noter que dans le bien de Pessac il n'est pas fait mention de vignes alors

que le meilleur vin de Joseph de Bacalan provenait naguères de ce terroir. Les vignes ont elles été vendues par Joseph de Bacalan ?

A partir de ce moment, la gestion des biens des Bacalan devient chaotique et en outre, elle est parfois assurée par des fermiers peu scrupuleux. Comme nous l'avons vu, les nouvelles lois prévoient outre la saisie des biens, leur mise en fermage. La procédure est donc lancée les 4 et 22 messidor an 2 (10 juin 1794) par l'apposition d'affiches. Ainsi, confrontée à la gestion des biens des Bacalan, la commune de Ludon, dès le 2 messidor, se demande comment procéder pour faire « tirer les vins au fin » et préserver les récoltes. Conformément à un décret récent, elle fait livrer à la citoyenne Bacalan un tonneau de vin pour elle et sa famille et trois barriques pour ses domestiques. Autre exemple de désorganisation, le 29 fructidor an 2 (15 août 1794), les foin ne sont pas vendus mais expédiés dans les dépôts de l'armée à Bordeaux et enfin, il n'y pas de ressource pour faire les vendanges. Le 4 brumaire an 3 (25 octobre 1794), le domaine de Pessac est affermé pour 1600 livres à un certain Martin. Le 11 frimaire, la municipalité de Pessac signale qu'il y a eu du bois coupé et nomme un garde forestier pour surveiller le fermier. Autre source de conflit, à la même époque, Jean Taudin, cultivateur à Pessac s'oppose au fermier et saisit la justice parce que possédant des ruches en indivision avec la citoyenne Bacalan, il signale qu'il est temps de «les tondre». Enfin, les 22 et 24 frimaire an 3 (14 novembre 1794), le citoyen Laroza, séquestre, sollicite une avance de 3000 livres pour payer les ouvriers et acheter du matériel et demande le paiement de son salaire pour avoir géré les biens de la citoyenne Bacalan « cette gestion a occupé tout son temps depuis la fin de messidor sans être rétribué ... il a été obligé de cesser tous ses travaux de maçonnerie qui alimente sa femme et ses enfants pour ne s'occuper que des intérêts de la Nation ». Il requiert comme rémunération un traitement égal à celui de l'homme d'affaire de la citoyenne Bacalan. A la même date au Pian, Jean Cric, séquestre, demande une autorisation pour faire transporter du fourrage de Ludon au Pian pour nourrir le bétail comme on le faisait autrefois, mais comme aujourd'hui le bien de Ludon est séquestré, il faut une autorisation des administrateurs du district⁵⁵.

48. B.M.Bx fonds Bacalan.

49. B.M.Bx fonds Bacalan.

50. A.D.Gir. 1 Q 901.

51. B.M.Bx fonds Bacalan.

52. A.D.Gir. 1 Q 901.

53. B.M.Bx fonds Bacalan.

54. A.D.Gir. 4 L 117 et Figeac, p. 367.

55. A.D. Gir. 1 Q 1071.

Le 7 nivôse an 3 (26 février 1794), le receveur de l'agence du domaine national informe qu'il va faire affermer tous les biens de Macau et Ludon. Il demande à ce que les baux en cours sur tous les biens séquestrés ne soient pas suspendus « quoique la propriétaire fasse réclamation ».

Le 8 ventôse, tous les biens sont attribués à un seul bailleur, le citoyen Tiné de Bordeaux :

- la maison de Ludon et 162 journaux dont 107 journaux de vignes pour 40 700 livres avec en plus le logement du fermier, une petite maison qui est dans la cour le chai et le cuvier,
- la maison de Macau et 14 journaux dont 10 de vignes pour 5300 livres,
- la maison du Pian et ses dépendances et 44 journaux dont 40 de vignes pour 6000 livres.

Le bien de Morange est « réservé à la citoyenne plus la maison qu'elle occupe et l'orangerie comme dépendant du jardin »⁵⁶ et le 1^{er} floréal, il est fait un inventaire et une estimation des barriques dans les chais de Morange et de Ludon⁵⁷.

Au milieu de cette accumulation de mesures confiscatoires, Jeanne de Lavie-Bacalan n'hésite pas à manifester son exaspération devant des situations à la fois tragiques et ubuesques. Voici ce qu'elle répond pour ne s'être pas rendue à une convocation à Bordeaux «il ne me faut pas moins, citoyen, qu'un décret impératif pour m'empêcher de me rendre à votre invitation de me rendre dans la huitaine a votre bureau pour y payer soixante livres pour deu amandes pour ni maitre pas rendu au bureau de consiliation ; l'obstacle insurmontable et le décret du 26 germinal qui défant aux cidevants nobles d'être à bordeaux autre obstacle pour que je ne puisse rien payer céque je n'ai rien, mes biens, mes hardes, mes meubles sont séquestrés depuy près d'un an, on ne m'a rien donné depuy »⁵⁸.

Mais alors qu'elle endure les rigueurs d'une législation d'exception, Jeanne de Lavie ne se décourage pas et poursuit son combat en faveur de son fils. Elle adresse de nombreuses pétitions n'hésitant pas à écrire qu'il « a été mis sur la fatale liste qu'a la fin de 1793 tems ou les presents, les absents et même les morts y étaient mis ».

Le 14 vendémiaire an 3 (5 octobre 1794), elle expose longuement les péripéties du voyage de Martial et les causes de son départ à savoir ses ennuis de santé. En effet, il est parti sur recommandation médicale pour un voyage dans les pays chauds « à cause de la délicatesse de ses poumons ... languissant depuis son enfance il conservait à peine assez de force dans les premiers tems de la révolution pour soutenir le service de la garde nationale ... ne trouvant pas assez de soin (en France) il passa en Italie ». Elle précise qu'à cette date, 1791, la France était en paix et qu'il n'était pas interdit de franchir les fron-

tières. Sa santé s'étant fortifiée, il passa de Naples à Venise et là, ayant appris les menaces de guerre, il décida de rentrer en France. Il ne put franchir les frontières de Sardaigne, tenta de passer par la Suisse, attrapa la petite vérole en traversant le lac Majeur et se replia à Milan où il fut soigné pour « une petite vérole confluente des plus dangereuses, cet état étant prouvé par des certificats médicaux du 8 mai 1792 ». Ne pouvant rentrer en France à cause du décret de l'Assemblée Législative bannissant les Français hors du territoire, il se fixa à Lugano. En conclusion, Jeanne de Lavie-Bacalan fait valoir que son fils a quitté la France pour des raison de santé, qu'il a toujours fui les rassemblements d'émigrés, qu'il a toujours tenté de rentrer en France et qu'il a choisi pour résidence la ville de Lugano en Suisse « chez un peuple pauvre mais libre et religieux observateur des vertus et des formes démocratiques »⁵⁹.

Poursuivant ses requêtes, le 26 brumaire an 3 (16 novembre 1794), elle demande à être indemnisée des frais engagés sur les récoltes des années 1793 et 1794 vendues au profit de la Nation⁶⁰. Le 22 pluviôse an 3 (10 janvier 1795), mettant en avant un décret de nivôse, elle réclame des secours provisoires pour elle et sa famille à hauteur de 3200 livres à prendre sur les biens séquestrés ; le 25 germinal (14 mars), elle envoie une pétition pour récupérer des barriques et du bois du nord pour en fabriquer, demande qui sera accordée⁶¹.

Enfin, à force de persévérance, le 21 thermidor an 3 (8 juillet 1795), le représentant du peuple Besson accorde une mainlevée provisoire sur tous les biens possédés en Gironde. A Pessac, le 26 thermidor, les commissaires du district constatent le mauvais état général du bâtiment « le perron, la fournière et la chambre du paysan étaient remplies de fumier, lesquelles pièces servent d'écurie ce qui déprécie la maison ... s'y comprendre beaucoup d'arbres coupés qui ne sont encore façonnés ce qu'il n'aurait pas du faire vu l'immensité du bois qu'il existe ». Les commissaires ajoutent que le fermier sera tenu de payer les loyers échus et à échoir à la citoyenne Bacalan ; les mêmes procédures se déroulent le 29 thermidor à Ludon, Macau, Le Pian et Bordeaux⁶².

56. A.D.Gir. 1 Q 1148.

57. B.M.Bx fonds Bacalan.

58. B.M.Bx fonds Bacalan.

59. B.M.Bx fonds Bacalan.

60. A.D.Gir. 1 Q 1071.

61. A.D.Gir. 1 Q 1148.

62. A.D.Gir. 1 Q 1071.

L'état des biens pendant la Révolution

Nouvelles tracasseries, la loi du 9 floréal an 3 (28 avril 1795) oblige les parents d'émigrés à établir un inventaire complet de tous leurs biens mobiliers et immobiliers. Jeanne de Lavie obtempéra en rédigeant deux cahiers dans lesquels elle donne de précieuses indications sur son patrimoine ⁶³.

Le bien de Ludon est estimé à 117 900 livres dont 29 000 livres pour la maison et les dépendances pour un «prix-faiteur», un bouvier et un jardinier.

Les cultures se répartissent ainsi :

- 43 journaux de vignes dans la grave dont 13 journaux « ne sont bons qu'à arracher parce que la terre est trop sableuse »,
- 30 journaux de vignes « de bonnes et médiocres terres très maltraitées par l'hiver »,
- 54 journaux de vignes dans la palu « en triste état par défaut de culture depuis deux ans au lieu de trois fasson de bèches qu'elles doivent avoir par an elles n'ont pas eu faute de bras. Elles sont envahies de ronces ».
- 12 journaux de terres labourables et d'artichauts que « le froid a détruit ».

A cela il faut ajouter des logements, les chai et cuvier et deux paires de boeufs dont « l'une est âgée et l'autre vieille », dix vaches et onze brebis, restes d'un troupeau malade.

Le mobilier de Ludon est décrit comme étant particulièrement vieux et usé, par exemple « 14 vieilles et très vieilles tapisseries en laine encore plus hors service par les coupures qu'on y a fait pour otter des fleurs de lis qui font autant de trou » ou bien « douze grands fauteuils antiques les uns recouvert de tapisseries les autres de je ne sais quoi à force que s'est vieux » ou encore « cinq paires de rideaux de fenestres de coton qui ont au moins quarante ans de service ».

Pourtant le maire de Ludon et le commissaire qui procèdent à la même opération en ce même temps, ont un avis moins sévère. Après avoir levé les scellés sur plusieurs secrétaires ils font le tour de la maison où peu de choses ont changé depuis 1773. On peut noter dans la salle à manger la présence d'un « poile de fayance et son tuyeau », dans la grande salle ou vestibule « une belle tenture de tapisserie en laine et soye ». Parmi les objets nouveaux, on remarque un baromètre, des cages à oiseaux ou un violon avec son étui.

Enfin, Jeanne de Lavie-Bacalan termine en écrivant « je ne parle point de la récolte des vins de 1794 qui ont été séquestrés dans les chais attendu que ce n'est qu'un capital nul puisqu'il faut que je paye avec ce que j'ai été obligé d'emprunter ».

La valeur de l'ensemble du mobilier est de 23 304 livres.

Pour les autre biens, les estimations sont :

Lauretan 14 588 livres,
Le Pian 34 490 livres,
Pessac 83 450 livres.

Le dénouement

Le 2 vendémiaire an 4 (24 septembre 1795), Jeanne de Lavie-Bacalan reçoit une lettre de Fontanes. Il se réjouit qu'elle ait obtenue la mainlevée sur ses biens mais reste très prudent sur la question de la radiation. Il l'invite à la patience et lui précise que Portalis et Lanjuinais lui apportent leur soutien ⁶⁴.

Le 4 thermidor (22 juillet 1796), l'administration municipale décide de procéder au partage des biens pour pouvoir par la suite mettre en vente la part de Martial de Bacalan. L'idée est d'attribuer « des biens entiers et séparés qui se vendront aisément ». Sont ainsi affectés à la Nation les biens de Pessac et du Pian d'une valeur de 35 862 francs plus une somme de 1353 francs pour compléter l'ensemble. Puis considérant « qu'il est de toute justice qu'elle (la veuve Bacalan) jouisse du bénéfice de la loi qui termine ses souffrances et l'état de détresse dont elle est accablée depuis longtemps », l'administration ordonne la levée des séquestres et que « la citoyenne soit réintégrée dans la pleine propriété et jouissance de ses droits » ⁶⁵.

Pourtant, Jeanne de Lavie-Bacalan n'entend pas en rester là et le 7 thermidor, elle fait signifier une opposition à cette mesure « attendu que la requérante est en réclamation ... que tous ses papiers sont sur le bureau du ministère de la justice et qu'on lui a annoncé que l'on s'occupait de ses affaires » ⁶⁶. Auparavant, le 4 thermidor, elle avait écrit au ministère des Finances pour demander la mainlevée du séquestre et pour s'opposer à la vente de la part de son fils. Dans sa réponse du 27 fructidor (13 septembre) le ministre, demande de surseoir à la vente car la procédure prévue par la loi n'a pas été suivie. Il précise « je vous demande de ne pas mettre en possession les acquéreurs » ⁶⁷.

L'an 5 semble se présenter sous de meilleurs auspices. Le 6 ventôse (24 février 1796), le comité révolutionnaire congédie la garde placée chez les citoyens Noiret et Bacalan et le 23 germinal (12 avril), les autorités du département de la Gironde décident la mainlevée de tout séquestre en attendant la décision

63. B.M.Bx fonds Bacalan.

64. B.M.Bx fonds Bacalan. Fontanes (1757-1821), homme de lettres, membre de l'Institut à la chute de Robespierre ; Portalis (1746-1807), « père du Code civil », siège au Conseil des Anciens ; Lanjuinais (1755-1827), juriste, siège également au Conseil des Anciens.

65. A.D.Gir. 1 Q 1591.

66. A.D.Gir. 1 Q 1752.

67. A.D.Gir. 1 Q 1071.

du Directoire exécutif ou du Corps législatif ⁶⁸. Si à partir de cette date il semble qu'il y ait une pause dans la procédure de saisie, il n'en est pas de même pour les exigences du fisc auxquelles elle fait face avec difficultés malgré le soutien discret qu'elle semble avoir localement comme lui écrit le percepteur de Ludon « Les huissiers sont arrivés sous peu dans cette commune pour faire payer les rolles anciens. Je suis fâché de ne pouvoir plus vous donner de délais, veuillez madame avoir la bonté de faire le mieux possible pour éviter les frais et des paines ... » ⁶⁹.

Enfin, la mesure tant attendue arrive : son fils est radié de la liste des émigrés le 19 nivôse an 9 (9 janvier 1801) ⁷⁰. A trente huit ans et après neuf ans d'absence, Martial de Bacalan peut enfin rentrer en France.

Martial de Bacalan (1762 - 23 août 1835) et Françoise Delpy de La Roche (30 octobre 1804 - 5 décembre 1883)

Comme beaucoup d'aristocrates, pour échapper à un brutal déclassement social, Martial de Bacalan va s'orienter vers une carrière administrative et salariée : le 17 mai 1809, il est nommé lieutenant de Louveterie par Berthier, prince de Neuchâtel, fonction dont il démissionnera en 1817 ; le 21 septembre 1810, le maire de Bordeaux, Lynch, l'appelle au Conseil municipal en termes élogieux en remplacement de Brémontier décédé « Votre lumière et la sagesse de vos principes et la considération que vous inspirez si bien à tous ceux qui ont l'avantage de vous connaître, vous ont mérité, Monsieur, cette distinction flatteuse de S.M.... Il tarde au corps municipal de vous compter au nombre de ses membres ... en vous rendant ce soir à 6 heures précises dans le lieu ordinaire des séances du conseil municipal ... » ⁷¹. En 1811, il est responsable de la 2e section de la police administrative : transaction commerciale, recensement, salubrité, circulation ⁷². Il siège à la Cour royale à partir de 1812 où se retrouvent beaucoup d'anciens noms prestigieux comme Marbotin, Chalup, de Spens de Lancre, Lamouroux ⁷³.

Jeanne de Lavie-Bacalan meurt à Bordeaux le 4 décembre 1826 âgée de 89 ans chez son fils, 21 rue Leyteire ⁷⁴. Elle avait rédigé son testament le 14 messidor an 9 (3 juin 1801) ⁷⁵. Elle donne à son fils le quart de ses biens à titre précipitaire et lui demande de payer aux domestiques de Ludon, Bagnère et sa femme, une rente de 150 francs leur vie durant. A ce document sont ajoutés des comptes où il apparaît que Martial a perçu des capitaux sur la succession de sa tante Gabrielle-Henriette de Lavie et des avances de sa mère s'élevant en 1812 à 20 686 francs.

Le 24 mars 1827, le notaire procède au partage des biens ⁷⁶. Martial avantagé par le testament, hérite des 5/8 de la succession. L'actif comprend d'une part un ensemble de biens évalués à 41 100 francs se décomposant en mobilier pour 2400 francs, des liquidités pour 700 francs et 37 000 francs de billets remboursables dans les trois ans à venir. Le reste de la succession comprend, d'autre part, les créances de la défunte sur les biens de son beau-père en raison du droit de rétention de son contrat de mariage et des dettes de ce dernier qu'elle avait remboursées. Le total de la succession s'élève à 211 103, 17 francs. La part de Martial est de 131 939,48 francs et celle de sa soeur, Gabrielle-Henriette de Noiret, d'un montant de 79 163,68 francs.

En 1828, Martial de Bacalan épouse à La Flèche où le père de la mariée est capitaine à l'école royale militaire, Françoise Delpy de La Roche, fille de Louis-Henri et de Anne-Marie Françoise Barret. La future est née à Villenave-d'Ornon le 18 brumaire an 13 (9 octobre 1804). Elle a alors 24 ans et le futur époux 66 ans !

Dans le contrat signé le 1er juillet, il est précisé que la fortune de la future épouse consiste en ses vêtements, linge, dentelles et bijoux évalués à 3000 francs et qu'elle ne possède aucun autre bien. Quant au futur mari, qui se fait appeler pour la première fois dans un acte officiel, vicomte de Bacalan, il est précisé « qu'il possède différents bien immobiliers et du mobilier qui se trouve en l'hôtel habité par lui à Bordeaux » c'est à dire 21 rue Leyteire ⁷⁷. Il donne à sa femme une somme de 6000 francs à titre de gain de survie et une rente et pension viagère de 2000 francs par an qui sera due à son décès.

Le 7 avril 1830, Martial de Bacalan et sa soeur Henriette de Noiret décident de procéder au partage de leurs biens indivis et de donner une forme authentique à un « un partage verbal fait il y a deux ans » ⁷⁸.

68. B.M.Bx fonds Bacalan.

69. B.M.Bx fonds Bacalan.

70. B.M.Bx fonds Bacalan.

71. B.M.Bx fonds Bacalan.

72. Coste Laurent, *Le Maire et l'Empereur*, p. 71 et p. 311, Sté archéologique de Lignan et du canton de Créon.

73. Figeac, p. 629.

74. A.D.Gir. 2 Mi 592-R 8.

75. A.D.Gir. 3 E 26679 Darrieux.

76. A.D.Gir. 3 E 23203 Dubois.

77. A.D.Gir. 3 E 26708 Darrieux, dépôt de pièces, acte passé chez M^{re} Lepingleux à La Flèche.

78. A.D.Gir. 3 E 23209. Dubois.

Martial de Bacalan reçoit :

- le domaine de Cazalet à Ludon consistant en maison de maître, chai, cuvier et autres bâtiments d'exploitation, vaisseaux vinaires et ustensiles aratoires, cour, jardin, vignes, prés et terres labourables,
- le domaine de Comparian au Pian avec chai, cuvier et autres bâtiments d'exploitation,
- le domaine de Pessac consistant en maison de maître et de métayer et autres bâtiments d'exploitation, bois, pins et landes en un seul tenant entouré de fossés. Madame de Noiret a dans son lot :
- le domaine de Morange situé dans la palu de Gilet, commune de Ludon, consistant en une pièce de 13 ha où sont la maison de maître et les autres bâtiments d'exploitation, jardin, ornières, vignes, vîmes, prairie et autre nature de cultures. Cette pièce est entièrement entourée par l'estey de la Maqueline et par des fossés mitoyens avec différents propriétaires,
- une autre pièce de 6,24 ha en vignes et prairie entourées de fossés et une pièce de pré au-delà du fossé acquise de Mme de Kater, aboutissant au communal,
- le domaine de Lauretan à Macau, maison de paysan, chai cuvier, vaisseaux vinaires, vignes, terres labourables.

La situation financière de Martial de Bacalan semble se dégrader au fil du temps et vraisemblablement pour assurer son train de vie, il emprunte et hypothèque ses biens. Le 10 juin 1830, il emprunte 10 000 francs à Guillaume Labat et, en garantie du prêt, hypothèque un « domaine appelé autrefois Haut Médoc aujourd'hui Bacalan à Pessac bordant la grande route de Bordeaux à La Teste consistant en une vieille maison de maître, terres labourables, pins, le tout en un tenant de la contenance de 180 ha »⁷⁹. Pour plus de sûreté, Madame de Bacalan cède à G. Labat la priorité de l'hypothèque légale qui lui est acquise par son contrat de mariage. Le 18 novembre 1831, il emprunte à nouveau 10 000 francs à Léon Cohen et hypothèque la maison de Cazalet avec 33 ha de terres⁸⁰.

Martial de Bacalan meurt le 23 août 1835, à Bagnères où il devait se soigner. Il est enterré à Bordeaux au cimetière de la Chartreuse. Dans son testament rédigé le 6 juillet 1830,⁸¹ il déclare donner à sa femme, outre les avantages prévus au contrat de mariage, la jouissance de tous ses biens sa vie durant.

Compte tenu des dettes et pour parer au plus pressé, Gabrielle-Henriette de Noiret, en qualité d'héritière de la nue propriété, et Françoise de Bacalan usufruitière, décident de vendre le domaine de Pessac⁸². Les acquéreurs sont deux bordelais, Charles Chevalier, avocat et Jean Rouveau, propriétaire. L'ensemble vendu compte 153 ha mais ne sont pas compris dans la vente les pins que « les dames venderesses se réservent pour les faire exploiter et couper dans un délai de cinq ans ».

Le prix est de 24 000 francs et servira à rembourser les créanciers :

- L.Cohen 10 000 francs, créance du 18 novembre 1830,
- J.R.Rougera 6 000 francs, créance du 4 juin 1833,
- J.G.Barrau 4 000 francs, billet échu le 4 juin 1835,
- Me Darrieux 3 000 francs, billet échu le 25 mai 1835.

Le 9 juillet 1836, les deux belles-soeurs, Gabrielle-Henriette de Noiret et Françoise de Bacalan décident de liquider la succession et de procéder au partage des biens restants⁸³. Les arbres de Pessac sont finalement vendus aux acquéreurs du domaine et il reste à rembourser la somme de 10 000 francs au sieur Labat garantie par la première hypothèque transférée sur Cazalet le 14 mars 1836. Françoise de Bacalan acquiert la nue-propriété de tous les biens de son mari : Ludon, Le Pian et Macau. La vente est conclue moyennant la somme de 59 000 francs y compris les récoltes de 1830 et 1834 pour 7 800 francs soit huit tonneaux à 600 francs et les meubles dont un inventaire avait été réalisé à la mort de Martial de Bacalan le 10 septembre 1835, pour 1798 francs⁸⁴.

Dans ce document on ne relève pas d'éléments particuliers. Bon nombre de meubles ne semblent pas avoir changé de place depuis des années. Dans le vestibule, on remarque la table de bois peint avec son dessus de marbre et les mêmes fauteuils recouverts de laine ou de coton, des tables à jeu « de formes anciennes ». Les encoignures et les commodes en bois de noyer sont toujours présentes dans les différentes pièces avec les fauteuils en bois de cerisier et les chaises fourrées de paille. Dans le salon à manger, il y a toujours une grande table en bois peint au dessus de marbre, un poêle de faïence et un morceau de tapisserie transformé en tapis de pied. Si les glaces sont toujours là, au dessus des cheminées, elles ont vieilli et sont toutes tachées. Quelques meubles d'acajou sont mentionnés : ce sont des commodes « de formes anciennes avec des dessus de marbre » ou des tables de nuit à dessus de marbre.

Parmi les 400 volumes, divers ouvrages dépareillés en différents formats reliés, cartonnés ou brochés, on trouve par exemple des livres d'histoire comme une *Histoire d'Angleterre* par Rapin de Chöy, édition de 1749, une *Histoire romaine*, une *Histoire de Louis XIII* ou une *Histoire d'Henri II*. Des livres de droit : *Le jugement des savants* par Ménage, édition de 1730,

79. A.D.Gir. 3 E 26268 Darrieux.

80. A.D.Gir. 3 E 26693 Darrieux.

81. A.D.Gir. 3 E 26706 Darrieux.

82. A.D.Gir. 3 E 26708 Darrieux.

83. A.D. Gir. 3 E 20121 Sicard.

84. A.D.Gir. 3 E 26706 Darrieux.

Remontrance au Roi, ou encore l'*Oeuvre de d'Aguesseau* et dans les livres divers *Le journal des saisons et la république des lettres*, *La maison rustique*, *Description de l'Europe*, *l'Afrique*, *de l'Amérique*, *Présentation sur les variations du baromètre* et enfin *La Sainte Bible en latin et en français* édition de 1748.

Françoise de Bacalan ne conserve pas longtemps ses propriétés. En effet, de 1844 à 1860, elle vend l'ensemble des terres en parcelles plus ou moins importantes. Parmi les acquéreurs, on trouve beaucoup d'habitants de Ludon ou de Macau mais aussi des personnes étrangères à la région comme « une maison de banque de Paris, Aquirevengora et Urbaren » qui achète 11ha de terres et de vignes à Ludon et au quartier d'Ayguelongue le 8 janvier 1850⁸⁵. La maison de Ludon est vendue le 24 mai 1854 à Eugène-Louis Simonet de Bordeaux pour 20 000 francs. Il se porte également acquéreur entre 1855 et 1858 de 10 ha de vignes et de terre pour 40 000 francs. Au total en seize ans la vente aura rapporté la somme d'environ 104 000 francs⁸⁶.

Enfin le 10 février 1880, Françoise de Bacalan vend le domaine de Comparian au Pian⁸⁷. Dans l'acte il est précisé qu'elle vit soit à Bordeaux, 37 rue Sainte-Eulalie, soit à Ludon. L'acquéreur est Fritz-Philippe Closman résidant à Bordeaux, 9, cours du Jardin-Public. Le domaine comprend une petite maison de maître, un logement de paysan, vignoble, terres labourables, prés, bois lièges et pins d'une superficie de 16 ha pour un prix de 52000 francs. Le 23 février, cet argent est placé au moyen d'un prêt à un négociant bordelais, Alexandre Verre et à sa femme Anne-Héloïse Augeire. A la fin de l'année 1880, le 15 novembre, Françoise de Bacalan rédige son testament et meurt à Ludon le 5 décembre 1883, âgée de 78 ans. Elle est enterrée à Bordeaux au cimetière de la Chartreuse.

Dans son testament elle désigne comme légataires particuliers⁸⁸ :

- Marie Balsac, sa domestique à son service depuis trente ans, qui reçoit 6000 francs en argent, des meubles d'une valeur de 325 francs et son vestiaire,
- la marquise d'Escayac pour une table à ouvrage estimée 25 francs,
- Gabrielle de Noiret, 4000 francs en argent et la pendule de la salle à manger valant 50 francs, plus le caveau au cimetière de la chartreuse « à la condition qu'elle y sera seule enterrée et qu'après elle il n'y sera déposé aucune autre dépouille »,
- à madame la Supérieur de la Miséricorde du Pian son Christ « vieil ivoire » et une somme de 2000 francs,
- à ses trois petits neveux Louis, Henri et Ernest de Runck 2000 francs chacun.

La légataire universelle est sa petite nièce et filleule Mathilde de Runck âgée de 10 ans demeurant à Munich avec son père.

Le montant de la succession s'élève à 45 535 Francs et se compose

- de meubles estimés à 545 francs,
- une inscription de rente s'élevant à 9549 francs,
- une créance sur Maître de Mérédieux de 30 000 francs,
- des obligations des chemins de fer du midi pour un montant de 5411 francs.

Le notaire Maître de Mérédieux est désigné comme exécuteur testamentaire.

Avec la mort de Françoise de Bacalan s'achève près d'un siècle et demi de présence de la famille de Bacalan en Médoc, à Ludon. Quelques années plus tard, en 1902, Edmond-François de Bacalan, vicomte de Monbazillac, s'éteignit près de Sainte-Foy-la-grande, dernier représentant d'une famille illustre dont l'histoire est liée à celle de la province.

La vieille maison noble de Cazalet construite par les cadets des seigneurs d'Agassac a disparu sans laisser de trace. On peut imaginer qu'elle devait comporter, comme les maisons fortes de cette époque, un ou deux corps de logis flanqués de tours, des bâtiments d'exploitation accolés, un mur d'enceinte crénelé percé d'embrasures pour armes à feu, le tout entouré de douves. Cette construction ne dut pas résister aux troupes du duc d'Épernon pendant la Fronde et nous ne connaissons pas du tout l'aspect des bâtiments vendus en 1739 par Jean Sarrau de Durfort comte de Boissières à Joseph de Bacalan.

Joseph de Bacalan nous fait entrer dans le « Grand siècle » de Bordeaux, le XVIIIe siècle. Le nouveau seigneur de la maison noble de Cazalet est issu d'une vieille et honorable famille de la province, il est membre du parlement et de l'Académie de Bordeaux. Comme ses collègues parlementaires, il s'emploie à développer ses biens notamment en Médoc et participe ainsi à transformer ce vignoble en la « première région productrice de vins aristocratiques devant toutes les autres »⁸⁹. Résidant à Bordeaux, il se doit de posséder une maison de campagne et on peut raisonnablement penser que c'est bien lui qui fit construire l'élégante chartreuse, toujours en l'état, symbole parfait de l'art de vivre à Bordeaux.

Son fils Isaac n'a pas laissé sa marque en ces lieux car il fut appelé au service du Roi à Paris et surtout il a été frappé trop tôt par la mort. Il en va différemment avec sa belle-fille,

85. A.D.Gir. 4 Q 1 3373.

86. A.D.Gir.3 Q 8898, 3 Q 8899 et 3 Q 8900.

87. A.D.Gir.3 E 34097 Bourdeaux.

88. A.D.Gir.3 Q 9165.

89. Figeac, p. 72.

Jeanne de Lavie, femme de tête, organisée et efficace mais aussi dotée d'une personnalité attachante qui, après la mort de son beau-père, prend en main, avec fermeté, les affaires familiales. Pendant la Révolution, elle s'oppose avec force et courage aux spoliations et aux rigueurs de la nouvelle législation, parvenant ainsi à sauver le patrimoine familial et à faire radier son fils émigré de « la fatale liste ». Elle est semblable en cela à toutes ces femmes, qui face à l'adversité, à l'image de Françoise-Joséphine de Lur-Saluces⁸⁵, ont su s'opposer avec succès aux rigueurs du temps et à la cruauté des hommes.

Malheureusement, son fils Martial n'hérite pas de cette énergie et le XIX^e siècle voit progressivement le démantèlement des biens des Bacalan. Et si Françoise de Bacalan meurt à Ludon, ce n'est pas dans la belle chartreuse familiale, mais dans une maison du village. Paradoxalement, c'est au moment

où les terres sont dispersées entre plusieurs propriétaires et que le domaine est fortement réduit, que le nom de Cazalet disparaît au profit de celui de Bacalan. Par la suite, la maison sera élevée à la dignité de « château » comme presque toutes les propriétés viticoles du Bordelais qu'elles soient grandes ou petites, modestes ou prestigieuses. Au fil du temps la vocation viticole du château Bacalan disparaît : crises du vignoble, proximité de Bordeaux. Mais la chartreuse de Bacalan est toujours là, devenue maison d'habitation aux mains de propriétaires soucieux de sa protection, de sa mise en valeur et de sa transmission aux générations futures.

Par les événements qui se sont déroulés en ces murs et les personnages qui y ont vécu, cette demeure est un témoin précieux, sinon de l'Histoire de France, à tout le moins de l'histoire du Bordelais, c'est à dire de notre Histoire.

85 M. Fiquac-Mothus, *Les Lur-Saluces d'Iquem*, Fédération historique du Sud-Ouest, Bordeaux, Mollat, 2000.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome IC, année 2008, p. 131-151

La collection thébaine du Dr Godard au musée d'Aquitaine

Par Florence Saragoza *

« (...) quand pour être heureux selon le monde, il n'avait pour ainsi dire qu'à se laisser vivre, il s'est jeté à corps perdu dans le courant de cette vie d'épreuve et de sacrifice qui l'a conduit en Egypte, jusqu'en Nubie et en Syrie, dans l'intérêt exclusif de la science et de l'humanité, à la recherche de la vérité, recherche partout et toujours difficile, mais plus particulièrement périlleuse dans des contrées où le climat, les mœurs, les usages et les croyances sont pour les Européens des ennemis également perfides »¹.

Ces mots, extraits du discours prononcé sur la tombe du Dr Ernest Godard par Gratien Michel Ollivier Beauregard (1817-1901), le 4 décembre 1862, au cimetière de la Chartreuse,

à Bordeaux (fig. 1), énoncent au mieux les motivations qui conduisirent le médecin sur les rives du Nil. Cette recherche de la vérité, aussi tragique fut-elle pour le Dr Ernest Godard qui y perdit la vie, trouvait son origine dans sa profession de médecin. Mais cet esprit éclairé auquel le comte Alexandre Walewski (1810-1868), ministre de Napoléon III², confia une mission d'étude en Egypte et en Turquie, soit dans l'Empire ottoman, ne pouvait se résoudre à cette unique approche. C'est d'ailleurs, selon l'intitulé de l'arrêté publié le 5 février 1861, une mission d'étude sur les questions relatives « à l'état social, moral et sanitaire de ces contrées » qui lui est confiée. Mission gratuite dont il doit assumer les frais et qu'il paiera du plus coûteux des tributs, agonisant aux portes de Jaffa, le 7 septembre 1862.



Fig. 1. - Tombeau de la famille Godard au cimetière de la Chartreuse, Bordeaux (cliché de l'auteur)

* Conservateur du patrimoine, conseiller pour les musées à la DRAC Aquitaine.

Puissent Anne Ziégler, conservateur de la collection antique du musée d'Aquitaine, et François Hubert, son directeur, trouver ici notre reconnaissance pour nous avoir permis d'étudier cette collection, nous les remercions de leur confiance. Nous voulons également exprimer notre gratitude à S. Varry, V. Desclaux, O. Perdu et D. Farout et avoir une pensée pour Jean Ernest Godard.

1. Extrait de l'éloge funèbre prononcé par M.-G. Ollivier Beauregard, publié à Paris en 1867, dans l'avant-propos de l'ouvrage posthume d'Ernest Godard, *Egypte et Palestine. Observations médicales et scientifiques*.

2. Le comte Colonna Walewski, fils naturel de Napoléon Ier, fut ministre sous Napoléon III à partir de 1860. En 1861, lorsqu'il confia cette mission au Dr Godard, il occupa les fonctions de ministre d'état en charge des Beaux-Arts, fonction qu'il occupa jusqu'en 1863. En 1865, il devint député des Landes.

Le voyage en Egypte du Dr Ernest Godard³

Jean Ernest Godard, l'un des quatre fils⁴ d'un négociant charentais, est né à Cognac le 6 janvier 1826. Très tôt, il décida de ne pas suivre les pas de son père ou de ses frères et préféra épouser la même carrière que son grand père maternel et celle de son oncle, les Docteurs Marquet, celle de médecin. En 1845, il s'inscrit donc à la faculté de médecine et quitte alors Bordeaux pour Paris. Il devient interne des hôpitaux de Paris en 1853. Ses travaux et ses recherches sont consacrés à l'appareil génital et plus particulièrement à ses malformations ; aussi soutient-il en 1858 une thèse sur l'absence congénitale de testicules. Dès son internat, sa fortune personnelle lui permet de se consacrer à ses recherches ainsi qu'à leurs publications mais également de satisfaire son goût pour les voyages. Après sa thèse, à l'automne 1858, il se rend en Espagne et en Algérie, l'année suivante. En 1859, il compte parmi les membres fondateurs de la société d'anthropologie de Paris ; il est également nommé, entre 1858 et 1861, membre correspondant de nombreuses sociétés médicales étrangères dont celles de Madrid, de Istantoul, de Barcelone, d'Irlande, de Lisbonne et de Bruxelles.

Il partage cet intérêt pour l'étude des peuples et des civilisations étrangères notamment pour les « mœurs en Orient » avec son ami Ollivier Beaugard (1817-1901)⁵, originaire de Cognac comme lui, issu du même milieu social, celui des négociants, et également installé à Paris comme avocat. Ce dernier présida d'ailleurs la société d'anthropologie en 1897.

C'est armé de ces nombreuses recommandations que Godard entreprend son périple pour l'Egypte et la Turquie. Celui-ci commence donc par l'antique terre des pharaons. Godard avait probablement l'intention de traverser le Proche-Orient jusqu'à Istantoul. Les étapes de son périple sont principalement connues par sa correspondance⁶ et les notes qu'il a prises lors de ce voyage. Il quitte, au début de l'année 1861, Paris⁶ pour Marseille où il prend le bateau pour Alexandrie, le 3 février. A cette époque, le voyage pour l'Egypte dure un peu plus d'une semaine et se déroule en deux étapes, séparée par une escale à Malte. Après avoir accosté à Alexandrie, il gagne le Caire, à la fin de l'hiver 1861. On peut supposer avec vraisemblance que ce déplacement se fait en train ; la ligne de chemin de fer reliant Alexandrie au Caire ayant été inaugurée en 1856 ; la gare cairote se situait alors près de la porte de Bâb el-Hadîd.

L'Egypte qu'il découvre est bien différente de celle que les touristes européens connaîtront à la fin de ce même siècle⁷. La nomination en 1805 de Mehmet Ali comme *pacha* par la Porte ouvre une nouvelle ère pour le pays, celle de la modernisation puis de l'industrialisation. A l'époque de l'expédition du Dr

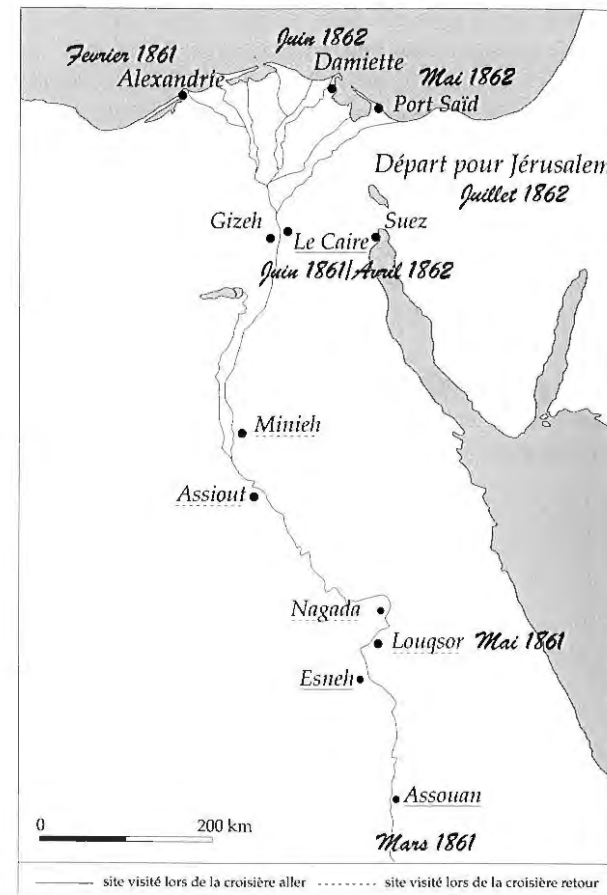


Fig. 2. - Itinéraire du Dr Godard en 1861-1862.

Godard, le pays est gouverné par le *wali* Saïd Pacha (1822-1863). Cependant, la ville du Caire dans laquelle évolue le docteur est encore très proche de celle consignée par le plan dressé par les savants de l'expédition napoléonienne.

3. Chantal Orgogozo, conservateur puis directeur du musée d'Aquitaine de 1982-1997, a consacré un article à ce collectionneur, restituant une partie de son périple : « Jean Ernest Godard, médecin, voyageur et mécène » in *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, XXXII, 1986-1987, p. 61-73.

4. L'un d'entre eux est Camille Godard (1823-1881), négociant en vin et spiritueux qui fit fortune. A sa mort, il légua un capital à la Ville de Bordeaux dont les revenus permirent notamment la création du Parc Bordelais, inauguré en 1888.

5. Notice nécrologique 1901 in *Mémoires de l'Académie de Saintonge et d'Aunis*, 1901, p. 97.

6. Il résidait au 62 de la rue Bonaparte.

7. En dernier lieu, voir N. Hanna, « L'Egypte au XIXe siècle : continuité et ruptures » in *Napoléon et l'Egypte*, catalogue d'exposition, Paris Institut du monde arabe, Paris 2008, p. 330-333.

Alors qu'il séjourne au Caire en février 1861, Godard décide de se rendre en Nubie. A cette époque, la navigation à vapeur n'était pas encore développée sur le Nil, aussi doit-il remonter le fleuve à la voile ou à la rame. Les manuscrits ne livrent que peu d'éléments relatifs à cette croisière qui a lieu entre le 20 février⁸ et le mois de mars 1861. Les sites d'Esneh, d'Assouan, de Derr et d'Ouadi Halfa constituent toutefois des étapes de ce périple ; il y fait escale au mois de mars. Un épisode fâcheux faillit mettre un terme précipité à cette expédition, l'équipage avait en effet décidé de séquestrer son client qui dut se défendre seul, équipé d'une arme à feu, contre douze hommes ! Si, à l'exception de cet épisode, le voyage suivi à l'aller est mal connu, le trajet retour l'est un peu plus (fig. 2).

Lors de son étape à Louqsor, en mai 1861, il visite quelques tombes de la Vallée des rois dont celle de Séthi I^{er} et les nécropoles civiles comme celles de Gournah et de l'Assassif. A son retour, il transite par Nagada, Assiout le 1^{er} juin, et Minieh. A Nagada, il visite l'école copte⁹, à Assiout et Minieh, il se rend à l'hôpital local et échange avec ses collègues, un italien à Assiout¹⁰, un dénommé Capuroço à Minieh¹¹ ; Mehmet Ali s'était en effet attaché quelques décennies plus tôt à développer un système de santé en faisant appel à des Européens. Sur ce dernier site, il fait également étape à la prison qu'il décrit dans ses notes¹². Ce voyage à la voile est particulièrement difficile : il contracte le bouton du Nil, maladie dont il décrit minutieusement les symptômes et l'évolution ; son compagnon de bord, un Anglais peu amène, tombe lui aussi malade. Le 15 du mois de juin, il rentre malade au Caire et cette infection le rend peu disponible avant la fin du mois de novembre, il est en effet victime d'un regain de la maladie contractée lors de son voyage dans la vallée. Le même jour, il est nommé membre de l'Institut d'Egypte¹³. Lors de son séjour dans la capitale égyptienne à l'hiver 1862, il se lie d'amitié avec Mehmet Ali Bey, médecin qui enseigne à l'école de médecine du Caire¹⁴, qui porte une attention semblable aux malformations de l'appareil génital humain. Tous deux consultent ; Godard met à profit cette opportunité pour mener différentes observations sur les eunuques¹⁵.

Il mène, conjointement à cette pratique, une observation des mœurs de la société cairote contemporaine, celle des Egyptiens de toute condition comme celle des Européens qui y sont installés. Privilège insigne, il est admis à pénétrer dans les harems et met à profit son séjour pour consigner par écrit plusieurs pages sur les us et coutumes qu'il découvre. A ces pages, publiées de façon posthume par son ami Ollivier Beaugard, il adjoint des dessins qu'il réalise au cours de ces observations. Mais ces croquis ont pour principales destination d'illustrer les pathologies ou les types physiques qu'il rencontre

dans une optique médicale et anthropologique. Comme le révèle la lecture de ses notes, c'est l'humain qui l'intéresse et plus particulièrement l'homme qu'il a face à lui. Aussi le fait qu'au cours de son voyage dans la vallée et lors de son séjour au Caire, il ait constitué une collection d'antiquités égyptiennes est surprenant car l'histoire ancienne et l'archéologie ne sont pas ses principales préoccupations lors de ce périple.

Au printemps 1862, il décide de poursuivre la mission que lui a confiée, pour l'empereur, Walewski. Il gagne donc le Delta en avril ; sa présence est attestée à Port Saïd en mai, à Pondaïr, à Damiette à la fin mai et jusqu'à la mi-juin et à Suez. A Damiette et à Alexandrie, il porte une attention particulière aux personnes atteintes d'éléphantiasis. A Suez, il soigne le typhus qui s'est déclaré sur le chantier du percement du canal de Suez décidé en 1854 et placé sous la conduite de Ferdinand de Lesseps (1805-1894) ; il tombe à son tour malade. Avant de gagner Jérusalem en juillet 1862, il expédie en France, à sa famille, depuis Alexandrie, vingt-cinq colis qui contiennent sa collection d'objets égyptiens, principalement pharaoniques. Il a effectué ses achats dès son séjour à Assouan, mais il s'agit là de quelques objets ethnographiques ; c'est principalement à Louqsor, en mai 1861 puis au Caire entre septembre 1861 et novembre 1861 qu'il constitue sa collection. Celle-ci forme le noyau de la collection égyptienne du musée d'Aquitaine¹⁶.

8. Cette date est citée dans la notice nécrologique rédigée par le Dr Duchaussoy (A. Duchaussoy, «Eloge du docteur Godard» in *Bulletin de la société anatomique de Paris*, 1862, p. 295).

9. Godard, *op.cit.*, p. 65-66.

10. *Id.*, p. 23 et 177.

11. *Ibid.*

12. *Id.*, p. 418.

13. Celui-ci fut créé en 1798 par Napoléon Bonaparte lors de l'Expédition d'Egypte. Après le retrait des troupes françaises, il subsiste, mais devint, en 1859, l'Institut égyptien, alors établi à Alexandrie (F. Beaucour, « L'Institut d'Egypte » in *Souvenir napoléonien* 255, 1970, p. 11-13).

14. Godard, *op.cit.*, p. 13.

15. *Id.*, p. 127.

16. Celle-ci n'apparaît pas dans le testament qu'il rédige avant de quitter Jérusalem par lequel il institue de nombreux prix et finance la création de bibliothèques dans trois hôpitaux parisiens où il a exercé ses fonctions. Elle est toutefois mentionnée dans la lettre qu'il adresse à sa mère la veille de sa mort et dans laquelle il lui demande de faire « un musée de mes collections et plus tard donne-le en mon nom à la ville de Bordeaux ». En hommage à ce généreux donateur, la Ville commande un buste du docteur à Aimé Millet en 1866 ; celui-ci fut présenté en regard de la collection lors de sa première exposition.

La collection égyptienne du Dr Godard

Méticuleux, il a commencé à dresser un inventaire sommaire de cette collection lors de sa convalescence au Caire. Celui-ci réunit quelques données sur le lieu et la date de l'acquisition ainsi que le prix acquitté. Mais ce travail est incomplet : seuls les trois cents premiers numéros y sont enregistrés¹⁷ ; nous ne pensons pas que cet état de fait résulte de l'état de santé défaillant du Dr Godard, mais de la perte du ou des carnets complémentaire(s)¹⁸. Les informations relatives à ces pièces ne sont pas toutes équivalentes ni systématiques, ce ne sont que quarante et un pour cent de l'ensemble des œuvres inscrites qui sont documentées. Ces données figuraient également au dos des pièces où le docteur les avait consignées à la plume sur des étiquettes blanches (fig. 3) ; la plupart d'entre elles n'ont pas subsisté, probablement ôtées lors des différentes interventions sur la collection.

Les pages qui suivent ne seront consacrées qu'aux pièces de provenance thébaine ; nous espérons pouvoir examiner dans un second temps les objets acquis au Caire. La composition de ce don fut présentée à la société anthropologique de Paris par Ollivier Beauregard lors d'une conférence donnée en 1863. C'est cette même année que Madame Godard s'acquitte des dernières volontés de son fils ; les archives municipales de Bordeaux conservent copie de la lettre adressée en réponse par la mairie le 25 avril 1863¹⁹.

Avant d'examiner cet ensemble, il convient de préciser qu'il existe au musée deux catalogues dits Godard. Le premier est désigné comme « note des objets devant composer le musée ». Manuscrit, il est consigné à l'encre sur un cahier broché de 21,5 cm de hauteur et 16,5 cm de largeur. Un second catalogue a été dressé en septembre 1863 par Jean Antoine Labet, en charge des collections municipales ; celui-ci décompte alors sept cent vingt-deux pièces ; il est appelé le second catalogue Godard.

Les pièces thébaines du premier catalogue Godard

Pour ce qui concerne l'ensemble d'origine thébaine, dix-sept numéros sont acquis au mois de mai 1861, sept le 10 mai, huit le 11 mai ; deux autres pièces ne portent que la mention « acquis au mois de mai » sans plus de précision. Quant aux indications de provenance, elles se répartissent entre les désignations de Louqsor, de Gournah, de Gouros²⁰ et de Thèbes : trois numéros pour Thèbes, quatre pour Gournah, un pour Gouros et douze pour Louqsor.

Les pièces auxquelles peut être assignée une origine thébaine sont donc au nombre de trente. Les différentes données résumées ci-dessus se répartissent ainsi :

17. Ceci ne correspond pas à la description donnée par Ollivier Beauregard qui évoque « son livre d'achat, tenu jour par jour, station par station, avec cette exactitude pratique que vous connaissez sur ce chapitre à votre malheureux collègue (...) » (M.G. Ollivier Beauregard, *Les divinités égyptiennes. Leur origine, leur culte et son évolution dans le monde. A propos de la collection archéologique de feu Dr Godard*, Paris, 1866, p. 3).

18. C. Orgogozo suggère que cet inventaire n'ait pas été achevé en raison de la longue convalescence du Dr Godard suite à la maladie contractée lors de son voyage sur le Nil (C. Orgogozo, *Egypte et Méditerranée. Objets antiques du Musée d'Aquitaine*, Bordeaux, 1992, p. 18), pourtant s'il est très affaibli jusqu'à l'automne, il pratique plusieurs interventions chirurgicales durant l'hiver à l'école de médecine du Caire. Aussi cette raison ne nous semble pouvoir être invoquée. La mention par Ollivier Beauregard de la précision du carnet d'achat tenu par son ami incite à penser que celui-ci ne constitue qu'une partie de l'inventaire ; de même, le fait que le dernier numéro soit consigné sur la dernière page de ce livret témoigne d'un travail interrompu faute de place et non en cours de rédaction.

19. Inv. AM 1118 D 33-34, courrier n° 11711 « J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser pour offrir à la ville la précieuse collection formée par Mr. votre fils. C'est avec la plus vive reconnaissance que je reçois le beau présent que vous voulez bien nous faire. Tous ces objets d'antiquités recueillis par le docteur Godard viendront agrémenter nos richesses artistiques et une inscription rappellera le nom de notre jeune compatriote si courageux, si savant qui mourut comme Jacquemont victime de son amour pour la science. PS je charge Mr. Souverbie (?) de s'entendre avec MMr vos fils pour le transport des objets dont vous voulez bien nous faire don ». Signé : (Oscar) Balaresque. Nous remercions A. Dautant pour la copie de ce document.

20. Nous n'avons pas réussi à percevoir le sens de cette désignation.

Numéro de catalogue Godard ²¹	Désignation de l'inventaire Godard	Date d'acquisition	Lieu d'acquisition
1	Boîte à offrande	10 mai	Louqsor
4	Masque de momie en bois	mai	-
5	Statuette en bois	-	Gournah
8	Momie d'ibis †	10 mai	Thèbes
13	Tête de femme ²²	-	Gournah
19	Phallus moderne en terre cuite *	-	Gournah
20	Femme moderne ²³	-	Gournah
104	Collier avec scarabée ailé	11 mai	-
105	Collier	11 mai	-
106	Collier	11 mai	-
107	Collier	11 mai	-
108 à 110	Trois statuettes funéraires*	11 mai	Gouros ²⁴
113	Phallus	-	Louqsor
192	Stèle en terre cuite inscrite de hiéroglyphes coloriés	10 mai	Louqsor
194	Stèle en grès	10 mai	Louqsor
195	Momie d'ibis †	11 mai	Thèbes
199	Trois statuettes en granit réunies	-	Thèbes
204	Tête d'Osiris en granit	10 mai	Louqsor
272	Un dieu	-	Louqsor
293	Anubis	-	Louqsor
294	Statuette	-	Louqsor
295	Anubis*	-	Louqsor
296	Statuette*	-	Louqsor
297	Statuette	-	Louqsor
298	Horus	10 mai	-
301	Typhon ²⁵	10 mai	-
302	Typhon *	-	Louqsor
303	Œil de momie	mai	-

Nous avons accompagné d'une croix les pièces non retrouvées au musée d'Aquitaine et d'un astérisque, celles non identifiées, en raison principalement de l'imprécision de la description. Les renseignements consignés dans ce carnet sont en effet succincts, aucun dessin ou croquis n'accompagne ces notes. Les dimensions ne figurent jamais et seules quelques rares indications nous renseignent sur le matériau dans lequel sont fabriquées ces pièces.

Quoi qu'il en soit, la plupart de ces œuvres peuvent être reconnues dans le fonds égyptien du musée. Voyageur, Godard a privilégié les pièces de petites dimensions, les stèles acquises à Louqsor ne dépassent pas les vingt-cinq centimètres de hauteur. Son cahier ne consigne aucune donnée relative à

21. Cette numérotation a été donnée par E. Godard en vue de l'expédition de sa collection (Ollivier Beauregard *op.cit.*, p. 4).

22. Il n'est pas possible de savoir à quoi correspond cette désignation. Le carnet semble ici rempli *a posteriori*, la dénomination n'est pas inscrite sur la même ligne que la mention « acheté à Gournah », d'ailleurs accordé au masculin. De plus, dans l'inventaire des antiques, ce numéro correspond à un pied de femme, le musée en conservait deux après-guerre ainsi d'ailleurs qu'une tête de femme à la chevelure blonde ondulée. X. Fédère, archiviste de la Ville, et J. Vandier préconisaient d'incinérer ces corps en raison de leur mauvais état de conservation (lettre du 27 novembre 1950) ; il semblerait que cette résolution ait été exécutée.

23. Le mot « femme » est écrit sur un autre terme devenu ainsi illisible.

24. Voir *supra* n. 20.

25. Cette pièce apparaît dans le second catalogue Godard sous le numéro 590 et correspond en fait au manche d'un sistre en bronze.

l'identité ou au profil des vendeurs ; le seul indice qu'il livre est que certaines pièces furent achetées sur la rive gauche. Une lettre adressée à sa mère indique qu'il a visité le village de Gournah qui sert de nécropole aux dignitaires dès le Nouvel Empire. Son intérêt se porte principalement sur les caveaux au-dessus desquels se dressent les habitations des villageois. Dans une autre missive, il évoque la tombe des harpistes et celle du pharaon Séthi I^{er}.

Eléments de l'équipement funéraire

La majorité des objets de ce fonds constituent des éléments de l'équipement funéraire des anciens Egyptiens : c'est notamment le cas pour les numéros 1, 4, 5, 104 à 110, 272, 293 à 298 et 303 ; il est d'ailleurs possible que le numéro 13 soit un fragment de momie²⁶. Ces pièces se répartissent en deux groupes : celles équipant la momie et celles constituant le mobilier funéraire du défunt.

La parure du défunt

Le masque funéraire inventorié sous le numéro 4 (fig. 4) a été détaché d'un cercueil de bois d'un dignitaire du Nouvel Empire. Celui-ci reste toutefois anonyme en l'absence de tout indice épigraphique. La chair est rendue par un pigment ocre rouge rehaussé de noir pour le dessin des sourcils, de la ligne de fard qui entoure l'œil dont la pupille se détache sur fond blanc ; un second trait noir délimite la paupière supérieure mobile. La même origine peut être assignée à l'œil de momie portant le numéro 303 (fig. 5), probablement détaché d'un cercueil. La cornée blanche en quartz qui entoure la pupille noire est ceinte d'une hordure de couleur lapis-lazuli. D'autres pièces sont des amulettes qui accompagnaient le défunt comme celle numérotée 294 représentant la déesse Mout (fig. 6). Celle-ci a pu être insérée dans les différentes couches de bandelettes qui emmaillotaient le corps. Quatre autres pièces en faïence égyptienne, les numéros 272²⁷, 293, 297 et 298 représentent les fils d'Horus préposés à la protection des viscères du défunt et non Anubis et Horus comme le pensait le Dr Godard lors de l'acquisition des pièces 293 et 298. Trois d'entre elles figurent (figs. 7 à 9) le génie Douamoutef, à tête de canidé ; la quatrième Qebhsenouf, à tête de faucon (fig. 10). Cette dernière pièce (298) présente des parentés stylistiques et matérielles avec l'exemplaire 293 (fig. 9) laissant supposer qu'elles appartiennent à la même composition. La présence de deux trous, l'un dans la partie supérieure, le second au niveau des chevilles du dieu indique que les effigies 272 et 297 (figs. 7 et 8) étaient cousues au linceul ou intégrées à une résille de perles qui était fixée sur le linceul, les autres spécimens ont pu être placés entre les bandelettes de la momie.

A la parure funéraire de la momie appartient également un ensemble de quatre colliers (104 à 107) (figs. 11 à 14). Le premier est composé de soixante-dix-huit perles tubulaires de forme hétérogène et de couleur bleu-verte entre lesquelles s'intercalent des perles rouges ; leur est attaché un scarabée en faïence égyptienne aux ailes articulées. La deuxième parure est composée de deux colliers reliés entre eux par un lien et dotés de deux nœuds en fibres textiles en forme de pompon qui servaient de contrepoids ; les perles de couleur bleu-verte se succèdent selon une séquence d'une perle tubulaire et trois ou quatre perles circulaires. Le troisième collier réunit soixante et une perles tubulaires. Les cent quatre-vingt-quatorze perles du dernier sont circulaires et alternativement de couleurs blanche, verte et noire sans que cette succession soit régulière. Deux amulettes en forme de divinités y sont montées en pendentif ; une troisième complétait cette triade, mais seul son anneau de suspension subsiste²⁸ ; leur aspect frustré ne permet pas de les identifier. La corde maintenant ces colliers ne présentant que peu de traces d'usure, il est fort probable que les colliers aient été remontés sans que la date de cette intervention puisse être désormais connue ; il est même possible que certains agencements soient modernes et réalisés à partir des pièces de résilles funéraires comme l'attestent d'autres parures conservées dans les collections publiques françaises²⁹ ainsi que l'hétérogénéité des perles utilisées, parfois brisées avant leur enfilage. Ces cassures n'ont de sens que dans un contexte de remploi.

Si la désignation du numéro 301 apparaît homogène au regard des pièces citées précédemment, elle correspond en fait, selon les correspondances proposées dans les inventaires postérieurs, à un manche de sistre en alliage cuivreux doté à sa base comme à son sommet d'un tore (fig. 15). Sa partie supérieure est ornée de deux têtes dos-à-dos qui reproduisent le motif du visage emblème B3.1 attesté dans l'iconographie dès la période prédynastique. Celui-ci retranscrit un visage humain agrémenté d'oreilles de bovidés et de deux cornes enroulées en spirale³⁰. Sur la pièce bordelaise, seul le visage est conservé, la naissance des oreilles, fondues à part et donc rapportées, est toutefois visible. A l'époque tardive, cette entité renvoie à la déesse Hathor et à son égide, selon une confusion volontairement

26. Voir *supra* note 22.

27. Celui-ci est désigné dans les inventaires du musée comme une représentation d'un autre des fils d'Horus, Hapi, génie cynocéphale. Il nous semble plus probant d'y reconnaître Douamoutef qui est doté d'une tête de canidé.

28. Nous proposons une datation pour ces pièces à la Basse Époque.

29. H. Löffel, *Nemeset, les collections égyptiennes du Muséum Emmanuel Liass*, Cherbourg, 2005, p. 29-30 par exemple.

30. Sur ce motif, voir Y. Volokhine, *La frontalité dans l'iconographie de l'Égypte ancienne* (CSEG 6), Genève, 2000, p. 58-60.



3.



4.



5.

Fig. 3. - Exemple d'étiquette apposée par le Dr Godard sur les pièces de sa collection avant leur expédition en France. Les numéros renvoient à ses carnets d'inventaire (cliché de l'auteur).

Fig. 4. - Masque funéraire du Nouvel Empire (CG 4 = inv. 8677 bis).

Fig. 5. - Œil d'une parure funéraire, matériaux composites, H. 2,2 cm, L. 6,3 cm, P. 2,1 cm (CG 303 = inv. 8631).

Fig. 6. - Amulette représentant la déesse Mout en « faïence égyptienne » verte, H. 4,3 cm, L. 0,9 cm, P. 0,9 cm, Basse Époque (CG 284 = inv. 8748).

6.





7.

8.



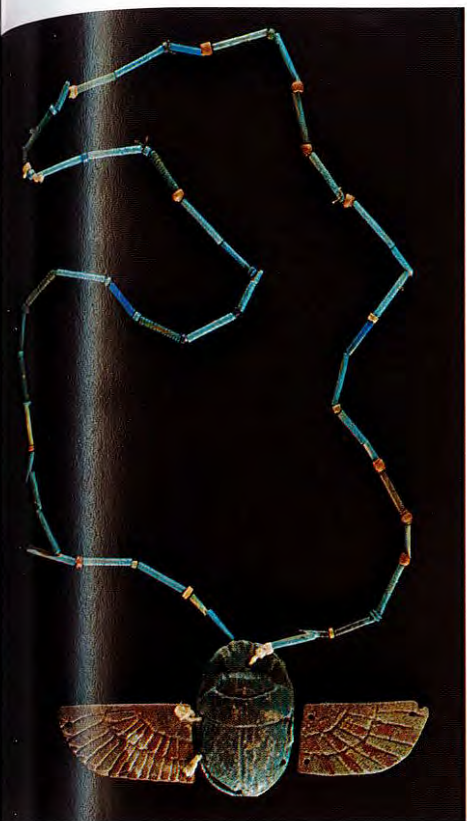
9.



10.

Fig. 7. - Élément de résille en forme de génie Douamoutef en « faïence égyptienne » bleu-verte, H. 6,2 cm, L. 1,9 cm, P. 0,6 cm, Basse Epoque (CG 272 = inv 9069).
Fig. 8. - Élément de résille en forme de génie Douamoutef en « faïence égyptienne » bleue, H. 7,1 cm, L. 1,5 cm, P. 0,4 cm, Basse Epoque (CG 297 = inv 9066).
Fig. 9. - Élément de résille en forme de génie Douamoutef en « faïence égyptienne », H. 7,7 cm, L. 2,7 cm, P. 0,7 cm, Basse Epoque (CG 293 = inv 9067).
Fig. 10. - Élément de résille en forme de génie Qebhsenouf en « faïence égyptienne », H. 7,2 cm, L. 2,3 cm, P. 0,6 cm, Basse Epoque (CG 298 = inv 9065).

Fig. 11. - Collier remonté à partir d'éléments de résille funéraire, l. 42 cm (CG 104 = inv.8968).
Fig. 12. - Collier remonté à partir d'éléments de résille funéraire, l. 45 cm (CG 106 = inv. 8960 bis).
Fig. 13. - Collier remonté à partir d'éléments de résille funéraire, l. 27 cm (CG 105 = inv. 8971).
Fig. 14. - Collier remonté à partir d'éléments de résille funéraire, l. 19 cm (CG 107= inv.8970).



11.



12.



14.



13.



Fig. 15. - Manche de sistre en bronze de la Basse Époque, H. 8,6 cm, L. 3,3 cm, P. 2,1 cm (CG 302 = inv. 14.393).

entretenu par les théologiens ainsi que l'indiquent les textes consignés sur les parois des temples gréco-romains. L'association de ce visage au sistre hathorique est illustrée à Dendéra dès le Moyen Empire³¹ ; aussi sa présence est-elle traditionnelle dans l'ornementation des manches de cet instrument cultuel que l'on agitait devant la divinité pour l'amener aux meilleures dispositions³². Contrairement à d'autres exemplaires, le manche de la collection Godard est dépourvu de chevelure. Cette pièce, pour laquelle nous ne disposons que de peu d'informations, doit être datée de la Basse Époque.

Le mobilier funéraire

D'une tombe provient également l'objet simplement désigné dans la notice du Dr Godard comme une statuette en bois, numéro 5, mais qui est en fait un Ptah-Sokar-Osiris, certes incomplet (fig. 16). Ces effigies font leur apparition au Nouvel Empire, à la XXII^e dynastie et équipent les tombes jusqu'à l'époque ptolémaïque. Elles évoquent en miniature la tombe et le monde des morts tels que les concevaient les anciens Égyptiens : en effet, le monument est placé sous la protection d'Osiris sous sa forme memphite et inscrit de textes évoquant la résurrection du défunt. Celle-ci peut également être symbolisée par la présence dans une cavité creusée dans le socle d'une figurine de sable et de grains d'orge ou en cire évoquant la momie du dieu Osiris, ou, à l'intérieur de l'effigie, d'un rouleau de papyrus sur lequel sont consignées les formules du *Livre des morts*³³. L'exemplaire du musée a perdu sa polychromie, seules



Fig. 16. - Statue de Ptah-Sokar-Osiris en bois, Basse Époque, H. 31,5 cm, L. 8 cm, P. 6,5 cm (CG 5 = inv. 9076).

quelques traces de stuc sont encore ponctuellement visibles. De même ont disparu la coiffure que portait le dieu, la double rémige *šw.ty* enserrant le disque solaire parfois agrémentée des cornes de bélier, et dont la présence est attestée par la cavité aménagée au sommet de la perruque tripartite ainsi que le socle rectangulaire sur lequel elle se dressait. Ce dernier pouvait être orné d'un faucon *ahm* tourné en direction du dieu. La statuette ne présente aucune cavité. En l'absence de tout indice épigraphique ou prosopographique, seule une datation stylistique peut être proposée ; la présence d'une coiffe *šw.ty* ainsi que les indices probables de polychromie excluent cet exemplaire des groupes I et II définis par M. J. Raven³⁴. Cette pièce, acquise à Gournah, semble dater de la Basse Époque, et peut-être de la période saïte.

La désignation comme boîte à offrande du premier objet est assez vague. Toutefois, il semblerait qu'elle puisse être identifiée à un socle de Ptah-Sokar-Osiris, élément qui apparaît parmi le mobilier funéraire des sépultures du premier millénaire. Ce

31. L. Habachi, « King Nebhetepre Mentuhotep : his Monuments, place in History, deification and unusual Representations in the Form of Gods » in *Mitteilungen des deutschen archäologischen Instituts in Kairo* 19, 1963, p. 26-27, fig. 8.

32. C. Ziegler « Sistrum » in *Lexikon der Ägyptologie* V, Wiesbaden, 1984, col. 959-963.

33. Sur ces objets, M. J. Raven, « Papyrus-Sheaths and Ptah Sokar-Osiris Statues » in *Oudheidkundige Mededeelingen van het Rijksmuseum van Oudheden te Leiden* 59-60, 1978-1979, p. 251-296.

34. *Id.*, p. 258-263.



Fig. 17. - Socle de Ptah-Sokar-Osiris en bois polychrome, au nom du père divin, prêtre d'Amon-Rê, Nakhtmontou, H. 6 cm, L. 49,5 cm, P. 8,2 cm, époque ptolémaïque (CG 1 = inv. 8806).



socle en bois, parallélépipédique, est orné d'un décor peint (fig. 17). Un petit faucon au plumage rougeoyant juché sur une sorte de plate-forme rectangulaire est fiché à l'une des extrémités. Il n'était pas coiffé de plumes et son état de conservation ne permet pas de reconnaître de collier *wsj* autour de son cou. À l'opposé, subsiste l'encoche dans laquelle était fixée la statue de Ptah-Sokar-Osiris, aujourd'hui disparue, mais dont le visage était tourné vers le faucon. Sur les longs côtés, un texte hiéroglyphique est encadré d'une bande de couleur rouge et d'une bande de stries de différentes couleurs agencées en rectangles bleu, rouge, bleu et vert séparés par deux carrés blancs encadrant un troisième module, de teinte noire. Enfin, une fine ligne noire borde les signes hiéroglyphiques inscrits de droite à gauche³⁵, en noir dans un rectangle à fond jaune. Ceux-ci se déploient autour de cette base ainsi que sur cette dernière ; ils indiquent notamment le nom, les titres et la filiation du défunt, mentions qui visaient à assurer sa survie au travers de la perpétuation et de la sauvegarde de son identité. Or, ce personnage appartient à une dynastie de prêtres thébains bien documentée, celle des prophètes d'Amon d'époque tardive³⁶. Nakhtmontou exerçait en effet les fonctions de « père divin et de prêtre du dieu Amon-Rê, roi des dieux, de prêtre de la Blanche et d'Horus³⁷ et de prêtre du grand de victoire³⁸ ». Le texte qui orne les côtés du

35. Le texte débute sous la représentation du faucon.

36. Voir la synthèse proposée par J. Quaegebeur « À la recherche du haut clergé thébain à l'époque gréco-romaine » in Vleeming, S. (ed.) : *Hundred-Gated Thebes. Acts of a Colloquium on Thebes and the Theban Area in the Graeco-Roman Period* (PLBat 27), 1995, p. 139-161.

37. Il s'agit d'un titre composite, souvent associé à l'épithète *wr w3d.ty* « Grand des deux diadèmes » ici absente, principalement attesté dans la région thébaine. Il associe en effet deux villes tutélaires de la royauté égyptienne Bouto (« serviteur d'Horus (grand des deux diadèmes) ») et El-Kab (« serviteur de la Blanche »). Aussi sa fréquence n'est-elle pas surprenante à Thèbes, épiscentre de la royauté amonienne et osirienne.

38. Au sujet de ce titre lié au culte d'Horus dans la région thébaine pour H. de Meulenaere, « Note de prosopographie thébaine. 13. Les prophètes de *wr nh.t* » in *Chronique d'Égypte* 57, 1982, p. 227-230. C. Traunecker le rapproche d'Horsaisis : C. Traunecker « Les graffites des frères Horsaisis et Horenheb. Une famille de prêtres sous les derniers Ptolémées » in Clarysse W. et alii. (ed.) : *Egyptian Religion the Last Thousand Years. Studies dedicated to the Memory of J. Quaegebeur* (OLA 85), Leuven, 1998, vol. 2, p. 1224.

socle relève de la catégorie de l'offrande invocatoire pour les divinités du cercle osirien : Osiris qui préside à l'Occident, dieu bon, maître d'Abydos, à Isis la grande, mère divine, Nephtys, Horus le vengeur de son père, Anubis l'embaumeur, les dieux des cavernes et la suite d'Osiris³⁹. Celui qui est inscrit sur le socle en onze lignes séparées par des lignes de couleur bleue s'apparente à une invocation au mort, introduite par l'expression *h3 Wsjr*. La divinité invoquée sur cette face est « Anubis l'embaumeur, maître de la nécropole, qui préside au pavillon divin, qui embaume dans la *W3b.t* » auquel le défunt demande un bel enterrement *qrs.t nfr.t* dans la nécropole thébaine⁴⁰, confirmant ainsi la provenance de la pièce consignée dans le catalogue Godard. Celle-ci l'était également par la prosopographie ainsi que par l'appartenance de Nakhtmontou à une famille sacerdotale thébaine connue par de nombreux monuments publiés par J. Quaegebeur et M. Coenen⁴¹, H. de Meulenaere⁴² et C. Traunecker⁴³. Il est le fils d'un Nespattaoui (Spotous), premier prophète d'Amon, et d'une joueuse de sistre d'Amon-Rê, Nestefnout, documentés tous deux par le texte d'une statuette découverte dans la cachette de Louqsor par G. Legrain au début du XXe siècle, inventoriée par ce dernier sous le numéro 217. Cette ronde-bosse en granit du musée du Caire (JE 36959)⁴⁴ permet de connaître un parent de Nakhtmontou, Ousirour, qui porte des titres semblables à ceux du défunt, soit « père divin et de prêtre du dieu Amon-Rê, roi des dieux, de prêtre de la Blanche et d'Horus et de prêtre du grand de victoire » et que G. Legrain identifiait à son père ; cette proposition doit être abandonnée. Le caractère inédit de la statue du Caire ne permet pas de préciser la nature de ce lien de parenté ; il pourrait s'agir du grand-père de Nakhtmontou⁴⁵.

Le faucon est juché sur une sorte de plateforme dont les quatre angles sont ornés de la représentation des quatre fils d'Horus en génies couteliers, protecteurs de la tombe du dieu Osiris. Ce motif rejoint la thématique osirienne de cet emplacement, soulignée par Raven qui cite la présence sur différents exemplaires d'autres symboles de protection, tels les *h3.w*⁴⁶. Ainsi cette plate-forme est-elle l'évocation du tombeau osirien ; dans ce cas, Raven suggère de ne pas forcément identifier le faucon *ahm* au dieu Sokaris⁴⁷ ; il pourrait alors s'agir d'une évocation de l'Horus de Létopolis, posé sur la tombe d'Osiris qu'il protège. Enfin, cette plate-forme sert en fait de couvercle à une cavité creusée dans le socle⁴⁸, non décorée, et dont le contenu n'a pas été préservé. Dans les rares cas où ce dernier a été conservé, il s'agissait de petites pseudo-momies osiriennes, composées de sable et de grains d'orge non germés. Leur présence confirme que cet emplacement reproduit en miniature la tombe divine puisqu'elles représentent le cadavre du dieu, porteur du pouvoir de régénération.

Des éléments iconographiques, épigraphiques et prosopographiques permettent de dater cette pièce de la fin de la période ptolémaïque.

Il est fort probable que les trois statuettes regroupées sous les numéros 108 à 110 par le Dr Godard correspondent à des serviteurs funéraires dont le musée conserve de nombreux spécimens. Il a été proposé que ces trois pièces forment un ensemble, hypothèse formulée à partir du regroupement sous une même accolade des trois numéros dans le carnet du docteur. Cependant, malgré les indications consignées dans les dossiers d'œuvres du musée, seules deux statuettes de la collection, et non trois, sont similaires (figs. 18 et 19). Celles-ci, en faïence verte, fendues dans le sens de la largeur, représentent dressé sur un petit socle rectangulaire et adossé à un pilier dorsal, un

39. Traduction de l'auteur : « Fasse le roi [que s'apaisent] Osiris qui préside [l'Occident], dieu bon, maître d'Abydos, Isis la grande, mère divine, Nephtys, la sœur divine, Horus le vengeur, protecteur de son père, Anubis l'embaumeur, maître de la terre sacrée, les dieux des cavernes et la suite d'Osiris (de sorte) qu'ils donnent une offrande invocatoire de pain, bière, de bovins, de volailles, de vin, de lait, de fumigations d'encens et de libations d'eau, de toute bonne chose pour l'Osiris, père divin et prêtre du dieu Amon-Rê, roi des dieux, prêtre de la Blanche et d'Horus et prêtre du grand de victoire, Nakhtmontou, justifié, fils du premier prophète d'Amon Nespattaoui, justifié, né de la joueuse de sistre d'Amon-Rê, Nestefnout, [justifiée] ».

40. Traduction de l'auteur : « Ô Osiris, père divin et prêtre du dieu Amon-Rê, roi des dieux, prêtre de la Blanche et d'Horus et prêtre du grand de victoire, Nakhtmontou, justifié, fils du premier prophète d'Amon Nespattaoui, né de la maîtresse de maison, la musicienne d'Amon. Anubis l'embaumeur, maître de la terre sacrée, celui qui préside au pavillon divin, viendra à toi. Il t'embaumera dans la ouâbet comme il le fit pour son père, qu'il te soit donné un bel enterrement à l'Occident de Thèbes. Tu seras vivant et stable comme dieu qui préside aux dieux. Tu ne périras pas, pour la durée de l'éternité nocturne ».

41. M. Coenen et J. Quaegebeur, *De papyrus Denon in het Museum Meermanno-Westreenianum, Den Haag, of het Boek van het Ademen van Isis*, Leuven, 1995, p. 54-59.

42. H. de Meulenaere « Premiers et seconds prophètes d'Amon au début de l'époque ptolémaïque » in Clarysse W. et alii. (ed.) : *Egyptian Religion the Last Thousand Years. Studies dedicated to the Memory of J. Quaegebeur* (OLA 85), Leuven, 1998, vol. 2, p. 1117-1130.

43. C. Traunecker, « Le papyrus Spiegelberg et l'évolution des liturgies thébaines » in Vleeming, S. (ed.) : *Hundred-Gated Thebes. Acts of a Colloquium on Thebes and the Theban Area in the Graeco-Roman Period* (PLBat 27), 1995, p. 183-201.

44. M. Azim et G. Réveillac, *Karnak dans l'objectif de G. Legrain. Catalogue raisonné des archives photographiques du premier directeur des travaux de Karnak de 1895 à 1917*, Paris, 2004, I, p. 315 et II, p. 251. Nous remercions E. Jambon de nous avoir signalé cette référence bibliographique.

45. G. Legrain, « Sur quelques premiers prophètes d'Amon de la décadence thébaine » in *Annales du Service des Antiquités de l'Égypte* 7, 1906, p. 41-42 et H. de Meulenaere, « Note de prosopographie thébaine. 13. Les prophètes de *wr nh.t* » in *Chronique d'Égypte* 57, 1982, p. 229.

46. Raven, *op. cit.*, p. 288.

47. *Ibid.*

48. Cette cavité mesure de large 6,5 cm, 8 cm de long et 4,5 cm de profondeur.

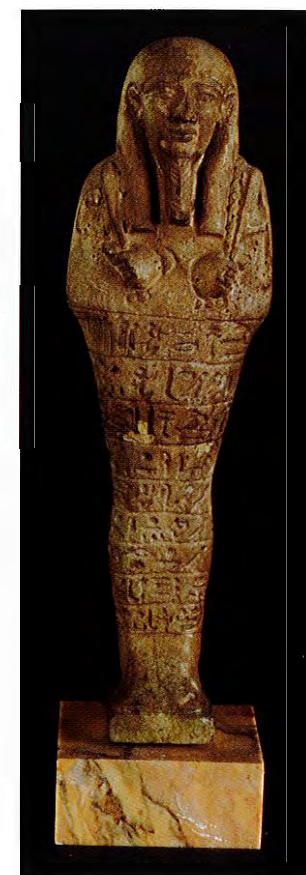
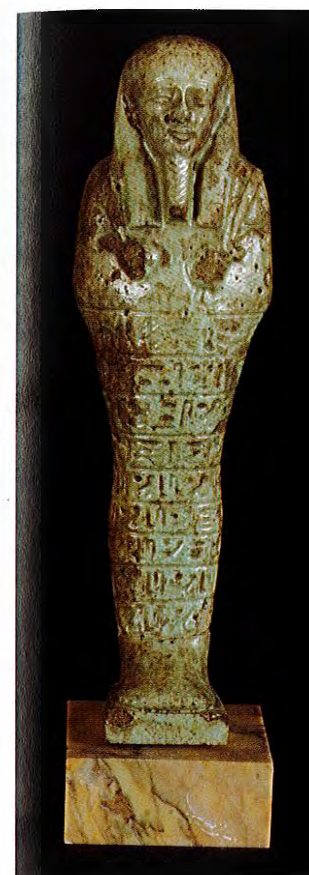


Fig. 18. - Oushebtî en « faïence égyptienne » verte d'Ounnefer, H. 19,4 cm, L. 5,5 cm, P. 4,3 cm, époque ptolémaïque (CG2 266 = inv. 9081).

Fig. 19. - Oushebtî en « faïence égyptienne » verte d'Ounnefer, H. 19,4 cm, L. 5,7 cm, P. 3,9 cm, époque ptolémaïque (CG2 265 = inv. 9082).

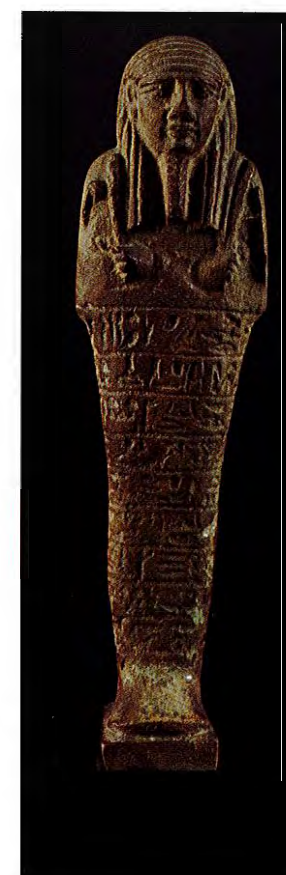


Fig. 20. - Oushebtî en « faïence égyptienne » verte d'Our-Harsiesis, H. 18,5 cm, L. 5 cm, P. 3,7 cm, époque ptolémaïque (CG2 265 = inv. 9080).

personnage momiforme, bras croisés, à la perruque tripartite à longs pans lisses et à la barbe postiche légèrement retroussée. Cette forme, leurs dimensions, environ dix-neuf centimètres, et leur multiplicité permettent de les identifier à des *oushebtis*. Ces « répondants » sont appelés à remplacer le défunt dont ils portent inscrits le nom et les titres pour l'exécution dans l'Au-delà de corvées agricoles auxquelles il souhaite se soustraire, préférant jouir du repos éternel. Aussi, est-ce pour cette raison que ces effigies tiennent une houe dans chaque main ainsi que, par la main droite, un sac à grains qui retombe sur l'épaule gauche. Un texte hiéroglyphique de neuf lignes est gravé dans la partie inférieure. Il s'agit du chapitre six du *Livre des Morts* qui indique que c'est le serviteur funéraire qui répondra lorsque le défunt sera appelé à labourer les champs, irriguer les rives ou transporter le limon. Cette inscription, précédée du souhait que le défunt soit « illuminé », nous livre le nom du défunt, Ounnefer, et sa filiation par sa mère, mais non son titre. Ces éléments permettent de dater ces pièces de la période ptolémaïque.

Ces deux figurines ont donc été associées de façon erronée à une troisième de dimensions proches, également recouverte d'un émail de couleur verte, mais destinée à un autre défunt, Our-Harsiesis. Cette effigie, désignée sous le numéro 265 dans le second catalogue Godard⁴⁹ (fig. 20), se présente également comme un personnage momiforme aux bras croisés, dressé sur un petit socle rectangulaire et adossé à un pilier dorsal. Il se distingue toutefois par le port d'une perruque tripartite à mèches. Cette figurine peut également être attribuée à l'époque ptolémaïque.

49. Il y a autour de ce serviteur funéraire, une erreur d'inventaire liée à une inversion de photographie. Cette erreur explique la confusion autour du nombre d'*oushebtis* d'Ounnefer. Aussi peut-il apparaître sous le numéro 466 du second catalogue Godard.



Fig. 21. - Groupe votif de trois personnages adossés à une plaque dorsale en grauwacke ?, H. 15,7 cm, L. 14,9 cm, P. 6,1 cm, Moyen Empire (CG 199 = inv. 8956).



Fig. 22. - Tête d'une statuette représentant le dieu Osiris trônant en grauwacke ?, H. 11,7 cm, L. 4,7 cm, P. 10 cm, XXVe ou début de la XXVIe dynastie (CG 204 = inv. 8643).

Les éléments statuariers

Les éléments de statuaire sont rares dans la collection du Dr Godard. Parmi les numéros cités précédemment, figurent le groupe statuaire inventorié 199, une ronde-bosse 204 et deux stèles 192 et 194.

Haut-relief et ronde-bosse

Cette sculpture endommagée réunit trois personnages debout, partiellement dégagés de la plaque dorsale (fig. 21) : au centre, se tient une femme. Celle-ci et l'homme à sa droite sont représentés selon le principe de l'isocéphalie. Les deux personnages masculins sont figurés dans l'attitude de la marche et les deux mains reposent sur leur cuisse, dans un geste de piété, le pied gauche en avant alors que les pieds de la femme sont joints et ses bras pendent le long de son corps. Les deux personnages masculins ont le crâne rasé ; torsos nus, ils portent une jupe longue plissée et nouée à la taille. La femme, coiffée de la perruque tripartite caractéristique du Moyen Empire, est vêtue d'une robe fourreau à larges bretelles qui couvrent la poitrine et laissent paraître une taille très fine. Aucune inscription ne permet d'identifier les dédicants qui pourraient entretenir une

relation familiale. Bien que les visages soient usés et abîmés, de nombreux traits stylistiques permettent d'attribuer ce groupe à la fin du Moyen Empire et plus précisément à la fin de la XIIe dynastie ou à la XIIIe dynastie ; parmi ceux-ci peuvent être énumérés la largeur des oreilles, des mains et des pieds massifs ainsi que le traitement quasi tubulaire des bras dont le coude n'est pas marqué, traits qui trouvent un parallèle dans la statue de Néferkarê-Imérou, vizir du pharaon Sobekhotep IV, conservée au musée du Louvre⁵⁰. Il s'agit sans aucun doute d'un ex-voto déposé dans un sanctuaire de la région thébaine.

Figure également parmi les acquisitions thébaines, une belle tête osirienne en schiste ou en grauwacke (fig. 22). Celle-ci représente le dieu coiffé de la couronne blanche de Haute Egypte, incomplète, dont l'*uraeus* a été martelé. Celui-ci avait la forme d'un serpent à la queue enroulée et non déployée sur la coiffe. La mitre est posée assez bas sur le front du dieu ; le visage entouré d'une attache qui maintenait la barbe postiche disparue ainsi qu'une partie du menton. Les oreilles sont trop endommagées pour être décrites.

50. Département des Antiquités égyptiennes, A 125.

Le dessin des sourcils et des lignes de fard qui parent les yeux en amande est marqué en relief. Les deux lignes s'arrêtent nettement l'une au-dessus de l'autre. Le nez brisé surmonte une bouche droite, soulignée d'un listel et dont les commissures sont marquées, qu'un léger sillon labio-nasal relie. La partie supérieure d'un collier *wsḥ* est encore visible.

Au revers est sculpté un pilier dorsal. L'angle qui relie ce dernier au cou d'Osiris indique certainement que le dieu était représenté assis.

Le pilier est inscrit d'une colonne de texte partiellement conservée ; celle-ci consigne la titulature divine, introduite par un nom d'Horus, celui de *wp š . t t3.wy*, « Horus qui fait cesser le massacre (dans) les deux Terres », attesté dès le Moyen Empire⁵¹. Cette épithète apparaît dans l'inscription dorsale d'un groupe d'Osiris signalé par H. de Meulenaere et avec lesquels la pièce conservée au musée d'Aquitaine partage une parenté stylistique certaine. Ces sculptures ont été découvertes à Saqqara, à Médamoud et à Karnak⁵², la provenance thébaine de la tête bordelaise s'inscrit parfaitement dans cet ensemble.

Un élément distingue toutefois la pièce bordelaise : celle-ci présente en effet la particularité que la dénomination *Hr wp š . t t3.wy* soit suivie du titre de *nswt bjtj*. Si ces titres affirment le caractère victorieux d'Osiris et son aspect régalien, ce que confirme d'ailleurs l'insertion du premier dans un cartouche ou un *serekh* selon les pièces, cette séquence précise apparaît au temple de Dendéra pour désigner dans les liturgies des mystères de Khoiak l'effigie sokarienne. Le titre figure gravé selon le *Livre de connaître toutes les choses [du sanctuaire]-de-Chentayt* sur le moule de Sokar⁵³ selon la succession suivante : « L'Horus qui fait cesser le massacre dans les Deux Terres, roi de Haute et de Basse Egypte, (Osiris maître de Busiris) |, celui qui préside à l'Occident, dieu grand, maître d'Abydos, maître du ciel, de la terre, du monde infernal, de l'eau, des montagnes, de tout l'orbe du soleil »⁵⁴. L'expression est également employée dans les inscriptions tentyrites en relation avec Amon-Rê de Diospolis⁵⁵. La tête acquise à Louqsor s'inscrirait donc dans cette même obédience, ce que confirment d'ailleurs les provenances du groupe de rondes-bosses mentionné par H. de Meulenaere, rattachant cet ensemble à la théologie osirienne tardive qui se développe notamment à partir de la XXVe dynastie à Thèbes autour des rites décadaires.

La sculpture peut être datée sur des critères stylistiques, et par comparaison avec l'ensemble évoqué ci-dessus, de la XXVe ou du début de la XXVIe dynastie.

Les stèles

La stèle cintrée qui porte le numéro 192 compte parmi les chefs-d'œuvre du musée. Ce monument votif, décoré sur les deux faces mais mutilé par plusieurs éclats, a conservé la

vivacité de sa polychromie. Le décor est incisé et réhaussé de couleurs (figs. 23 et 24). Le fond de la stèle est blanc alors qu'elle est bordée d'un liseré noir. Elle est brisée en deux ; la ligne de brisure correspond plus ou moins à la délimitation des deux registres. La première face, que nous désignons ainsi car elle est ornée dans sa section inférieure de la représentation du dédicant, le sculpteur Qen, et de son épouse, est composée de deux registres (fig. 23). Dans la partie supérieure, la déesse Rénoutet, suivie de dix serpents, est représentée sous forme de cobra à visage féminin, coiffée de la perruque tripartite surmontée d'un bandeau orné d'un *uraeus* et d'un *modius* sur lequel ne se distingue plus que la partie inférieure des cornes hathoriques et du disque solaire, la déesse porte également un collier *wsḥ*. Devant elle, des offrandes sont déposées autour et sur une table d'offrande. Au-dessus de celle-ci, un texte hiéroglyphique, orienté de droite à gauche, est consigné dans deux colonnes : « Rénoutet la belle, la clémente ». Au registre inférieur sont agenouillés deux couples affrontés, selon un principe de symétrie partielle fréquent dans l'art égyptien ; à droite sont figurés Qen et son épouse Hénout-Méhyt, à gauche, son fils Houy et sa fille. Les deux hommes, les bras levés dans une attitude d'adoration, sont coiffés d'une perruque à frisons, torsos nus, ils portent un collier large et un pagne bouffant noué à la taille, qui remonte à l'arrière assez haut. Les femmes sont parées d'une longue perruque ceinte d'un bandeau orné d'un houton de lotus fermé, des boucles d'oreille et sont habillées d'une longue robe plissée à amples manches. Une de leurs mains esquisse le geste de l'adoration, de l'autre, elles saisissent un vase. Tous sont pieds nus. Leur noms et fonctions sont consignés dans des colonnes qui les surmontent⁵⁶.

51. Le titre apparaît sur la stèle du musée du Louvre C2 daté de l'an 8 de Sésostri III, dans la traditionnelle formule d'offrande invocatoire. Sur la pièce du musée d'Aquitaine, son emploi comme nom d'Horus dans la titulature royale souligne l'aspect guerrier du dieu, l'assimilant à pharaon (P. Koemoth, « *Hr wp š . t t3.wy* » Un nom d'Horus pour le roi Osiris » in *Gottinger Miszellen* 143, 1994, p. 89-96).

52. Celui-ci a été défini par H. de Meulenaere « Une tête d'Osiris au musée du Louvre » in *Kémi* XIX, 1969, p. 11. Celle découverte à Saqqara est aujourd'hui exposée au musée du Louvre N 9352 -le département des Antiquités égyptiennes en expose une seconde (E 10706) dont la provenance n'est pas connue-, celle de Karnak est conservée au musée du Caire (JE 37010), le lieu de conservation de la pièce découverte à Médamoud n'est pas connu. On peut lui ajouter une autre pièce exposée au musée de Louqsor (inv. 266), découverte au temple de Louqsor, au nord du premier pylône (*Guide du musée d'art égyptien ancien de Louxor*, Le Caire, 1978, p. 105).

53. D X, 32, 15. Dans le *Livre de connaître le mystère que l'on ne voit pas, dont on n'entend pas (parler) que le père transmet à son fils*, il est gravé sur l'effigie momiforme à face humaine dans la même suite d'épicleses que celles du texte cité ci-dessus (D X, 46, 8).

54. DX 32. Traduction S. Cauville.

55. D X, 281, 5.

56. Traduction J. J. Clère : « Fait par le sculpteur Qen, justifié, la maîtresse de maison Hénout-Méhyt. Son fils le sculpteur Houy, sa fille (...) ».



Fig. 23. - Stèle biface du sculpteur Qen de Deir el-Medineh, face A, calcaire polychrome, H. 23,5 cm, L. 13,2 cm, P. 1,5 cm, XIXe dynastie, règne de Ramsès II (CG 192 = inv. 8635).

Sur la face postérieure, la déesse, sous son aspect de Rénénoutet-Méresger est représentée anthropomorphe, coiffée de la couronne hathorique, parée du diadème à tête de vautour et vêtue d'une robe fourreau à bretelles (fig. 24). Trônante, elle tient la croix de vie et le sceptre. Au-dessous, six hommes, regroupés deux par deux, sont agenouillés, les bras levés dans l'attitude de l'adoration. Cette file, orientée vers la gauche, est conduite par Qen lui-même, accompagné de cinq de ses fils⁵⁷ ; il est figuré à côté de Tchaouenhoy qui doit être identifié au dénommé Houy de la face antérieure. Tous sont parés d'un collier large et portent un pagne long. Au-dessus de leurs têtes, les colonnes donnent leur nom, seul celui de Khaemouaset est inscrit dans une colonne disposée devant lui. Comme sur l'ensemble du monument, les colonnes de texte sont délimitées par des lignes incisées colorées en rouge⁵⁸.

Si la composition de deux faces répond au même schéma, elle n'est pas strictement identique, selon un principe habituel de l'art égyptien. Outre la position distincte des dédicants,



Fig. 24. - Stèle biface du sculpteur Qen de Deir el-Medineh, face B, calcaire polychrome, XIXe dynastie, règne de Ramsès II (CG 192 = inv. 8635).

la déesse est représentée sur le recto sous forme composite, anthropomorphe au verso. Ce sont deux aspects de la déesse qui sont ici évoqués : celui de Rénénoutet et celui de Méresger⁵⁹. Le même constat peut être dressé pour le choix des épicleses : sur

57. Ses autres garçons se nomment Pendoua, Houemtchebetef, Baki et Khaemouaset.

58. Traduction J. J. Clère : « Rénénoutet la belle, Méresger, maîtresse du ciel, régente des dieux, la clémentine, celle qui revient à la clémence, la belle maîtresse apaisée. Adorer Méresger, Rénénoutet la belle, la maîtresse des nourritures : « reviens pour moi dans l'apaisement ! Par ton ka, tu t'apaiseras ! » par le sculpteur Qen, justifié. Il dit : « Ô toi, tout homme à qui il adviendra de se trouver sur ce ? que tu prépares une cruche de bière pour Rénénoutet, au premier mois de l'hiver, le vingtième jour. Et ne sois pas négligent : prends bien garde à elle ! »

« Le sculpteur Qen, son fils Tchaouenhoy, son fils Pendoua, son fils Houemtchebetef, son fils Baki, son fils Khaemouaset ».

59. J. Yoyotte y voit un exemple de théocrasie : Yoyotte, « A propos de quelques idées reçues : Méresger, la Butte et les cobras » in *Deir el-Medineh et la vallée des rois*, Actes du colloque organisé au musée du Louvre les 3 et 4 mai 2002, Paris, 2002, p. 296-297.

Fig. 25. - Stèle du scribe des offrandes pures Padikhonsou, calcaire ?, H. 21,7 cm, L. 16,4 cm, P. 3,2 cm, XIXe dynastie (CG 194 = inv. 8637).

la face antérieure, sont employés les adjectifs la belle, *nfr.t*, la clémentine *htpy.t*, si le second est également utilisé pour désigner Méresger, il ne désigne plus Rénénoutet. Les colonnes de la face postérieure énumèrent des épithètes propres à la déesse Méresger affirmant son ascendance *nb.t p.t*, *hnw.t ntr.w* ou construites à partir de l'expression '*nn htpy*'⁶⁰. « Celle qui aime le silence », ici représentée anthropomorphe est également une déesse-serpent⁶¹, souvent associée à Hathor, maîtresse de la cime thébaine. Son culte est attesté dans la région thébaine, principalement sur la rive gauche, sur des sites en lien avec les artisans de la Tombe.

Le texte de quatre colonnes qui se déploie face à la déesse Rénénoutet illustre un aspect particulier de sa personnalité divine qu'annonçaient les épicleses. L'introduction est certes classique, mais tel n'est pas le cas du développement qui n'est pas sans originalité. Qen y implore en effet la déesse de cesser son courroux '*nn n. j m htp*' ; il semble que le sculpteur l'ait mécontentée sans que la cause de cette fureur soit ici explicitée⁶². Cette aspiration apparaît également au travers de l'énumération des épicleses divines consignées dans les trois colonnes opposées au texte mentionné ci-dessus. Le dédicant met d'ailleurs en garde toute personne qui n'offrirait pas une cruche de bière *ds n hnq.t* à Rénénoutet, le 20 du mois de *prt*, jour de la fête de la navigation d'une autre déesse-serpent, Ouadjet⁶³. Ainsi Méresger apparaît-elle comme une divinité qui peut châtier, mais comme l'indique la formule '*nn se r htp*' selon P. Vernus⁶⁴, cet apaisement de la déesse vient d'elle-même et ne résulte pas d'une action de l'infortuné sur lequel son courroux s'est abattu.

La composition de la stèle indique que l'ensemble de la famille du sculpteur se joint à sa requête. Le fait que cette stèle soit décorée sur ses deux faces, procédé inhabituel dans l'art égyptien, indique que l'ex-voto devait être placé bien en vue dans le sanctuaire, témoignant ainsi de la piété de Qen, mais également du pouvoir de la divinité. Ce lieu ne peut en revanche être identifié avec certitude, l'expression le désignant demeurant obscure⁶⁵.

Le sculpteur Qen est connu par de nombreux monuments votifs conservés dans les musées européens⁶⁶, au musée égyptien du Caire et au *Metropolitan Museum* de New-York ainsi que par sa tombe. Sur une des stèles du *British Museum* figure également la déesse Méresger ici vénérée, il y apparaît accompagné d'une de ses épouses en présence de Rê-Horakhty et de la déesse⁶⁷.



60. P. Vernus, « La piété personnelle à Deir el-Medineh. La confection de l'idée de pardon » in *Deir el-Medineh et la vallée des rois*, Paris 2002, p. 309-347 et *Essai sur la conscience de l'histoire dans l'Égypte pharaonique* (BEHESHP 382), Paris, 1995, p. 148-149.

61. G. Andreu, « La déesse Méresger » in *Les artistes de pharaon. Deir el-Medineh et la Vallée des Rois*. Catalogue d'exposition, Paris Musée du Louvre-Bruelles Musée du Cinquantenaire-Turin Museo egizio, Paris-Turnhout, 2002, p. 275.

62. Sur une autre stèle, provenant de la chapelle B à Deir el-Medineh, le sculpteur s'accuse d'avoir prêté un faux serment au détriment d'une autre épouse dénommée Néfertiry (PM 12, II, 694).

63. J. J. Clère « Un monument de la religion populaire de l'époque ramesside » in *Revue d'Égyptologie* 27, 1975, p. 70-77.

64. P. Vernus, *Essai sur la conscience de l'histoire dans l'Égypte pharaonique* (BEHESHP 382), Paris, 1995, p. 148-149 et P. Vernus, « La piété personnelle à Deir el-Medineh. La confection de l'idée de pardon » in *Deir el-Medineh et la vallée des rois*, Actes du colloque organisé au musée du Louvre les 3 et 4 mai 2002, Paris 2002, p. 332-334.

65. J. J. Clère reconnaissait la préposition *hr* et l'article *p3y*, mais pas le nom qui désigne le lieu dans lequel se dressait le monument (Clère *op.cit.*, p. 76).

66. L'ex-voto de Qen représentant des oies d'Amon, chef d'œuvre du musée Roemer-Pelizaes d'Hildesheim (Inv. 4544), a été acquis en Égypte deux ans après la pièce bordelaise.

67. BM 8493.



27.



Fig. 27. - Cône funéraire en terre cuite anonyme, H. 20,2 cm, D. 8,6 cm, (CG 24X = inv. 9064).

Fig. 28. - Cône funéraire en terre cuite au nom de Menkheperreseneb, H. 13,3 cm, D. 7,7 cm, XVIIIe dynastie, règne de Thoutmosis III et Aménophis II (CG 24X = inv. 9063).

Fig. 26. - Serviteur funéraire fragmentaire d'Hatchepsout en basalte, H. 14 cm, L. 7,1 cm, P. 4,4 cm, XVIIIe dynastie (CG2 429 = inv. 9087).

Le style du monument comme la prosopographie permettent de l'attribuer au règne du pharaon Ramsès II.

La seconde stèle de la collection du Dr Godard est également cintrée et en calcaire. L'épiderme de ce monument a en revanche beaucoup souffert. Décorée en relief levé sur une face, elle est agencée selon le même schéma que celui évoqué précédemment : sur le registre supérieur est représentée



28.

une divinité devant un ensemble d'offrandes alors que sur le registre inférieur apparaît le dédicant agenouillé, dans le geste de l'adoration (fig. 25). Le premier niveau occupe là aussi une place plus importante. Le dieu ici vénéré est Amon-Rê sous sa forme de bélier, il est désigné dans le texte hiéroglyphique comme le bélier vénérable, *b3 šsp*. Celui-ci porte sur son crâne l'uraeus coiffé de la couronne hathorique. Un éventail apparaît derrière l'animal. Un bouquet de fleurs de lotus est déposé sur une table à offrande. Le dédicant au crâne rasé est revêtu d'une chemisette transparente dont les manches évasées laissent les coudes découverts ainsi qu'un pagne court noué à la taille. Pieds nus, il est agenouillé, les deux mains levées dans un geste de vénération. Derrière lui, se tient un porteur d'offrandes au crâne rasé, paré d'un large collier et vêtu lui aussi d'un pagne court ; de sa main gauche il tient un canard par les deux ailes et de l'autre il tient un vase chargé de victuailles. Deux colonnes de texte livrent l'identité du personnage : Padikhonsou, scribe pur des offrandes de la maison de Mout, *sš w3b htp.w ntr.w n pr Mwt*⁶⁸. Le personnage qui le suit pourrait être identifié à un assistant du dédicant dans sa charge cultuelle.

Cette petite stèle votive peut être attribuée sur des critères stylistiques à l'époque ramesside et illustre la diversité des formes sous lesquelles le dieu Amon fût vénéré à Deir el-Medineh.

68. Traduction de l'auteur : « Amon-Rê, le bélier vénérable, issu de lui-même. [Adorer] Amon-Rê le bélier vénérable, après don [...] le scribe pur des offrandes de la maison de Mout, Padikhonsou, justifié ».

Les pièces thébaines du second catalogue Godard

Dans ce chapitre, sont regroupées des œuvres, non renseignées dans le carnet de Godard, mais auxquelles, par leur forme ou par l'inscription qu'elles portent, peut être attribuée une origine thébaine. Elles sont regroupées en deux ensembles : les pièces funéraires qui portent les numéros 429, 444, 445 et celles liées au monde des temples, les numéros 442 et 387.

Les pièces de l'équipement funéraire

La plus célèbre de ces œuvres a été récemment publiée⁶⁹ : il s'agit d'un serviteur funéraire fragmentaire du pharaon Hatchepsout qui a régné à la XVIIIe dynastie (fig. 26). Cette statuette porte le numéro 429 du second inventaire Godard. Seule la section supérieure de ce *chaouabti* de basalte est conservée. La reine est coiffée du némès maintenu sur le front par un bandeau sur lequel est fixé l'uraeus. Le visage de la souveraine, qui porte la barbe postiche recourbée, est facilement reconnaissable. Sous les mains croisées sur la poitrine subsistent deux lignes et demie de hiéroglyphes disposés horizontalement. Comme pour les serviteurs funéraires d'Ounnefer mentionnés ci-dessus, le texte consigne le chapitre six du *Livre des Morts*, mais dans une variante peu courante selon les catégories définies par H. D. Schneider⁷⁰. Un exemplaire similaire, quasi-complet, est conservé au *Museum Meermann-Westreenianum* à La Haye sous le numéro d'inventaire 79/130 ; ces deux pièces ont été prélevées, la première avant 1848 et la seconde en 1861 au moins puisqu'il s'agit là de *terminus ante quem*, dans la Vallée des Rois dans la tombe de la souveraine, la KV 20 connue dès l'Expédition d'Égypte.

Moins prestigieux, mais également associés au mobilier funéraire sont deux cônes funéraires de terre cuite (figs. 27 et 28). Ceux-ci, ornés du nom et des titres du défunt, pouvaient agrémenter la façade de sa chapelle funéraire. Inventoriés sous les numéros 312 et 313 du second catalogue Godard, les deux cônes sont incomplets, leurs extrémités pointues ayant été sectionnées. Seul l'un des deux textes est lisible : l'inscription hiéroglyphique y est estampée sur le plat, de gauche à droite, sur quatre lignes, séparées par des traits horizontaux (fig. 28). Elle indique que la pièce provient de la tombe de Menkheperreseneb (TT 79)⁷¹ qui occupât de hautes fonctions sous les règnes des pharaons Thoutmosis III et Aménophis II à la XVIIIe dynastie et se lit ainsi « le surintendant du Double Grenier de Haute et Basse Égypte, Menkheperreseneb, justifié auprès du grand dieu ». D'autres cônes funéraires inscrits au nom de ce personnage sont conservés dans des collections muséales comme celles du musée des Beaux-Arts de Lyon⁷² ou du musée du Louvre⁷³.

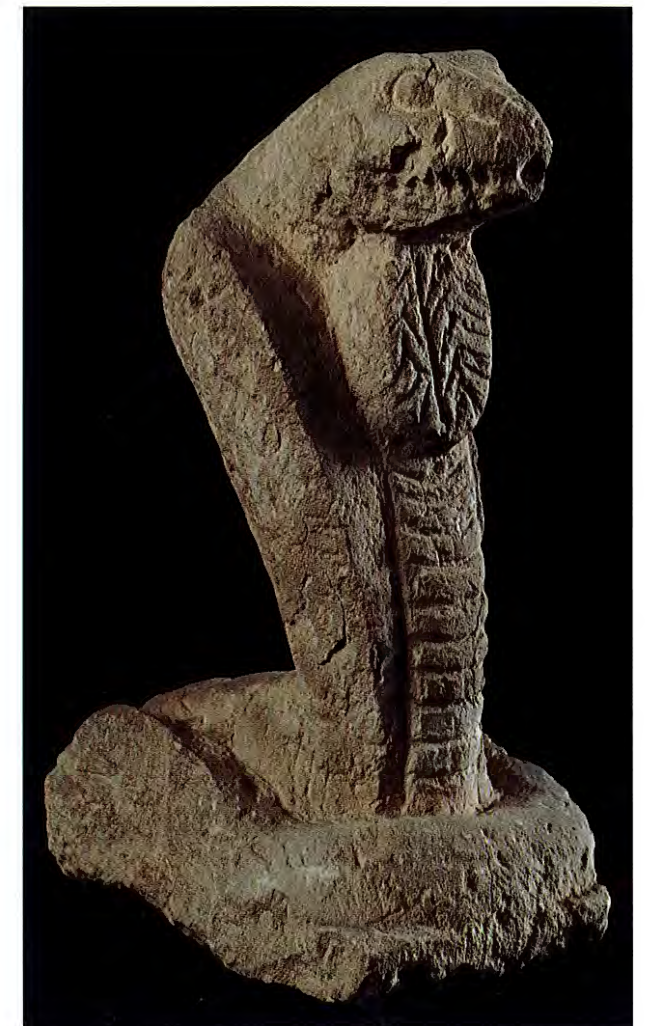


Fig. 29. - Statue de cobra, calcaire, H. 29,2 cm, L. 12 cm, P. 19 cm, Nouvel Empire ? (CG2 442 = inv. 8939).

69. F. Maruéjol : « Un *chaouabti* de la reine Hatchepsout au musée d'Aquitaine à Bordeaux » in *Mélanges offerts à François Neveu par ses amis, élèves et collègues à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire* (BdE 145), Le Caire, 2008, p. 285-293.

70. H. Schneider, *Shabtis : an introduction to the history of ancient Egyptian funerary statuettes with a catalogue of the collection of shabtis in the National Museum of Antiquities at Leiden*, Leiden, 1977, I, p. 112-114.

71. B. Porter et R. Moss, *Topographical bibliography of ancient Egyptian hieroglyphic texts, reliefs, and paintings. I. The Theban necropolis. Part 1. Private tombs*, Oxford, 1960, p. 156-157.

72. Inv. G 1691. Voir J.-C. Goyon, *L'Égypte antique à travers la collection de l'institut d'égyptologie Victor-Loret de Lyon*. Catalogue d'exposition, Lyon Musée des Beaux-Arts, Lyon, 2007, p. 65.

73. Inv. N 707-18, E. 13180, E. 13181 et E. 14383. Voir en dernier lieu *Les portes du ciel. Visions du monde dans l'Égypte ancienne*. Catalogue d'exposition du musée du Louvre, Paris, 6 mars-29 juin 2009, n. 184.



Fig. 30. - Matrice en bois à poignée au nom du dieu Amon, H. 5,3 cm, L. 53,5 cm, P. 6,2 cm, époque ptolémaïque (CG2 = inv. 9131).



Fig. 31. - Amulette érotique en « faïence égyptienne » verte, H. 5,9 cm, L. 2,5 cm, P. 2,1 cm époque romaine ? (CG 113 = inv. 9150).



Les pièces du monde des temples

Une ronde-bosse brisée dans sa partie droite figurant un cobra dressé, le *naja haja*, est inventoriée sous le numéro 442 du second catalogue Godard (fig. 29) ; son équivalence avec le premier catalogue n'est pas connue, elle ne semble pas pouvoir être reconnue dans cette liste ; celle-ci présente une entrée sous la désignation de serpent ⁷⁴, mais en l'absence de tout autre élément descriptif, il est impossible d'établir une correspondance. Quoiqu'il en soit, cette sculpture se réfère à une forme divine que l'absence d'attribut spécifique rend difficilement identifiable, de nombreuses déesses étant représentées sous cette forme. Toutefois, les œuvres pharaoniques de la collection ayant été acquises au Caire ou à Louqsor, l'hypothèse d'une origine thébaine peut être formulée et précisée au secteur du village des artisans de Deir el-Medineh. En l'absence de tout critère épigraphique ou stylistique, la statue ne peut être que difficilement datée ; l'attribuer au Nouvel Empire demeure le plus plausible. En ce cas, il pourrait s'agir d'une représentation de Rénénoutet et/ou de Méresger ⁷⁵.

On peut attribuer au domaine de Karnak, une matrice en bois gravée sur son revers du motif d'un cartouche surmonté de deux hautes plumes disposées de part et d'autre d'un disque solaire (fig. 30). Au centre du cartouche figure une inscription disposée de droite à gauche et de haut en bas ainsi traduisible : « Amon-Rê, maître du trône des Deux Terres, qui préside à Karnak, qu'il fasse que soient nombreuses toutes sortes de perfections ». Ces épicleses incitent à dater cette œuvre de la période tardive que l'épigraphie précise comme ptolémaïque. Les dimensions de la pièce, environ cinquante-trois centimètres, s'apparentent à la coudée égyptienne et excluent son emploi pour imprimer le nom du dieu sur les briques utilisées dans l'architecture pharaonique. Elle a pu en revanche servir pour la fabrication de briques votives, comme le laisse penser la présence de terre et de paille dans ses interstices ; mais rien indique que ces vestiges soient antiques.

⁷⁴. Plus particulièrement ceux enregistrés sous les numéros 54 et 133.

⁷⁵. Voir *supra*.

Ces matrices sont connues dès le Nouvel Empire, mais sont peu attestées à partir de la Troisième période Intermédiaire. Leurs marques ont principalement été relevées dans la région thébaine notamment dans les temples des millions d'années des souverains – ce qui explique leur présence à Abydos –, ainsi que, sous le règne du pharaon Aménophis IV-Akhénaton, à Tell el-Amarna en Moyenne Egypte. Les exemples de briques estampillées répertoriés par A. J. Spencer révèlent, le plus souvent inscrits dans un cartouche, le nom du roi, de la reine ou le nom de l'édifice dans lequel elles devaient être employées bien qu'elles aient pu servir pour l'édification d'autres bâtiments ⁷⁶. Certaines émanent d'un contexte privé, le plus souvent de la tombe du défunt. L'originalité de la matrice acquise par le Dr Godard réside dans sa date tardive comme par la présence du nom du maître de Thèbes, faisant ainsi de cette pièce un des rares exemples de matrices en bois et le seul exemple connu mentionnant un nom divin.

Si le mystère de la constitution de cette collection demeure entier, il est indéniable qu'Ernest Godard fit preuve d'un goût très sûr auquel ces quelques pièces rendent hommage. Ce Charentais devenu médecin dont l'attention se porta principalement au cours de ce périple oriental sur des problématiques

médicales, ne s'intéressa pas en Egypte au passé, mais à ses contemporains. Seules quelques pièces antiques témoignent de son constant intérêt pour la thématique phallique comme l'abondante représentation d'amulettes érotiques parmi ses acquisitions (fig. 31) ainsi qu'une pièce disparue, signalée par Ollivier Beauregard, « un dessin relevé sur une longue bande de papier d'une « scène des Phalliques » ⁷⁷, qui, contrairement à ce qu'il suggère, doit reproduire un papyrus érotique. Aussi surprenante que soit la constitution de cette collection, la qualité des œuvres acquises à Thèbes illustre non seulement la sensibilité artistique et scientifique d'un des membres fondateurs de la société d'anthropologie dont la libéralité a doté la Ville de Bordeaux et le musée d'Aquitaine d'un ensemble égyptologique de premier plan, mais aussi la richesse de Thèbes nichée dans une « plaine entre deux chaînes montagneuses, traversée par le Nil, parsemée d'obélisques, de colonnes, de frontispices, de colosses » ⁷⁸.

⁷⁶. A. J. Spencer, *Brick architecture in Ancient Egypt*, Warminster, 1977, p. 145-147. Leur longueur avoisine les trente-cinq centimètres.

⁷⁷. Ollivier Beauregard *op.cit.*, p. 5.

⁷⁸. G. Flaubert, lettre datée du 16 mai 1850.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome IC, année 2008, p. 153-159

Jean Auguste Brutails et la Catalogne

par Antoine Briscadien *

Jean Auguste Brutails (1859-1926) compte parmi les acteurs les plus importants de cette période de la fin du XIX^{ème} siècle et du début du XX^{ème} qui a connu l'épanouissement et la professionnalisation de la science archéologique médiévale. D'origine modeste, Auguste Brutails s'est en effet imposé au fil de sa carrière d'archiviste comme une personnalité majeure de la recherche historique et archéologique de son temps.

Né le 20 décembre 1859 à Viviez, une petite ville de l'Aveyron où son père était chef de gare, Auguste Brutails a fait de bonnes études à l'école primaire et au collège de Montauban puis devint bachelier ès lettres le 28 octobre 1879 à Toulouse. L'année suivante, il réussit le concours d'entrée à l'Ecole des Chartes, éminente institution créée en 1821 et réorganisée en 1847 dans le but de former des archivistes mais aussi de véritables spécialistes en Histoire, en Histoire de l'art et en Archéologie.

Lors de ses années d'apprentissage, Brutails fut amené à côtoyer quelques grands esprits de l'époque, et parmi eux, Jules Quicherat (1814/1882) continuateur d'Arcisse de Caumont - « le père de notre archéologie nationale »¹. Quicherat donna à l'archéologie médiévale ses véritables fondements en tant que discipline, fondements que l'on peut résumer par la formule suivante : observer, décrire, dater, comparer et juger.

Au cours de sa première année à l'Ecole des Chartes, Auguste Brutails a été formé à la lecture et au déchiffrement des écritures, des types des sceaux, des monnaies et de leurs

légendes puis à l'étude du latin du Moyen Âge, de la langue vulgaire des principaux dialectes du Nord et du Midi jusqu'à la formation de la langue nationale. En deuxième année il suivit des cours sur les monuments écrits, sur leur authenticité et leur rapport avec l'histoire et les usages du temps. C'est également au cours de cette même année qu'il fut formé au classement des archives et des bibliothèques publiques. Il étudia en troisième année la géographie politique, ecclésiastique et civile, les divisions et les subdivisions du territoire, les systèmes des monnaies, des poids et des mesures, l'histoire des institutions politiques de la France du Moyen-âge, des éléments de droit civil, de droit canonique et de droit féodal et découvrit enfin l'archéologie et l'art du Moyen Age sous la tutelle de celui dont il deviendra le disciple, Robert de Lasteyrie (1849-1921).

Considéré aujourd'hui comme un des pères fondateurs de la recherche sur la sculpture gothique française des XII^{ème} et XIII^{ème} siècles, le comte de Lasteyrie joua un rôle essentiel dans la formation de Brutails : il révéla à son élève un métier et une passion à laquelle il consacra sa vie entière. La méthode

* . . . Cet article reprend les conclusions d'un mémoire de Master de l'Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, *Auguste Brutails et l'intelligentsia catalane : regards croisés*, dirigé par le professeur Philippe Araguas au cours de l'année universitaire 2006-2007.

1. Alfred Darcel le rappelle dans un article sur l'évolution des études médiévales : « Le mouvement archéologique relatif au Moyen-âge », *Gazette des Beaux-arts*, janvier 1873, p. 26.



Fig. 1. – Jean Auguste Brutails en toge.

de Lasteyrie est celle que Brutails adoptera tout au long de sa carrière : recourir aux sources, les consulter directement et avec toute l'attention dont on est capable, donner le pas aux raisons d'ordre documentaire sur les considérations de « pure esthétique ». Admis à l'épreuve de la thèse, Brutails composa un *Essai sur l'élection et l'organisation des corps municipaux dans le Sud-Ouest de la France, aux XIIIe et XIVe siècles*, essai dont les examinateurs louèrent la rigueur et la finesse d'interprétation². Enfin, par un arrêté du 11 février 1884, Auguste Brutails fut nommé archiviste-paléographe.

Brutails est en effet avant tout un archiviste. Il a d'ailleurs passé la majeure partie de sa vie dans les archives. D'abord en tant qu'archiviste en chef du département des Pyrénées-Orientales à Perpignan, où il fut nommé en 1884, puis à Bordeaux à partir de 1889 à 1925. Succédant à Bernard Alart aux archives départementales de Perpignan, Brutails s'assigna différentes missions : réintégrations et dons d'archives anciennes, classement et rédaction d'inventaires, recherches et prospections dans tous les cantons du département, etc. De Perpignan ou de Bordeaux, il publiera ainsi toute une série d'inventaires qui deviendront des outils de première main pour les historiens.

Nommé le 4 avril 1893 officier de l'instruction publique, il fut chargé de novembre 1894 à octobre 1896, puis de 1912 à 1925, d'un cours d'archéologie du Moyen Âge à la faculté des Lettres de Bordeaux (Fig. 1). Grâce à son ouvrage intitulé *Les vieilles églises de la Gironde*³, l'équivalent pour l'architecture religieuse de ce qu'était *La Guyenne militaire* de Léo Drouyn concernant l'architecture civile, Auguste Brutails devint alors aux yeux de tous une figure majeure de l'archéologie médiévale en France.

Mais, si il est incontestable que l'œuvre d'Auguste Brutails a surtout retenu l'attention en terre girondine, voire même jusqu'aux cercles de l'intelligentsia parisienne, celle-ci a également connu un très vif écho en pays catalan, suivant un itinéraire remarquable à partir de son arrivée à Perpignan, ville où Brutails reçut son premier poste d'archiviste du département de 1884.

En effet, grâce à la publication en 1888 de ses *Notes sur l'art religieux en Roussillon*⁴, synthèse de ses recherches archéologiques menées en Catalogne française, Auguste Brutails s'est introduit très tôt dans le cercle très fermé des « gardiens du temple de la catalinité » rassemblés autour de deux figures majeures, Enric Prat de la Riba (1870-1917) et Josep Puig i Cadafalch (1867-1956).

Ayant mis en œuvre une documentation abondante et sûre, il put bâtir sur des fondations larges et résistantes ses *Notes sur l'art religieux du Roussillon* qui renferment sur les principaux monuments de la Catalogne française un nombre élevé de petites monographies très concises, mais particulièrement fouillées et précieuses.

Dans son étude sur *l'Art religieux du Roussillon*, Brutails divise les églises de la région en deux classes : celles marquées par des courants architecturaux étrangers, et celles qui sont exclusivement catalanes. De l'ensemble, se dégage l'idée de la ressemblance de l'église catalane avec l'église languedocienne et provençale, selon « ses combinaisons d'équilibres » ; suivant qu'elle est ou romane ou gothique, elle tient de la provençale pour l'art roman et de la languedocienne pour l'art gothique. Brutails prend garde néanmoins de ne pas conclure trop rapidement sur ces ressemblances. En effet, « l'analogie peut être spontanée et non de relation filiale ». Richement illustrée par ses propres

dessins, plans, coupes et par des photographies (Fig. 2), cette étude a le mérite pour la première fois de clarifier le rôle de l'architecture romane catalane sur sa consœur roussillonnaise. En effet, elle affirme que les influences sur l'architecture romane dans la région viennent de deux sources distinctes : l'une, la plus importante, est méditerranéenne et orientale, l'autre, peu considérable, est septentrionale. Ses *Notes sur l'art religieux en Roussillon*⁵, publiées en 1893 puis traduites en catalan en 1902 le rendirent célèbre jusqu'à Barcelone où il fit la connaissance de bons nombres d'érudits avec lesquels il partagea sa science et ses compétences jusqu'à la fin de sa vie.

Spécialiste d'histoire de l'art, ou plus exactement, d'« archéologie monumentale », Brutails donna également plusieurs travaux importants sur le Castillet de Perpignan, la cathédrale et le cloître d'Elne et le prieuré de Serrabone. Il réalisa aussi des fouilles dans l'église Saint-Jean-le-Vieux de Perpignan, dont il rendit compte dans le Bulletin de la Société Agricole Scientifique et Littéraire des Pyrénées orientales (BSASLPO) en 1887.

Comme archiviste, J.-A. Brutails utilisa avec profit des documents médiévaux pour réaliser son *Étude sur la condition des populations rurales du Roussillon au Moyen Âge*, publiée en 1891, qui fit autorité et reste encore une lecture obligée pour ceux qui abordent l'histoire rurale médiévale. Elle comprend en effet une série de chapitres essentiels sur l'histoire des sources du droit catalan et sur l'origine et de la formation des institutions, structures sociales et économiques de la Catalogne au Moyen-âge. Il poursuivit son enquête jusqu'à la veille de la Révolution française, dans un volumineux article intitulé modestement *Notes sur l'économie rurale du Roussillon à la fin de l'Ancien Régime*⁶. L'idée de Brutails était en fait d'attaquer par les deux bouts l'histoire de la grande Catalogne, par le Moyen Âge et par le XVIII^e siècle. Il lui a fallu pour cela une grande puissance de travail, de l'entrain, de l'ardeur. En effet, ses *Notes sur l'économie rurale du Roussillon et son Étude sur la condition des populations rurales du Moyen-âge* ont été publiées à deux ans d'intervalle.

Brutails a fait là un véritable travail de chartiste : il a compilé les sources du droit roussillonnais (droit wisigothique, franc et romain, usage de Barcelone et coutumes locales) et il en a tiré des informations exactes, des faits précis. Ces études qui englobent le droit catalan et roussillonnais sont révélatrices de la rigueur de sa méthode, de sa volonté de s'appuyer sur des documents pour construire sa réflexion, pour finalement donner une exposition claire des résultats obtenus. Brutails, par sa position d'archiviste des Pyrénées-Orientales, était le mieux placé pour faire un pareil travail. Il a été le premier à utiliser dans une aussi large mesure le riche dépôt d'archives qu'il avait en charge de conserver.

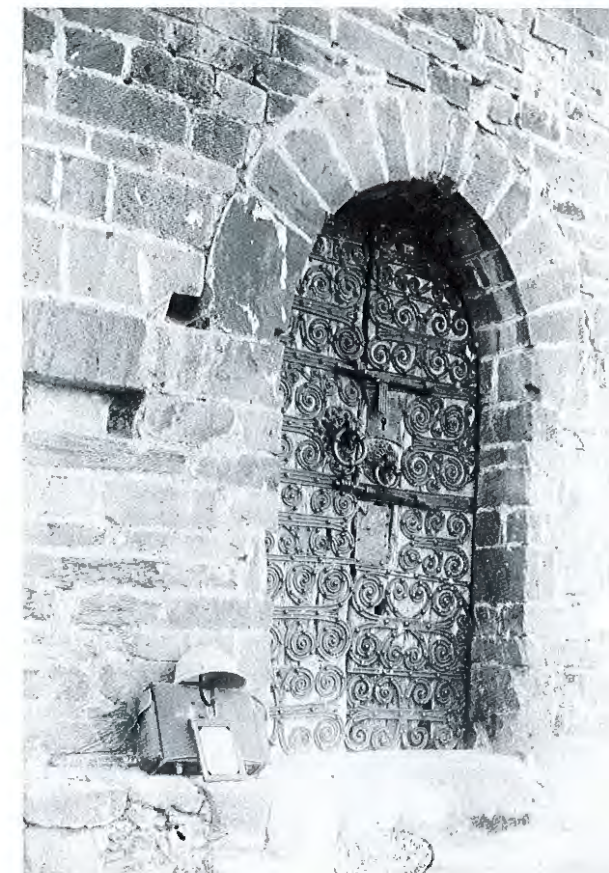


Fig. 2. – Porte de l'église de Bellpuig (Vallespir). Cliché Brutails. Bu Bx.

Dans le domaine de l'histoire sociale et juridique, signalons aussi une « Étude sur l'esclavage en Roussillon (XIII^e-XVII^e siècles) » publiée en 1886 dans la *Nouvelle revue de droit français et étranger*, et deux ans plus tard, une « Étude sur l'article 72 des Usages de Barcelone connu sous le nom de « loi stratae » »⁷. En poste à Bordeaux, Brutails continua à partager sa connaissance du Moyen Âge roussillonnais à propos de « La valeur du sou de tern de 1298 » (*Annales de la Faculté des Lettres de Bordeaux*, 1901) ou des « Sources du droit roussillonnais » (*Revue des Pyrénées*).

Brutails ne s'est donc pas fait remarquer en Catalogne uniquement pour ses qualités d'archéologue mais également en tant qu'historien du droit et des institutions du Moyen Âge.

2. Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, Tome XLV, Rapport de thèses, 1884, p. 123.

3. Thèse de doctorat soutenue le 27 juin 1912, sous la présidence de Robert de Lasteyrie et des rapporteurs Pierre Paris, Paul Courteault et Camille Jullian. La thèse est publiée la même année sous les auspices de la Société Archéologique de Bordeaux, édition Feret et fils, in-4° (1^{er} prix Gobert de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres de Paris).

4. « Notes sur l'art religieux en Roussillon », *Bull. archéo. du Comité des travaux historiques*, 1892, p. 523/617 et 1893, p. 329/404. Tir. à part, Paris, Leroux, 1893, in-8°.

5. Traduit en catalan par J. Masso-Torrents, Barcelone, 1901, in-8°.

6. A. Brutails, *Notes sur l'économie rurale en Roussillon à la fin de l'Ancien Régime*, Perpignan, Latrobe, 1889, Extr. du XXX^e Bulletin de la Soc. Agric., Scient. et Litt. des Pyrénées Orientales, p. 225/451.

7. A. Brutails, *Étude historique sur la loi Stratae de Barcelone*, Paris, Larousse, 1888, Extrait de la Nouvelle Revue historique de droit français et étranger, p. 59/79.



Fig. 3. – Portrait de Josep Puig y Cadafalch (1867-1956).

Les études précédemment citées tiennent pareillement lieu de référence incontournable pour les érudits catalans.

Durant son séjour à Perpignan, Brutails fut aussi recommandé par le ministère des Affaires étrangères français pour régler définitivement la question des origines de la principauté d'Andorre, à l'heure où s'esquissait un véritable conflit diplomatique entre le gouvernement espagnol, le gouvernement français, l'évêque d'Andorre et les autorités andorranes. Mis à l'épreuve sur une question de droit difficile, Brutails se révéla fin analyste et démontra ses qualités de paléographe. Consultant des centaines de chartes et documents, il remonta jusqu'à l'époque carolingienne et prouva la souveraineté de la France sur la principauté.

Ayant réussi à clarifier une situation délicate, en 1888 Brutails fut nommé à vie en tant que juge au tribunal supérieur d'Andorre. Sa remarquable *Etude critique sur les origines de la question d'Andorre*⁸, publiée en 1891, fit date. Elle fut suivie par une série de divers articles de références, articles que l'on retrouve constamment cités dans tous les ouvrages contemporains traitant de l'histoire de la principauté andorrane⁹.

Au travers de ses recherches en Histoire et en Archéologie médiévale, Auguste Brutails devint ainsi à sa manière un militant opiniâtre de la culture et de la langue catalane. Si il était hostile par principe à toute orientation « nationaliste » dans son combat culturel et scientifique, Brutails n'en reste pas moins un écrivain régionaliste ; il se montre en cela héritier de la méthode de son maître Robert de Lasteyrie à l'Ecole des Chartes qui est l'un des fondateurs de l'interprétation régionaliste des styles architecturaux. Ses objectifs scientifiques, sa méthode rigoureuse, sa personnalité forte et sans compromis lui ont permis de se lier d'amitié avec des hommes tels que Puig i Cadafalch (Fig. 3) et de s'immiscer légitimement dans le combat scientifique de reconnaissance culturelle mené par l'Institut d'Etudes Catalanes, créé en 1907 par Enric Prat de la Riba, institut qui devint l'un de outils les plus efficaces de ce mouvement.

Au cours de la période qui nous intéresse, c'est à dire les années 1880/1920, il faut noter que l'émergence de la Ligue Régionaliste, parti conservateur de Angel Guimerà, Luis Domenech i Muntaner, Enric Prat de la Riba et Josep Puig i Cadafalch, a joué un rôle puissant dans le processus d'assimilation des faits historiques, artistiques et archéologiques. Le statut de l'Histoire et de l'Histoire de l'art a été par là-même changé puisque dès lors le « fait artistique » s'est en quelque sorte fondu dans le « fait politique » devenant un argument aidant à la revendication de l'identité catalane. La Ligue Régionaliste soutenait le noucentisme, courant culturel et politique, qui visait alors à récupérer et à transformer la culture catalane traditionnelle du fait de la redécouverte de la tradition médiévale en Catalogne¹⁰ dont le point de départ fut l'exposition universelle de 1888.

En tant que spécialiste du droit en Roussillon, en Catalogne et en Andorre, dont il connaissait parfaitement les mœurs et les coutumes, Brutails fut invité en 1906 au premier Congrès de langue Catalane à lire un mémoire sur le « Droit andorran, sa formation et son évolution ». Ce congrès fondateur, qui

8. A. Brutails, *Etude critique sur les origines de la question d'Andorre*, Ed. Privat, Toulouse, 1891, in-8°, Extr. De la Revue des Pyrénées, p. 960-994.

9. Si l'on a pu depuis reprocher à Brutails de trop considérer la coutume andorrane comme l'héritage immuable du contrat de paréage de 1278, complété en 1288, entre l'évêque d'Urgell et le comte de Foix, son œuvre n'en demeure pas moins, par son exhaustivité, sa précision et ses index, l'irremplaçable instrument d'information et de réflexion sur une situation originale qui continue à passionner historiens, juristes et anthropologues.

10. Ses aspirations « impérialistes » dépassaient la péninsule Ibérique et se tournaient vers le Levant de la tradition gréco-latine. Le noucentisme subit l'influence panlatiniste du XIXe siècle des auteurs de la Renaixença (Victor Balaguer, Manuel Milà i Fontanals ou Antonio Rubió i Lluch). Leurs positions seront reprises à la génération suivante par Pompeyo Gener, Enric Prat de la Riba ou par l'évêque Torras i Bages, partisans d'un positivisme méthodologique qui, dès 1874-1876, encouragea les études de paléographie et d'archéologie sur les attaches latines de la Catalogne antique et médiévale.

rassembla les plus illustres philologues européens et le meilleur de l'intellectualité de Catalogne, fut le creuset d'où allait notamment naître les normes orthographiques de la langue catalane de Pompeu Fabra. Quelques mois plus tard, le 8 juin 1907, Enric Prat de la Riba tout juste élu à la tête de la Deputacio, créa l'Institut d'Etudes Catalanes qui allait recueillir et organiser les études historiques en Catalogne.

L'Acadèmia de Bones Lletres de Barcelone (Fig. 4), autre plate-forme du mouvement de la Renaixença s'intéressant aux travaux historiques et ouverte aux recherches de son temps, à l'initiative d'Antonio Rubio i Lluch et de Joaquín Miret i Sants, deux des plus grandes personnalités du monde scientifique barcelonais des années 1900, nomma officiellement Auguste Brutails comme académicien-correspondant le 20 avril 1907. Il est intéressant de voir, parmi les raisons stipulées dans l'acte de nomination, que Brutails est intronisé non seulement pour l'importance de ses travaux archéologiques, mais aussi et surtout pour ses travaux d'ordre historique et juridique, entre lesquels est citée son *Etude sur la condition des populations rurales en Roussillon au Moyen Âge*. En soulevant des questions appartenant à l'histoire du droit, Auguste Brutails a en effet provoqué une prise conscience chez les historiens de Catalogne qui, s'inspirant de la méthode chartiste, se penchèrent enfin sur leurs archives inexplorées.

La même année, Brutails donna une conférence à l'école d'architecture de Barcelone, conférence qui sera publiée sous le titre « Algunes idees sobres l'història de l'art català » dans le numéro 7 de la revue *l'Empori*. Il rédigea ensuite pour le premier Anuari que publia l'Institut d'études catalanes en 1907, un article sur « Les influences de l'art oriental et les goths dans le Midi de la France ». Plus tard, en 1920, il y traita du problème de l'origine de l'architecture romane, dans un article intitulé « Où s'est constituée l'architecture romane ? »¹¹, importante étude qui est en quelque sorte l'aboutissement de ses recherches en archéologie monumentale sur la région. Ce document montre d'ailleurs très bien la position de Brutails vis-à-vis de la cause catalane. En archéologue de talent, il se borne à démontrer des faits, en l'occurrence ici l'origine catalane et provençale de la voûte romane, et prend bien soin de ne pas « politiser » son article. En s'appuyant sur des exemples abondants, Brutails accorde à la Catalogne une place particulièrement brillante dans l'histoire de l'architecture romane : L'église de Provence est plus savante peut-être, plus nerveuse ; l'église de la Catalogne est plus primitive et plus inerte. Les deux provinces ont, autant qu'on puisse en juger, devancé les autres¹².

L'apport de Brutails à la pratique archéologique de Puig i Cadafalch est capital. Il permit en effet d'équilibrer l'influence de Viollet-le-Duc dont Brutails critiqua sévèrement le dogma-

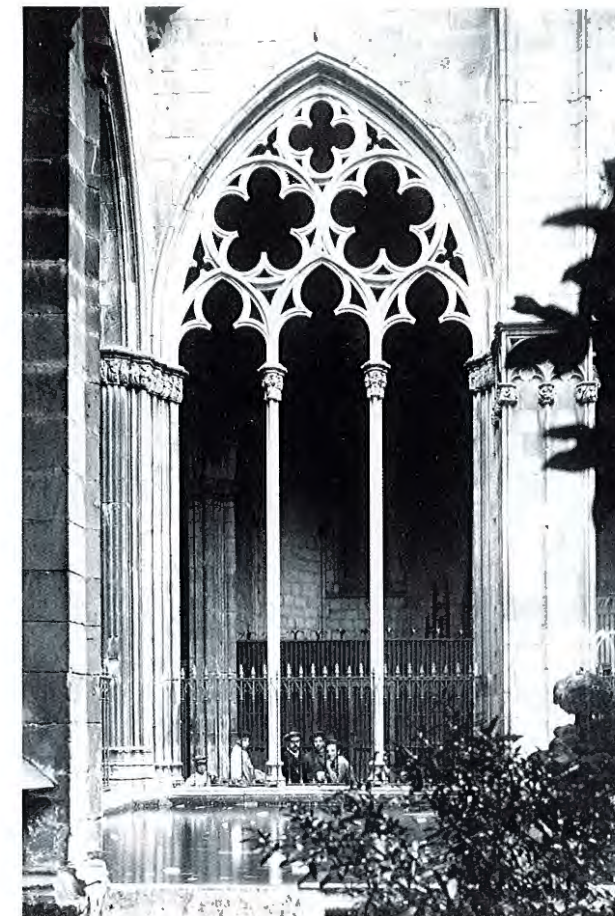


Fig. 4. – Barcelone, cathédrale, cloître. Cliché Brutails. Bu Bx.

tisme de la théorie fonctionnaliste, théorie d'où émanent les principes de bases de restaurations des monuments du Moyen Âge. Puig i Cadafalch avait la même vision que Brutails sur l'origine de l'architecture romane. Dans son ouvrage *L'arquitectura romànica a Catalunya* (1909-1918), œuvre à laquelle furent associés Antonio de Falgueras et José Goday y Casals, Puig souligne l'étroite parenté qui unissait le Midi de la France et la Catalogne à l'aube des temps romans. Il est remarquable de voir à quel point cette œuvre emprunte aux monographies qu'a faites Brutails des monuments roussillonnais notamment dans ses *Notes sur l'art religieux en Roussillon*. On trouve ainsi dans *L'arquitectura romànica...* des extraits de monographies, des dessins, des plans des coupe et des photographies de Brutails sur cloître et de la cathédrale d'Elne, sur Saint-Michel-de-Cuxa, Saint-Martin-du-Canigou, Saint-Martin-de-Fenouillat

11. Bibliothèque Universitaire de Bordeaux, Où s'est constituée l'architecture romane ?, *Anuari de l'Institut d'études Catalanes*, Vol II, 1919, 28 p.

12. *Id.* p. 27



Fig. 5. – Excursion dans la province de Gérone. Bu Bx.

et de Clusa (dans le Vallespir)¹³ ou encore sur Taxo d'Avail. Dans les documents qu'emprunte *L'arquitectura romanica...* à l'œuvre de Brutails, nous trouvons également - là encore nous ne citons que quelques exemples - le plan dessiné par ses soins de l'abbatiale de Saint-Genis-des-Fontaines, une reproduction d'un dessin d'une pile d'église de Saint-André-de-Sorède, ou encore quelques photographies de Brutails prises à Perpignan.

Si Puig i Cadafalch et A. de Falguera font de nombreuses références aux *Notes sur l'art religieux en Roussillon*, ils citent aussi dans le deuxième volume de *L'arquitectura romanica...* l'ouvrage majeur de Brutails intitulé les *Vieilles églises de la Gironde* publiée en 1912, ou encore son *Guide archéologique* publié lors du Congrès archéologique de Carcassonne en 1906. Notons que l'on trouve également des références à son *Etude sur la condition des populations rurales en Roussillon au Moyen-âge* (1891) ou encore à son ouvrage méthodologique intitulé *L'archéologie du Moyen Age et ses méthodes : études critiques* paru en 1900. Brutails eut en effet à cœur de théoriser son approche scientifique de l'art médiéval en mettant en pers-

pective et en critiquant parfois même sévèrement les travaux de ses prédécesseurs ou contemporains.

Entre 1907 et 1924, il entretint avec l'Institut d'Estudis Catalans et plus particulièrement avec Puig i Cadafalch, une abondante correspondance. Nommé en 1916 correspondant de l'Institut, il devint un interlocuteur privilégié et permit entre autre à cette institution de recevoir de nombreuses publications de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres de Paris. Puig i Cadafalch, architecte et professeur à l'école d'architecture de Barcelone (1901/1902) et aux Estudis Universitaris Catalans (1905), a été le premier scientifique catalan en contact avec la recherche archéologique française et allemande, le premier à publier des monographies archéologiques sur des monuments tels que San-Cugat-del-Vallès ou San-Llorenç-de-Munt. Disciple de l'architecte catalan Elies Rogent (1821-1897) et influencé par Eugène Viollet-le-Duc (1814-1879), Puig s'essaya notamment à la restauration du monastère de Ripoll.

L'autre influence que reçut Puig i Cadafalch vient de France, de l'Ecole des Chartes. Le fait capital pour la cohérence de notre étude est que la conception de l'archéologie développée dans le cadre de cette école spécifiquement française arriva à Puig grâce à Auguste Brutails, par le biais de ses *Notes sur l'art religieux en Roussillon*.

L'exposé global de l'archéologie française, et surtout la méthode d'étude des monuments que Brutails proposait, constituèrent un modèle pour Puig i Cadafalch qui considérait ces *Notes sur l'architecture religieuse en Roussillon* comme le premier traité d'architecture catalane¹⁴. Bénéficiant de tous ces apports, Puig posa donc les bases pour une science archéologique catalane, conciliant la tradition de Rogent et la méthode d'investigation scientifique française, personnifiée par Auguste Brutails. Il est curieux, quand on connaît les violents affrontements qui se produisirent entre Brutails et les architectes français comme Abbadie ou Corroyer, de voir la grande estime qu'il portait à Puig : « un architecte de grand talent dont l'esprit est prêt à comprendre les monuments des vieux maîtres d'œuvre », Brutails considère Puig i Cadafalch comme « le plus connu des archéologues de la péninsule et l'un des meilleurs archéologues de l'Europe[...] Il a conduit sur les constructions

13. X. Barral, *I.E.C.*, Barcelona, 1999, p. 13, lorsqu'il parle de la recherche de Domenech i Muntaner sur les peintures murales de l'époque romane, détaille les études précédentes faites dans ce domaine : J. Puiggari (l'oncle d'Antoine Puiggari) avait publié les peintures de Pedret dans «l'Avenç», enseignées déjà par Muns en 1887 au cercle de la Jeunesse Catholique de Barcelone. J. A. Brutails avait fait connaître celles de Saint Martin de Fenouillar et de la Clusa (Vallespir) en 1886... »

14. Xavier Barral, Puig i Cadafalch, el camí erudit d'una construcció historiogràfica, *Acte acadèmic Premi Iuro de monografia històrica 46a convocatòria*, 2004, Ed. Caixa Laietana, p. 9.

romanes élevées en terre catalane, Roussillon compris, une vaste et laborieuse enquête ; pour en interpréter les résultats, il a tenu ses théories au courant du progrès ; il s'est appliqué tout ensemble à dégager de la multitude des faits les lois générales et à éviter les vues subjectives et les généralisations prématurées. »

En insistant sur l'originalité du fait catalan, Puig a su reprendre les idées de Brutails¹⁵, suivant le modèle de la Société Française d'Archéologie. Avec talent, il a su mettre en valeur l'apport de la pratique de l'archéologie de l'Ecole des Chartes pour élaborer sa propre pensée condensée dans les onze leçons sur le premier art roman catalan¹⁶ qu'il donna à la Sorbonne lors de son exil à Paris durant la dictature de Primo de Rivera.

Un demi siècle plus tard, Louis Grodecki écrivait dans *Le siècle de l'an mil* à propos de Puig : « La thèse des origines italiennes, plus particulièrement lombardes, de l'architecture romane a été proposée souvent depuis un siècle. Il appartient à un savant catalan, Puig i Cadafalch, d'élargir ces observations et de dresser un tableau général de l'architecture protoromane méridionale beaucoup plus cohérent. Sa doctrine ne fut pas admise sans réserve, mais elle reçut également d'éclatantes confirmations »¹⁷.

La reconnaissance de l'apport de Brutails à l'histoire de l'architecture en Catalogne est exprimé sans réserve dans la notice nécrologique qui lui est consacré dans le septième volume de l'Anuari de l'I.E.C en 1926 à propos des Notes sur l'art religieux en Roussillon :

« Ce fut grâce à ce livre que l'archéologie catalane entra pour la première fois au sein du monde intellectuel et grâce à cette traduction, notre langue pénétra dans les bureaux d'études des grands chercheurs de l'art médiéval »¹⁸.

Archéologue itinérant et passionné (Fig. 5), Auguste Brutails a su dans son œuvre féconde mettre en évidence la valeur spécifique de chacun des terroirs qu'il visitait que ce soit en Gironde, en Roussillon ou en Catalogne. Il estimait en effet que l'érudition locale était la base la plus résistante de l'histoire générale. Il était un de ces historiens conscients de la nécessité de réaliser « la synthèse historique » en faisant intervenir toutes les sciences qui « complètent l'histoire ou collaborent avec elle » : il fait donc appel à l'archéologie, à l'histoire, à la philologie, à l'architecture. Il accorda à l'archéologie militante un statut privilégié dans son projet de parvenir à une histoire globale, fondée, selon la formule de Camille Jullian, sur la « double discipline des textes que l'on analyse et de la terre que l'on observe »¹⁹.

15. En conclusion de ses *Notes sur l'art religieux en Roussillon* (1895), on lit p. 169 : « On me permettra de formuler, à la fin du présent travail, quelques considérations générales sur les origines et sur les caractères de l'art roussillonnais. Il faudrait peut-être dire : l'art catalan ; car l'architecture roussillonnaise paraît n'être qu'une variété de l'architecture catalane. Je n'ose guère me prononcer objectivement à ce sujet, malgré le nombre d'églises urbaines et rurales que j'ai visitées sur le versant sud des Pyrénées orientales. Néanmoins, on peut affirmer que les ressemblances sont profondes entre les œuvres du Roussillon et de la Catalogne. Il ne pouvait en être autrement étant donné les relations quotidiennes que les deux contrées ont entretenues pendant de long siècles »

16. A l'origine du livre *L'architecture en Catalogne et dans l'occident chrétien du XIème et XIIème siècle*. Paris, Laurens, 1928.

17. Louis Grodecki, *Le siècle de l'an mil*, Paris, Gallimard, 1973, p. 53.

18. Cf. Notice nécrologique d'A. Brutails, in *Anuari de l'I.E.C* vol. VII (1921-1926). Sur la traduction de *Notes sur l'art religieux en Roussillon* voir Poisson, Olivier, Jean-Auguste Brutails, *l'arqueologia francesa i l'aparició de l'arqueologia monumental catalana a finals del segle XIX*, Barcelona Institut d'Estudis Catalans 2009

19. Camille Jullian, « L'Ecole des Chartes et notre histoire nationale », *Revue de Paris*, 1er août 1927, p. 481.



Les statues disparues sous le Régime de Vichy à Bordeaux

Par Adeline Falières-Lamy *

Au cours de la seconde guerre mondiale, sous l'occupation allemande, quinze monuments commémoratifs de bronze, sur les vingt-et-un que comptait la ville de Bordeaux, disparaissent du paysage urbain au titre de la récupération des métaux non ferreux. Ce nombre peut paraître faible face aux 1825 statues¹ que le gouvernement projetait de sacrifier sur le territoire national². La mise à jour des archives de l'ancien Commissariat de la République relatives aux métaux non ferreux permet de retracer le déroulement des étapes successives prises par la Commission Départementale de la Gironde dans son processus de sélection des œuvres destinées à la refonte.

« La guerre consomme avant tout du métal »³ et l'industrie militaire allemande nécessitant un besoin sans cesse grandissant de métaux non ferreux, impose aux territoires occupés des exigences économiques, qui vont conduire le gouvernement de Pétain au sacrifice des effigies de bronze des grands hommes de la nation.

Les métaux qui font le plus défaut à l'industrie militaire allemande sont le plomb, l'étain, le nickel, mais surtout le laiton et le cuivre qui entrent dans la fabrication des cartouches, des obus ou autres hélices de navire. Les métaux, qui composent cet alliage tant recherché, sont facilement dissociables par fusion à différentes températures. Or une quantité importante de bronze

encombre depuis la fin du XIXe siècle⁴ les places des villes et villages de France sous la forme de statues et monuments commémoratifs.

Afin d'éviter de livrer le contrôle des réquisitions aux autorités d'occupation, le gouvernement de Vichy préféra « faire le vilain travail lui-même », une façon de sauver tout ce qui pouvait l'être prenant du même coup le risque de « se salir les mains et de tromper les français »⁵. Cette tâche délicate incombe dès 1941 au Ministère de la Production Industrielle qui se lance dans une grande campagne nationale pour la récupération des métaux non ferreux.

* Je remercie Robert Coustet pour ses conseils concernant la rédaction de cet article, ainsi que les archivistes départementaux Pierre Massé et Christian Dubos sans qui les liasses concernant notre étude n'auraient pu être retrouvées.

1. On évalue aujourd'hui la disparition d'environ 1700 à 1800 statues sous l'Occupation.
2. Corcy, Stéphanie, *la vie culturelle sous l'Occupation*, Paris, Perrin, 2005, p. 266.
3. Poisson, Georges, Le sort des statues de bronze parisiennes sous l'occupation allemande. 1940-1944, *Bulletin de la Sté Historique de Paris et de l'Île de France*, Tome 48, 1997.
4. Agulhon, Maurice, *La statuomanie et l'Histoire*, dans *Ethnologie française*, 1978, pp. 145-172.

Récupérer du métal avant tout

Au cours de l'été 1941, le gouvernement de Vichy, face à la menace de l'occupant d'enlever sans discernement les statues des places publiques, incite les français, à travers une propagande d'affichage et de presse organisée par les préfets, à contribuer à l'effort national et à fournir des objets de bronze qui ne leur sont pas indispensables. « Chaque gramme de métal est une goutte de sang de l'économie française. Lui rendre, par une transfusion salvatrice, ceux qui dorment dans les greniers ou les débarras de chaque famille, est un devoir national ⁶ ». Des centaines de milliers de nos compatriotes sont invités à se débarrasser, dans un premier temps, des boutons de porte, des tuyaux, de la vaisselle, des chaudières, des chandeliers, tringles à rideaux et autres objets de décoration ⁷, dont ils n'auraient plus l'usage. Les français répondent généreusement à l'appel du gouvernement. Il est vrai que le métal était payé par l'Etat 30 francs du kilo.

Ces collectes font néanmoins l'objet d'une attention particulière, et le commissaire à la mobilisation des métaux non ferreux « décide que dans le cas où un élément provenant du ramassage présenterait un intérêt artistique ou historique, il serait mis de côté jusqu'au moment où un représentant qualifié de l'administration des beaux-arts aurait pu l'examiner ⁸ ».

Afin de satisfaire la demande insatiable de industrie allemande, l'administration française élargit ses exigences aux écoles et aux églises. Ainsi, l'Inspecteur d'Académie envoie le 2 septembre 1941 une circulaire aux directeurs des écoles de Gironde : « Je vous serais obligé de vouloir procéder à l'enlèvement de tous les objets usuels ou équipement non indispensable ou remplaçable qui se trouve dans les écoles ; objets mobiles, cendriers, corbeilles, garnitures de bureaux, ornements muraux, plaques, garnitures de portes, tringles de rideaux, patères, grilles et autres portails.... ⁹ »

Rappelé à l'ordre par le gouvernement, en raison de l'insuffisance de ses résultats, le préfet de la Gironde s'adresse à son tour aux maires de son département : « Je vous serais obligé de vouloir déployer toute votre activité pour rappeler à ceux qui n'ont pas encore répondu à l'appel la nécessité de le faire sans délais, en insistant sur le caractère vital que présente l'apport de chacun... ¹⁰ ».

Face à la pénurie, le gouvernement élargit ses champs de récolte. Vichy considère désormais que l'Eglise doit aussi participer à la campagne de mobilisation. La question de la réquisition des biens de l'Eglise demeure un sujet délicat : on gardait en mémoire le triste souvenir de la première guerre mondiale, qui avait vu les cloches des territoires occupés saisies par les allemands et envoyées à la fonte. Les cloches cette fois-ci seront épargnées ¹¹, mais en contre partie l'équivalent de

leur poids en métal sera compensé par le sacrifice des objets culturels : ciboires, chandeliers, appliques ou autres patènes ¹².

Le manque de métaux génère des préoccupations auprès des viticulteurs girondins, pour lesquels l'emploi du sulfate de cuivre, entrant notamment dans l'élaboration de la bouillie bordelaise, demeurait essentiel pour le traitement des vignes contre le mildiou. La difficulté d'approvisionnement en cuivre incite l'Union des Grands Crus Classés de Gironde à intervenir auprès du gouvernement, ce dernier reste intraitable et les négociations échouent ¹³.

Malgré toutes ces mesures, les quantités de métaux récoltées restent insuffisantes et Vichy cherche par tous les moyens de nouveaux stratagèmes qui inciteraient les français à de plus amples sacrifices. En décembre 1942 la Commission procède à une campagne d'échange : *cuivre contre vin* ¹⁴. Au cours de cet hiver il est proposé aux français de recevoir contre du cuivre des timbres à utiliser chez un débiteur marchand de vin. Contre 300 grammes de cuivre on obtenait un timbre de 1 litre de vin. L'opération rencontra un vif succès, mais incita quelques *galopins* à voler le cuivre. Ainsi le maire de Floirac voit son local municipal débarrassé, en décembre 1942, d'une douzaine de robinets...

Le Commissariat à la récupération des métaux non ferreux rapporte que la campagne nationale d'échange *cuivre contre vin* a rencontré le plus grand succès : 2539 tonnes de bronze ont été récoltées dans toute la France. Néanmoins, un courrier adressé au préfet au mois de janvier 1943, révèle que les résultats de la Gironde restent inférieurs à ceux de la moyenne nationale avec seulement 22,6 tonnes collectées ¹⁵.

5. Poisson, G., 1997, p. 173.

6. Circulaire du secrétaire d'Etat à la production industrielle en date du 5 août 1941.

7. Koscielniak, Jean-Pierre, *Les Vendanges de bronze*, Ed. D'Albret, 2007.

8. A.D. 33, 178 AW I. Cette tâche incombe en Gironde au conservateur des Antiquités et objets d'art, Gabriel Loirette.

9. A.D. 33, 178 AW I

10. A.D. 33, 178 AW I : Lettre du 30 septembre 1941.

11. 8 août 1942 : Circulaire du Commissaire à la mobilisation des métaux non ferreux à Mgr. Maurice Feltin, archevêque de Bordeaux.

12. A.D. 33, 178 AW I : Lettre du 9 juillet 1943 du Préfet de la Gironde à Mgr Feltin. Bordeaux A.M : 3001 M5 : liste des objets culturels récupérés dans les églises de Bordeaux. Cette loi concerne aussi les cultes protestant et israélite, ainsi que les communautés religieuses. Les biens culturels appartenant aux communes, depuis la loi de 1905, sont payés aux mairies et ceux appartenant aux paroisses sont payés au diocèse.

13. Afin d'obtenir la quantité nécessaire à leur besoin, l'U.G.C. propose au gouvernement d'établir un échange de 4 kg de sulfate contre 1 kg de cuivre déposé. En vain. La circulaire du 4 octobre 1941, émanant toujours du Secrétariat d'Etat à la production industrielle, décide de n'attribuer du sulfate de cuivre qu'aux agriculteurs ayant participé à la collecte, à raison de seulement 1 kg de sulfate pour 1 kg de cuivre, bronze, laiton ou maillechort déposé.

14. Campagne effectuée sous l'égide de la Corporation Nationale Paysanne.

15. Courrier adressé au préfet le 18 janvier 1943.

Le sacrifice des statues

Dans sa quête de métal, le gouvernement, sous la pression allemande, consent finalement à sacrifier certaines statues de bronze ornant l'espace public ¹⁶. Il est vrai que Paris et les grandes villes de province ont succombées au XIXe siècle à la statuomanie. Les historiens de l'art, Georges Poisson, et déjà avant lui Maurice Agulhon, constataient que cette opération d'épuration permettait aussi de se débarrasser des *navets*, des *gloires usurpées*, et d'œuvres pour la plupart d'artistes de second ordre ¹⁷.

La loi du 11 octobre 1941 ¹⁸, parue au Journal Officiel de Vichy le 14 octobre 1941, relative à l'enlèvement des statues et des monuments métalliques, introduit le processus de refonte des statues de bronze.

« Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français, déclarons :

Il sera procédé à l'enlèvement des statues et monuments en alliage cuivreux sis dans les lieux publics et les locaux administratifs qui ne présentent pas un caractère artistique ou historique.

Une Commission sera créée dans chaque département pour déterminer les statues et monuments qui devront être conservés, en raison de leur caractère artistique ou historique.

Les objets métalliques enlevés seront mis à la disposition du secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, afin de remettre les métaux constituant dans le circuit de la production industrielle et agricole ¹⁹.

La Gironde crée, comme le précise la loi, une Commission Départementale chargée d'examiner les monuments à déclasser. Les ministres de l'Intérieur et de la Production Industrielle, MM. Pucheux et Lehideux, adressent une circulaire aux préfets de France, dans laquelle ils préconisent la plus grande sévérité quant au choix des statues et monuments à conserver. *La situation tellement critique de nos approvisionnements en métaux cuivreux, et les perspectives qu'elles entraînent pour notre agriculture, excluent en effet toute considération de sentiment et exigent de véritables mesures de salut public... ²⁰.*

La Commission du Département de la Gironde, constituée le 27 octobre 1941, se compose du Préfet Jean Alype, de Jean-Gabriel Lemoine, conservateur des musées de Bordeaux, de Gabriel Loirette, conservateur des objets d'art et d'antiquité du département, de M. Lachâize, inspecteur général de la Production Industrielle de la circonscription et de M. Tauzin, architecte ordinaire des Monuments Historiques ²¹. La première réunion de la Commission départementale se tient dans les locaux de la préfecture le 12 novembre 1941. Le procès verbal de la séance

dresse, à partir des listes fournies par toutes les communes du département, un premier inventaire exhaustif des statues et des monuments de bronze érigés en Gironde. En ce qui concerne la ville de Bordeaux, la liste fournie par la mairie recense l'ensemble des statues de bronze propriété de la ville, y compris celles conservées dans les collections des musées.

Au cours de cette première réunion, les membres de la Commission portent leur choix, en ce qui concerne Bordeaux, sur cinq monuments désignés à la refonte :

- Le buste de *Léo Drouyn*, par Gaston Leroux, situé derrière la cathédrale.
- Le buste de *Léon Valade* par Charles Malric au jardin public.
- La *Liberté* d'Auguste Bartholdi, ornant la fontaine de la place Picard.
- La statue du *Président Sadi Carnot* par Ernest Barrias, place Jean-Jaurès.
- Les ornements du monument à *Maxime Lalanne* par Pierre Granet au jardin public.
- La statue de *Louis XVI* par Nicolas Raggi conservée au musée des Beaux Arts de la Ville.

Jacques d'Welles, l'architecte en chef de la ville, consulté par les services de la mairie en septembre 1941, donne un avis consultatif sur les œuvres susceptibles d'être fondues. Les jugements esthétiques de l'architecte, restent très tranchés sur certains monuments. Ainsi dans un de ses rapports il mentionne que le « Maxime Lalanne du Jardin Public est un affreux monument ». Une seule figure, un génie dédicatoire, est en bronze. Le sacrifice de ce génie ailé conduira à sacrifier tout le monument. Son jugement reste tout aussi arrêté quant au monument au Président Sadi Carnot : « ce monument est laid. Sa présence à Bordeaux ne correspond à aucune idée vivante dans l'esprit bordelais. Il peut disparaître sans regret ». On ignore si ces appréciations ont eu une influence sur les décisions des membres de la commission ?

16. Campbell-Karlsfeld, E., *Recycling French Heros : The Destruction of Bronze Statues under the Vichy Regime*, French Historical Studies, Vol. 29, 2006, p. 147.

17. Koscielniak J.P., 2007, chapitre B-1.

18. La circulaire du 5 août 1941 relative à la récupération des métaux non ferreux autorise les municipalités à vendre du bronze. Cette circulaire offrait la possibilité à chaque municipalité de faire le choix des œuvres à condamner, décision qui évitait que les décisions émanent directement des instances allemandes.

19. A.D. 33, 224 AW I.

20. Bizardel, Y., Les statues parisiennes fondues sous l'Occupation (1940-1944), *Gazette des Beaux-Arts*, 1974, p. 129.

21. L'exécution de la loi est confiée à la Direction des Industries Mécaniques du secrétariat d'Etat à la Production Industrielle, qui deviendra à partir du 26 janvier 1942 le Commissariat à la mobilisation des métaux non ferreux.



Fig. 1. - Enlèvement de la statue du président Sadi Carnot le 6 décembre 1941, *La France* 8 décembre 1941 (A.M.Bx).

Les événements s'enchaînent rapidement et, le 27 novembre 1941, le secrétaire général de la ville informe la Police Municipale de l'enlèvement prochain des premières statues désignées. Au cours du mois de décembre 1941, et dans l'indifférence presque totale, cinq des six statues de la liste sont déjà déboulonnées²² (fig. 1) et entreposées dans les locaux du Groupement d'importation et de répartition des métaux. Le GIRM est un organisme privé, subventionné par l'Etat qui assure l'enlèvement, le tri puis l'approvisionnement de l'industrie²³. Le bronze issu des monuments publics est acheté aux mairies 30 francs du kilo, selon le même principe que celui adopté pour les particuliers.

Jean-Gabriel Lemoine, conservateur du musée des Beaux-Arts de Bordeaux, ne peut se résoudre à la destruction de la grande statue de Louis XVI qui pesait 12 587 kg. Son absence lors de la réunion décisionnaire du 12 novembre 1941²⁴, lui avait ôté toute possibilité de défendre l'œuvre de Raggi. Le conservateur reçoit l'appui des membres de l'Académie Nationale des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux qui suggèrent à la Commission de lui préférer la fonte des « groupes

symboliques compliqués du Monument aux Girondins »²⁵. Ces derniers étayent leur requête en précisant « qu'il soit tenu compte pour la désignation des monuments sauvegardés de leur degré de beauté et d'art, ensuite de la valeur artistique qu'ils peuvent présenter pour l'histoire, la prospérité et l'architecture de la ville »²⁶.

Toutes les tentatives de sauvegarde de l'effigie royale auprès du maire de Bordeaux, Adrien Marquet, favorable à la conservation de la statue du Roi, et surtout auprès de Louis Hauteœur, Secrétaire Général des Beaux-Arts, dernier décisionnaire, restent vaines. La statue de Raggi est définitivement condamnée. Jean-Gabriel Lemoine, négocie cependant un délai de quelques mois afin d'effectuer le moulage de la tête du roi. Les échafaudages arrivent au musée le 29 décembre 1941, et le 14 janvier la réalisation en est confiée au sculpteur Charles Malric. Souffrant, ce dernier ne peut honorer ce travail, qui incombe quelques jours plus tard²⁷ à J. Haurio, juste avant la destruction complète de la statue. Seuls l'épée et le collier de l'ordre du Saint-Esprit échappent à la refonte²⁸. Le musée d'Aquitaine conserve toujours le surmoulage en plâtre de la tête.

Des envois jugés trop insuffisants par Vichy

Alors que les premières statues ne sont pas encore enlevées, le gouvernement fait parvenir une nouvelle circulaire à tous les préfets de France, à la fin du mois de novembre 1941, rappelant la situation critique des approvisionnements en métaux cuivreux. La circulaire insiste sur la nécessité d'exclure « toute considération de sentiment » dans le choix des œuvres à sacrifier. Il est également précisé que « seules devaient être conservées les statues des Gloires Nationales incontestables ».

22. Le monument à Sadi Carnot est démonté le 6 décembre 1941 ; Bécamps Pierre, *La Gironde en image, 1940-1944*, 1977, p. 66 ; A.M.Bx, 3001 M4.

23. A Bordeaux les bronzes sont stockés avant leur expédition dans l'entrepôt du GIRM situé au 18 rue Ferrère.

24. Il avait été envoyé à Paris par Adrien Marquet, maire de Bordeaux, afin de trouver un autre lieu d'abri que le château de Vayres, qui semblait trop exposé, pour l'entreposage des œuvres d'art du musée.

25. Lemoine, J.-G., La deuxième mort de Louis XVI, in *Revue Historique de Bordeaux*, 1988-89, p.215, 1963.

26. Le rôle de Louis Hauteœur dans les décisions de refonte ne peut être considéré comme arbitraire. Caroline Poulain révèle dans sa thèse la conscience professionnelle profonde de l'homme qui oeuvra tout au cours de sa fonction dans le gouvernement de Vichy à protéger le patrimoine national. Poulain C., *La permanence des Beaux-Arts dans la fracture de Vichy. L'action de Louis Hauteœur au secrétariat général des Beaux-Arts, 1940-1944*, thèse soutenue à la Sorbonne, 2001.

27. Le 2 février 1942.

28. A ce jour le collier a disparu à des réserves du musée d'Aquitaine.

Lors d'une 2e séance tenue le 5 décembre 1941²⁹, la Commission dresse alors une nouvelle liste plus importante que la précédente, désignant pour la refonte les statues suivantes :

- *Vercingétorix* par Francisque Mouly sur les allées Damour.
 - *Carle Vernet* par Charles Malric au jardin public
 - Les bustes d'*Alexis Millardet* et *Ulysse Gayon* par Gaston Leroux au jardin public
 - Les bustes de *Costard Mézeray* par Gaston Leroux et de *Beethoven* par Francis de Saint-Vidal au Grand Théâtre.
 - Les bustes de *Maurice Martin* par Alexandre Callède et de *Georges Cassignard* par Jean-Georges Achard au Stade municipal.
 - *Le Jeune Berger* d'Edmond Prévot dans le square Gambetta.
- Lors de cette même séance les membres de la Commission, sur les conseils du ministère, choisissent les monuments bordelais qu'ils souhaitent épargner³⁰ :
- *La Gloria Victis* d'Antonin Mercié place Pierre-Laffitte³¹, 1883.
 - *Les Trois Grâces* de Charles Gumery d'après Louis Visconti, place de la Bourse, 1869.
 - *Le pot à feu* de la place du Palais³².
 - La statue de *Tourny* de Gaston Leroux, 1900.
 - *Monument au Souvenir de 1870* de Jean-Georges Achard, place de la République, 1913.

Au cours de cette 2e séance est également confirmée la décision, prise déjà lors de la première séance, de conserver, sur ordre de Paris³³, le Monument aux Girondins, qui avait coûté 1 million et demi de francs à la ville.

La Commission offre également aux communes la possibilité de réaliser un moulage des œuvres avant leur disparition³⁴. Cette opération à la charge des communes ne recevra qu'un faible écho³⁵. Grâce à l'insistance de J.G. Lemoine la ville demande que soit réalisé le moulage du buste de Beethoven par Francis de Saint-Vidal conservé dans le foyer du Grand Théâtre³⁶.

Les vœux de la commission sont partiellement exaucés. Par courrier, en date du 26 décembre 1941, Louis Hauteœur, autorise la ville de Bordeaux à conserver la statue de Tourny, le Monument au Souvenir de 1870 ainsi que celle du Monument aux Girondins, mais tous les autres monuments devront être sacrifiés. Adrien Marquet demande alors au Préfet d'insister auprès du Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts pour que soient conservées « les statues de qualité » comme les Trois Grâces, la *Gloria Victis* et le pot à feu. Le sort de ces trois bronzes est renvoyé à plus tard...

Les décisions prises par la Commission départementale ne satisfont pas les académiciens bordelais qui expriment le vœux que « ne soit pas conservé pour des raisons sentimentales les monuments dont la laideur est reconnue de tout le

monde comme le groupe allégorique du bassin des Quinconces, ou bien qui glorifient maladroitement une idée respectable : le Monuments aux combattants de 1870-71 ».

De nouveau, le Ministère de la Production Industrielle sous la pression allemande exige des villes une nouvelle contribution. Une dépêche du Ministère en date du 14 d'août 1942, envoyée aux préfets, invite les Commissions Départementales à faire un nouveau choix. « ... la pénurie de métaux non ferreux s'est sensiblement aggravée [...] J'ai décidé que les commissions départementales devront se réunir sans tarder et procéder à une révision sévère. [...] Je vous serais obligé de faire un choix parmi les œuvres conservées jusqu'ici et d'appeler l'attention des membres de la commission sur la nécessité absolue de cette révision. Conformément aux instructions précédentes, les monuments aux Morts, les statues des grandes gloires nationales, les statues présentant un caractère artistique ou historique, et les œuvres situées à l'intérieur des cimetières ou dans les lieux de culte, ne seront pas remis en question ».

Une 3e liste est alors établie le 5 septembre 1942. Sur les six monuments jusque là épargnés, une nouvelle sélection doit être faite.

Le Monument au Souvenir de 1870-71, bien que sauvé l'année précédente, est désigné en premier : « Ce monument n'ayant qu'un caractère artistique insuffisant & n'étant pas un monuments aux Morts ».

Le nombre des œuvres susceptibles d'échapper à la destruction s'amenuise, et l'on prend soin d'en établir la liste dans l'ordre dans lequel Adrien Marquet désire les conserver.

29. A.M.Bx, 3001 M4 ; A.D. 33, 224 AW 1.

30. Pour les autres villes du département, seul le buste de Brémontier par Anselme Léon à Arcachon est proposé à la conservation.

31. Actuelle place Jean-Moulin.

32. Il s'agit de l'ancienne fontaine de Charles Durand installée en 1828 place de la Bourse, puis déplacée place du Palais lors de la mise en place de la fontaine des Trois Grâces. Saboya, Marc, *De Gabriel à Visconti, les monuments de la place royale de Bordeaux*, catalogue de l'exposition *Visconti, 1791-1853*, Paris, 1991, pp.101-107.

33. Dépêche du Secrétariat d'Etat à l'Education Nationale et à la jeunesse en date du 27/11/1941.

34. Pour les autres villes du département, cela concerne la statue de Jean Hameau à La Teste par Gaston Leroux, celle du Capitaine Géreau, héros de Sidi-Brahim à Libourne, œuvre de Pierre Granet, ainsi que le buste du Docteur Berger à Coutras de Jean-Georges Achard. Ces trois œuvres ont été restituées en pierre après la guerre.

35. Le coût engendré par la prise de moulage venait en déduction de la recette des fontes versée par le GIRM aux mairies.

36. Moulage conservé au musée des Beaux-Arts.

1°: les Trois Grâces, 2° le pot à feu, 3°, la *Gloria Victis*, 4° Tourny, 5° le Monument aux Girondins.

Le Secrétaire général de la Ville, M. Chabrier, cherche par tous les moyens à freiner la disparition des statues restantes : « Essayez donc de maintenir le plus possible de ces œuvres, et si vous ne pouvez obtenir entière satisfaction, abandonnez le Monument aux Girondins ». La Commission émet également le vœux « que les décisions de refonte concernant le Monument aux Girondins et le Monument au Souvenir ne soient prises en considération que dans le cas où une extrême nécessité imposerait leur application »³⁷.

Finalement, pour une raison inconnue, le Monument au Souvenir de 1870-71 désigné à la refonte, est épargné au détriment du Monument aux Girondins. L'imposant ensemble de bronze est déboulonné par l'entreprise Doléac à partir du 14 août 1943, soit onze mois après cette ultime réunion. La presse locale ne semble pas beaucoup s'émouvoir de cette perte : « l'enlèvement de sujets n'ajoutant rien, du point de vue moral et historique local, du monument dont ils constituent un simple ornement, n'offrant aucun caractère artistique ». Le 11 septembre 1943 le représentant GIRM atteste la réception d'un lot de 51 015 kg provenant du Monument aux Girondins et signale : « que les bronzes du monument ont été enlevés avec soin et n'ont subi aucune dégradation, sauf un cheval qui est abîmé »³⁸.

La fin de la guerre épargnera l'ensemble d'Alphonse Dumilatre. En octobre 1944, les bronzes, retrouvés intacts dans les hangars de l'établissement Savigner à Angers, sont restitués à la ville. Le 5 juillet 1945, les bordelais accueillent en triomphe leur retour. Cependant, les 52 tonnes de bronze composant les fontaines du monument, remises dans un premier temps dans les hangars du port autonome, puis sur un site de Bordeaux nord, ne retrouveront l'hémicycle des Quinconces qu'en 1983³⁹.

Que faire de l'argent obtenu des refontes ?

Le 22 février 1943 la ville perçoit du GIRM le règlement de 494 088 francs pour un poids total de bronze s'élevant à 16 469,60 kg de bronze.

Chaque statue enlevée fait l'objet d'un certificat de récupération adressé à la ville, mentionnant son poids et sa date de réception dans l'entrepôt de la rue Ferrère⁴⁰.

Dès 1941, avant même la dépose des premières statues, Jacques d'Welles avait proposé de réemployer les fonds que la ville devrait récupérer « au bénéfice d'œuvres artistiques durables [...] Puisque ce qui vient de l'Art doit semble-t-il retourner à l'Art »⁴¹.

A la demande du maire, l'architecte de la ville dresse donc une liste de quelques projets dont le manque de crédit avait ajourné jusqu'ici la réalisation⁴². Comme par exemple, remplacer le monument aux Girondins par la statue de Louis XVI⁴³, aménager le chevet de la collégiale Saint-Seurin, restituer la fontaine de Madame Duplessy, ou encore installer dans la maison des jardiniers du jardin public un musée de la Marine et une salle de présentation des collections ethnographiques provenant de la faculté de Médecine. Aucun de ces projets n'a vu le jour.

Les œuvres restituées après la guerre

Dans l'immédiate après guerre, dès mars 1945, le maire Jean-Fernand Audeguil, très actif dans la politique culturelle au moment de la Reconstruction de Bordeaux, informe le préfet de son désir d'obtenir le remplacement en pierre de certaines statues qui avaient été envoyées à la refonte⁴⁴. Cette requête concerne les bustes de Léon Valade, Alexis Millardet, Ulysse Gayon, ainsi que les ornements du monument à Maxime Lalanne au jardin public, le buste de Léo Drouyn square Pey-Berland, les statues de la Liberté de la fontaine de la place Picard, et celle de Carle Vernet⁴⁵, au jardin public. Sa demande concerne également les bustes de Maurice Martin et de Georges Cassignard pour le stade municipal et le vélodrome, ainsi que le *Jeune Berger* du square de la place Gambetta. Quid de Sadi Carnot et de Louis XVI ? Dans sa correspondance Audeguil ne justifie pas son choix, mais l'on peut aisément penser que la disparition du socle du monument à Sadi Carnot rendait trop coûteux sa totale restitution. Quant aux statues de Louis XVI et de Vercingétorix, les considérations financières, esthétiques, politiques ou symboliques ont probablement eu raison d'elles.

37. A.M.Bx, 3001 M4.

38. A.M.Bx, 3045 M 35.

39. Délie Muller, alors conservateur du musée d'Aquitaine a été à l'initiative de cette restitution.

40. Seule la recette provenant de la fonte de la statue de Carle Vernet (433 kg) n'est pas perçue par la ville de Bordeaux ; il s'agissait d'une œuvre appartenant à l'Etat, envoyée à titre de dépôt à Bordeaux.

41. A propos de J. d'Welles, voir R. Coustet et M. Saboya, *Bordeaux, la conquête de la modernité architecture et urbanisme à Bordeaux et dans l'agglomération de 1920 à 2003*, Ed. Mollat, 2007, pp. 22 à 26.

42. A.M.Bx, 3001 M4.

43. Déjà en 1935 Alfred-Dupas avait envisagé l'installation de la statue de Louis XVI sur la place du Champ de Mars. J. d'Welles propose cette fois-ci son installation place des Quinconces, anticipant la refonte des bronzes du monument aux Girondins !

44. A.M.Bx, 3001 M6.

45. Restitution déjà autorisée par l'administration des Beaux Art en date du 8 novembre 1944. Le travail est confié au sculpteur Raymond Martin.

Se pose alors la question du coût de ces restitutions. Le maire de Bordeaux rappelle au préfet qu'il avait été convenu, dès la promulgation de la loi relative à l'enlèvement des statues, que la dépense résultant de l'exécution d'une œuvre de remplacement demeurerait à la charge de l'Administration des Arts et des Lettres, la Ville ne devant supporter que les frais de transport et de mise en place.

Le ministère rappelle à ce propos, en décembre 1944, que les demandes de remplacement formulées seront soumises à l'examen de la commission de la République qui désignera le cas échéant les sculpteurs, étant entendu que l'œuvre exécutée en remplacement sera une sculpture originale du bronze enlevé [...]. Il ne serait être question, en effet, d'envisager l'exécution de statues en bronze, les métaux dont disposent le pays devant être réservés exclusivement à la conduite de la guerre, à l'industrie et à l'agriculture nationale⁴⁶.

Mais dès 1947, pour des raisons économiques, ce beau projet de restitution par l'Etat des œuvres sacrifiées tourne court. Le financement d'œuvres de remplacement incombe finalement totalement aux mairies ou aux souscripteurs privés, qui en feraient la demande.

Des quinze œuvres disparues, cinq seulement feront l'objet d'une restitution : quatre entre 1944 et 1953 et la dernière en 2006.

La première œuvre bordelaise concernée est le buste de Léo Drouyn. Dès la fin de la tourmente, la Société Archéologique de Bordeaux s'était inquiétée de réparer cette perte apportée à notre patrimoine artistique⁴⁷. Elle ouvre une souscription publique et reçoit un appui financier généreux de la Ville de Bordeaux et du Conseil Général de la Gironde pour la restitution du buste de Léo Drouyn.

La Société Archéologique de Bordeaux commande en 1947 au sculpteur René Rispal, professeur de sculpture statuaire à l'école des Beaux-Arts de Bordeaux, un buste de Léo Drouyn en pierre de Vilhonneur en remplacement de celui de Gaston Leroux envoyé à la refonte en 1941.

L'œuvre en pierre, signée *René Rispal d'après Gaston Leroux* est réalisée à partir du plâtre original, conservé à l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres⁴⁸. Le buste de Léo Drouyn retrouve sa place sur son piédestal originel au chevet de la cathédrale Saint-André. Le monument est inauguré le 26 juin 1947 en présence des petits enfants de l'archéologue⁴⁹.

L'année 1953, voit la reconstitution de deux bustes au jardin public : ceux d'Alexis Millardet⁵⁰ et d'Ulysse Gayon⁵¹.

Le buste de Alexis Millardet en pierre de Chauvigny, est confié à Alexandre Callède, professeur de sculpture statuaire à l'école des Beaux-Arts de Bordeaux (depuis la mort de à

Charles Malric en 1942). En l'absence du plâtre original de Leroux, Callède reconstitue un nouveau buste du botaniste dont le modèle en terre cuite est toujours conservé chez les descendants du sculpteur. Présentée au Salon de l'Artiste en 1953, l'œuvre est inaugurée en présence de Jacques Chaban-Delmas et retrouve sa place sur son socle resté inchangé au jardin public.

C'est à René Rispal, professeur à l'école des Beaux-Arts de Bordeaux, qu'est confiée en 1953 la restitution du buste d'Ulysse Gayon. L'image du savant oenologue en pierre de Chauvigny, réalisée à partir du modèle en plâtre de Gaston Leroux⁵², est placée sur un nouveau socle⁵³ non loin de son emplacement d'origine⁵⁴.

La statue en pied de Carle Vernet au jardin public, commandée par l'Etat en 1914, avait été attribuée à titre de dépôt à Bordeaux, sa ville natale⁵⁵. C'est donc à l'administration des Beaux-Arts qu'incombe la restitution de l'œuvre. Le 8 novembre 1944, l'Etat confie au sculpteur Raymond Martin la réalisation d'une nouvelle effigie du peintre. Ne pouvant s'inspirer de l'original, le plâtre de Charles-Louis Malric ayant été détruit au moment de la démolition du Dépôt des marbres, le sculpteur compose une figure dynamique dont l'attitude diffère totalement de l'œuvre première⁵⁶. La statue de Raymond Martin en bronze est placée sur la terrasse du jardin public au début des années 1950, non loin de l'emplacement de la statue détruite.

46. A.D. 33, 224 AW I.

47. A.M.Bx, 3017 M1.

48. Rémus-Savès, D., *Gaston Leroux, sculpteur bordelais (1854-1942)*, W. Blake & Co. 1996, N° 82. Larrieu, B., Le fonds Léo Drouyn dans les collections Joseph Béraud-Sudreau, *Revue Archéologique de Bordeaux*, 2005, p. 263.

49. Commémoration de la mort de Léo Drouyn, *Bulletin et mémoire de la Société Archéologique de Bordeaux*, T. LVIII, 1945-50, p. 40-42.

50. A.M.Bx, 3024 M1 ; 3024 M2.

51. Rémus-Savès, D., 1996, n° 125. A.M.Bx, 3054 M1 ; 3054 M2.

52. A.M.Bx, 3054 M2. Rémus-Savès, D., 1996, n° 132.

53. La pierre de section carré, utilisée en guise de socle est une pierre provenant de la démolition du parapet du pont de pierre.

54. En raison de l'ouverture d'une ancienne porte condamnée, à l'extrémité sur de la terrasse.

55. En raison de la guerre la statue de Malric n'avait été acheminée à Bordeaux qu'en 1920.

56. De l'œuvre originale envoyée à la refonte en 1942, un mois après la mort du sculpteur, il ne reste aujourd'hui que la maquette en plâtre présentée au salon de 1913. Cette œuvre a été offerte en 1943 au musée des Beaux-Arts de Bordeaux par les héritiers du sculpteur. N° d'inventaire : Bx E 1665(1).

La restitution la plus récente concerne le buste de Léon Valade. En 2006, la Ville finance la réalisation d'un nouveau buste en bronze, du poète à partir du plâtre original de Leroux conservé au musée des Beaux-Arts. Fondu par les ateliers des Cyclopes à Libourne⁵⁷, il retrouve son socle de marbre blanc, sur lequel figurent toujours les allégories de Paris et Venise, ses villes favorites. Le monument restauré est inauguré le 17 septembre 2006, lors des Journées du Patrimoine⁵⁸.

Sur les 500 tonnes de bronze issues de la fonte des statues que livrent les communes de France, le département de la Gironde en fournit à lui seul 20 tonnes⁵⁹, dont 16 tonnes et demi proviennent de la ville de Bordeaux, le Louis XVI représentant à lui seul plus de 12 tonnes !

Cependant, grâce à la détermination de la Commission départementale et à l'intervention de certains acteurs locaux, même si la statue de Raggi n'a put être épargnée la ville de

Bordeaux a réussi à sauver un nombre non négligeable de monuments. Indéniablement, ont échappé à fonte, ceux qui avaient la plus grande valeur artistique et historique.

Le cas du Monument aux Girondins laisse entendre que cette opération a peut-être été une occasion manquée pour les autorités et pour certains « esthètes » de régler quelques vieux comptes politiques et de faire disparaître des œuvres qui symbolisaient ce que l'on tenait alors comme le mauvais goût de la III^e République⁶⁰.

57. Dossier d'œuvre, Musée des Beaux-Arts.

58. A.M.Bx, 3020 M1. Dossier d'œuvre du Musée des Beaux Arts et base Joconde. Helbronner, E. pp. 743-745.

59. A.D. 33, 224AW 1 : Seuls le monument aux Girondins et la statue de saint Michel à Grignols sont sauvés.

60. Bizardel, Y., Le massacre des statues de Paris sous l'Occupation, *Le Monde*, 18 janvier 1964.

Œuvres fondues au titre de la récupération des métaux non ferreux

Première liste : 3 novembre 1941

Monument à Léo Drouyn par Gaston Leroux (fig. 2)



Fig. 2. - Monument à Léo Drouyn (Fonds SAB).

Fig. 3. - Monument à Léon Valade au jardin public, état actuel.

En 1897, sur l'initiative du marquis de Castelnau d'Esse-nault, un comité composé d'amis et des présidents des sociétés savantes et artistiques de la ville est constitué afin de rendre hommage au célèbre archéologue⁶¹.

Le buste de l'artiste est confié à Gaston Leroux (1854-1942). Un journaliste qui le voit dans l'atelier du fondeur Gautier, le juge « d'une ressemblance et d'une vérité frappante, qui satisfera tous ceux qui ont connu le modèle aux dernières années de son existence. Peut-être les amis les plus anciens, ceux qui ont connus Léo Drouyn au temps de sa robuste maturité, trouveront-il un peu assombrie par le sculpteur l'image de ce causeur plein d'entrain, qui ne reculait pas devant une anecdote piquante, ni même devant un mot salé... »⁶².

Le choix de l'emplacement, au chevet de la cathédrale fait l'objet de critiques : « Songez à la ridicule figure de ce petit boulot moderne entre les deux géants du Moyen Age ! C'est à croire qu'un esprit ironique ou gaffeur inspire toutes leurs décisions à nos qui-de-droit. (sic) Nous devons déjà à ce gnome malicieux la statue encagée du Musée, le génie pansu et le tube niais des Quinconces ; il est temps de ce ressaisir ».

L'inauguration du buste eu lieu le 1^{er} juillet 1899. Au cours de cette cérémonie, on loua les « traits empreints d'une olympienne sérénité » du grand archéologue.



Monument à Léon Valade par Charles-Louis Malric (fig. 3)

Le 14 mars 1904, soit vingt années après la mort du poète, l'Association Girondine Artistique, Littéraire et Scientifique de Paris, prend l'initiative d'une souscription dont le produit sera consacré à l'érection à Bordeaux d'un « modeste monument » à Léon Valade. Le buste, confié à Charles-Louis Malric⁶³, est inauguré au jardin public le 5 août 1906 en présence de Camille Pelletan, après avoir été présenté au Salon des Artistes Français cette même année⁶⁴.

61. A.M.Bx, 3017 M1.

62. La Petite Gironde, 10 janvier 1898, 25 janvier et 5 décembre 1898, 2 juillet 1899. Rémus-Saves, D., 1996, n° 82.

63. Le buste en plâtre, signé et daté 1906 est conservé au musée des Beaux-Arts de Bordeaux, N° inv. Bx 2003.00.03.

64. A.M.Bx, 3021 M1.



Fig. 4. - Fontaine de la place Picard,
(A.M.Bx, XXV-L/4).

Jean de Maupassant, en 1923, écrit que «le buste en bronze est conforme au portrait de l'écrivain dans ses dernières années. Les yeux sont baissés et la physionomie est douce et pensive. Devant le piédestal de pierre, détachées en plein relief, deux jeunes femmes debout s'entrelacent. Ce sont Paris et Venise, les deux cités préférées du poète. La Ville de Paris, couronnée et la main droite posée sur son écusson, entoure du bras gauche la taille de la vénitienne qui s'appuie sur son épaule.... »

La fontaine de la place Picard par Auguste Bartholdi ⁶⁵ (fig. 4)

En 1881, les riverains la place Picard présentent à la municipalité une pétition en vue d'ériger une fontaine monumentale en remplacement de la borne fontaine mal commode dont les usagers se plaignent depuis fort longtemps. En 1886, les habitants de ce quartier des Chartrons s'adressent au sculpteur Bartholdi, en sollicitant une réplique réduite de la *Liberté éclairant le monde*, achevée en 1884 ⁶⁶.

Le sculpteur donne son accord à la réalisation de ce projet le 14 mai 1886, et cède gracieusement un modèle de 2,85 m de haut. Il prend la décision de venir en personne reconnaître le

cadre dans lequel son œuvre sera implantée, et passe à la fin du mois de septembre 1886 à Bordeaux avant son départ à New York, où se préparent les festivités pour l'inauguration de sa statue monumentale sur l'île de Beldoe ⁶⁷.

Le musée d'Aquitaine conserve la maquette en plâtre du monument ⁶⁸ inauguré en 1888, ainsi que les éléments du socle de pierre. Un moulage en résine de la statue, placée en 2001, évoque le souvenir de la fontaine ⁶⁹.

65. Helbronner, E., 2003, pp. 138-141. A.N., F21 2409.

66. A.M. Bx, 3013 M1.

67. Achevée en 1884, embarquée en 1885 de Paris pour New York, la statue sera inaugurée sur l'île de Beldoe en octobre 1886.

68. Musée d'Aquitaine : dossier d'œuvre. Les restes en pierre de la fontaine sont entreposés dans la réserve La Palu.

69. Endommagée par le feu fin avril 2003, le moulage en résine a été restaurée et réinstallé place Picard. Journal *Sud-Ouest*, 26 avril 2003.

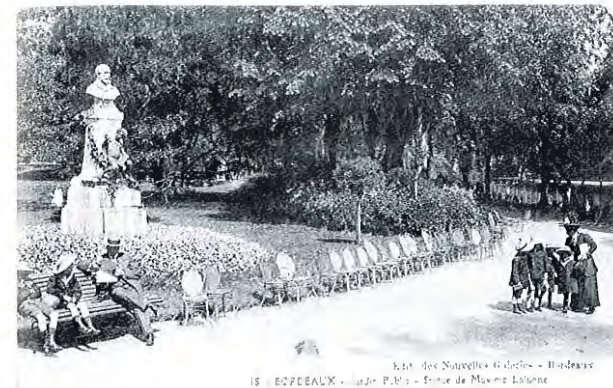


Fig. 5. - Monument à Maxime Lalanne au jardin public
(A.M.Bx, XXII-D/93).

Fig. 6. - Monument à Sadi Carnot place Jean Jaurès
(Photographie, musée d'Aquitaine).

Monument à Maxime Lalanne par Pierre Granet ⁷⁰ (fig. 5)

Maxime Lalanne se consacre au paysage, le plus souvent réalisé au fusain. Il s'impose comme graveur et ses estampes d'une grande qualité, dont une série de vues du port de Bordeaux, lui valent une renommée nationale.

A sa disparition, le 30 juillet 1886, ses amis et admirateurs décident de lui élever un monument. Le sculpteur Pierre Granet expose à la Société Nationale des Beaux-Arts son buste ainsi qu'une esquisse du monument. L'ensemble est inauguré dans le jardin public le 26 juin 1896. Le Génie de bronze, qui se dressait à la base du socle en marbre rouge du Languedoc, brandissant une branche de fusain vers le maître, est fondu sous l'Occupation.

Monument du Président Sadi Carnot par Ernest Barrias ⁷¹ (fig. 6)

L'assassinat à Lyon, le 21 juin 1894, du Président de la République, par l'anarchiste italien Caserio, provoqua une forte émotion à travers tout le pays. Comme de nombreuses villes de France, Bordeaux décide de célébrer la mémoire de son Président et lance, une souscription publique pour l'achat d'une couronne. Devant l'importance de la somme recueillie ⁷², la Ville décide d'affecter les fonds à l'érection d'un monument ⁷³. En 1895, on confie sa réalisation au sculpteur parisien Ernest Barrias qui avait déjà immortalisé les traits du Président dans un buste qui orne la galerie du Sénat. Erigé sur un haut piédestal, Carnot surplombe une allégorie de l'Histoire brandissant une palme dorée ⁷⁴.



L'inauguration a lieu le 13 septembre 1896 sous la présidence du garde des sceaux Darlan et de François Carnot, représentant la famille ⁷⁵.

Le choix de l'emplacement sur la place Richelieu, baptisée depuis 1926 place Jean-Jaurès, ne fait pas l'unanimité. « La place manque de profondeur, la perspective est nulle, ce qui rend plus haute encore les maisons voisines ⁷⁶ ». Le monument lui-même suscite des réserves. On dénonce la raideur du personnage, son costume étriqué, et la « table de nuit » à laquelle il s'appuie...

70. A.D.33, 163 T6 ; A.M. Bx, 3012 M1 ; Remus D., *Les sculptures des jardins et parcs publics de Bordeaux*, DEA histoire de l'art, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, 1993.

71. A.M. Bx, 3016 M1.

72. Cette souscription réunit 20 000 signatures.

73. Vingt monuments à Sadi Carnot seront érigés en France au lendemain de son assassinat. Bertherat, B., *Les monuments commémoratifs à Sadi Carnot*, Mémoire d'icographie politique, IEP Bordeaux, 1991.

74. Les bronzes qui composent l'ensemble sont issus des ateliers parisiens Barbedienne.

75. *Revue Historique de Bordeaux*, 3-4 juillet 1943.

76. Fourché, Paul, *Les statues de Bordeaux depuis les premiers siècles jusqu'à 1900*, 1912.



Fig. 7. - Statue de Louis XVI dans le musée de peinture (A.M.Bx, XI-V/24).

La statue du roi Louis XVI par Nicolas Raggi (fig. 7)

En 1821 la Ville accède à la demande des bordelais qui désirent ériger, sur la place de l'hémicycle des Quinconces en construction, un monument expiatoire à la mémoire du Roi martyr⁷⁷. Sur une proposition du préfet de la Gironde, le baron d'Haussez, la municipalité désigne le sculpteur Nicolas Raggi⁷⁸. Ce dernier, qui s'engage à fournir une statue du Roi⁷⁹ pour 164 200 francs, s'inspire du *Portrait en pied de Louis XVI en costume de sacre* de Nicolas Callet, conservé au château de Versailles.

La statue de 5,83 m de haut⁸⁰, coulée le 24 août 1826 à Paris par Crozatier⁸¹, ne peut être acheminée à Bordeaux en temps voulu pour son inauguration en raison des événements de Juillet 1830. Alors que l'œuvre de Raggi sommeille dans l'atelier du fondeur, la municipalité fait démolir, en 1833 le piédestal qui avait été réalisé par l'architecte Mazois⁸². Un

membre du conseil municipal avait même proposé dès 1831 la refonte du *Louis XVI* afin que la vente serve à rembourser les souscripteurs du monument et que soit érigé, à son emplacement, un obélisque commémorant la révolution de Juillet et Louis-Philippe. En vain.

La ville tarde à prendre livraison de la statue devenue embarrassante, et tente, sans succès, en 1837 de la vendre au musée de Versailles⁸³.

Après plusieurs déménagements⁸⁴ et suite aux mesures prises par le préfet, la Ville est tenue, en 1869, sur ordre de l'Empereur, d'assurer le transport de la statue de Paris à Bordeaux. Afin d'échapper au regard du public, et « par crainte qu'elle ne réveille des passions assoupies »⁸⁵, la statue du roi est entreposée dans le jardin de la Mairie, masquée par une palissade, derrière laquelle elle restera pendant neuf ans, dans l'attente de son installation en 1878 dans une salle spécialement conçue pour elle dans la galerie sud du musée nouvellement construit⁸⁶.

A plusieurs reprises on proposera de sortir la statue du musée pour l'offrir aux yeux du public. En 1928, puis de nouveau en 1935, dans le but de dégager de la place dans le musée de peinture, l'architecte Cyprien Alfred-Duprat présente un projet d'installation sur la place du Champ-de-Mars. L'architecte de la ville Jacques d'Welles juge l'emplacement inesthétique, mais surtout trop onéreux : le déplacement de la statue colossale aurait nécessité la démolition puis la reconstruction du pavillon d'entrée du musée.

77. Loirette, G., Histoire d'une statue : le Louis XVI de Raggi, *Revue Historique de Bordeaux*, tome 36, pp. 1-82.

... A.M.Bx, 3006 M 1-M 5 ; 12 D 12 ; 12 D 60 ; 3001 M 4-M6 ; 3004 M 1 ; 8303 M 39 ; 1434 R 27 ; 1435 R 1 ; 1436 R 4 ; 1441 R4. A.D. 33, 163 T 4 ; 163 T 3 ; 163 T 5 ; 165 T 1. Helbronner, E. 2003, p. 839-846.

78. Hubert Jean, *Les sculpteurs italiens en France sous la Révolution, l'Empire et la Restauration, 1790-1830*, Paris, 1964, p. 158.

79. La commande de la Statue d'Henri IV pour Nérac valut à Raggi une série de commandes monarchiques : voir Coustet Robert in 32^e *Congrès de la Fédération Historique du Sud-Ouest*, Flaran & Nérac, 1983, p. 189-203.

80. 6,50 m avec le socle.

81. Mandet, Francisque, *Crozatier*, Paris, Ed. Firmin Didot Frères, 1855.

82. Piédestal qui avait été inauguré le 26 août 1826.

83. Ainsi que le tableau de Gros : *L'Embarquement de le Duchesse d'Angoulême à Pauillac*.

84. Suite à la fermeture de l'atelier du Roule, la statue est démenagée au dépôt de l'île des Cygnes.

85. Helbronner, E. p. 844.

86. Pinçon, J., La construction du musée de peinture et de sculpture de Bordeaux, *Revue Historique de la Gironde*, 1973.

Louis XVI reste donc emprisonné dans le pavillon d'entrée du musée des Beaux-Arts jusqu'à sa destruction définitive en janvier 1942⁸⁷.

« L'épave moulée en plâtre »⁸⁸ de la tête, exécutée in extremis avant la destruction de la statue, est exposée par Jean-Gabriel Lemoine dans le vestibule de l'aile nord du musée dès sa réouverture le 27 juin 1947⁸⁹.

Deuxième liste : 5 décembre 1941

Statue de Vercingétorix par Jean-Joseph Mouly⁹⁰, dit Francisque Mouly (fig. 8)

Originaire de Clermont-Ferrand, Francisque Mouly (1846-1886) fait ses études à l'Ecole des Beaux Arts de Paris dans les ateliers des sculpteurs Jouffroy et Chappu. En raison de son âge trop avancé, il ne peut concourir au prix de Rome. Il expose au Salon de 1886 le plâtre de son *Vercingétorix à Gergovie*, d'après les commentaires de Jules César.

« Désirant frapper un grand coup et de produire une œuvre dont il put donner la mesure de son talent »⁹¹ Mouly consacre deux années à la réalisation de son *Vercingétorix*, espérant ainsi obtenir une médaille, récompense qui lui permettrait de sortir de l'anonymat. Il n'obtient qu'une mention honorable et de désespoir se suicide la même année, laissant une jeune veuve et cinq enfants.

Le 20 janvier 1887, la veuve du sculpteur, installée à Bordeaux dans sa famille, propose d'offrir la statue à la Ville contre une concession perpétuelle au cimetière de la Chartreuse. « L'œuvre a été mentionnée au salon, tous les journaux en ont parlé [...] cela reviendrait comme si je payais la concession & que la ville payerait la reproduction plus la fonte »⁹².

En 1887, le conseil municipal délibère en la faveur de Mme Mouly : « voulant donner à la famille d'un sculpteur dont la fin fut bien douloureuse, une marque de sympathie et de généreuse compassion. En achetant cette statue vous rendez hommage à la mémoire d'un artiste de talent, vous donnerez satisfaction au vœu modeste et pieux de sa famille et vous doterez une des places de la notre ville d'une œuvre de valeur »⁹³.

Lorsque la statue, fondue à Paris par Thiébaut, arrive à Bordeaux le 11 novembre 1889, son emplacement n'est pas encore déterminé. On parle de l'édifier à l'emplacement occupé par la *Gloria Victis*, place de l'Archevêché⁹⁴. Puis successivement, d'en orner les places Richelieu, Magenta, Nansouty ou d'Aquitaine. Face au manque de perspective ou de dégagement de chacun des emplacements proposés, ce sont finalement les allées Damour qui sont définitivement retenues en 1889 :



Fig. 8. - Statue de Vercingétorix sur les allées Damour (A.M.Bx, Fonds Edward de Fayolle).

« Offrant les conditions très favorable d'espace, d'air, de lumière et d'horizon qui permettrait des divers points de vue le détachement vigoureux sur le ciel de la statue de Vercingétorix ».

Le héros vaincu va régner sur les abords de la basilique Saint-Seurin pendant presque un demi-siècle. Nombreux sont ceux qui pensaient qu'en « érigeant une statue à l'irréductible

87. Le musée d'Aquitaine conserve une réduction de la statue, réalisée en 1908 par Jeanne Lot-Eyquem, n° inv. 12444.

88. Coustet Robert, Le conservateur Jean-Gabriel Lemoine. La réouverture du Musée des Beaux-Arts et la politique des expositions (1945-1951), in *Bordeaux et la Gironde pendant la Reconstruction, 1945-54*. Talence, Ed. de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1997, p. 550. 89 Coustet, R. 1997, p. 550.

90. Helbronner, E., 2003, p. 793-798. Bordeaux AM : 3001 M4-M6 ; 1436 R70-R71.

91. A.M.Bx, Délibération du conseil municipal du 13 Décembre 1887.

92. A.M.Bx, 3011 M1.

93. Rapport de Ch. Gaden au nom de la commission des Beaux Arts.

94. Le devis s'élève à 12 000 fr.

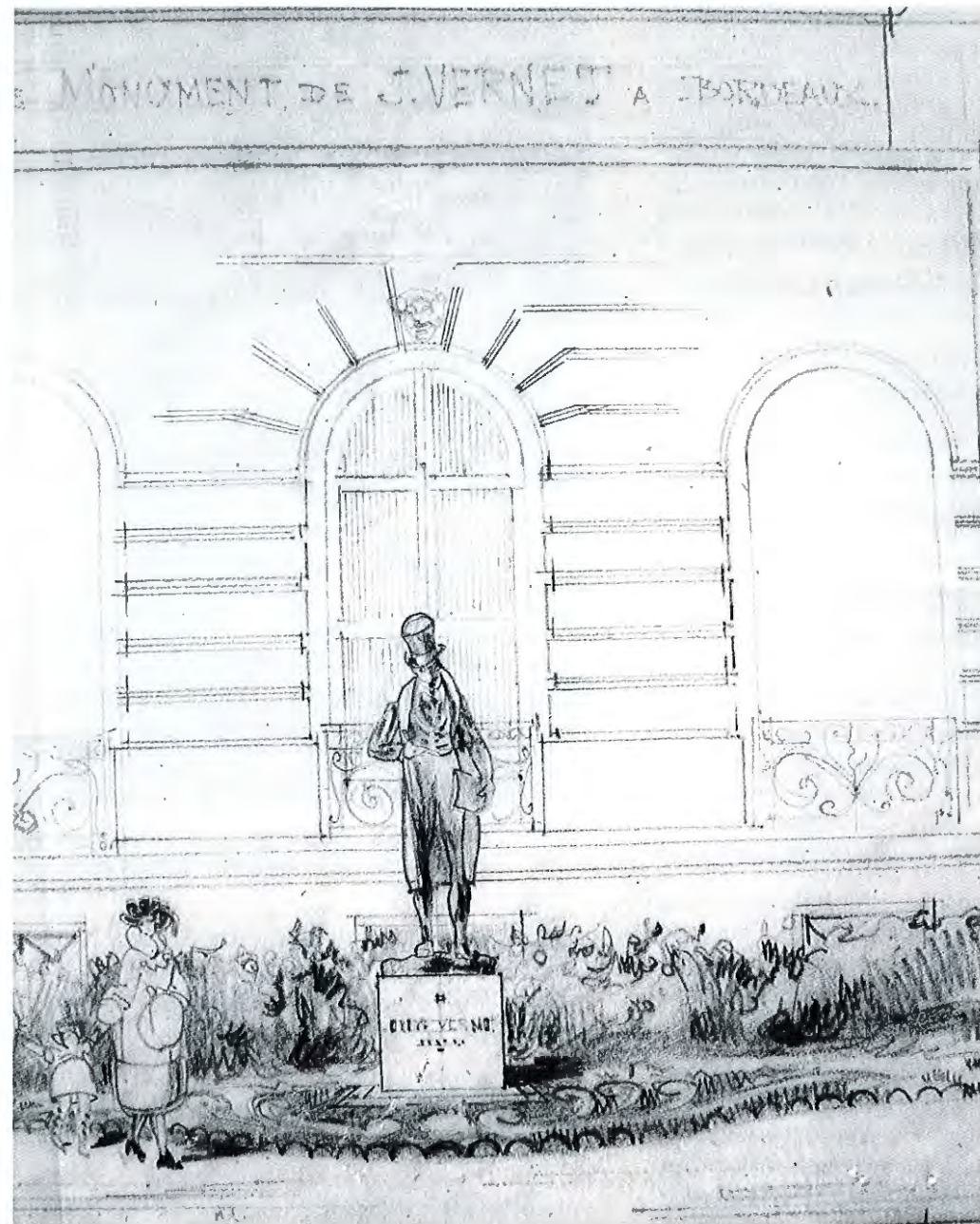


Fig. 9. - Monument à Carle Vernet au jardin public, dessin au crayon. (A.M.Bx, 3026-M1).

adversaire de César, les descendants des Bituriges Vivisques, voulaient faire amende honorable dans le rôle que leurs ancêtres jouèrent dans la lutte opiniâtre contre les romains ! Les bordelais s'étant abstenus de secourir le héros arverne »⁹⁵.

La statue de bronze de 3,75m, inaugurée le 3 mai 1890, s'élève sur un socle en marbre de Cherbourg de 4,20 m de haut⁹⁶. « Elle a vraiment fort bel air, cette statue. Le héros arverne, un bras levé, tenant de l'autre sa lance, semble appeler aux armes, dans un mouvement plein de noblesse et d'élé-

gance. L'œuvre d'art fait vraiment honneur à notre ville qui l'a acquise », pouvait-on lire dans la *Gazette de France* du 4 mai 1890⁹⁷.

95. P. Fouché, 1912.

96. D'après les dessins de l'architecte bordelais Flandrai.

97. A.M.Bx, 3001 M4.

L'œuvre de Bordeaux, très différente de celle d'Aimé Millet à Alésia, nous présente le héros triomphant, plein de fougue et de jeunesse, « impatient de secouer le joug de la domination romaine et décidé à mourir les armes à la main... »⁹⁸.

Le musée d'Aquitaine conserve, depuis 1957, la maquette en plâtre de Mouly⁹⁹, qui diffère seulement par la position de la jambe droite posée de plein pied, de l'œuvre définitive qui elle, prend appui sur un petit promontoire¹⁰⁰. La ville de Gien érigea également un exemplaire en fonte de fer du *Vercingétorix* à Gergovie de Mouly.

Monument à Carle Vernet par Charles-Louis Malric¹⁰¹ (fig. 9)

La statue disparue à jamais ne nous est connue aujourd'hui que par la maquette conservée au musée des Beaux-Arts de Bordeaux¹⁰². Le plâtre, qui figure au Salon des Artistes Français de 1914, commandé par l'Etat, est attribué à titre de dépôt à Bordeaux, ville natale de Vernet. En raison de la guerre, la statue n'est réceptionnée qu'en 1920, puis édifée sur la terrasse du jardin public en 1922¹⁰³.

Eugène Morand, membre de la commission des Beaux-Arts, décrit l'œuvre lors de sa présentation en 1913 : « Le peintre Carle Vernet est représenté dans la tenue qu'il devait porter sur les champs de course où l'attirait l'étude passionnée qu'il fait du cheval. M. Malric l'a rappelé dans un geste familier, le carnet à la main, occupé à prendre un rapide croquis ».

L'œuvre de Malric (1872-1942), jugée « nerveuse, spirituelle et d'une jolie couleur historique »¹⁰⁴ disparaît du jardin public en 1942.

Monument à Alexis Millardet ou La Vigne reconnaissante par Gaston Leroux (fig. 10)

En 1912, soit dix ans après le décès d'Alexis Millardet (1832-1902), la Société d'Agriculture lance une souscription en vue de l'érection d'un monument célébrant ce grand botaniste, professeur à la faculté des sciences de Bordeaux et membre correspondant de l'Institut. Millardet est surtout connu pour ses recherches sur le vignoble. C'est à lui que l'on doit, avec Ulysse Gayon, la découverte de la bouillie bordelaise.

Le monument, placé au jardin public, est composé d'un buste de bronze, confié au sculpteur Gaston Leroux¹⁰⁵, érigé au sommet d'un haut socle de pierre sur lequel figure une allégorie de la *Viticulture reconnaissante* qui tend une grappe de raisin en direction du botaniste. L'inauguration a lieu le 5 juillet 1914 en présence du maire Charles Gruet.

Le buste de bronze, envoyé à la refonte est remplacé en 1953 par un buste en pierre dû au sculpteur Alexandre Callède.

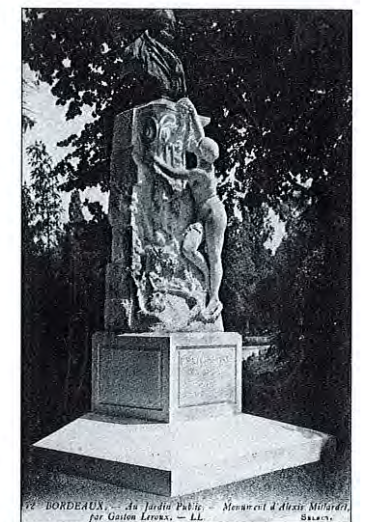


Fig. 10. - Monument à Alexis Millardet ou La Vigne reconnaissante au jardin public. (Fonds Debuissou, Paris).

Monument à Ulysse Gayon par Gaston Leroux

En 1929 s'éteint à Bordeaux Ulysse Gayon (1845-1942), agrégé de physique, docteur ès science, professeur puis doyen de la faculté des sciences de Bordeaux. Ce célèbre disciple de Pasteur est l'inventeur, avec Alexis Millardet, de la fameuse bouillie bordelaise qui contribua à sauver le vignoble français atteint du phylloxéra.

En 1933, la Société d'Agriculture de la Gironde, comme pour l'œuvre précédente, entreprend d'ériger un monument à sa mémoire dans le jardin public. Le premier projet, confié à Albert Binquet, prévoyait une stèle de pierre ornée d'un médaillon de bronze. Il lui est préféré le modèle de bronze de Gaston Leroux, plus classique, présentant le savant en buste, vêtu de sa tenue de professeur d'université, la croix de commandeur de la Légion d'Honneur sur la poitrine. Le bronze fondu par Dormoy est remis à la Ville par le Président de la Société d'Agriculture le 24 juin 1935.

98. Paris A.N, F21/*7655 *Commentaires de César*, Paris, Salon S.A.F. 1886.

99. Maquette offerte en 1957 par le philatéliste M. Bonithon à Monsieur Védère, conservateur du musée d'Art ancien. Musée d'Aquitaine, dossier d'œuvre, plâtre, h : 0,30 m. N° d'inventaire. 84.10.17.

100. Cette maquette fit certainement partie des œuvres que la veuve du sculpteur vendit progressivement après le décès de son mari. Helbronner, E., 2003. pp. 793-798.

101. A.M.Bx, 3026 M 1 ; 3001 M 4 - M 6 ; 1436 R 5. Helbronner, E., 2003, p.746-747. Bordeaux, musée des Beaux-Arts : fiche Joconde. Bordeaux - Salon de 1947 : *Rétrospective des maîtres bordelais contemporains*, p. 11.

102. Don des héritiers Malric en 1943, à l'occasion de la vente de l'atelier de l'artiste.

103. A.M.Bx : Fonds Vivie, n° 83 : Gravure, Monument à Carle Vernet.

104. Avis donné en 1913 sur le plâtre par M. Mayot inspecteur des Beaux-Arts.

105. Signé et daté G. Leroux, 1914.



Fig. 11. - Buste de Beethoven, surmoulage en plâtre (Bordeaux Musée des Beaux-Arts, [c] cliché du M.B.A./photographe Lysiane Gauthier).



Fig. 12. - Buste de Maurice Martin, terre cuite. (collection particulière).

Buste de Costard-Mèzeray par Gaston Leroux

Louis Charles Lazare de Costard Mèzeray, est nommé en 1843 directeur et premier chef d'orchestre du Grand Théâtre. Cette même année il fonde la Société Sainte Cécile de Bordeaux. Un an après sa mort, en 1887, la Société Sainte-Cécile décide de lui rendre hommage, et organise en mars 1888 un concert destiné à financer la réalisation d'un buste dont la réalisation est confiée à Gaston Leroux en 1894.

En 1895, la ville autorise sa mise en place dans un des foyers du Grand-Théâtre. La fonte est confiée au bordelais Charles Gautier, et le buste définitivement installé en 1896. Aucun document iconographie ne nous permet à ce jour d'identifier cette œuvre.

Buste de Ludwig van Beethoven par Francis de Saint-Vidal (fig. 11)

Le 9 mars 1869, Francis de Saint-Vidal (1840-1900) exécute un buste de Beethoven dans le but de l'offrir aux représentants de la Ville de Bordeaux ¹⁰⁶. Le plâtre, exposé au Salon des Amis des Arts de Bordeaux en 1872, est célébré par la presse : « Ici par exemple, la vie afflue par tous les pores. Cette tête fièrement rejetée en arrière, conçoit et pense. La flamme du génie s'allume dans ses yeux qui poursuit l'idéal. Le grand musicien apparaît tel qu'il devait être aux jours où son âme inspirée recueillait l'harmonieux murmure des concerts divins résonnant à son oreille. M. de Saint-Vidal a fait aussi bien, jamais mieux » ¹⁰⁷.

Le bronze, fondu dans les ateliers parisiens de la maison Thiébaut sur les finances de la Ville, est exposé au Salon des Amis des Arts de Bordeaux en 1875 ¹⁰⁸, puis présenté à l'exposition Universelle de 1878. Beethoven ornera le foyer du Grand Théâtre jusqu'au 16 mars 1942. Un surmoulage est actuellement conservé dans les collections du musée des Beaux-Arts ¹⁰⁹.

Buste de Maurice Martin par Alexandre Callède ¹¹⁰ (fig. 12)

C'est de son vivant, à l'âge de 78 ans, que le poète et journaliste Maurice Martin (1861-1941), célèbre pour être le créateur de l'appellation *Côte d'Argent* désignant le littoral aquitain, assiste à l'inauguration de son propre buste au Stade Municipal de Bordeaux ¹¹¹. C'est à ce grand sportif éclectique que l'on devait la fondation de la course cycliste Bordeaux-Paris. La journée inaugurale se déroule dans le stade municipal le 16 juillet 1939 en présence de représentants de la mairie de Bordeaux, de personnalités du monde du sport, du journalisme, des arts et des lettres. Le buste est l'œuvre du sculpteur bordelais Alexandre Callède (1899-1980) ¹¹², grand athlète lui-même. Cet artiste au talent reconnu, représente le héros

106. A.M.Bx, 1438 R1 ; 1438 R2.

107. Vincent Ch., *Le Courrier de la Gironde*, 1875.

108. Dussol, D., *Le salon des Amis des Arts de Bordeaux (1851-1939)*, Thèse de doctorat, 1995. Vol. 5, p. 541.

109. Dossier d'œuvre, musée des Beaux-Arts ; Base Joconde.

110. Je remercie Jean-Paul Callède pour les précieux renseignements qu'il m'a fournis concernant l'œuvre de son père.

111. Articles de presse : *La petite Gironde* du 17 juillet 1939 ; *La Vie Bordelaise* du 23 juillet 1939 ; *La Liberté du Sud-Ouest* du 18 juillet 1939 ; *Le Courrier du Centre*, 17 juillet 1939.

112. Jean-Paul Callède et Jean-Charles Coumilleau, Alexandre Callède, sculpteur-statuaire, *Bulletin de la Société de Borda*, n° 457, 2e trimestre 2000, pp.245-258.

de la fête coiffé d'un sombrero à large bord et portant cette barbe blanche désormais légendaire. Le piédoche est orné des anneaux olympiques et d'une branche de pin, symbolisant les principales activités de Maurice Martin : Sport, Tourisme, Poésie ¹¹³.

Moins de trois ans après son inauguration, et quelques mois seulement après la mort du poète, le buste est envoyé à la refonte.

Le modèle original en plâtre est conservé chez les descendants de l'artiste.

Buste de Georges Cassignard par Jean-Achille Achard (fig. 13)

En mourant d'une chute de cheval, le 28 septembre 1893, à l'âge de 20 ans, ce grand champion cycliste bordelais est une perte douloureuse pour le monde du vélo. Cinq fois champion de France junior et neuf fois recordman du monde sur piste et sur route, Georges Cassignard est sans conteste un des meilleurs coureurs ayant vu le jour en Gironde.

Dans les semaines qui suivirent sa disparition, le Vélocosport, qui deviendra l'association vélocipédique de France, lance une souscription, dont le produit est destiné à la réalisation d'un buste en bronze. L'œuvre confiée au sculpteur Achille Achard, est inaugurée le 17 mai 1894 dans l'ancien vélodrome. Une photo de l'inauguration du monument ¹¹⁴ est le seul document iconographique de ce buste, connu à ce jour.

Le Jeune Berger par Edmond Prévot (fig. 14)

A la recherche d'une reconnaissance nationale, le sculpteur bordelais Edmond Prévot (1838-1892), professeur de sculpture à l'école des Beaux-Arts, expose pour la première fois à Paris au Salon des Artistes Français en 1874 ¹¹⁵. Sous le n° 3104, il y présente la statue en plâtre d'un *Jeune Berger*. A titre posthume la Ville de Bordeaux acquiert l'œuvre auprès de la veuve du sculpteur.

Le bronze fondu par Charles Gautier en 1894 est placé dans le square de la place Gambetta sur un piédestal de pierre. Transféré au Parc Bordelais pendant la guerre, afin de le soustraire à la refonte ¹¹⁶, *Le Jeune Berger* d'Edmond Prévot n'est pas épargné.



Fig. 13. - Inauguration du buste de Georges Cassignard (Coll. Bernard Cassignard).

Fig. 14. - Le Jeune Pâtre, square Gambetta, (Ph., coll. part.).



113. Discours inaugural de M. Marcard, adjoint au maire. Articles de presse : *La petite Gironde* du 17 juillet 1939. *La Vie Bordelaise* du 23 juillet 1939.

114. Photographie conservée dans la collection de la famille Cassignard.

115. Dutheil, Sophie, Vie et œuvre du statuaire bordelais Edmond Prévot (1838-1892), *Revue Archéologique de Bordeaux*, 2000, p.p. 251-280.

116. A.M.Bx, 3001 M4 ; 3035 M1.

Œuvres conservées au titre de leur valeur historique ou artistiques : liste du 5 décembre 1941¹¹⁷

- *Gloria Victis* par Antonin Mercier, place Jean-Moulin.
- Fontaine des *Trois Grâces* par Visconti, place de la Bourse.
- *Colonne de la place du Palais* par Charles Durand, place du Palais.
- *Tourny* par Gaston Leroux, place Tourny.

- *Monument du Souvenir de 1870* par Jean-Georges Achard, place de la République¹¹⁸.

117. Le buste de Brémontier par Anselme Léon à Arcachon est également épargné. Le monument aux Girondins sacrifié en 1943 fut démonté et finalement sauvé puis rétabli en 1983.

118. Cf. p. 1.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome IC, année 2008, p. 179-197

Recherches sur l'œuvre picturale de Jean Despujols (1886-1965)

par Nicole Palard

Le nom de Despujols n'est pas inconnu des Bordelais : une rue porte son nom dans le quartier Saint-Augustin. Des éléments biographiques précis ont été publiés¹ depuis longtemps. Étaient alors évoquée « une curieuse personnalité » et « une vie errante ». Sa vie a commencé en terre girondine, sur les rives de la Leyre, à Salles, où Jean Despujols est né le 19 mars 1886. Elle s'est poursuivie au lycée de Bordeaux et à l'École des Beaux-Arts. Le Prix de la Ville (1910) a précédé l'attribution du Prix de Rome (1914). Après les champs de bataille de la Première Guerre mondiale, Jean Despujols découvrait l'Italie puis l'agitation de la vie artistique parisienne. Par des cheminements peu éclairés, la vie et l'œuvre de Jean Despujols abordaient ensuite les « mystères » de l'Asie avant de s'ancrer en Louisiane, à Shreveport, où il est décédé le 26 janvier 1965. À sa mort, il était à peu près inconnu en France. Il était aussi très largement oublié dans la ville à laquelle il devait une partie importante de sa formation.

Aucune approche globale de l'œuvre picturale de Jean Despujols, qui gagna toujours sa vie et celle de sa famille comme peintre, n'a été proposée pour éclairer les étapes de cette carrière « aventureuse ». Le travail muséographique, de grande qualité, réalisé par le Meadows Museum qui abrite sa collection indochinoise, n'a pas été accompagné d'une recherche permettant de présenter l'œuvre picturale dans le contexte de sa création ni d'un effort de compréhension des intentions du créateur.

Le travail de recherche qui est à la source de cette contribution² n'a pas prétendu à l'exhaustivité. Il s'est attaché essentiellement à l'œuvre picturale, sans d'ailleurs prétendre, même en ce domaine, tout embrasser. Il a tracé quelques pistes de recherche et proposé un guide de lecture qui a tenté de dégager la cohérence d'ensemble. L'aide de tous ceux qui ont permis cette première synthèse fut essentielle à la conduite de ce travail³. L'œuvre de Jean Despujols, qui fut un très grand travailleur, s'est déployée dans des registres variés : beaux-arts certes, mais aussi écriture poétique, philosophique et musicale, théorie de l'art, activités militantes et pédagogiques, entrepreneuriat... En outre, l'activité de l'artiste s'est développée sur trois continents : Europe, Asie, Amérique. Le potentiel de thèmes de recherches à approfondir est donc important.

1. La notice la plus complète est due à Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités autour d'un demi-siècle*, Lormont (Gironde), Société bordelaise d'éditions biographiques, 1957, p. 231.

2. Nicole Grangé-Palard, *Recherches sur Jean Despujols (1886-1965)*, T. 1 : *Vie et œuvre* ; T. 2, *Illustrations*, Bordeaux, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, Mémoire de maîtrise d'histoire de l'art (sous la direction du Professeur Robert Coustet), 1993.

3. Des remerciements particuliers sont adressés au Professeur Coustet, à Jacques Daney, neveu de l'artiste, ainsi qu'aux membres de la famille Despujols résidant en France, à Mme Cardinaël, de la galerie Duo, à Emmanuel Bréon, Conservateur du Musée des Années Trente et, surtout, à Mme Judy Godfrey, alors directrice du Meadows Museum of Art, qui donna accès à une riche documentation conservée en Louisiane. Grâce à Dana Kress et Kathy Brodnax, il est possible de présenter aujourd'hui quelques exemples de la collection indochinoise de Jean Despujols : un très grand merci pour leur aide précieuse.

Depuis la réalisation de cette première recherche, quelques rares publications ont apporté des éléments nouveaux sur l'œuvre de Jean Despujols. Elles sont dues à Dana Kress, professeur de français au département de langues classiques et modernes du Centenary College of Louisiana, à Shreveport. Les dessins de guerre de l'artiste sont désormais visibles sur Internet. Des tableaux perdus ou inconnus apparaissent ou réapparaissent. Dans le cadre d'expositions récentes organisées au Musée des Beaux-Arts, le public bordelais a pu découvrir quelques œuvres appartenant à des collectionneurs privés. Surtout, les recherches et les expositions ayant trait à la période de « l'art déco », du néo-classicisme, de la peinture coloniale, de l'École de Bordeaux... se sont multipliées ; elles autorisent une approche beaucoup plus féconde des différents courants et des personnalités qui ont marqué cette période.

Pour présenter ce travail, le choix s'est porté sur un plan chronologique simple : il reprend les étapes de la vie de Jean Despujols et les illustre des œuvres retrouvées, analysées et replacées dans le contexte de leur création.

La formation d'un enfant doué pour le dessin, né dans un pays très spécifique, la Grande Lande, au sein d'un milieu social très caractéristique de la Troisième République, celui des instituteurs, tout cela a constitué la première étape. Le poids d'une éducation « classique », dans une ville qui ne parvenait qu'avec difficulté à dépasser son siècle d'or, le XVIII^e, se traduit d'abord par l'apprentissage d'un certain nombre d'exigences : le respect du « beau métier », la primauté du dessin, la référence à l'Antiquité étaient toujours soumis à la glorification d'un idéal, celui de la Nation française. Celle-ci méritait de nombreux sacrifices et fut servie avec vaillance pendant la Grande Guerre.

Le combat néo-classique a défini la période romaine puis parisienne de l'œuvre de Jean Despujols. Il fut marqué par de grandes réalisations, une intense activité pédagogique puis par des affrontements artistiques et politiques violents.

La découverte de l'Indochine, période de la pleine maturité, n'introduisit pas de nouveautés techniques ni d'approches inédites. Elle renouvela les modèles, éclaira la palette et conduisit à des œuvres d'excellence. Le souvenir de l'Indochine domina les vingt-cinq ans de la citoyenneté américaine de Jean Despujols qui développa, en Louisiane, une activité de portraitiste. À sa mort, la consécration muséographique assura à son œuvre une postérité que n'a pas su lui procurer sa mère patrie. Elle participe alors à l'illustration du « génie français » et à la permanence de la notion de classicisme dans les courants picturaux du XX^e siècle.

Jeunesse et éducation

« Mon frère adorait Salles, la Leyre, les bois, les vastes horizons, les allées du château, le champ de foire, et même le moulin du Caplane où il posait parfois le chevalet... C'est pour Salles que le cœur de mon frère a toujours battu avec le plus d'affection et de sincérité. » Sous la plume de son frère, Pierre, l'attachement de Jean Despujols à sa terre natale était ainsi rappelé, dix ans après sa mort, à des milliers de kilomètres de là, en Louisiane. Salles, à la fin du XIX^e siècle, était une grosse commune rurale ; dans ce pays d'économie agropastorale, des mutations importantes étaient apparues avec « le miracle sylvestre ». Félix Arnaud, né en 1844, nous a laissé un témoignage inestimable de ces mutations dans une démarche qui préfigure, quelque peu, celle de Jean Despujols en Indochine.

Les parents Despujols, Bernard-Pierre et Jeanne, née Lintilhac, ont été mariés à Bordeaux le 7 avril 1885. Tous deux étaient instituteurs. Quatre enfants naîtront au foyer : Jean puis Pierre, qui poursuivra, après avoir été reçu à l'École Polytechnique, une brillante carrière d'ingénieur au Maroc. Marcelle, la première sœur, née en 1900, mourut en 1906. Lucienne, enfin, naquit en 1901. Jean Despujols resta toujours en liaison avec sa famille qui lui fournit de nombreux modèles.

En 1898, Jean entra en 6^e moderne au Lycée de Bordeaux, où il suivit sa scolarité jusqu'à la fin de la 3^e. Devant son irrésistible penchant pour le dessin, ses parents décidèrent de l'orienter vers une « carrière artistique », ce qui signifiait alors apprendre un métier. C'est ainsi que Jean Despujols passa trois ans dans un atelier de lithographie. Cette période d'apprentissage n'était d'ailleurs pas du tout incompatible avec la poursuite d'un enseignement à l'École municipale des Beaux-Arts, comme l'a précisé René Buthaud⁴, son condisciple. Selon son frère Pierre, Jean Despujols aurait aussi effectué un voyage en Allemagne et en Autriche, qu'il aurait financé en vendant ses œuvres, des portraits en particulier. Jean Despujols intégra ensuite l'École municipale des Beaux-Arts et des Arts Décoratifs de Bordeaux. S'il est difficile de suivre exactement sa scolarité au sein d'une école dont les archives ont brûlé, les principes pédagogiques qui ont régi sa formation sont nettement plus cernables. L'École s'inscrivait dans le maillage institutionnel d'un État centralisé, dans lequel l'École nationale des Beaux-Arts de Paris occupait le sommet de la pyramide. L'efficacité des principes pédagogiques mis en place à Bordeaux s'évaluait, au niveau national, par

4. Pour une évocation du mode de formation suivi par les futurs artistes bordelais de la génération, on peut se rapporter à René Buthaud, présenté par Jacqueline du Pasquier ; entretiens avec Jacques Sargos, Bordeaux, l'Horizon chimérique, 1987, p. 49-58.

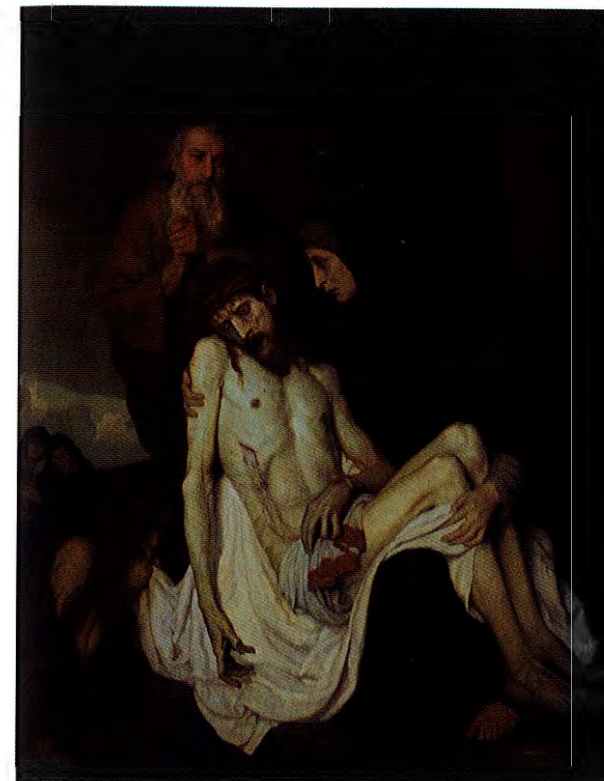


Fig. 1. - *La Passion de la Vierge*. Huile sur toile. Paris, ENSBA, 1914. Avec ce tableau, Jean Despujols obtient le second 1^{er} Grand Prix de Rome réservé de 1913 ex-aequo avec Poughéon et Giraud.

l'admission des élèves girondins à l'École nationale et spéciale des Beaux-Arts (ENSBA) et par la récompense suprême du Prix de Rome. Le système de valeurs de l'institution a été particulièrement bien défini par Pierre Paris, directeur de l'École, au moment où il s'apprêtait à quitter ses fonctions : « Au moment de me séparer de vous, je le déclare bien fort du haut de ma conscience sereine, j'ai toujours eu, j'ai encore la foi, la passion, l'enthousiasme du Beau, et j'ai voulu toujours, sans relâche, avec ardeur, la communiquer à ceux dont j'ai la charge. » Le rôle de l'École ne saurait se réduire à celui d'une école professionnelle et technique d'ouvriers d'art : « Il existe des écoles professionnelles spéciales, bien outillées et florissantes, quelques grands ateliers où se forment des apprentis qui vite et bien passent maîtres. [...] Nous sommes de ceux et nous l'affirmons sans émoi, qui veulent que l'esprit des jeunes s'imprègne très fortement, je ne dis pas exclusivement, de l'esprit des générations passées ». La défense de ces jeunes esprits impliquait de « les éloigner de toutes les hardiesses, de toutes les fantaisies, de toutes les sottises qui roulent sur la pente du cubisme et du futurisme ». La méthode était très clairement précisée : « Du Dessin, du Dessin et encore du

Dessin ! L'Antique, la Renaissance, tous les grands maîtres, et la Nature ! ». Ainsi se différencie-t-on de l'Allemagne : « AUCUNE INFLUENCE DU PASSÉ. Si c'est à ce superbe affranchissement que l'Allemagne doit l'horrible mauvais goût de la camelote dont elle inonde le monde, l'effarante originalité des tableaux, des statues, des meubles que prônent à grand renfort d'images ses revues [...], continuons à chanter à nos élèves ce refrain trop mélodieux pour être monotone. Nulle part, on ne dessine mieux qu'en France et ceci se vérifie dans la compétition internationale ; la supériorité de l'École nationale des Beaux-Arts est éclatante et Bordeaux, féconde pourvoyeuse de l'École nationale, a sa juste part »⁵.

Jean Despujols intégrera ses valeurs : suprématie d'un idéal de Beauté défini par rapport à un âge d'or : l'Antiquité et la Renaissance. *A contrario*, inférence à l'égard des recherches de l'avant-garde. Le dessin, le modèle sont les principes de base de l'apprentissage du métier d'artiste, qui ne saurait se concevoir en dehors du cadre de la Nation française et de son génie propre. Celle-ci mérite l'engagement intellectuel, esthétique et éthique de ses fils, dont elle reconnaît les talents par de nombreuses gratifications statutaires, financières et symboliques. Jean Despujols eut pour maître bordelais Paul Quinsac, lui-même élève de Gérôme. Il n'en garda pas un mauvais souvenir. Il fut sans aucun doute un excellent élève et obtint une bourse de la fondation Blanchard-Latour pour poursuivre ses études à Paris.

Le prix de Rome était la dernière épreuve et la plus prestigieuse du système des prix et concours qui régissait l'évaluation au sein de la formation artistique française. Après avoir intégré l'atelier de Gabriel Ferrier, Jean Despujols avait vingt-huit ans lorsqu'il obtint cette suprême récompense en 1914. Le thème proposé cette année-là était un thème religieux : la Vierge se lamentant sur le cadavre de son fils, à partir d'un texte d'Émile Mâle extrait de *l'Art religieux à la fin du Moyen Âge* : la Passion selon saint Mathieu (fig. 1). Le candidat respecta le texte presque à la lettre, et la critique fut particulièrement élogieuse devant la figure du Christ, « de toute beauté, douloureux et noble en même temps, alors que les personnages qui entourent le Christ ont l'expression, sinon le costume, de nos jours, un peu trop banals »⁶... Peinte à la même période, et présentée au salon de 1914, *La Jeune Fille se peignant*, connu aussi sous l'intitulé *Le Lever* (fig. 2), relève d'une tout autre inspiration, mais traduit la maîtrise des normes académiques.

5. Concours de 1913. Distribution des Prix, le 15 juillet 1913, discours de M.P. Paris, Bordeaux, Delmas, 1913, p. 6-14.

6. M. Thiebault-Sisson, « Les concours du Prix de Rome », *Le Temps*, 15-16 juillet 1914, p. 5.



Fig. 2. - *Le Lever*.
Autres titres :
Femme à la toilette,
Femme nue se peignant.
Huile sur toile présentée
au salon de 1914.
© Paris, agence photo
RMN, fonds Druet-
Vizzanova.



Fig. 3. - *Bords de Dordogne*. Huile sur carton.
Coll. Particulière.
© Michel Dubau,
Inventaire général
d'Aquitaine.

La Naissance de Vénus de William Bouguereau, peinte en 1879 et conservée au Musée d'Orsay, et *La Source* de Jean-Dominique Ingres, peinte en 1856, se lisent en arrière plan de cette jeune fille à la toilette.

Beaucoup plus personnelles sont les œuvres de cette période relevant du domaine privé : des portraits de famille ou d'amis, des paysages du Sud-Ouest conservés par des particuliers. On y retrouve des lieux familiers : forêts et landes girondines, vallée de la Dordogne (fig. 3), bassin d'Arcachon, plages océanes, Pays Basque. Il est souvent difficile de dater ces œuvres avec exactitude.

Mobilisé le 2 août 1914, le soldat Despujols connut les plus durs champs de batailles : campagne de Belgique, Chemin des Dames, Verdun... Il ne parvint pas à intégrer l'aviation comme il le souhaitait. La publication de ses dessins de guerre, d'élé-

ments de son journal et de poèmes sur internet⁷, sous l'intitulé *France at War. Visions of Hell. The Trench Sketchbook and Diary of Jean Despujols*, utilise des documents conservés aux États-Unis. Elle permet de compléter les témoignages retrouvés en France, qui peuvent être comparés à ceux des nombreux artistes de cette génération engagés dans l'horreur des combats. Le trait de Despujols, qui s'attache à dépeindre ses compagnons, n'est pas d'un réalisme outrancier. Il reste encore éloigné des leçons du cubisme d'André Mare (1885-1932) et assez proche du témoignage sur les tranchées du breton Mathurin Méheut (1882-1958). Ses poèmes sont conventionnels. L'horreur, la pitié, l'amitié et surtout l'héroïsme restèrent à ses yeux les valeurs essentielles auxquelles il se raccrocha : « Au faîte des valeurs trône l'héroïsme. L'armée par définition est héroïsme. [...] Je dis encore : le soldat est le seul individu propre. L'armée est le sanctuaire de la propreté morale. Quel combattant n'a été saisi d'un haut le cœur au contact du civil, après six mois de front ? »⁸ Dans l'émotion d'un matin qui semblait calme et qu'il goûtait en solitaire alors que ses camarades dormaient, il fut surpris par des bruits suspects. Une colonne ennemie s'avancit. En donnant l'alerte, il parvint à sauver sa compagnie. Pour ce fait de guerre et d'autres actes héroïques, il fut décoré de la Croix de guerre avec six citations et de la Légion d'honneur. Selon sa volonté, ses récompenses sont inscrites sur sa pierre tombale au même titre que le prix de la Ville de Bordeaux et le prix de Rome.

Le retour à la vie civile fut cruel, et les jugements très négatifs portés sur Bordeaux découlent de l'accueil qui lui fut alors réservé et non du manque d'ouverture artistique de la ville.

Le combat néo-classique

Après la fureur des armes, la douceur du ciel romain : le contraste a dû être saisissant pour un membre de cette génération qui venait de traverser les épreuves de la guerre ! Dans le cadre romain de l'Italie du « retour à l'ordre », s'élaborèrent les principes de l'école néo-classique. Un groupe de jeunes artistes, sous l'influence de Jean Dupas, s'efforça alors de jeter les bases d'une nouvelle conception de l'art, moderne et respectueuse de la tradition mais sans servilité académique.

7. <http://www.worldwar1.com/france/kressart.htm>. Cette publication est due à Dana Kress, PhD, Associate Professor of French, Centenary College of Louisiana, Associate Curator, Meadows Museum of Art, avec le concours d'Elisabeth M. Weilbacher pour la mise en forme sur le web.

8. En 1921, sous le pseudonyme Janjol, a été publié à Rome son ouvrage *L'Homme qui se bat*.



Fig. 4. - *Portrait*. Huile sur carton
46 x 36. Insc. dos Despujols. ©. Villa Médicis
Portrait ou autoportrait (?) réalisé à Rome dans les années vingt.

Jean Despujols n'était plus un jeune homme : il avait 34 ans (fig. 4). Il rencontra une jeune italienne de bonne famille qu'il épousa, Donata Vannutelli. Elle est représentée dans deux œuvres importantes : *Maternité Rouge*, où elle porte sur ses genoux leur fille Marcella, née en 1923, et *La Pensée*⁹ elle lit alors l'ouvrage de philosophie métaphysique de son mari. Par ce mariage italien, Jean Despujols était sans doute l'un des pensionnaires de la Villa Médicis le plus accessible au climat contemporain de son pays de résidence. Quelle connaissance avait-il de la démarche de Chirico et du Novocento, ce mouvement fondé à Milan en 1922 par sept peintres qui puisaient dans la tradition figurative un formalisme « néo-classique » ? Quelles relations avait-il avec la revue *Valori Plastici*, qui joua un rôle important dans la diffusion de la peinture métaphysique ? Jean Despujols se réclama toujours du titre de métaphysicien et plaça ses écrits théoriques sous cet éclairage¹⁰. Tout aussi importante est la date de la marche sur Rome (octobre 1922) : *L'Epitaphique*, son principal ouvrage philosophique¹¹, se souviendra de cette période du « surhomme » et affirmera le triomphe de « l'Hyper-vouloir » et le culte de l'élite.

Les noms des camarades de promotion de la Villa Médicis identifient le réseau relationnel sur lequel la carrière de l'artiste va en partie se bâtir. La figure du bordelais Jean Dupas, premier Grand Prix de Rome en 1910, domine le groupe. Son tableau *Les Archers* (1920) était déjà une profession de foi, une œuvre manifeste. Elle valut à Jean Dupas, d'après Henri Bernard, « l'enthousiasme de la jeunesse avide de renouveau ». Les relations entre les deux artistes bordelais ne se sont pas démenties¹². Cette « amitié » reposait sur un système de valeurs artistiques partagé plus que sur des affinités de caractère et de tempérament.

Les envois de Rome, bien documentés par les archives de l'Institut et la presse de l'époque, indiquent en 1921 deux œuvres : *Deux femmes* et *Deux Adolescents*.

Le public bordelais a pu découvrir le tableau au titre métaphysique : *La Vie passe la coupe au Bien, au Mal, à la Douleur, à la Joie, à la Beauté, à la Laideur* (fig. 5) Approfondissant une première analyse présentée dans l'étude, Bernadette de Boysson lit « une perversion de ces figures »¹³. Charlie Chaplin est un faux clergyman ; il n'est pas le Bien. « Sous le masque au sourire carnassier de la Joie se dissimule la Tromperie, qui, selon Ripa, se reconnaît à une inversion d'une main ou d'un bras, ici le bras gauche. Quant à la Beauté, chaussée de mules à talons, elle a plutôt l'allure d'une courtisane que d'une Déesse de l'Amour ». Elle représente une certaine plasticité féminine propre au style de Despujols, faite de formes pleines, sensuelles. On les retrouve dans la *Naissance de Vénus*, à la brune chevelure traitée avec un esprit parodique de Botticelli, à la limite du « mauvais goût », dans la *Naissance d'Ève* conservée

9. Ce tableau a donné lieu à une étude particulière : voir Nicole Grangé-Palard, « *La Pensée*. Jean Despujols (1886-1965) », *Le Festin*, février 1995, n° 16, p. 7-11.

10. Les interrogations formulées ont été reprises, sans recherche complémentaire, mais de façon affirmative par Bernadette de Boysson dans le texte qu'elle consacre à Jean Despujols dans le catalogue de l'exposition *Bordeaux. Années 20-30. De Paris à l'Aquitaine*, Bordeaux, Norma Editions, Musée des Arts décoratifs de Bordeaux, 2008.

11. Cet ouvrage a pour auteur Janjol, pseudonyme littéraire choisi par Jean Despujols : *Janjol (Lauréat de l'Institut) Epitaphique ou Introduction humanisée à la jouissance intégrale. Avec des aperçus nouveaux sur d'autres points utiles et curieux à connaître, intéressant les hommes d'art, de pensée et d'action, les hommes de Dieu et les hommes du monde, et toute autre personne juste ou pécheresse, mais de mâle vouloir, de frais sentir et de gai savoir*. Paris, Jacques Povolozky éditeur, 1928, T. 1 : 298 p. ; T. 2 : 220 p. ; 180 illustrations et tableaux.

12. Elles devaient s'exprimer en 1935 dans l'article que Jean Despujols consacra à *Jean Dupas, peintre et décorateur*.

13. Bernadette de Boysson, « Le retour à l'ordre de la Villa Médicis », *Bordeaux années 20-30. De Paris à l'Aquitaine*, 2008, p. 56-57.



Fig. 5. - *La Vie passe la coupe au Bien, au Mal, à la Douleur, à la Joie, à la Beauté*. Huile sur toile. 135 x 200. Coll. Particulière. © Michel Dubau, Inventaire général d'Aquitaine.



Fig. 6. - *La Chute*. Carte postale d'époque. Coll. Particulière.



Fig. 7. - *La Chute* : étude préparatoire. Dessin sur carton. 10 x 6. Ville du Havre, musée Malraux. © Florian Kleinfenn. Inv. 75-67.

aux États-Unis et dans de nombreux dessins. Le style est proche des modèles féminins de Delorme (plus froid). Il se différencie de l'Eve du *Paradis Terrestre* de Billotey (1924) et reste très éloigné des figures de Dupas, filiformes et maniéristes.

Le public bordelais n'a pu, en revanche, voir le dernier envoi de Rome : *La Chute ou Adam et Ève chassés du Paradis*, dont les dessins préparatoires sont conservés au musée du Havre (fig. 6 et 7). À l'heure actuelle, une copie de cette œuvre existe aux États-Unis. L'original ayant disparu, Jean Despujols, très attaché à cette composition, l'aurait refaite en effet dans les années cinquante. L'ange vient, dans sa magnificence céleste, de chasser Adam et Ève. Un oiseau, un cheval cabré, un lion qui rugit devant le serpent, sont les témoins du drame cosmique qui se déroule sur une plaque tectonique en voie de détachement. L'Homme, dans sa nudité voilée, épaula sa compagne explorée. Le corps tout entier d'Ève est soumis à une arabesque douloureuse. Reprenant ce thème religieux, illustré au début du Quattrocento par Masaccio, l'artiste qui utilise de larges à-plat et une gamme chromatique raffinée, séduisit la critique. Celle-ci soulignait alors qu'« on était devant une œuvre forte et traditionnellement conçue. Le meilleur des envois... Il s'impose par un réel sentiment de grandeur ».

Le peintre reconnu : l'exposant des Salons, les commandes officielles, le Groupe Tradition-Évolution

Après ses années de pensionnat à la Villa Médicis, Jean Despujols s'établit à Paris. Commença alors une période de création intense que l'on suit dans les salons, les commandes officielles et privées, les galeries... *La partie de pêche* (fig. 8), grande huile (H : 2,00 x L : 3,08), datée de 1925 et conservée au



Fig. 8. - *La partie de pêche*. 1925. Huile sur toile. H. 2,00 x L. 3,08 m. Achat, 1998. Collection, musée des Années 30, Boulogne-Billancourt. © Musée des Années 30, Boulogne-Billancourt - Photo : Philippe Fuzeau. Une des cinq toiles exécutées pour le décor de l'Auberge du Grand Veneur à Paris XVIIe.

Musée des Années Trente de Boulogne, est alors l'expression de la joie retrouvée et de l'appétit de vivre pendant ces « années folles ». Celui qui sera qualifié plus tard de « Desperate » par ses élèves américains oublia assez vite cette insouciance, et ces arabesques endiablées et décoratives disparaîtront de son vocabulaire stylistique.

L'exposant des Salons

Les salons restaient, à ses yeux, un des hauts lieux de l'activité artistique. La participation de Jean Despujols fut sans exclusive, et ses œuvres se retrouvent aussi bien au Salon des Artistes français, où *La Chute* est présentée dès 1924, qu'au Salon des Indépendants ou au Salon des Tuileries (tabl. 1).

ACTIVITÉS DE JEAN DESPUJOLS RECENSÉES DANS LES SALONS PARISIENS (1924-1931) selon le titre des tableaux présentés			
	Salon des Artistes français	Salon des Indépendants	Salon des Tuileries
1924	<i>La Chute</i>	<i>Maternité</i>	
1926		<i>Femme à la Source</i> <i>Jeune fille en fleurs</i> <i>Maternité Rouge</i>	<i>Portrait de Anne Carlu</i> <i>Baigneuse</i>
1927		<i>Nu au déjeuner bleu</i> <i>La Pensée</i>	<i>Le Muguet</i> <i>La naissance de Vénus</i>
1928			<i>Daphnis et Chloé</i>
1929		<i>Portrait du Métaphysicien Janjol</i> <i>Le sommeil de Psyché</i>	<i>Invitation à Cythère</i>
1931	<i>L'Heure du Berger</i>		

Tableau. 1.

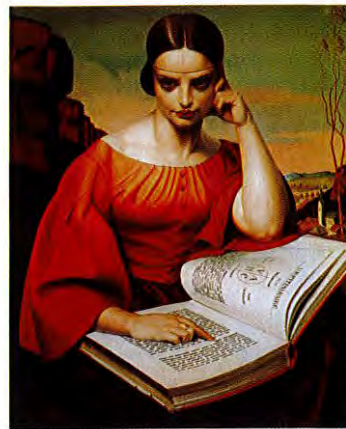


Fig. 9. - *La Pensée*.
Huile sur toile. Vers 1928.
100 x 81. Roubaix, musée
d'Art et d'Industrie

Fig. 11. - *La Tête de l'Ange*.
La Chute :
étude préparatoire.
Dessin sur carton.
42 x 31.
Ville du Havre,
musée Malraux.
© Florian Kleinfenn.
Inv. 75-65.



Fig. 10. - *La Jeune Fille en fleur*. Burin et pointe sèche en sanguine.
Vers 1926. 48 x 32,8 cm. Coll. Robert Coustet.

La Pensée, (fig. 9) œuvre majeure de l'artiste qui représentait sa première femme lisant l'ouvrage philosophique de son mari et qui a donné lieu à une analyse approfondie, fut achetée par l'État en 1929.

La médaille d'or du Salon des artistes français fut obtenue en 1931 pour *L'Heure du Berger*. Une jeune femme nue, Millicent Jordan, jeune musicienne américaine qu'il a



rencontrée à Fontainebleau, où il enseignait, est allongée dans la campagne romaine, qui est identifiée par un pin parasol et quelques moutons. Elle adopte le geste classique de la Vénus Pudica. La perfection de la ligne et du dessin est évidente, même dans les mauvaises reproductions disponibles en Europe, qui ne permettent pas d'apprécier le traitement de la couleur.

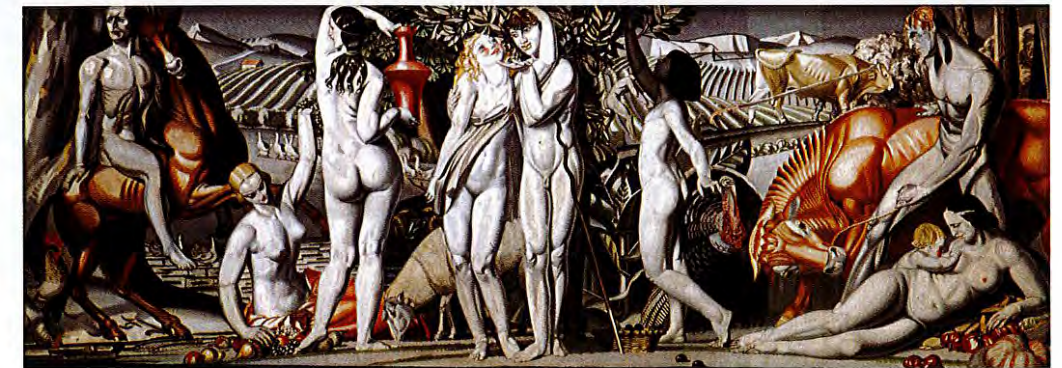
On retrouve également mention des travaux du peintre dans les galeries parisiennes. La galerie René Zivy accueillit le groupe *Tradition-Évolution* auquel Jean Despujols se rattacha et dont la première exposition eu lieu en 1928. *La Jeune Fille en fleur* (fig. 10) illustrait le catalogue. Le visage est juvénile, la chevelure raide et courte, résolument moderne, la poitrine ronde et ferme : on a alors abandonné l'influence « boticellienne » et ses longues chevelures qui caractérisaient les figures féminines romaines et « retour de Rome ».

Certains tableaux ont disparu, d'autres sont actuellement aux États-Unis ou ailleurs... Les collections familiales ou détenues par des particuliers, les publications sur support papier ou accessibles sur Internet ont enrichi la connaissance de l'œuvre réalisée entre le séjour romain et le départ pour



Fig. 12. - *L'Agriculture* :
esquisse. 1925. Gouache
sur carton. 175 x 495.
Inv. 75.79. Beauvais, Musée
départemental de l'Oise.
© Jean-Louis Bouché.

Fig. 13. - *L'Agriculture*. 1925
Huile sur toile. 77 x 215.
Ville du Havre, musée
Malraux. © Jean-Louis
Coquerel. Inv. 75-77.



l'Indochine. Les thèmes qui illustraient les scènes et les personnages de la mythologie, parfois repris dans des cartons de tapisserie, ne sont connus que par des études ou des reproductions. Les plaisirs de l'amour et du couple ont donné lieu à plusieurs études, dont le *Bacchus et Ariane* mis en valeur dans le cadre la dernière exposition bordelaise et dont Bernadette de Boisson souligne le caractère « caravagesque ». Le portrait n'est pas, à la différence de Tamara de Lempicka, un portrait mondain, mais celui d'amis, de relations ou de membres de la famille. La femme, enfin, tient une place privilégiée : femme mère et ses enfants, femme intellectuelle lisant ou jouant du piano, femme éternellement jeune au corps magnifié, mais aussi femme « moderne » dynamique, sportive.

Le dessin, selon les principes appris, atteint souvent l'excellence, parfois avec une grande économie de moyens comme en témoigne la tête de l'Ange (fig. 11) de *La Chute* conservée au Musée du Havre. La ligne reste pure et sans repentir. Une évolution apparaît cependant : les arabesques qui sous-tendaient les compositions déjà évoquées (*La Chute*, *La partie de pêche*, *Bacchus et Ariane*...) et les figures féminines (*Le Muguet*) dans les années vingt ont disparu dans les années

trente. Cette évolution semble accompagner la rencontre de celle qui deviendra sa nouvelle femme, la pianiste Millicent Jordan et l'évolution vers un nouveau réalisme.

Les grandes compositions

Aux côtés de la « classique » peinture de chevalet, les grandes compositions correspondent à des commandes publiques. *L'Agriculture* et *La Gloire du Pays Basque* ont été réalisées pour la Tour de Bordeaux dans le cadre de l'Exposition internationale des Arts décoratifs industriels et modernes de 1925. Cet événement a été largement étudié¹⁴ ainsi que la façon dont Bordeaux envisagea sa participation. Quatre artistes de talents reconnus, dont trois Prix de Rome, eurent la lourde tâche de représenter les fondements de la prospérité bordelaise. Quatre grandes compositions décoratives, par Marius de Buzon,

14. Voir notamment Robert Coustet, « La Gloire de Bordeaux : décors bordelais de l'entre-deux-guerres », *Revue archéologique de Bordeaux*, LXXX, 1989, p. 99-112 ; Dominique Dussol, « La peinture décorative », in Pierre-Albert Bégaud, *Le Cœur et la Passion*, Éd. Le Festin, 2006, p. 41-68.



Fig. 15. - *La Gloire du Pays Basque*.
1925. Huile sur toile.
2100 x 2650. Inv. 86.45.
Beauvais-Musée de l'Oise-.
© Jean-Louis Bouché.



Fig. 14. - *La Gloire du Pays Basque* : étude préparatoire.
Crayon et aquarelle sur papier calque. 1925.
Inv. 999.15.1. Beauvais-Musée de l'Oise-.
© Jean-Louis Bouché.

Jean Despujols, Jean Dupas et François Roganeau, célèbrèrent « les Colonies, l'Agriculture, le Vin et le Pin des Landes ». Rachetée par la ville pour orner l'Athénée municipale à l'instar des trois autres toiles, cette œuvre est en cours de restauration et devrait sous peu être exposée dans les salles rénovées du musée d'Aquitaine. Les études préparatoires (fig. 12 et 13) permettent d'apprécier la composition et l'utilisation limitée de la couleur ainsi que le cheminement de la composition. Sa clarté est primordiale. Un couple de joveux, symbole des richesses de l'amour et des fécondités futures, occupe le centre. De part et d'autre et à l'arrière plan sont illustrées les richesses du terroir aquitain. Un bestiaire magnifié, idéalisé, glorifie le dindon, qui a aussi l'honneur d'être représenté dans le tableau conservé au musée de Brive et intitulé *Sur la terrasse*. Cette scène, digne des jardins d'Arcadie, s'appuie sur un réseau de conventions : la nudité « héroïque » est la plus directement explicite. Cette statuare « dessinée » intègre certains apports du cubisme qui lui permettent de mettre en valeur les structures sous-jacentes d'une anatomie. Cet âge d'or d'avant la chute et le péché de la civilisation urbaine permet à son auteur de rendre à la ville qui l'a formé le fruit d'une culture classique, modèle d'éducation qu'il applique, pour le glorifier, à l'univers rural dont il est issu. La toile fut bien accueillie, en particulier par la revue *A.B.C.*, qui approuvait entièrement la démarche de l'artiste :

« Despujols vise à une expression de la plénitude, au mouvement de la vie dans la santé des chairs. [...] Ce « Prix de Rome » révolté nous rappelle que les maîtres du XVe siècle trouvaient le style non point dans un réformisme accentué mais par une intense réalisation des formes et dégageaient ses plus pures harmonies à travers un détail où seul était supprimé l'inessentiel et le disgracieux, telles que les saillies osseuses qui brisent le clair dessin des muscles. Le galbe, nettement découpé comme du marbre, retrouve aujourd'hui son rôle primitif. Tout art pur est un art de la ligne : on ne saurait trop y insister »¹⁵.

La seconde participation de Jean Despujols fut une œuvre de moindre taille consacrée à *La Gloire du Pays Basque* (fig. 14 et 15) et achetée par le musée de Beauvais ainsi que les études préparatoires. Une femme assise de dos (sans doute sa première épouse) a suspendu la lecture du livre posé à ses côtés et croque une pomme. Une fillette, agenouillée, les mains sur les hanches, la regarde. Le père, coiffé d'un petit béret, boit à la gourde dans un geste très caractéristique. Le hêtre sur la gauche, les arbres, le bœuf, les champs, les collines et « l'etxe », la maison basque traditionnelle, participent à l'hommage rendu à cette région dans des coloris beaucoup plus riches¹⁶.

« Les vertus familiales, provinciales et économiques sont exprimées ici avec une ampleur monumentale et une implacable stylisation qui force l'attention »¹⁷. Elles conduiront plus tard « à une philosophie réaliste, nationaliste, agrarienne, résolu-



Fig. 16. - *La vocation sanitaire du XIVe*. Fresque (?). 1934.
Paris. Mairie annexe du XIVe arrondissement.



Fig. 17. - *La vocation sanitaire du XIVe*.
Détail : Jean Despujols.
Fresque (?). 1934. Paris.
Mairie annexe du XIVe arrondissement.

ment antidémocratique qui condamne l'expansion progressiste de la société industrielle et ses conséquences : l'urbanisation, la prolétarianisation des masses, la dilution de la Culture et de la Tradition nationale dans le cosmopolitisme »¹⁸.

Près de dix ans plus tard, Jean Despujols renoua avec la grande composition murale par le biais d'une autre commande publique : *La Vocation sanitaire du XIVe arrondissement* (fig. 16 et 17). Elle prit place dans le bâtiment d'extension de la mairie, construite par Georges Sebillé. Poughéon assura la représentation de la vocation scientifique de l'arrondissement, qui glorifiait aussi sa vocation littéraire. La composition de Jean Despujols est organisée en registre, selon les principes utilisés par Jean Dupas pour la décoration de l'église du Saint-

15. *A.B.C. Magazine d'Art*, octobre 1932.

16. Cet amour du Pays Basque sera un thème repris par Pierre-Albert Bégau, « l'inventeur de Bidarray », qui prendra la place de Jean Despujols, son aîné, pour la décoration de la Bourse du Travail.

17. *Beauvais-Amiens-Laon : Sept ans d'enrichissement des musées de la Région Picardie, 1982-1988*. FRAC de Picardie, notice signée M.J.S.

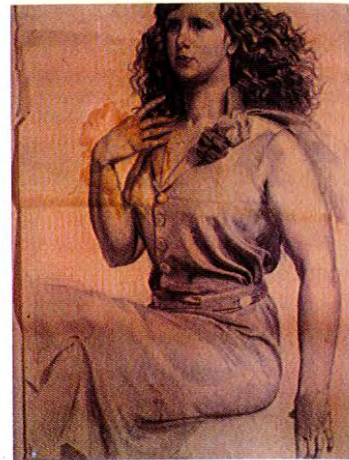
18. B. Ceysson, « Peindre, sculpter dans les années 30 en France », catalogue de l'Exposition : *L'art dans les années 30 en France*, Musée d'Art et d'Industrie, Saint-Étienne, 1979, p. 38.

Esprit, avec une grande lisibilité. Les âges de la vie sont au cœur de la narration. Le couple de vieillards représente une originalité dans l'œuvre du peintre. Il est typique de l'univers girondin. La mère de famille qui, au premier plan, tient sur ses genoux un beau bébé joufflu, aux cheveux blonds et aux yeux bleus, est la sœur de l'artiste, Lucienne. Sa fille, la filleule de Jean Despujols, enserme le cou de sa mère en regardant le spectateur dans un geste plein de tendresse câline. L'artiste a choisi de se représenter sous les traits du médecin, assis sur un tabouret haut, qui montre le contenu d'une éprouvette à ses deux collègues. Il donne ainsi une dimension scientifique à cet hymne à la médecine, empreinte d'un humanisme hygiéniste qui fit la gloire de la médecine française de l'entre-deux-guerres en métropole et dans les colonies. Le bébé noir est sans doute le témoin de la mission civilisatrice de la France. La niche où s'embrasse les deux joveux évoque la fontaine d'amour : ce sont bien les fruits de l'amour qui sont à nouveau à l'honneur.

L'enseignant et le théoricien de l'art

Les activités professorales ont joué un rôle important dans la carrière de Jean Despujols. Elles ne furent pas un simple travail alimentaire en marge d'une vocation artistique de créateur. L'artiste mentionnait toujours avec fierté sa qualité d'enseignant, qui s'inscrivait dans la continuité d'une tradition familiale. Le poste occupé de 1924 à 1936 à l'École Américaine des Beaux-Arts de Fontainebleau fut obtenu grâce à Jacques Carlu, premier Grand Prix de Rome d'architecture et condisciple de Jean Despujols à la Villa Médicis. Il réalisa le portrait de sa femme, Anne, elle-même artiste peintre. L'école fut un lieu propice à l'élaboration des principes théoriques de sa pensée artistique et à la diffusion de ses idéaux néo-classiques. Elle fut enfin le lieu où se noua l'idylle avec celle qui allait devenir sa deuxième épouse, la blonde Millicent Jordan. Millicent devint vite un modèle privilégié ; *La Jeune Fille américaine* (fig. 18), *Le Nu aux bananes*, *L'Heure du Berger*, *Maternité bleue* sont autant d'hommages rendus à sa beauté. Elle donna quatre enfants à Jean Despujols, qui la rejoindra aux États-Unis au moment de la déclaration de guerre. L'École accueillait des étudiants avancés ou de jeunes professionnels des disciplines artistiques. Elle prit la suite des programmes de formation mis en place, au lendemain de l'armistice, pour les « artistes-soldats » libérés. A ce jour, il n'existe pas d'étude sur la place de cette institution dans les courants d'échanges artistiques entre la France et les États-Unis. Aucune mention n'est faite dans l'ouvrage d'Annie Cohen-Solal¹⁹, qui évoque essentiellement les avant-gardes. Est ainsi perpétué l'ostracisme qui touche les courants figuratifs et néo-classiques en peinture, et affirmée une idée partielle et partielle de l'histoire de l'art contemporain.

Fig. 18. - *Young American Girl*. Dessin. Années 30. Etude préparatoire pour tableau. Coll. Particulière. © Michel Dubau, Inventaire général d'Aquitaine.



Les objectifs pédagogiques de l'enseignant sont définis par celui qui est présenté comme « l'un des maîtres de la philosophie de la peinture, comptant parmi les fondateurs de l'école néo-classique » et qui est reconnu comme « ayant enrichi la technique de sa profession par l'invention du processus d'électro-encastique ». Jean Despujols affirmait sa complète indépendance « vis-à-vis d'un académisme obsolète et des extravagances liées à la commercialisation ». Il soulignait ainsi les principes qui guidaient sa démarche :

1. Le monde extérieur reste digne de retenir notre attention (erreur d'une volonté de création égalant l'Homme à Dieu).
2. Les éléments de ce monde possèdent une beauté intrinsèque (erreur d'un esthétisme subjectif).
3. En outre, ces éléments ont une valeur expressive.
4. Il appartient à l'esprit de les maîtriser, de les ordonner et d'exercer sur eux ce que l'on peut appeler un pouvoir royal [...]. L'artiste ne parvient à l'harmonie qu'en transposant ces éléments dans des valeurs plastiques et en les harmonisant dans la succession suivante : la ligne, le plan, le volume, la valeur, la couleur ».

Le « Maître » Despujols était connu de ses élèves, on l'avu, comme le « Desparate » qui « résonnait comme son nom et évoquait le climat qui régnait dans ses cours sous le froncement de ses sourcils ». A sa mort, le peintre américain Clarence A. Brodeur lui rendit un vibrant hommage :

« Il fut un grand professeur. Il avait une rare faculté pour évaluer et donner des conseils à chaque talent individuel. Après trente cinq ans, je chéris encore ses commentaires écrits dans lesquels je reconnais une appréciation infaillible de mes forces et de mes faiblesses [...]. Et bien que j'aie évolué loin de ses

19. Annie Cohen-Solal, *Un jour, ils auront des peintres. L'avènement des peintres américains Paris 18678-New York 1948*, Paris, Gallimard, 2000.

positions, je ne trouve pas encore que ses principes soient dépassés. Il nous a enracinés dans le riche terreau de la tradition classique d'où, nourris par les arrosages des saisons ultérieures, nous avons pu pousser aussi gros, aussi forts, aussi variés que cela a pu être inscrit en nous au départ. Je dois à Jean Despujols une immense dette personnelle et je sais que je parle au nom de centaines de personnes qui ont eu l'immense privilège de le connaître en tant que maître »²⁰.

Le théoricien de l'art Jean Despujols s'exprima lors d'une conférence prononcée en 1928 à l'Académie américaine de la rue J.-Chaplain sur *Les bases réorganisatrices de l'Enseignement de la peinture*, dans son ouvrage *La Théorie nouvelle de l'Harmonie des Couleurs*, terminé en 1935, ainsi que dans l'article consacré, la même année, à Jean Dupas, *Peintre et Décorateur*. Il écrivait alors, à propos de son collègue bordelais : « Ces demi-dieux qui peuplent ses compositions ne sont pas une évasion vers l'âge d'or, ils sont une préfiguration de ce que l'Homme sera demain ou de ce qu'il doit être », et Jean Despujols de conclure en évoquant l'engagement de son propre combat artistique : « Puisse cette résurrection présager celle de l'esprit public ! » Ainsi se trouvent exprimés les principes artistiques et politiques qui guidèrent sa démarche.

Si les débats avec André Lhote ne sont pas totalement connus, des éléments retrouvés permettent d'en apprécier le ton polémique et violent. Jean Despujols dénonçait alors avec virulence les impressionnistes et Cézanne. Il critique « la pochade impressionniste et le tableautin qui firent fureur et que des pouvoirs publics d'une grossière ignorance n'ont pas craint de projeter sur le mur », et s'en prend à Cézanne, le « pouilleux d'Aix qui n'atteint jamais le volume par la voie la plus noble qui est celle du drame entre l'ombre et la lumière »²¹.

L'Indochine

Lorsque Jean Despujols remporta, en 1936, le Prix de l'Indochine, qui lui permettait de passer deux ans dans les colonies asiatiques de l'Empire, il avait cinquante ans. Il était en pleine possession de ses moyens physiques et intellectuels. L'artiste a toujours présenté son séjour en Indochine (novembre 1936-août 1938) comme le sommet de sa carrière artistique, l'*Opus Magnum* et l'aboutissement d'un long cheminement intellectuel, moral et spirituel. Cette partie de son œuvre, étudiée et mise en valeur en Louisiane, est très peu connue, actuellement, du public français.

Le départ : rupture et continuité

Dégoûté par le délabrement de la vie politique et artistique française que symbolisait le tableau *La Supplication de la Terre*, Jean Despujols avait depuis longtemps envisagé de quitter la France ; son journal de voyage a pour titre : « Voyage

d'un Rebelle ». Il souhaitait présenter son départ comme un acte de résistance et de rupture. L'artiste rejetait les valeurs qui lui paraissaient prédominer dans la France de l'époque : le mercantilisme dans le domaine de l'art et le libéralisme dans la sphère politique. Il se rattachait alors au corpus des idées maurassiennes, « à cette structure idéologique inattaquable, comprenant une critique de la démocratie, une critique du libéralisme, l'opposition aux intérêts d'argent (même si elle se perdait dans les marais fétides de l'antisémitisme), la défense de l'ordre corporatif, l'acceptation de l'action illégale, et, par-dessus tout, le principe d'une autorité suprême qui ne fût pas dictée par le suffrage universel »²². Cette rupture découlait d'une pensée largement dominée par le nationalisme et s'exprimait dans le langage violent de l'entre-deux-guerres, marqué par l'engagement dans les mouvements fascistes et les ligues²³. Le peintre se rattacha à l'Impérialisme comme valeur refuge.

« Dans le naufrage des valeurs occidentales, seul l'impérialisme surnage orgueilleusement » écrivait-il dans son ouvrage *Adveniat Regnum Tuum*²⁴. L'Impérialisme est alors associé au concept de base développé dans son livre principal – *L'Epitimaire*, celui de l'Hypervouloir : « L'Impérialisme est émanation de l'Hypervouloir et essence même de la vie ».

A côté de ses réflexions, l'exposition coloniale de 1931 est explicitement rappelée par Jean Despujols dans son journal de voyage pour rendre compte de son intérêt pour l'Asie. Il fit partie des trente quatre millions de visiteurs de cet événement qui consacrait « l'apothéose de la plus grande France » et présentait, entre autres merveilles, la reconstitution du temple d'Angkor Vat réalisée pour l'exposition de Marseille de 1922²⁵. Cette exposition était aussi la consécration du Maréchal Lyautey, commissaire général, dont le prestige avait séduit son frère, Pierre, qui travaillait au Maroc.

Les menaces physiques proférées contre lui par ses opposants politiques, les encouragements de sa femme à quitter le pays et ceux de son ami, le peintre Fouqueray, un des peintres officiels les plus marquants de la guerre et des colonies, amenèrent Jean Despujols à concourir pour le prix de l'Indo-

20. Clarence A. Brodeur, « Homage to Despujols », *Fontainebleau Alumni Bulletin*, avril 1965, p. 5.

21. Cité par André Lhote, *Peinture d'abord*, Paris, Denoël, 1942, p. 126-127.

22. Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Stock, 1962, p. 570.

23. Dana Kress précise ses relations avec Marcel Bucard et la revue d'extrême droite *Le Franciste* dans la phase initiale de ce mouvement.

24. Janjot, *Adveniat Regnum Tuum. Essai d'une reconstruction du temporel sur une base spirituelle généralisée à tous les ordres d'activité*, duplicata ronéoté conservé par la famille, p. 241.

25. Raoul Girardet, *L'idée coloniale en France. 1871-1962*, Paris, La Table Ronde, 1974, p. 117.



Fig. 19. - *Maternité bleue*. Huile sur toile collée sur carton. 1936. 35 x 27.
Musée Antoine Lécuyer. Saint-Quentin. © Musée Antoine Lécuyer. Inv. BA 152.
Etude pour le tableau, actuellement aux Etats-Unis, qui permit à Jean Despujols de remporter le Prix de l'Indochine.

chine auprès de la Société des Artistes coloniaux. La requête du Grand Conseil Économique, formulée auprès de la Société, était en effet « qu'un artiste de talent soit commissionné pour parcourir les États d'Indochine afin d'en relater les paysages, les peuples et leur façon de vivre avant que les influences occidentales ne les aient changés pour toujours ». Les autorités civiles et militaires devaient apporter appui et protection à cette mission officielle. Le prix, d'un montant de soixante mille francs, n'impliquait que de faibles obligations : l'artiste s'engageait, à la fin de son séjour, à tenir deux expositions, l'une à Hanoï et l'autre à Saïgon, et à soumettre un compte-rendu de son voyage à la Société des Artistes coloniaux. Jean Despujols inscrit sa démarche dans une longue lignée d'artistes « orientalistes » et « post-orientalistes », aventuriers de la Croisière Jaune et explorateurs des archives de la planète financés par Albert Khan (1860-1940). *Maternité bleue* (fig. 19) remporta le prix. Le tableau, qui se différenciait ainsi de *Maternité rouge*, avait pour thème la deuxième femme de l'artiste, la blonde américaine Millicent Jordan contemplant sa fille, Joan, âgée de quelques mois. Le beau bébé joufflu et potelé à souhait est allongé sur une couverture blanche et bleue. Il inscrit son horizontalité riieuse et animée par ses pieds et ses jambes agitées devant le dôme protecteur des mains croisées de sa mère et de son visage incliné. A l'arrière-plan, la composition s'ouvre sur un paysage calme et mystérieux rattachant l'œuvre à la grande tradition des maternités du Moyen Âge et de la Renaissance.

Comment passer de cette représentation de l'image assez traditionnelle de la maternité au choix de la Société des Artistes Coloniaux sans connaître les justifications du jury ainsi que les autres œuvres en compétition ? Sans aucun doute, l'inscription dans une tradition reconnue, celle de la peinture de chevalet, la simplicité savante de la composition qui inscrit dans une pyramide la douceur de nombreuses courbes, la lisibilité très directe de l'œuvre et la sensibilité partagée par l'artiste et son jury des valeurs éternelles de la maternité ont dû justifier l'attribution du prix. On avait incontestablement choisi un artiste de talent pour remplir une mission aux objectifs passéistes très affirmés !

L'œuvre indochinoise : « Voir, Comprendre, Aimer »

Le suivi des préparatifs du voyage puis le déroulement du séjour et les réalisations de l'artiste sont recensés minutieusement dans le journal de voyage tenu par Jean Despujols²⁶ qui

26. Le volume I est divisé en cinq parties : I-Dégoûts, II-Départs, III-En mer, IV-Introduction à la vie nouvelle, V-Le Parc d'Angkor. Le volume II comprend : VI-Le Golf du Siam, VII-Le Darlak, pays Moï, VIII-Côte d'Annam et le volume III, IX-Dans le Laos, X-Au Royaume du Lang Xang, XI-Au Royaume Tonkinois, Baie de Ha-Long...



Fig. 20. - *Hieu, congai de Phu-Vang*. Huile sur toile.
© Meadows Museum of Art, Centenary College of Louisiana.



Fig. 21. - *Me-Hin, Thai blanche de Chin-Neua*. Huile sur toile.
© Meadows Museum of Art, Centenary College of Louisiana.



Fig. 22. - *Jeune fille Woumi de Malu-Thuang*. Huile sur toile.
© Meadows Museum of Art, Centenary College of Louisiana.



Fig. 23. - *Le vieux bonze*. Crayon. © Meadows Museum of Art, Centenary College of Louisiana.



Fig. 24. - *La Montagne aux 99 collines*. Dessin à la plume et aquarelle. © Meadows Museum of Art, Centenary College of Louisiana.



Fig. 25. - *La forêt cambodgienne près de Ream*. Huile sur toile. © Meadows Museum of Art, Centenary College of Louisiana.



Fig. 26. - *Fruits cambodgiens*. Huile sur toile. © Meadows Museum of Art, Centenary College of Louisiana.

n'est pas encore publié. Il embarqua à Marseille, le 27 novembre 1936, sur le *Chenonceaux*. Le 21 décembre, les îles Pulo-Condor étaient en vue et le bateau jetait l'ancre à huit heures du soir au Cap Saint-Jacques puis remontait l'embouchure du Dong-Nai : l'artiste découvrait « la perle de l'empire », un pays de vieille civilisation, polyethnique, un univers spirituel

et moral diversifié. Ses objectifs étaient affirmés simplement : « Voir, Comprendre, Aimer », et il écrivait : « Je pense que je n'ai pas failli ».

Trois cent vingt-huit œuvres répertoriées jalonnent ce périple indochinois. Pratiquement une œuvre tous les deux jours ! La collection fut organisée en fonction des différentes expositions projetées en neuf thèmes géographiques et ethniques : I : Voyages de l'Ouest vers l'Est consacré au voyage de France vers l'Indochine et de l'Indochine vers les États-Unis avec une insistance particulière sur les îles Hawaï. II : la région d'Angkor. III : le golf du Siam. IV : la Cordillère. V : Vietnam. VI : Laos. VII : Le haut Tonkin. VIII : La région Thaï. IX : en descendant le Man-Te (La Rivière Noire).

Cette étude ne rend que très partiellement compte du travail considérable accompli par l'artiste. Il convient en effet d'y ajouter le journal et les compositions musicales, qui prendront forme définitive ultérieurement, en Louisiane. Ce travail avait d'abord une vocation descriptive, puisque les termes de la mission impliquaient « de rendre compte de »... Dans ce cadre, le choix des sujets restait cependant libre. Les « portraits », ou plutôt la représentation des types ethniques et de leurs costumes, dominant, avec une suprématie de la figure féminine jeune (fig. 20 à 22). Les figures masculines ne sont cependant pas absentes : visages de moines (fig. 23), guerriers et indigènes typés. Sont également illustrés des paysages et des rizières qui lui furent particulièrement chères²⁷ et dans lesquelles il se retrouvait, parfois selon un cadrage très photographique. Ces paysages sont marqués par la présence de l'eau, de l'arbre, d'une végétation luxuriante (fig. 24 à 26). Les ensembles architecturaux célèbres (fig. 27 et 28) et quelques scènes de genre (fig. 29 à 30) complètent les thèmes étudiés. L'attention de Despujols se pose avec insistance sur un monde de grandeurs disparues où les hommes sont les héritiers d'une glorieuse tradition (fig. 31). Inscrits dans l'Histoire, ces hommes et ces femmes ne sauraient être les acteurs du changement, qui n'est pas montré et reste perçu de façon négative. Cependant, ce regard qui se prétend si respectueux des traditions indochinoises ne doute pas de la capacité à apporter les bienfaits de la « grande » tradition artistique occidentale. Jean Despujols ne

27. Il écrivait en effet dans son journal : « Rien ne change autant avec les saisons que les rizières. Désertes, poussiéreuses puis vertes et animées. Ainsi en est-il de mon âme : aride et déserte au début, elle est maintenant verdoyante et bien habitée. En l'espace de ces dix-sept mois, j'ai plus appris et assimilé qu'en dix-sept ans de vie en Occident. De Civa à Confucius, des rizières du delta aux lacs, d'Angkor Vat au mausolée de Tu Duc, partout je me suis moi-même trouvé. Si l'Indochine a une âme, je suis marié à cette âme ».



Fig. 27. - *Le Temple dans la jungle*. Dessin à la plume et aquarelle. © Meadows Museum of Art, Centenary College of Louisiana.



Fig. 28. - *Angkor Vat au soleil levant*. Huile sur toile. © Meadows Museum of Art, Centenary College of Louisiana.



Fig. 29. - *Les Hommes à Siemreap*. Gouache. © Meadows Museum of Art, Centenary College of Louisiana.

s'attarda pas à étudier ou à intégrer les préoccupations esthétiques des peuples rencontrés. Les techniques utilisées sont celles qu'il maîtrisait depuis longtemps : l'huile, le dessin au crayon et à la plume rehaussé parfois de couleurs. L'aquarelle, le lavis et la gouache, jusqu'alors moins utilisés, l'avaient été essentiellement pour des études. Ils étaient cependant particulièrement adaptés aux contraintes du voyage. Ces techniques, qui n'admettent que peu le repentir, ont produit des œuvres où s'affirment l'extrême maîtrise artistique de Jean Despujols, son « très beau métier » de dessinateur et de coloriste²⁸ et, pour les œuvres les plus réussies, sa grande sensibilité. Celle-ci s'exprime surtout dans les représentations féminines qui renouvellent totalement les approches néo-classiques antérieures.

Sa mission terminée, l'artiste présenta deux expositions : l'une à Hanoï, inaugurée par le gouverneur général de l'Indochine, Brévié, l'autre à Saïgon, inaugurée par Pagès, gouverneur de la Cochinchine.



Fig. 30. - *La chasse au tigre dans le Dar-Lak*. Dessin à la plume et couleurs à l'eau. © Meadows Museum of Art, Centenary College of Louisiana.



Fig. 31. - *Le Lettré*. Crayon. © Meadows Museum of Art, Centenary College of Louisiana.

La citoyenneté américaine

En août 1938, il s'embarqua à Haïphong avec son œuvre. Il revint par le Japon et les îles Hawaï, où il augmenta sa collection de dix-huit lavis. Il arriva à la fin de l'été à San Francisco et exposa une partie de sa collection dans différentes villes avant de s'embarquer en juillet 1939 pour la France. Georges Mandel, alors ministre des Colonies, lui avait réservé le Pavillon de l'Orangerie, au Jardin des Tuileries, pour y présenter une exposition. La déclaration de la Seconde Guerre Mondiale mit un terme à ce projet. Jean Despujols partit rejoindre sa famille aux États-Unis, où il acquit la nationalité américaine tout en gardant sa nationalité française. Il ne devait jamais revenir en France.

28. Il égale alors la qualité des œuvres d'Alexandre Iacovieff, dont les représentations de « Noirs ou d'Asiates » sont mises en valeur au Musée des Années Trente de Boulogne.

Les vingt-cinq années de la citoyenneté américaine de Jean Despujols ont été occupées par des activités « alimentaires » diverses. Après quelques pérégrinations, il s'établit, sur les conseils d'une de ses élèves, Mrs Allen Rendall, à Shreveport. Elle admirait beaucoup les talents de portraitiste de son maître et l'avait assuré qu'il pourrait vivre en peignant pour les riches familles des compagnies pétrolières du nord de la Louisiane. Son activité picturale se maintint donc et il réalisa de nombreux portraits d'enfants et d'adultes. Ceux-ci ont été rassemblés dans une exposition organisée au Meadows Museum.

Malgré son mariage et la naissance de ses enfants, la fréquentation de nombreux élèves américains et de nombreuses années de résidence, la culture du Nouveau Monde lui demeura, semble-t-il, relativement étrangère. Sans doute fut-il le témoin de la gloire de l'illustrateur Norman Rockwell dont le talent et le patriotisme irriguaient les revues de l'époque. Il ne chercha pas vraiment à rompre l'isolement, que le départ de sa femme avec un autre homme et l'âge allaient accroître. Coupé de ses racines, son style, non renouvelé, devint assez stéréotypé.

Cette dernière période de sa vie fut d'abord marquée par le souvenir, la mise en valeur et l'approfondissement de son expérience indochinoise. Il décida de rapatrier sa collection aux États-Unis. Il s'adressa à son beau-frère qui lui expédia les caisses en bois conservées dans la propriété de ses parents, à côté de Bordeaux, et qui parvinrent enfin à Shreveport en 1948. À l'ouverture des caisses, des dommages étaient à déplorer et plusieurs œuvres avaient disparu. La photographie de l'artiste redécouvrant ses œuvres, publiée par le journal *Shreveport Magazine*, a fait le tour du monde²⁹.

La mise en valeur de l'œuvre, sur le continent américain, était désormais possible. Elle prit la forme de plusieurs expositions organisées à Shreveport, à San Francisco et à Washington D.C.

L'article³⁰ paru en avril 1951 dans la revue de géographie la plus célèbre aux États-Unis, *The National Geographic Magazine*, et dont l'audience était internationale, apporta une grande renommée à l'œuvre indochinoise de Jean Despujols. Seize reproductions en couleur de tableaux de l'artiste illustraient un texte qui soulignait avant tout la variété des ethnies et des paysages, la richesse d'un héritage culturel menacé non plus par « la modernité » mais par les ravages de la guerre.

En 1954, année où sa femme le quitta, Jean Despujols acheva la composition de suites pour piano, inspirées directement des sonorités indochinoises. Formé par sa mère à la musique, il avait toujours fréquenté des musiciens à la Villa Médicis puis durant son séjour à Paris et à l'École de Fontainebleau. Sa deuxième femme était une excellente pianiste. Les habitants de Shreveport ont pu découvrir ses œuvres musicales présentées en concert à plusieurs reprises.

Avec l'âge, le tempérament solitaire et sombre de l'artiste s'était encore renforcé. Il ne quittait plus sa maison. Il avait la phobie du feu et craignait les voleurs. Il dormait avec sa collection indochinoise cachée sous son lit.

Une première attaque cardiaque frappa Jean Despujols en 1958, une seconde en 1964 et il mourut, un an plus tard, à soixante dix-huit ans. Un minuscule entrefilet du *Figaro* salua la mort de l'artiste, « peintre français qui s'était établi en Louisiane au moment de l'occupation allemande » et qui « avait su, par une conception décorative qui tenait compte des apports de l'art moderne, apporter en son temps un espoir de rajeunissement à l'art traditionnel »³¹.

La consécration muséographique

Avec l'achat de la collection indochinoise de Jean Despujols par un riche membre d'une compagnie pétrolière, Algur H. Meadows, et la construction d'un musée pour la conserver, commencent une nouvelle aventure et une certaine « métamorphose » de l'œuvre pour reprendre l'expression célèbre d'André Malraux. Elle quitte désormais le cadre national français dans lequel et pour lequel elle avait été principalement conçue pour être soumise à des critères culturels nouveaux. En 1969, Algur H. Meadows, amateur d'art de grand renom, acheta la collection aux enfants de l'artiste. Il l'offrit au Centenary College, où il avait obtenu son diplôme à la faculté de droit, en 1926, en suivant les cours du soir. Il avait personnellement visité certaines parties de l'Indochine et il pensait que les peintures de l'artiste rendaient compte du genre de vie d'alors « beaucoup mieux que n'importe quel récit historique ». Jean Despujols avait lui-même rêvé d'un musée, « la plus démocratique des institutions ». L'achat global, pour lequel certaines sources avancent la somme de 250 000 \$ assortie de la promesse d'édification d'un musée, semble avoir fait fléchir la volonté de sa famille. Jesse O. Morgan fut choisi comme architecte, avec la mission de construire un édifice dans le style de celui du vieux bâtiment de l'administration du « college ».

En 1986, pour fêter le centième anniversaire de la naissance de l'artiste et le dixième anniversaire de la création du musée, une grande exposition fut organisée. Grâce aux œuvres encore possédées par les enfants de l'artiste, elle proposait un premier panorama de l'œuvre de Jean Despujols. Étaient exposés ses dessins de guerre ainsi que des tableaux des années 20 et 30

29. On la retrouvait dans l'article du *National Geographic Magazine* et elle est maintenant diffusée sur Internet.

30. L'article était signé de W. Robert Moore, Maynard Owen Williams et Jean Despujols. « Portrait of Indochina », with 30 Illustrations, 21 paintings, *The National Geographic Magazine*, April 1951, p. 461-490.

31. *Le Figaro*, 1er février 1965, p. 15.

(*La Supplication de la Terre, Maternité bleue, La Naissance de Vénus, Nu aux Bananes, La Naissance d'Ève, Maternité Rouge, Deux sœurs...*)³². Le 22 mai, un concert fut donné où furent jouées des compositions de l'artiste. La commémoration s'acheva avec la projection du film *Indochina Revisited : A portrait by Jean Despujols*³³.

À côté de ces activités promotionnelles, le musée développa un important programme de restauration. En effet, les conditions dans lesquelles les œuvres avaient été créées et conservées par l'artiste, la température, l'humidité, la lumière et les polluants atmosphériques avaient gravement endommagé certaines œuvres. Les fibres de certaines toiles, rangées côte à côte avant d'être tout à fait sèches, étaient venues se coller sur la surface de la toile suivante...

À l'heure actuelle, l'activité muséographique développée autour de l'œuvre de Jean Despujols est toujours importante et accessible par Internet sur le site du musée³⁴.

Lorsque Jean Despujols meurt en 1965, il est pratiquement oublié en France, et la guerre du Viêt Nam qui déchaînait ses déluges de feu sur les terres qu'ils avaient tant aimées, n'était pas parvenue à réveiller l'intérêt porté à ce qu'il considérait comme son œuvre majeure : sa collection indochinoise.

Enracinée dans le terroir girondin, nourrie par les ambitions d'un milieu en pleine ascension sociale, fruit d'une éducation délivrée dans l'amour des valeurs du « beau métier » et l'héritage des anciens, l'œuvre de Jean Despujols se voulait une expression du « génie français ». La recherche de l'harmonie et une audace tempérée par le respect du passé étaient, à ses yeux, la marque de ce génie. Ce fut la ligne de conduite, affirmée au lendemain de la Grande Guerre, par l'École néo-classique à laquelle il se rattacha. Ce rattachement ne correspondait pas toujours à son tempérament batailleur, sensuel, assez éloigné des équilibres glacés d'un certain « classicisme ». Il introduisit ainsi des dimensions nouvelles au sein de ce mouvement, qui ne produisit pas de manifeste proprement dit mais élabora des efforts de théorisation largement assumés par Jean Despujols, dont l'œuvre écrite est encore imparfaitement connue. Dans la période de crise de valeurs et de bouleversements sociaux venant menacer les avantages durement acquis par la petite

bourgeoisie de l'entre-deux-guerres, son engagement « néo-classique » se transforma en un combat esthétique, politique et moral. La tradition à laquelle il se référait était celle de la statuaire grecque et de la grandeur de l'État romain. Il se voulait l'héritier de la Renaissance et de ses figures emblématiques : celles de Léonard de Vinci et de son savoir scientifique et technique, celle de Raphaël, le sublime, mais aussi de la sensualité caravagesque. Il s'inscrivait dans la lignée de David, ce peintre d'Histoire, si proche du pouvoir, qui recherchait l'unicité des principes esthétiques et moraux, puis d'Ingres, le portraitiste et l'admirateur de la plastique féminine. Plus tard, la civilisation française lui apparaîtra comme la digne héritière de l'Empire khmer.

L'œuvre de Despujols n'ignora pas les recherches de la modernité, mais ces recherches ne furent utilisées que lorsqu'elles servirent des objectifs précis. Le traitement de la couleur par Gauguin et, surtout, les recherches du cubisme sont intégrés. Ils sont appréciés comme relevant d'une même préoccupation intellectuelle : la quête de l'essentiel par la structure et la construction. Ils restent au service d'un art figuratif fidèle aux thèmes traditionnels : le portrait, le nu féminin, les grandes compositions, le paysage... Cette alchimie savante entre tradition et modernité, lorsque l'imagination est susceptible d'être un opérateur efficace entre deux mondes, donne de beaux résultats. Avec le rattachement à des positions non plus traditionnelles mais franchement réactionnaires, l'éloignement des combats artistiques, l'âge..., cette imagination disparaît. Reste le drame d'un homme qui, pendant vingt-cinq ans, a épuisé sa veine créatrice.

Ainsi se trouvait éclairée une œuvre picturale riche et variée inscrite dans l'histoire de la IIIe République et les aléas d'une vie « errante » et d'« une existence curieuse et agitée ».

32. Le travail de publication des dessins de guerre sur Internet, réalisé par Dana Kress, et de certains tableaux reprend une partie de ces éléments.

33. Ce film, d'une vingtaine de minutes, remporta un grand nombre de récompenses. D'une bonne qualité technique, il est un excellent support de présentation de l'œuvre de Jean Despujols.

34. <http://www.centenary.edu/meadows>



Revue Archéologique de Bordeaux, tome IC, année 2008, p. 199-209

La cité du Grand Parc à Bordeaux

Par Laure Perrot *

La construction de la cité du Grand Parc a été décidée afin de palier la crise du logement qui existait à Bordeaux après-guerre et qui n'était pas résolue en dépit des opérations de la Reconstruction (2013 logements entre 1944 et 1958 : cité Bouguereau – Parc des Sports, immeuble sans affectation immédiate cours Édouard-Vaillant, cités de relogement Carreire et Claveau, cité de la Benaugue, cité Carle-Vernet et cité Lumineuse). Au fil du temps, le Grand Parc sert de nouvelle cité de logement et de relogement pour certains expropriés de Mériadeck ou pour des rapatriés d'Algérie.

L'opération fut annoncée comme une véritable action d'urbanisme concerté, au cœur de Bordeaux, à 800 mètres de la place des Quinconces et à l'intérieur des boulevards. La cité est comprise dans un large périmètre, entre le boulevard Godart, la rue Mandron, la rue Camille-Godart et l'avenue Émile-Counord. À l'échelle bordelaise, le Grand Parc est au nord de la ville (à côté du vaste projet d'urbanisation futur du Lac). Architectes et urbanistes imaginent à cette occasion le reboisement d'une partie des anciens marais, d'où le nom de cité du Grand Parc. Le parc est en effet le poumon central de l'opération.

Les projets

Jacques d'Welles avait envisagé l'urbanisation des marais de Luze avant la guerre ¹. Le site est alors une zone marécageuse, insalubre et inondable à la porte de la cité. Sur une

cinquantaine d'hectares s'étendent des prairies, des cressonnières, des propriétés de 1 000 à 6 000 m² et quelques habitations modestes dans des cités ou bidonvilles (cité de la Prairie, cité des Cressonnières, cité Labrouste...). Mendiants, nomades et ordures de la ville forment alors une « cour des miracles » à la porte de la ville. En 1945, très vite après la fin du second conflit mondial, Fernand Audeguil envisage l'assainissement du terrain de Luze pour « pousser à fond » la politique d'habitation dont Bordeaux manque. Il veut assainir les vastes terrains « incultes, inhabitables » situés à proximité du jardin public pour y construire des immeubles, des places, des rues, des écoles, des terrains de sport pour lesquels des tracés sont déjà prévus ². En 1947, la Municipalité de Bordeaux entreprend l'acquisition d'une cinquantaine d'hectares de terrains situés au nord-ouest de la ville, à côté de dix autres hectares de vieux lotissements déjà rachetés, pour édifier un nouveau quartier d'habitation. Malgré l'état marécageux des terrains, la Ville

* Historienne de l'art, doctorante, sujet : le logement social à Bordeaux de 1944 à 2007, problématiques architecturales et urbaines.

1. Mathieu, Pierre. Le plan d'Welles. *Bordeaux et l'Aquitaine. 1920-1940. Urbanisme et architecture*. Paris, éditeur Techniques et Architecture, Éditions Régirex-France, 1988, pages 41 à 47.

2. Anonyme. M. F. Audeguil député-maire, nous annonce les grands travaux pour l'installation du tout-à-l'égout et l'assainissement de vastes terrains. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 21-09-1945.





Fig. 1. - Maquette du plan-masse d'origine, 1954. (© A.M.Bx.).

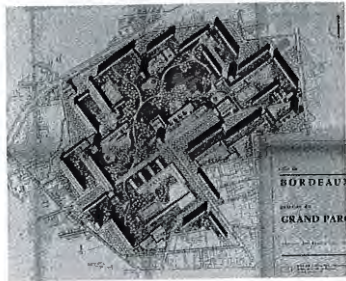


Fig. 2. - Plan-masse du projet d'origine, 1955. (© A.M.Bx.).

est tout de suite intéressée par la situation de ces terrains en bordure d'un boulevard et d'une avenue viabilisés, et surtout par sa proximité du centre-ville³. Dès 1954, on confie l'étude du plan-masse à Jean Royer et Claude Leloup. La maquette présente une vingtaine de barres orientées est-ouest/nord-sud (cours de Luze) et situées en périphérie, accompagnées par six tours disséminées dans la cité, dont une au centre. On trouve aussi de très nombreux équipements plus bas, autour du parc et répartis dans tout le périmètre de la cité. Le parc central est piétonnier, les axes de circulation orthogonaux et les ensembles bâtis disposés perpendiculairement ou parallèlement à ces axes, sans aucune courbe pour briser la rigidité de ce schéma (fig. 1). Le plan-masse de 1955 confirme et précise le projet. Six tours de 22 niveaux et plus de vingt barres de 12 à 16 niveaux se partagent la fonction d'habitat. On prévoit un dispensaire, une maison des jeunes, un foyer pour vieillards à proximité du parc piétonnier de 8 hectares, un ensemble central (comportant une tour) avec une mairie annexe, une salle de spectacles, un centre commercial principal, un centre culturel et une gare routière (qui ne figurait pas sur le plan de 1954). Enfin, cinq groupes scolaires, deux centres commerciaux secondaires, une sécurité sociale, une piscine, un lycée (et quelques autres équipements non identifiés) sont répartis en divers points de la cité. L'ensemble des équipements, permet quasiment une vie autarcique aux habitants et forme un microcosme clos à l'intérieur de ces barres que seul le cours de Luze perce vraiment (fig. 2). Une maquette de 1956 ainsi qu'une esquisse de novembre 1957, quasiment similaires, méritent d'être évoquées. On y trouve le « jardin public » (dans le droit-fil de la Benaue) et de nombreux équipements. Seule une tour est prévue (presque au centre) contre six précédemment. Les barres sont toujours

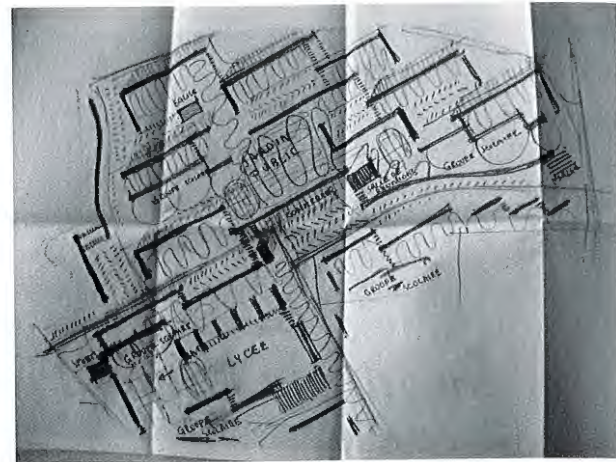


Fig. 3. - Esquisse, novembre 1957 (© A.M.Bx., côte 10 W 101).

disposées selon le même axe. L'originalité vient de deux courbes dessinées le long des rues sinueuses Pierre-Trébod et des Frères-Portmann. Il semble s'agir de barres d'habitation (fig. 3). Peut-être que les architectes sont alors influencés par les réalisations en cours d'Émile Aillaud (« ensemble Les Courtilières » à Pantin, Seine-Saint-Denis, 1955-1960) pour qui « l'essentiel demeure de prendre possession poétiquement d'un lieu »⁴. Ces bâtiments courbes ne seront pas réalisés, mais la dimension artistique de certains équipements (centre d'animation, salle des fêtes) résulte peut-être de cette première envie de diversité. Le chantier s'ouvre en 1959. Les bâtiments d'habitation sont construits entre 1960 et 1978 et les équipements entre 1960 et 1973, la plupart décidés autour de 1964. Malgré les modifications qu'il subit, le plan-masse de 1955 reste la référence. En 1962, on prend la décision de construire la tranche S, spécialement prévue pour les rapatriés d'Afrique du Nord. Une transition s'opère donc à ce moment, marquée par une modification de la disposition et une densification de la partie située à l'ouest de l'axe du cours de Luze. En ce qui concerne les équipements, les deux centres commerciaux conservent leur place initiale, certains sont abandonnés (deux groupes scolaires sont créés sur les cinq prévus), d'autres sont conservés mais implantés ailleurs, de nouveaux sont ajoutés au fur et à mesure de la construction. Ils répondent aux besoins inhérents à la cité, mais n'ont pas été nécessairement perçus

3. A.M.Bx. 9042 M 22, Bordeaux, cité du Grand Parc.

4. Aillaud, Émile. Un urbanisme de la vie privée. *Revue d'Esthétique*, 1962, tome XV, page 342.

dès son origine, comme c'est le cas pour la crèche ou le centre social. La répartition dans le parc est toujours de mise. La configuration définitive des bâtiments d'habitation figure sur la maquette de 1965 (sauf les résidences Chambrun et Mozart). Les équipements y apparaissent aussi (à part peut-être le centre social), mais ils n'ont pas forcément la forme qu'on leur connaît (fig. 4).

La réalisation

Plusieurs maîtres d'ouvrage ont travaillé à l'édification du Grand Parc : la Société Bordelaise d'Urbanisme et de Construction (SBUC) réalise l'assainissement des terrains et 1 283 logements, l'Office Public d'HLM de la Ville construit 2 357 logements et la Compagnie Immobilière pour le Logement des Fonctionnaires Civils et Militaires (CILOF) en réalise 195. La plupart des équipements sont commandés par la Ville de Bordeaux, d'autres par la SBUC, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ou encore l'Association Diocésaine de Bordeaux.

Jean Royer et Claude Leloup conçoivent le plan-masse de la cité qui se développe sur soixante hectares autour d'un grand parc central de dix hectares. Les espaces verts et circulations comprennent vingt-deux hectares. Les ensembles d'habitations sont disposés en périphérie de la cité, alors que les équipements sont répartis essentiellement dans le parc central. Deux échelles de bâti existent, celle majeure, des barres et des tours et celle, plus basse, des équipements. On peut y ajouter l'échelle du piéton constituée essentiellement des espaces verts et de circulation.

Les logements

Les habitations sont réalisées par André Conte, Jean-Jacques Prévot, Paul Daurel, François Brochet, Claude Ferret, Robert Bedout, Serge Bottarelli, François Martel et Francisque Perrier. Le cadre bâti, disposé essentiellement sur le pourtour du site, compose la couronne extérieure de la cité. Les immeubles d'habitations sont implantés le long de voies nouvelles ordonnées sur une trame orthogonale stricte. Les barres et les tours de logements sont disposées en variant les orientations, la plupart sont orientées nord-sud, les autres est-ouest, pour rompre la monotonie et maximiser l'ensoleillement. Les quatre tours se situent quasiment aux quatre points cardinaux et s'élèvent comme des signaux. Par leur position dans l'espace et leur uniformité, les barres constituent toujours l'horizon proche ou lointain de la cité, rythmant et identifiant clairement l'espace. Les 3 835 logements (soit 110 T1, 580 T2, 1 255 T3, 1 387 T4, 483 T5 et 20 T6) sont répartis dans quatre plots en R+3⁵ à savoir une résidence en R+4/R+5, vingt-cinq barres (dont une en R+8, deux en R+9, onze en R+10, deux en R+11, trois en



Fig. 4. - Maquette de la cité du Grand Parc, mai 1965. (© A.M.Bx.).



Fig. 5. - Vue aérienne de la cité. (© AURBA).



Fig. 6. - 1960. Tous les bâtiments sont construits sur pilotis : 12 000 pieux battus de 15 mètres de profondeur, représentant une longueur de 180 Km pour un poids de 72 000 tonnes.

R+12, deux en R+13, deux en R+14 et deux en R+15), ainsi que cinq tours (dont une en R+17 et quatre en R+21) (fig. 5). La mauvaise qualité du sol, composé de trois mètres de remblais de décharges publiques surmontant douze mètres de vase et limons puis des lits de graviers, a nécessité la disposition de 12 000 pieux de 15 mètres de profondeur pour fonder les immeubles d'habitation (fig. 6). Ceux-ci sont pour la plupart réalisés par l'équipe de Jean-Jacques Prévot, André Conte, Paul Daurel et François Brochet. On y trouve donc une constante des éléments architectoniques, avec toutefois une volonté de diversification, certes discrète mais réelle, dans un cadre très uniformisé et marqué par les contraintes de budget et de densité de l'époque. À l'origine, quasiment tous les bâtiments étaient blancs et les couleurs furent introduites seulement dans les années 1990 (sauf pour quelques exceptions). Une certaine « musicalité » se lit au travers des variations de hauteurs ou d'ouvertures des façades, puis des notes colorées. Première cité bordelaise à l'image des grands ensembles français, le Grand Parc est entièrement composé de bâtiments d'habitation préfabriqués (à ossature de béton armé plaquée) et pourvus de toits terrasses. En plan, les logements sont tous agencés de manière rigoureuse : distribution des appartements dans des cellules-type, aucune circulation superflue, appartements la plupart du temps traversants (traduisant une volonté post-hygiéniste

5. R+... signifie rez-de-chaussée + le nombre de niveaux d'élévation.

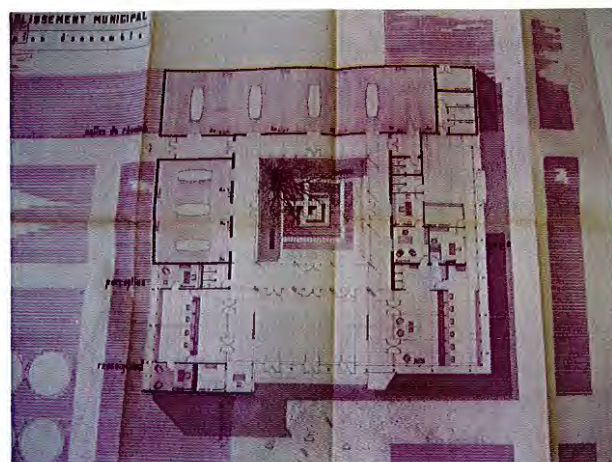


Fig. 7. - Mairie/poste, plan, 1963
(© A.M.Bx.).

d'air et de lumière), salles de bain en second jour. Il n'y a pas de recherche innovante dans les espaces ou les volumes. Les surfaces moyennes sont les suivantes : 30 m² pour les T1, entre 40 et 54 m² pour les T2, entre 53 et 69 m² pour les T3, entre 63 et 85 m² pour les T4, entre 71 et 106 m² pour les T5 et 101/107 m² pour les T6. On constate que les plus faibles superficies concordent avec les premières opérations d'habitat ou les plus denses. On ne peut pas parler de logements exigus, d'autant plus que l'agencement n'induit pas de perte d'espace. Il y a donc eu une réflexion quant au meilleur moyen de concilier logements de qualité et obligation de densité.

Les équipements

Les logements sont accompagnés de l'implantation de nombreux équipements auxquels plusieurs équipes d'architectes ont participé.

- Équipements administratifs : une mairie de quartier et une poste (Jean, Jean-Louis Canouet), ainsi qu'une tour de bureaux de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (Claude Chatenet, Raymond Mothe).

- Équipements sociaux : un Centre social, une crèche (agence A. Béchu) et deux foyers pour personnes âgées (Claude Ferret, Robert Bedout, Serge Bottarelli, François Brochet, Martel pour l'un ; André Conte, Jean-Jacques Prévot, Paul Daurel, François Brochet pour l'autre).

- Équipements éducatifs : deux groupes scolaires Condorcet (Jean-Jacques Prévot, Paul Daurel, François Brochet) et Schweitzer (Jean Raoul Carme, Louis Gombeaud), la maternelle Trébod (110 classes au total) et un collège.

- Équipements sportifs : des gymnases, une piscine olympique (Francisque Perrier, Paul Claudel) et des terrains de sport.



Fig. 8. - Vue extérieure partielle de la crèche-halte, février 2006.

- Équipements culturels : une bibliothèque (Jacques Touzin), une salle des fêtes (Claude Ferret, Robert Bedout, Serge Bottarelli) et une Maison des jeunes (Gilles Autier ; Guy Peyssard).

- Équipements commerciaux : centre commercial principal Europe (Claude Ferret, Robert Bedout, Serge Bottarelli) et centre commercial secondaire Counord (André Conte, Jean-Jacques Prévot, Paul Daurel, François Brochet).

- Équipements religieux avec le centre paroissial de la Trinité (André Conte, Georges Prymersky).

La première évidence est la complétude, la diversité et la qualité des équipements présents au grand Parc. Architecturalement, ils sont majoritairement marqués par la nécessité de répondre à leur fonction et s'inscrivent dans la veine fonctionnaliste. C'est notamment le cas de la mairie-poste (fig. 7), de la crèche-halte (fig. 8), de la résidence pour personnes âgées de l'équipe Prévot, des établissements scolaires, la bibliothèque, les centres commerciaux, le centre paroissial et la piscine. Cette réponse d'usage est souvent traduite par des bâtiments aux formes pures, géométriques, sans fioritures d'ornement, avec le béton, le verre, le fer et le bois comme matériaux usuels. En revanche, d'autres bâtiments contrastent par leur originalité : la salle des fêtes « bobine de fil » à façade décorée de céramiques (fig. 9), la maison des jeunes hélicoïdale (fig. 10), le centre social aux formes arrondies (même si ce bâtiment reste très sobre) et la résidence à arcatures pour personnes âgées de l'équipe Ferret. Il y a dans ces cas une véritable envie d'introduire des formes originales dans un ensemble uniforme. La salle des fêtes et le centre d'animation se distinguent particulièrement : l'architecture presque sculpturale et ludique se veut à l'image de leur destination (la fonction ne se lit plus dans la forme mais dans l'écriture). De plus, trois édifices (mairie, église et résidence pour personnes âgées de Ferret) abritent un

patio, tandis que les deux centres commerciaux ouvrent sur des galeries. On peut y voir une volonté de créer une relation plus intime à l'extérieur, indépendante du contexte à grande échelle du Grand Parc. Comme nous l'avons indiqué, ces édifices rompent avec la monumentalité de l'habitat et créent un degré intermédiaire, une transition entre l'échelle des barres et celle du piéton, par leur volumétrie, leur positionnement dans l'espace et leur vocabulaire architectural. Ils agissent comme des repères rassurants pour les habitants. Hormis la tour de la CPAM, les équipements redonnent à l'ensemble une échelle identificatoire pour l'utilisateur, ils forment un lieu utile et facilitent les rencontres, tant par la logique de leurs usages que par les espaces créés (galerie commerçante du centre commercial Europe, esplanade autour de la mairie et du centre social par exemple).

Depuis certains de ces équipements ont été réhabilités.

La résidence pour personnes âgées de l'équipe Prévot a été reconstruite au même emplacement dans les années 90. Avec son toit pentu et sa couleur saumon, elle tranche sur le cadre des monolithes de béton, et produit un effet pittoresque.

La réhabilitation du collège a été menée en 1999 par l'architecte Jean Albedro assisté de M. Raderandraibe. Tout le travail de ce projet consiste à différencier la vie du collège de son environnement en lui donnant sa propre identité afin que les élèves « soient libérés du poids de la cité quand ils sont à l'école »⁶. (Création de galeries couvertes, nouveau bâtiment d'accueil, aménagement paysager, pose de résilles bois et métal sur les baies).

La rénovation de la bibliothèque menée par Pierre Goutti et Karine Louilot en 1992-1993 veut rompre avec la fonctionnalité austère. L'extension porte sur 80,87 m² au regard d'un existant de 572,89 m². Le projet redéploie les surfaces, les fonctions existantes de la bibliothèque et propose un agrandissement. Quatre extensions légères, une mezzanine de 30 m² et des ouvertures de secours sont réalisées, les sanitaires sont restructurés, les façades de la grande salle de consultation sont modifiées, des voiles métalliques servant de brises-soleil et de signal sont créées sur la toiture. Le bâti existant n'est pas nié par les architectes, il est personnalisé. La cinquième façade (le toit) acquiert de l'ampleur grâce à des voiles de métal à la fois utiles et plastiques et les quatre boîtes créées prolongent le bâtiment sans l'alourdir. À l'intérieur, l'espace est amplifié, un box en bois sert de refuge aux enfants et rompt avec l'angle droit. Les nouveaux matériaux, les nouvelles couleurs et formes se confrontent avec l'ancien et offrent une réelle complémentarité dans leur opposition. L'esthétique et l'usage sont adaptés aux nouveaux critères et besoins tout en valorisant l'existant.



Fig. 9. - Vue extérieure partielle de la salle des fêtes, février 2006.
(© A.M.Bx.).



Fig. 10. - Vue extérieure partielle de la maison des jeunes, février 2006.
(© A.M.Bx.).

La Piscine est réhabilitée par le groupement du cabinet Jean-Michel Ruols et l'agence Teisseire & Touton pour rouvrir le 10 décembre 2007. La façade sur le cours de Luze est partiellement démolie, de manière à reculer le bâtiment pour former le parvis de l'entrée principale. Une grande verrière orientée plein sud s'ouvre en été sur une pelouse et une terrasse, tandis que l'on trouve une végétation abondante à l'intérieur. Le bassin de 50 mètres est transformé en un bassin de 25 mètres, auquel s'ajoute un bassin d'apprentissage de 210 m² et une pataugeoire de 32 m² agrémentée de jeux d'eau. Cette nouvelle piscine répond aux normes HQE (haute qualité environnementale) pour la gestion des énergies, de l'eau et le choix des matériaux. Ainsi, des capteurs solaires sont installés sur le toit pour chauffer l'eau.

Aujourd'hui restructuré, le centre commercial Counord a perdu en partie ses qualités d'ouverture et de transparence vers l'extérieur. Le centre commercial Europe est rénové par Bernard Bühler en 2007-2008. Il crée une résille végétalisée sur rue, renouvelle l'identité par une signalétique de pans de murs colorés en PVC et la « mise en boîte colorée » du supermarché, et crée de nouvelles galeries couvertes de bois (fig. 11).

Le paysage et les circulations

« De l'avis unanime, il y a un quartier de Bordeaux qui illustre parfaitement : la ville dans la nature... la nature dans la ville. Ici la qualité de vie s'exprime en hectares de gazon, en centaines d'arbres aux essences les plus rares rythmant

6. Mairie, service Gestion Droits des Sols, Permis de Construire n° 1437, année 1999.



Fig. 11. - Vue extérieure partielle du centre commercial Europe rénové, avril 2008. (© Laure Perrot).



Fig. 12. - Un espace de circulation piétonne à proximité du centre social du Grand Parc, février 2006. (© Laure Perrot).

les saisons, en parterres floraux dignes des palettes des plus grands peintres. » Le ton est donné, le Grand Parc (nom clairement allusif) doit être une cité aux dominantes végétales pour répondre à cette doctrine corbuséenne : « Plus la ville s'accroît, moins les conditions de nature y sont respectées. Par conditions de nature, on entend la présence, dans une proportion suffisante, de certains éléments indispensables aux êtres vivants : soleil, espace, verdure »⁷. La cité répond aux vœux de Le Corbusier. Elle se développe sur soixante hectares autour d'un grand parc central de huit hectares où sont répartis la plupart des équipements associés aux logements. Les espaces verts et circulations occupent vingt-deux hectares de la surface totale et permettent d'unifier le tissu et d'en favoriser les liens. Les gens se déplacent par des voies largement végétalisées (fig. 12), sont en contact avec la nature quand ils sortent de chez eux et ont moyen de prendre du repos, de flâner dans ces espaces publics, tout de même régis par une organisation fonctionnelle qu'aucune fantaisie ou courbe pittoresque de cité-jardin ne vient rompre. La rationalité des immeubles et des équipements trouve son pendant dans l'aménagement des zones extérieures. La centralité est renforcée et valorisée par les axes piétons et les lieux de rencontre. Les vastes surfaces de parking sont plantées de platanes, prolongeant ainsi la lecture d'ensemble du parc et donnant l'illusion que les masses boisées se poursuivent

7. Le Corbusier, *La Charte d'Athènes*. Éditions de Minuit, 1957 (réédition de 1941), collection Essais Seuil.

au-delà du tapis vert. L'espace vert peut servir de lieu de transition favorisant le passage des différentes échelles. Les zones de circulation sont largement dimensionnées et accompagnent le caractère ornemental du site. Certains équipements publics, comme le centre social, sont placés dans des écrans de verdure. Cependant, il existe de nombreux espaces résiduels, notamment en pied d'immeubles.

L'aménagement du Grand Parc, après avoir été pensé localement, doit répondre au début des années 1960 à la grille Dupont (mise en place au niveau national pour normaliser la construction de logements et palier les retards). Dans ce système la cité se situe dans la troisième catégorie des grands ensembles de 4 000 à 10 000 logements et correspond à un schéma systématique. Le noyau central, en l'occurrence le parc, très animé et très habité, comporte l'ensemble des équipements sociaux, culturels, commerciaux, tandis que la cité se divise en trois, quatre ou cinq pôles satellites possédant les équipements scolaires, sportifs... Le parc s'emplit alors des équipements nécessaires, diminue en surface et devient une succession d'espaces piétons végétalisés, perdant sa conception originelle.

L'inscription dans le contexte urbain

L'intégration de la cité à son environnement est une donnée qui a été prise en compte très tôt. Durant la phase de projet du Grand Parc, des commissions de travail ont lieu autour de Jean Royer, Claude Leloup et Pierre Mathieu, qui souhaitent que ce nouvel ensemble soit en symbiose avec les quartiers environnants. La conception, les voies de communication et les équipements collectifs doivent permettre de désenclaver le quartier et de le mettre en relation avec le reste de la ville. L'opération du Grand Parc ne fut pas seulement une énième réalisation de logements dans une zone disponible, mais elle a été voulue comme l'amorce d'une véritable réorientation du développement de la ville vers le nord. Sa situation, en plein cœur de ville, lui confère le statut particulier du premier grand ensemble construit à Bordeaux intra-muros et inséré dans le tissu bordelais. Sa qualité réside en grande partie dans l'importance des programmes sociaux, commerciaux, culturels, sportifs, éducatifs ou religieux, associés à la création des logements. Lorsque le Grand Parc est réalisé, il est bordé par la banlieue du Bouscat, des quartiers résidentiels, ainsi que par le quartier ouvrier des Bassins à flot et des quais. Il est donc entouré par un tissu urbain très lâche, avec une faible occupation du sol, un habitat bas de type échoppes et une densité démographique faible. De ce fait, on différencie à cette époque nettement la composition du tissu ancien de la ville et la trame nouvelle du quartier du Grand Parc.

L'Agence d'Urbanisme Bordeaux métropole Aquitaine (AURBA) a étudié avec soin les franges de la cité et ses limites. Au nord, la zone de contact est constituée essentiellement de

parkings qui ne permettent pas d'établir de transition entre l'échelle des barres et celle du bâti environnant. Au sud, elle regroupe une concentration d'équipements publics clôturés qui forment des enclaves totalement hermétiques. À l'est et à l'ouest, la frange de contact est faite d'îlots bâtis en R+1 ou R+2 (jouxant la cité). La confrontation directe de ces deux échelles (R+1 et barres) pose un problème spatial et renforce l'impression d'une muraille de barres, continue, infranchissable. Les équipements, voulus à l'origine à l'échelle du quartier, ont une disposition trop éclatée, sont enclavés à l'intérieur de la cité et leur accès est rendu difficile par la ceinture physique et psychologique des logements périphériques.

Le Grand Parc modifie la physionomie de la ville. Alors que quelques années plus tôt à la Benauge⁸, l'on s'étonnait de bâtiments en R+10, ici R+10 représente la plus basse hauteur des bâtiments d'habitation (hormis les plots). A ce sujet une lettre de Pierre Mathieu, adressée au maire de Bordeaux en juin 1960, est intéressante : « Les constructions du Grand Parc amorcent un ensemble qui risque de se présenter comme un véritable rempart, hors d'échelle par rapport à l'ensemble de l'agglomération Bordelaise. S'il paraît possible d'envisager pour ce secteur Nord-Est de Bordeaux une certaine surélévation par rapport aux constructions existantes, il y a lieu d'étudier de très près dans quelles conditions celle-ci pourrait être autorisée »⁹.

Le Grand Parc est devenu très vite une ville dans la ville, destinée à accueillir un melting-pot de population avec des Bordelais, des cadres de l'industrie et de l'administration (décentralisations industrielles), la population de Mériadeck (quartier en mutation) et de nombreux rapatriés d'Algérie à partir de 1962. Le parc de logements qu'elle offre (presque 4 000) n'a jamais été égalé dans la politique de logements de Bordeaux intra-muros et il témoigne de l'apogée du grand ensemble.

La réception de la cité

Le *Sud-Ouest édition Bordeaux* s'intéresse dès septembre 1945 à la construction du Grand Parc et en rapporte les étapes très régulièrement. Le 4 janvier 1955¹⁰, un long article est consacré pour la première fois au quartier de Luze. Les chiffres de quarante deux hectares, douze à quinze mille habitants, 3 000 logements sont annoncés ; la future cité est comparée

8. R. Coustet et M. Saboya, *Bordeaux la reconquête de la modernité, architecture et urbanisme à Bordeaux et dans l'agglomération de 1920 à 2003*, Mollat, Bordeaux, 2005, pp. 184-189.

9. A.M.Bx., côte 10 W 66.

10. Anonyme. En 1959 Bordeaux s'enrichira d'un nouveau quartier : De Luze. 3 000 logements - 12 à 15 000 habitants. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 4-01-1955.

à la Benaue dont elle sera, par sa superficie et ses nombreux bâtiments collectifs, « le digne pendant, mais en trois fois plus vaste ». Un article du 15 octobre 1958¹¹ précise la forme et la fonction du Grand Parc quelques mois avant sa mise en chantier. On fait à nouveau écho à la cité de la Benaue, puisqu'au Grand Parc on trouve aussi « des constructions à étages multiples, de hauteurs différentes et d'architectures assez variées pour que l'aspect du quartier ne soit pas monotone ». Le futur quartier (dont la construction doit commencer en 1959) sera compris, comme son nom l'indique, « dans un vaste ensemble de verdure et de fleurs ». On parle aussi de « véritable ville » avec ses 3 700 logements et leurs vingt mille habitants, son centre commercial, ses cinq groupes scolaires, son lycée, son église, ses parkings, son local pour l'UNAF et la Sécurité sociale. Pendant la phase de construction, quasiment chaque immeuble édifié est photographié et décrit souvent avec éloges. Le Grand Parc est la première cité bordelaise à être autant médiatisée. Des renseignements pratiques, comme l'avancée des travaux, les types de logements, la hauteur des immeubles, les modifications ou les inaugurations sont annoncés. Le journal rapporte aussi des informations en termes d'innovation, d'architecture, qui vantent les mérites de la cité. Par exemple, il est dit que les tours B et F battent le record du monde, en hauteur, de la construction en béton caverneux, matériau moderne, résistant, très bon isolant phonique et thermique, déjà utilisé à la Benaue¹². Les articles font plusieurs fois référence à la ville de Brasília, symbole de la modernité : « la magnifique perspective évoquant Brasília », « le Brasília bordelais », « l'ambiance qui évoque Brasília »¹³. Le 19 août 1961¹⁴, Jacques Chaban-Delmas parle de « moderniser notre ville de telle façon qu'elle ne puisse plus revenir en arrière ». Lors des inaugurations de la salle des fêtes et du centre administratif, en mars 1968¹⁵, le maire déclare que « La cité du Grand Parc, qui vient de recevoir une partie des services qu'elle est en droit d'attendre, marquera un progrès réel par rapport aux quartiers traditionnels. En agissant ainsi, nous enrichissons Bordeaux et nous ouvrons la voie à d'autres réalisations ». On fait écho à la hauteur des bâtiments avec une subtile phrase : « la cité du Grand Parc qui compte déjà des édifices d'une certaine hauteur - pour ne pas dire d'une hauteur certaine »¹⁶. Un article du 7 août 1963¹⁷ s'intéresse à la rapidité de la cadence de construction, un autre du 6 janvier 1966¹⁸ parle de la « spectaculaire réalisation municipale ». Le quotidien insiste à plusieurs reprises sur le fait que la cité du Grand Parc soit une véritable ville. Son nombre d'habitants est comparé à Libourne, à Arcachon et à Bègles, on évoque « une ville nouvelle », « cette grande petite ville dans la grand-ville », « cette ville dans la ville qu'est la cité du Grand Parc », « cette ville aux dimensions de sous-préfecture qu'est la cité du Grand Parc », « le Grand Parc, c'est la population de Libourne »¹⁹. Le 26 septembre 1967²⁰, la conclusion d'un article fait l'apologie de la cité : « Ainsi, après les cités de la Benaue, du Parc des

Sports, Bouguereau, Claveau, Carle-Vernet, Carrière, etc., la réalisation de l'ensemble Grand Parc aura permis à des milliers de Bordelais de vivre dans un cadre harmonieux, répondant aux exigences d'un urbanisme moderne, au milieu d'un équipement socio-culturel et récréatif complet. ». Le 1^{er} mars 1969²¹, un article présente le Grand Parc comme « un des plus grands ensembles de la Province ».

Malgré tous ces articles positifs, on trouve des papiers dans lesquels sont évoqués les problèmes de la cité. Dans un article du 20 Mars 1964²², Jacques Merly (président de l'Association intergroupes du Grand Parc et de sa périphérie) reproche essentiellement le manque d'équipements de la cité : « Le drame, au Grand Parc (qui est d'ailleurs celui de tous les grands ensembles) est que, malheureusement, l'intendance ne suit pas le logement ! » Un article du 15 juin 1965²³ explique que M. Estèbe (élu de l'opposition) déplore la conception générale de l'urbanisme qui présente des inconvénients au point de vue de la vie familiale et de l'éducation des enfants. Les reproches faits à la cité du Grand Parc sont symptomatiques des grands ensembles. Un article du 20 août 1971²⁴ conclut : « Aussi faut-

il souhaiter que les 20 000 habitants du Grand Parc ne considèrent pas leur cité comme une *cité dortoir* ». On s'interroge aussi sur la qualité de vie dans les grands ensembles et le Grand Parc n'y échappe pas. Le 26 décembre 1972²⁵, un article se demande si les gens ont réussi à s'adapter à la vie en hauteur « dans ce quartier qui fut la fierté d'un Bordeaux dit moderne... », où est l'échoppe chère aux Bordelais ? Au Grand Parc, en tout cas, il semble bien que certains la regrettent encore. Tout le monde n'a pas su s'adapter à cet habitat encore inconnu ici il y a une vingtaine d'années et que, la première, la cité Lumineuse mit à la mode. Et, à Bordeaux, on a la tradition tenace. Les buildings, aujourd'hui, poussent à la manière des champignons, mais certains de ceux qui les *adoptent* ne parviennent pas à apprendre à y vivre. C'est hélas, le Grand Parc qui détient le triste record des suicides à Bordeaux. Et, dans la plupart des cas, ces actes sont provoqués par la solitude, l'isolement. » Ces articles sont négatifs, dans un contexte de dénigrement à l'encontre des grands ensembles, alors que des critiques positives avaient lieu très peu d'années auparavant. Peut-être que la pratique des usagers de la cité, en théorie idéale, met alors au jour ses dysfonctionnements. En avril 1974²⁶, un article évoque une école abandonnée qui subit les vandalismes temporels et humains et conclut que c'est « Une expression du mal des grands ensembles ».

Le terme revêt désormais une connotation péjorative, symptôme de tous les maux. Au fil des ans et jusqu'à nos jours, le *Sud Ouest Bordeaux* ne cesse de s'intéresser au Grand Parc. Nombre d'articles évoquent les gens, la question de la population vieillissante, l'intégration du quartier à son environnement et toujours cette idée de ville dans la ville. Le 16 octobre 1991²⁷, on parle d'« Une ville dans la ville, destinée à accueillir des Bordelais ou des gens de la proximité, mais aussi beaucoup de rapatriés d'Algérie, souvent dans de douloureuses circonstances, et la population de Mériadeck touchée par le réaménagement de son quartier. Ce dernier groupe arrive avec une réputation chaude qui ne va pas sans déteindre sur son nouveau lieu d'accueil. Le Grand Parc va garder dans l'esprit des Bordelais cette image de quartier à problèmes, pourtant depuis longtemps marginalisée aujourd'hui de l'avis même de ses habitants. Construit dans les années 1960, le Grand Parc a bénéficié du dernier élan de ces programmes d'urbanisation à grande échelle. Grâce à cela, il a réussi à conserver une vie de quartier qui ne se retrouve plus ailleurs. » Le 31 mai 1990²⁸, le quotidien revient longuement sur la cité et fait une sorte de bilan, trente ans après. « Sortie des anciennes cressonnères bordelaises au début des années soixante, pratiquement au cœur de la ville, la cité du Grand Parc tire la langue aux idées reçues. Ici tours en béton ne signifient pas obligatoirement ghettos. Les 11 000 habitants du Grand Parc vivent un peu comme des villageois. (...) Si le Grand Parc est un peu la cité-

exception qui confirme la règle d'autres ensembles immobiliers souvent tristes, c'est certainement à cette concentration d'équipements qu'elle le doit. Son bonheur repose simplement sur le choix politique de rendre la cité vivable et conviviale. (...) À choisir, la population d'ouvriers et d'employés qui vivent ici préféreraient certainement habiter leur propre maison avec jardin. Mais les résidents du Grand Parc ne cherchent pas à fuir comme on le voit ailleurs. Et se déclarent heureux dans cette petite ville à l'intérieur de la ville. » Le 27 juin 2005²⁹, ce dernier article témoigne de la réception généralement positive que le Grand Parc suscite au fil des ans. « (...) au cœur d'une cité qui était montrée en exemple lorsqu'elle sortit de terre - et qui le mérite encore par bien des aspects : caractère aéré de l'habitat, originalité des concepts architecturaux, richesse des équipements publics d'accompagnement, tranquillité des lieux, abondance d'espaces verts - prouve que la cité a encore bien des atouts quarante ans après ».

La rénovation des équipements fait aussi l'objet d'articles dans le quotidien local. Certes, la presse locale a pu s'emparer négativement du sujet, à l'époque de la cabale contre ce type de réalisations, mais d'une manière générale les articles du *Sud Ouest Bordeaux* relatifs au Grand Parc en ont souvent vanté les mérites. Les architectes s'intéressent aussi à la cité. Dès 1960, Pierre Mathieu s'inquiète de la hauteur du bâti. En octobre 1967, alors que de nombreux bâtiments sont en phase d'être achevés, Paul Vollette confie que le Grand Parc sert déjà de modèle grâce aux architectures différentes des bâtiments qui créent un ensemble « plus cohérent et plus personnalisé »³⁰. En 1972, alors que la cité n'est pas totalement achevée, Pierre Barrère en livre une analyse³¹. L'échelle du Grand Parc diffère des opérations précédentes avec un résultat bien meilleur. En effet, il estime que les réalisations antérieures sont « des rapiécages du tissu urbain sans cohérence avec les quartiers environnants et sans structure interne satisfaisante », et que le

11. Anonyme. 3 700 logements, 5 groupes scolaires, un lycée, un centre commercial et une église formeront sur les terrains de Luze le quartier du Grand Parc. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 15-10-1958.
12. L., A. 22 étages, 61 mètres... Cette tour de la cité du Grand Parc bat un record du monde, celui, en hauteur de la construction en béton caverneux. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 17-11-1960.
13. Respectivement, *Sud-Ouest édition Bordeaux* des 19-08-1961, 14-08-1962 et 20-03-1964.
14. Anonyme. À la cité du Grand Parc, cours de Luze, deux nouveaux immeubles de quinze étages accueilleront, avant la fin de l'année, six cents personnes dans cent soixante logements. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 19-08-1961.
15. Anonyme. Le président Chaban-Delmas a inauguré la salle des fêtes et le centre administratif du Grand Parc. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 25-03-1968.
16. Anonyme. Pour l'URSSAF et la Sécurité sociale cette tour de quatorze étages va s'élever à la cité du Grand Parc. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 19-09-1962.
17. Anonyme. Cinq mois ont suffi pour construire cet immeuble. Ses 11 étages groupent 160 logements. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 7-08-1963.
18. Anonyme. Deux chantiers de l'an nouveau à la cité du Grand Parc. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 6-01-1966.
19. Respectivement, *Sud-Ouest édition Bordeaux* des 6-01-1966, 24-08-1966, 26-09-1967, 17-10-1967, 8-05-1968 et 16-01-1971.
20. Anonyme. Où en est l'édification de la cité du Grand Parc ? *Sud Ouest édition Bordeaux*, 26-09-1967.
21. Anonyme. 17 000 volumes à la disposition des 15 000 habitants du Grand Parc. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 1er-03-1969.
22. P., J.-H. Ce qui va, ce qui ne va pas dans votre quartier, cité du Grand Parc. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 20-03-1964.
23. Anonyme. Le Conseil municipal a décidé de construire au Grand Parc de nouveaux logements, un collège d'enseignement général, un service de renseignements. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 15-06-1965.
24. Anonyme. Au Grand Parc, dix hectares de terrains vagues sont devenus un verdoyant jardin public. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 20-08-1971.

25. Faubert, Jean-Marc. En flânant au Grand Parc. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 26-12-1972.
26. Anonyme. Au Grand Parc : cette école abandonnée subit les derniers outrages. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 2-04-1974.
27. Leenhardt, Lawrence. Histoire d'une naissance. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 16-10-1991.
28. de Laage, Dominique. Le printemps d'une cité champêtre. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 31-05-1990.
29. Gamier, Claude. Grand Parc. Une cité artistique. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 27-06-2005.
30. Anonyme. Hier, à la cité du Grand Parc, trois inaugurations par le président Chaban-Delmas. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 17-10-1967.
31. Barrère, Pierre. Vers le Bordeaux de l'an 2000. Le nouveau visage de Bordeaux, *Bordeaux au XXe siècle*, (ouvrage collectif sous la direction de Lajugie Joseph), Bordeaux, 1972, pages 529 et 530.

Grand Parc est la première « action d'urbanisme ». Il pense que l'orientation variée des barres et leur disposition en périphérie évite la monotonie, tandis que les tours élancent l'ensemble, aéré grâce à son parc. « C'est, très amplifié, ce que la Benaue avait d'aspect agréable ». La réussite esthétique s'allie à une structure cohérente, à la complétude des équipements, avec pour la première fois une fonction administrative au niveau de l'agglomération. Pour lui, le Grand Parc est un quartier vivant et animé, bien intégré à la ville qu'il développe vers le nord, comme « pionnier » de la future cité.

Cet examen du Grand Parc témoigne de l'enthousiasme qu'il génère, à peine réalisé. Il est vrai que la cité possède de très nombreux équipements, ouvre la ville vers le nord, peut être comparée à la Benaue (dans une autre mesure) et prend place dans un cadre verdoyant. Seulement ces théories, très positives et auxquelles les acteurs croient, sont moins évidentes dans la réalité : les tours et les barres enferment la cité sur elle-même et ne permettent pas la réelle ouverture des équipements pour le quartier ; et l'opération annoncée en plein cœur de ville se trouve en fait en marge de celui-ci. Certes, seulement huit cents mètres séparent physiquement le centre-ville du Grand Parc, mais dans les esprits, son architecture et son urbanisme modernes en font un « objet » à part du centre historique. La problématique de l'intégration des cités existe ici aussi : le Grand Parc fait partie du tissu urbain de Bordeaux, n'est pas une cité satellite, mais il reste en marge dans les consciences des gens, à cause d'une architecture différente (matériaux, hauteurs...), d'un lieu que l'on ne traverse quasiment jamais et d'équipements dont on ne profite pas, si l'on n'y vit pas. À l'image de la Benaue rive droite, de Claveau à Bacalan, de Carreire et Léo-Saignat aux franges de la ville, peut-on parler de réelle intégration ?

Le Grand Parc dans le contexte national

Les architectes du grand Parc ont pour la plupart marqué leur temps : André Conte réalise la cité Lumineuse, Claude Ferret reconstruit Royan et nous livre la caserne des pompiers de la Benaue. Selon les arrêtés du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, pour une cité de 4 000 logements, on trouve 200 logements du Type 1 (5 %), 200 logements du Type 2 (5 %), 1 520 logements du Type 3 (38 %), 1 520 logements du Type 4 (38 %) et 560 logements du Type 5 (14 %). Au Grand Parc, les logements deux pièces sont en large supériorité et les autres types de logements sont à plus ou moins 5 % dans les normes. Les six pièces ne sont pas mentionnés par le MRU, mais ils restent anecdotiques au Grand Parc. L'uniformité, la standardisation des ensembles d'habitations et la fonctionnalité des équipements nous plonge dans la réalité des grands ensembles de l'époque. De multiples influences se lisent : l'inspiration américaine clairement exprimée par Claude Ferret

pour le centre commercial Europe, l'abstraction géométrique de la façade de la salle des fêtes, la pureté miesienne de la piscine. On trouve tout de même des édifices qui viennent rompre avec le cadre. Ainsi la salle des fêtes et la maison des jeunes agissent comme des « variations visuelles ». Cette volonté est récurrente dans les grands ensembles : on peut mentionner pour exemples les écoles et les tours serpentes d'Émile Aillaud à la cité des Courtilières de Nanterre, ou encore la bibliothèque que Gérard Thurnauer réalise au sein de la cité de la Plaine à Clamart, à la même époque (1962-1965).

Bilan

La composition du Grand Parc est centralisatrice, avec une ceinture de bâtiments d'habitation qui unit en son sein les espaces verts et les équipements. Les stationnements sont repoussés en périphérie. La rue Robert-Schuman et le cours de Luze, deux axes majeurs qui se coupent en plein centre, renforcent cette centralité. L'affectation au sol de l'opération est de 591 441 m², divisés en 406 856 m² d'espaces libres et de voirie et 184 585 m² de constructions diverses dont 44 307 m² pour les habitations (avec une densité de 66 logements/ha). Les équipements bas s'étalent au sol, tandis que les habitats ont une faible emprise puisqu'ils se développent en hauteur. Le Grand Parc est conçu selon cinq principes fondateurs de la thèse moderniste :

Création d'un espace vert, cœur et fondement de l'opération autour duquel les immeubles sont implantés.

Orientation des immeubles afin qu'ils bénéficient du maximum d'ensoleillement.

Séparation des circulations automobiles et piétonnes (même si ici elle ne se fait pas en hauteur), hiérarchisation des différents types de voies.

Recherche d'autonomie entre les bâtiments et la voirie, avec pour corollaire le refus d'alignement : le bâtiment ne se plie plus au hasard des formes urbaines mais est implanté en fonction d'une négociation entre orientation et contexte.

Volonté d'intégrer des équipements commerciaux, éducatifs, sportifs et sociaux.

Le vaste chantier du Grand Parc a déclenché une incroyable dynamique de projet avec des expérimentations techniques, sociales et humaines. Dès l'achèvement de la construction d'un immeuble, les logements sont immédiatement équipés, aussitôt mis en location et occupés par des ménages impatients de se loger dans des conditions plus confortables. Le Grand Parc est caractéristique ainsi que témoin d'une période et d'une manière de concevoir l'habitat. La nécessité de construire, l'inspiration des théories modernes hygiénistes et du Style International a

quelques peu entraîné la réalisation de « machines à habiter ». Cependant, ces logements offrent à leur époque un confort nouveau. Ce confort fonctionnel, presque exceptionnel devenu, est aujourd'hui généralisé et même banal. L'ensemble perd alors de son prestige. L'utopie a malheureusement cédé la place au rejet. Ce grand ensemble a été voulu, construit, inauguré et louangé. Il a offert à une population, dans un temps donné, un cadre de vie agréable. Désormais il vieillit, sans que son organisation et sa structure très marquées par l'urbanisme et l'architecture des années soixante puissent lui permettre d'évoluer naturellement. Cependant, il est intéressant de constater que les réhabilitations introduisent la résille d'acier, la peau protectrice ou la couleur. Cette attitude correspond tout à fait aux préoccupations du temps présent, au désir d'intimité. Les architectes essaient donc d'opérer un glissement vers le présent par des formes, des matériaux et des usages actuels. Mais le mastodonte résiste. Pour terminer et pour nous rappeler l'importance de telles constructions à leur époque, citons un article du *Sud Ouest édition Bordeaux* daté du 20 février 2003³² : « Vous venez de recevoir, avec une joie bien compréhensible, les clés de votre appartement. Après avoir accompli les formalités

nécessaires, vous allez enfin vous y installer et peut-être réaliser un de vos rêves en y pendant la crémaillère. C'est en effet une nouvelle vie qui commence pour vous, avec cette implantation dans un grand ensemble moderne, le plus vaste de Bordeaux, le quartier du Grand Parc. C'est ainsi que Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, accueillait, dans les années 70, les premiers locataires du Grand Parc, via un livret pratique qui leur était distribué lors de l'emménagement. Le député-maire et premier ministre de l'époque saluait aussi les conditions d'hygiène offertes aux locataires : Votre séjour est facilité par l'installation d'appareils tels que chauffe-eau, chasse d'eau, vide-ordures. Cela pourrait aujourd'hui faire sourire. Pourtant, à l'époque, c'était un véritable progrès. Beaucoup de familles arrivaient en effet de vieux immeubles du centre de Bordeaux, insalubres, sans eau chaude et avec salle d'eau et toilettes collectives ».

32. Zanouy, Joël. Le grand Parc ouvert sur toutes les cultures. *Sud Ouest édition Bordeaux*, 20-02-2003.

Notes et documents



Revue Archéologique de Bordeaux, tome IC, année 2008, p. 199-200

L'énigmatique Frère Mathias

par Jean-François Fournier

Dans les années 1970, les ventes courantes qui se déroulaient à l'hôtel des ventes de la rue Delurbe à Bordeaux permettaient aux amateurs d'art de découvrir au milieu d'objets hétéroclites des œuvres présentant un réel intérêt. Ce fut le cas un jour de 1972 où je pus acheter pour une somme dérisoire un de ces reliquaires familièrement nommés par les antiquaires et les brocanteurs des *paperoles* parce qu'ils sont constitués de petits papiers enroulés peints et dorés qui forment des volutes et des rinceaux dans lesquels sont enchâssés des reliques à l'authenticité très discutable. Ces reliquaires furent fabriqués en grand nombre dans les couvents, principalement par des carmélites, au XVIII^e siècle, surtout dans le sud de la France¹.

Celui dont je fis l'acquisition, bien que datant seulement de la fin du XVIII^e siècle – sa baguette d'époque Louis XVI en faisait foi – était si délabré que toute restauration s'avérant impossible, je l'achetai uniquement pour la miniature de forme ovale représentant le visage de la Vierge Marie qui se trouvait en son centre (fig. 1) car, élément aussi inhabituel qu'intéressant, sous celle-ci figurait une petite pastille de papier doré sur laquelle on pouvait encore lire, bien que très effacée par le temps, la mention *Frère Mathias 1712*, écrite à l'encre noire. Indication qui nous donne le nom de l'auteur et la date de l'exécution de la miniature.

Cette miniature est peinte à l'huile, mais d'une pâte particulièrement fluide, sur une feuille de parchemin. En l'examinant avec attention, on constate que, primitivement, elle était rectan-



Fig. 1. - Frère Mathias, 1712.
La Vierge Marie.

gulaire car on peut encore voir sur ses quatre côtés les restes d'une bordure rectiligne peinte en vert séparée du sujet par un trait noir. La reconstitution de ce tracé indique qu'elle mesurait originellement 0,075 de hauteur et 0,060 m de largeur. Si on évalue la largeur de la bordure verte et du trait noir à 0,005 m et si on estime que l'artiste dut laisser une marge d'une largeur au moins équivalente, on peut penser que la feuille de parchemin mesurait au moins 0,090 de hauteur et 0,075 de largeur²; peut-être s'agissait-il d'une page d'un livre d'heures. Quoi

1. Lefort, 1985.

2. Actuellement, la miniature est de forme ovale et mesure 0,080 m de hauteur et 0,066 m de largeur.

qu'il en soit, la religieuse qui fabriqua le reliquaire vers 1780 se servit d'une ancienne miniature qu'elle recoupa aux dimensions souhaitées et, afin que le nom de son auteur et la date qui devaient figurer sur la partie sacrifiée ne soient pas perdus, elle les transcrivit sur la petite pastille de papier doré dont nous avons parlé plus haut.

L'œuvre du Frère Mathias n'est pas vraiment une œuvre personnelle : le port de tête, le costume et les traits du visage de la Vierge Marie sont copiés sur le type de la Vierge que peignit tout au long de son existence le peintre italien Lorenzo di Credi (vers 1448-1537)³. Bien que les couleurs aient été considérablement fanées par une longue exposition à la lumière, on peut voir que l'exécution est un peu molle ; la douceur de Lorenzo di Credi a été quelque peu transformée en mièvrerie par le Frère Mathias.

Quand j'ai démonté le reliquaire pour en extraire la miniature, j'ai pu constater que les papiers roulés qui l'entouraient étaient faits avec les fragments des pages d'un livre de piété du XVIIe siècle écrit en français. La mention *Frère Mathias* étant elle aussi écrite dans cette langue, on peut

en déduire qu'il fut fabriqué dans quelque couvent français mais nous ignorons où car, dès le XVIIe siècle, les carmélites s'étaient établies dans plusieurs villes du midi de la France⁴. Cet élément ne nous apprend rien sur l'artiste lui-même à part le fait que son œuvre était dans notre pays dès la fin du XVIIIe siècle. Le soin que prit la religieuse qui confectionna le reliquaire pour perpétuer le nom du Père Mathias indique une certaine considération envers lui et, pourtant, il reste un artiste inconnu qui ne figure même pas sur le *Dictionnaire de Bénézit*. Peut-être ne jouissait-il que d'une célébrité locale ; dans ce cas, le lieu où fut conçu le reliquaire ne doit pas être éloigné du lieu où il vécut. Je profite des pages de notre revue pour lancer un appel. Quelqu'un, parmi nos collègues ou parmi les membres de nos sociétés correspondantes a-t-il déjà rencontré le nom de Frère Mathias ou vu une œuvre de cet énigmatique religieux ?

3. Voir en particulier de ce peintre *La Vierge et l'enfant entourés de Saint Julien et de Saint Nicolas de Myre* (Paris, Musée du Louvre) et *La Vierge et l'enfant* (Musée Fesch, Ajaccio).

4. L'art du XVIIe siècle dans les carmels de France, p. 77 et 78.

Bibliographie

L'art du XVIIe siècle dans les carmels de France. Musée du Petit Palais, 17 novembre 1982-15 février 1983. Paris, 1982.

Lefort (Jean-François). *Les paperoles des carmélites : travaux de couvent en Provence au XVIIIe siècle*. Paris, Lafitte, 1985.

L'Atlas historique de Bordeaux

une nouvelle production de la collection de l'Atlas historique des villes de France



La collection de l'Atlas historique des villes de France a été initiée en 1973 par Philippe Wolff et Charles Higounet, conformément aux vœux de la Commission internationale pour l'histoire des villes et dans la lignée des entreprises déjà menées en Angleterre et en Allemagne¹. La première série des Atlas pour les villes françaises a vu ainsi le jour, à partir de 1982, sous l'égide du professeur Jean-Bernard Marquette, successeur de Charles Higounet au sein du Centre de Recherche sur l'Occupation du Sol, associé au CNRS. La collection, publiée depuis 1996 par Ausonius-Éditions, est aujourd'hui forte de 49 volumes – Bordeaux étant la dernière ville traitée – et, sans doute, n'a-t-elle jamais autant mérité son qualificatif d'atlas, c'est-à-dire de recueil de cartes composé de l'ensemble des fascicules publiés.

Expression d'une géohistoire chère aux fondateurs, les atlas ont été réalisés dans une perspective d'occupation du sol et du peuplement, faisant la part belle à l'approche monographique et cartographique de l'espace, conçu comme le produit d'une

1 Les Anglais ont été pionniers dans la réalisation d'atlas historiques de villes et ont publié dès 1969 un premier volume (Lobel, M.D. (éd) et W. H. Johns (1969) : *Historic Towns of the British Isles, Maps and plans of towns and Cities in the British Isles, with historical Commentaries, from Earliest Times to 1800*). Ils ont été suivis par leurs collègues allemands qui ont adopté des principes similaires, notamment le recours à un fond de plan parcellaire et antérieur à la Révolution industrielle (*Rheinischer Städteatlas*, sous la dir. E. Ennen, Institut für geschichtliche Landeskunde des Rheinlande an der Universität Bonn, Ludwig Röhrscheid Verlag Bonn, 1972. Zulpich, n° 6 Bonne).

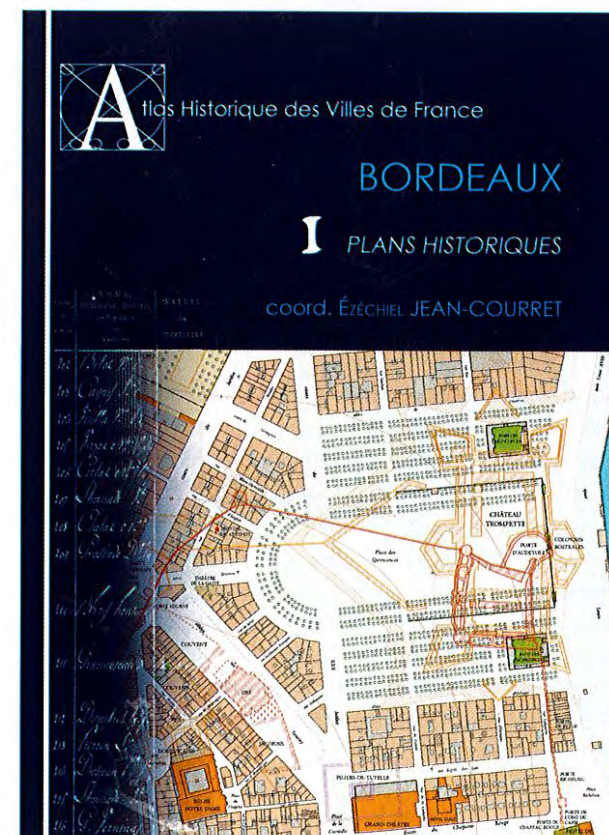


Fig. 1. - Page de couverture du tome I, Plan historique, coord. É. Jean-Courret.

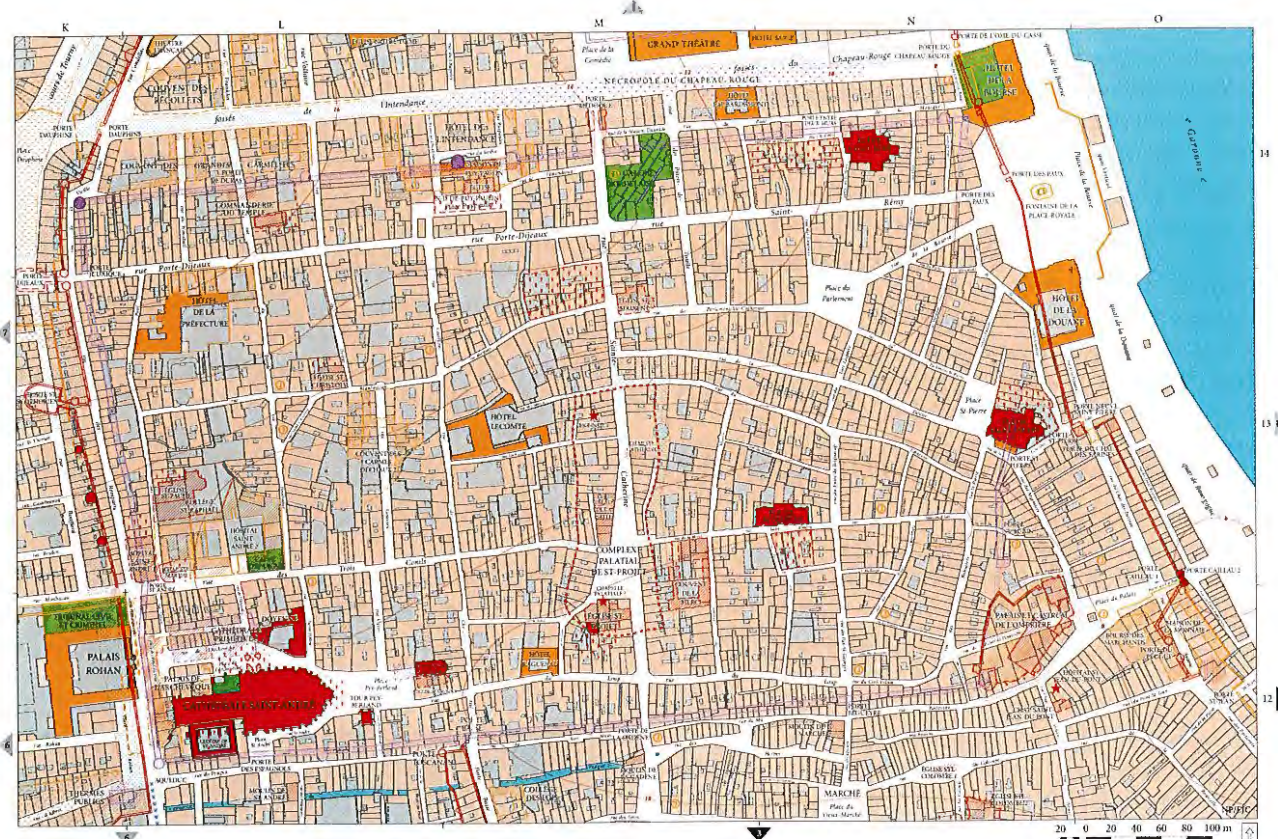


Fig. 2. - Planche 2 du Plan historique de Bordeaux (t. I, Atlas historique de Bordeaux).

culture historico-géographique. On ne saurait assez dire ce que la démarche, que l'on pourrait qualifier de morphohistoire ou de « proto analyse spatiale », avait alors de novateur et de singulier, à un moment où l'espace était perçu, par les historiens, seulement comme un cadre ou un décor. L'objectif de ces atlas a été de retracer, par le biais d'une restitution cartographique commentée, l'évolution topographique des villes, de leurs origines au XIXe siècle, en mobilisant l'ensemble des sources disponibles, qu'elles soient écrites, planimétriques, iconographiques ou archéologiques. L'esprit et la démarche adoptés n'ont pas varié depuis les origines : le document central de l'atlas est le plan général de la ville (au 1/2500), élaboré à partir du cadastre napoléonien, sur lequel sont reportées, grâce à une légende fournie et détaillée, les étapes de la structuration de l'espace urbain. Un commentaire textuel, dénommé « Notice générale », accompagne le plan, en fournissant les données et les interprétations historiques nécessaires à sa lisibilité et à sa compréhension.

Un modèle à adapter pour Bordeaux

Jusqu'alors, les volumes réalisés dans la collection avaient porté sur des villes petites et moyennes ; Bordeaux a été la première agglomération de grande taille à être traitée et son atlas s'annonçait comme une entreprise inédite. L'enjeu n'en était pas moindre : la ville ancienne comprend non seulement le plus grand secteur sauvegardé de France, mais aussi un bâti (XVIIe-XIXe siècles), particulièrement riche du point de vue architectural, qui lui a valu l'attribution, en 2007, du label Patrimoine mondial de l'Humanité par l'UNESCO. Le label s'applique à un territoire qui couvre 1810 ha, englobant une aire peu ou prou semblable à celle retenue pour l'atlas. De fait, l'ampleur de l'espace urbain et sa valeur patrimoniale ont constitué, pour l'équipe de l'atlas, un premier défi obligeant à des adaptations au regard des productions traditionnelles.

Souhaitant produire une lecture renouvelée de l'espace urbain bordelais, les auteurs se sont nourris des avancées réalisées depuis deux décennies dans la recherche archéologique et historique. Les travaux réalisés en histoire ont été particulièrement abondants pour la période médiévale² mais les progrès ont été également patents dans la connaissance des transformations urbanistiques des XVIIIe et XIXe siècles³. L'atlas de Bordeaux a aussi intégré les derniers acquis de l'archéologie, tout en prenant également en compte les données fournies par les fouilles antérieures. Les opérations archéologiques, menées de 2001 à 2004 dans le cadre des travaux d'installation du tramway, ont généré nombre de découvertes qui ont complété ou bousculé les acquis précédents ; l'agglomération protohistorique et celle des Bituriges, la cathédrale primitive puis son édifice roman, le port médiéval de Bordeaux, ses palais ducaux..., autant d'« inventions » récentes des historiens et archéologues, qui ont amené à repenser les pôles et dynamiques spatiales de la ville ancienne.

Pour ce faire, deux programmes de recherche ont été initiés par l'Institut Ausonius, en partenariat, avec le Service Régional de l'Archéologie : l'un, dénommé « Bordeaux antique et médiéval », inscrit au plan quadriennal (2006-2010) de l'université de Bordeaux, est à l'échelle de la ville ; l'autre, relevant d'un projet Région (2006-2009) portant sur les dynamiques spatiales de l'Aquitaine centrale de la Protohistoire à la fin du Moyen Âge, s'intéresse à Bordeaux comme pôle central à l'échelle régionale. L'Atlas historique de Bordeaux a relevé de ces deux programmes et constitue l'un des premiers jalons d'une série de publications prévues pour les prochaines années⁴. Reflet de cette effervescence scientifique initiée par les découvertes récentes, l'atlas se singularise cependant des autres productions, plus spécialisées, par sa vocation de synthèse et sa perspective sur la longue durée.

Étudier dans la diachronie un vaste espace urbain a nécessité un travail d'équipe ; dix auteurs : des archéologues, relevant du Service Régional de l'Archéologie d'Aquitaine et de l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives, et des historiens, auxquels se sont adjoints des cartographes et ponctuellement d'autres collaborateurs, ont participé au projet et fonctionné en interdisciplinarité, chacun apportant ses compétences et ses connaissances sur sa période et son champ de recherche. L'Atlas historique de Bordeaux a aussi permis un rapprochement institutionnel entre son siège, l'Institut Ausonius, et le Service Régional de l'Archéologie, intégration de chercheurs et mise en commun de données ayant donné lieu à une convention entre les deux institutions. La Ville de Bordeaux a apporté son soutien à la réalisation de l'atlas en

LA CITÉ À LA VILLE DE GRÉGOIRE DE TOURS À L'ENCLAVE DU BOURG (FIN VI^e SIÈCLE-VERS 1220)

Frédéric Bourouille

Du VI^e au début du XII^e siècle, soit de Grégoire de Tours à la construction de l'enceinte du bourg, la physionomie de Bordeaux reste marquée par l'héritage du Bas-Empire avec, en premier lieu, l'empreinte de l'enceinte de la cité. Mais s'il faut effectivement attendre la première moitié du XII^e siècle pour assister à la mise en place de nouvelles courtoises, flancées le côté sud de la ville, on a tout de même vu se dresser, au long du Moyen Âge, pour reprendre la périodisation de Charles Higounet, n'est-ce pas une longue phase de stabilité ? Certes, sauf rares exceptions, il n'y a pas eu de grandes transformations de la topographie bordelaise jusqu'à la fin du XII^e siècle et, pendant des décennies, on a trop facilement fait le lien entre pénurie documentaire et continuité du peuplement durant ces âges obscurs. Le tableau plutôt sombre de Charles Higounet, qui a patiemment rassemblé une documentation claustrée pour rédiger le premier tome de l'histoire de Bordeaux au Moyen Âge, a longtemps servi de modèle. Aujourd'hui nos connaissances sur le haut Moyen Âge bordelais ont été largement renouvelées, grâce surtout à l'archéologie et au regard du morphologue sur le plan parcellaire. Ces nouvelles données, combinées à quelques découvertes textuelles, exigent quelques uns des débats ayant agité la précédente génération d'historiens et d'archéologues travaillant sur la ville (comme la question de l'emplacement de la cathédrale primitive) ; elles revèlent aussi des pôles de pouvoirs inédits et affinent la connaissance des pulsations de la fabrique urbaine sur plus de six siècles, non sans ouvrir de nouveaux questionnements.

BORDEAUX PENDANT LE HAUT MOYEN ÂGE

Continuité du peuplement et de l'utilisation du port intérieur (VI^e-XI^e siècles)

Après l'abondance documentaire de la fin du VI^e siècle commence un long étiage de textes. Les reconstructions de Grégoire de Tours (c. 530-594) et de Vinance Fortunat (c. 530-609), trop peu nombreuses, sont infiniment moins précises sur la ville de Bordeaux à l'époque mérovingienne, avant que les sources narratives du milieu du XII^e siècle ne s'éclairent à nouveau.

Fig. 3. - Extrait de la Notice générale (t. II, Atlas historique de Bordeaux, p. 41).

la subventionnant, mais également par le biais des Archives municipales qui ont été partenaire conventionné dans le cadre d'un échange de données cadastrales. Le Conseil régional d'Aquitaine et le Conseil général de Gironde ont aussi aidé au financement du programme.

² Voir notamment Jean-Courret, É. (2006) : *La morphogenèse de Bordeaux, des origines à la fin du Moyen Âge. Fabrique, paysages et représentations de l'Urbs*, thèse de doctorat d'histoire du Moyen Âge, sous la dir. J.-B. Marquette, université de Bordeaux III.

³ Voir notamment Schoonbaert, S. (2004) : *La voirie bordelaise au XIXe siècle. L'administration et les pratiques municipales d'aménagement urbain (1807-1886)*, thèse de doctorat en urbanisme, sous la dir. J.-P. Frey, université de Paris XII, 2004. Publication aux PUPS, 2007.

⁴ Sont notamment programmées la réalisation de la Carte archéologique de la Gaule sur Bordeaux, la publication de rapports archéologiques sur les différentes fouilles effectuées à Bordeaux cette dernière décennie, ainsi que celle de plusieurs corpus : Corpus des Inscriptions latines, Corpus des mosaïques antiques de Bordeaux, Corpus du décor architectural de Bordeaux antique.

Des transformations de fond et de forme

Au regard des productions antérieures, le changement initié pour Bordeaux a principalement porté sur les méthodes mises en œuvre et le rendu de la publication. En matière de plan, le principe de retenir le fond cadastral napoléonien a été conservé mais a dû être adapté en fonction de la particularité de la documentation bordelaise. En effet, les premières campagnes de levés effectuées par les ingénieurs de la ville (1811-1832 ; 1846) n'ont abouti qu'à la réalisation de plans parcellaires, sans que leur soient adjointes des matrices. Ce n'est que la troisième campagne de 1850-1855 qui a permis la création d'un véritable plan cadastral accompagné d'un état de sections ; encore a-t-il été l'objet d'un lever partiel n'englobant que le centre-ville et les proches faubourgs, en révision des premières entreprises cadastrales. L'exigence méthodologique de disposer conjointement des planches cartographiques et des matrices et le souci d'inclure dans le projet les premières transformations urbaines du XIX^e siècle, tout en excluant la phase des opérations « haussmanniennes » (1851-1914), ont déterminé le choix de ce dernier plan, d'autant qu'il est issu de la compilation des données des premières campagnes, validées par le service des Contributions dans la décennie 1850. Il a néanmoins fait l'objet d'une recomposition ; pour construire un référent spatial cohérent, le document réalisé a intégré et homogénéisé, grâce au traitement informatique, l'ensemble des données cadastrales rassemblées dans la première moitié du XIX^e siècle ; de fait, le fond planimétrique de l'atlas, que l'on a appelé, par facilité de langage, le plan de 1850-1855, se trouve être, en réalité, un plan composite, une donnée construite par l'assemblage des trois premiers plans parcellaires et cadastraux.

Selon la chaîne opératoire éprouvée par les atlas antérieurs, le dessin informatique du plan a débuté bien en amont des recherches menées par les auteurs. Le travail initial a d'abord été effectué, comme à l'accoutumé, sur le logiciel d'infographie Adobe® Illustrator®, mais très vite la nécessité de son géoréférencement s'est imposée. L'opération a été menée par Ézéchiél Jean-Courret et a été réalisée sur le logiciel ArcGis® et ses applications complémentaires. L'entreprise a été délicate et considérable : plus de 90 000 objets ont ainsi été agencés pour former le plan⁵. Ils ont été regroupés selon leur nature sur une même couche (ex : couche « bâti ») ; puis, la couche des tracés parcellaires, absente des atlas précédents, a été créée⁶. Enfin, les monuments y ont été reportés à l'aide d'une sémiologie graphique indiquant leur époque de construction, leur état – en place ou disparus – à la date du plan et le degré de restitution de l'historien.

Dans sa version finale, l'édition du plan se compose de 15 planches au format italien rassemblées dans le tome I. Un tableau d'assemblage et un jeu de légendes précèdent le

recueil. Un plan de situation rappelle l'emprise et la localisation de chaque feuille sur le cadre d'étude. L'ensemble offre un maniement et une consultation plus aisée que le tirage d'un plan unique, d'un format trop grand au 1/2500 (2,75 x 3,2 m) pour pouvoir être plié et encarté. Trois jeux d'échelle ont été utilisés : le 1/2500 pour les planches urbaines 01 à 08, le 1/5000 pour les planches péri-urbaines 09 et 10, enfin le 1/7500 pour les planches rurales 11 à 15. La numérotation en spirale répond globalement à l'histoire de l'occupation du site et aux grandes unités topographiques. (fig. 1).

La lecture de ce plan historique peut s'effectuer selon deux entrées ; d'une part, il donne à voir un état de la ville à la date du cadastre de référence, soit la première moitié du XIX^e siècle⁷ ; d'autre part, il produit une vision diachronique du paysage monumental, qui propose une transcription cartographique de la fabrique de la ville sur la longue durée. (fig. 2).

En matière de commentaire textuel du plan, deux volumes, et non plus un, ont été réalisés. Au regard des atlas précédents, la Notice générale (t. II) a considérablement grossi en volume (305 pages de texte) ; elle conserve sa finalité initiale d'apporter données et interprétations nécessaires à la compréhension du plan et propose une lecture de la formation de l'espace urbain de Bordeaux, de ses origines protohistoriques jusqu'à la date du plan, soit la seconde moitié du XIX^e siècle ; le lien avec la période actuelle est assuré par une conclusion retraçant, à grands traits et sans qu'elles fassent l'objet d'un report sur le plan, les évolutions spatiales les plus sensibles durant le dernier siècle. (fig. 3).

Complémentaire du plan, cette notice générale l'est également du tome III consacré aux sites et aux monuments qui ont fait l'objet d'un report sur le plan. La confection de ce tome est un inédit dans la collection ; son objectif est de dresser un inventaire ordonné des monuments et sites de Bordeaux, édifiés de l'Antiquité (la Protohistoire n'a pas laissé de construction monumentale) à la date du plan (1850-1855). Par « Monuments et sites », on entend des structures singulières et autonomes

5 Chaque plan a été précisément calé à l'aide de douze points en moyenne, équitablement répartis sur l'étendue de chaque planche. L'application calcule ensuite l'erreur moyenne de calage qui existe entre les points d'origine positionnés sur les plans du XIX^e siècle et les points d'arrivée implantés sur le plan actuel. La marge d'erreur moyenne de l'ensemble est de 0,50 m.

6 Dans la présente édition, le parcellaire apparaît uniquement à l'échelle du 1/2500, sous la forme de traits plus épais.

7 Les contemporanéistes, voire les archéologues qui préfèrent travailler sur le cadastre actuel, nous font grief de ne pas intégrer les évolutions contemporaines. Mais l'adjonction des structures récentes, souvent nombreuses particulièrement dans une grande ville comme Bordeaux, aurait généré un effet de surcharge sur le plan qui lui aurait fait perdre de sa lisibilité. De fait, un atlas du Bordeaux contemporain reste à faire.

sélectionnées en tant qu'éléments marqueurs du paysage. N'ont été retenues que les structures relevant d'un fonctionnement public, soit au titre de lieu d'exercice ou d'expression d'un pouvoir public, laïc ou ecclésiastique, soit à celui d'un usage commun des habitants⁸. Au total, 173 monuments ou groupes de monuments ont été répertoriés et font l'objet, chacun, d'une notice spécifique dressée par un ou plusieurs historiens spécialistes. Le principe adopté lors de leur rédaction a été qu'à chaque notice correspondent à la fois un site, une localisation et une fonction ; si l'un de ces paramètres a changé au cours du temps, une nouvelle notice a été réalisée. Cependant, dans deux cas, des aménagements ont été effectués. Dans le cas des sites qui changent plusieurs fois et rapidement de fonction sans que leur structure en soit bouleversée, une seule fiche a été dressée relatant les mutations fonctionnelles. Dans le cas de certains sites de même type, une fiche synthétique les regroupe ; ainsi des nécropoles antiques, des portes des enceintes médiévales, des moulins, des hôpitaux et des chapelles du Moyen Age... Leur traitement global a permis de mieux mettre en exergue leur identité et leurs spécificités communes. Néanmoins, des notices particulières ont été réalisées pour les cas les plus remarquables avec renvoi à la fiche de synthèse. À l'intérieur de ce volume, les notices ont été ordonnées selon un classement à trois niveaux : d'abord un ordre chronologique en fonction de l'époque de construction du monument⁹, puis un ordre typologique selon la fonction du monument signalée dans la fiche¹⁰, enfin un ordre alphabétique selon le toponyme du monument ou, à défaut sa nature. (fig. 4).

Afin de faciliter la lecture et la correspondance entre les tomes, ces sites et monuments sont signalés par un astérisque dans les textes des tomes II et III et ont fait l'objet d'index. De même, les principaux acteurs de la fabrique urbaine, pareillement signalés par un astérisque, ont fait l'objet de notices biographiques.

In fine, si l'*Atlas historique de Bordeaux* reste dans la lignée de la collection, il propose un nouveau modèle plus en prise avec la demande scientifique, mais aussi avec les attentes des acteurs actuels de la ville (élus, urbanistes, architectes... mais aussi habitants). La réversion prévue de son plan dans un Système d'Information Géographique (TaBor) permettra également d'en faire un outil évolutif, toujours susceptible d'intégrer de nouvelles données et de participer ainsi aux futures avancées de la recherche sur la ville.

Sandrine Lavaud
Maître de conférences en histoire médiévale
Université de Bordeaux-Institut Ausonius
Coordinatrice de l'*Atlas historique de Bordeaux*

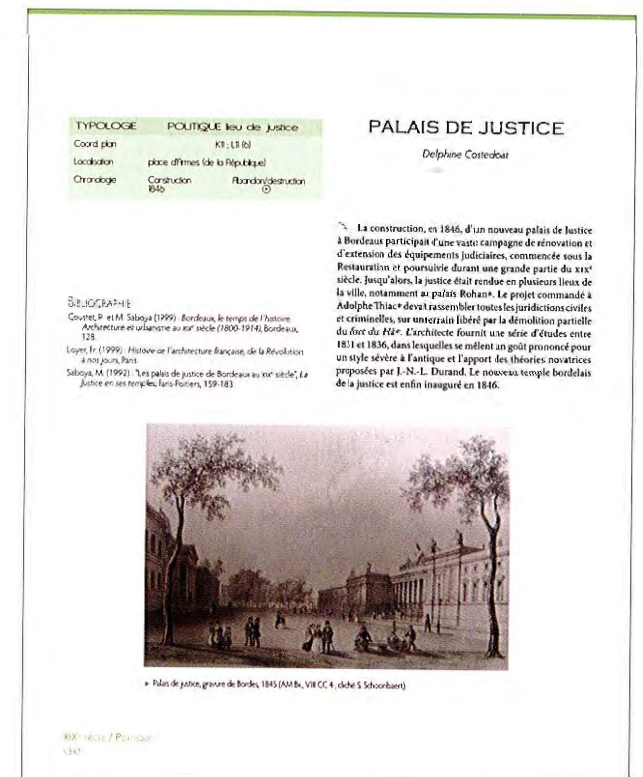


Fig. 4. - Un exemple de notice (t. III, *Atlas historique de Bordeaux*, p. 347).

8 Sont exclus du tome « Sites et monuments » tous les éléments relevant du privé, notamment l'habitat civil, mais également les infrastructures urbaines développées à une échelle supérieure à celle de l'îlot (réseau viaire, réseau hydrographique, infrastructures portuaires, programmes d'urbanisme...), c'est-à-dire tout élément récurrent et répétitif devant faire l'objet d'un traitement global, relevant de thèmes abordés spécifiquement dans la Notice générale.

9 La définition chronologique des périodes est celle retenue dans la Notice générale : Antiquité (Ier s. av. J.-C.-VIe s. ap. J.-C.), Moyen Age (VIIe s.-1ère moitié du XVIe s.), Époque moderne (2nde moitié du XVIe s.-1791), Époque contemporaine (1791-1ère moitié du XIXe s.). Chaque période est signalée par la couleur spécifique utilisée dans la légende du plan.

10 Le classement suit l'ordre des rubriques de fonctionnalité indiqué ci-dessus : 1. le Politique, 2. le Défensif, 3. le Public, 4. le Religieux, 5. l'Éducatif et l'assistance, et, à l'intérieur de chacune de ces rubriques, celui des catégories relevant de ces fonctions. Pour le détail, voir le « Mode d'emploi », du tome III de l'*Atlas historique de Bordeaux*.

Bordeaux, Cité judiciaire : origine et développement d'un quartier suburbain antique

sous la direction de Christophe Sireix



La publication attendue des fouilles de la Cité Judiciaire (1994-1995) donne les résultats d'une exploration d'envergure opérée dans le sol de Bordeaux. Il y a une vingtaine d'années, celle du site de La France constituait une sorte un point de départ, appliquant les méthodes de fouilles qu'il était désormais nécessaire de pratiquer, élargissant le champ des recherches à entreprendre pour tenter de restituer au mieux le milieu antique à partir de vestiges arasés, disloqués, perturbés par vingt-cinq siècles d'occupations successives ; ainsi avait été fixée l'époque à laquelle était née l'agglomération bordelaise. Les horizons de cette étude qui répondait au progrès général des recherches effectuées dans l'hexagone ont été élargis une dizaine d'années plus tard par Christophe Sireix avec la fouille des Grands Hommes qui a permis d'envisager les limites de l'agglomération la plus ancienne. Celle de la Cité Judiciaire constitue un nouveau progrès que l'on doit certainement pour une part à l'engagement aujourd'hui complètement admis d'un corps d'archéologues professionnels issus de l'INRAP et de l'Université, et à la collaboration de nombreux chercheurs dans l'analyse des vestiges, leur chronologie, la restitution du cadre de vie qu'ils permettent de tenter. Il n'est que de consulter les concours (devenus banals aujourd'hui) auxquels fait appel la publication : céramologie, avec les différentes périodes ou ateliers ou productions qui distinguent entre eux les céramologues, carpologie, dendrochronologie, entomologie, géologie, paléoparasitologie, palynologie, sédimentologie.





Pour ce quartier suburbain de *Burdigala* situé au sud du cœur de l'agglomération, chacune de ces disciplines apporte des éléments à l'Histoire, que Christophe Sireix, directeur de l'opération et de la publication, s'est attaché à retracer dans la première partie de l'ouvrage, en y intégrant étroitement les résultats des spécialistes. Il livre au préalable un exposé sur la fouille et ses méthodes, sur le milieu naturel et les effets de l'anthropisation, sur les structures antiques découvertes, leur description, leur analyse, leur intérêt historique. La sûreté des résultats répond aussi à l'ampleur de l'espace exploré : celui-ci couvrait 2500 m², mais de nombreuses observations ont pu être faites sur ses abords. L'exposé va à l'essentiel à travers des descriptions claires et bien illustrées et des conclusions où la part des certitudes et celle des hypothèses est, à tout moment, parfaitement présentée. Les démonstrations emportent la conviction : par exemple, l'interprétation de vestiges comme ceux d'une auberge est un modèle du genre pour leur analyse et leur restitution. De même, une étude minutieuse du milieu et des strates de l'occupation humaine permet d'apprécier comment a été résolu, à travers les trois premiers siècles de notre ère, le franchissement de la vallée du Peugue ; au II^e siècle, les infrastructures témoignent de la parfaite adaptation du quartier aux progrès des commodités dans la vie urbaine quotidienne : une grande artère sud-nord est longée par une canalisation d'eau potable ; elle est construite en tuyaux de bois estampillés du cachet RPVB (*Respublica Biturigum Viviscorum*) qui marque l'implication attendue des autorités municipales dans ces aménagements. Ces pages révèlent non seulement une parfaite connaissance du milieu bordelais, mais aussi une culture archéologique et historique qui permet de bien comprendre l'exploration et d'en apprécier l'intérêt général, comme le montre aussi une conclusion solidement charpentée. On suit ainsi l'histoire du site à travers cinq siècles, du début

de l'Empire à la fin du V^e siècle, mais, à vrai dire, elle s'étiole à partir des dernières décennies du III^e siècle et de la construction du rempart urbain, après laquelle il n'est plus occupé, au Bas-Empire, que par des artisans et fréquenté, au V^e siècle, par les récupérateurs de matériaux de construction.

La deuxième partie est consacrée au mobilier. Le directeur de la publication a choisi dans la majeure partie des cas de ne livrer, dans ses contributions ou celles de ses collaborateurs, que les séries les plus significatives par leur apport à la connaissance d'un type de mobilier, par la méthode mise en œuvre pour son étude ou par leur intérêt historique. Si l'ensemble du mobilier identifiable recueilli est présenté pour le métal, la tabletterie, le verre, le bois, les monnaies, dans chaque cas un sort spécial est fait aux apports originaux. Les choix les plus marquants sont ceux qui sont opérés dans le matériel envahissant que constituent les céramiques ; ici, une partie notable des recherches a porté à juste titre sur des produits étudiés jusqu'ici de manière insuffisante à Bordeaux (parois fines, lampes, céramiques communes du III^e siècle). L'étude de la céramique à l'éponge fournit l'occasion d'évoquer les liens de Bordeaux avec la côte atlantique et la Bretagne, sujet que Christophe Sireix a évoqué ailleurs pour des productions céramiques plus anciennes.

Ce livre illustre parfaitement ce que doit être aujourd'hui une publication de fouilles pour répondre à toutes les exigences scientifiques et pour être lue aussi par un public curieux des sources archéologiques comme de l'histoire de Bordeaux. Après les années d'exploration et de recherches entièrement financées par le Ministère de la Culture, il faut féliciter la Fédération Aquitania de l'avoir admis dans ses publications, car il fait honneur aux recherches qu'elle a pour ambition de stimuler.

Dany Barraud et Louis Maurin

Du même auteur, articles choisis sur Bordeaux

- SIREIX (Chr.) (Dir.) : *Les Grands-Hommes à Bordeaux (Gironde), fouille de sauvetage urbain*, Société Archéologique de Bordeaux, Collection Pages d'Archéologie et d'Histoire Gironde, monographie, 1997, 143 p.
- SIREIX (Chr.), DUBOE (M.) : Un important lot de céramiques communes de la fin du III^e s. à Bordeaux, *Nord-Ouest Archéologie* 12, 2001, p. 137-158.
- SIREIX (Chr.) : *Burdigala* et les Bituriges Vivisques, *Archéologia*, juillet-août 2005, n° 424, p. 33-39.
- SIREIX, (Chr.) : Bordeaux-Burdigala et la Bretagne romaine : quelques témoins archéologiques du commerce atlantique, *Aquitania*, 21, 2005, p. 241-251.
- SIREIX (Chr.) : « Les céramiques communes préaugustéennes et augustéennes du cours du Chapeau-Rouge à Bordeaux : premières observations », in : *L'Aquitaine et l'Hispanie septentrionale à l'époque julio-claudienne, organisation et exploitation des espaces provinciaux, IV^e colloque Aquitania, Saintes septembre 2003*, Bordeaux, 2005, 235-238.
- SIREIX (Chr.), CHUNIAUD (Kr.) : « Origines et développement d'un quartier antique de Bordeaux sous le règne d'Auguste : premiers résultats de la fouille du cours du Chapeau-Rouge », in *L'Aquitaine et l'Hispanie*

septentrionale à l'époque julio-claudienne, organisation et exploitation des espaces provinciaux, IV^e colloque Aquitania, Saintes septembre 2003, Bordeaux, 2005, p. 215-226.

SANCHEZ (C.), SIREIX (Chr.) : Céramiques campaniennes de Bordeaux, *Aquitania*, XXII, 2006, p. 309-317.

PERNOT (M.) : SIREIX (Chr.) ADAMSKI (Fr.), « Première étude archéométrique des vestiges de l'atelier gallo-romain de production de grands bronzes du Grand Hôtel de Bordeaux », in : BAIN (A.), CHABOT (J.) et MOUSSETTE (M.), *La mesure du passé : contributions à la recherche en archéométrie* (2000-2006), Série archéométrie, 5, Québec, Canada, Bar International, Séries 1700, 2007, p. 119-127.

SIREIX (Chr.) : *Burdigala* au lendemain de la Conquête. L'apport de la fouille du cours du Chapeau Rouge, Actes du XXXI^e colloque international de l'AFEAF, Tome I – *Les Gaulois entre Loire et Dordogne*, APC, Mémoire XXXIV, 2009, p. 17-40.

« *Autour de Saint-Seurin :
lieu, mémoire, pouvoir
des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age* »

Édités par I. Cartron, D. Barraud, P. Henriot, A. Michel



Ce volume de la collection « Mémoires » des éditions Ausonius concerne la publication des actes d'un colloque qui s'est tenu en octobre 2006, intitulé « Saint-Seurin de Bordeaux : lieu, mémoire et pouvoir, des origines chrétiennes jusqu'à la fin du Moyen Age ». Les échanges entre historiens, archéologues et historiens de l'art ont permis de faire le point de ce que l'on peut aujourd'hui savoir de ce lieu emblématique du christianisme aquitain. Une place importante a été réservée aux origines chrétiennes de la ville, avec en particulier l'exposé des derniers résultats concernant la nécropole et la crypte de l'église. En effet, le site de l'actuelle église de Saint-Seurin de Bordeaux a d'abord abrité, dès le IV^e siècle, une très vaste nécropole ainsi que quelques bâtiments à la fonction mal définie. A une date et dans des circonstances mal connues, une basilique dédiée à saint Seurin, évêque contemporain de saint Amand, s'est installée sur place. En revanche, on ne croit plus aujourd'hui que le site ait été celui de la première cathédrale de Bordeaux (les restes d'un édifice de l'Antiquité tardive viennent d'ailleurs d'être retrouvés à une trentaine de mètres de l'actuelle cathédrale lors de la construction du tramway).

Les questions de mémoire et d'identité structurent les parties suivantes, avec une présentation des cultes, des images et du cartulaire. Plusieurs dossiers importants permettent de faire le point sur le développement du culte de Seurin, à travers la rédaction des textes hagiographiques et la constitution de son trésor de reliques. Les premiers documents concernant Saint-Seurin remontent au IX^e siècle. Au cours du Moyen

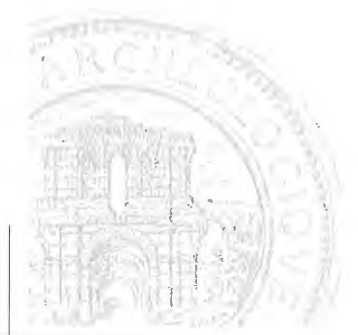
Âge, la renommée du lieu est grande. Son saint titulaire est alors confondu avec saint Séverin de Cologne, ce qui nous donne un dossier hagiographique aussi nourri que complexe. L'église abrite le cor de Roland et le cimetière, qui prolonge la nécropole paléochrétienne, jouit d'une réputation comparable à celui des Alyscamps d'Arles. La communauté canoniale desservant l'église construit et rentabilise ces traditions. Le contexte particulier de la rédaction du cartulaire et de son auteur, Rufat, est abordé à plusieurs reprises. Enfin, une notice est consacrée à un manuscrit médiéval dont la trace a été retrouvée à l'occasion du colloque. Le lecteur pourra aussi y lire des articles sur le curieux chapiteau représentant le tombeau de Seurin et sur les anciens vitraux de la basilique.

Nous nous sommes aussi intéressé à Saint-Seurin comme lieu de pouvoir et centre seigneurial. A la fin du Moyen Age, la communauté canoniale représente un pôle incontournable de pouvoir dans la ville de Bordeaux dont témoignent l'organisation du domaine seigneurial et les nouvelles constructions (Chapelle Notre-Dame de la Rose et portail méridional). La publication de l'atlas archéologique de Bordeaux (dir. S. Lavaud) constitue un ouvrage très complémentaire pour élargir le point de vue à l'ensemble de la ville

Plus de quinze contributions de chercheurs sont introduites par de grands spécialistes nationaux pour offrir aux lecteurs un bilan synthétique et diversifié autour de cet édifice majeur du Moyen Age.

*Le duc et la société.
Pouvoirs et groupes sociaux
dans la Gascogne bordelaise au XIIe siècle
(1075-1199)*

par Frédéric Boutouille



En amont des travaux de Robert Boutruche, dont la description de la société du Bordelais à la fin du Moyen Âge est toujours une référence, il n'existait pas de synthèse sur les périodes plus hautes. C'est maintenant chose faite avec *Le duc et la société*. L'auteur, maître de conférences en Histoire du Moyen Âge à l'université de Bordeaux, livre avec cet ouvrage une version condensée d'une thèse de doctorat soutenue en 2001. Le livre est organisé en 6 chapitres et en deux parties. La première est consacrée à la description des structures sociales durant le « temps du dévoilement » soit à la fin du XIe et au début du XIIe siècle ; la seconde s'attache à leurs transformations pendant le « temps du roi-duc », soit dans deuxième moitié du XIIe siècle. Ces développements sont suivis de trois annexes ; la première présente, en pièces justificatives, le cartulaire de Saint-Florent de Castillon ; la seconde est un catalogue des sites castraux de cette période ; la dernière présente les schémas de filiation de 22 familles de l'aristocratie.

Grâce à l'exploitation des cartulaires des établissements religieux du Bordelais et du Bazadais, abbayes, prieurés ou chapitres de chanoines, l'ouvrage se place au plus haut que la documentation écrite nous permette d'aller. Le plus important de ces fonds, celui de l'abbaye de La Sauve-Majeure a fourni plus d'un millier de textes, dont les plus anciens sont datés de l'abbatiate de saint Gérard de Corbie (1079-1095). Les premiers textes des cartulaires ouvrent l'étude en 1075, ce qui correspond à la fin du règne du duc d'Aquitaine Gui Geoffroy, pendant que son terme, qui coïncide avec la mort de Richard

Cœur de Lion, correspond à une flexure documentaire majeure, avec l'avènement des premiers mandements de la chancellerie anglaise. Quoiqu'il suive les faits et gestes en Bordelais et en Bazadais d'Aliénor d'Aquitaine, d'Henri II Plantagenêt et de Richard I^{er}, l'ouvrage s'attache principalement aux groupes sociaux de la société des laïcs, aristocratie, paysannerie et bourgeoisie, scrutés à travers le lexique des sources. Il s'intéresse à l'architecture des pouvoirs (principalement par le biais du prélèvement seigneurial), aux liens tissés entre puissants ou avec le duc, autant de domaines pour lesquels l'auteur n'ignore ni les acquis de l'anthropologie sur les relations de pouvoir, les structures de parenté ou les modes de résolution des conflits, ni les apports récents de l'archéologie castrale.

C'est d'abord le pouvoir ducal qui fait l'objet d'un profond réexamen. Jusqu'alors les historiens considéraient que le duc d'Aquitaine était en Bordelais et en Gascogne une figure incapable de s'opposer à la multiplication anarchique des seigneurs châtelains, et que ceux-ci, depuis leurs mottes castrales, pouvaient faire régner la terreur sur les environs et les masses de paysans asservis. Ce schéma, qui a été dominant dans nos représentations des décennies postérieures à l'an Mil, ne tient plus en Bordelais. L'ouvrage montre que le duc demeure le premier des seigneurs territoriaux, dont le vaste domaine est cartographié. Commandée depuis Bordeaux où le duc contrôle le port et le commerce du vin, la directe ducal recouvre une bonne moitié de l'Entre-deux-Mers, et, de l'autre côté de la Garonne s'étend jusqu'au littoral, à travers les landes.

Les châteaux ne hérissent pas davantage le pays et bien de ceux que l'auteur a dénombrés et décrits ne portent pas ombrage au prince.

Autres particularités, les spécificités de la trame des seigneuries. Parmi celles-ci apparaissent bon nombre de « seigneuries locales », c'est-à-dire des seigneuries détentrices d'une large partie de la puissance publique (levée de péages, contrôle des voies, des cours d'eaux et des vacants, exercice de la justice), sans pour autant être châtelaines. Elles présentent cependant de fortes variantes tenant soit à des réserves de droits publics gardés par le suzerain, soit à leur morcellement en raison de la multiplicité des ayants droit et de la complexité des co-seigneuries. Bloquées par de probables restrictions au droit de fortifier, les seigneuries locales restent en principe ouvertes aux interventions du duc ou du châtelain, forçant par exemple à l'abandon d'une justice. Réputées nobles, les familles qui les contrôlent rendent la justice depuis des résidences qui ne sont, tout au plus, que de grosses fermes ne détonnant pas de celle d'un paysan aisé. Avec la *villa* dont il procède, ce type de seigneurie traduit ainsi la permanence d'une structure d'encadrement des hommes venant de loin, bien distincte cependant de la *villa* du haut Moyen Âge de la France du nord, avec son régime domanial fondé sur le travail d'une main d'œuvre servile et les corvées des tenanciers. La *villa* du Bordelais des XI^e et XII^e siècles, à la fois cellule de peuplement lâche et assiette tributaire, reste peuplée d'alleutiers ou de tenanciers.

Le groupe aristocratique qui assoit sa domination sociale sur ces structures seigneuriales est par conséquent fait de niveaux différents aux délimitations élastiques. D'un point de vue lexicologique, les coïncidences entre les *principes*, les *optimates*, les *proceres*, les *barones*, ou les *nobiles*, comme l'adéquation de ces termes aussi bien au niveau des châtelains qu'à celui des seigneurs locaux, montrent qu'aux yeux des contemporains le groupe aristocratique présente une homogénéité certaine, fondée sur la circulation de la qualité nobiliaire, les alliances, un creuset de valeurs communes associant préoccupations terriennes et idéologie chevaleresque, et des pratiques successorales basées sur un égalitarisme de principe, quoi que contourné par un sévère malthusianisme lignager. S'immiscant à tous les niveaux de l'aristocratie laïque, la *militia* de la fin du XI^e siècle et du début du XII^e siècle reste encore un club de combattants aisés et intermittents portant une connotation de subordination.

Du côté de ceux qui ressentent la domination du groupe aristocratique, les paysans, les situations sont diverses. Les alleutiers, dont l'importance numérique est connue depuis longtemps, fournissent l'élément le plus ancien et par endroits le plus important des anciennes communautés, indépendantes de toute forme de regroupement volontaire de l'habitat. Elles

peuvent encore construire et posséder des églises, nommer leurs desservants, équiper des moulins, ou acter en justice. Elles peuvent aussi émettre des arbitrages, se mobiliser au signal d'appel, être requises au service militaire et soudées par des pratiques de sociabilités comme les *potaciones*. Alimenté par les défrichements, le groupe des alleutiers est dans le même temps érodé par les entrées en dépendance, sous la *justicia* d'un puissant, de ceux qui, contre le versement d'un cens, attendent des garanties judiciaires. Ces censitaires, que l'on rencontre par groupes consistants dans les *villae* seigneuriales ou par grappes isolées dans leurs environs, constituent une sorte d'élite de notables comparable aux « hommes des casaux » ou pagés de la Gascogne méridionale, médiateurs du *dominium*, entrepreneurs ruraux à l'occasion et qui, par le jeu de délégations qui leurs sont concédées, peuvent se hisser au statut de hobereaux, leur permettant, une à deux générations plus tard, d'être agrégés à la *militia*. Cependant, par le vecteur d'un *servicium* élargi apparaissent de nouvelles charges (repas, corvée, service militaire). C'est en leur sein qu'émerge d'autres conditions mal identifiées comme celle de sainteurs, ou des « hommes propres », mais la queste, qui se diffuse à partir des années 1120-1140, n'entraîne pas de servage massif.

La documentation se focalisant sur les transferts de biens, il apparaît que ce que l'Église reçoit n'est qu'un aspect d'un ensemble des mécanismes de régulation sociale et de distribution du pouvoir. Au sein de la société des laïcs, les donations en pleine propriété sont de moins en moins pratiquées par des seigneurs et des propriétaires attachés aux biens sur lesquels se fonde leur domination sociale. En revanche, les concessions en fief que rendent possible la croissance des terroirs et des revenus, se développent rapidement à tous les degrés de la société, les propriétaires et les seigneurs trouvant l'opportunité d'affecter à leurs clients un niveau de revenus, à l'origine temporaire ou viager, pour leur soutirer un service particulier (plège notamment). Mais faute de services typés ou d'hommages, la féodalité de la fin du XI^e et du début du XII^e siècle est encore d'une grande souplesse, ce qui ne l'empêche pas d'évoluer, notamment à la faveur de l'hérédité de fiefs, acquise au milieu du XII^e siècle par contamination de la tenure conditionnelle.

Les modes de résolution des conflits révèlent combien sont étroites les relations de cette société avec les normes qu'elle engendre. Il existe bien un *ritus Burdegalensis* ce que confirme la pratique de la procédure accusatoire. Cet ensemble de normes qui s'appuie non sur une référence écrite, mais sur la mémoire collective et le recours à des spécialistes, guide les parties dans le champ judiciaire ou hors de celui-ci, puisque les accords privés auxquels aboutissent la plupart des conflits sont scellés de la même reconnaissance. Que les principaux seigneurs, au premier rang desquels le duc et ses représentants, ne soient

pas en mesure d'imposer leurs sentences souligne moins une éventuelle incapacité de leur part que la compréhension de ce que doit être une bonne solution, négociée plutôt qu'imposée. Certes bien des conflits restent latents et laissent libre cours aux aléas d'un système vindicatoire largement occulté par les sources. Mais la capacité des acteurs à se conformer à ces normes induites relève d'un légalisme qui peut surprendre un observateur habitué à l'immanence du droit écrit.

L'arrivée des Plantagenêts avec lesquels l'étude franchit le milieu du XII^e siècle change quelque peu la donne. D'abord parce que le duc, en la personne d'Henri II, puis surtout de Richard Cœur de Lion, de 1169 à 1190, se fait plus présent. Le « seigneur de Bordeaux » comme l'appelle Bertran de Born traverse fréquemment la Gascogne bordelaise pour se rendre plus au sud, lutter contre les seigneurs gascons ou dans le cadre de la guerre contre le comte de Toulouse (1156-1196). Cependant, au regard de la remuante aristocratie de l'Aquitaine, celle du Bordelais et du Bazadais semble avoir une moindre propension à la révolte, au grand dam du troubadour limousin. De fait, avec la multiplication des gardes sur les établissements religieux (La Sauve, Guîtres, La Réole, Sainte-Croix), la réactivation ou la mise en place de châteaux ducaux (Bisqueytan, Le Cros, La Réole, Couture, Uza) le roi-duc tisse dans la région un réseau de points d'appui le long de l'axe garonnais ou pour mieux surveiller les seigneuries les plus menaçantes. Le resserrement administratif lancé dans les années 1180, avec la mise en place d'un épisodique sénéchal de Gascogne et de justiciers intermittents, n'atteint le niveau de la « crise des franchises » de la Catalogne que plus tard, dans les années 1230.

Les changements observables dans la société gasconne sont, pour partie, liés à cet arrière plan. La militarisation de l'aristocratie est un phénomène datable de la seconde moitié du XII^e siècle. Le processus tient d'abord à l'agrégation de la haute aristocratie à la *militia*, en raison, peut-on penser, de la fréquence des semonces à l'ost ducal. Il tient aussi à l'augmentation des effectifs de *milites*, surtout issus des cadets de l'aristocratie, peinant à suivre le surcroît des exigences ducales, par le jeu de la multiplication des *castra*, ducaux ou seigneuriaux. Les premiers Plantagenêts introduisent également un contrôle des successions aristocratiques, par des gardes et des tutelles, avec d'évidentes arrières-pensées fiscales. Parallèlement, le *dominium* seigneurial se renforce avec le concours des escouades de *milites* qui s'assurent des levées d'*avena* ou des *captenhs*, censées entretenir les montures chevaleresques ou à

rémunérer la protection du seigneur. Le service militaire requis dans les seigneuries châtelaines et ecclésiastiques, apparaît en pleine lumière dans les années 1180, sur la base de relations féodales. Les premiers hommages aristocratiques, leur articulation sur les fiefs, ainsi que les premières mentions de commises et de lods-et-ventes, témoignent des évolutions de la féodalité régionale, dans un sens favorable aux seigneurs.

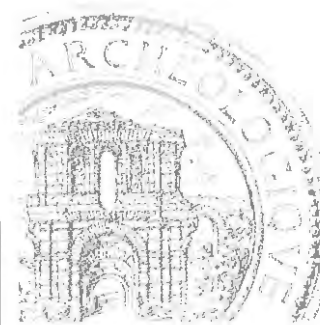
Le reste de la société rurale enregistre inégalement cette évolution générale. Au sein du domaine ducal la paysannerie ressent, avec près d'un siècle de retard par rapport à celle des seigneuries, les effets d'une altération de l'allodialité et une certaine homogénéisation des conditions face aux prestations ducales (aubergades, quête, fourniture de cautions...). Celles-ci ont aussi pour effet d'individualiser la catégorie des prud'hommes, le vieux groupe des notables ayant à assumer la médiation ducal dans une période de sous-encadrement administratif, qui connaît une forme d'institutionnalisation avec franchises et privilèges. Dans les seigneuries, d'autres limitations apparaissent comme le renforcement de l'attache à la tenure, des premières traces de limitation du fornariage et des hommages, tendant à renforcer le lien de dépendance. Cependant, loin d'avoir condensé en un statut référent, ces pratiques conservant une certaine souplesse et ne sont pas assimilées à un servage, avant le second quart du XIII^e siècle, au travers de la questalité.

Ces restrictions trahissent la volonté des seigneurs de limiter les possibilités de départ de leurs dépendants vers les villes dont l'essor, topographique et démographique, est net dans la seconde moitié du XII^e siècle, notamment à La Réole, La Sauve et surtout Bordeaux. Là, dès le principat de Richard, émerge une émanation de la bourgeoisie qui acquiert, à l'instar des prud'hommes des campagnes, par un système inspiré de la *firma burgi*, un droit de regard sur les péages, l'atelier monétaire, les salines ou sur les revenus des zones restées dans la directe ducale. La charte de Falaise, qui en 1199 accorde aux bourgeois de Saint-Émilion le droit de commune et lance par la même occasion le mouvement communal dans la région, consacre ce lien entre les élites urbaines et le roi-duc.

Frédéric Boutouille, *Le duc et la société. Pouvoirs et groupes sociaux dans la Gascogne bordelaise au XII^e siècle (1075-1199)*, Bordeaux, Ausonius, 2007, 439 p., 30 €.

Crépuscules ultramontains : marchands italiens et grand commerce à Bordeaux au XVI^e siècle

par Bernard Allaire



Une mutation historique

Maîtres incontestés de la finance internationale, biens implantés au sein des élites religieuses, culturelles ou du monde scientifiques et militaires, les Italiens de France vivent encore au seizième siècle, en état d'apesanteur économique et sociale, largement avantagés par rapport aux autres marchands étrangers. Cette situation privilégiée est le résultat d'une continuité historique qui avait mené les marchands transalpins en Europe depuis l'Antiquité. Une continuité d'ordre économique issue de leur rôle joué dans les exportations des richesses méditerranéennes, dans le prolongement d'une domination intellectuelle et militaire hérité de l'époque romaine et qui avait été entretenue durant toute l'époque médiévale. Au seizième siècle cependant, l'empire commercial des Italiens est balayé par des changements économiques, politiques et religieux, dont leurs privilèges politiques et intellectuels traditionnels ne pourront les protéger. Ce scénario qui touche tout le royaume se déroule également au sein de la classe marchande bordelaise.

L'une des figures marchandes emblématique du port aquitain, le Florentin Matteo Cerretani est à cette époque le plus important financier et l'une des plus grandes fortunes de la place bordelaise. Ses actions encouragent l'économie locale et le commerce des denrées et marchandises du Sud-Ouest. Grâce son influence et son savoir-faire, une part importante de l'économie aquitaine rayonne sur toutes les places commerçantes d'Europe. Matteo Cerretani est l'exemple de la réussite de ces

marchands italiens venus de Toscane. Loin d'être l'exception, le profil de ce marchand banquier est tout à fait représentatif de ses compatriotes ultramontains en France à cette époque. Bien qu'il participe activement au développement économique de la ville et qu'il coopère largement avec les autorités pour assurer la stabilité politique de la région, son empire est malgré tout emporté dans la tourmente militaire et religieuse de l'époque.

Plusieurs auteurs ont évoqué la fin de ce siècle trouble, véritable période de "destruction créatrice" caractérisée par des conflits militaires (guerre des Flandres, guerres des religions) et religieux (rupture avec la papauté à Rome), mais souvent sans en évoquer le résultat concret sur le terrain ou en faire la démonstration au niveau régional. Or le déclin et la disparition des marchands italiens du paysage économique français et/ou bordelais est l'un des retournements de situation les plus tangibles de cette époque qui se traduit par des cassures économiques au niveau de l'import-export.

Une stratigraphie du commerce du négoce bordelais au XVI^e siècle

Cette monographie économique s'adresse à un large public férù d'histoire française du XVI^e siècle, mais il intéressera particulièrement les spécialistes d'archéologie et d'histoire qui se plaignent souvent de l'absence d'études bien documentées sur le bordelais. En effet, au-delà du contexte historique et biographique, cet ouvrage met en évidence les aspects matériels

du négoce français et européen au XVI^e siècle, une dimension largement délaissée par les chercheurs qui se sont surtout concentrés sur les époques plus anciennes ou sur le 18^e siècle ou qui ont été plutôt attirés par l'histoire politique, sociale, intellectuelle ou religieuse.

A travers les sources des Archives départementales de Gironde et municipales de Bordeaux, il a ainsi été possible de jeter un éclairage sur des secteurs dont l'historien Jacques Bernard avait déjà entrevu les contours une trentaine d'années plus tôt mais qui restaient à traiter. La perspective que les sources notariales nous donnent sur les exportations et importations, permet non seulement de nous faire une idée du panorama économique de cette époque, mais également d'identifier des continuités et des ruptures dans le commerce de certaines marchandises ou dans l'évolution des activités des négociants de la ville.

Les activités des Italo-Bordelais (qui ne représentent qu'une part du marché) montrent clairement l'ampleur et la variété des denrées et marchandises mises en marché dans le port aquitain. Les chapitres 2 et 4 (pages 51 à 100 et 127 à 175) qui abordent les nombreux axes du commerce du Sud-ouest, intéresseront particulièrement les spécialistes de la culture matérielle qui trouveront dans les sources notariales matière à réflexion dans le cadre de leurs propres recherches sur l'histoire du grand Sud-Ouest au XVI^e siècle. Ils pourront y voir les circuits empruntés par des productions locales régionales et internationales jusqu'au port aquitain et les destinations vers lesquelles elles sont ensuite expédiées : un transit permanent de marchandises de l'arrière pays ou d'importations par voie maritime qui se croisent dans les chais de la Garonne avant d'être réexpédiés vers les marchés extérieurs ou le grand Sud-ouest.

Nous y voyons entre autres, les denrées communes comme les vins, poissons, viandes, légumes, noix, condiments, etc. ; des produits divers tels que la résine, le papier, la cire, le miel,

les plumes ou le liège, mais surtout les échanges commerciaux de métallurgies, verreries, poteries, draperies, fûts, teintures, etc. dont certains dominent à l'exportation ou à l'importation. Ces aspects sont loin d'être négligeables car nombreuses sont les productions régionales ou internationales à Bordeaux au sujet desquels nous ne pouvions jusqu'à maintenant que conjecturer. Certaines de ces productions étaient encore jusqu'à maintenant totalement inconnues ou n'avaient jamais fait l'objet de recherche tant au niveau des techniques que des ramifications et interactions économiques avec les marchands de Bordeaux. Nous espérons donc que cet ouvrage stimulera d'autres chercheurs-euses qui voudront bien préciser les nombreuses facettes de l'économie du Sud-Ouest ou du reste de la France de cette époque et dont les nombreuses dimensions ne demandent qu'à être révélés au public.

Crépuscules ultramontains : marchands italiens et grand commerce à Bordeaux au XVI^e siècle a été publié en février 2008 aux Presses universitaires de Bordeaux dans la collection "La mer au fil des temps", 252 pages. L'ouvrage a également reçu le prix Louis Desgraves de l'Académie nationale des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux.

Note biographique

Bernard Allaire est un historien diplômé de l'Université Laval (Québec) et de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris, spécialiste des économies urbaines et maritimes à l'époque moderne. Il est l'auteur de *Pelleterie, manchons et chapeaux de castor : les fourrures nord-américaines à Paris 1500-1632*. Il collabore actuellement à de nombreux projets de recherche internationaux à caractère historique et archéologique.

La voirie bordelaise au XIX^e siècle

par Sylvain Schoonbaert



Cet ouvrage est issu d'une thèse de doctorat en urbanisme soutenue en 2004 à l'Institut d'urbanisme de Paris sous le titre « La voirie bordelaise au XIX^e siècle. L'administration et les pratiques municipales d'aménagement urbain (1807-1886) », sous la direction de Jean-Pierre Frey et de Laurent Coudroy de Lille. Le jury était composé de Jean-Pierre Poussou (président), Marcel Roncayolo et André Guillaume (pré-rapporteurs), Florence Bourillon, et Michaël Darin.

Le volume original de cette thèse (deux tomes, 1 111 p. dont 725 p. de texte original, 78 tableaux, 28 graphiques, 22 figures dans le texte, et tout un tome d'annexes de toutes sortes), a nécessité une réécriture et une sélection drastique des éléments annexes tout en conservant l'essentiel du propos. La publication rendue possible aux Presses de la Sorbonne, grâce au concours du ministère de la Culture (Direction de l'architecture et du patrimoine), a reçu dès sa parution en novembre 2007 le prix Brives-Cazes de l'Académie nationale des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux.

De quoi s'agit-il ? Bordeaux au XIX^e siècle a organisé la transformation de son territoire à partir d'un domaine particulier de l'aménagement urbain : la voirie. Le principe de cet ouvrage est simple : peut-on dire qu'en renouvelant leur système viaire, les villes françaises se sont conformées à des pratiques et des modèles communs, et notamment aux transformations de Paris, ou bien ont-elles produit leurs propres modes de régénération ? Cette étude consiste donc à prendre du recul

par rapport aux débats ou aux travaux grandioses de la capitale pour comprendre les transformations d'une grande ville de province par le menu de ses aménagements.

L'administration municipale des rues de Bordeaux constitue un champ d'observation privilégié pour étudier les pratiques urbanistiques et leurs relations entre la construction locale et la population urbaine tout au long du XIX^e siècle. Si son évolution se cale particulièrement bien sur des schémas idéologiques, techniques, économiques et juridiques communs à de nombreuses villes, on peut se demander dans quelle mesure les traditions édilitaires d'une ville en particulier ne correspondent pas exactement à ces schémas.

Au Second Empire, Bordeaux conserve une tradition urbanistique classique qui rompt avec l'expérience exceptionnelle d'Haussmann à Paris. L'évolution des pratiques d'aménagement urbain s'appréhende sur un champ d'observation relativement long.

Après avoir brièvement examiné l'urbanistique de la voirie bordelaise et ses sources, l'une des questions principales abordée ici est celle du temps des changements, des pratiques, des administrations et des politiques municipales successives en dégageant trois thèmes d'analyse qui recoupent les préoccupations de voirie dans ce long siècle et correspondent aux trois parties de la thèse qui sont demeurées celles de l'ouvrage :
- la formation des plans généraux d'alignement dans la première moitié du siècle (1807-1851)

- les relations entre les règles de voirie et la construction privée depuis la fin de l'Ancien Régime jusqu'au début du XX^e siècle
- les travaux de voirie eux-mêmes enfin, et ce dans la seconde moitié du siècle (1851-1914).

Un tour d'horizon de l'application de la loi de 1807 met d'abord en évidence les disparités géographiques d'adoption des plans d'alignement qui correspondent aux grandes évolutions de l'urbanisation en France : de fortes différences entre le nord et le sud, un respect de la loi plus accentué dans les régions proches de Paris, du nord, de l'est et du sillon méditerranéen tandis que le grand Sud-Ouest rural ou encore les régions montagneuses centrales sont en retrait. Même la redistribution administrative des préfectures ou sous-préfectures depuis la Révolution, selon les travaux de Bernard Lepetit, ne semble pas avoir réduit les disparités urbaines du territoire français, au moins en ce qui concerne leurs compétences urbanistiques en matière de voirie. Il s'agit certainement de problèmes de moyens en hommes et de mentalités régionales. Aussi en vient-on ensuite vite à Bordeaux, capitale du Sud-Ouest, ô combien en retard en ce domaine puisque son plan fut adopté en Conseil d'État en 1851 seulement, cela en deux temps : le plan dit « plan Pierrugues » d'abord, de 1807 à 1838 environ, puis « le plan Devanne », de 1838 à 1851, qui fut approuvé par l'État en 1851.

Ce récit de l'élaboration du plan de Bordeaux entre 1807 et 1851 permet de conclure que la technique imposée par la loi de 1807 donne en réalité une grande marge de manœuvre aux municipalités et n'est pas si régalienne que l'on pourrait le supposer. Elle est conditionnée par l'appréciation de la société des propriétaires, des négociants et des édiles qui sont au centre de l'élaboration du plan d'ensemble.

Ce récit permet aussi d'affirmer que cette technique ne peut se dégager de l'accumulation de plans partiels, c'est-à-dire que ce que l'on nomme un plan d'ensemble n'est jamais que l'agrégation de plans partiels. En effet, après 1851, la Ville modifie constamment son plan d'ensemble en lui ajoutant des plans partiels décrétés.

Du reste, même lorsqu'un plan se met en place de façon embryonnaire, il semble toujours que sa nécessité n'est pas adaptée à la demande sociale locale. Cependant la loi de 1807 offre aux municipalités l'occasion de réfléchir en profondeur à l'évolution de leur ville. Elle met à jour les véritables questions d'utilité publique qui préoccupent les habitants de Bordeaux et au premier rang d'entre eux, les propriétaires.

On en vient ensuite aux règles et aux codes qui régissent les droits municipaux, donc publics, et les libertés privées. Examinant les relations entre l'alignement et l'autorisation de construire, la question des procédures mises en œuvre est abordée : l'alignement amiable, les expropriations partielles ou totales, les conditions dans lesquelles les municipalités peuvent intervenir. L'alignement apparaît dès lors comme une pratique sociale et culturelle savante de la mitoyenneté, mais on doit se demander à qui bénéficient les travaux de voirie.

Aussi l'expropriation confirme-t-elle la règle, c'est-à-dire l'alignement amiable qui perdure mais s'érode et dont l'on sent bien, à la fin du siècle, ses limites. Les municipalités ont finalement peu de marges de liberté. Qu'elles engagent ou non un projet d'une manière ou d'une autre, le résultat est soumis à un consensus dans lequel l'entraînement collectif prédomine. Reste à observer la manière dont se développe l'économie bordelaise de la construction et comment les règlements de voirie la favorisent ou bien la contrarient.

L'économie du bâtiment est abordée grâce aux renseignements fournis par l'octroi sur les matériaux de construction et la mesure des revenus cadastraux qui permet d'établir une géographie assez fine des quartiers et des temporalités de la construction de 1835 à 1890.

Quant aux règlements de voirie, leurs origines d'Ancien Régime se renouvellent considérablement au Second Empire et au début de la Troisième République. C'est donc d'une technicisation grandissante de la voirie qu'il convient de parler. La réorganisation de ses services après 1866 et sa complexification dans les années 1880 en témoignent. Néanmoins, il demeure une remarquable continuité du discours réglementaire sur la bâtisse : une sorte d'osmose entre la pierre, la ville, sa société édilitaire et le temps. La morphologie urbaine et architecturale se traduit ainsi par une sédimentation des codes anciens bien plus que par des innovations urbanistiques. C'est une belle illustration de la continuité des formes et des pratiques nées un temps et d'une société qui se transposent dans d'autres temps et d'autres formes. Dans cette situation, l'innovation a bien peu de place. Il convient cependant d'observer comment elle conquiert la ville par l'analyse de certains travaux de voirie, thème de la troisième et dernière partie de cet ouvrage.

Les principaux travaux dont il est question de faire un historique apparaissent en comparant les budgets consacrés à ces questions avec les emprunts municipaux extraordinaires. Il convient cependant de définir au préalable ce qu'on entend par le terme de « percée ». L'ouverture du grand boulevard de ceinture de Bordeaux, dont la réalisation s'échelonne de 1853 à 1902 est d'abord représentative de l'extension considérable

de la périphérie bordelaise avec de nombreux travaux dans les banlieues ou les faubourgs excentrés : cours du Médoc, près de la gare du Midi, à La Bastide aussi. La formation de banlieues qualifiées de plus résidentielles, pour reprendre la distinction établie par Pierre Barrère en 1956 dans son ouvrage *Les Quartiers de Bordeaux*, est également remarquable dans un vaste sud-ouest de l'agglomération : sur les rues rayonnantes et régulières des quartiers Ornano, Saint-Seurin ou encore sur les anciens chemins qui traversent les faubourgs tel les rues Fondaudège, Saint-Genès ou une rue entièrement nouvelle, celle de François-de-Sourdis.

Quant au vieux Bordeaux, de 1851 à 1914, les projets de percements y sont nombreux mais leurs caractéristiques sont distinctes de celles de la banlieue en pleine expansion. Dans les faubourgs, des stratégies différentes sont adoptées, que ce soit à Saint-Seurin avec l'ouverture des rues Abbé-de-l'Épée et Castéja ou au Jardin public avec la rue d'Aviau. Dans le centre même, une grande croisée vient dédoubler l'ancienne avec l'ouverture du cours d'Alsace-et-Lorraine, de la rue Ravez, des rues Vital-Carles, Pèlerin et le prolongement des fossés des Tanneurs par la rue Duffour-Dubergier. Les rues Sainte-Catherine du nord au sud, les rues Porte-Dijéaux et Saint-Rémi d'est en ouest supportent cependant toujours un fort trafic. La transformation de la place de la cathédrale (place Pey-Berland) est le principal aménagement du centre ville. Mais à Saint-Michel ou encore place des Grands-Hommes, les travaux de voirie s'adaptent aussi à la ville ancienne et la conditionnent aux besoins nouveaux. À la fin du siècle, quoi que les travaux soient encore nombreux avec l'ouverture des cours Pasteur et de la Martinique, l'élargissement et le prolongement de la rue Clare, l'ouverture des rues de Tautzia et Saint-Vincent-de-Paul, il semble cependant qu'ils s'essouffent : les projets sont nombreux pour éventrer la ville depuis la gare jusqu'au Grand théâtre en témoignent, mais ils ne se réalisent pas ou alors très incomplètement.

Cette floraison des projets de grandes voies est assez étonnante à Bordeaux à la fin du XIX^e siècle. Elle correspond peut-être à une tendance commune à de nombreuses villes françaises de cette époque. Cependant, la permanence du souci d'une monumentalité discrète y est frappante. La composition des espaces publics basée sur la technique de la « percée » ou de la « grande percée », montre que Bordeaux a toujours des rues étroites, pas de grands boulevards en son centre. En périphérie, les grandes voies sont inutiles. Les boulevards bordelais, qui

ne sont guère larges, révèlent ce souci d'économie. Aussi faut-il souligner les hésitations des projets à cette époque, il en est question mais ils n'aboutissent pas. Il faut attendre la loi Cornudet, du 14 mars 1919, les projets de l'architecte Alfred-Duprat puis la municipalité d'Adrien Marquet et de son architecte Jacques D'Welles pour que reviennent à l'ordre du jour des projets de voirie colossaux au centre ville et un plan d'ensemble qui se traduit lui aussi par des réalisations certes importantes mais bien en deçà de leurs ambitions.

Sans qu'une révolution urbanistique n'ait véritablement atteint cette ville, on observe donc des tentatives intéressantes de codification entre les domaines public et privé, un développement spectaculaire de la construction dans une société pour laquelle les acteurs ont rarement une personnalité forte. L'économie libérale urbaine prend ici tout son sens. Contrairement à l'idée reçue de l'urbanisme de cette époque, c'est l'entraînement collectif et social, à l'opposé de rares décisions autoritaires, qui engendre la rénovation de la ville. Cette étude propose ainsi une synthèse des travaux de voirie qui en sont les plus représentatifs et symboliques. À la fois moteur de la modernisation urbaine ou de sa conservation, ils n'en reflètent pas moins les paradoxes. Quelques négociations avec de grands propriétaires engagent la collectivité dans un mouvement général d'urbanisation. Les travaux entrepris dans la banlieue après l'ouverture du grand boulevard de ceinture permettent un développement considérable de la périphérie, depuis les contrats avec de grands propriétaires jusqu'à ceux passés avec de simples particuliers. En revanche, au centre ville ou dans les faubourgs, bien que d'importants percements soient mis en œuvre, ils ne représentent qu'incomplètement la modernisation attendue. Ainsi s'essouffent les projets de grandes voies à la fin du siècle et les intentions de rénovation, bien que présentes, ne se réalisent pas.

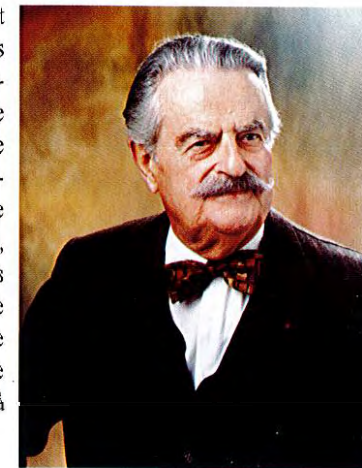
En somme, malgré un processus d'adaptation à un modèle qui planait dans toutes les sociétés urbaines et prenait, au premier abord, des formes comparables, il serait abusif de parler d'« haussmannisation » du territoire bordelais. Ce modèle supposé n'est en effet plus pertinent lorsque l'on observe les traditions édilitaires de cette ville en particulier.

Sylvain Schoonbaert, *La voirie bordelaise au XIX^e siècle*, Paris, Presses de l'université Paris Sorbonne, 2007, 729 p.

In memoriam Le professeur Robert Étienne

Né le 18 janvier 1921, le professeur Robert Étienne était d'origine languedocienne, mais c'est à Bordeaux que s'est déroulé l'essentiel de sa vie et que s'est réalisée sa brillante carrière. Entré en 1942 à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, il obtint l'agrégation d'Histoire puis partit à l'École française de Rome où il séjourna de 1947 à 1949. Entré, peu après son retour, à la Faculté des Lettres de Bordeaux, il y devint, en 1958, Maître de conférences et bientôt titulaire de la chaire d'Histoire romaine. Il devait exercer la charge de professeur jusqu'à sa retraite et à l'accès à l'éméritat en 1988.

Ses 28 années de professorat furent des années riches d'activité et particulièrement fécondes sur le plan scientifique. Le professeur Étienne était un savant ouvert et curieux de tout. Son abondante bibliographie (plus de 300 numéros dont une vingtaine de livres et de direction de publications) en témoigne largement : d'abord, l'Histoire romaine, sa spécialité, à laquelle il a consacré des travaux qui ont fait date, parmi lesquels sa thèse, consacrée à l'étude du culte impérial dans la péninsule Ibérique (1958), un *Siècle d'Auguste* remarqué (1970) et, en 1973, *Les Ides de Mars : l'assassinat de César ou de la dictature ?*, sans oublier celui qui fut sans doute le plus célèbre, sa *Vie quotidienne à Pompéi* (Hachette, Paris, 1966), plusieurs fois rééditée, et traduite en de nombreuses langues, dont, en 1987, il écrivit une version nouvelle, traduite à son tour dans diverses langues. Ensuite, l'archéologie, qu'il a pratiquée du Maroc à la Roumanie, en passant par le Portugal qui fut pour lui comme un second port d'attache scientifique. Auprès de collègues portugais, il a pu y diriger de grandes fouilles, d'abord sur le site de la ville antique de Conimbriga, puis



sur celui de la belle villa seigneuriale de São Cucufate et y livrer, en collaboration, trois importantes synthèses sur *Le vin hispanique* (2000), les *Salaisons et sauces de poisson hispaniques* (2002) et enfin *L'huile hispanique* (2 vol., 2004).

Mais cette intense production scientifique n'épuisa pas son inlassable activité. Car cet homme de science sut également voir au-delà de ses légitimes ambitions personnelles et créer pour la Recherche un instrument assez fort pour lui survivre. Avec la petite dizaine d'élèves qui l'entourait alors à l'université de Bordeaux 3, il fonda, en 1974, une équipe dont les travaux seraient dédiés à la péninsule

Ibérique, en lui donnant le nom du savant Pierre Paris, qui avait fait briller l'archéologie française en Espagne au début du XXe siècle. Pour cette équipe, il réussit à trouver, non sans mener de rudes batailles, les livres, l'espace et l'argent nécessaires. Trente-cinq ans après sa création, le *Centre Pierre Paris*, devenu entre temps l'*Institut Ausonius*, a continué de grandir, de travailler et de produire, et compte parmi les plus dynamiques des laboratoires français dédiés à l'étude de l'Antiquité. Ce succès incontestable se voit aujourd'hui dans les locaux de la *Maison de l'Archéologie*, dont, peu avant sa retraite, il fut l'un des créateurs, et tout particulièrement dans la bibliothèque qui porte désormais son nom. Partie de peu en 1974, celle-ci est riche aujourd'hui de quelque 50 000 volumes, monographies et périodiques (400 titres vivants) confondus.

Cet ancrage bordelais ne fut pas seulement bénéfique à l'université. Dès le début des années cinquante, il entra à la *Société Archéologique de Bordeaux*, dont, jusqu'à ce que ses responsabilités l'éloignent des réunions, il fut un

animateur assidu¹, participant régulièrement aussi aux cours publics² lorsque le sujet concernait l'Histoire ancienne. Parallèlement, il était, depuis 1955, membre du *Cercle Bertrand-Andrieu* dont il fut bientôt vice-président (1957-1958), puis président (1958-1961, 1962-1967) et enfin président honoraire. À cette époque, les numismates étaient nombreux à écouter ses communications³.

Autre chapitre important de sa vie bordelaise, son action au service de la *Fédération historique du Sud-Ouest*, fédération régionale des Sociétés Savantes fondée après la Guerre par le professeur Charles Higounet, aux travaux de laquelle il participa dès 1951 et dont il fut plus tard, pendant 25 ans, jusqu'en 1998, le président infatigable⁴.

C'est toutefois l'Historien qui a le mieux honoré l'Aquitaine et les Aquitains du passé en leur consacrant quelques-uns de ses plus importants travaux : *Bordeaux antique*, en 1962, premier volume de la monumentale *Histoire de Bordeaux*, créée et dirigée par le professeur Charles Higounet⁵, suivi d'une participation à l'*Histoire de l'Aquitaine*⁶, puis, en 1984, du novateur *Trésor de Garonne*⁷ et en fin, en 1986, d'un *Ausone* particulièrement réussi⁸, sans parler d'un grand nombre d'articles, issus notamment des congrès « de la Fédération » qui furent réunis en 1995 sous le titre *En passant par l'Aquitaine*⁹...

C'est à juste titre que, en 1971, l'Académie nationale des Sciences et Belles-Lettres et Arts de Bordeaux l'avait reçu parmi ses membres, avant que l'Institut de France ne l'accueille en 1999. Le professeur Étienne était titulaire de nombreux honneurs publics français et étrangers. Commandeur de la Légion d'Honneur, de l'Ordre national du Mérite et des palmes Académiques, chevalier du Mérite de la République italienne et de l'Ordre portugais d'Henri le Navigateur. Il était aussi Docteur *honoris causa* des universités de Coimbra, au Portugal, Cluj, en Roumanie, et Vitoria, en Espagne. Notons enfin qu'il avait été honoré en 1982 de la médaille d'argent de la Ville de Bordeaux pour son activité au sein de la Société archéologique.

Décédé le 4 janvier dernier, alors qu'il allait atteindre ses 88 ans, ce savant de renommée internationale aura été l'une des figures les plus marquantes de l'histoire de l'université bordelaise, et l'un des hommes de culture qui ont le plus apporté à notre région.

Jean-Pierre Bost

1 SAB, LVIII, 1951-1953, p. 35-36 : "Les fouilles du Palais-Gallien"; LVIII, 1951-1953, p. 36 : "Les sarcophages de Saint-Médard-d'Eyrans"; LIX, 1954-1956, p. 35-36 : "Les fouilles du Palais-Gallien" (fouilles de 1953 et de 1956); LXII, 1957-1962, p. 54 : "Le culte impérial dans la péninsule Ibérique"; LXII, 1957-1962, p. 62 : "Un point discuté d'archéologie gallo-romaine : la date de l'amphithéâtre de Nîmes"; LXII, 1957-1962, p. 77 : "Bordeaux et la route du vin (Ier siècle avant - Ier siècle après J.-C.)"; LXV, 1963-1969, 30 : "À propos du Hallstattien prolongé"; LXV, 1963-1969, p. 30-31 : "Sur les récentes trouvailles en Garonne"; LXV, 1963-1969, p. 44 : "Nouvelle brève d'actualité". Ajouter Étienne, R. et D. Nony (1964) : "En relisant C. Julian : à propos des marques de potiers", *Bull. et Mém. de la Soc. archéol. de Bordeaux*, LXII, 1957-1962 (1964), 119-123.

2 1963 : La céramique gallo-romaine et les lampes romaines à Bordeaux; 1967 : La mission archéologique française au Portugal; 1977 : L'habitat et la maison; 1980 : La civilisation de l'eau : les thermes; 1982 : L'archéologie des villes dans la péninsule Ibérique.

3 SAB, LX, 1960, p. 9-11 : "L'activité du Cercle Bertrand-Andrieu (1947-1957)"; LX, 1960, 27 : Une monnaie de Q. Pomponius Rufus; LXIV, 1959-1967 (1968), p. 15, La circulation monétaire en Gaule après 270; LXIV, p. 39 : Le monnayage des Bituriges Vivisques; Étienne, R. (1960) : "Sur une monnaie de Carthago Nova frappée sous Caligula", *Bull. et Mémoires de la Société archéologique de Bordeaux*, LX, 1960, p. 41-45.

4 Dax, 1951 : "Le voyage pyrénéen d'Auguste en 26-25 avant Jésus-Christ", *Annales du Midi*, LXIV, 1952, p. 5-14 = *En passant par l'Aquitaine*, p. 147-158; La Réole, 1952 : "Les sarcophages romains de Saint-Médard-d'Eyrans (Gironde)", *Revue des Études anciennes*, LV, 1953, p. 361-378 = *En passant par l'Aquitaine*, p. 237-261; 12^e congrès, Lecture, 1959 : "La chronologie des autels tauroboliques de Lecture", dans *Gascogne gersoise, Archéologie, Histoire, Économie*, Auch, 1959, p. 35-42 = *En passant par l'Aquitaine*, p. 285-295; 20^e congrès, Bordeaux, 1967 : "Les importations de vin campanien en Aquitaine", dans *Vignobles et vins d'Aquitaine*, Bordeaux, 1970, p. 13-25 = *En passant par l'Aquitaine*, p. 303-316; 27^e congrès, Pau, 1975 : "L'attraction des villes dans l'Aquitaine gallo-romaine", dans *L'urbanisation de l'Aquitaine*, Pau, 1975, p. 5-12 = *En passant par l'Aquitaine*, p. 109-116; 28^e congrès, Mont-de-Marsan et Dax, 1976 : "Deux « Dacquois » en péninsule Ibérique", dans *Les Landes dans l'Histoire, Centenaire de la Société de Borda, 1876-1976*, Aire-sur-l'Adour, 1978, p. 77-85 = *BSBorda*, CII, 1978, 291-299 = *En passant par l'Aquitaine*, p. 185-194; 40^e congrès, Souillac, 1988 : "Les lettres d'Ausone à Théon", dans *Souillac et les pays médocains*, Bordeaux, 1989, p. 185-205 = *En passant par l'Aquitaine*, p. 527-549; 41^e congrès, Bordeaux, 1989 : "Un débat révolutionnaire : propriété privée, propriété publique au « palais Galien »", dans *Révolutions en Aquitaine de Montesquieu à Frédéric Bastiat*, Bordeaux, 1990, p. 619-631 = *En passant par l'Aquitaine*, p. 353-366; 44^e congrès, Cahors-Villeneuve-sur-Lot, 1992 : "L'hommage de la cité des Cadurques au Picton M. Sedatius Severianus", dans *La vallée du Lot et son environnement*, Bordeaux, 1994, p. 89-94 = *En passant par l'Aquitaine*, p. 229-234; 45^e congrès, Pauillac-Blaye, 1993 : "Encore le voyage de Théon dans l'estuaire", dans *L'estuaire de la Gironde. De Pauillac à Blaye*, Bordeaux, 1995, p. 61-68 = *En passant par l'Aquitaine*, p. 583-589; 50^e congrès, Bordeaux, 1998 : "Burdigala, porte océane", dans *Bordeaux, porte océane*, Bordeaux, 1999, p. 79-83; 54^e congrès, Brantôme, 2001 : "Rome et les poissons", dans *Du bien manger et du bien vivre à travers les âges et les terroirs*, Bordeaux, 2002, p. 77-82.

5 Une édition abrégée de ce monument a été publiée à Toulouse en 1980, réimprimée en 1990.

6 Toulouse, 1971, p. 65-127; *Documents*, Toulouse, 1973, p. 33-77.

7 *Le Trésor de Garonne. Essai sur la circulation monétaire en Aquitaine à la fin du règne d'Antonin le Pieux (159-161)*, Bordeaux, 1984.

8 Ausone ou les ambitions d'un notable aquitain, in : Étienne, R., S. Preste, L. Desgraves (1986) : *Ausone, humaniste aquitain*, Bordeaux, p. 1-78 = *En passant par l'Aquitaine*, p. 413-495.

9 Bordeaux, 1995.

In memoriam Daniel NONY (1937 – 2009)

Daniel Nony, né le 28 septembre 1937 à Bugeat, en Corrèze, fit ses études à Bordeaux, à l'école Sainte Marie de Grand-Lebrun, où il passa les deux parties de son baccalauréat en 1953 et 1954. Entré à la faculté de Lettres de Bordeaux, il y obtint la licence en Histoire, soutint un diplôme d'études supérieures sous la direction conjointe des professeurs Marcadé et Higounet, et, en 1959-1960, prépara l'agrégation d'Histoire, à laquelle il fut reçu brillamment cette même année. J'entrais moi-même alors en Licence d'Histoire, et c'est là que j'entendis pour la première fois sa voix et son nom, à l'occasion d'un solide exposé sur le monnayage hellénistique.

Après deux ans d'enseignement au lycée Montesquieu de Bordeaux, puis un an comme soldat-professeur au lycée militaire de La Flèche, il fut, pendant deux autres années, assistant à la faculté des Lettres de Bordeaux et rejoignit alors, à Olbia-Hyères (Var), l'équipe de fouilles du professeur Couprie. À partir de 1965, admis pour 3 ans comme pensionnaire à l'Institut français de Madrid, la Casa de Velázquez, il participa aux fouilles que celle-ci venait d'ouvrir à Belo-Tarifa et y dirigea le chantier en 1968, tout en accompagnant aussi le professeur Étienne au Portugal, sur le site de la ville romaine de Conimbriga. Retourné à Bordeaux, il enseigna au lycée Montaigne puis, en 1969, fut élu Maître-assistant, puis Maître de Conférences d'Histoire ancienne à la Sorbonne-Paris I, où il resta jusqu'en 2006, date de sa retraite.

Historien de Rome, Daniel Nony a produit une œuvre abondante d'articles, d'ouvrages et de comptes rendus parmi lesquels on isolera un *Caligula* original (1986), construit sur



une documentation soigneusement contrôlée, qui reçut une traduction en italien en 1988. Pédagogue et formateur attentif d'étudiants dont il s'employa toujours à servir au mieux les intérêts, tant à l'Institut catholique de Paris que dans son université de Paris I, il a laissé, en collaboration avec quelques collègues qui partageaient les mêmes soucis, des manuels d'enseignement et de grandes synthèses qui ont fait date et qui continuent d'aider les nouvelles générations à s'initier aux différents épisodes de l'histoire de Rome. D'abord le désormais célèbre et indispensable *Rome et son empire*, écrit avec M. Christol, qui a connu jusqu'en 2002 douze éditions régulièrement mises à jour, avec une

traduction en espagnol en 1988. Ensuite, sept chapitres dans le gros ouvrage dirigé par X. Lorient et Ch. Badel, *Sources d'histoire romaine, Ier siècle avant Jésus-Christ début du Ve siècle après Jésus-Christ*, Larousse, 1993, puis diverses notices pour *Axis encyclopédie*, tome VIII, Hachette, 1994, à quoi il faut ajouter J.-M. Bertrand, Cl. Nicolet, D. Nony, *Le citoyen dans l'Antiquité*, La Documentation française, 1998, et un important chapitre consacré à la péninsule Ibérique dans Cl. Lepelletier (éd.), *Rome et l'intégration de l'empire (44 avant Jésus-Christ - 260 après Jésus-Christ)*, 2, *Approche régionale du Haut Empire romain*, Nouvelle Clio, Paris, PUF, 1998, p. 113 – 141. Surtout, on retiendra le magnifique X. Lorient et D. Nony, *La crise de l'Empire romain*, Colin U, 1997, 305 p., et l'important Cl. Brenot, X. Lorient, D. Nony, *Aspects d'histoire économique monétaire de Marc-Aurèle à Constantin (161 - 337 après Jésus-Christ)*, Paris, SEDES, 1999. Dans toutes ces publications se remarquent son sens de l'exposé pédagogique, son souci d'une écriture simple et claire rendant facilement accessible au lecteur un contenu toujours parfaitement maîtrisé.

Toutefois pour tous ceux qui l'ont connu, Daniel Nony était l'homme des monnaies, sur lesquelles déjà, à moins de 20 ans, il dissertait savamment à propos du trésor girondin de Preignac. Numismate romain, il ne s'en intéressa pas moins à tous les domaines de l'histoire monétaire, depuis la Gaule préromaine jusqu'à l'époque contemporaine, et des confins méridionaux de l'Aquitaine jusqu'aux "impériales grecques". Son inlassable curiosité d'esprit lui fit explorer des domaines très variés, depuis les dossiers les plus techniques¹, notamment les recherches qu'il avait suscitées sur l'or monnayé gaulois, alors qu'il était président de la Société française de Numismatique, recherches qui furent publiées dans le troisième volume des *Cahiers Ernest-Babelon*, jusqu'à de fines analyses d'histoire politique², en passant par des comptes rendus d'ouvrages judicieux et de nombreuses et très utiles publications de matériel, sans oublier l'entreprise du *Corpus des trésors monétaires antiques de la France*, qu'il fonda et dirigea avec Cl. Brenot, H. Huvelin et X. Loriot et dont il publia, en collaboration, le tome I (Poitou-Charentes et Limousin, Paris, 1982), et seul, le tome VI (1990), consacré aux départements de l'actuelle Région Aquitaine. Daniel Nony fut, durant cinquante ans, membre de la Société française de Numismatique à la présidence de laquelle il resta de 1979 à 1981. Il s'y signala par une intense activité scientifique dont témoignent les quelque cinquante contributions parues dans le *Bulletin* de la Société et dans la *Revue numismatique*.

Mais cet engagement ne lui fit jamais oublier notre Sud-Ouest, à la numismatique duquel il a beaucoup donné. Entré tout jeune à la Société Archéologique de Bordeaux, il fut secrétaire du Cercle numismatique Bertrand-Andrieu d'octobre 1957 à décembre 1962, et président, de janvier 1970 à février 1972, jusqu'à ce que ses obligations parisiennes lui interdisent une collaboration plus étroite. Pourtant, même loin de Bordeaux, il ne cessa jamais de suivre de près les trouvailles monétaires effectuées dans notre région et de fournir au *Bulletin* de la Société archéologique un grand nombre de contributions³. Il faut y ajouter, outre un hommage rendu à Bertrand Andrieu, dont le Cercle numismatique de Bordeaux avait pris le nom⁴, divers articles offerts à la *Revue historique de Bordeaux*⁵, et d'autres, parus dans *Les Annales du Midi*, *Le Club français de la Médaille*, la *Revue des études anciennes*, *Les Cahiers du Bazadais*, la *Revue de la Saintonge et de l'Aunis*, les *Mélanges offerts à Jean Lafaurie*, la revue *Trésors monétaires*, éditée par le BnF, le *Bulletin du Musée basque et Aquitania*, sans oublier la synthèse qu'il écrivit en 1992 sur l'histoire de la monnaie en Aquitaine aux époques préromaines et romaines⁶.

Collectionneur, soucieux de sa cave, passionné de spectacle vivant, théâtre et danse, et plus particulièrement l'opéra, pour lequel il n'hésitait pas à se rendre à l'étranger, il était aussi

un grand voyageur que sa curiosité conduisit dans différents pays comme guide occasionnel, notamment le Cambodge et l'Afghanistan, tandis que les expositions l'attiraient dans les capitales européennes.

Daniel Nony est mort le 9 juin 2009, dans sa soixante-douzième année, des suites d'une longue maladie. Avec lui disparaît une des figures les plus marquantes de la numismatique bordelaise.

Jean-Pierre Bost

1. «La fiduciaire des monnaies métalliques», *BSFN*, décembre 1979 ; «À propos des axes sur les monnaies antiques : un problème de lecture», *BSFN*, mai 1981, p. 45-46, «Que faire des antonininiens d'imitation de la fin du II^e siècle après Jésus-Christ ?», *BSFN*, 1981, p. 126-127, ou encore, «L'emploi du détecteur à métaux, une opinion personnelle», *BSFN*, 1983, 3, p. 302-303.
2. Ainsi, «Postume, l'empereur Hercule», *Bulletin du club français de la médaille*, 50, 1976 ; «Un homme politique habile, l'empereur Tétricus, 271-274», *Le club français de la médaille*, 53, 1976, 58-62 ; «Maximien Hercule, lieutenant heureux, malheureux capitaine», *Le club français de la médaille*, 73, 1981, p. 104-107 ; «Gallien à Cologne, une propagande provincialiste», *REA*, 82, 1981, p. 60-69 ; «Galère ou la continuité de l'État», *Le club français de la médaille*, 76, 1982, p. 122-125 ; «Nerva et les apparences de la légitimité», in : *Mélanges de numismatique offerts à Pierre Bastien*, Wetteren, 1987, p. 51-63 ; «La politique monétaire d'Hadrien», *Les Dossiers de l'Archéologie*, 274, 2002, p. 20-27.
3. «Le trésor de Preignac et ses indications sur la circulation monétaire durant la crise du III^e siècle», *SAB*, 60, 1960, p. 23-24 ; «Les trésors de monnaies romaines en Gironde», *SAB*, 64, 1959-1967, p. 239-242 ; «Un numismate bordelais : Joseph Ducasse», *SAB*, 68, 1968-1971, p. 5-7 ; R. Forton, D. Nony, «Bordeaux sous le Second Empire, un chapitre d'histoire métallique», *SAB*, 67, 1968-1971, p. 87-98 ; D. Nony, J. Cougoul, Cl. Brenot, J. Yvon, Société archéologique de Bordeaux, *Exposition du centenaire, 1873-1973*, Bordeaux, 1973, p. 243-255 ; «Une médaille bonapartiste de 1851», *SAB*, 68, 1970-1973, p. 322-323 ; J. Yvon et D. Nony, «Trouvailles monétaires en Gironde», *SAB*, 68, 1976, p. 329-337 ; «Les monnaies du site de la villa de Barat à Lussac-de-Libourne (Gironde)», *SAB*, 70, 1974-1975, p. 239-246 ; «Cachets et sceaux-matrices des collections de la société archéologique de Bordeaux», *SAB*, 70, 1974-1975, p. 247-259 ; «Bordeaux sous le Second Empire, un chapitre d'histoire métallique (fin)», *SAB*, 70, 1974-1975, p. 261-266 ; «Mélanges de numismatique et de sigillographie», *SAB*, 74, 1983, p. 203-209 ; «Mélanges de numismatique et de sigillographie (II)», *SAB*, 77, 1986, p. 141-148.
4. «Bertrand Andrieu (1761-1822)», *Le club français de la médaille*, 23, 1969, p. 12-14.
5. «Le trésor de Margaux : contribution à l'essor de la circulation monétaire au début du IV^e siècle après Jésus-Christ», *RHBordeaux*, 13, 1964, p. 13-18 ; «Autour d'un centenaire : un empereur romain à Bordeaux, Tétricus», *RHBordeaux*, 1973, p. 171-174 ; «La Monnaie de Paris à Pessac (Gironde)», *RHBordeaux*, 24, 1975 ; «Monnaies d'or romaines en Gironde», *RHBordeaux*, 26, 1977, p. 27-39 ; «Monnaies gauloises recueillies à Bordeaux», *RHBordeaux*, 27, 1978-1979, p. 15.
6. «Monnayage gaulois. Monnaies romaines», in : L. Maurin, J.-P. Bost et J.-M. Roddaz (dir.), *Les racines de l'Aquitaine. Vingt siècles d'histoire d'une région, vers 1000 avant Jésus-Christ vers 1000 après Jésus-Christ*, Toulouse, p. 209-222.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome IC, année 2008, p. 241-242

Activités et manifestations de la Société Archéologique de Bordeaux en 2008

Assemblées mensuelles

- 12 janvier : Delphine Delmarès, « Les origines du musée des Arts décoratifs de Bordeaux ».
- 9 février : Adeline Fallières, « Statues disparues de Bordeaux sous l'occupation ».
- 8 mars : Pierre Coudroy de Lille, « Autour de la famille de Bacalan : le château de Vaure ».
- Xavier Roborel de Climens, « Documents d'archives du château de Vaure ».
- 12 avril : Pierre Régaldo-Saint Blancard, « L'enceinte du bourg Saint-Eloi de Bordeaux ».
- 17 mai : Damien Piot, « La chapelle Saint-Germain à Langoiran ».
- 14 juin : Florence Saragoza, « La collection du Dr Godard au musée d'Aquitaine ».
- 11 octobre : Pierre Régaldo-Saint Blancard et Ezéchiel Jean-Couret, « Une enquête sur les fortifications de Bordeaux en 1767 ».
- 8 novembre : Laure Perrot, « La cité du Grand Parc à Bordeaux ».
- 6 décembre : Philippe Jacques, « Sur les origines médiévales de la Teste-de-Buch ».

Cercle numismatique Bertrand-Andrieu

- 20 janvier : Claude Robert, « Deniers et double tournois de Bordeaux ».
- 17 février : Présentations numismatiques.
- 16 mars : Présentations numismatiques.
- 20 avril : Présentations numismatiques.
- 18 mai : Présentations numismatiques.
- 15 juin : Présentations numismatiques.
- 19 octobre : Présentations numismatiques.
- 16 novembre : Claude Robert, « L'effigie des femmes dans les doubles tournois ».
- 21 décembre : Présentations numismatiques.

Groupe Jules-Delpit

- 26 janvier : Marc Favreau, « Le magasin des marbres du Roi ».
- 23 février : Rémi Desalbres, « La restauration de l'Hôtel de la Marine ».
- 26 avril : Alain Billard, « La cathédrale d'Ica ».
- 28 juin : Nicole Palard, « Recherches sur l'œuvre picturale de Jean Despujols ».

25 octobre : Frédéric Boutouille, « *Les Vikings à Bordeaux* ».

22 novembre : Pierre Baggio, « *La mise en défense de Bordeaux au Moyen-Age* ».

13 décembre : Antoine Briscadieu, « *Auguste Brutails* ».

Cours public

46^{ème} année

**Thème : Archéologie et Architecture :
recherches originales**

4 février : Damien Delanghe, « *Habitats troglodytiques en région de Saint-Emilion* ».

11 février : Alain Billard, « *Le temple de Ségeste. 2 500 de résistance aux tremblements de terre* ».

18 février : Hélène Mousset, « *Architecture en terre crue dans le Sud-Ouest* ».

10 mars : Robert Vergnien, « *Technologie 3D au service du patrimoine archéologique* ».

17 mars : François Didierjean, « *Archéologie aérienne en Aquitaine et dans le nord de l'Espagne* ».

31 mars : Pierre Guibert, « *Datation de l'architecture par des méthodes physiques* ».

Visites et journée d'études

31 mai : Le site gallo-romain du Fâ et les richesses du patrimoine local.

27 septembre : Le patrimoine bâti de la presqu'île. (Saint-Louis de Montferrand, Ambès...).

Interventions en faveur de la défense du Patrimoine architectural :

- Les chais Calvet
- Place Puy-Paulin-rue Porte-Dijeaux
- Rue Laroche

Publications

Tome 97, année 2006, 300 p.

Lanessan, un château en Médoc par Robert Coustet,
Pages d'Archéologie et d'Histoire Girondines

Internet

- Ouverture d'une boîte à lettre électronique

so.archeo.bordeaux@free.fr

- Ouverture d'un site

Rubriques retenues :

- Accueil – Qui sommes-nous ? – Contacts-Adhésion
– Historique – Statuts – Nos activités : - conférences – publications – cours public – fonds de la SAB – excursion/visite – liens
– groupe Jules Delpit – cercle Bertrand Andrieu.

Assemblée générale

L'assemblée générale statutaire s'est tenue le dimanche 30 mars 2008 en présence de M. Ducassou, adjoint au maire, en charge de la culture, représentant M. le Maire. Elle a été présidée par Henri Duday, directeur de recherche au CNRS, médaillé d'argent, médecin, archéologue, anthropologue.

Le rapport moral a été lu par Mme Nicole Palard et le rapport financier par M. Xavier Roborel de Climens. Ces deux rapports ont fait l'objet d'une approbation à main levée.

La remise des diplômes et des médailles s'est déroulée comme suit :

- La médaille d'argent de la ville de Bordeaux à M. Pierre Bardou

- la médaille de bronze à M. et Mme Lestage, M. Marc Martinez.

- Le diplôme de la Société Archéologique : à l'Association Pétronille, Laetitia Barragué, Alain Billard, Chantal Callais, Damien Delangue, François Didierjean, Marie-Hélène Mousset, Xavier Rozan, Robert Vergnien.

Henri Duday a ensuite prononcé une conférence sur le thème de « l'archéopathologie ».



Cercle numismatique Bertrand-Andrieu Procès-verbaux des séances de l'année 2008

Liste des membres de la Société archéologique ayant participé aux travaux du Cercle

MM. Bost, Casse, Debruge, Desbarats, Marchand, Migeon, Pujo, Robert, Sénac, Ursy, Wiedemann.

Composition du bureau pour l'année 2008

Président : M. Sénac

Vice-présidents : MM. Debruge et Marchand

Conseiller et trésorier : M. Wiedemann

Secrétaire : M. Marchand

Secrétaire adjoint : M. Desbarats

Séance du 20 janvier 2008

Présidence de M. Sénac, président

Communication :

M. Robert : « Deniers et doubles tournois de Bordeaux (de Henri III à Louis XIII inclus) » ;

complément de M. Ursy : « Un double tournois de la principauté d'Orange ».

Séance du 17 février 2008

Présidence de M. Sénac, président

Point sur les travaux de numérisation de la collection Miller.

Séance du 16 mars 2008

Présidence de M. Sénac, président

Présentations numismatiques :

M. Wiedemann présente deux séries de monnaies contemporaines : la dernière série de Malte avant son passage à l'euro et la série actuelle des monnaies mexicaines.

Séance du 20 avril 2008

Présidence de M. Sénac, président

Présentations numismatiques :

M. Sénac présente trois études qu'il a effectuées pour le compte du Cercle :

1. cinq monnaies trouvées à Mérignac sur le site de la partie nord de l'ancien cimetière de l'église Saint Vincent ;
2. une monnaie trouvée à Darvault (Seine-et-Marne) ;
3. une monnaie trouvée à Sainte Florence au lieu-dit Peyrat (Gironde).

Séance du 18 mai 2008

Présidence de M. Sénac, président

Présentations numismatiques :

M. Bost : trois monnaies jordaniennes contemporaines. Ce sont de petites monnaies de 2006 : 1 de 10 piastres et 2 de 5 piastres. M. Bost en fait don à la collection de la Société.

M. Wiedemann : 8 monnaies de l'Inde, allant de 50 c à 5 roupies.

Mme du Buisson : diverses monnaies trouvées dans son jardin.

Séance du 15 juin 2008

Présidence de M. Sénac, président

Présentations numismatiques**Séance du 19 octobre 2008**

Présidence de M. Sénac, président

Communication :

M. Geneviève : " Les monnaies gauloises et romaines de la place des Grands-Hommes à Bordeaux ".

La restructuration complète du marché municipal des Grands-Hommes en 1988 avait nécessité une intervention de sauvetage de grande ampleur publiée quelques années plus tard par la *Revue Archéologique de Bordeaux*. Les 41 monnaies recueillies lors de cette opération de fouille n'avaient pu être présentées dans le cadre de cet ouvrage et il importait de combler ce manque. L'inventaire détaillé de cette collection et les conclusions qui en découlent, mises en perspectives à l'appui des récentes fouilles effectuées dans la ville, se révèlent du plus grand intérêt pour notre connaissance des premiers temps monétaires à Bordeaux.

Séance du 16 novembre 2008

Présidence de M. Sénac, président

Communication :

M. Robert : " Le portrait des femmes sur les deniers et doubles tournois ".

Sont présentées une vingtaine de monnaies d'Henriette de Lorraine (1605-1660) et Marie de Bourbon - Montpensier (1608-1627), à partir d'images numériques projetées sur écran au moyen d'un vidéo-projecteur. D'autres deniers et doubles tournois sont également présentés par MM. Robert et Ursy.

Présentations numismatiques :

M. Ursy : antoninien de Probus (276-282), bronze, 23 à 25 mm, 3,6 g, 12 h, atelier de Tripoli (rare). Avers : IMP C M AVR PROBVS AVG (Imperator Caesar Marcus Aurelius Probus Augustus). Revers : CLEMENTIA TEMP (Clementia Temporum), KA (valeur grecque 21) et croissant de Lune (2e officine). Référence Cohen 87.

Séance du 21 décembre 2008

Présidence de M. Sénac, président

Présentations numismatiques :

M. Ursy présente deux monnaies d'Henri IV :

1. 1/8e d'écu frappé à Rennes en 1604 (argent, 4,55 g, 23-25 mm, 9 h).

Avers : croix feuillue, légende HENRICVS . IIII . D : G . FRANC ET . NAVA : REX 1604 ; revers : écu de France, marque de valeur (division de l'écu) V III de part et d'autre de l'écu, numéro d'atelier 9 en dessous, légende SIT . NOMEN . DOMINI BENEDICTVM. Maître d'atelier Charles Bedeau (du 01/08/1603 au 15/07/1607), différent fleur de chardon présente à droite de l'atelier au revers. Graveur Thomas Yves (de 1603 à 1609), différent croissant sous la 11e lettre au revers (sous le M de DOMINI).

Les huitièmes d'écu sont plus rares et moins thésaurisés que les quarts. Dans le Sombart, sur les 94 exemplaires retrouvés pour Henri IV, 9 étaient de Rennes, 4 étaient de l'année 1604, mais cette monnaie de 1604 Rennes, bien que connue (tirage 13154 exemplaires) était non retrouvée.

2. 1/4 d'écu frappé à Bordeaux en 1610 (argent, 9,5 g, 28-29 mm, 10 h).

Avers : croix feuillue, légende HENRICVS IIII D G . FRAN . ET . NAVA . REX . 1610 ; revers : écu de France, marque de la valeur (division de l'écu) II et II de part et d'autre de l'écu, lettre d'atelier K en dessous, légende SIT . NOMEN DOMINI . BENEDICTVM.

Maître d'atelier Bertrand Fendrier (de 1608 à 1610), différent inconnu dans le Sombart mais bien visible sur cet exemplaire (ressemblant à un bilboquet, un bourdon ou un battant de cloche). Graveur Jean de Nogaret (du 02/07/1592 à 1610), différent 2 (ou 3) croissants entre le D et le G à l'avers. Dans le Sombart, sur les 623 quarts d'écu retrouvés, on compte 15 exemplaires pour 1610 (année de la disparition du roi), 75 exemplaires pour Bordeaux, mais seulement 4 exemplaires 1610 Bordeaux (tirage 108400).

Recommandations aux auteurs

La *Revue archéologique de Bordeaux* publie des articles originaux concernant l'archéologie, l'histoire et l'histoire de l'art à Bordeaux et en Gironde.

L'appel à fournir des articles fait d'ordinaire suite à une communication présentée lors d'une des réunions de la Société. Cet appel ne constitue cependant pas un engagement de publication : les articles seront soumis à un ou des recenseurs choisis pour leur compétence sur le sujet abordé ; des modifications justifiées peuvent être demandées aux auteurs.

Les **textes**, sauf accord exceptionnel, ne doivent pas dépasser 20 pages, soit environ 60 000 signes ; en cas de non-respect, le comité directeur se réserve le droit de proposer des coupures. Les textes seront fournis sous la double forme d'un tirage papier et d'un fichier informatique ; aucun dactylogramme, aucun manuscrit ne seront acceptés. Tous essais de mise en page sont inutiles et peuvent même constituer une gêne : le texte doit être une saisie « au kilomètre ».

Le **style de caractères** normal est le romain. L'italique est réservé aux citations de textes anciens dans leur orthographe d'origine, aux mots et aux citations en latin ou en langue étrangère, aux titres d'ouvrages ou de revues. Le gras doit être limité à des effets exceptionnels. Le souligné, sauf cas particulier, est à prohiber. De même les mots en majuscules.

Les **titres intermédiaires** seront hiérarchisés par un système logique et clair de numérotation. Cette numérotation ne sera pas conservée dans la mise en page définitive ; une hiérarchisation graphique lui sera substituée. Aucun titre ne doit être saisi en majuscules.

Les **notes** sont consacrées à des références, à des justificatifs, éventuellement à des précisions ou à des nuances qui alourdiraient le texte. Elles ne doivent pas constituer de longs développements. Si nécessaire, il est possible de fournir des annexes et d'y renvoyer.

Pour la **bibliographie**, toutes les références seront données en notes et non entre parenthèses dans le texte. Les références de type « op. cit. » sont à prohiber. Si la bibliographie est importante, il est recommandé de n'utiliser en notes que des codes (auteur et date, indication de la page concernée) et de rassembler en une annexe ces codes suivis des références bibliographiques ; cette annexe, doit constituer un document à part du texte. Les références doivent être complètes et rédigées selon les normes en vigueur : pour un ouvrage, « Nom, Prénom. Titre de l'ouvrage. Lieu, éditeur, date. » ; pour un article, « Nom, Prénom. Titre de l'article. Revue, année, tomai, pagination. »

Il est demandé aux auteurs de fournir un **résumé** de leur contribution. Il s'agit d'une présentation synthétique de la matière de l'article, qui ne doit pas excéder 1000 signes. En cas d'absence de ce document ou parce qu'il n'est pas jugé conforme, le comité directeur pourra le rédiger et le proposer à l'auteur.

Les **figures** seront numérotées en une seule série continue, qu'il s'agisse de photographies, de dessins, de diagrammes ou de tableaux. Le texte comportera des renvois précis sous la forme « (fig. 1) ». Si ce type d'appel ne se justifie pas, des annotations portées en marge du texte papier indiqueront les liens logiques entre texte et iconographie. La liste des figures avec leurs légendes constituera un document à part.

Toutes les illustrations doivent être libres de droits. Sauf accord exceptionnel, leur nombre maximal pour un article de taille normale est de douze.

Aucune photocopie ne sera admise. Les photographies numériques et documents scannés, s'ils sont indispensables, doivent avoir une définition d'une résolution suffisante. Ils seront de préférence aux formats .eps ou .tif. Ils constitueront des fichiers informatiques indépendants : en aucun cas ils ne seront intégrés dans le document texte.

Le format fini de la revue est de 210 x 270 mm. Les pages sont justifiées sur 170 mm, avec deux colonnes de 80 mm. Les illustrations seront ramenées à ces dimensions. Il importe d'en tenir compte, notamment pour les épaisseurs de traits, les corps des légendes internes aux dessins et les résolutions.

Le comité directeur peut être amené à refuser des illustrations de mauvaise qualité, à en demander de nouvelles ou à leur en substituer d'autres. De même des dessins ou des tableaux peuvent être repris ou adaptés à une configuration particulière. En ces cas, l'auteur sera consulté.

Une prémaquette des articles sera fournie aux auteurs pour correction. Ce n'est pas le lieu des repentirs qui modifieraient gravement le texte : dès lors qu'il a été reçu par la Société, il est considéré comme une version définitive.

Les auteurs membres de la Société recevront 25 tirés à part. Ceux qui en désireraient un plus grand nombre et ceux qui ne sont pas membres de la Société doivent en faire impérativement la demande par écrit, au plus tard lors de la remise de la prémaquette corrigée ; le coût leur en sera indiqué et ultérieurement facturé.

Publications de la Société Archéologique de Bordeaux

Ouvrages

- J.-P. TRABUT-CUSSAC,
Livre des hommages d'Aquitaine..... 9 €
Dr A. CHEYNIER, *Pair-Non-Pair*..... épuisé
J.-A. BRUTAILS, *Les vieilles églises de la Gironde*... épuisé
A. NICOLAI, *Histoire des faïenceries de Bordeaux*
au XIXe siècle..... épuisé
J.-A. BRUTAILS, *Album*..... épuisé
Catalogue du Centenaire..... 10 €
Fouilles de Parunis, de Mithra aux Carmes
(1988)..... 8 €

Collection «Mémoires»

- 1 *Archéologie des Eglises et des Cimetières*
en Gironde, 1989..... épuisé
- 2 *Aux origines de l'archéologie en Gironde :*
François Daleau (1845-1927), 1990..... 12,50 €
- 3 *L'Art du Fer forgé en pays bordelais de Louis XIV*
à la Révolution, broché, réédition : 2003.... 39,50 €
- 4 *Bordeaux baroque, 2003*..... 25 €
- 5 *La grotte de Pair-non-Pair, 2006*..... 35 €

Collection

«Pages d'Archéologie et d'histoire Girondines»

- 1 Marie-France LACQUE-LABARTHE,
Meubles bordelais, meubles de port..... 8 €
- 2 Robert COUSTET, *Le couvent de l'Assomption*
et les prémices de l'architecture néo-romane
à Bordeaux..... 8 €
- 3 Christophe SIREIX (dir.), *Les fouilles de la place*
des Grands-Hommes à Bordeaux..... épuisé
- 4 Michèle PEYRISSAC et Hélène GUENET,
Bordeaux, le lycée Montaigne..... épuisé
- 5 Hervé TOKPASSI, *L'hôtel Leberthon,*
chef d'œuvre de l'architecture privée du XVIIIe
siècle à Bordeaux..... 8 €
- 6 Michèle PEYRISSAC,
Le noviciat des Jésuites de Bordeaux..... 8 €
- 7 Robert COUSTET,
Lanessan, un château en Médoc..... 8 €

Revue archéologique de Bordeaux

Les Sociétaires reçoivent le tome de la *Revue Archéologique de Bordeaux* correspondant à l'année de leur cotisation. Il leur est demandé de prévenir le secrétariat de tout changement d'adresse les concernant. Toute personne étrangère à la Société, notamment toute personne morale, collectivité, association ou société, peut souscrire un abonnement.

Cotisation pour 2010 : 33 €.
Pour les couples : 43 € euros.
Pour les étudiants : 23 €.

Les cotisations doivent être réglées avant la fin du premier trimestre, par chèque bancaire ou postal au compte de la Société Archéologique de Bordeaux.

(CCP BORDEAUX 306 80 S)

Société Archéologique de Bordeaux
Hôtel des Sociétés Savantes,
1 place Bardineau,
33000 Bordeaux

Cession de tomes isolés (sauf épuisement)

- Bulletins récents (depuis 1960).....28 €
Bulletins entre 1923 et 1960.....11 €
Bulletins anciens (entre 1873 et 1923)..... 18,50 €
Tables 1924-1973.....10 €
Tables 1974-2000.....10 €

Société Archéologique de Bordeaux

1 place Bardineau, 33000 Bordeaux
permanence le jeudi après-midi

Conseil d'administration pour l'année 2008

Présidents d'honneur :	M. le professeur MARCADÉ, membre de l'Institut M. BENUSIGLIO D ^r LACOSTE LAGRANGE
Président :	M. J.-M. DEBRUGE
Vice-présidents :	M. P. COUDROY DE LILLE Mme M.-F. LACQUE-LABARTHE
Secrétaire Général :	Mme N. PALARD
Secrétaires adjoints :	M. Ph. ARAGUAS M. P. BARDOU
Trésorier :	M. X. ROBOREL DE CLIMENS
Bibliothécaire :	M. J.-G. PUYRAVEAU
Archiviste :	Mme A. ZIÉGLÉ
Conseillers :	Mmes H. AVISSEAU, S. FARAVEL, M.-H. MAFFRE, MM. R. COUSTET, J.-L. PIAT, P. RÉGALDO-SAINT BLANCARD

Comité directeur des publications

P. RÉGALDO-SAINT BLANCARD, X. ROBOREL DE CLIMENS

Comité de lecture

Philippe ARAGUAS, Pierre BARDOU, Robert COUSTET, Sylvie FARAVEL, Marie-France LACQUE-LABARTHE, Michel LENOIR,
Philippe MAFFRE, Pierre RÉGALDO-SAINT BLANCARD, Xavier ROBOREL DE CLIMENS, Marc SABOYA, Anne ZIÉGLÉ.



Maquette de la couverture :
Concept 99 d'après Presse-Papiers



Maquette intérieure et composition :
Concept 99

Dépôt légal : mars 2010.

Impression :
Imprimerie de la Roque





Vincent GENEVIÈVE, <i>Les monnaies gauloises et romaines de la place des Grands-Hommes à Bordeaux (Gironde)</i>	11-22
Frédéric BOUTOULLE, « <i>Par peur des Normands</i> ». <i>Les Vikings à Bordeaux et la mémoire de leurs incursions</i>	23-38
Damien PIOT, <i>Un prieuré saintongeais au Pied-du-Château : Saint-Germain de Langoiran</i>	39-51
Jacques BAGGIO, <i>1406-1442 : la mise en défense de Bordeaux ou de l'emprise municipale sur la ville</i>	53-67
Marc FAVREAU, <i>Le magasin des Marbres du Roi à Bordeaux aux XVIIe et XVIIIe siècles</i>	69-88
Pierre COUDROY DE LILLE, <i>Le château de Vaure à Ruch (Gironde)</i>	89-92
Xavier ROBOREL DE CLIMENS, <i>Documents d'archives provenant du château de Vaure</i>	93-100
Rémi DESALBRES, <i>La restauration des façades de l'hôtel de la Marine : redécouverte de la modernité de l'architecture bordelaise au XVIIIe siècle</i>	101-108
Xavier ROBOREL DE CLIMENS, <i>Une famille de la noblesse bordelaise aux XVIIIe siècle et au XIXe siècle : les Bacalan de Ludon en Médoc</i> ...	109-130
Florence SARAGOZA, <i>La collection thébaine du Dr Godard au musée d'Aquitaine</i>	131-151
Antoine BRISCADIEU, <i>Jean Auguste Brutails et la Catalogne</i>	153-159
Adeline FALIÈRES-LAMY, <i>Les statues disparues sous le Régime de Vichy à Bordeaux</i>	161-178
Nicole PALARD, <i>Recherches sur l'œuvre picturale de Jean Despujols (1886-1965)</i>	179-197
Laure PERROT, <i>La cité du Grand Parc à Bordeaux</i>	199-209
Notes et documents	
Jean-François FOURNIER, <i>L'énigmatique Frère Mathias</i>	213-214
<i>L'Atlas historique de Bordeaux : une nouvelle production de la collection de l'Atlas historique des villes de France</i>	215-219
<i>Bordeaux, Cité judiciaire : origine et développement d'un quartier suburbain antique sous la direction de Christophe Sireix</i>	221-223
« <i>Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Age</i> » édités par I. Cartron, D. Barraud, P. Henriot, A. Michel	225
<i>Le duc et la société. Pouvoirs et groupes sociaux dans la Gascogne bordelaise au XIIe siècle (1075-1199) par Frédéric Boutouille</i>	227-229
<i>Crépuscules ultramontains : marchands italiens et grand commerce à Bordeaux au XVIe siècle par Bernard Allaire</i>	231-232
<i>La voirie bordelaise au XIXe siècle par Sylvain Schoonbaert</i>	233-235
In memoriam : le professeur Robert Etienne	237-238
<i>Daniel Nony</i>	239-240
<i>Activités de la Société Archéologique de Bordeaux en 2008</i>	241-242
<i>Cercle numismatique Bertrand-Andrieu, Procès-verbaux des séances de l'année 2008</i>	243-244